

LE FONCIER- ENVIRONNEMENT

**POUR UNE GESTION VIABLE DES RESSOURCES
NATURELLES RENOUVELABLES AU SAHEL**

**Répertoire des conflits fonciers du delta intérieur du Niger
(Mali)**



Olivier et Catherine BARRIERE

**ORSTOM - CNRS Programme Environnement
Mission Française de Coopération, Ministère de l'Environnement, AFVP, CIRAD**

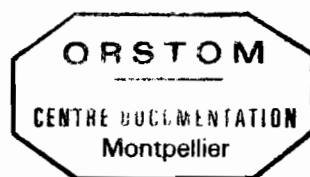
Octobre 1995

[Volume 2]

LE FONCIER- ENVIRONNEMENT

POUR UNE GESTION VIABLE DES RESSOURCES
NATURELLES RENOUVELABLES AU SAHEL

Répertoire des conflits fonciers du delta intérieur du Niger
(Mali)



17 SEP. 1996

Olivier et Catherine BARRIERE

ORSTOM - CNRS Programme Environnement
Mission Française de Coopération, Ministère de l'Environnement, AFVP, CIRAD

Octobre 1995

Ø98
RURAL 1
BAR



F

PRESENTATION

L'expansion des besoins de l'homme et de ses activités économiques exerce des pressions toujours croissantes sur les terres et engendre une concurrence et des conflits qui aboutissent à une utilisation infra-optimale du sol et des terres. Pour pouvoir satisfaire ces besoins à l'avenir de manière durable, il faut dès maintenant éliminer ces conflits et progresser vers une exploitation plus efficace et plus rationnelle de la terre et de ses ressources naturelles.¹

L'opportunité écologique que présente le delta intérieur du Niger situé en pleine zone sahélienne, en bordure du Sahara, génère depuis des siècles des relations spécifiques inter-individuelles et inter-sociétales. L'usage d'éléments biotiques de l'écosystème deltaïque engendre une compétition inéluctable entre systèmes d'exploitation. La multifonctionnalité de l'espace ici prend une dimension réelle en raison de la diversité et de la richesse des processus biologiques du milieu. Il en résulte des conflits d'accès aux ressources naturelles renouvelables que sont principalement l'herbe pour le pâturage, la terre pour la culture et le poisson pour la pêche². Les interactions humaines à propos d'éléments naturels sont le reflet d'une organisation autour de la gestion des ressources et à travers elles du milieu qui les contient. Les conflits à propos des ressources naturelles renouvelables affèrent directement à la problématique de leur conservation ainsi qu'à celle du maintien des systèmes écologiques, en raison des tensions, des pressions et de tous les comportements découlant d'une exploitation exacerbée, non rationnelle, ou viable à long terme du milieu. Cette gestion viable à long terme requiert en effet une organisation juridique de l'accès afin de stabiliser les rapports sociaux et ainsi d'assurer une sécurisation foncière. Cette légitimation des droits sur les ressources naturelles renouvelables demeure une condition inévitable pour une gestion conservatrice.

La conservation des ressources naturelles renouvelables justifie une prise en considération des diversités d'usage et d'exploitation mis en oeuvre par l'ensemble des ethnies présentes. Celles-ci imposent une assise foncière légitimée et un comportement guidé par une conscience écologique façonnée et maintenue par des règles de comportement obligatoires.

L'analyse des rapports sociaux et celle du droit s'effectuent souvent uniquement à travers l'étude des permanences et plus rarement à travers celles des ruptures. Dans notre approche, nous nous sommes refusés tout raccourcis ou induction rapide. Ceux-ci sont caractéristiques d'un souci axé sur la théorisation et ils reposent davantage sur un "picorement" de données glanées çà et là que sur une analyse spécifique de situations concrètes, fixant l'armature d'une réflexion théorique irréprochable et non élucubrée. Ainsi, cette recherche de terrain que nous avons voulu approfondie essaie de transformer le moins possible la réalité et d'aboutir à des résultats finalisés en réponse à des problèmes posés.

Cet état d'esprit scientifique légitime l'élaboration d'un répertoire des conflits fonciers, d'autant plus que ceux-ci sont particulièrement incontournables dans le delta intérieur du Niger.

¹ Conférence internationale sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, juin 1992: Agenda 21, section 2, chapitre 10.

² Les pratiques cynégétiques et forestières ne sont pas l'occasion de mêmes enjeux, comme il ressort de notre étude.

Qu'ils soient exacerbés ou non depuis les dernières décennies, ne nous méprenons pas, les conflits fonciers ont toujours existé dans le delta, seuls les enjeux et les modes d'expression ont quelque peu varier selon les époques.

Si un répertoire des conflits fonciers localisés dans le delta intérieur du Niger au Mali s'imposait scientifiquement, il était également nécessaire pour les communautés malienne et internationale des scientifiques, développeurs et politiques qui ne cessent de faire référence aux conflits à juste titre car leur prise en considération s'avère souvent inévitable. Intégrer la donnée "conflit" dans son analyse et sa réflexion est important, mais encore faut-il savoir exactement de quoi l'on parle.

Nous avons donc souhaité offrir dans ce répertoire à travers ses 251 situations conflictuelles, une banque de données, à la recherche de la précision, et donc abondante dans les détails, dans le but avoué de traduire (et non d'interpréter) une réalité foncière - et plus globalement environnementale - témoignant des relations entre les hommes à propos de l'accès aux ressources naturelles renouvelables. Chaque affaire apporte à travers ses témoignages, procédures, comportements et faits, une confrontation de représentations du monde et des choses, de la nature et des rapports sociaux propre à chaque groupe d'intérêt stratégique.

Le souci de minimiser la part d'interprétation de la réalité à laquelle on souhaite "coller" le plus possible nous conduit à présenter des données de deux types. Le type "dossier" (de l'affaire n°1 à l'affaire n°109) traite surtout les conflits pour lesquels des traces de pièces administratives (décisions, procès verbaux, lettres, rapports, croquis³) ou judiciaires (jugement ou arrêt) ont pu être retrouvées. Le type "enquête" (de l'affaire n°110 à l'affaire n°251) correspond davantage à des témoignages, des représentations du conflit par les intéressés eux-mêmes ou leurs proches. Par conséquent, ce type fait souvent l'objet de narrations.

Nous sommes conscients de ce que la lecture des conflits n'est pas toujours facile ou reposante, mais il est vrai que ceux-ci reflètent une réalité que nous n'avons surtout pas voulu simplifier. Les faits, dans leur genèse et leurs divers aspects ne trompent pas et à cette fin ils ne sont pas présentés de façon édulcorée, mais aussi entièrement qu'il nous l'a été possible. Précisons à ce propos nous avons été dépendants de l'état des archives, quand elles existaient, et de la mémoire individuelle et collective, ainsi que de la volonté (de coopération ou de non-coopération) des différents acteurs en jeu, populations, administrateurs et magistrats.

Il faut bien souligner que chaque conflit doit sa complexité à ce que chaque acteur possède sa propre vision des choses, dépendante de sa volonté, stigmatisant une vérité teintée d'émotion et de bonne ou de mauvaise foi. Comme l'affirme Jean Renoir, *sur cette terre, il y a une chose effroyable, c'est que tout le monde a ses raisons*⁴. Les conflits du répertoire confirment bien ces propos.

Il est rarement coutume de présenter en sciences sociales des données dans un état semi-brut, les chercheurs préfèrent les conserver pour leurs analyses personnelles, sans les mettre à la disposition de la communauté scientifique. Notre choix a été de répondre à un besoin et de constituer une base de données à laquelle le corps du texte (volume 1) fait fréquemment référence.

L'analyse des données contenues dans le répertoire des conflits fonciers se trouve précisément dans le titre 1 de la partie 2 (volume 1). Une carte en couleur de l'ensemble du delta intérieur se trouve en fin de ce volume. Son objet consiste à repérer la situation géographique du litige. Les pastilles représentant le conflit (son numéro) et son type (en couleur) n'ont pas été positionnées sur le lieu même du conflit mais sur le village concerné par l'affaire.

Il serait relativement hasardeux de vouloir tirer des conclusions définitives sur la répartition des conflits fonciers dans le delta à partir des 251 cas répertoriés. Parmi ces conflits

³ Certaines fiches de conflit du répertoire contiennent un croquis tiré du dossier.

⁴ in *La règle du jeu*, 1939.

certaines ne figurent pas sur la carte parce qu'ils se déroulent dans une zone limitrophe du delta. Nous avons en effet intégré dans le répertoire plusieurs litiges situés en zone exondée hors delta pour des raisons d'intérêt spécifique que nous avons jugé utiles de considérer. Nous avons aussi inclus quatre conflits concernant les dégâts de champs causés par le bétail davantage à titre d'information et pour ne pas oublier leur existence alors qu'ils sont légion, tout en considérant qu'ils ne sont pas directement de nature foncière.

La spatialisation des litiges nous indique leur regroupement plutôt le long du Diaka (Jaka) et du Niger. On notera une multiplicité de conflits dans le leydi Wuro Neema qui est d'abord due au fait qu'il constituait notre zone d'étude privilégiée.

Concernant les procédures de la résolution des conflits ou les conditions de leur réapparition, on prendra soin de garder à l'esprit l'idée que l'engouement pour la justice, l'équité et l'impartialité n'est pas hélas toujours de circonstance. Le choix de l'administrateur ou du juge demeure parfois (souvent ?) guidé, voire conditionné par une motivation, somme toute personnelle, échappant au modèle de justice attendu. Certains conflits sont criants de vérité à ce propos mais il est impossible d'évaluer globalement l'impact réel de la corruption dans les affaires. Il est bien évident que les choses se font mais ne se disent pas; tout est dans le "non dit"⁵. Mais cette situation n'est pas spécifique au Mali; on la retrouve par exemple au Burkina Faso comme nous le précise joliment Armelle Faure: *"Les cornes du boeuf ont cassé le canari de miel"*. Par ces mots, les agriculteurs de Kimi évoquent le jugement d'un dégât par le Tribunal populaire départemental, favorable à un éleveur Peul. L'expression fait allusion à l'enchère des cadeaux proposés par l'agriculteur (un canari de miel) et par l'éleveur, qui se serait levé pendant la séance pour faire les cornes, indiquant ainsi sa promesse si l'issue lui était favorable⁶.

En fin de volume se trouve un tableau synthétique auquel on peut se référer pour avoir une vue synoptique de l'ensemble des conflits à travers divers critères sélectionnés.

⁵ Ce problème est soulevé dans le corps du texte (volume 1). Brahim KASSIBO le précise bien dans sa thèse: *La corruption est un fait banal à Konna, les villageois l'ont si bien compris qu'ils croient que sans bakchich rien ne peut se régler. C'est le seul moyen dont ils disposent pour avoir satisfaction au niveau de l'administration. Nous avons relevé une multitude d'exemples...* (1983:80).

⁶ "Les cornes du boeuf ont cassé le canari de miel" in *La Lettre du Réseau RECHERCHE DEVELOPPEMENT*, n°16, septembre 1992, page 33.

NOTES:

- Dans les témoignages le terme "leydi" ne traduit pas toujours l'aspect institutionnel, il n'est parfois relatif qu'à un terrain ou à une zone particulière.

- La lettre indiquée dans chaque affaire concernant l'objet du conflit se réfère au tableau suivant⁷:

Les objets des conflits

REF.	CATEGORIES
A	Revendication d'un espace (pastoral, halieutique, agricole, lieu sacré)
G	Frontière de <i>Leyde</i>
F	Frontière de terroirs villageois
E	Délimitation d'espaces (bourgoutière, champ, pêcheurie)
D	Mise en culture d'un pâturage
N	Mise en culture d'une piste de transhumance ou d'un gîte d'étape ou d'un lieu d'abreuvoir
C	Accès à la ressource (poisson, herbe) sans autorisation (ou paiement)
O	Usage d'engin de pêche étranger
H	Gestion d'un espace (bourgoutière, pêcheurie)
I	Fonction ou succession de <i>jowro</i>
J	Préséance (pastorale, halieutique)
K	Arrachage ou fauche du <i>burgu</i>
M	Sédentarisation (ou absence de transhumance) d'étrangers avec leur bétail
L	Traversée du bétail (entrée dans le delta)
Q	Barrage: attribution, compétition, revendication
B	Dégradation ou abattage d'arbres
R	Construction préjudiciable à une autre activité pour laquelle elle est faite
P	Héritage de champs par la femme
S	Dégâts (barrage, champ ⁸)

⁷ Cf. Partie II, Titre 1, Chapitre 1, §II.4, tableau n°24, in volume 1.

⁸ Les dégâts de champs n'ont pas vraiment été pris en compte dans notre échantillonnage. Pour information, nous avons inclus quatre témoignages dans le répertoire des conflits. Mais en aucun cas leur nombre est représentatif. Par contre, en ce qui concerne les dégâts de barrage, nous n'avons qu'un cas dans notre échantillonnage.

HARIIMA BOGO

Conflit n°: 1

VILLAGE: BOGO

LEYDI: WURO NEEMA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: KONNA

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1988

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Revendication d'une bourgoutière transformée en hariima.

PARTIES: Peul de WURO NEEMA, rep. par Bubu SIIDIBE c/ Village de BOGO

ETHNIES: Peul c/ Malinke

FAITS:

Les villageois de Bogo demandent au Jowro de Wuro Neema, représentant les éleveurs du leydi, la permission de faire d'une bourgoutière, située dans leur terroir, un hariima pour le village. L'autorisation est accordée. En quelques années Bogo se prétend possesseur de la bourgoutière et en interdit l'accès aux animaux des Peul de Wuro Neema. L'administration saisie du conflit tente de concilier les parties mais en vain. Devant cet échec, le chef d'Arrondissement s'apprête à transmettre le dossier au Tribunal de Mopti. C'est à ce moment que les habitants de Bogo, ne souhaitant pas porter l'affaire devant la justice car ils se savent en tort, abandonnent leur revendication et la bourgoutière revient sous la gestion du jowro.

Bubu Sidibe raconte le conflit à sa façon (alors qu'à Bogo on a refusé de nous en parler): "Il y avait eu un litige entre les habitants de Bogo et nous. Il y avait un danggere (rive) ici; on y campait quand on allait en direction de Toggere Bassiiji. Aujourd'hui c'est une zone productrice de riz par excellence. Tout ce qu'on y sème réussit à 100% car la terre conserve l'humidité pendant une dizaine de jours. Quand les gens de Bogo ont décidé de faire de ce lieu un hariima, ils en ont informé Amadu Ambulo (le jowro). Certains lui ont demandé d'accepter, d'autres lui ont dit de refuser. Ambulo en a fait part à son parent Baara Allaye qui réside dans le village de Bogo puis il accepta, grâce à ce dernier. Le hariima a vu le jour. Trois ans après, le hariima a commencé à se dégrader par négligence. Je me suis déplacé pour aller à Bogo. A mon arrivée j'ai constaté que le village était divisé en deux clans; chaque clan revendiquant la chefferie. Moi j'ai gardé une position de neutralité puisque chaque clan voulait avoir la gestion du hariima. Le clan qui tenait beaucoup à ce hariima m'a proposé une entière liberté d'exploiter ce hariima avec mes animaux ainsi que toute personne sous mon couvert. La condition était que je reste à l'écart de leur bagarre. Je leur ai donné mon accord et cela en présence du chef de Bogo. Ce hariima a été l'objet d'un tiraillement, d'une guerre fratricide. Les enfants de Paate ainsi que Aamadu Bukari, Ali Kaaya et tout le Suudu Baaba ont pris la ferme décision que tout individu qui l'empêcherait d'accéder à la bourgoutière deviendrait un cadavre. Baa Allaye était armé, Souley Baara aussi. On a tenu une concertation. On a dit à Baara Allay que c'était grâce à lui qu'on avait permis ce hariima. (Malheureusement Baara est décédé actuellement; je ne mentirai pas sur lui). Après quelques minutes de silence observées par tout le monde, moi je suis parti. Les habitants de Bogo ont toujours considéré le hariima comme étant le leur. Je leur ai dit d'accepter l'entrée de mes animaux dans le hariima, sinon nous ne nous entendrons jamais. J'ai décidé aussi qu'à chaque fois qu'ils feraient entrer leurs animaux, j'en ferais de même. L'atmosphère est demeurée malsaine et ils sont allés rapporter toutes nos discussions au chef d'Arrondissement qui m'a convoqué... Avant de répondre à la convocation, nous sommes allés à Bogo. Tout juste à notre arrivée et par coïncidence, le chef de village de Bogo venait aussi d'arriver. Nous nous sommes retirés à huis-clos dans une chambre. Je lui ai dit que je renonçais complètement, puisque tout le monde avait cédé. Je me range aussi du côté de tout le monde car ce n'est plus la peine pour moi de

continuer à tirer sur la corde. Quand nous sommes sortis de la maison, Baara m'a demandé les raisons de cet abandon. Je lui ai dit qu'il fallait qu'il comprenne que je suis le seul visé, je suis sa cible. C'est moi qu'il veut enfermer et c'est pour l'intérêt collectif que j'ai cédé, comme cela il pourra dire au chef d'arrondissement que j'ai cédé. Puis je suis allé répondre à la convocation du Chef d'Arrondissement. Ce dernier m'a demandé pourquoi je tenais toujours à ce hariima. (là Bubu revient sur sa déclaration au chef de village de Bogo). J'ai répondu qu'il nous appartenait. Il me dit cependant que Bogo le revendique. Je lui ai répondu que Bogo n'y a aucun droit et que ses habitants n'ont même pas une tige dans ce hariima. Je lui ai dit que puisqu'il connaît peu de choses sur le burgu, il peut convoquer tous les chefs traditionnels. Ces chefs coutumiers lui diront si un malinké a l'habitude d'être possesseur d'une bourgoutière. Le Chef d'Arrondissement nous a demandé de renoncer à ce hariima. Je lui ai répondu qu'il n'en était pas question. Il nous demanda si nous n'étions pas prêts à céder, j'ai répondu "non". Il nous dit alors de partir et de revenir le soir. Ambulo et moi sommes revenus dans l'après-midi. Il a compris que nous n'avions pas changé d'avis. Il a promis de se rendre à Bogo pour trancher entre les deux parties. A Bogo il a tenté de nous réconcilier, mais sa médiation a été vaine, chaque partie refusant de changer sa position. Il a donc décidé qu'aucun animal ne pénétrerait dans le hariima jusqu'à ce qu'une solution définitive soit trouvée. Puis il a rajouté qu'il allait transférer le dossier à la justice. Après cette réunion, les habitants de Bogo se sont concertés. Ils ont pensé qu'ils n'avaient pas intérêt à ce qu'un jugement se fasse entre nous à propos du burgu car ils n'auront pas de défenseurs, puisque la bourgoutière ne leur appartient pas. C'est ainsi qu'ils ont délégué quelqu'un auprès de nous, nous demandant de venir pour qu'on parle du problème. Nous sommes partis; j'étais avec Ambulo, Baara et le chef de Wuro Neema. Les Malinke de Bogo nous ont dit ouvertement qu'ils avaient tort et qu'ils décidaient à partir de cet instant d'abandonner le hariima. Nous leur avons dit "d'accord". Nous sommes allés faire le compte rendu au chef d'arrondissement et depuis lors, nous n'avons plus parlé de ce hariima. C'est comme ça que ça s'est passé entre nous. Tout ce qu'ils vous diront d'autre que ça là-bas est faux." (Enquête à Wuro Neema, le 11/5/94).

PROCEDURE: Conciliation

Résolution amiable ?: Oui

DECISION(S): Orale entre les parties.

DROIT:

Le hariima est abandonné par Bogo et la bourgoutière retourne sous la gestion du jowro.

Droit Appliqué: Traditionnel

Respect de la décision: Oui

SOTIGI-TAKAVIABAKA

Conflit n°: 2

VILLAGE: YIMBERE

LEYDI: UURUUBE DUUDE

Cercle: MOPTI

Arrondissement: KONNA

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1973 - 1992 - 1993 - 1994

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Mare

OBJET: Revendication de deux mares comme terres de culture et bourgoutières.

PARTIES: Sery NABO, rep. de YIMBERE c/ Mody Amiru CISSE, Jowro rep. de TIME.

ETHNIES: Bozo c/ Peul

FAITS:

Les Bozo de Yimbere cultivent la mare Takaviabaka depuis 1973 et celle de Sotigi depuis 1984, suite à la sécheresse. Ils souhaitent continuer à les cultiver mais les Peul Feroo'be Uuruube de Time s'y opposent car ils veulent les réaffecter à leur usage pastoral originel, en y régénérant le burgu. Après de nombreuses tentatives de conciliation avec les Peul effectuées par les chefs d'Arrondissement et les gens de Yimbéré eux-mêmes, les Bozo saisissent le tribunal de Mopti. En fait, ce problème avec les Peul trouve son origine dans une discorde née au sein de Yimbéré. Le pêcheur bozo nommé Samba Pagu, affirmait être le possesseur de la mare Takaviabaka et contestait le partage effectué par le chef de village qui ne lui en octroyait aucune parcelle. Samba se rendit chez les Peul qui saisirent l'occasion pour se déclarer possesseur. Selon les Bozo, les mares ont toujours été cultivées et n'ont jamais eu de burgu. Cette thèse est combattue par les Peul et infirmée par les deux seuls témoignages concordant du dossier, ceux de Samba Niapogo de Yimbéré et de Amadu Baary, représentant de la famille de Kontza, propriétaire de la bourgoutière voisine. En effet, les deux mares sont situées dans le "Runde Yembere", s'étendant de Kontza à Sendegue Wadiobe, dont la famille peule Feroo'be Uuruube de Time est possesseur. En fait, le village de Yimbéré, fondé bien après Time, était à l'origine un campement bozo appelé "Sanakabo" qui par la suite a pris le nom de la bourgoutière où il se trouvait. Le jowro, Mody Cissé affirme à l'audience qu'il a, en personne, autorisé Ba Komou et Samba Bantass à cultiver les premiers dans les deux mares. Pour les Peul, les deux mares font partie de leur bourgoutière. Le juge tranche en faveur des Peul. Ce jugement fait l'objet d'un appel confirmé par l'arrêt de la Cour d'Appel et reconnaissant également aux Bozo de Yimbéré un droit d'usage inaliénable sur les mares du fait que ces derniers y ont toujours pêché et qu'avec la sécheresse ils les ont cultivées sans relâche. Lorsque les Bozo, forts de cet arrêt voulurent exercer leur droit d'usage, ils se heurtèrent à l'opposition farouche des Peul de Time. Les Bozo saisirent de nouveau la Cour d'Appel en référé aux fins d'interprétation de l'arrêt sur le point du droit d'usage. La cour répondit dans une audience des référés, que le droit d'usage s'analyse en droit de pêche et de culture.

PROCEDURE: Judiciaire

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S): Jugement n°125 (RG 104) du 3/9/92 - Arrêt n°87 (RG 53) (RC 57) du 25/8/93 - Arrêt n°76 (RG 50) du 20/5/94.

DROIT:

Les Bozo utilisent le droit étatique pour revendiquer les mares qui font partie du domaine public mais sur lesquelles ils ont acquis un droit inaliénable d'usage. Les Peul en appellent au droit traditionnel, à la situation prévalant avant la sécheresse (les mares faisant partie de leur bourgoutière) et tablent sur le fait que ce sont eux qui ont accordé aux Bozo le droit de cultiver les mares. Le juge du tribunal se réfère au droit traditionnel. Il considère en effet que les mares sont situées dans la bourgoutière de la famille Feroo'be de Time et raisonnant dans les termes suivants: "Attendu qu'au regard de la coutume,

le propriétaire d'une bourgoutière est, en vertu d'une sorte de droit d'accession aussi propriétaire des mares qui s'y trouvent, que la propriété de la famille Ferobe Ouroubé de Time sur les deux mares est donc conforme à la règle coutumière", il déclare les Peul de Time "propriétaires coutumiers" des mares "dont une partie appartient aux Peul de Kontza avec lesquels ils font frontière". Le juge d'appel confirme que la possession revient aux Peul mais en raison du fait que l'assèchement des mares les uniformise à la terre alentour: "... le fond c'est le problème de culture sur les mares devenues terres de culture. Considérant que l'on ne saurait confondre le droit d'usage et d'exploitation des mares avec la propriété coutumière courant sur les terres; qu'une mare devenue véritablement sèche se confondant avec l'ensemble des terres ne peut que faire partie de l'étendue de ces terres et cesse d'être mare tant qu'elle ne regorge plus d'eau; que s'y prêtant à la culture, elle ne répond plus au critère de mare contenant des animaux aquatiques; que dès lors son sort suit le sort de l'uniformité de toute l'étendue de terre, s'englobant dans l'ensemble terre et d'où la propriété coutumière reconnue au propriétaire ne peut être privée de sa propriété coutumière s'étendant à l'ensemble généralement appelé terre". De plus le juge accepte la demande des Bozo et leur reconnaît "un droit d'usage inaliénable sur lesdites mares et renvoie les parties au respect de cette décision (le jugement) quant à l'usage des mares selon la coutume". L'interprétation du droit d'usage pose un problème car les Peul, bien que reconnus "propriétaires coutumiers" n'avaient aucune gestion sur les mares dont l'usage était dévolu aux Bozo. La Cour précisa le 20 mai 1994 lors de la requête en référé des Bozo que le droit d'usage correspondait au droit de pêche et de culture: "... ce droit d'usage, tant qu'il ne déborde pas de l'étendue desdites mares, ne peut et ne doit être remis en cause, quel que soit l'usage que les Bozo en font, pourvu qu'il soit conforme aux textes et aux coutumes. Considérant qu'il apparaît clairement que la seule activité possible actuellement est l'exploitation agricole que l'on fait des surfaces asséchées, devenues de facto des zones rizicoles, que le droit d'usage reconnu aux Bozo peut aussi bien consister en la pêche qu'en l'agriculture, qu'il échet d'interpréter l'arrêt dans ce sens".

Droit Appliqué: **Pratique**

Respect de la décision: ?

VILLAGE: SAMAYE**LEYDI: WURO MODI****Cercle: MOPTI****Arrondissement: WURO MODI****Ref Objet: A****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1984****RESSOURCE: Burgu****ECOTOPE: Bourgoutière****OBJET: Revendication d'un bas-fond****PARTIES: Village de SAMAYE c/ Village de WURO MODI****ETHNIES: Malinke c/ Peul****FAITS:**

En 1984, suite à la faiblesse des crues et à la sécheresse, les agriculteurs de Samaye ont cultivé un bas-fond constituant une bourgoutière. Wuro Modi s'y est opposé afin de préserver la bourgoutière qui selon les versions "a déjà" ou "n'a jamais" été cultivée. Pour Wuro Modi, ce bas-fond est un Hariima faisant partie des terres du village qui a été fondé par la Diina. Le chef de village de Samaye n'est pas de cet avis et prétend que son village, antérieur à wuro Modi, est possesseur du bas-fond: "Ouro-Modi a été installé plus tôt par Alpha Mahamar Bokari. C'est lui qui confia la première chefferie à Bori Modi, avant de s'installer à Larde-Bally. C'est Samaye qui a installé Ouro-Modi et le premier chef a vécu vingt-cinq ans avant l'arrivée de Modi. Celui-ci était d'abord installé à Hinereje à côté de Kuakuru. Le plateau sur lequel le village a été installé a été payé 500.000 cauris, sur lesquels Ouro-Modi a remboursé 250.000. Ce n'est donc pas Ouro-Modi qui peut faire déguerpir Samaye parce que ce dernier était fondé bien avant Ouro-Modi. Samaye est le prolongement de Murah et tant que le Murary existera, Samaye subsistera" (PV de règlement de litige de terre, le 5/3/84). Et le chef de Samaye affirme que "tous les champs appartiennent à Samaye parce que distribués dans le temps par l'Ardo. Ouro-Modi n'a jamais possédé de terre". Il prétend également que le bas-fond réservé au pâturage a été cultivé par Samaye en 1982 et 1983 et que personne ne s'y est opposé.

Les autorités administratives dans le PV de règlement de litige du 5 mars 1984 interdisent toute exploitation du bas-fond jusqu'à ce qu'une solution intervienne. Le règlement décide un statut quo, chacun continuant à exploiter les parcelles qu'il cultive depuis deux ans, et annonce que le bas-fond sera équitablement partagé entre les deux villages. Les décisions du règlement ne sont pas respectées car de nouvelles terres sont défrichées. Le chef d'Arrondissement entérine alors le PV par une décision administrative, le 21 mars 1984. Mais Wuro Modi la conteste, la considérant comme entachée d'un "excès de pouvoir". Le 3 mai 1984, le Cdt de Cercle en commission, anime une réunion de règlement du litige. Samaye y soutient que le bas-fond relève du patrimoine commun des deux villages. Prenant en compte les pièces de l'affaire de la plaine Dakeole-Kobo, la commission conclut par un partage du bas-fond entre burgu et agriculture, en reconnaissant le hariima et en partageant la zone cultivée entre les 2 villages. Elle annule également la décision administrative n°1/AR-CM. Une délimitation de la zone fait l'objet de la décision du 27 juin 1984.

PROCEDURE: Conciliation - Administrative**Résolution amiable ?: Non**

DECISION(S): PV de règlement de litige de terre, devant le chef d'Arrondissement de Wuro Modi, le 5/3/84 - Décision n°1/AR-CM du chef d'arrondissement, le 21/3/84 - PV de règlement de litige, le 3/5/84, devant le Cdt de Cercle - Décision n°26/CM du 27/6/84, du Cdt de Cercle.

DROIT:

Le PV interdit toute exploitation nouvelle dans le bas-fonds et décide un statut quo:"1/ Les deux villages respectent le statut quo à savoir que chacun d'eux continue à exploiter ses anciennes parcelles connues de tous; 2/ Les deux villages continuent chacun à exploiter les parcelles qu'ils ont eu à mettre en valeur il y a 2 ans de part et d'autre; 3/ Le basfond qui fait l'objet du litige sera partagé équitablement entre les 2 villages; 4/ L'usage coutumier des eaux de la mare alimentée par le Pont reste valable". La décision du Chef d'Arrondissement reprend les 4 articles du PV: partage le bas-fonds entre les 2 villages et confirme les anciens exploitants dans leurs champs, les rendant même "propriétaires": "Les parcelles situées dans le lieu en litige ayant fait l'objet d'une mise en valeur pendant 2 ans au moins resteront propriétés de leurs exploitants de part et d'autre" (art.3). La commission considère tous les aspects de l'affaire qui se rattache à celle de la plaine Dakeole-Kobo: que le bas-fonds n'avait jamais fait l'objet d'une exploitation agricole, qu'il sert de pâturage aux laitières et boeufs de labours des deux villages, que la zone est proche d'un lieu de passage des transhumants (burtol), que la mise en culture des bas-fonds réduit les possibilités d'inondation des plaines, et que "la convention en date du 31 mai 1955 ... fait tomber entier le domaine litigieux dans le patrimoine immobilier du Ouro-Mody; que ce domaine, pour Samaye, ne devait faire l'objet d'une quelconque exploitation qu'autant que le village de Ouro-Mody en est saisi et qu'autant qu'il en aura donné son accord, que Samaye reconnaît avoir procédé à l'exploitation de son seul chef". La décision n°26/CM, reprenant les termes du PV, délimite la zone réservée exclusivement au pastoralisme de l'espace agricole répartie entre les deux villages: "Il sera dégagé le long de la route reliant Ouro-Mody à Mountou, et dans la partie Sud de cette route, une bande de 300 m de large, exclusivement réservée à l'usage des animaux des villages de Ouro-Mody et de Samaye (art.1)". "Tous les terrains situés au sud de cette bande sont affectés aux agriculteurs. Ces terrains feront l'objet d'une répartition entre les deux collectivités villageoises en tenant compte de leur volume humain respectif (art.2)". "Tout paysan possédant une exploitation agricole dans la bande réservée à l'élevage, est invité sous peine de sanction à déguerpier au profit d'une parcelle à lui affecté par l'administration dans le périmètre assigné aux agriculteurs" (art.3). "La limite entre les deux zones sera matérialisée au moyen de bornes dont les charges de confection de transport et de fixation seront solidairement supportées par les deux collectivités" (art.4).

Droit Appliqué: **Pratique**

Respect de la décision: **Oui ?**

RUNNDE KOMIO 1

Conflit n°: 4

VILLAGE: KOMIO

LEYDI: WURO NEEMA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: FATOMA

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1950 - 1954

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Île

OBJET: Revendication d'une bourgoutière située sur une île (runnde).

PARTIES: Peul FEROO'BE c/ Peul SAAYA

ETHNIES: Peul

FAITS:

Sur le fleuve Niger entre Saaya et Komio se trouvent deux îles à burgu, une grande et une petite. Traditionnellement les Feroo'be de Wuro Neema emmènent leurs troupeaux sur la petite. Vers 1950, les Peul de Saaya vendirent l'herbe de la petite île à des Peul Fulinkriyabe étrangers. Ainsi naquit un conflit qui dura quatre ans. Les deux premières années furent très tendues entre les deux communautés. L'administration coloniale jugea l'affaire en affectant la grande île à Saaya et la petite aux Feroo'be.

Une ancienne dispute vint se greffer sur ce conflit. Elle concernait un winnde situé entre Kowana et Komio que Seku Amadu avait permis aux Peul d'utiliser 3 jours maximum pendant la Diina. Les Peul de Saaya avaient largement dépassé la durée fixée. L'administration fit accepter aux Peul de Saaya une durée maximale de 7 jours. Par la suite, lors de la résolution du conflit relatif au runnde, cette même administration demanda à Saaya d'abandonner le winnde et de traverser près de Kowana, ce qu'ils font jusqu'à présent. Le jowro de Wuro Neema nous raconte le litige à sa manière: "Il y a un runnde non loin de Komio qu'on appelle « runnde Komio » et qui nous appartient. Ce runnde était très riche en herbe et chaque année on y faisait paître nos animaux. Une année, les gens de Saaya ont vendu le lieu à des Fulinkriyabe. Cela se passait au temps colonial.

A Mopti il y avait un commandant blanc avec un adjoint noir; il était le premier noir à devenir commandant à Mopti. Quand nous avons appris que le lieu avait été vendu à des Fulinkriyabe, nous nous sommes rendus sur les lieux et nous avons fait sortir les animaux de ces derniers. Ayant à leur tour appris que nous avions évacué les animaux, les vieux de Saaya sont venus demander des explications. Mon frère qui était le jowro de l'époque, leur a demandé pourquoi ils avaient vendu son runnde. Il ajouta que personne n'avait le droit d'y accéder sans son consentement. Les autres protestèrent. Il y avait un autre runnde, plus grand, près de Kowana, exploité par les gens de Saaya et qui leur avait été octroyé par le chef de canton du Kunaari. A ce moment nous étions très jeunes.

Dans le temps, à chaque fois qu'un conflit opposait les Feroo'be aux autres, le chef de canton donnait toujours tort aux gens de Wuro Neema. Il était contre ce village qui prospérait grâce à son cheptel. Selon Saaya, les deux îles leur appartiennent. Quand les Fulinkriyabe voulurent faire rentrer leurs animaux, ils étaient armés. Les Feroo'be étaient également là et nous avons failli nous agresser. Dieu Merci, le fleuve nous en a empêchés car il nous séparait. Les gens de Saaya ne sont pas venus nous rejoindre car des Bozo les en empêchaient. Le combat n'a pas eu lieu. Le Commandant blanc nous a demandé d'abandonner et a interdit à quiconque l'accès aux lieux. Afin de mieux empêcher l'accès, le blanc a brûlé l'herbe. L'année suivante, l'affaire s'est poursuivie. Saaya tenait à faire rentrer ses animaux et nous aussi les nôtres. A la période de la traversée des animaux (l'entrée du bétail dans le delta) les nôtres campaient entre Sense et Senselaaji. Nous avons averti que nous allions faire rentrer nos animaux dans la bourgoutière de l'île. Nous avons informé tout le Kunari que tel jour nous ferions pénétrer les troupeaux. Tout le monde était au rendez-vous. Sauf mon grand-frère jowro qui était

convoqué chez le Commandant de Cercle à Mopti. De l'autre côté de la rive également, tout Jallube était là. Le chef de canton du Kunari intervenait pour que la bataille n'ait pas lieu, mais on l'injurait et on l'accusait d'être à l'origine de tout ça. C'était lui le fautif. On a fait amener les animaux des Feroo'be de Sense à l'île. Tout juste au moment où on dirigeait les animaux sur l'île, le jowro venant de Mopti, arriva. Un Gondonke (Peul d'origine de Bankass) du nom de Seydu Hamidu nous fit savoir que les gens de Saaya avaient réellement pris peur. Lorsque le conflit est né, ils étaient allés voir le marabout de Dilli dans la région de Kayes pour que ce dernier fasse des bénédictions et que toute bataille avorte afin d'éviter de nombreuses pertes en vies humaines. Quand le jowro est arrivé, il a dit à tout le monde, que ni Saaya, ni lui même n'avaient le droit de pénétrer dans la bourgoutière. Lui même a refoulé les animaux pour qu'ils retournent à leur campement. Là il a fallu choisir des bergers pour faire repartir les animaux, car ils connaissaient déjà leur destination et ne souhaitaient pas rebrousser chemin à cause de l'odeur du burgu. Les bergers se sont mis à insulter le jowro pour manifester leur mécontentement. Moi-même, bien qu'il soit mon frère aîné, je lui ai adressé de sales mots. Le chef de canton du Kunari appuyait surtout les gens de Saaya. Et tous les responsables administratifs étaient du côté de Saaya. Un Jawando du nom de Ali Bocary résidant à Fatoma, soutenait les Feroo'be. Il était l'ami intime de Bareïma Bocoum, l'ex député de Mopti. L'affaire a été jugée. Le chef de canton de Kunari nous a privé de l'endroit, disant que désormais il appartenait à Saaya. La grande île leur est revenue. Nous avons décidé de reprendre la plus grande, à cause du problème de l'île secondaire, mais on nous a remis la petite île. A la justice, devant Bareïma Bocoum et tous les responsables présents, Ali Bocary a dit au chef de canton: « ce n'est pas possible que je partage mon repas avec toi et tu ne veux pas qu'on partage le tien ». C'est le jawando qui a dit cela aux responsables chargés de trancher le litige. Depuis le temps de Seku Amadu, les animaux de Saaya traversent d'abord notre leydi pour rejoindre leur winnde à Baade Kowana. [Il y a des rôniers entre Konna et Komio, c'est cet endroit qu'on appelle Baade Konna.] Ils viennent ici pour traverser le fleuve. Seku Amadu leur a accordé trois jours de séjour dans ce lieu. Mais avec le temps, ils se sont mis à durer et dépasser le délai fixé. Nous leur avons dit que nous n'étions pas d'accord. Cela se passait bien avant la venue du litige du runnde. Ils sont allés voir Ameri Kunaari et ont fini par accepter la semaine fixée par le chef de canton. Après le conflit de l'île, le pouvoir (laamu) leur a dit de laisser leur winnde, de l'abandonner. Après ça, c'est à Kowana qu'ils vont aller traverser. Voilà la fin de cette histoire. Il n'y a pas eu de papier à leur niveau, là-bas, je ne sais pas. Aujourd'hui, c'est la compréhension entre nous. Nous nous sommes bien réconciliés, ils vont et viennent vers nous et nous aussi de même. Il y a des mariages entre nos deux communautés. Actuellement, chacun va dans le burgu de l'autre d'un commun accord. Au moment où il y avait le conflit, ils ne pouvaient pas vendre de lait à Komio, Sampara, et Sense. Maintenant Saaya vend son lait à Komio et nous à Saaya" (Enquête in situ, le 15/1/95).

PROCEDURE: **Administrative**

Résolution amiable ?: **Non**

DECISION(S): Décision vers 1954 de l'administration coloniale.

DROIT:

La possession de la grande île par Saaya et celle de la petite île aux Feroo'be de Wuro Neema ont été confirmées.

Droit Appliqué: **Traditionnel**

Respect de la décision: **Oui**

RUNNDE KOMIO 2

Conflit n°: 5

VILLAGE: KOMIO

LEYDI: WURO NEEMA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: FATOMA

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1964

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Revendication d'une île à burgu (runnde).

PARTIES: Peul FEROO'BE de WURO NEEMA c/ Agriculteurs de KOMIO

ETHNIES: Peul c/ Malinke

FAITS:

Le runnde de Komio est une petite île à burgu possédée par les Peul Feroo'be de Wuro Neema (cf. Conflit n°79). Vers 1960, les agriculteurs de Komio commencèrent à la mettre en culture (courges et pastèques), préjudiciant ainsi la bourgoutière. Quelques années plus tard, deux éleveurs Feroo'be causèrent des dégâts sérieux aux cultures en faisant entrer les animaux sur l'île. Les agriculteurs protestèrent. Les notables des deux parties se rencontrèrent afin d'éviter un affrontement et de trouver une conciliation. Celle-ci a été car les pasteurs ont accepté de laisser aux agriculteurs une parcelle au bord de l'île. Cependant, au fil des années, l'île a été entièrement occupée par les agriculteurs qui finissent même par planter un bosquet de rôniers. Les Peul souhaitent bien conserver leurs droits sur l'île tout en avouant qu'on perd ses droits par la négligence de ses intérêts (Enquête à Wuro Neema, le 31/10/94).

PROCEDURE: Conciliation

Résolution amiable ?: Oui

DECISION(S): Accord entre les parties.

DROIT:

Les pasteurs accordent une parcelle de l'île aux agriculteurs.

Droit Appliqué: Pratique

Respect de la décision: Non

TOGEL NALE

Conflit n°: 6

VILLAGE: SENSE

LEYDI: WURO NEEMA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: KONNA

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Présent

ETAPES: 1994

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Revendication d'une bourgoutière régénérée naturellement selon les uns et artificiellement selon les autres.

PARTIES: Jowro de WURO NEEMA c/ villageois de SENSE

ETHNIES: Peul c/ Malinke

FAITS:

Le conflit vient de naître en 1994. Près du fleuve Niger, dans le terroir villageois de Sense, une bourgoutière s'est remis à pousser à Togel Nale dans une zone où le burgu avait disparu. Les villageois prétendent qu'ils l'ont eux-mêmes semé. Le jowro affirme qu'il s'agit d'une régénération naturelle. L'enjeu demeure l'exploitation de cette bourgoutière. Chacun revendique le burgu. Le chef d'Arrondissement a été saisi de l'affaire.

PROCEDURE:

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S):

DROIT:

Droit Appliqué:

Respect de la décision: Administration saisie

RUNNDE BENDI KOOTAKA

Conflit n°: 7

VILLAGE: KOOTAKA

LEYDI: WURO NEEMA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: KONNA

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé resurgissant

ETAPES: Vers 1940 - 1984

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Revendication d'une bourgoutière et maintien de celle-ci en l'état.

PARTIES: FEROO'BE de WURO NEEMA, rep. par le Jowro c/ Agriculteurs Malinke de KOOTAKA

ETHNIES: Peul c/ Malinke

FAITS:

Vers 1940 environ, les agriculteurs de Kootaka revendiquaient une bourgoutière appelée "runnde bendi" pour leur boeufs de labour. Ils tentaient de faire pénétrer leurs animaux dans le pâturage mais les Peul s'y opposèrent fermement en barrant le passage. Les Bella du village vinrent leur prêter main forte. Une bataille eut lieu. En 1984, le conflit d'accès à cette même bourgoutière resurgit. Cette fois-ci les agriculteurs revendiquent de nouveau le runnde pour y cultiver. Les Peul sont allés jusqu'à arracher les pieds de maïs et de riz. L'administration saisie de ce conflit rend une décision le 10 novembre 1984: la bourgoutière doit rester en l'état mais le bétail de Kootaka y a librement accès. Cette décision règle le conflit depuis la première revendication des agriculteurs vers 1940 (H. G. Siidibe, enquête du 24/10/94).

PROCEDURE: Administrative

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S): Décision n°38/CM du 10/11/84 du Cdt de Cercle.

DROIT:

L'administration met fin à un conflit en 1984 par une décision prise en concertation avec les différentes parties. Ce conflit concernait deux revendications, pastorale (1940) et agricole (1984) sur le runnde émanant des agriculteurs de Kootaka. "Vu la lettre n°60/AF du 20/6/84 du Chef d'Arrondissement de Fatoma relative à la bourgoutière de Kootaka reconnue aux éleveurs de Ouro-Néma; Vu la lettre n°33/AK du 14 juin 1984 du Chef d'Arrondissement de Konna relative à l'exploitation du Windé de Kootaka; ... Art 1: Toutes formes d'exploitation agricole de même que toutes formes de fauchage et d'arrachage de bourgou, sont et demeurent interdites sur toute l'étendue du Roundé Kotaka, reconnu Windé de Ouro-Néma. Art. 2: L'accès au Windé est ouvert aux "Duntis" et aux boeufs de labour et aux petits ruminants de Kotaka. Art. 3: Le Chef d'Arrondissement de Konna, de concert avec le Dioro de Ouro-Néma et le conseil de village de Kotaka, prendra toutes mesures utiles pour une meilleure application des présentes dispositions".

Droit Appliqué: Pratique

Respect de la décision: Oui

VILLAGE: KONTZA**LEYDI: UURUUBE DUUNDE****Cercle: MOPTI****Arrondissement: KONNA****Ref Objet: A****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1983 -1985 - 1994****RESSOURCE: Burgu****ECOTOPE: Bourgoutière****OBJET: Revendication de bourgoutières.****PARTIES: Famille Ina Modibe BA, rep. par Jam BA c/ Famille Sudu Halhy CISSE, rep. par Amadu Dijere CISSE****ETHNIES: Peul****FAITS:**

A l'époque des Ardo, l'exploitation et la gestion des bourgoutières de Kontza ainsi que la chefferie de ce village appartenaient à la famille Ina Modibe, dont est issu Jam BA. En raison de leur insoumission à la Diina, les Ina Modibe ont été contraints à l'exil. A leur place Seku Amadu installa la famille Tarabe à la chefferie et lui confia les bourgoutières. Quelques années plus tard, les Ina Modibe revinrent à Kontza, cette fois soumis à la Diina. Seku Amadu les plaça derrière les Tarabe pour l'entrée dans les bourgoutières. Il instaura ainsi un système de copossession entre les deux familles. Après la Diina, la chefferie de la contrée passa entre les mains de Sendege dont le chef confia la gestion des bourgoutières à la famille Ina Modibe de Kontza et installa le père de Jam BA comme chef de village de Kontza. En raison de ce changement d'autorité, la famille Tarabe fut contrainte à l'exil jusqu'à l'indépendance du Mali. A son retour, le père de Amadu Jidere Cisse succéda au défunt père de Jam BA et devint jowro. Jam Ba revendique maintenant la possession des bourgoutières pour sa famille, considérant qu'elles étaient les leurs avant l'arrivée de la Diina. Il saisit l'administration qui prend une décision le 25 février 1983 maintenant le système de copossession instauré par la Diina avec comme premier troupeau celui de la famille Tarabe qui conserve donc la fonction de jowro. En fait, le Cdt de Cercle ne fait que matérialiser un consensus intervenu sous les auspices du chef d'Arrondissement de Kontza en 1969. Mais cette décision fait l'objet d'un pourvoi par Jam Ba auprès de la section administrative de la Cour suprême qui le déboute. Saisissant le Tribunal de première instance en revendication de bourgoutières, le juge confirme la décision administrative qui ne peut être remise en cause que par une autre décision administrative et qui a donc pleinement valeur juridique entre les parties.

PROCEDURE: Administrative & Judiciaire**Résolution amiable ?: Non****DECISION(S): Décision n°002/CM du 25/2/83 du Cdt de Cercle - Arrêt n°18 du 12/12/85 (Pourvoi n°9/84) de la Section Administrative de la cour Suprême - Jugement n°07 (RG n°199) du 6/1/94 du tribunal de première instance de Mopti.****DROIT:**

L'administration dans sa décision du 25 février 1983 opte pour une situation acquise pendant la Diina mais ne rejetant aucune partie. De fait, elle choisit le partage de la possession des bourgoutières entre les deux familles. Ce qui ne convient pas à Jam Ba, c'est le fait que le premier troupeau et donc la fonction de jowro revient à la famille maraboutique installée par Seku Amadu: "Le système de la copropriété du pâturage comprenant les bourgoutières de Kadial, Mayel Seno, Tiékoye, Seka, Pimba, Varadogo, dehingou, N'Dodou, Badè, Doudé Habé, Hancoundé Diougui, hérité de la Dina de Sékou Amadou par les deux familles Soudou Hahly Cissé et Ina Modibé Ba du village de Kontza, Arrondissement de Konna demeure maintenu" (art.1). "Les troupeaux des deux familles exploitent

ensemble ces bourgoutières" (art.2). "Conformément à la coutume, le troupeau "Taradji Maoudi" détient la première position dans l'ordre de préséance dans ledit pâturage. En conséquence les fonctions de diooro (gestionnaire du bourgou) sont assumées par le propriétaire du "Taradji Maoudi" appartenant à la famille Soudou Hahli Cissé du village de Kontza" (art.3). La Cour suprême considère que Jam Ba n'invoque aucun moyen de droit susceptible de provoquer la censure et considère que la décision ne viole aucune disposition légale ou réglementaire et ne préjudicie en rien aux intérêts du requérant. Enfin notons que la cour affirme que l'administration s'est "conformée aux coutumes prévalant en la matière". Le juge de première instance est saisi de la demande de Jam Ba en revendication des bourgoutières qui "depuis avant la Dina sont propriété coutumière de sa famille; que c'est de force et avec la complicité de l'administration que Amadu Djidéré Cisse s'est arrogé le droit d'occuper ces bourgoutières". Ce à quoi Cisse rétorque que "les bourgoutières ... n'ont jamais appartenu qu'à sa famille et à celle du demandeur. Que les troupeaux de sa famille disposent cependant du droit de préséance dans l'entrée de ces bourgoutières et que la famille Ina Modibé les suivent". Mais le juge ne se prononce pas sur le fond du fait de l'existence d'une décision administrative prise avant le Code Foncier, ayant force de loi et de surcroît confirmée par la Cour Suprême. Seule une autre décision administrative peut la remettre en cause: "toutes les décisions administratives intervenues dans ce domaine avant le code domanial et foncier ne peuvent être remises en cause par les Tribunaux de l'ordre judiciaire que si elles ont fait l'objet d'une annulation par la section administrative de la Cour Suprême".

Droit Appliqué: **Traditionnel**

Respect de la décision: **Oui ?**

VILLAGE: GEMBE

LEYDI: SEBERA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: MOPTI

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1990

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Revendication de terres de culture par un ressortissant sur un hariima villageois.

PARTIES: Musa BAKUNJA c/ Sibó BAKUNDIA, frère de Musa, rep. de la Famille, et Bokary KOROBARA, chef du village

ETHNIES: Agriculteurs

FAITS:

Un cultivateur, Musa Bakundia, se voit interdire par le village la culture dans le hariima. Le hariima officiel ayant été mis en culture, un nouveau hariima a été constitué par les villageois sur le dernier lieu possible. Mais Musa persiste en revendiquant ces terres comme les siennes héritées de son père. Cette zone litigieuse constitue le tiers d'une vaste étendue dont les deux autres tiers ont été partagés en 1984 par les notables du village entre tous les villageois, y compris Musa qui s'est vu affecter un champ. Ce dernier s'était réjoui de cette opération et n'y avait formulé aucune réserve ou opposition. Actuellement il souhaite cultiver dans l'espace réservé au pâturage des animaux du village. Il saisit le Tribunal d'une revendication de terres. Le juge le déboute de sa demande en retenant que cette zone beitel a été délibérément choisie par le village pour constituer le hariima de la communauté.

PROCEDURE: Judiciaire

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S): Jugement n°144 (RG n°101) du 4/10/90 du Tribunal de première Instance de Mopti.

DROIT:

La zone litigieuse fait partie d'un espace qui a été partagé. Les revendications de Musa Bakundia portent sur une partie affectée au pâturage des animaux du village. Devant les témoignages relatant cette opération, le juge conclut que l'espace est beitel et que le requérant n'apporte aucune preuve de sa possession de la zone. Sa possession est difficilement soutenable selon le juge, pour qui l'héritage d'une terre en droit traditionnel est indivisible et demeure donc dans la famille. En l'espèce, l'aîné de la famille Bakundia, gestionnaire des terres familiales, ne cautionne pas du tout Musa dans sa requête. Ce dernier ne peut donc prétendre à aucun droit hérité sur la zone: "Qu'en effet, même s'il était admis que le requérant avait hérité de la terre litigieuse de son feu père Bakundia, celle-ci était la copropriété de tous les héritiers du défunt; Attendu qu'aux termes de la coutume cette terre qui est inaliénable et indivisible est une propriété familiale gérée soit par le conseil de famille soit par un gérant désigné à la majorité et partout investi de la confiance de la famille; Que Moussa n'a obtenu l'aval ni d'un quelconque conseil de famille ni de son frère Sibó qui est gérant des terres de la famille de feu Bacoundia". Concernant le hariima, le juge considère que le village est libre de le constituer, même s'il existe déjà un hariima officiel: "... la création d'un hariima officiel ne met aucunement obstacle à l'existence d'un hariima dit villageois, résultat de la volonté exprimée du village". Enfin le juge argue de l'intérêt de la collectivité face à celui d'un particulier pour débouter Musa de sa demande: "Attendu qu'il serait du reste absurde et dangereux de faire prévaloir un intérêt individuel sur l'intérêt de toute la communauté villageoise ... que la requête de Moussa Bakoundia n'était pas conforme à la coutume, il échet de l'en débouter...".

Droit Appliqué: Traditionnel

Respect de la décision: Oui

KANTA-SIDIBE

Conflit n°: 10

VILLAGE: KOWANA

LEYDI: WURO NEEMA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: FATOMA

Ref Objet: C

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1968

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Accès à une bourgoutière par le village riverain sans autorisation du Jowro.

PARTIES: Mamani KANTA, rep. des éleveurs du village de KOWANA c/ Jowro SIIDIBE (rep. par son frère cadet Ambulo)

ETHNIES: Peul c/ Bozo

FAITS:

Ce n'est qu'en 1968 que les villageois de Kowana ont commencé à élever du bétail. Le conflit vit le jour quand les villageois utilisèrent la bourgoutière proche du village demeurant traditionnellement sous l'autorité du jowro. La gendarmerie fut saisie et vint sur les lieux et après enquête reconnut qu'en effet les bourgoutières étaient gérées par le jowro mais que le village de Kowana était le premier occupant des lieux. Ayant actuellement besoin de pâturages, les villageois peuvent librement accéder au burgu. Notons que nous étions à l'époque dans un contexte de collectivisation, où tout appartient à l'Etat et notamment le burgu. Sur la pression de la gendarmerie, le jowro acquiesce et se réconcilie avec Mamani Kanta (Enquête à Kowana, le 18/4/94).

PROCEDURE: Administrative

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S): Orale par la Gendarmerie

DROIT:

Oralement la gendarmerie impose au jowro de laisser l'accès libre au burgu pour le bétail villageois riverain, de Kowana. Le jowro se voit contraint d'accepter.

Droit Appliqué: Pratique + Etatique Respect de la décision: Oui

VILLAGE: SABE

LEYDI: UURUUBE CIKAM

Cercle: MOPTI

Arrondissement: FATOMA

Ref Objet: D

ETAT du conflit: Passé resurgissant

ETAPES: 1975 - 1980 - 1982 - 1983

RESSOURCE: **Burgu**

ECOTOPE: **Plaine**

OBJET: **Mise en culture d'une plaine à burgu; conservation d'une bourgoutière (réhabilitation).**

PARTIES: Eleveurs rep. par Allaye GALLO BA c/ riziculteurs rep. par Almamy JONGONA

ETHNIES: **Peul c/ Riimay'be**

FAITS:

La plaine de Sabe constitue une bourgoutière qui était traditionnellement uniquement cultivée dans sa partie haute. La faiblesse des crues a entraîné les agriculteurs à descendre dans la bourgoutière, ce qui a généré un conflit entre éleveurs peul et riziculteurs. A l'origine la plaine Sabe était entièrement détenue par le jowro. Le grand-père de l'actuel jowro avait divisé la plaine en trois parties: la partie sud à la famille du chef de village, la partie nord à la famille de El Haji Jongona; l'ouest était réservé au pastoralisme. Cette dernière partie constituée d'une bourgoutière a été peu à peu cultivée par les agriculteurs.

Le 26 mai 1975, une Convention (n°75/1) est passée entre les différentes parties délimitant l'espace pastoral, "implicitement dénommé Togel Jabi" (Rapport de mission des 18 & 19/6/83 de la Commission Régionale de Règlement de Litiges). La délimitation de cette zone sera contestée par le jowro "Je soutiens n'avoir jamais souscrit volontairement à cette Convention" (Ibidem). En 1979 El Hadj Jongona, secrétaire général du comité UDPM de Sabe, entreprit l'exploitation de Togel Jabi, prétendant en être le détenteur. Il distribua des espaces pastoraux à des agriculteurs de villages étrangers et vendit des champs situés dans la rizière de Sabe. Le chef de village mis à l'écart de la distribution des champs de cette partie réservée au pastoralisme saisit l'administration. Le Cdt de Cercle prit une décision le 24 avril 1980 afin de conserver en partie Togel Jabi: non-extension des terres de culture, gestion de la plaine par le Conseil de village de Sabe avec avis du Jowro. Mais cette décision autorise l'exploitation du hariima par l'une des parties au conflit, celle du chef de village et l'interdit à l'autre (les vellétés de El Haji Jongona sont expressément rejetées).

A ce conflit s'ajoute un litige de champs de maïs entre El Hadj Jongona et Hamidu Mama Jongona. Chacun prétend détenir le champ de son père donné par un Peul. Hamidu prétend que le champ était prêté à la famille de El Haji depuis plus de 40 ans et que maintenant il souhaite le reprendre. Dès la mutation du Cdt de Cercle, le conflit rebondit. Le nouveau Cdt prit la décision n°14/CM du 30 juin 1982 qui consiste à réhabiliter l'espace pastoral, totalement cultivé (Rapport n°60/AF du 23/6/82 du Chef d'arrdt.) et appartenant au jowro Allaye Gallo Ba, en le délimitant (ces limites sont acceptées par le jowro), et en le nommant hariima (quid, abus de langage semble t-il: car au village les vaches sont récentes et selon le jowro, "Mes animaux rentrent dans la bourgoutière de Sabe 5 jours après l'accès du bétail à Hamdallaye. Les animaux de Gimballa, Binga (Diré), Bandiugu (Bandiagara) y paissent et restent environ un mois et demi et progressent pour le Debo" (Rapport de mission des 18 & 19/6/83 de la Commission Régionale de Règlement de Litiges). Il précise aussi que toute exploitation agricole est interdite et de ce fait doit être abandonnée. Ce qui n'est pas de l'avis du Gouverneur qui demande au Cdt de Cercle de surseoir à l'exécution de la décision afin de permettre aux agriculteurs de récolter; ces derniers n'auraient plus le temps de cultiver ailleurs pour la campagne (sommés au début de l'hivernage). Après les récoltes le Gouverneur prévoit l'envoi d'une commission régionale sur les lieux pour vérifier les limites du hariima conformément à la Convention de 1975 (Lettre n°246/GRM-

CAB-C-3 du 5/7/82). Cette réhabilitation du hariima ne convient pas aux agriculteurs qui rendent ainsi des espaces cultivés; d'où la plainte du chef de village de Sabe auprès du Gouverneur, le 16 juin 1982, s'estimant "exproprié" au profit des Peul. Le Cdt de Cercle explique la réaction du chef de village au Gouverneur par le fait que la décision du 24 avril 1980 lui permettait de cultiver dans le hariima (Lettre n°318/CM du 30/6/82). De 1975 à 1982 trois délimitations différentes de l'espace pastoral ont été effectuées, mais le conflit demeure. Chacune des parties revendique la délimitation qui l'intéresse. La Commission Régionale propose de conserver la décision n°14 en recasant les exploitants et en soumettant toute distribution de terre dans le Togel Jabi au Conseil de village et au jowro. Le 18 juin 1983, la commission Régionale de Règlement des Litiges effectua un PV sur le conflit. On y apprenait que le hariima était cultivé cette année (1983). Selon le jowro Allaye Gallo BA le lieu appelé Togel Jabi n'était pas un pâturage (!), mais selon le chef de village il aurait été un hariima pour les vaches du village quand le village en a possédé suffisamment (PV du 18 juin 1983). Il semblerait que le conflit se passe sur l'emplacement exact de l'espace pastoral, car les agriculteurs sont arrivés à tout cultiver. Il y a eu une confusion entre hariima et espace pastoral lignager. La délimitation correcte selon le jowro est la dernière, celle de la décision de 1982. Le chef de village souhaite que l'espace pastoral soit à Togel Jabi et El Haji Jongona souhaite qu'il soit dans les parcelles exploitées par le chef de village (sic). Aucune conciliation n'est possible. Les rapports de force politiques dans ce conflit sont à l'origine de son rebondissement constant. Suite à une lettre du chef de village au Gouverneur via le Cdt de Cercle, l'administration ne souhaite plus revenir sur cette affaire déjà jugée selon elle: "...Le chef de village de Sabe, s'aventure à perpétuer un litige très simple, convaincu qu'il demeure, que ses prétentions ne peuvent avoir une issue véritable, le droit de bon sens et l'équité y faisant obstacle ..." (Soit-Transmis n°247/CM du 17/8/84). Un autre conflit se greffe sur celui-ci: la revendication du droit de succession coutumier de jowro, par Boureima Oumar Am-Souy BA. Ce dernier prétend être le descendant direct du jowro Butabi qui avait pour berger le père de Allaye Gallo Ba, Angha Ce dernier étant trop jeune pour succéder à son père, la fonction de jowro fut confiée à un des bergers du jowro décédé, Allaye Gallo Ba. Cette version est confirmée par le chef de village de Sabe, témoin à l'époque (PV du 18/6/83 & lettre du 25/6/84). Boureima vient de rentrer d'exode et souhaite récupérer ses droits (jowro) avec sa terre, la plaine de Sabe qu'il revendique en dénonçant le partage de ladite plaine (Lettres du 28/10/82 & 23/6/84). Aucune réponse de l'administration n'a été donnée sur cet aspect.

PROCEDURE: Conciliation & Administrative

Résolution amiable?: Non

DECISION(S): Convention n°75/1 du 26/5/75 - Décision du Cdt de Cercle n°005/CM, le 24/4/80 -
 Décision n°014/CM du Cdt de Cercle, le 30/6/82

DROIT:

La Convention de 1975 délimite les zones agricoles entre les éleveurs transhumants et les exploitants rizicoles afin de préserver les pâturages: " Face à l'occupation massive des paysans rizicoles des villages environnants, cette plaine était exploitée depuis des décennies en sa partie haute en période de crue abondante et en sa partie basse lors des faibles crues et cela en des endroits conventionnellement définis les coutumes. Pour la sauvegarde des intérêts des éleveurs et de ces paysans, les deux parties ont convenu de délimiter les cultures aux seuls endroits que les paysans exploitaient et ne gênant pas les transhumants des animaux dans cette plaine." La Décision du Cdt de Cercle du 24 avril 1980 prétend maintenir l'espace pastoral et en accorde la gestion aux parties, Conseil de village et Jowro. Cependant elle entérine l'empiétement agricole sur la partie réservée à l'élevage, ne respectant pas la Convention de 1975 (cf. art.4): "Les terres de culture du village de Sabe restent dans leurs limites actuelles sur toute l'étendue de son domaine territoriale" (art.1)." Toute distribution nouvelle ou augmentation de cet espace agricole se fera sous l'égide du Conseil de village et doit tenir compte d'une réserve pastorale sur avis du Dioro Allaye Gallo BA du village de Nimitongo (Arrondissement Central)" (art.2). "A ce titre, aucun droit de propriété n'est reconnu au sieur El Hadj Diongona sur une quelconque partie du domaine villageois de Sabe" (art.3). "Cependant les champs exploités actuellement sur la partie dénommée Toguel Diaby restent à l'usage de leurs exploitants" (art.4). La décision de 1982 parle de Hariima (?) en délimitant la zone, apportant ainsi une protection stricte de l'espace pastoral de la plaine, revenant sur l'esprit de la Convention de 1975; enfin, le jowro est chargé du bornage: "Le Hariima situé à proximité du village de Sabe, appartenant au Dioro Allaye Gallo BA

par le Mayel Paguena, au Sud par le Mayel Silahou, à l'Ouest le Mayel Tombona, est réhabilité" (art.1). "En conséquence son exploitation est interdite à tous les paysans qui y cultivaient du riz" (art.2). "Afin d'éviter à l'avenir toute confusion par inadvertance ou délibérée, le Dioro, propriétaire du Hariima est chargé de matérialiser ses limites par des bornes en matériaux durables" (art.3).

Droit Appliqué: **Traditionnel**

Respect de la décision: **Non**

RUNNDE BAYNGAL

Conflit n°: 12

VILLAGE: KOOTAKA

LEYDI: WURO NEEMA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: KONNA

Ref Objet: D

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1989

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Cultures dans une bourgoutière.

PARTIES: FEROO'BE de WURO NEEMA, rep. par le Jowro c/ Agriculteurs de KOOTAKA

ETHNIES: Peul c/ Malinke

FAITS:

Les agriculteurs de Kootaka ont commencé à cultiver une bourgoutière, Runnde Bayngal. Le jowro a saisi immédiatement l'administration qui laisse l'affaire traîner. Les agriculteurs s'en prennent à un jeune berger venu faire paître les animaux dans la bourgoutière. Les Peul réagissent en amenant de nombreux animaux dans les champs situés dans la bourgoutière. Un compromis est trouvé entre les parties en présence du chef d'Arrondissement: les agriculteurs reconnaissent que la bourgoutière est sous la possession des Peul qui les autorisent pour un temps limité à cultiver dans certaines parcelles. Par la suite l'accord n'a pas été respecté et la mise en culture progresse (H. G. Siidibe, Enquête du 24/10/94).

PROCEDURE: Conciliation

Résolution amiable ?: Oui

DECISION(S): Convention écrite, en 1989.

DROIT:

La convention signée par les deux parties reconnaît les droits des Peul sur la zone qui les autorise pour un temps limité à cultiver sur certains endroits.

Droit Appliqué:

Respect de la décision: Non

HARIIMA DUDERI

Conflit n°: 13

VILLAGE: WURO MOODI

LEYDI: WURO MOODI

Cercle: MOPTI

Arrondissement: WURO MOODI

Ref Objet: D

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1992

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Revendication du respect d'un hariima (interdiction de culture) et reconnaissance de celui-ci (hariima de Wuro Moodi).

PARTIES: Seku Amiry CISSE, chef de WURO MOODI c/ Mama TIENTA.

ETHNIES: Peul c/ Bozo

FAITS:

Un pêcheur Bozo est installé dans la plaine Duderi, située entre la plaine mise en culture de Feya Samaye et le fleuve Niger au Sud-Ouest du village Wuro Moodi. Depuis quelque temps le Bozo qui pêche dans les mares de la plaine s'est mis à cultiver. Or la plaine Dudery est une bourgoutière au statut de hariima depuis la Diina. Cette violation du hariima est l'objet du conflit. Le chef de village de Wuro Moodi saisit le Tribunal en revendication de droits coutumiers pour lui demander de déclarer hariima la plaine Duderi afin quelle soit respectée. Le juge considère sur la base de témoignages les prétentions bien fondées. Il déclare la plaine hariima et ordonne la cessation de toute activité agricole dans celle-ci.

PROCEDURE: Judiciaire

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S): Jugement n°65 (RG n°53) du 16/4/92 du Tribunal de première Instance de Mopti.

DROIT:

Le juge déclare la plaine de Duderi "hariima", c'est à dire "zone exclusivement réservée à l'élevage" et ordonne à Mama Tienta "la cessation immédiate de toute activité autre que la pêche dans ladite plaine": "... qu'il est donc établi que la zone concernée est réservée au paturage, que c'est le harima; que toute culture dans la zone dénaturerait la vocation reconnue au "harima" et pourrait même être à l'origine de la destruction du paturage".

Droit Appliqué: Traditionnel

Respect de la décision: Oui

VILLAGE: SINGO

LEYDI: WURO NEEMA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: KONNA

Ref Objet: DF

ETAT du conflit: Présent

ETAPES: 1984 - 1994

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Culture d'un chenal dans les bourgoutières et revendication de la zone par deux villages.

PARTIES: Village de SINGO c/ Village de SENSELAAJI c/ JOWRO de Wuro Neema, Amadu Ambulo SIIDIBE c/ Sembe JAWURE, agriculteur de Singo.

ETHNIES: Malinke c/ Peul

FAITS:

Dans une zone située vers le fleuve, appelée Guokulu ou Guonakossan. La bourgoutière a été cultivée par un malinke de Singo, Sembe Jawure, avec l'accord du chef de village de Singo en 1984. Le Jowro se met à lutter contre cette extension agricole. Il demande à Sembe de cesser de cultiver. Ce dernier avec l'aide des chefs de village de Singo et Fussi lui demande de le laisser achever la saison. Le jowro accepte. Mais l'année suivante Sembe renouvelle le champ et l'agrandit. Il tente de donner 5000 FCFA, soit 50 FF, au jowro pour le laisser poursuivre sa culture. Mais le jowro refuse. Sembe fait à chaque fois croire au jowro qu'il abandonne le champ, mais il ne tient jamais sa parole. Voyant que le lieu donnait de bonnes récoltes, les agriculteurs de Singo et Senselaji vinrent cultiver à leur tour. L'administration saisie par le jowro convoqua Sembe qui le somma de cesser de cultiver (Enquête à Wuro Neema, B. Sidibe, le 12/10/93).

Les agriculteurs de Singo ont réalisé dans le lieu un champ collectif pour soixante-cinq personnes englobant la parcelle de Sembe. Dans ce lieu l'eau stagne, ce qui motive les cultivateurs à réaliser un genre de périmètre irrigué sans pompe. Mais Sembe ne souhaite pas être intégré dans le champ collectif. Il invoque ses dix ans de culture de son champ. En 1993 Singo réalise une diguette dans Guokulu. Mais la zone est aussi revendiquée par Senselaji. Saisie, l'administration mène ses enquêtes (Enquêtes auprès des notables de Singo, le 18/7/94).

PROCEDURE: Conciliation + Administrative

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S):

DROIT:

Droit Appliqué:

Respect de la décision: Administration saisie

VILLAGE: SAARE KINA c/ JALLUBE

LEYDI: SOOSOUBE c/ JALLUBE BURGU

Ref Objet: E

Cercle: TENENKU & MOPTI

ETAT du conflit: Passé resurgissant

Arrondissement: SOOSOUBE & JALLUBE

ETAPES: 1920 - 1952 - 1990 - 1993

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Revendication de limite de bourgoutières.

PARTIES: Groupe BODY, rep. par Samba Amadu JAL c/ Groupe GORDY, rep. par Amadu Samba JAL

ETHNIES: Peul

FAITS:

Les Gordinkobe du leydi Jallube Burgu et les Bodinkobe du leydi Soosoobe, ont leur bourgoutières attenantes. Depuis le début du siècle, un désaccord existe concernant la délimitation exacte entre eux. Le conflit fut résolu vers les années 1920 par un accord amiable verbal asseyant une gestion commune. Celle-ci repose sur la conservation de la bourgoutière située entre les cours d'eau Kumpegu et Kuliya, où les deux parties ne passent que deux jours. En 1952 l'affaire resurgit du fait de la violation de la Convention verbale d'antan. Les Peul font cultiver sur la zone. Les autorités administratives sont saisies. Le 14 février 1952 dans un PV l'administrateur colonial après accord des deux parties désigne le Chef de Canton de Jallube comme médiateur, la médiation devant aboutir à une décision au plus tard le 15 mars 1952.

Ce dernier organise une rencontre des parties sur les lieux et octroie l'espace aux Gordy en prenant comme frontière le cours d'eau Kuliya: "Les deux parties qui ont demandé l'arbitrage de mon père s'étaient engagées à accepter et à respecter d'abord la décision du chef de canton de Dialloubé en 1952 devant l'autorité administrative. C'est alors que mon père a eu instruction de se rendre sur les lieux pour trancher le litige. Devant une imposante délégation dont j'étais membre, comprenant entre autres les représentants des parties. Mon père a fait le déplacement et visita d'abord la zone litigieuse: c'est une bande de terre située entre le marigot de Kouliya et celui de Kumpegu au nord du village de Sare-Kina. Après le constat, la délégation s'est rendue à Tanda, Arrondissement de Toguere Coumbe. Là-bas les deux parties et les témoins ont été écoutés. Après mure réflexion et en toute connaissance de cause, le chef de canton M. Seydou Mahan Diall a tranché en faveur des N'Gordy. Le groupe de M'Body était mécontent du verdict, mais le respect de l'autorité était là. L'engagement pris devant l'autorité administrative a été respecté. La décision a commencé son exécution à partir de la notification jusqu'en 1990 sans aucun problème. La limite définie est le marigot de Kouliya séparant les terres de Body et les Gordy" (PV d'audition du 26/6/91). Le conflit surgit de nouveau en 1990 car suite à des périodes consécutives de sécheresse, la zone a été partiellement mise en culture. De nouvelles tentatives de conciliation sont menées mais elles restent infructueuses. Les autorités politico-administratives en viennent à mettre provisoirement en défens la zone litigieuse dans l'attente d'une solution définitive, afin d'éviter au conflit de dégénérer violemment. Les deux parties reconnaissent que depuis plus de 70 ans, elles exploitent de façon commune la zone et que le conflit n'est né qu'à la suite d'une distribution de champs.

Actuellement chaque partie revendique la possession de l'espace litigieux, c'est à dire que leur bourgoutière respective fait frontière avec l'autre à Kumpegu pour Body et à Kuliya pour Gordy. Le juge de première instance de Tenenku, rendant son jugement le 21 février 1992, se réfère à la première convention verbale et maintient la zone sous la gestion commune des deux parties avec l'interdiction de mise en culture. Cependant en cas d'impossibilité de gestion commune, la zone sera divisée en deux. La Cour d'Appel ne retiendra pas cette version car le litige a déjà été tranché par le

chef de canton de Jallube de l'administration coloniale. Elle s'en tiendra à cette décision de 1952 malgré une situation floue: 1) Aucun écrit retrouvé (aucune preuve écrite selon Beby); 2) Des témoignages partisans parmi ceux des agriculteurs installés dans la zone corroborent la version des Gordy; 3) Une exploitation commune jusqu'en 1990 rompue pour des intérêts agraires; 4) Les limites naturelles n'ont plus leur configuration originelle (selon Body "il est dans les lois et coutumes du Macina que chaque propriété soit limitée par une structure géographique bien déterminée). Le juge s'en réfère aux assesseurs coutumiers "mieux imprégnés de leurs us et coutumes" pour considérer le conflit déjà tranché en 1952. Le 24 juin 1994, la même Cour d'Appel saisie d'une demande d'interprétation de son arrêt réaffirme les contours de la zone litigieuse (entre les deux marigots Kuliya et Kumpegu et les deux chenaux Lelangol et Babel) et maintient la possession de cette zone au groupe Gordy.

PROCEDURE: Conciliation & Administrative & Judiciaire

Résolution amiable?: Non

DECISION(S): Convention verbale, vers 1920 - Décision orale du Chef de Canton sur instruction de l'administration coloniale, en 1952 - Jugement n°56 du 21/7/92 du Tribunal à compétence étendue de Tenenku - Arrêt n°82 (RG n°25) du 1/9/93 de la Cour d'Appel de Mopti - Arrêt n°89 (RG n°75) du 24/6/94.

DROIT:

Les parties conviennent d'accéder communément sur la zone litigieuse et en interdisent la culture. La décision du chef du Canton n'a pas été rédigée par écrit semble-t-il parcequ'il est décédé juste avant. La zone aurait été accordée au groupe Gordy. Le juge de première instance déclare la zone commune aux deux groupes, se référant à la Convention orale de 1920, mais prévoit cependant un partage entre les deux en cas de désaccord relatif à sa gestion. "Dit que les droits coutumiers de pâturage sur la zone bourgoutière délimitée au Nord par le Lengol, au Sud par le Babel, à l'Ouest par le Koumpegu et à l'Est par le Kouliya appartient au groupe M'Mody de Sare-Kina et au groupe Gordy de Dialloubé; et qu'en cas de désaccord sur la gestion commune de ladite zone, un partage interviendra après relevé topographique des lieux". La Cour d'Appel infirme ce jugement. La Cour constate le manque d'écrit et la fragilité des témoignages trop partisans. Le juge serait prêt à décider de l'impossibilité de s'en référer au droit traditionnel et d'opter pour une solution de droit étatique reconnaissant l'Etat propriétaire des lieux, quitte ensuite à effectuer un partage. Cette solution est attirante car le juge constate finalement que traditionnellement chacune des parties n'a qu'un droit d'usage dans la zone (cf. la Convention de 1920 et les faits). Mais ce droit d'usage prend fin dès qu'il s'agit de distribuer des parcelles pour l'agriculture. En définitive le juge considère que puisqu'il s'agit d'une affaire strictement coutumière, c'est le droit traditionnel qui doit faire référence. De ce fait il se réfère aux assesseurs pour avaliser le témoignage sur la décision orale de 1952: "Considérant que juridiquement tous les clans ont eu accès à la zone interdite bien avant 1952 et que même après 1952 ils l'ont exploitée de la même manière avec des moments de friction; que le problème en réalité n'a jamais pu être tranché absolument ni définitivement; qu'en droit coutumier tous les clans ont réellement un droit d'emprise sur la zone et que c'est seulement un problème de limite qui paraît essentiellement déterminant pour connaître le véritable propriétaire coutumier de la zone; lequel ne pourrait jamais avoir une solution sans déclarer l'Etat propriétaire des lieux, quitte à les purger et ensuite les octroyer à l'avenir aux paysans ou aux éleveurs des deux clans. ... qu'en réalité le droit coutumier quoique paradoxal paraît être imprécis quant à son appartenance à un seul clan et que toutes les parties n'ont qu'un seul droit d'usage de cette zone lequel aussi est commun pour avoir duré plus de soixante-dix ans. Considérant par conséquent après toute analyse au fond, qu'il était sage et juridique de dire que la bourgoutière délimitée ... est propriété de l'Etat et que les clans Body et Gordy ont des droits d'usage indifféremment sur la dite zone et dire que l'un quelconque des chefs de clans est chargé de la gestion des lieux.... (Mais) Considérant qu'il s'agit d'une affaire coutumière, que les assesseurs coutumiers imprégnés de leurs us et coutumes ... Constate que le litige soulevé avait reçu une solution amiable entre les ancêtres des parties trente ans avant 1952 et depuis 1952 leurs pères avaient trouvé par l'intervention de l'administration coloniale un terrain d'entente entre les parties qui consentaient s'en tenir à la décision du Chef du Canton de Dialloubé en la personne de Seydou Diall; laquelle était que la rivière Kouliya demeure la limite. En conséquence depuis plus de trente-huit ans ce litige a été tranché définitivement et Kouliya demeure la limite qui doit être

respectée par toutes les parties comme par le passé". Le 24 juin 1994, la Cour d'Appel précise sa décision, répondant à une demande en interprétation de son arrêt: "Dit que la limite entre les deux bourgoutières étant Kouliyara, la zone délimitée au Nord par Lelangol, au Sud par Balel, à l'Est par Kouliyara et à l'Ouest par Koumpégou, demeure la propriété coutumière du clan Gordy".

Droit Appliqué: **Traditionnel**

Respect de la décision: **Oui**

VILLAGE: KANIO**LEYDI: JALLUBE JENNERI c/ DAYEBE****Cercle: MOPTI****Arrondissement: JALLUBE****Ref Objet: E****ETAT du conflit: Présent****ETAPES: 1990 - 1991 - 1992****RESSOURCE: Burgu****ECOTOPE: Bourgoutière****OBJET: Frontière entre deux bourgoutières****PARTIES: Baaba Hawa Dicko, rep. le jowro Barke Baaba Anjamu DICKO c/ Pullo Kola DICKO****ETHNIES: Peul****FAITS:**

Deux jowro, Barke Baaba Anjamu Dicko et Kola Pullo Dicko ont une frontière commune de près de 90 km entre leurs bourgoutières respectives, Mayo Dembi et Mayo Ronéo. Cependant, une contestation est née sur une portion située entre la mare Nawrebaly au Nord et la mare Tumamoti au Sud, plus particulièrement au niveau de la mare Furdu. Selon Anjamu, la frontière passe par cette mare qui est située à cheval entre les deux bourgoutières. Pour Kola, la mare Furdu fait partie intégrante de son domaine. Une conférence de réconciliation a lieu à Jallube, le 8 juin 1990, sous la présidence du chef de village avec tous les vieux jowro et notables de la zone. Pour eux Furdu est commun aux deux jowro: "La conférence est unanime que le partage de Fourdou soit fait suivant le lit du marigot qui le traverse". D'après un participant, on apprend le rôle des pêcheurs bozo dans le règlement des litiges entre jowro: "Depuis les temps anciens, les problèmes de la zone sont résolus par les notables et les chefs de Dialloubé. Chaque fois qu'il y a incompréhension entre deux dioros, ce sont les pêcheurs qu'on appelle pour témoigner afin de les départager. Pourquoi cela ? Cela se comprend parce que les bourgoutières sont aux Peul mais les eaux sont aux Bozo. Les eaux connues dans les bourgoutières d'un dioro sont exploitées par une famille de bozo. Donc ils ont les mêmes propriétés. C'est le village de Tioka qui pêche la mare de Fourdou... J'ai toujours appris que Fourdou est un lieu commun aux deux dioros"(Sory Mamani Bilakoro). Kola Pullo refuse catégoriquement la solution de la conférence et ne souhaite plus se représenter devant une assemblée traditionnelle de conciliation car précise t-il "j'ai honte de dire devant ces vieux que je n'accepte pas ce qu'ils me demandent". Chaque partie saisira le tribunal de Mopti les 16 (Andiamu) et 23 juillet 1990 (Kola). Le Tribunal par jugement avant dire droit n°137 du 27 septembre 1990 ordonnait son transport sur les lieux. Ce fut fait le 8 octobre 1990. La décision du juge va se fonder sur le témoignage d'un exploitant de la mare Furdu, qui dit avoir obtenu l'autorisation de Kola Pullo Dicko, pour donner raison à ce dernier. Le jugement est interjeté en appel. La Cour rejette d'abord les témoins trop partisans de Kola Pullo, offrant des "témoignages suspects et non crédibles" alors qu'il n'a pas établi un tel rapport de dépendance entre Hawa, représentant du jowro Andiamu et ses témoins. Ensuite elle retiendra la tentative de conciliation du 8 juin 1990 par l'assemblée de jowro qui était en faveur de Andiamu et la déposition de Umaru Hamidun dit M'Boro (que le juge semble ignorer être un adversaire de Kola, cf. Affaire n°5) affirmant que personne ne connaît exactement les limites entre les deux bourgoutières. La Cour infirme le jugement et opte pour la version des chefs coutumiers.

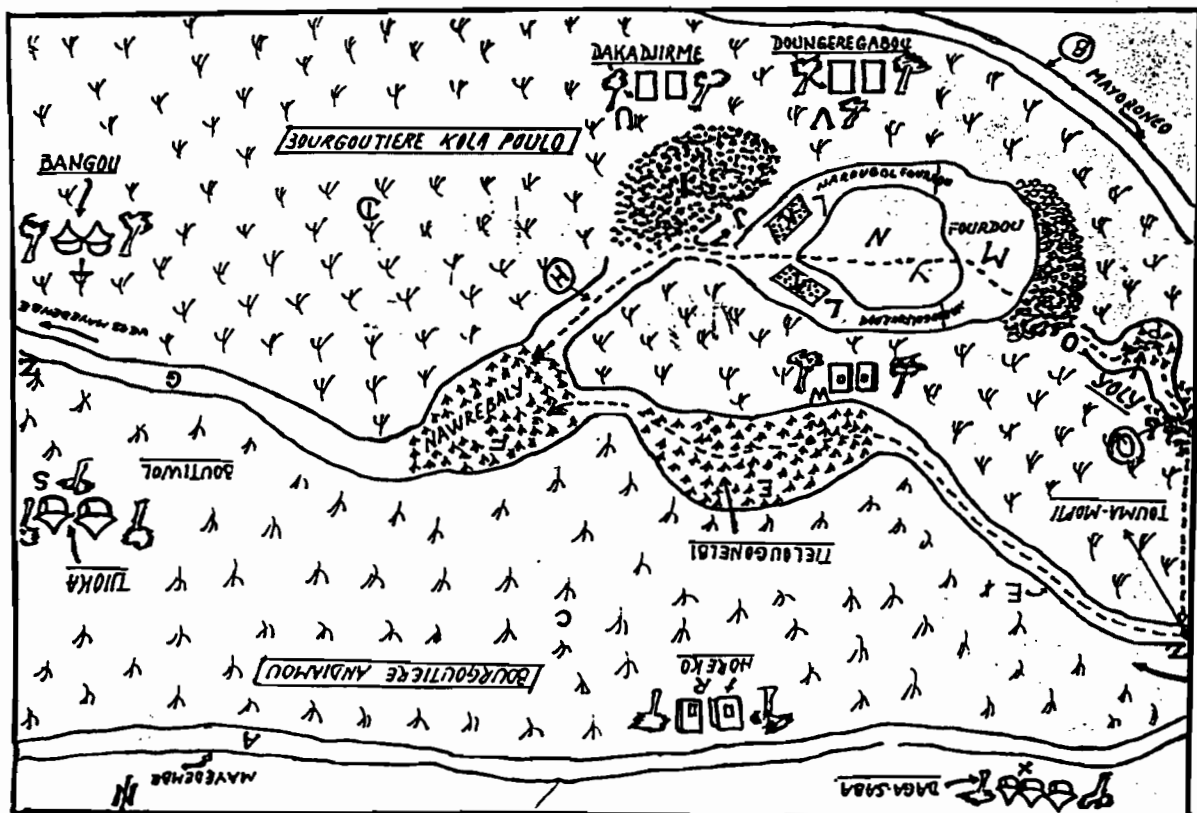
PROCEDURE: Conciliation & Judiciaire**Résolution amiable ?: Non****DECISION(S): Conférence de réconciliation, le 8/6/90 - Jugement n°14 du 17/1/91 (RG n°120) du Tribunal de Première instance de Mopti - Arrêt n°44 du 19/8/92 (RG n°92) de la Cour d'Appel de Mopti.**

DROIT:

A l'unanimité les membres de la conférence tentant la conciliation entre les parties considèrent que la mare Fourdou est traversée par la frontière des deux bourgoutières et donnent ainsi raison à Anjamu. Tous les témoignages de ceux qui connaissent les lieux convergent. Mais la tentative échoue devant la ferme intention de Kola de ne pas céder. Le juge du Tribunal de Mopti trouve un témoin-acteur, exploitant des lieux, qui affirme avoir eu l'autorisation de Kola: "Attendu que les différents témoignages sont très controversés, s'agissant de la limite entre les bourgoutières mais que ne nombreux éléments non contestés et souvent très troublants permettent d'asseoir une conviction sur la situation réelle de la limite litigieuse; Attendu en effet que la plaine de la mare Fourdou coeur même du litige est exploitée par le nommé Boubou TRAORE, celui-ci l'ayant obtenue de Kola Poulo DICKO". Sur cette base le juge tranche en faveur de Kola: "Dit que le bras du fleuve Mayo-Dembi constitue la seule et unique limite entre les deux bourgoutières des parties et que dans la partie litigieuse elle relie les points suivants: Boutiwoi, Nawrébaly, Tiéloregolnelbi, Tikina et Toumamoti; Dit qu'à la hauteur de la mare Nawrébaly le lit de bras constitue la limite; Dit par conséquent que les mares Fourdou, Yoly et Nawal Bahawa font partie intégrante du domaine de Kola Poulo Dicko". La Cour d'Appel ne retient pas les témoins de Kola Pulo et s'en réfère au droit traditionnel révélé lors de la réunion de conciliation de Jallube: "Considérant que l'administration de la preuve d'un droit coutumier ne peut-être mieux obtenue qu'auprès des chefs coutumiers eux-mêmes; que la résolution de l'assemblée des Dioros est suffisamment édifiante pour dire que la mare Fourdou est la propriété commune des deux Dioros et que par conséquent c'est la ligne indiquée par Baba Hawa Dicko qui est la limite de leurs bourgoutières ... Déclare que la mare Fourdou est la propriété commune des Dioros du Mayo Ranéo et du Mayo Dembi. dit que la limite entre les bourgoutières des deux Dioros suivra une ligne partant de Boutiwoi en passant par Nawrébaly, Fourdou, Yoly, Nawal Bahawa pour finir à Touma-Mopti". Un pourvoi en Cassation est introduit par Pulo Kola Dicko.

Droit Appliqué: Traditionnel

Respect de la décision: Cour Suprême saisie



PIRAJUDE

Conflit n°: 17

VILLAGE: JALLUBE c/ YUWARU

LEYDI: JALLUBE c/ YALALBE

Cercle: MOPTI

Arrondissement: JALLUBE

Ref Objet: G

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: Diina

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Revendication d'une bourgoutière, délimitation des leyde

PARTIES: Eleveurs peul de Jallube c/ Eleveurs peul de Yalalbe

ETHNIES: Peul

FAITS:

Pendant la Diina, une bataille eut lieu dans une bourgoutière située dans le Debo et nommée Pirajudde. Seku Amadu lpropose aux Jallube de choisir entre garder tout leur bétail et conserver la bourgoutière. Jallube opte pour conserver la bourgoutière. Seku Amadu récupère tous les animaux de Jallube qu'il divise en trois parts. Il en donne deux parts à Yalalbe et remet la troisième à Jallube. Cette manoeuvre mit fin de façon définitive au conflit. Les frontières entre ces deux leyde ne furent plus contestées mais certaines séquelles de ce conflit historique subsistent. Ainsi, les Peul de ces deux leyde ne peuvent jamais manger ensemble. Les relations entre Jallube et Yalalbe sont passées de la haine à la honte et cette affaire n'est jamais narrée. Personne ne souhaite revenir dessus et en raviver le souvenir.

Le Jowro de Jallube a fait une exception pour nous: "Le conflit avait eu lieu à Pirajudde. La guerre a eu lieu pendant la Diina de Seku Amadu. Les gens de Jallube ont tué beaucoup de gens de Yalalbe. C'est ainsi que Seku a dépêché des personnes pour aller sur le lieu. Les belligérants se sont présentés devant Seku et ce dernier a demandé à connaître le vrai propriétaire du burgu. Pirajudde se trouve dans le Debo. La bourgoutière se trouve dans la propriété de Jallube. C'est ainsi que Seku a dit qu'il allait prendre tout le bien de Jallube et le remettre à Yalalbe sous forme de "dyo" ou alors Jallube n'avait qu'à conserver son bien et perdre le burgu au profit de Yalalbe. Jallube préféra accepter de perdre les vaches, les moutons et les chèvre; ça vaut mieux que de perdre une bourgoutière. C'est ainsi que Seku ordonna d'amener tout le bien. Une fois que le bien fut arrivé à Hamdallahi, Seku le divisa en trois parts. Il en donna deux parts aux Yalalbe et la troisième part il la rendit à Jallubé avec la bourgoutière. Depuis ce jour là un Jalalo ne vient pas à Jallube et un Jalli ne vient pas chez les Yalalbe" (B. A. Bocum, Mopti, le 12/12/94).

PROCEDURE: Traditionnelle

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S): Orale de Seku Amadu

DROIT:

La Diina tranche ce conflit en laissant le choix à Jallube de conserver la bourgoutière ou de conserver ses animaux. Le choix se porta sur la bourgoutière. Cependant Seku leur laissa une part de bétail.

Droit Appliqué: Coranique

Respect de la décision: Oui

VILLAGE: JOLEL

LEYDI: SALSALBE c/ SOSSOBE

Cercle: TENENKU

Arrondissement: SOSSOBE

Ref Objet: G

ETAT du conflit: Passé resurgissant

ETAPES: 1936 - 1939 - 1982 - 1993 - 1994

RESSOURCE: Bugu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: **Frontière de leyde: possession d'un bourgoutière (avec préséance de pacage)**

PARTIES: Jowro TRAORE, rep. des Eleveurs de Salsalbe (village de Borgho) c/ Jowro Kisse CISSE, rep. des éleveurs de Sossobe (village de Sossobe)

ETHNIES: Peul

FAITS:

Au sud-ouest du village de Jolel (Djolel), se trouve une bourgoutière qui donne lieu depuis 1936 à un conflit de préséance, entre les éleveurs de Sossobe (village de Sossobe), installés depuis les Ardos et ceux de Salsalbe (village de Borgho), mis en place par la Diina. Ce conflit a rebondi jusqu'en 1994. Il trouverait son origine à l'époque de la Diina où le partage des espaces a été modifié par l'introduction de marabouts possesseurs de bourgoutières et par la destitution de l'Ardo de Salsalbe. Les deux marabouts qui sont à l'origine du leydi Sossobe étaient Mody Aly Tako et Tiélo Bareïma Cissé. "Dans le temps, après le partage, les bergers de Salsalbe venaient avec leurs animaux en cachette à Tunde-Jolel et quittaient peu après, avant l'arrivée des bergers de Sossobe. En 1936 les bergers de Salsalbe campèrent à Tunde-Jolel jusqu'à l'arrivée de leurs homologues de Sossobe en déclarant que le lieu était leur propriété et qu'ils ne bougeraient plus de là-bas" (Enquête auprès de Amadu Abi Cisse, marabout à Sossobe, le 17/11/94). Ainsi l'affaire commença par une rixe violente sur la bourgoutière même le 15 janvier 1936. Le 11 mars 1936, une Convention fut signée entre les parties, elle donnait la priorité de pacage et la préséance à Salsalbe. Cet accord est confirmé dans un acte administratif, le 16 janvier 1939, mais qui atteste non plus de la préséance mais de la "propriété" à Salsalbe. Deux mois plus tard un jugement du Tribunal de premier degré de Mopti confirme la possession de Tunde-Jolel (Tounde-Djolel). Ce jugement est confirmé en appel par le Tribunal de deuxième degré de Mopti, le 11 mai 1939. N'étant pas parvenu à se faire attribuer la bourgoutière, Sossobe maintint une vive tension alimentée par des provocations et intrigues. Selon Sossobe, une mauvaise traduction avait fait comprendre au juge en 1939 que Sossobe acceptait de céder le lieu à Salsalbe alors qu'il s'agissait d'accorder trois années de préséance pour dédommager Salsalbe de leurs blessés. "Les trois années passèrent et les bergers de Salsalbe reprirent leur ancien système qui consiste à faire le pâturage en cachette un mois avant l'arrivée de leurs homologues de Sossobe. En 1975, les bergers de Salsalbe ont encore décidé de camper sur le lieu, puisqu'ils ont appris que leurs homologues de Sossobe les ont qualifiés de peureux, en disant qu'ils font en cachette leur pâturage sur le lieu. Cette année lorsqu'ils se sont rencontrés, ils ont voulu se battre, mais la bataille n'a pas eu lieu car les bergers de Salsalbe ont fui devant le nombre de ceux de Sossobe. Cette fuite ne les empêcha pas de revenir en cachette les années suivantes" (Cisse, enquête ibidem). Depuis l'indépendance, l'administration se voit obligée de mobiliser des forces de sécurité sur les lieux, quand les troupeaux rentrent de transhumance, afin d'éviter les affrontements. Courant 1981, le Ministère de l'Intérieur a diligenté une enquête, réalisée par Komankan Diabité, qui réaffirme la possession de la bourgoutière par Salsalbe. L'administration se voit obligé de rappeler aux parties, notamment Sossobe, la décision du 11 mai 1939 (cf. Lettre n°299/GRM-CAB du 23/4/81). Le 30 janvier 1982 une réunion a été organisée à Tenenku par le Cdt de Cercle en exécution à un ordre du Gouverneur (Rac n°150/GRM-CAB du 29/1/82): "Avons donné lecture du jugement n°2 du 11 mai 1939 du Tribunal de 1er Degré de Mopti au terme duquel le lieu dit Tondé-Diolel appartient au

"Sasalbé" . Remettons à chaque partie copie dudit jugement assorti de l'acte administratif en date du 16 janvier 1939 et les invitons au respect et à l'application correcte de leur contenu. Recommandons à Bakaye Dioro TRAORE et Modibo Amiri CISSE d'informer les bergers et les populations des 2 villages des présentes dispositions afin d'éviter tout heurt" (PV du 30/1/82). La partie Sossobe refuse de signer le PV. Le 6 décembre 1983, le jowro Bakaye TRAORE porta plainte auprès du secrétaire général de la section UDPM de Tenenku contre le Cdt de Cercle en réclamation de la restitution des 385 000 FCFA versés pour le bornage de la bourgoutière qui n'a pas été réalisé. Le 29 novembre 1992, les jowro Bakaye, Bori et Amiri TRAORE de Salsalbe saisissent le juge de paix à compétence étendue de Tenenku d'une plainte contre Sossobe pour coups et blessures sur des bergers et non respect des décisions administratives et judiciaires, intervenus le 28 novembre 1992, jour où les animaux de Sossobe ont pénétré dans la bourgoutière de Tundi-jolel en laissant l'itinéraire qui devait être le sien avec de surcroît une provocation des bergers de Sossobe par le fait qu'ils étaient tous armés de fusils et de lances (Lettre au Juge de paix, le 29/11/92). Le gouverneur est également informé de cette violation par lettre du 6 janvier 1993. La gendarmerie de Tenenku appréhende deux bergers de Sossobe sur les seize convoqués. Selon Sossobe l'affrontement a eu lieu car Salsalbe n'a pas accepté que les animaux de Sossobe soient allés les premiers dans la bourgoutière. Le 7 décembre 1993 la tension à Tunde-Jolel dégénère en un combat meurtrier faisant 29 morts et une quarantaine de blessés. L'absence d'intervention préventive de l'administration ainsi que le manque d'efficacité de l'administration et de la justice sont soulignés (notamment dans la presse, cf. article de Boubacar BA, in "Nouvel Horizon", 1994 et dans un rapport du Chef d'Arrondissement de Sossobe, le 15/1/94). Le Gouverneur déclare la bourgoutière objet du conflit "zone interdite" à la traversée et au pacage des animaux, dans une décision du 28 décembre 1993.

Une commission ad'hoc effectue une mission sur les lieux, le 29 décembre 1993, afin d'identifier précisément les contours de la bourgoutière (Ordre de mission n°216/GRM-CAB-2). La commission retient la version de Salsalbe correspondant à des limites naturelles (Mayel Kotia, chenel Kolé-niania) face à celle de Sossobe qui demeure imprécise (du campement Sandoua au confluent Hore-Boadie en longeant le Mayel Kotia, avec au sud la mare de N'Gada, Mayel Donguel jusqu'à Koubaye à l'Est). Les limites de Salsalbe sont rejetées à l'exception du gîte de Tunde-Jolel. La commission "suggère que les limites naturelles définies par le Mayel Kotia et le chenel Kolé-niania décrivent la zone de Tounde-Djolel objet du litige" (Compte-rendu de mission, le 3/1/94). Lors de la Conférence Régionale sur les bourgoutières du 22 et 23 novembre 1994 qui portait notamment sur les conflits fonciers, un accord entre les parties est intervenu sous la pression des chefs traditionnels qui voulaient clore définitivement ce conflit et grâce à la médiation du Gouverneur, Amadou Abdoulaye B. Maiga. "Cette conférence (sur les bourgoutières) a mis fin de façon nette au conflit entre les Sossobe et les Salsalbe. Tous les anciens chefs coutumiers reconnus de la région se sont organisés pour former un comité de sages présidé par le Chef de village de Konna, composé du chef de Hombori et de Bandiagara, du chef de Tijo et de Djenné. Ils ont parlé aux Dioro de Salsalbe et Sossobe en leur disant de ne pas continuer à ternir le prestige de la Région. C'est devant cette assemblée de dignitaires que les deux protagonistes ont juré de ne plus en venir aux armes. Ils se sont serré la main devant tout le monde et ont accepté de signer le PV de la rencontre. En tant que premier responsable de la Région, je pense que le conflit est terminé entre les Sossobé et les Salsalbé. Mais je suis obligé de prendre mes responsabilités, de mettre des forces de l'ordre aux côtés névralgiques" (Interview de l'"Aurore", n°289 du 8/12/94). Le conflit n'est pas encore terminé car la Cour d'appel n'a toujours pas rendu son verdict.

PROCEDURE: Conciliation & Administrative & Judiciaire

Résolution amiable ? : Non

DECISION(S): Convention du 11/3/36 - Attestation administrative du Cdt de Cercle de Mopti, le 16/1/39 - Jugement n°13 du Tribunal de 1er degré de Mopti, le 11/3/39 - Jugement n°2 du Tribunal de 2ème degré de Mopti, le 11/5/39 - Décision n°200/GRM-CAB-1 du Gouverneur, le 28/12/93 - Décision n°1/GRM-CAB-2 du Gouverneur, le 3/1/94 - Accord entre les parties le 23/11/94.

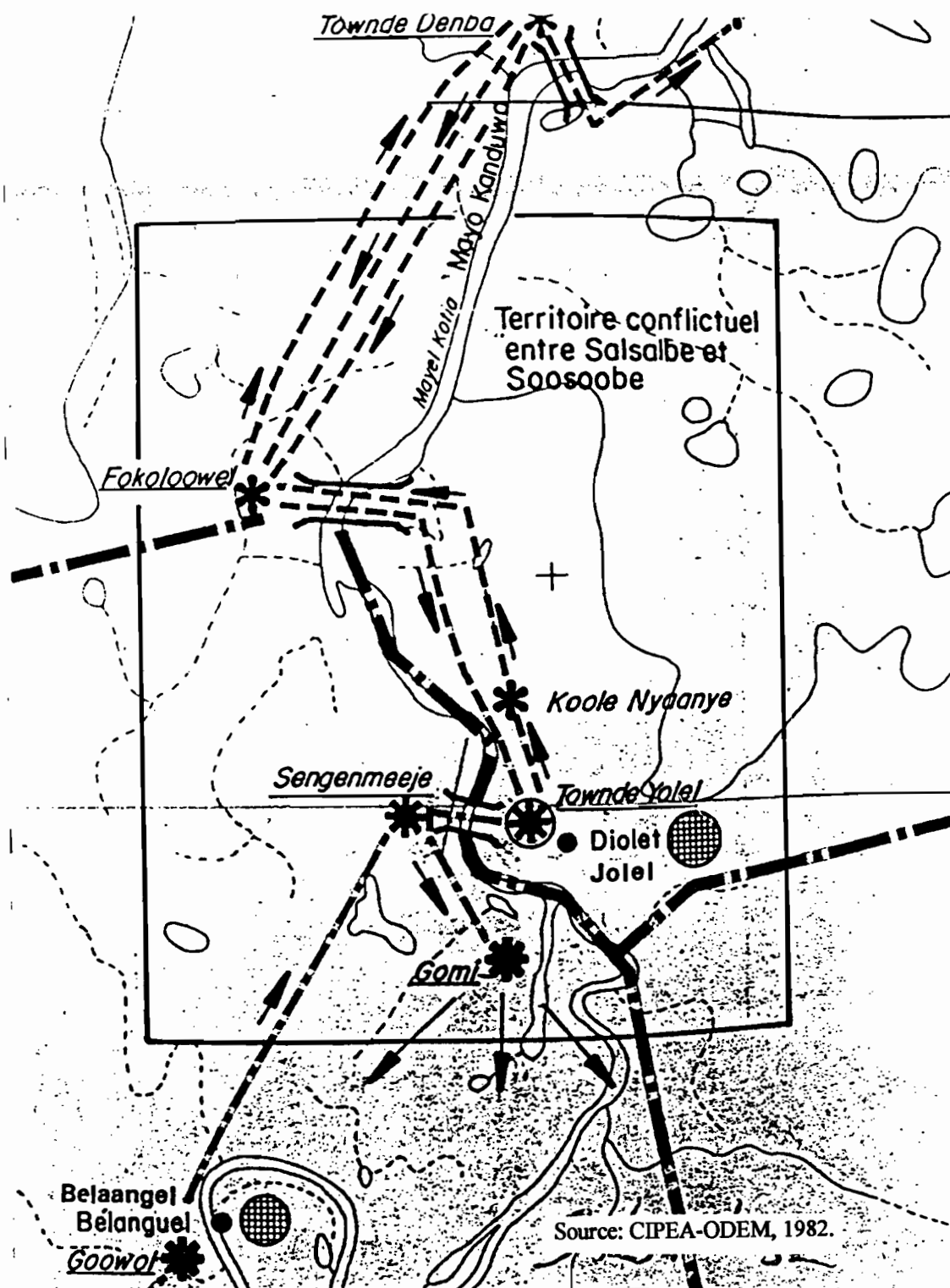
DROIT:

Les parties se sont entendu en 1936 sur la base du droit traditionnel, rappelé par des témoins neutres: "Suivant un usage très ancien ayant force de droit coutumier, chaque année au moment de la décrue,

le troupeau du canton de Salsalbé usera le premier du droit de pacage sur le terrain situé à la limite Sud-Ouest du village de Djolel. Sitôt ce troupeau passé, les troupeaux du canton de Sossoobé-Togoro auront droit au même usage". Trois ans plus tard un acte administratif atteste non pas de la présence mais de la "propriété" de la bourgoutière à Salsalbé. Cette version est confirmée par le premier jugement judiciaire en mars 1939 et par le jugement d'appel du 11 mai 1939. Suite au combat sanglant du 7 décembre, le Gouverneur rend le 28 décembre la zone interdite de passage et de pacage et crée le 3 janvier 1994 une commission pluridisciplinaire ad'hoc . Celle-ci est chargée de l'identification réelle de la bourgoutière, objet du conflit en vue de procéder à la levée topographique des lieux précédant le bornage de ladite zone. Lors de la Conférence Régionale sur les bourgoutières les parties se sont mis d'accord pour ne plus s'affronter physiquement. Mais elles poursuivent leur affrontement au niveau judiciaire et attendent l'arrêt de la Cour d'appel de Mopti.

Droit Appliqué: Traditionnel

Respect de la décision: Cour d'Appel saisie



VILLAGE: WURO MODI

LEYDI: WURO MODI

Cercle: MOPTI

Arrondissement: WURO MODI

Ref Objet: G

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1952 - 1953 - 1955

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Plaine

OBJET: Revendication d'une plaine entre les deux Leyde, conflit de frontière de leyde

PARTIES: Kalifa SYLLA, rep. du Murary, village de Samaye c/ Seku Mody CISSE, rep. de Wuro Modi

ETHNIES: Malinke c/ Peul

FAITS:

De Dakeole à Kobo s'étend une longue plaine délimitant les leyde Wuro Modi et Mura. Selon la version de Wuro Modi (par Seku Sadu Cisse, Jowro de Wuro Modi): "C'est une plaine que les agriculteurs de Mura cultivaient en partie avec l'autorisation de leur chef de Canton de l'époque, Kalifa Sylla. Mais pour Wuro Mody la plaine était réservée au pâturage pour les animaux des deux leyde, parce que c'est un lieu de limite. Lorsque les gens de Mura ont revendiqué toute la plaine de Dakeole à Kobo, nous avons tenté de leur faire comprendre que cette revendication n'était pas fondée car le leydi Mura s'arrête au Nord-Est de Dakeole et un peu à l'Ouest de Kobo. Dans tous les tariiks que Seku Amadu a laissés, Kobo est dans le leydi de Wuro Modi. Les deux tentatives de conciliations échouèrent. Au cours de l'année 1952, Wuro Modi et Mura s'affrontèrent dans la plaine" (Enquête du 10/11/94).

Selon le chef de village de Samaye, Wuro Modi fut créé par Alfa Hamma Bokari du village de Larde Bali, avec l'autorisation de l'Ardo du Mura, trois ans après l'installation de la Diina dans le Murari (domaine de Samaye). Wuro Modi fut fondé à une centaine de mètres de Samaye. Ce dernier devint un véritable village en raison de l'arrivée de nombreux Peul provenant du village de Hinerdie situé sur la rive gauche du Niger, au Sud du village de Daïna. C'est alors que l'Ardo de Samaye tint aux Peul ce langage: "Vos propriétés terriennes, habitants de Wuro Mody, s'arrêteront là où l'ombre de vos rôniers s'arrêtera le matin à l'Ouest et là où elle s'arrêtera le soir à l'Est. En dehors de ce rayon, tout habitant de Wuro Modi désirant exploiter une parcelle de terre dans mon domaine pour quelque besoin que ce soit est astreint à me tenir informé afin que je lui donne l'autorisation quand faire se peut. Toutefois l'exploitant ne jouit que du droit d'exploitation, droit qui cesse dès l'abandon du lopin pour une raison ou une autre" (Enquête, 20/7/94, Aljuma Dicko). Wuro Modi invoque le droit du conquérant. L'intervention de la Diina a mis fin à la domination de l'Ardo et engendré un nouveau partage des espaces. L'Ardo de Samaye fut destitué et assassiné par Seku Amadu qui octroya toutes les terres de l'Ardo à un talibe qui installa Wuro Modi. Le chef de Canton du Murari saisit le Tribunal de 2e degré de Mopti par lettre du 4 février 1952 en revendication de la plaine comprise entre Dakeole et Kobo. En effet, il considère qu'une partie lui appartient, ayant été donnée à ses ancêtres par l'Ardo de Samaye et que l'autre partie appartient aux gens de Samaye auxquels l'Ardo a distribué des terres. Pendant l'audience, Kalifa Sylla demanda au Tribunal de déclarer qu'il avait, en sa qualité de chef de Canton, la jouissance de tous les terrains litigieux alors que Seku Mody Cissé prétendait pour sa part avoir reçu la propriété des terrains en litige de la Diina. Le juge retint que les premiers occupants de la région étaient des Marka de Kubaye ayant été dépossédés d'une partie de leurs biens par les Ardos de Samaye et "que ces Ardos avaient exercé un droit éminent sur les terres jusqu'à l'assassinat de N'Gurori, dernier ardo de Samaye". Ensuite la région fut dominée par la Diina jusqu'à l'arrivée des Toucouleurs. La zone se vida de ses occupants jusqu'à l'arrivée des français, ce qui permit aux habitants de regagner leurs villages respectifs.

Le juge considère qu'il y a lieu de maintenir l'état des choses existant avant la naissance du litige et donc de maintenir les droits d'usage agricole, cynégétique et pastoral des intéressés sur la plaine. Les limites entre les terrains de culture des différents villages devront être bornées par l'administration. Sylla Kalifa, débouté dans sa demande, porte l'affaire devant le Tribunal d'Appel de Bamako. Celui-ci confirme le fait qu'il ne peut prétendre à aucun droit sur les terrains litigieux car rien ne permet d'établir que le droit éminent de l'Ardo lui ait été délégué. La délimitation ordonnée par le juge fut effectuée le 15 juin 1954, sans difficultés. La reconnaissance d'un droit d'usage aux habitants de Wuro Modi et Digani sur les terrains qu'ils cultivent dans la plaine laissait, selon un rapporteur administratif, la porte ouverte à toutes les contestations." Il devenait donc nécessaire de faire ce qui avait été fait pour les terrains situés au Nord de la plaine, c'est-à-dire de fixer une limite entre les terrains de culture des villages intéressés, en l'occurrence Ouro Modi et Mountou. Ouro Modi prétendait que la limite se trouvait sur Mayel-Mourra et les gens du Murary qu'elle était aux abords d'Ouro-Modi; chacun s'attribuant ainsi la totalité de la plaine. Après de laborieuses discussions pour faire préciser aux intéressés leurs revendications et ensuite pour les amener à la conciliation, une limite fut tracée sur les lieux, qui faute de mieux, partageait la poire en deux. Il s'agit d'une ligne droite partant d'un arbre isolé et facilement identifiable, située à 150 mètres environ au Nord de Mountou et allant du village de Kolenzé. Cette ligne sera matérialisée ultérieurement sur le terrain. A l'ouest de cette ligne, les terres sont pour le Mourary (Mountou), à l'est pour Ouro-Modi. En ce qui concerne les gens de Samaye, ils conservent les terres qu'ils sont accoutumés de cultiver. Les gens de Mountou qui cultivent actuellement sur les terres attribuées à Ouro-Modi y resteront jusqu'à la récolte. Ensuite ils devront s'installer de l'autre côté de la limite sauf entente avec le chef de Ouro-Modi" (Rapport de tournée au Cdt de Cercle de Mopti, le 3/6/55, par Jaffaux Pierre). Le même rapporteur informe la rédaction en cours d'une convention administrative intégrant les dispositions prises. Elle se réalise le 31 mai 1955.

PROCEDURE: Judiciaire & Administrative

Résolution amiable ?: **Non**

DECISION(S): Jugement n°22 du 11/8/52 du Tribunal du 2e degré de Mopti - Arrêt n°? du 28/11/53 du Tribunal colonial d'Appel de Bamako - Convention du 31/5/55.

DROIT:

Considérant la succession d'empires dans la région, le juge opte pour le maintien de la situation qui en découle. Il fixe ainsi les maîtrises foncières empiriques agricoles (droit d'usage), pastorales (droit de perception du congé) et cynégétiques (droit d'usage): "Déclare que les habitants des villages de Mourra et Diabi représentés par le chef de canton Murary, Kalifa Sylla, ont un droit d'usage coutumier sur les seules rizières situées entre Kobo, le Mayel Mourra, les rizières de Ouro Modi et de Digani, Baré Ibé et le pérou de Digani, que ces champs leur sont distribués par le chef de canton de Murari ou ses représentants; Dit que les limites entre les terrains de culture de Ouro Modi et Dégani d'une part et les terrains de culture de Mourra, d'autre part, seront fixées par le Commandant de Cercle ou son délégué; Déclare que les habitants de Ouro Modi et Digani représentés par le chef de canton de Ouro Modi Seku Mody Cissé ont un droit d'usage coutumier sur les terrains qu'ils cultivent dans la plaine située à l'Est et l'Ouest des villages de Samaye et Ouro Modi, y compris les terrains de culture situés entre Digani et Baré Ibé; Déclare que le chef de canton de Ouro Modi a seul le droit de percevoir les droits de passage et le "Tolo" sur les troupeaux, autres que ceux de Ouro Modi et de Mourra, qui franchissent le Mayel Mourra entre Dakéolé et Kobo pour entrer dans la plaine en litige; Dit et juge que les habitants de Mourra et Digani ont un droit de chasse coutumier et indivis sur le pérou situé à l'Est du village de Digani; que la battue annuelle doit être effectuée conjointement par les habitants de ces deux villages à la date fixée d'un commun accord par leur représentants; que faute d'accord la battue ne peut être effectuée ni par les uns ni par les autres". La Cour d'appel confirme ce jugement sauf en ce qui concerne l'aspect cynégétique, c'est à dire la battue annuelle, formellement interdit par le décret du 18/11/47. Le juge part du fait que si l'on recherche les droits actuels en remontant au premier occupant, il n'y a pas de raison de s'arrêter au XIX siècle et que l'on peut atteindre les plus anciens possesseurs historiquement connus, les markas dont les descendants existent toujours et l'empereur du Mali (sic). L'histoire établit avec certitude le droit éminent sur la terre de l'Ardo de Samaye. Cependant le juge souligne bien le caractère différent existant entre le droit traditionnel et le droit civiliste, de propriété: "ces droits strictement coutumiers ne sauraient être assimilés au droit de propriété du Code Civil français et ne confère à son titulaire aucun des attributs

du droit de propriété". De ce fait personne ne peut hériter d'un quelconque droit de propriété sur la base d'un droit traditionnel. Mais à qui l'Ardo a-t-il délégué son pouvoir sur la terre ? Selon le dernier descendant de l'Ardo, Amadu Dicko, "chaque village du Murari a reçu sa portion de terre directement de l'Ardo". Et c'est le maître de terre qui a réparti la jouissance des terres. Donc, selon le juge, "cette attribution de jouissance à chaque chef de village constitue un droit personnel à chacun non susceptible de délégation ou de représentation administratif, que seul le "Maître de la terre" peut déléguer partie du droit éminent dont il est seul titulaire". En conclusion, si le droit éminent de l'Ardo sur la terre en litige est reconnu, "rien ne permet d'établir que l'exercice d'une partie de ce droit ait été délégué à Kalifa Sylla, chef du canton du Murary" et le droit traditionnel ne conférant aucun des attributs de droit de propriété, le demandeur "ne peut prétendre à aucun droit sur les terrains litigieux". La Convention de 1955 entérine et complète les jugements.

Droit Appliqué: Traditionnel

Respect de la décision: Oui

VILLAGE: PAYONNA**LEYDI: JALLUBE BURGU****Cercle: MOPTI****Arrondissement: JALLUBE****Ref Objet: H****ETAT du conflit: Passé resurgissant****ETAPES: 1960 - 1988 - 1993 - 1994****RESSOURCE: Burgu****ECOTOPE: Bourgoutière****OBJET: Gestion d'une bourgoutière****PARTIES: Amadu Hama JALL, Jowro de Payonna c/ Hady Bah JAL, éleveurs de Walo****ETHNIES: Peul****FAITS:**

Entre les éleveurs de Payonna et de Walo un différend sévit à propos de la gestion de la bourgoutière de Mayo Tiaigai ou N'Gaiguai et notamment de l'entrée et la perception du droit de pacage. La bourgoutière en question est située à deux kilomètres environ à l'Ouest de Payonna. En 1960, les antagonistes trouvent un accord qui se concrétise par une Convention datant du 23 avril. Dans cette dernière, la propriété de la bourgoutière est reconnue au jowro de Bagi, Hamma Hamadi JAL. Un arrangement est conclu sur la base de l'abandon des droits sur la bourgoutière de la famille de Umaru Hadiba JAL au Jowro qui gérera l'entrée des troupeaux et percevra le congé. La famille de Walo aura un accès libre et gratuit dans la bourgoutière. Le Jowro ne devra pas laisser entrer plus de cinq troupeaux étrangers. Cette Convention en fait ne sera jamais appliquée et le conflit se maintient et commence à dégénérer en 1987.

Le 14 janvier 1988 les parties se mettent de nouveau d'accord mais l'objet du compromis est bien différent. La convention de 1960 est déclarée caduque et une cogestion de la bourgoutière est mise en place entre le Jowro de Payonna et Hadi Bah Jal, représentant les familles de Walo. Le jowro cède l'exploitation de la bourgoutière en échange du prêt par Hadi Bah de quinze têtes de bovidés. En revanche, il participe à l'organisation du séjour des animaux et empoche une partie du congé partagé équitablement entre les deux familles. Mais le conflit rebondit en 1993 au sujet de terres mis en culture. Le juge du tribunal de Mopti, saisi par le jowro de Payonna, s'en réfère à la Convention de 1960 pour déclarer le demandeur possesseur des terres litigieuses et ordonner le déguerpissement des cultivateurs de la zone. La Cour d'appel de Mopti infirme le jugement et tient compte de la Convention de 1988. Celle-ci abroge la précédente et confirme la cogestion de la bourgoutière appartenant à la famille "Bagi" par le jowro de Payonna et Hadi Ba Jal de Walo. Le 13 avril 1984 le jowro de Payonna saisit la Cour aux fins de "désignation de jowro et interprétation de la coutume". Mais en cours de procédure, le jowro se désiste de sa demande.

PROCEDURE: Conciliation & Judiciaire**Résolution amiable ?: Non**

DECISION(S): Convention n°I/PAD du 23/4/60 à Jallube - Convention n°18/CM du 14/1/88 à Mopti - Jugement n°71 (RG n°99) du 17/6/93 du Tribunal de première Instance de Mopti - Arrêt n°4 (RG n°89) du 12/1/94 de la Cour d'Appel de Mopti - Arrêt n°63 (RG n°42) du 6/5/94 de la Cour d'Appel de Mopti.

DROIT:

Le 23 avril 1960, les familles de Payonna et de Walo conviennent de quatre points pour mettre fin au litige de gestion de la bourgoutière Tiaigai. D'abord la reconnaissance de la possession à Payonna, ensuite Walo cède ses droits à Payonna et Walo a un accès libre et gratuit à la bourgoutière, enfin le Jowro de Payonna qui perçoit le congé n'accepte pas plus de cinq troupeaux étrangers. "1) Tous

reconnaissent que les bourgoutières de "Mayo N'Tjaigai" sont la propriété de la famille de "Bagi" dont sont issus Bella Ama Diall et Hamma Hamadi Diall qui, en raison de son âge, est le Dioro de "Bagi".

2) Oumarou Hadiba et tous ses parents susnommés cèdent leurs droits sur les bourgoutières de "Mayo N'Tjaigai" au Dioro Hamma Hamadi Diall, qui commandera l'entrée des troupeaux étrangers dans les dites bourgoutières et percevra en outre les taxes de pacage qui lui reviennent de droit. 3) Toutefois, en vertu de la cohabitation de longue date qui a scellé une parenté innée entre Bella Ama, Hamma Hamadi aux Oumarou Hadiba et parents, ceux-ci auront libre accès dans les bourgoutières de Mayo N'Tjaigai, où ils feront paître uniquement leurs troupeaux, et sans redevance. 4) En aucun cas, le Dioro Bagi ne doit laisser entrer dans les bourgoutières de Mayo N'Tjaigai plus de huit troupeaux bovins, c'est à dire cinq troupeaux étrangers et les trois de Bagi".

Le 14 janvier 1988, une autre convention est signée, annulant la première et organisant une cogestion qui existait semblerait-il avant 1960 entre les deux familles. Le congi est partagé, le jowro de Payonna reçoit en prêt 15 têtes de bovidés et l'entrée des animaux est dirigée par Hadi Bah, de Walo. L'entrée dans la bourgoutière est placée sous surveillance politico-administrative. "1) Est maintenue la tradition de cogestion de la bourgoutière "Mayo-Tiaigai" par le Dioro de Payonna et les éleveurs de Walo représentés par les familles Hadi Bah Diall. 2) La famille Hadi Bah de Walo prête au dioro quinze têtes de bovidés servant au trait et au labour. Ces animaux ne sauraient être vendus par le dioro. Ils seront renouvelés par les éleveurs de Walo en cas de vieillesse, maladie, mort. 3) Le dioro cède à la famille Hadi Bah Diall le droit d'exploitation coutumière de la bourgoutière; notamment l'organisation du séjour d'animaux, le droit de perception coutumière. La situation complète sera faite au dioro pour un partage équitable des produits entre les deux familles. 4) La traversée de la bourgoutière sera opérée désormais sous le contrôle des responsables politiques et administratifs de Dialloubé et des éléments de sécurité". Saisi pour une revendication de terre de culture, le juge constate l'existence de la convention de 1960 et déclare sur cette base le Jowro de Payonna "propriétaire des terres". Par conséquent, il "ordonne le déguerpissement de tous les autres occupants installés contre son gré".

La Cour d'appel infirme ce jugement en considérant la Convention de 1988 qui a abrogé la précédente et déclare la bourgoutière commune aux deux parties membres de la même famille Bagi. "Considérant qu'il a été effectivement reconnu que les deux familles (celle de Amadou Hamadi DIALL, le dioro, et celle de Hadi Bah DIALL) sont toutes issues de la grande famille Bagi; que ce faisant le principe de la cogestion dégagé par la 2^e convention s'inscrit harmonieusement dans le maintien des liens de parenté qui se sont tissés au fil des années entre lesdites familles; que en outre le partage équitable des recettes et redevances perçues entre les deux familles démontre à suffisance la dualité des droits de propriété coutumière sur les bourgoutières, le dioro de Payonna ne l'étant que de par son âge; Considérant en conséquence qu'il échet d'infirmier le premier jugement et de déclarer la bourgoutière Mayo Tiaigai propriété coutumière de la famille "Bagi"... déclare la bourgoutière "Tjaigai" propriété coutumière de la famille "Bagi" de Walo et de Payonna. Ordonne la cogestion de ladite bourgoutière par les deux familles".

Le 6 mai 1994 le juge d'appel saisit pour "désignation de jowro et interprétation de la coutume" par le jowro de Payonna constate son désistement le jour de l'audience et donne acte.

Droit Appliqué: Traditionnel

Respect de la décision: Oui

VILLAGE: KANIO

LEYDI: JALLUBE JENNERI

Cercle: MOPTI

Arrondissement: JALLUBE

Ref Objet: I

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1980 - 1984 - 1987 - 1989.

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: La fonction de Jowro

PARTIES: Hamadun dit Booro JALL c/ Kola Pulo JAL [en fait il s'agit de DICKO car sommes ici dans le Jallube Jennery; JALL c'est pour le Jallube burgu]

ETHNIES: Peul

FAITS:

Kola Pullo Jall, jowro des bourgoutières du Mayo Ranéo, assume la fonction de chef du village de Kanio-fulbe du 5 septembre 1958 jusqu'en 1970 où à l'occasion du renouvellement des Conseils de village et d'un réaménagement administratif il perd la chefferie du village. Dix ans plus tard naît le conflit. Ayant perdu le titre de chef de village et ne détenant pas le troupeau familial initial, Boro Jall estime que Kola Pullo doit être révoqué de ses fonctions de Jowro. Selon nos enquêtes, le fond du problème est lié à l'eggirgol "Naï Niakuri". "Il y a plus d'une cinquantaine d'années que le père de Kola appelé Pullo Almamy se sépara et de détacha du père de M'Booro appelé Hammadun Seydu pour la gestion de l'eggirgol. A l'époque le Suudu baaba refusa l'option de la séparation et des problèmes surgirent pour la préséance. Notons que ce Suudu baaba a une tradition de cumul des fonctions de chef de village et de Jowro. C'est avec le décès de Ambura, chef de village et également Jowro que surgit un autre conflit au sein du groupe familial exploitant le Mayo Ranéo (bourgoutière). Bukaru Seydu et Kola Pullo se disputèrent pour la succession de la chefferie et de la préséance au sein de l'eggirgol. Bukari Seydu fut désigné. Il exerça la chefferie pendant une année. Cette période coïncida avec l'indépendance du Mali. Le problème resurgit; Kola Pullo fut désigné à la suite d'un vote. Des incidents survinrent au sein de la famille. Kola Pullo dirigea la chefferie pendant 11 ans. Après le coup d'Etat de 1968, les événements prirent une autre tournure.

A partir de 1970, le village de Kanio connut des incidents du fait de l'opposition entre Peul et Marka, principaux groupes ethniques composants le village. Un Marka fut choisi, à la suite d'un vote, comme chef de village, ce qui mit fin à l'hégémonie peul sur le village. De 1970 à 1978 la gestion du Mayo Ranéo fut exercée collégialement par le Suudu baaba avec Kola Kure et Buri Pullo Dicko comme principaux responsables. A partir de 1979-80 la prétention pour la gestion du burgu refait surface avec deux protagonistes: Hamadun dit M'Booro et Kola Pullo Dicko. L'administration est saisie du problème" (Enquêtes, Bara Afo & Bubu Dicko, 16/3/94). Une décision administrative du Gouverneur n°149 du 12 décembre 1981 confirme Kola Pullo comme Jowro. Cette décision se voit annulée par la section administrative dans un arrêt du 21 mars 1983, qui renvoie en outre le requérant devant le juge judiciaire s'agissant d'une question coutumière.

Kola Pullo saisit le Tribunal civil de Mopti d'une requête d'interprétation de la coutume tendant à dire que la fonction de jowro est une fonction à vie. Le jugement n°186 confirme cette version et maintient ainsi Kola Pullo Jall dans sa qualité de jowro. Ce jugement fait l'objet d'un pourvoi d'ordre du Ministre de la justice qui n'aboutit pas. L'arrêt n°55 de 1987 confirme le jugement. Par lettre décisoire n°171/CM le Cdt de Cercle invite le Chef d'Arrondissement à notifier à Hamadun dit Boro Jall et à Kola Pullo Jall l'arrêt de la chambre civile de la Cour Suprême confirmant Kola dans ses fonctions de jowro. Cette lettre eut pour effet le retour au point de départ, c'est à dire à la décision n°149 du Gouverneur le 12 décembre 1981 annulée par la Cour Suprême. Cette dernière décision n°171 est annulée par le juge de la Cour Suprême le 14 novembre 1989 pour incompétence. Sur le

terrain il semblerait que Kola Pullo ait des problèmes d'acceptation par sa famille qui cherche à le destituer. Selon le Chef d'Arrondissement de Jallube, "le groupe majoritaire est décidé à enlever Kola Poulo Dicko au poste de Dioro de la famille... Ce qui est sûr aussi, sans l'intervention des autorités Kola Poulo Dicko ne résistera pas devant les gens de sa famille... Tant qu'un Dioro mange seul où gère mal les droits de pacage, il sera contesté par les autres ayant-droits. Il est clair aujourd'hui que Kola Poulo Dicko compte plus sur les autorités que sur sa propre famille dont il est issu pour asseoir sa force traditionnelle" (Lettre n°130/AD, le 28/12/92).

PROCEDURE: Administrative & Judiciaire

Résolution amiable?: Non

DECISION(S): Décision n°149/GRM du Gouverneur, le 12/12/81 - Arrêt n°6 du 21/3/83 de la section administrative de la Cour Suprême - Jugement du Tribunal de 1er Instance n°186, le 27/09/84 (RG n°173) - Arrêt n°55, de juin 1987 de la chambre civile de la Cour Suprême - Lettre décisoire n°171/CM du Cdt de Cercle, le 15/10/87 - Arrêt n°58 du 14/11/89 (Requête n°73/87 du 28/11/87) de la section administrative de la Cour Suprême.

DROIT:

La décision administrative n°149 nomme le jowro Kola Pullo jowro. Elle est annulée motif pris de l'incompétence matérielle du gouverneur (intervenue en violation du décret n°203/PGRM du 18/11/87) par la Cour Suprême, le 21/3/83. Le Tribunal de première instance de Mopti interprète la coutume dans le sens que la fonction de jowro est une fonction à vie: " Attendu que les fonctions de Chef de village d'une localité et de Dioro des bourgoutières dépendant cette localité sont différentes, que l'une est purement administrative et que l'autre plus qu'une fonction, consacre à son titulaire l'exercice de l'ensemble des droits fonciers coutumiers collectifs ou claniques et institue à partir de lui et au sein de la communauté des règles de présence dans l'évolution des troupeaux dans les bourgoutières; Attendu que les règles relatives à la désignation du Dioro, à ses attributions et à son remplacement procèdent d'une notification établie par Sékou Amadou et d'application constante depuis l'époque de la Dina jusqu'à nos jours; Attendu d'une part que ces règles si elles n'édicte pas expressément que les fonctions de Dioro sont des fonctions à vie ne prévoient le remplacement d'un Dioro qu'en cas de décès; que d'autre part et en conséquence, aucun exemple n'est connu de Dioro destitué, exception faite du cas de Boubacary Diall prédécesseur du requérant dont la désignation et la destitution en l'espace de moins de deux traversées sur fond de rivalités politiques et dans les circonstances exceptionnelles qu'a constitué l'occupation coloniale ne pouvait procéder d'une correcte application de la coutume; Attendu en outre que l'autorité morale constituée par l'ensemble des Dioro de la région de Mopti réunis en conférence Régionale sur les bourgoutières en 1981 a consacré la thèse du Dioro fonction à vie; Attendu par ailleurs que la coutume n'a jamais fait de la détention du troupeau familial initial un critère fondamental dans la désignation des Dioro, celui-ci pouvant éclater du fait des mésententes et rivalités personnelles et chaque Dioro promu voyant son troupeau prendre rang et préséance tant sur les autres troupeaux que sur le troupeau familial initial; Attendu qu'il échut en conséquence de faire droit à la requête du sieur Kola Poulo Diall; Par ces motifs Statuant publiquement, en matière coutumière gracieuse et en premier et dernier ressort; Dit et juge que la fonction de Dioro est une fonction à vie; Dit en conséquence que Kola Poulo Diall a conservé sa qualité de Dioro de Kagnio en perdant la qualité de Chef de village de ladite localité et que sa confirmation dans ces fonctions est conforme à la règle coutumière"

L'arrêt n°55 de la Cour Suprême rejette le pourvoi d'ordre du Ministre de la Justice comme mal fondé et dit que le jugement du Tribunal de Mopti n°186 du 27/9/1984 sortira son plein et entier effet. Les deux moyens de cassation soulevés par le Ministre sont rejetés. Il s'agit de l'excès de pouvoir du juge judiciaire en ce qu'il a procédé à une nomination en disant que Kola avait conservé sa qualité de jowro et de la prématurité de la saisine du juge en ce qu'il n'existait pas de contestation. L'administration fort de cet arrêt prend une décision confirmant ainsi Kola dans sa fonction de jowro.

Cet acte est annulé par la section administrative de la Cour Suprême le 14 novembre 1989 pour incompétence de l'administration, la nomination à la fonction de jowro étant réservée à la coutume: "Considérant que la nomination des Dioro relève de la coutume et que dans cette matière régie par la coutume, l'administration ne saurait intervenir qu'au cas de troubles portés à l'ordre public; qu'en cas de contestation ou de difficultés d'application de la coutume, les parties doivent saisir le juge judiciaire

seul compétent".

Droit Appliqué: **Traditionnel**

Respect de la décision: **Oui**

VILLAGE: KUBI**LEYDI: JALLUBE JENNERI****Cercle: MOPTI****Arrondissement: KONNA****RESSOURCE: Burgu****ECOTOPE: Bourgoutière****OBJET: Succession à la fonction de Jowro: deux antagonistes prétendent la place****PARTIES: Sadu Bukary JALL c/ Isiaka Mody JALL****ETHNIES: Peul****FAITS:**

En 1983 le problème de succession au Jowro Amiri Bassule ou Bukari ou Balakaly Jall se pose au sein de la famille des Lawsi entre son fils Sadu Amiri Bukari et son neveu Issiaka Mody. Le grand-père de Issiaka était Jowro. A sa mort, Laya et Boukari ont recherché tous deux le titre de Jowro qui a été donné au plus jeune des deux, Bukari (père de l'actuel Sadu). "Laya s'est opposé à cette décision de la famille. Il s'est rendu à Dialloubé chez le chef de canton. La chef de canton a convoqué tous les membres de notre famille. Après avoir écouté tout le monde, il a confirmé la décision de la famille" (Usmane Pathe Jall, PV du 7/1/93). Mais selon un autre notable de Kubi, Biram Bilakoro, "quand le grand-père de Sadou mourait, son père Boukari était jeune. Il ne pouvait assurer aucune responsabilité. C'est pourquoi, le titre de Dioro avait été confié à Bassoulé. A la mort de Bassoulé, Laya a cherché le titre de Dioro. Toute la famille des Laoussi a proposé Laya. Boukari, le père de Sadou a contesté. Ensuite il a porté plainte contre la famille chez le chef de canton de Dialloubé. El le chef de canton lui a donné le titre" (Ibidem). C'est à l'occasion de la traversée des animaux pour accéder aux bourgoutières qu'Issiaka posa le problème de succession du fait de l'âge du Jowro et de son état de cécité quasi total, en invoquant l'incapacité de ce dernier à assumer ses fonctions. Des incidents survinrent entre les deux prétendants. En 1984 le Jowro Amiri Bukari JALL décéda. La lutte pour la succession entra dans une longue procédure administrative et judiciaire. Cette bataille limitée au début aux deux protagonistes impliqua rapidement la famille et ensuite le village. Le Conseil de Famille désigna comme successeur Issiaka Mody Jall en qualité de Jowro de Lawsi Mayo du village de Kubi, le 23 janvier 1985. Il fut honoré de son titre le 23 octobre 1985. Selon Usmane Pathe Jall, "c'est après la mort de Boukari (le Jowro) que Issiaka a cherché. Sadou n'avait même pas cherché. Nous avons alors donné à Issiaka qui avait cherché" (Ibidem). Précisons que d'après les notables de Kubi, parmi les cinq derniers Jowro qui se sont succédé, aucun n'a succédé son père. Le Cdt de Cercle confirma administrativement cette décision familiale par lettre du 18 janvier 1986. Surpris par cette lettre, Sadu informa le Ministère de l'administration Territoriale, qui dans une instruction du 10/9/86 ordonne au Cdt de Cercle de Mopti de nommer le sieur Sadu Bukary Jall dans les fonctions de Jowro en remplacement de Issiaka Mody Jall. Le Cdt de Cercle prit le PV n°73/CM le 5 décembre 1986 où il notifie à Sadu l'instruction ministérielle lui attribuant la fonction de Jowro. Ce PV décisif mettant fin à la fonction de Issiaka fait l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant la section administrative de la Cour Suprême le 24 février 1986, celle-ci l'annule. Le Cdt de Cercle de Mopti notifie (lettre n°18/CM du 9/12/87) au Chef d'Arrondissement de Konna la décision de la Cour Suprême, l'arrêt n°47 bis, et lui ordonne d'appliquer le contenu de la lettre n°15/CM du 18 janvier 1986. Le Ministre de l'Administration territoriale se conforme à la décision de la Cour et invite le Cdt de Cercle à appliquer l'acte n°18/CM (lettre n°564/MATDB-CAB-C du 25/10/88). Le 14 novembre 1988, Sadu Bocary Jall saisit le Tribunal de première instance de Mopti d'une requête en interprétation de la coutume pour dire que la fonction de Jowro est une fonction à vie, donc selon le

demandeur, transmissible de père en fils. Le Tribunal déboute Sadu de sa demande, le 21 décembre 1988, en considérant que la nomination de Issiaka Mody a été faite conformément à la coutume des Lawsi.

Mais le même Tribunal saisi en opposition de ce jugement raisonne différemment et se donne la peine de mener une enquête auprès de nombreux jowros du delta. En application des règles traditionnelles de succession, Sadu Bukary Jall étant l'oncle de Issiaka Mody et plus vieux que ce dernier, et descendant plus le plus proche car le fils du jowro décédé, le Tribunal le reconnaît Jowro des Lawsi. La situation juridique est donc partagée entre deux visions: celle d'une règle fixée incontournable et celle d'un choix discrétionnaire du Conseil de famille (sous forme de scrutin).

Le 9 septembre 1991 par message RAC (n°706/MASTO) le Ministre de l'Administration territoriale demande au Gouverneur et au Cdt de Cercle de Mopti de prendre des dispositions pour l'application de la décision n°18/CM du 9 décembre 1987, reconnaissant Issiaka Mody comme Jowro. Quid de l'autorité de la chose jugée ? Issiaka fait appel du dernier jugement trop tardivement selon la Cour d'appel qui le déclare irrecevable, le 11 décembre 1991. Issiaka fait opposition à cet arrêt et obtient satisfaction car il est établi que "le télégramme (d'appel) incriminé a été déposé au guichet de la poste à Bamako le 5 avril 1991 soit le lendemain du prononcé du jugement". La Cour d'appel rend son verdict sur le fond le 4 novembre 1992 en confirmant le jugement du premier juge qui "a fait une exacte appréciation des faits et une bonne application de la loi". Le 11 janvier 1993 le Gouverneur se voit dans l'obligation pour des raisons d'ordre public de suspendre provisoirement toutes les décisions administratives et judiciaires, dans l'attente de la réponse de la Cour Suprême au pourvoi en cassation de l'arrêt n°56 de 1992 et institue une cogestion des intérêts de la famille Lawsi par les deux protagonistes. Cette cogestion fait l'objet d'une décision, le 22 février 1993. Si la décision est acceptée par Issiaka, elle ne l'est pas par Sadu (PV de notification de la décision n°33, le 5/3/93). Ce dernier saisit la section administrative de la Cour Suprême d'une requête en annulation, le 8 mars 1993. Le 19 octobre 1993, le Procureur de la République informe le Chef d'arrondissement d'une plainte de Sadu Bukari contre le non respect d'Issiaka des règles coutumières "en installant des paysans dans le bourgou sans l'autorisation du Dioro" (Lettre n°1.449/PR.M). La décision du Gouverneur sur la cogestion est annulée par la Cour Suprême pour incompétence de l'administration qui intervient dans une matière réservée par la loi au juge judiciaire. On apprend par le Chef d'Arrondissement "qu'il n'existe réellement pas de tension relative à l'affaire" (pas de risques d'affrontement) et que "Issiaka Modi réside depuis plus de 6 mois à Bamako" dans le but possible de faire rebondir l'affaire à son avantage, en saisissant les nouvelles autorités (sic, Lettre n°187/AR-K, du 2/12/93). En mars 1994, la section judiciaire de la Cour Suprême casse l'arrêt de la Cour d'appel de Mopti désignant Sadu comme jowro par le fait que le Conseil de famille est le seul à détenir le pouvoir de nomination du jowro et que les juridictions judiciaires ne sont pas compétentes pour cela. La Cour d'Appel de renvoi interprète la coutume dans le sens du jugement du premier juge en laissant la décision au Conseil de famille: sexe masculin, lien de parenté proche: descendant d'un jowro, droit d'aînesse et désignation par le lignage du premier Jowro.

PROCEDURE: Traditionnelle & Administrative & Judiciaire

Résolution amiable ? : Non

DECISION(S): Décision du Conseil de Famille des Lawsi, le 23/1/85 et confirmation du Titre le 23/10/85 - Lettre n°15/CM du 18/1/86 par le Cdt de Cercle - Lettre n°0647/MAT-DB-DNICT, le 10/10/86 du Ministre de l'Administration Territoriale et du Développement à la Base - Lettre PV n°73/CM, le 5/12/86 du Cdt de Cercle - Arrêt n°47bis du 3/12/87 (RP n°87) de la section administrative de la Cour suprême - Jugement n°172 (RG n°32), le 21/12/88, du Tribunal de première instance de Mopti - Jugement n°58 (RG n°19) le 4/4/91 du Tribunal de première instance de Mopti - Arrêt n°03, le 11/12/91, de la Cour d'Appel de Mopti - Arrêt bis n°50 (RG n°10), le 16/9/92, de la Cour d'Appel de Mopti - Arrêt n°56 (RG n°10), le 4/11/92, de la Cour d'Appel de Mopti - Instruction n°1/GRM-CAB, le 11/1/93, du Gouverneur de la Région de Mopti - Décision n°33/GRM-CAB, le 22/2/93, du Gouverneur de la Région de Mopti - Décision n°33/GRM-CAB, le 22/2/93, du Gouverneur de la Région de Mopti - Arrêt n°126 (Requete n°43 du 8/3/93), du 11/11/93, de la section administrative de la Cour Suprême - Arrêt n°39 du 21/3/94 de la section judiciaire de la Cour Suprême - Arrêt n°636 du 23/12/94 de la Cour d'Appel de Bamako.

DROIT:

Le Conseil de Famille des Lawsi nomme presque à l'unanimité Issiaka Mody Jall comme le nouveau Jowro. Il est honoré de son Titre le 23 octobre 1985. L'administration prend acte de cette désignation et la confirme ainsi administrativement le 18 janvier 1986: "Que les enquêtes administratives menées autour du problème du Dioro de la famille Laoussi de Koubi ... ont rapporté la preuve que, par application des principes coutumiers, le titre de Dioro revient à Issiaka Mody DIALL; Que l'intéressé jouit de la confiance de la quasi-totalité des Laoussi et a été honoré de son titre le 23 octobre 1985; Que l'administration ne saurait faire obstacle à l'exercice de cette fonction en empêchant la famille "Laoussi" de pourvoir au remplacement du défunt; Qu'il a été notifié aux intéressés que l'Administration prend acte de cette désignation et verra en Issiaka Mody désormais le dioro de Laoussi de Koubi".

Une Lettre ministérielle impose au Cdt de Cercle de nommer Sadu Bukary Jall "en remplacement" de Issiaka Mody Jall. Cette injonction administrative donne lieu à une décision sous forme de PV nommant Sadu comme Jowro. La Cour suprême, saisie par Issiaka qui a exercé la fonction de Jowro pendant deux années consécutives annule le PV décisoire n°23/CM pour les vices relatifs à la stabilité des actes administratifs et le non respect des formalités substantielles: 1) Délai non respecté: tous les délais de rétractation, de réformation ou d'annulation étaient dépassés (vis à vis de la lettre n°15/CM du 18 janvier 1985); 2) Entorse faite au principe de la stabilité des actes juridiques; 3) Violation de la procédure administrative, de la formalité substantielle de consultation préalable des autorités traditionnelles, en l'occurrence le Conseil de Famille, qui lui-seul décide de la nomination aux fonctions traditionnelles, ici à la fonction de Jowro: "... il appartenait à l'Autorité administrative de réunir le Conseil du Dioro conformément aux dispositions coutumières, de proposer à celui-ci la destitution de l'ancien Dioro et de confirmer éventuellement la nomination du Dioro que ce Conseil aura choisi". La Cour cite en référence une jurisprudence en la matière: "Considérant que si l'Etat n'a pas légiféré en la matière, l'Arrêt n°6/SACS du 21/3/83 faisant jurisprudence en la matière a néanmoins édicté la consultation et l'avis préalable du Conseil en tant que formalités substantielles d'un consensus quant aux nominations dans les fonctions traditionnelles restant encore sous l'emprise des coutumes".

La requête en interprétation de la coutume par Sadu devant le juge de première instance ne lui donne pas raison: la fonction de Jowro n'est pas héréditaire: "... la fonction de Dioro ne s'exerce que suivant le vœu de la famille; elle ne se transmet pas de père en fils comme le prétend Sadou". Par ailleurs, la détention du troupeau familial initial n'est pas un critère fondamental: "la coutume n'a jamais fait de la détention du troupeau familial initial un critère fondamental dans la désignation des Dioros; ledit troupeau pouvant éclater du fait des mésententes et rivalités personnelles et chaque Dioro promis voyant son troupeau prendre rang et préséance tant sur les autres troupeaux que sur le troupeau familial initial".

En opposition cette interprétation de la coutume se voit infirmée par le jugement du 4 avril 1991 qui refuse de voir un choix discrétionnaire au Conseil de famille mais plutôt l'obligation de suivre une réglementation traditionnelle, uniforme dans tout le delta, selon les dix jowros interrogés: "1) Ne peuvent postuler à la fonction que des personnes de sexe masculin dont l'un des ascendants à un degré plus ou moins lointain a eu à assumer la fonction de dioro; 2) Les postulants sont préférés les uns aux autres de la façon suivante: a/ quand ils sont parents à des degrés différents le père est préféré au fils et de la même façon, l'oncle prime sur le neveu; autrement dit il faut absolument que le cercle des oncles finisse avant que la dévolution n'accède à un cran inférieur, c'est à dire à celui des neveux; b/ conformément à la philosophie africaine de la gérontocratie, au degré de parenté identique, le plus âgé est préféré au plus jeune; 3) Le dioro exerce sa fonction pour le restant de ses jours en dépit de toutes mésententes avec la cellule familiale dont le rôle consiste à organiser l'entrée en fonction du dioro et à solenniser l'événement". Par application de ces règles, Sadu Bukari "se trouve être l'oncle de Issiaka Mody Diall dont le père est son cousin consanguin à quelques degrés; que pour cette seule raison et pour la raison non moins importante de l'âge, il doit conformément aux règles discriminatoires précitées être préféré à Issiaka son neveu qui au demeurant est très loin de pouvoir briguer la fonction convoitée car n'étant même pas le plus âgé dans la lignée des neveux et surtout ayant en écran la lignée des oncles consanguins". Le juge ainsi déclare Sadu Bocary Jall Jowro des Lawsi et que la fonction de jowro est une fonction à vie.

L'appel à ce jugement est entaché de forclusion selon la Cour qui le rejette. Ce rejet fait l'objet d'une opposition par Issiaka qui obtient gain de cause par l'arrêt du 16 septembre 1992. Le 4 novembre 1992, le juge d'appel confirme l'interprétation de la coutume faite par son prédécesseur. La Cour soutient: 1) Que le droit traditionnel est uniforme dans tout le delta (Issiaka argue de spécificités) en considérant l'audition des dix jowro par le premier juge et en plus selon lui, "qu'à l'origine c'est un roi régnant sur toute la zone bourgoutière qui a créé la fonction de Dioro et les règles qui devaient la régir; qu'il est donc très douteux que celui qui a créé lesdites fonctions de Dioro ait laissé le soin à chaque groupuscule d'en faire à sa guise". 2) Que la succession de la fonction de Jowro répond à des règles strictes et non à un scrutin au sein de la famille: "... Issiaka Mody Diall a été incapable de citer un seul cas chez les Laoussi où le Dioro a accédé à ses fonctions par la voie du scrutin; Considérant par ailleurs que la pérennité de la fonction de Dioro est due justement aux règles strictes qui la commandent et qu'elle serait prostituée depuis longtemps si chaque fois on devait voter pour trouver un Dioro". 3) Que la succession à la fonction de Jowro s'effectue sur des règles de droit d'aînesse et des rapports de parenté. Par Instruction n°1 du 11/1/93 adressée au Cdt de Cercle de Mopti, le Gouverneur suspend l'application de toutes les décisions administratives et judiciaires "pour des raisons de préservation de la quiétude à Koubi" et partage le travail de jowro aux deux protagonistes: "les tâches et pouvoirs liés à la fonction de Dioro sont cogérés au mieux des intérêts de la dite famille par les sieurs Issaka Mody DIALL et Mr. Sadou Boucary DIALL protagonistes pour ce titre sous la supervision du chef de village de Koubi". La cogestion fait l'objet d'une décision spécifique, n°33/GRM-CAB: "A titre exceptionnel, temporaire et dans le cadre du maintien de l'ordre public devant assurer la quiétude sociale, il est institué dans la famille LAOUSSI ... une cogestion de la fonction de Dioro pour les pâturages sur lesquels des droits coutumiers sont exercés par la dite famille" (art.1). "La cogestion sera assurée au mieux des intérêts de la famille par les sieurs Issiaka Mody DIALL et Sadou Boucary DIALL, sous la supervision du chef de village de Koubi" (art.2). Cette décision de cogestion est annulée par le juge suprême pour incompétence de l'administration. En effet l'art. 134 du CDF donne compétence à la juridiction civile de droit commun pour les questions de droit coutumier.

La Cour Suprême casse l'arrêt de la Cour d'appel de Mopti n°56 sur deux moyens: 1) Violation des règles coutumières: le Conseil de famille est le seul détenteur du pouvoir de nomination des jowros: "qu'en se substituant au Conseil coutumier des Laoussi et en réformant sa décision, la Cour d'Appel de Mopti a violé les règles coutumières régissant le Dioronat et excédé ses pouvoirs"; la Cour souligne un défaut de motifs en raison du fait qu'elle a apprécié selon des éléments du droit traditionnel, plutôt que de consulter le Conseil de famille: "... cette Cour a apprécié la cause à partir d'éléments inopérants tels que la présence des troupeaux, le droit d'aînesse, la parenté alors que la section administrative de la Cour Suprême avait déjà indiqué la procédure à suivre en matière de Dioronat en disant qu'il appartenait à l'autorité administrative de réunir le conseil de Dioro conformément aux dispositions coutumières et de proposer à celui-ci la destitution de l'ancien Dioro et de confirmer éventuellement la nomination du Dioro, que ce conseil aura choisi". 2) Excès de pouvoir: le juge n'avait pas le pouvoir de nommer le jowro mais simplement d'interpréter la coutume: "... la loi interdit aux juridictions de fond de statuer par voie réglementaire"; "... les juridictions judiciaires n'ont aucune compétence pour désigner un Dioro, Qu'à supposer même qu'il y ait vice dans le mode d'élection de celui-ci, elles ne peuvent qu'annuler la décision du conseil et demander à celui-ci de procéder à une nouvelle nomination". La Cour d'Appel de renvoi est celle de Bamako, qui interprète la coutume sans apporter donc de point final à l'affaire. Après le décès d'un jowro, sa succession doit se conformer aux règles suivantes: "1) Les postulants sont obligatoirement de sexe masculin et doivent, de façon plus ou moins proche, être descendants d'un Dioro. 2) Cette condition étant remplie, parmi les postulants le père est préféré au fils, l'oncle au neveu, l'aîné au cadet. 3) Cette désignation est faite par les membres mâles issus de la lignée du premier Dioro". La Cour reprend ici les critères du premier juge, approuvés par le second, mais de façon moins complète.

Droit Appliqué: Traditionnel

Respect de la décision: ?

VILLAGE: JALLUBE

LEYDI: JALLUBE BURGU

Cercle: MOPTI

Arrondissement: JALLUBE

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Préséance au sein de l'eggirgol

Ref Objet: J

ETAT du conflit: Passé resurgissant

ETAPES: 1974 - 1976 - 1978 - 1982 - 1985 -
1986 - 1989 - 1992

PARTIES: Bella Seydu JALL c/ Samba Aly BOKUM, Jowro de l'eggirgol Hoore Wumbere

ETHNIES: Peul

FAITS:

Bella Seydu Jall (ou Seydou Diall), du Suudu Baaba "Caninkobe", avait son troupeau au sein du groupe "Goordinkobe", dirigé par Basa Samara Jall et faisant partie de l'eggirgol Hoore Wumbere. En 1974, Bella se détacha de son groupe dans le but de constituer son propre groupe au sein de l'eggirgol, car son troupeau était devenu conséquent. Le Jowro lui fit observer les inconvénients de son départ, la perte des avantages du groupe "Goordi" qu'il quittait.

Bella demanda au Jowro Bara Afo Bokum, fils du jowro Samba Ali Bokum, de l'intégrer dans sa bourgoutière pour devenir un suiviste dans celle-ci, quittant ainsi la bourgoutière du Suudu Baaba "Goordi" pour celle du Suudu Baaba "Suudi Haali" dont Samba Ali est le gestionnaire. La décision du Suudu Baaba fut positive, grâce à l'appui de Bara Afo lui-même, et lui attribua la cinquième place de suiviste, après le groupe Naï Goro [1. Naï du jowro, 2. Naï Goordi, 3. Naï Bu, 4. Naï Goro]. Bella accepta mais six mois après demanda à Samba Ali la troisième place, celle qui suit le groupe qu'il avait quitté selon la règle traditionnelle pour laquelle en cas de scission dans un troupeau (groupe), le nouveau troupeau constitué peut suivre le troupeau mère. En effet il voulait absolument suivre le groupe d'où il sortait. Il arguait pour cela de l'ancienneté de l'alliance de sa famille avec les "Goornikobe" qui avait valeur de parenté selon lui. Mais son point de vue était contraire à celui des notables. Bella Seydu Jall n'est pas de la même famille que Basa Samara Jall (Rapport de Mission de l'Inspecteur de l'Intérieur, le 16/2/77). Par contre, et c'est son deuxième argument, la présence dans l'eggirgol Hoore Wumbere du troupeau de Bella remonte à l'An II de la Diina, c'est à dire en 1818, année de l'assassinat du dernier Ardo N'gourory par une des colonnes de Seku Amadu. C'est peut-être la raison pour laquelle le jowro lui avait maintenu une place au sein de l'eggirgol. Bella convoqua devant le Chef d'Arrondissement Aldia Amadu Jall qui avait pris sa place au sein de l'eggirgol Hoore Wumbere. Ce dernier se défendit en arguant qu'il n'était qu'un suiviste, placé par le Jowro gestionnaire de la bourgoutière. Le jowro confirma ses dires au Chef d'Arrondissement; lui-même est effectivement le seul à décider de la place d'un suiviste dans sa bourgoutière. Le Chef d'Arrondissement vérifia la véracité de cette règle auprès des notables qui lui confirmèrent. Vinrent alors les tentatives de conciliation menées par le chef de village de Jallube (Jowro des jowro du Jallube burgu) et par l'administration locale; elles échouèrent. En refusant la cinquième place, Bella s'est par conséquent exclu de lui-même de l'eggirgol. Cette cinquième place a été rendue à celui à qui elle avait été enlevée précédemment. Bella tente maintenant de récupérer cette cinquième place. Et selon la tradition seul le Suudu Baaba peut intégrer un suiviste; le jowro à lui seul ne le peut (Enquête auprès de Bara Afo Bokum, le 11/5/94). Ce qui pénalise maintenant Bella c'est que le Suudu Baaba refuse d'accepter de le réintégrer. En créant son propre groupe, Bella a quitté son Suudu Baaba adoptif et a changé de statut: de celui de troupeau, intégré dans un groupe, le Suudu Baaba "Goordikobe", il s'est intégré dans la bourgoutière du Jowro Samba en tant que suiviste (groupe) à lui tout seul et placé cinquième au sein de l'eggirgol. Il lui reste selon le jowro à rejoindre

définitivement son eggirgol familial qui est celui de "Caninkobe" (Tianinkobé) à Jallube, qui est celui du chef de village de Jallube.

Le Cdt de Cercle saisi du différent par le Chef d'Arrondissement (PV du 21/11/75), mena des enquêtes avec l'appui des chefs traditionnels. Le 20 août 1976, il prit une décision devant régler définitivement le litige dans laquelle il confirma la sortie de Bella de l'eggirgol, en considérant le retrait du troupeau de Bella du groupe "Goordi" et son intégration future dans le groupe de son choix. Le Suudu Baaba refusant de le réintégrer, Bella n'a plus de place dans l'eggirgol, sauf s'il arrive à se réintégrer dans un groupe; mais personne ne veut de lui. Selon l'Inspecteur de l'Intérieur (Rapport du 16/2/77) Bella Seydu Jall "a été l'instrument d'une rivalité de clans, victime d'une lutte sourde entre Diawambé". De août 1976 à décembre 1978 Bella a réintégré son troupeau dans son eggirgol familial. Le 1er novembre 1976, Bella saisit le ministre de l'intérieur, en se présentant en "innocente victime". Ce dernier par message RAC autorisa Bella à suivre l'eggirgol selon la préséance de son choix contredisant la décision n°24 [il s'agirait d'un message confidentiel ordonnant aux forces de l'ordre de ne pas faire sortir les animaux de Bella s'ils se trouvaient dans la bourgoutière de Samba Ali Bokum, d'après nos informateurs]. Bara Afo Bokum se rendit à Bamako apporter au Ministre de l'Intérieur une autre version que celle de Bella. Le Gouverneur reçut un message du Ministre annulant le précédant et confirmant la décision n°24/CM, le 28 décembre 1977 (message RAC n°25/C/MDIS). Le Gouverneur créa le 25 novembre 1978 une commission régionale politico-administrative chargée de trouver une solution définitive au litige. Celle-ci se réunit le 6 décembre 1978 et décida d'amender la décision n°24/CM en intégrant Bella en neuvième position de l'eggirgol Hooore Wumbere. En cas de réticence forte, l'administration lui trouverait un autre eggirgol d'adoption. Cette décision de PV se traduisit par la décision du 7 décembre 1978 vivement contestée par le jowro auprès du Ministre de l'Intérieur (Lettre du 15/11/81) qui affirme que Bella doit rejoindre son eggirgol familial "Caninkobe", car il est devenu un perturbateur intolérable au sein de l'eggirgol. Le Ministre acquiesce à cette demande et envoie le 3 décembre 1981 au Cdt de Cercle de Mopti un message RAC (n°658/MI-DNICT) lui demandant de détacher Seydu Bella Jall de l'eggirgol Hooore Wumbere pour le remettre dans son eggirgol familial, celui de Caninkobe (sic). Ce message fera l'objet d'un recours par Bella devant la section administrative de la Cour suprême, qui l'annule le 25 octobre 1982. Les motivations du juge de la Cour suprême sont celles des principes de la sécurité juridique et de la continuité de l'administration. Le juge fait référence aux prises de position contradictoires de l'administration dans ce conflit et à l'abus que les autorités supérieures font de leur pouvoir discrétionnaire. Elles se permettent en effet d'annuler des décisions prises depuis plusieurs années par des subordonnés, en l'occurrence celle du Gouverneur 3 ans après. Le jowro Samba Ali Bokum répond au juge suprême en sollicitant auprès de lui l'annulation de la décision n°331/GEM-CAB du Gouverneur (Lettre de février 1983). Selon le Cdt de Cercle "l'affaire Bella Seydou Diall c/ Samba Ali Bocoum est simple, assurément simple et aurait pu connaître un réel dénouement hors et loin de l'administration, si dans "ce milieu" le mensonge et le mal n'étaient pas en terre fertile" (Lettre n°72/CM-C au Président de la section administrative de la cour Suprême, le 16/6/84). La cour suprême saisie par le Jowro rend son arrêt le 21 mars 1985. Elle reçoit la requête du Jowro en annulant la décision n°331 du Gouverneur et confirme l'applicabilité de la décision n°24/CM. Par message RAC n°53/MI-CAB du 8/2/86 le Gouverneur est invité à débloquent la situation. Ce message est appuyé par la correspondance n°23/MI-II-C du 13/2/86 aboutissant à une décision du Cdt de Cercle le 4 septembre 1986, soit un an et demi après le dernier arrêt de la Cour, qui en fait fi. En effet la dernière décision administrative reprend celle précédemment annulée, bafouant ainsi l'autorité de la chose jugée en maintenant Bella au sein de l'eggirgol.

Le 3 décembre 1986 sur instruction du Ministre de l'Intérieur, le Cdt de Cercle de Mopti revient sur sa décision précédente par la décision n°22/CM réglant le litige conformément aux énonciations de l'arrêt n°8. Cette dernière est remise en cause par le message RAC n°953/DNICT du 8 décembre 1988 ordonnant au Cdt de Cercle d'appliquer impérativement la décision n°227/CM du 4/9/86. Cette décision administrative (message RAC) fait l'objet d'un recours devant la Cour suprême par le jowro et est annulée par elle du fait qu'elle viole la chose jugée.

Le 18 septembre 1991 la Cour suprême ordonne aux huissiers requis l'exécution de l'arrêt n°8, à la requête du Jowro. Dans un PV d'exécution du 10/2/91 d'un huissier de Tenenku, maître Sana Yalcouye, le fils de Bella accepte de se plier à la décision n°24/CM: "Nous sommes d'accord pour déguerpir au nom de la loi et nous ne pouvons que nous plier aux textes". Le 28 décembre 1991 dans

un autre PV d'exécution du même huissier, Bella déclare: "J'ai ma décision n°227/CM du 4 septembre 1986 qui annule l'arrêt n°8 du 21 mars ..." et il refuse de signer.

En fin d'année 1992, Bella Seydu Jall tente encore de suivre les troupeaux de l'eggirgol Hoore Wumbere. L'huissier se déplace sur requête du Jowro pour lui signifier une fois de plus l'exécution de l'arrêt n°8 de la Cour suprême. Dans le PV d'exécution, Bella Jall répond: "Je suis d'accord, mais il me faut voir le juge qui a mes papiers. Mais je ne m'oppose pas à votre décision". En fait la mauvaise volonté de Bella Jall à s'exécuter perdure (Lettre de l'huissier au Procureur, le 26/11/92) mais depuis 1989, le troupeau de Bella Seydu n'a pas pénétré dans les bourgoutières du Jowro Samba Ali Bokum. Le feu du conflit ne semble pas totalement éteint.

PROCEDURE: Administrative & Judiciaire

Résolution amiable?: Non

DECISION(S): Décision n°24/CM du Cdt de Cercle, le 20/8/76 - Décision n°249/GRM-CAB(bis) du Gouverneur, le 25/11/78 - Décision n°331/GRM-CAB du Gouverneur, le 7/12/78 - Message RAC n°658/MI-DNICT du Ministre de l'Intérieur, le 3/12/81 - Arrêt n°45 du 25/10/82 (Pourvoi n°28/82 du 9/2/82) de la section administrative de la Cour suprême - Arrêt n°8 du 21/3/85 (Pourvoi n°71/83 du 24/2/83) de la section administrative de la Cour Suprême - Décision n°227/CM du Cdt de Cercle, le 4/9/86 - Décision n°22/CM du Cdt de Cercle, le 3/12/86 - Arrêt n°66 du 14/11/89 (Requette n°4 du 20/2/89) de la section administrative de la Cour Suprême.

DROIT:

La première décision administrative est de confirmer le droit traditionnel en écartant Bella Seydu Jall de l'eggirgol pour ne s'être pas incliné devant les conditions imposées par le Jowro. Avant cela le Cdt de Cercle souligne le détachement du troupeau de Bella de son groupe: "Les naï Bella Seydou se détacheront du groupe "Gordi" dont le partage est assuré par le "Dioro" Samba Ali Bocoum" (art.2). "Bella Seydou Diall adhérera à tout autre groupe de son choix" (art.3). "Cette adhésion lui conférera les avantages acquis par le groupe" (art.4). Bella doit donc intégrer un groupe pour demeurer dans l'eggirgol et non constituer un nouveau groupe.

Afin de régler définitivement le conflit, le Gouverneur crée une commission régionale, conformément à la résolution de la Conférence Régionale sur les bourgoutières du 2 novembre 1978 composée des autorités administratives, politiques et de l'élevage: le directeur de Cabinet (président) et 2 Conseillers du Gouverneur, le Capitaine commandant de la gendarmerie, le directeur de l'ODEM, les Cdts de Cercle de Mopti et de Tenenku, le Secrétaire général de l'UDPM de Mopti. Suite à une réunion de cette commission de règlement du litige, le Gouverneur décide que Bella demeure dans l'eggirgol et en prend la dernière place, la neuvième, tout en restant libre d'intégrer un autre eggirgol qui voudra bien l'adopter: "Les animaux appartenant à Bella Seydou Diall et consorts, se détacheront du troupeau nommé Naï-Gordi dont le chef reste Barama Samara Diall" (art.2). "Ils constitueront au sein du groupe Eguirgol Horé-Homboré, placé sous la responsabilité du Dioro Samba Ali Bocoum, le troupeau appelé Naï Bella Seydou Diall" (art.3). "Les Naï-Bella Seydou Diall seront placés à l'arrière du groupe Horé-Homboré, c'est à dire en 9è position dans l'ordre de préséance après le troupeau Naï Diam Amadou" (art.4). "Toutefois Bella Seydou Diall est libre d'adhérer à tout autre groupe qui voudra l'adopter. Cette adhésion lui conférera les avantages et droits acquis par le groupe adoptif" (art.5).

Le Ministre de l'Intérieur suite à une demande du Jowro annulera cette décision n°331/GRM pour confirmer celle n°24/CM: "Honneur vous inviter Stop A détacher Seydou Bella Diall éleveur à Dialloubé Stop De l'eggirgol Hore-Hombere Stop Pour le remettre dans son eggirgol familial Stop Celui de Tjanninkobé Me rendre compte Stop et FIN" . La Cour suprême est saisie par Bella Seydu Jall d'un pourvoi de ce RAC, décision administrative individuelle, remettant en cause une situation acquise depuis 3 ans.

Le comportement de l'administration dans ce conflit est rempli de contradictions et génère une insécurité juridique en méconnaissant le principe de continuité de l'administration, il amène le juge à annuler le message RAC du Ministre: "... Considérant qu'il apparaît ainsi que le troupeau évolua avec le groupe Horé-Homboré pendant plus de trois ans; Considérant que si le supérieur hiérarchique est investi d'un pouvoir contrôle sur le subordonné et sur les actes de celui-ci, le pouvoir ne permet pas au supérieur de remettre en cause plus de trois ans la décision prise par le subordonné dans le cadre

du règlement d'un litige; Considérant que si le supérieur le pouvait à tout moment il y aurait une totale insécurité juridique et une remise perpétuelle sur tapis du litige qui recevrait ainsi une multitude de solutions; Considérant qu'une telle pratique qui est le lot de notre administration méconnaît le principe de continuité de l'administration ... Que ces prises de positions contradictoires de l'administration à ses différents échelons sont le reflet d'une administration hésitante ... il en résulte un désordre et une insécurité préjudiciables aux intérêts des administrés; en effet Diall se trouve rejeté par les groupes Horé-Hombéré et Tjanninkobé. (Ceci sera démenti par le jowro qui affirmera au juge que l'eggirgol Tajanninkobé n'a pas rejeté Bella et ne peut le faire, compte tenu de leur lien de parenté, in Lettre de 1983)". Le juge en conclut: "L'auteur d'une décision ne peut revenir sur celle-ci n'importe comment et surtout n'importe quand, de même l'autorité hiérarchique ne peut annuler n'importe comment et n'importe quand la décision de son subordonné surtout lorsque celle-ci porte règlement de litige". La Cour Suprême saisie par le Jowro en annulation de la décision du Gouverneur n°331 du 7/12/78, reçoit la requête en considérant deux points: 1) le délai d'annulation d'une décision administrative par un supérieur hiérarchique est de deux mois (art.44 loi 65.2AN-RM du 13/3/65 portant réorganisation de la Cour Suprême): "Que la fixation dudit délai permet d'éviter toute insécurité juridique et remise perpétuelle sur tapis des litiges qui sans cela, recevraient une infinité de solutions"; en l'occurrence la décision n°331 est intervenue deux ans et quatre mois après celle du Cdt de Cercle n°24. 2) Excès de pouvoir du Gouverneur: le pouvoir de substitution a un caractère exceptionnel et qu'en l'espèce le Cdt de Cercle était seul compétent pour décider. Ainsi au fond la décision n°331 est annulée et la décision n°24 continue à produire ses effets.

Le 4 septembre de l'année suivante le Cdt de Cercle sans considération pour l'autorité de la chose jugée remet en vie la décision n°331 en considérant que Bella ne saurait être exclu de l'eggirgol Hoore Wumbere: "Les animaux appartenant à Bella Seydou Diall constituent le troupeau nommé Naï Bella Seydou DIALL" (art.2). "Le troupeau sus-indiqué constitue un élément du groupe "Eguirgol-Horé-Woumbéré" et ne saurait en être exclu" (art.3). La décision annule explicitement la décision n°24/CM dans son article 4. Le Cdt de Cercle revient sur cette décision par une autre, conforme à l'arrêt de la Cour Suprême, début décembre. Le Cdt de Cercle se voit enjoint par un message RAC, le 8/12/86, d'appliquer la décision n°227/CM. Ce message fait l'objet d'un pourvoi pour excès de pouvoir devant la Cour suprême par le jowro. La section administrative confirme la décision n°24/CM en considérant que le message RAC n°953 redonne vie à la décision n°227/CM prise conformément à la décision n°331 qui a été annulée par l'arrêt n°8 de la Cour suprême. "... le message RAC n°953 du 8 décembre a violé ledit arrêt, violation de la chose jugée assimilable à la violation de la loi, et mérite à ce titre la censure de la Cour".

Droit Appliqué: **Traditionnel**

Respect de la décision: **Oui**

JUGGERE

Conflit n°: 24

VILLAGE: KOOTAKA

LEYDI: WURO NEEMA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: KONNA

Ref Objet: K

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1988

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Mare

OBJET: Fauchage du burgu.

PARTIES: FEROO'BE de WURO NEEMA, rep. par le Jowro c/ Agriculteurs de KOOTAKA

ETHNIES: Peul c/ Malinke

FAITS:

Des villageois de Kootaka allaient faucher le burgu situé dans la mare de Juggere et en cultiver des parties. Une rixe sanglante sur les lieux eut lieu entre quelques Peul et quelques agriculteurs. L'affaire fut portée devant l'administration qui a pu permettre une conciliation entre les parties. Mais les mêmes agriculteurs sont revenus faucher le burgu et cultiver. Cette fois-ci ces derniers ont sérieusement tabassé un jeune berger. Une réconciliation fut conclue grâce à la médiation d'un notable de Konna respecté par les deux parties, Yusuf Naajo. Mais des agriculteurs continuent toujours de venir couper du burgu en cachette et les Peul n'arrivent pas à les surprendre (H. G. Siidibe, enquête du 24/10/94).

PROCEDURE: Conciliation

Résolution amiable ?: Oui

DECISION(S): Orale

DROIT:

Les agriculteurs acceptent de ne plus cultiver et de ne plus faucher le burgu dans la mare Juggere.

Droit Appliqué: Traditionnel

Respect de la décision: Non

VILLAGE: WURO NEEMA

LEYDI: WURO NEEMA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: FATOMA

Ref Objet: K

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1986

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Conservation du burgu dans le Harima; appliquer l'interdiction d'arracher le burgu.

PARTIES: Bubu SIIDIBE, rep. de WURO NEEMA c/ Mama TRAORE, de Togel M'Bewa

ETHNIES: Peul c/ Bella

FAITS:

L'année 1986 fut une année de sécheresse. Les Peul de Wuro Neema décidèrent de bien conserver le burgu de leur harima pour leur bendi. Un agriculteur de Togel M'Bewa (hameau de Simina), Mama Traore, ne l'entendit pas comme cela et vint arracher du burgu pour le vendre. Pour se faire il se fit aider par sept personnes. Le surprenant dans le harima, Bubu Sidibe, notable du village de Wuro Neema, lui ordonna de cesser d'arracher le burgu et de quitter les lieux. Mama Traore refusa et c'est alors qu'une rixe eut lieu. Les autorités administratives et judiciaires ont été saisies tour à tour. Le conflit entre dans une longue procédure où l'abus de pouvoir prend le pas sur la justice.

Bubu Sidibe narre lui-même la genèse du conflit: "L'affaire a commencé en 1986 pendant la saison froide. Cette année là, ça été une année pénible, la sécheresse a sévi et il y avait un manque notoire d'eau. C'est ainsi que le Pulaaku a décidé de se concerter d'urgence. A l'issue de cette concertation, nous avons décidé de bien conserver quelques hariima pour les benndi et nous avons décidé aussi de l'interdiction formelle d'arracher le burgu dans le hariima. Tout le monde s'est soumis à la règle sauf le nommé Mama Traore qui a recruté 7 manoeuvres pour venir faucher le burgu dans le lit de la mare. Nous nous sommes rendus sur les lieux et leur avons notifié les instructions prises. Ils n'en ont pas tenu compte et ont continué à arracher sous l'ordre de Mama Traoré. Moi Buubu, je suis allé prendre un tas de burgu pour le jeter dans l'eau quand l'un des manoeuvres du nom de Oyé Traoré s'est dirigé vers moi et m'a giflé, l'affaire a commencé. Nous sommes allés voir le Chef d'Arrondissement de Fatoma pour lui demander de nous délivrer une attestation d'interdiction de coupe du burgu, ce qu'il nous a remis. L'affaire commençant à prendre de l'ampleur, le Chef d'Arrondissement m'a fait venir chez lui et a repris la pièce qu'il avait dûment signée. Entre temps Mama Traoré m'a convoqué à la brigade mixte de la gendarmerie à Mopti. Dans sa déposition, Mama a prétendu être victime d'une agression de la part de 7 personnes de Wuro Neema. Quand je me suis présenté à la gendarmerie, on m'a demandé de relater les faits. J'ai dit tout ce qui s'était passé. On nous a amendés. Moi j'ai dû payer 30.000 FCFA et lui 15.000 FCFA pour avoir fauché le burgu d'un hariima. La gendarmerie a transmis le dossier au Tribunal. Le dossier a dormi 3 mois dans les tiroirs du procureur. Ce dernier a été muté et a laissé le dossier en instance.

deux ans après on m'a convoqué de nouveau pour une nouvelle audience. On m'a condamné à payer 50.000 FCFA et Mama n'a pas été amendé. La raison évoquée par la justice pour justifier cette amende est que j'ai porté la main sur la personne de Mama. J'ai remis la somme à Kaaka Samaseeku qui est mon intermédiaire auprès de l'administration judiciaire, et lui l'a versée au juge. Un an après, je fus convoqué par un nouveau juge qui venait de prendre service. Il m'a questionné sur l'affaire. J'ai narré exactement comme par le passé. Chaque fois qu'un juge est nouvellement muté ici, Mama réveille l'affaire. On a fait un nouveau jugement; Ce jour-là, j'étais représenté par mon avocat en la personne de Amadou Kisso Cissé, l'actuel maire de Mopti. J'étais absent, et il m'a défendu en tant que client. Je devais à l'issue de cette audience payer 60.000 FCFA. Ces 60.000 FCFA sont à verser à

Mama à titre de dommages intérêts. Quand j'ai saisi mon avocat pour lui notifier de mon indignation face à cette nouvelle amende, il m'a conseillé de ne pas tirer sur la corde et me demanda de m'acquitter. Je lui ai dit d'accord.

Comme je suis membre de la coopérative des éleveurs, j'ai saisi cette coopérative qui m'a secouru par la somme de 45.000 FCFA. J'ai voulu remettre la somme à l'huissier de Mama pour qu'il la lui remette. Mama a décliné le versement par tranche, il a exigé la totalité. L'huissier lui a demandé de prendre cet argent mais il n'a pas voulu. Cela a créé un sentiment de frustration chez son huissier. C'est ainsi que l'huissier m'a dit qu'il gardait l'argent en attendant. Je suis retourné chez moi. Nous étions à l'approche de l'hivernage. J'ai connu une période d'accalmie de 2 mois.

Mama a repris le dossier pour l'amener à la justice prétextant qu'il n'était toujours pas rentré en possession de son dû vis à vis de moi. La gendarmerie a demandé à mon huissier le pourquoi de ce non-paiement. Il s'est déplacé pour venir me voir et m'a informé de l'intention des gendarmes de m'arrêter; il m'a demandé de prendre mes dispositions. Moi, j'ai quitté le village.

Mama, les gendarmes et huissiers m'ont porté absent. Trois semaines après, l'huissier est revenu. Il m'a informé de l'arrivée prochaine des gendarmes en me disant que je pouvais tenter de me sauver. Je lui ai dit que ce n'était pas nécessaire, car en partant, je laisse derrière moi ma famille et tous mes biens. Je lui ai dit que je resterais et que ce qui doit m'arriver m'arrivera. C'était une façon d'empêcher tout contact entre les gendarmes et moi, car l'huissier avait utilisé les 40.000 FCFA que je lui avais versés à ses propres fins. C'est lors d'une de mes sorties vers mon champ que Mama et ses compagnons m'ont porté absent. Ils ont demandé aux villageois où se trouve le campement de nos animaux. Ceux-ci répondirent qu'ils ne savaient pas. Une de mes soeurs le leur a indiqué. Ils y sont allés et ont saisi cinq vaches. Ils étaient chargés par le juge de m'arrêter pour désobéissance à l'autorité. Avant de quitter Wuro Neema, ils ont remis la convocation à Ali, l'un des conseillers du chef de village. Ce dernier devait me la remettre et ils l'ont mis en demeure de bien surveiller les cinq vaches saisies en attendant qu'ils reviennent les chercher.

Après réception de la convocation, je me suis déplacé pour aller voir l'huissier et Kaaka Samaseeku. Je leur ai demandé sur la base de quel droit ils avaient saisi mes animaux. L'huissier me dit de ne pas m'inquiéter pour ça. Kaaka est intervenu pour lui réclamer les 40.000 FCFA. Il lui demande de les rembourser et lui il va compléter les 25.000 FCFA pour aller les déposer à la justice. Les 5.000 FCFA ont été versés à la gendarmerie. Voilà tous les reçus, sauf celui de la gendarmerie. L'huissier m'a fait comprendre que les animaux demeurent toujours les miens. On a fait taire l'affaire jusqu'en saison froide. Ensuite j'ai reçu une nouvelle convocation pour me présenter au parquet un lundi. L'huissier devait verser 40.000 FCFA à la justice et Kaaka les 5.000 FCFA à la gendarmerie. Aucun des deux ne s'est exécuté.

Une semaine après, on est venu me remettre une nouvelle convocation. J'étais au marché de Fatoma; je n'ai donc pas répondu à la convocation. A la foire suivante de Fatoma, les gendarmes sont venus m'arrêter et j'ai passé quatre nuits en prison. Ensuite on m'a amené devant le juge d'instruction qui m'a écouté et on m'a déféré à la prison civile. Quand Kaaka a appris cela, il est allé protester.

Comment se peut-il qu'on verse une partie de la somme et que je sois enfermé encore ? Le juge a ordonné qu'on me libère, ce qui fut fait et moi j'ai demandé un recours, qu'on reprenne l'audience. J'ai fait appel à la cour.

Après la saison sèche, un juge nouvellement muté nous a convoqués de nouveau. Je me suis présenté très tôt le matin à la date mentionnée sur la convocation. Le juge m'a demandé de m'expliquer. Je lui ai dit que c'est une vieille affaire, elle date de 7 ans et depuis 1991 j'ai toujours été victime d'amendes arbitraires et de déplacements futiles. On saisit mes animaux, or je n'ai pas commis d'homicide et surtout j'ai donné une avance de 40.000 FCFA à un huissier qui l'a dilapidée. Je lui ai retracé la genèse de l'affaire. Le juge a téléphoné à l'huissier pour lui demander la souche du reçu de l'amende. Le juge m'a écouté et a fixé une date d'audience. Le jour du jugement, tous les dossiers des autres sont passés, moi j'étais là assis. C'est juste après 18h, peu avant la tombée du soleil qu'on m'a appelé et le juge me dit que je devais payer 50.000 FCFA. J'ai demandé pourquoi je devais encore payer 50.000 FCFA et j'ai dit que je n'étais pas d'accord et que je suis prêt qu'on me fasse tout. Je ne donnerais pas un seul sou de plus. Ils m'ont fait comprendre que c'est pour une absence à la barre lors d'une audience; c'est ça le motif de cette amende. Je leur ai dit que je n'avais pas reçu la convocation dont ils parlent. Celle que j'ai reçue est celle-là. On m'a alors remis une copie du dossier, et grâce au juge Diallo je suis sorti libre. Les gens continuent toujours à exploiter ce hariima.

Le problème de hariima n'est pas l'affaire d'un seul homme, mais de tout un village. Quand le problème a surgi et qu'il a pris de l'ampleur, alors tout le monde s'est désolidarisé, et je suis resté seul face au problème. Ce burgu hérité de mon père, je ne le céderai à personne. J'accepte d'y sacrifier ma vie. Un homme ne doit pas céder. Quand on recule pour conserver son patrimoine, on n'a plus de raison d'être, ce n'est plus la peine." (Enquête, Wuro Neema, le 11/5/94). Au total Bubu Sidibe aura dépensé environ 150 000 FCFA, qui sont allés dans la poche des gendarmes, des juges, etc.

PROCEDURE: **Administrative & Judiciaire**

Résolution amiable ?: **Non**

DECISION(S): Contravention, Gendarmerie, en 1986.

DROIT:

Amende de 15 000 FCFA payée par Mama Traore pour arrachage de burgu dans un hariima.

Droit Appliqué:

Respect de la décision: **Aucune de prise**

VILLAGE: WURO MODI**LEYDI: MURARY****Cercle: MOPTI****Arrondissement: WURO MODI****Ref Objet: L****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1974 - 1982 - 1985 - 1990****RESSOURCE: Burgu****ECOTOPE: Chenal****OBJET: Utilisation d'un point de traversé / sur lequel se greffe un conflit de perception de cõtisation de traversée entre 2 administrations****PARTIES: Eleveurs de Wuro Modi c/ Eleveurs de Wanjere****ETHNIES: Peul****FAITS:**

En 1974 un accord entre Wandiere, Mura et Wuro Modi autorise les bendi de Wuro Modi à traverser par Sirki. En 1981 Wandiere demande à Wuro Modi, lors d'une rencontre (conférence) organisée par le Chef d'Arrondissement, de réutiliser son ancien passage "Séko Dague Ole", situé à l'embouchure du Mayel Mura avec le Niger. Wuro Modi ne nie pas la propriété du Sirki au Murary et reconnaît que le passage leur a été accordé par Wandiere sur leur demande, mais leur passage traditionnel subit une trop forte érosion des berges qui génère des pertes d'animaux (sic, Lettre n°166/AR-K du Chef d'A. au Cdt de Cercle, le 12/12/81). Wandiere propose donc un autre passage pour Wuro Modi, "Golontodji", situé au sud de Wandiere et à 3 km de l'ancien passage "Seko Dague Ole". "La délégation de Wuro Modi tout en mettant en relief la répugnance dont elle a été l'objet par Wandiere accepte sans gaieté de coeur le passage qui lui a été proposé" (Ibidem). Mais avant de faire passer les animaux, une commission doit se rendre sur les lieux "pour constater de l'existence des champs sur le nouveau passage accordé" (Ibid.). Les termes de ce contrat ne sont pas respectés par Wuro Modi qui fait traverser ses laitières avant le compte rendu de la commission et occasionne des dégâts dans deux rizières non encore récoltées. Les habitants de Wandiere n'ayant pas été encore mis au courant de cette décision, l'autorisation de passage à Golontodji, "est sur le pied de guerre" dans une "atmosphère explosive". Le soir la conférence conclut que Wuro Modi doit réutiliser son passage traditionnel, Seko dague Ole, afin de "matérialiser une démarcation entre les troupeaux des deux localités pour éviter tout conflit entre eux" (ibidem). En fait la tentative de compromis échoue et Wuro Modi doit reprendre son ancien passage.

Le Ministre de l'Intérieur est saisi de cette affaire et répercute directement sur le Cdt de Cercle (Lettre n°93/MI-CAB du 27/1/82). Etrangement l'affaire devient celle des deux administrations, Cercle de Djenne et de Mopti, qui revendiquent chacune le passage Sirki dans son espace (administratif) afin de bénéficier du prix de passage, soit 1.000 FCFA/ troupeau, qui officiellement est utilisé pour couvrir les frais d'entretien des forces de sécurité chargées du maintien de l'ordre lors des traversées. Sirki est donc soit dans l'Arrondissement de Kuakuru (Cercle de Djenne) soit dans l'Arrondissement de Wuro Modi (Cercle de Mopti). "Tout le problème du Sirki est parti d'un problème d'argent. Partant de là, nous avons décidé de prendre 1000 F par troupeau tout juste pour l'entretien du service du maintien d'ordre. Quand notre participation n'avait pas été acceptée et qu'on a engagé des discussions, c'est en ce moment que le Chef d'Arrondissement de Ouro-Modi m'a présenté un papier signé de son Commandant de Cercle lui permettant de parrainer la traversée. Je lui ai dit que je ne le reconnaissais pas et qu'il était de connivence avec son chef pour établir ce papier. Vu ma réaction, il a écrit à son Commandant de Cercle; ainsi on a organisé une rencontre des Cdt de Cercle, et partant du croquis on a permis à Kouakourou de prendre part à la traversée" (Baba Niangado, PV de réunion du 2/3/82).

La réunion du 2 mars 1982 entre les parties (administratives + notables) aboutit à un consensus: "le

Sirki est la propriété de Djenne. Pour la perception des droits de la coopérative des éleveurs, chacun va récupérer sur son territoire". Une convention entre Cercles, le 1er mai 1982, en conformité avec la réunion du 2 mars, détermine la frontière entre les deux Cercles (le Mayel -Moura) et l'organisation de la traversée: perception des cotisations, appartenance du Sirki à l'Etat et maintien traditionnel des préséances. Le 29 mai 1982, le Ministre de l'Intérieur annule cette précédente Convention pour incompétence, inobservation de la loi et méconnaissance des prérogatives de la commission. En fait ici le Ministre rectifie l'objet du conflit, qui n'est pas le problème de la perception des cotisations, mais celui de l'utilisation du passage de Sirki par Wuro Modi. Un message RAC (n°1690/GRM-CAB-2 du 23/11/82) du Gouverneur aux Cdts de Cercle les informe que pour cette année 1982, exceptionnellement, les cotisations seront perçues par les deux administrations soit 500 F chacune par troupeau. Les deux délégations signent une Convention, le 15 décembre 1985, conformément aux vœux du Ministre, sur l'usage de Sirki par Wuro-Modi, soit par les bendi un jour franc avant la date officielle de la traversée. Les garci, eux, traverseront comme d'habitude à Koa. Exceptionnellement pour 1985 les troupeaux de Wuro Modi vont traverser à Sirki avant les troupeaux de Boodi. En 1986 le problème perdure non pas sur l'aspect premier de traversée à Sirki par Wuro Modi mais par l'aspect qui s'est greffé au conflit de base. Cependant il semblerait que "le transfert des bendi de Daka Olé à Sirki avait été très probablement un arrangement complice en 1974 entre Wandié, Moura, Mountou et Ouro-Mody sur le dos du Bodi. Les premiers avaient décidé d'un commun accord pour protéger un pâturage commun à eux (sorte de harima pour bendi et boeufs de labours) contre une surexploitation par le flot des animaux traversant le Mayel Mura et qui y séjournaient trois jours avant de progresser. Les dégâts évoqués à Daka Olé même si ils ont été effectifs auraient servi de couverture".(Compte Rendu de Mission, du 11/12/86, par l'ODEM). L'administration de Mopti conteste la Convention de 1985 sur la traversée 24 heures avant la date officielle par les bendi de Wuro Modi et insiste sur la nécessité de faire traverser les bendi le jour même de la traversée officielle.

L'intérêt de l'administration dans ce conflit est uniquement pécuniaire, l'objectif étant de percevoir les cotisations: "... depuis 1981 date à laquelle le droit de traversée est institué (perçu tantôt par les coopératives d'éleveurs tantôt par les autorités politiques) le point de traversée Sirky ou accès à Ouro-Mody fait l'objet d'un litige constant entre Djenné et Mopti. Et depuis on effectue une double perception à ce niveau (et du côté de Djenné et du côté de Mopti)" (Ibidem).

PROCEDURE: Conciliation & Administrative

Résolution amiable ?: **Oui**

DECISION(S): Convention entre les Cercles, le 1/5/82 - Lettre du Ministre de l'Intérieur n°320/MI-CAB-C du 29/5/82 - Convention du 15/12/85.

DROIT:

La convention du premier Mai répartit l'espace entre les deux Cercles: "Le bras du fleuve connu sous le nom de Mayel-Mura constitue la limite naturelle entre les Arrondissements de Kouakourou et Ouro-Modi. En conséquence a) La rive droite du Sirki correspondant à l'ancien canton de Ouro-Modi fait partie du territoire de l'actuel arrondissement de Ouro-Modi, Cercle de Mopti. b) La rive gauche du Sirki correspondant à l'ancien Murary fait partie du territoire de l'arrondissement de Kouakourou, Cercle de Djenné". Concernant la traversée, la Convention cite en référence la Conférence Régionale sur les Bourgoutières qui instaure une taxe de 1000 F/ troupeau qui sera perçue par les deux administrations: "De part et d'autre du cours d'eau et sur leurs territoires respectifs, les autorités compétentes de Kouakourou et de Ouro-Modi, conformément à la décision de la Conférence Régionale sur les bourgoutières, doivent prendre des dispositions pour faire face aux obligations découlant de l'entretien du service de maintien d'ordre. La taxe de 1000 F par troupeau de bovins, instituée pour cette fin par ladite conférence ne pourra être modifiée que par décision régionale". Afin de ne pas se prononcer sur l'appartenance traditionnelle du point de traversée Sirki, la Convention opte pour le droit étatique et considère que Sirki est dans le domaine public de l'Etat. Par conséquent, son accès est libre à tous avec néanmoins le respect traditionnel de l'ordre de préséance et de progression: "Le Sirki est un point de traversée appartenant au domaine public de l'Etat. En conséquence, tous les troupeaux y accéderont. Conformément à la tradition et aux principes régissant le burgu, l'ordre habituel de préséance et de progression avant et après la traversée du Sirki est maintenu".

Le Ministre annule cette Convention le 29 Mai considérant que la commission ne s'est pas restreint à son objectif de départ: "rechercher une solution pour réglementer la traversée de Sirki par l'utilisation du même passage en commun pour les animaux de l'Arrondissement de Ouro-Modi qui, précédemment, passaient par Dakaolé, point confluent du Mayel Mourra et du Niger et ceux de Bodi et Mourrari". Le Ministre rappelle que la délimitation des circonscriptions est du seul ressort de la loi et que "les limites du Cercle de Djenné restent celles de l'ancien canton du Mourrari avec celles des villages qui le composaient sur la rive droite du Mayel Mourra de Dakaolé à Sono comme toujours". Les délégations doivent répondre au conflit de passage: "A savoir si Ouro-Modi doit continuer à utiliser la traversée à Dakaolé, point habituel, ou peut être autorisé à passer par Sirki (Wandiéré) en se soumettant rigoureusement à la coutume locale en vigueur depuis la Diina". Les délégations s'exécutent le 15 décembre 1985 en disposant: "A compter de 1986 Ouro-Modi ne doit faire aucune dérogation aux traditions à savoir: leurs gartis traverseront comme d'habitude à Koa et les Bendis un jour franc avant la date officielle du Sirky".

Droit Appliqué: **Traditionnel**

Respect de la décision: **Oui**

VILLAGE: WURO NEEMA

LEYDI: WURO NEEMA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: FATOMA

Ref Objet: M

ETAT du conflit: Présent

ETAPES: 1995

RESSOURCE: Burgu + Herbe

ECOTOPE: Bourgoutière + Plaine

OBJET: Empêcher la sédentarisation dans le leydi de troupeaux étrangers.

PARTIES: FEROO'BE du leydi WURO NEEMA c/ FULINKRIYABE, pasteurs étrangers de Duentza.

ETHNIES: Peul

FAITS:

Les Fulinkriyabe séjournèrent traditionnellement dans le leydi Wuro Neema avec leurs troupeaux pendant une partie de l'année commençant après les récoltes jusqu'aux premières pluies. Des contrats de fumure étaient passés avec les agriculteurs. Vis à vis des pasteurs, ils payaient l'accès aux pâturages que ce soit les bourgoutières ou les champs après la récolte. Depuis 11 ans environ, ces troupeaux ont commencé à se sédentariser et à devenir une véritable nuisance pour les agriculteurs et les pasteurs autochtones. Les champs ne sont pas respectés (dégâts fréquents aux cultures), l'accès aux pâturages n'est plus payé et la date d'entrée dans les bourgoutières est violée. Les agriculteurs et les pasteurs ne les supportent plus et souhaitent vivement qu'il partent en transhumance comme auparavant. Selon le point de vue du jowro de Wuro Neema: "Le leydi a cessé de gagner de l'herbe. Cet endroit est notre pâturage familial. Quand les animaux font leur entrée dans leur burgu, ce sont les bourgoutières qui doivent finalement soutenir les animaux jusqu'à la rentrée dans les pâturages l'année suivante. Si la zone de pâturage est toujours exploitée par les animaux, alors l'herbe va se faire rare et les animaux se rarifieront aussi. Ils gâtent également les champs rizicoles des Nononkoobé. Si on leur demande de respecter tel ou tel endroit, ou encore tel ou tel passage, ils ne le respectent pas. En un mot, ils ont dépassé la longueur de nos mains (ne sont plus maîtrisables). L'année dernière, il ont livré deux querelles ici à cause des champs. Il faudrait que les Fulinkriyabe fassent comme les autres animaux, c'est à dire partent en transhumance et laissent l'endroit pendant les moments de pluies et des champs. Ils sont à la source de deux dangers: les dégâts de culture et le vol de burgu. Ils n'ont qu'à partir ou reprendre les coutumes que sont la transhumance et le prix à payer pour pénétrer dans le burgu. Aujourd'hui tous les villages les détestent à cause des dégâts qu'ils commettent. Ils se sont bagarrés contre Fussi, Degen, Sensé et Jambakuru. Personne aujourd'hui ne les aime. Tout le monde dit aussi que c'est moi qui les ai fait camper ici. Alors que nous tous nous sommes mis d'accord pour qu'ils quittent nos lieux. En tout cas nous cherchons à ce que les animaux ne restent plus pendant la période de transhumance. Autrefois, il y avait de très bonnes relations entre nous et les villages. Maintenant à cause des Fulinkriyabe qui sont nos étrangers, les villages ne sont pas contents de nous et nous en veulent. Il ne faudrait pas qu'il y ait des conflits entre villages et éleveurs étrangers à cause du jowro. Le jowro et les villages sont des parents. Un conflit entre eux n'arrange pas le jowro. Nous n'avons pas été devant les autorités. Nous avons peur car devant l'administration on a toujours favorisé ceux qui viennent pour s'installer même si ceux-ci créent des conflits. L'autorité dira que la terre appartient à l'Etat et qu'ils sont venus pour vivre. Si jamais tu dis à quelqu'un de sortir, alors le Mali dira que le territoire est pour tous. S'ils donnent de l'argent l'autorité va les aider pour qu'ils restent. Pour le moment nous avons peur d'amener l'affaire devant l'administration car cela pourrait mal tourner pour nous: elle pourrait dire que nous ne possédons pas les pâturages. Il ne faudrait pas qu'ils saisissent la justice aussi. Ce qui est sûr c'est qu'avec de la pluie comme cette année, ils finiront par partir d'eux-mêmes. Nous, nous ne voulons pas

qu'il y ait l'autorité entre nous, mais résoudre le conflit à l'amiable... Cette année J'ai plutôt besoin de trouver de quoi faire manger mes animaux. Même s'ils me donnent un million, ce sont mes animaux à moi et à ma famille (suudu baaba) qui comptent pour moi. Nous possédons plus de douze troupeaux. On a donc un souci à régler. Actuellement, si on descend on ne va rien trouver comme herbe, il faudra aller vers Sensé et Senselaaji pour trouver l'herbe. Donc il faudra aller loin. ... Il faut savoir qu'autrefois et maintenant sont différents. Autrefois, c'est un conflit qui nous aurait confirmé dans nos droits. Aujourd'hui c'est différent" (Enquête in situ, le 15/1/95).

PROCEDURE:

Résolution amiable ?: **Non**

DECISION(S):

DROIT:

Droit Appliqué:

Respect de la décision:

VILLAGE: WONO

LEYDI: WURO ALI

Cercle: DJENNE

Arrondissement: DJENNE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1960 - 1970 - 1973

RESSOURCE: Herbe

ECOTOPE: Toggere

OBJET: Revendication d'un toggere

PARTIES: Egudu SIDIBE c/ Kola CISSE

ETHNIES: Peul

FAITS:

Pour Egudu Sidibe, l'enjeu consiste à continuer d'utiliser un certain toggere et à pouvoir rester installé dessus. En revanche, les villageois de Wono et la famille Cisse souhaitent le voir quitter les lieux avec ses animaux. Le plateau "Toggere Gaïno" est détenu par la famille Cisse du village Senossa. Cet espace fut hérité du père qui l'acquiert en ayant récité tout le Coran par coeur (sic, lettre de Kola Cisse au Cdt de Cercle, le 16/7/62). Dans une convention n°4, du 30 juin 1960, Samba Abu Cisse (chef de quartier de Sankoré-peul) autorise le berger Egudu Sidibe (de Sankoré) à s'installer sur le toggere Gaïno (où dès 1958 il avait déjà aménagé un harima), qui installa sa concession (au départ: une case en banco, un petit parc et des paillotes) sans autorisation de construction. Cet acte fut refusé par le cousin paternel de Samba, Kola, et qui prit la tête de la famille après la mort de celui-ci en 1962. Kola Cisse fut plusieurs fois emprisonné par l'administration pour "avoir manifesté son mécontentement" lors du vivant de Samba.

Devant la plainte de Egudu Sidibe contre des cultivateurs de Wono qui cultivent la zone réservée aux pâturages, le 1er Août 1962 l'administration par PV confirme les droits de l'éleveur et délimite les contours du toggere. Suite à une demande de Kola Cisse adressée au Cdt de Cercle pour faire quitter les lieux à Egudu Sidibe, l'administration lui rappelle la convention de 1960 et l'autorisation que lui-même, Kola Cisse avait rédigé devant témoins. Celle-ci autorisait son cousin Samba Abu Cisse à laisser Egudu s'installer sur le toggere. L'autorité administrative ne s'estime plus compétente dans cette affaire et indique à Kola Cisse qu'il peut saisir l'autorité judiciaire.

Dans la nuit du 2 au 3 septembre, le cheval de Egudu Sidibe est tué par Oumar Sidibe et 3 complices. Des villageois de Wuno sont en grand désaccord avec Egudu qui refuse d'abandonner le toggere. Ils reprochent à ce dernier d'accueillir des pasteurs étrangers et de commettre des dégâts dans les champs voisins. Le tribunal de Mopti annule le 30 mai 1963 la convention de 1960. Aucune forme de conciliation ne peut parvenir à un quelconque résultat et les décisions politico-administratives ne sont jamais respectées. Le 14 avril 1967, le Bureau Politique du Parti de Djenné prend la décision d'obliger les animaux de Egudu Sidibe à quitter le toggere dès la levée du riz pour ne revenir qu'après les récoltes. Mais cette décision ne fut pas respectée et les agriculteurs cultivèrent sur le toggere et sur des passages expressément indiqués.

Suite à la décision du Bureau Politique confirmée par le Comité Local de Développement Rural (réitérée le 10/8/68) et constatant la mauvaise volonté de Egudu, le Cdt de Cercle fait déguerpir tous les animaux du toggere, par note de service du 18/7/68 (n°191) par la gendarmerie. "Il n'y a pas possibilité de coexistence pacifique entre cet éleveur et les cultivateurs et il n'est pas question de faire déguerpir les villages pour le pâturage au profit d'un homme dont la plainte, ...exige l'impossible à savoir: propriété sur la terre, installation de deux cent-vingt boeufs ou plus au milieu des rizières en exploitation, boeufs sans bouvier, laissés en divagation entre Toggere Gaïno et Wono. Egudu peut, en saison sèche, demeurer sur la place même avec son cheptel mais en hivernage sa présence est

inadmissible, impensable... L'administration et la Section, fatiguées par un homme impossible, invitent celui-ci à vider les lieux pour un endroit plus convenable à proposer par lui: Egudu ne veut rien entendre et tient à n'en faire qu'à sa tête ce que le temps peut tolérer." (Lettre n°188/CD du 15/7/68). L'administration souligne aussi le fait que le toggere n'est pas un village donc le bendi et le dounti n'ont pas raison d'être (sic, ibidem).

En 1969, un villageois du nom de Jeba Sow vint couper un arbre sur le toggere. Egudu saisit le chef d'arrondissement à ce sujet: "... il leur a fait savoir qu'ils n'ont aucun droit de couper mes arbres et qu'ils cessent de couper" (PV de plainte de Egudu c/ les villageois de Wono pour abattage de ses arbres). A son retour il surprend un groupe de villageois de Wono en train de couper des arbres et de démolir sa case, c'est pourquoi il dépose une plainte. Les villageois se défendent en affirmant qu'ils n'ont fait qu'émonder les arbres pour lutter contre les oiseaux destructeurs de récoltes. Le 15 décembre 1969, le juge de paix de Djenné condamne des villageois de Wono pour violation de domicile. Le 28 juillet 1970, le Cdt de Cercle décide le déguerpissement de Egudu avec toute sa famille (après douze ans d'occupation).

PROCEDURE: Politico-administrative & Judiciaire

Résolution amiable ? : Non

DECISION(S): Convention n°4 du 30/6/60 - PV Cdt Cercle du 28/7/61 - Jugement Tribunal 1er Instance de Mopti, J n°194, RG n°262, du 30/5/63 - Jugement de la Justice de Paix à compétence étendue de Djenné, J n°70 et n°93 du Parquet, du 15/12/69 - Décision n°142 /CD du Cdt de Cercle, le 28/7/70 - Décision n°134/GEM-CAB du Gouverneur de Mopti, le 31/7/73.

DROIT:

La convention de 1960 autorise Egudu Sidibe à "s'installer sur le lieu dit Toguéré-Gaïno"; de plus "celui-ci s'engage expressément à assurer la surveillance stricte de ses animaux afin d'éviter de commettre des dégâts aux cultures..." (Cette convention a reçu l'approbation des membres du bureau politique de Djenné dans l'optique de la fixation des éleveurs). Le PV de 1961 ordonne aux riziculteurs de déguerpir de la zone pastorale, en effectuant une délimitation et précise l'affectation de cette zone. "1) L'île ainsi délimitée reste maintenue comme zone de pacage ne devant en aucun cas être cultivée. 2) L'éleveur Egudu s'engage à ne commettre aucun dégât sur les champs voisins et le cas échéant, dédommagera les cultivateurs victimes des dégâts. 3) Ceux qui cultiveront sur la zone des pâturages, le feront à leurs risques et périls et en cas de dévastation de culture par le cheptel, ne bénéficieront d'aucun remboursement ..." Le tribunal de Mopti en audience foraine de Djenné le 30 mai 1963 annule la convention n°4 du 30 juin 1960 du fait que les frères cadets n'avaient pas de "manière effective participé à la rédaction de la convention". Donc "...en conséquence cette convention ne peut nullement engager leur responsabilité et qu'ils pourraient la dénoncer à tout moment". Enfin, le jugement dit "que le "toguéré Gaïno" dont il s'agit appartient à l'Etat malien à qui il appartient d'en assurer la distribution". Observation: le tribunal considère l'aspect endogène qui veut que ce soit l'aîné qui décide, les cadets n'ayant aucun droit face à l'aîné. Le juge de Paix de Djenné condamne les auteurs d'une violation du domicile de Egudu (prison + dommages intérêts). Le 28 juillet 1970, le Cdt de Cercle décide le déguerpissement du toggere Gaïno de Egudu et son troupeau. Les justifications sont les suivantes: d'abord, la situation géographique du toggere "incrusté au coeur des cultures"; ensuite "il est matériellement impossible à M. Egudu d'empêcher ses animaux de causer des dégâts dans les champs encadrant le toguéré Gaïno"; en outre, "les dégâts causés sont la source de nombreux litiges"; enfin "vu les actes politiques administratifs et judiciaires pris en vue de concilier ou de réprimer, mais qui sont demeurés sans effet salutaire pour l'ordre public". Le déguerpi pourra "demander aux autorités administratives son installation dans tous les lieux éloignés des terres de cultures".

Suite à une réunion au Gouvernorat de la Région de Mopti entre l'administration et Egudu Sidibe le 22 juin 1973, le Gouverneur prend la décision du 31 juillet 1973. Elle autorise Egudu à habiter le toggere en toute saison avec qui il veut (art1); "Il est formellement interdit à M. Egudu Sidibe de garder des animaux dans le toguéré, quel qu'en soit le nombre, pendant la saison des cultures et avant la rentrée des récoltes" (art2); après les récoltes Egudu est libre de ramener ses animaux en respectant les dates officielles d'arrivée et de départ (art3); le domaine résidentiel de Egudu sera délimité et matérialisé par l'administration (art4); "Tout acte d'indiscipline ou de provocation de la part de M.

Egudu Sidibe, de nature à créer des incidents avec les paysans des villages environnants du toguéré entraînera l'annulation pure et simple de la présente décision, sans préjudice des sanctions prévues par la loi" (art5). On note que le Conseil de Cabinet du Gouvernorat réaffirme "d'une manière irréversible que le Toguéré est un domaine public, et donc une propriété totale de l'Etat" (le 7/7/73, Lettre conf. n°266/GRM-CAB-C, du 13/7/73).

Droit Appliqué: **Etatique**

Respect de la décision: **Oui ?**

VILLAGE: SENDEGE**LEYDI: UURUUBE DUUDE****Cercle: MOPTI****Arrondissement: SENDEGE****Ref Objet: A****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1946 - 1982****RESSOURCE: Herbe****ECOTOPE: Plaine****OBJET: Revendication d'une plaine****PARTIES: Eleveurs de SENDEGE c/ Agriculteurs de GURAWU (Guidio)****ETHNIES: Peul c/ Bamanan****FAITS:**

Le village de Gouraous voulait s'approprier une partie de la plaine "Simai". Sendege souhaitait conserver la détention de cette plaine "... nous apprenons qu'une partie de la plaine "Simai" avait été contrôlée par les responsables administratifs et politiques locaux de Gouraous (arr. de Guidio)" (Lettre ads n°005/AS, du 15/1/82). Les responsables de Gouraous ont fait amender des moutonniers de Sendege par des gendarmes de Yuvaru. Cette nouvelle inquiéta les responsables de Sendege. Une "importante délégation politico-administrative" se rendit à Gidio, chef d'ardt., puis à Gouraous où une conciliation eut lieu grâce au témoignage d'un "vieillard" de Gouraous (El Haji Amadu BA) qui a démontré l'appartenance de la plaine à Sendege. Ce dernier a été présent à une audience publique reconnaissant "la plaine comme propriété de Sendege" par le tribunal de deuxième degré de Mopti (le 12 décembre 1946).

En 1946 les deux chefs de Canton, de Korientzé (Gidio) et de Kontza (Sendege), avaient amené face à face leurs populations pour s'affronter. Les Bamanan avouèrent que cela faisait des années qu'ils économisent la poudre de fusil pour combattre les Peul. Les autorités administratives intervinrent avant la combat qui n'eut pas lieu. Le premier jugement du 12 février 1946 donna raison à Kontza en précisant que l'herbe est aux Peul et l'espace cultivable aux Bamanan. Ces derniers refusèrent le jugement car selon eux la plaine leur appartenait entièrement, avec tout ce qui y pousse. La Cour d'appel aurait été plutôt favorable aux agriculteurs selon des témoins. Mais l'arrêt n'a pas été retrouvé. Le conflit rebondit le 27 juin 1994 par une rixe sur les lieux. Les autorités administratives autorisent toujours les activités dans la plaine. L'affaire serait devant la Cour Suprême.

PROCEDURE: Judiciaire & Administrative**Résolution amiable ?: Non****DECISION(S): Tribunal de deuxième degré de Mopti, le 12/12/46 - Cour d'Appel (?) - Cour Suprême (?)****DROIT:**

En 1946 le tribunal de Mopti reconnaît la propriété de la plaine à Sendege. La conciliation politico-administrative confirme la décision du tribunal grâce à l'intervention d'un vieux témoin d'alors. Le jugement aurait fait l'objet d'un appel et actuellement l'affaire serait devant la Cour Suprême.

Droit Appliqué: Traditionnel ?**Respect de la décision: Cour Suprême saisie**

VILLAGE: NOUH-BOZO c/ BARKEDAGA

LEYDI: JAFARABE

Cercle: DJENNE

Arrondissement: KOUAKOUROU c/ DIAFARAB

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1968 - 1975 - 1976

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Fleuve

OBJET: Détention d'un tronçon de fleuve

PARTIES: Zumana KONTA rep. du village de Nuh-Bozo c/ village Barkedaga

ETHNIES: Bozo

FAITS:

Le Mali s'est doté d'un régime socialiste dès l'indépendance. La conséquence sur le foncier a été la collectivisation des terres et des eaux. Ce conflit est l'expression d'une radicalisation impossible, de l'existence toujours prégnante du droit traditionnel et de la rencontre de deux logiques opposées. La portion du fleuve Niger entre Jafarabe et Koa est placée sous la détention traditionnelle des villages Nouh-Peul et Nouh-Bozo. Les autres villages comme Barkedaga n'ont jamais eu de prérogatives sur les pêches dans cette zone. Ce fait est reconnu par tous.

En 1968 une conférence politico-administrative à Jafarabe décide que la pêche peut devenir collective en rejetant les détenteurs traditionnels. Les bénéfices de la vente du poisson serviront au financement d'équipements collectifs (construction de classes d'école, d'une maison des Anciens Combattants, achat d'un micro). Le fleuve est divisé en secteurs placés sous la surveillance du village situé en face. Dans la segmentation le chef d'arrondissement s'octroie un secteur pour lui-même (d'après les populations, démentie par l'administration). Les détenteurs traditionnels refusent cette spoliation et tiennent toujours à "diriger les eaux". Les villageois de Barkedaga sont particulièrement motivés par la collectivisation et effectuent les travaux d'interdiction de sectorisation et d'interdiction de pêche traditionnelle. La position de l'administration est claire: "Au nom du socialisme, il est recommandé de collectiviser non seulement les pêcheries, mais étendre cette collectivisation dans plusieurs domaines. Dans le cas qui nous intéresse, les autorités administratives et politiques peuvent bien prendre à leur niveau la décision d'organiser des pêches collectives pour le financement de telle ou telle chose.

Tenenkou a tenu une Conférence sur la collectivisation ces derniers temps... Les propriétés coutumières n'existent plus. J'avais appris que Diafarabe a interdit à nos ressortissants de pêcher, ce qui n'est pas vrai. Chaque village surveillera les eaux qui se trouvent près de lui. Le fleuve n'appartient à aucun individu. Il appartient à l'Etat. La pêche collective doit animer tout le monde. Réunissons-nous pour pêcher et chacun emporte le fruit de son travail, pêcher ensemble pour acheter un micro, pêcher ensemble pour construire une classe se décide en réunion... Les responsables de Nouh-Jafarabe et Nouh-Jenne ne sont pas acquis à la cause de la collectivisation. Il ressort des déclarations du chef de Nouh-Jafarabe qu'ils veulent rester comme par le passé..." (Lassana Sacko, Cdt de Cercle de Djenné, PV du 31/8/68).

Lors d'une réunion tenue le 31 août 1968 à Koa, la collectivisation des pêches et la mise à l'écart des détenteurs traditionnels ont été décidées. En 1969, les accords de Koa sont violés par les ressortissants de Nouh qui s'estiment "propriétaires d'eau" (Lettre du Chef d'ardt., n°46/AD, le 24/2/69). "En 1969, Namaré Kontao (Maître des eaux), oncle à Zoumana Kontao n'étant pas content de son écartement de la responsabilité de gérance de deux camps de pêche se trouvant sur le territoire de Jafarabe, transgressa la décision administrative arrêtée en 1968 et il donna l'ordre aux membres de sa famille qui étaient composés de ce même Zoumana Kontao, de Zoumana Kontao (junior) son fils, de Ballé Kontao son frère consanguin etc de s'armer des fusils, des harpons et des

sabres pour aller planter des piquets d'interdiction en vue de la pêche collective dans les eaux de Barka-Daka et Nouh-Daka. Ils prétextaient qu'ils en étaient les maîtres et que l'administration ne pourrait pas leur enlever ce droit d'usage coutumier et le donner aux Bozo de Jafarabe qui sont leurs "Fadins".

Les Bozo de Jafarabe sans faire de barrages avec eux allèrent rendre compte à leur chef d'arrondissement de l'époque. Ce dernier dépêcha son garde sur les lieux pour dire à Zoumana et à ses parents d'enlever leurs piquets dans les eaux du "Daka". Ils n'ont pas voulu obtempérer aux sommations du garde et le menacèrent d'ailleurs de bastonnade" (rapport circonstancié du Chef d'Ardt. de Kouakourou, le 5/4/71). L'administration demeure toujours sur ses positions de collectivisation: "... les anciennes coutumes tendant à instituer l'existence d'un maître d'eau sont abolies en république du Mali ..." (ibidem). Le neveu du maître des eaux fut emprisonné puis relâché par les autorités de Tenenkou.

Selon le Chef d'ardt. de Kouakourou "de cette date jusqu'à ce jour les populations des deux villages cohabitent en parfaite concorde et font les pêches collectives de leurs biefs et cours d'eau respectifs, étant reconnu à chaque population riveraine des droits d'usage qu'elle doit exercer dans le périmètre délimité, sans toutefois empêcher d'autre collectivité d'y pêcher pour leur subsistance" (ibidem). Suite à la suppression du maître des eaux, l'espace halieutique est partagé entre les villages riverains et les pêches collectives sont effectuées en concertation. Mais Nouh-Bozo est trahi par Nouh-Daga, Barkedaga et Diafarabe qui débutent depuis 3 ans la pêche avant la date fixée (d'après le Chef de village de Nouh-Bozo, Tonfla Tomata, in Rapport de la Gendarmerie, n°3/4 du 28/4/71). Ce problème se greffe au conflit de base.

Le 15 octobre 1975 une convention est signée entre les deux parties par les chefs d'arrondissement de Kouakourou et de Diafarabe. Elle réitère les décisions de 1968 en y introduisant du "traditionnel" (méthodes de pêche), moins d'étatisme (propriété villageoise des espaces halieutiques) et en n'excluant personne des pêcheries. Cependant les rapports entre communautés se dégradent entraînant les conséquences suivantes, à savoir la répartition des produits de pêche des ressortissants de Nouh-Bozo (2/3 au profit de l'Arrondissement), le déguerpissement de leurs campements de pêche du secteur de Diafarabe et la discrimination dans le classement des pêcheurs. C'est pourquoi les parties organisent une rencontre à Nouh-Bozo le 22 avril 1976 afin d'éclaircir certains points. Parmi ces points, il y a celui de la répartition des mises en réserves (procédé normal selon Diafarabe) sur les 3 zones réservées à l'Arrondissement, pour le financement des investissements (constructions, équipements) publics. En effet, l'administration remplace les autorités traditionnelles: "Depuis l'avènement de la collectivisation, la mise en réserve est décidée par le Comité de pêche de Diafarabe. La tradition ainsi abolie, nous n'avons plus recours aux Kontao pour l'implantation du piquet de pêche. Plusieurs incidents entre Nouh-Bozo et nous ont marqué l'avènement de cette nouvelle réglementation" (Fawa Kanta, de Barkedaka, in PV de rencontre du 22/4/76 à Nouh-Bozo). Le symbole de la tradition réside dans la plantation du piquet traditionnel (Kalatourou = mise en réserve d'une zone par l'implantation d'un piquet)) que le maître des eaux n'effectue plus. Chaque village procède à son implantation dans la zone qui l'intéresse; ainsi le pouvoir de Nouh-Bozo est remplacé par les comités de pêche. Une résolution achève la réunion affirmant l'application de la Convention de 1968. Cette résolution n'est pas respectée (pêche collective sans Nouh, attribution de mares en rejetant Nouh, selon ces derniers) et les gens de Nouh contactent le Comité Militaire de Libération Nationale à Bamako. Le Cdt de Cercle considère que le noeud du problème réside dans le fait de l'implantation du piquet traditionnel (Lettre n°48/CD-C, du 29/7/76). Deux conseillers du village de Nouh-Bozo (Badiali Konta et Ballé Konta) sont accusés de faux et usage de faux (lettres de la Direction des Services de sécurité, du Ministère de la Défense de l'Intérieur et de la sécurité et de la Présidence du Gouvernement, en date du 23 juin 1976).

L'affaire semble s'achever par le fait que les autorités nationales ne contredisent pas les autorités locales et s'y réfèrent (cf. Lettre n°0936 MDIS-CAB du Ministre de l'Intérieur au Gouverneur, le 29/10/76 reprenant les décisions du 22/4/76). Rien ne peut revenir sur les décisions arrêtées: "certains habitants de Nouh-Bozo qui avaient contesté les décisions prises d'un commun accord et qui ont saisi les Instances Supérieures de la Nation, en l'occurrence le Comité Militaire de Libération Nationale, viennent d'apprendre à leurs dépens, après un séjour prolongé sans résultat à Bamako que le monde évolue et que surtout le pouvoir central fait confiance à ses représentants régionaux et locaux. Les intéressés ont frappé en vain à toutes les portes. Ils m'ont affirmé à plusieurs reprises qu'ils avaient

compris et qu'ils acceptaient sans aucune condition les dispositions de la convention". (Lettre n°121 MDIS-CAB du Ministre de l'Intérieur, le 11/2/77).

PROCEDURE: **Administrative**

Résolution amiable ?: **Non**

DECISION(S): PV du 31/8/68 à Koa -Convention du 15/10/75 à Diafarabé - PV de rencontre à Nouh-Bozo le 22/4/76

DROIT:

En 1968 une réunion de toutes les parties décide le rejet des pêcheries traditionnelles sur le fleuve: "

1) Tous les secteurs de pêche se trouvant sur le fleuve sont collectivisés. 2) Les responsables de chaque village et les commissaires de pêche surveilleront les secteurs de pêche se trouvant sur leur ressort territorial et veilleront à l'application stricte des pêches collectives. 3) Les anciens propriétaires des eaux sont purement et simplement écartés et n'ont aucun droit sur les pêcheurs. 4) Chaque responsable de secteur informera des dates de pêche tous les villages intéressés sans distinction de circonscription. "En 1975 dans les locaux de l'Arrondissement de Diafarabé s'est tenue une réunion entre les différentes parties pour entériner le principe de la collectivisation des eaux, limiter la zone concernée du fleuve, insister sur les notions de bon voisinage, engager les parties à n'évincer aucun ressortissant des villages intéressés: "1) Respect des principes fondamentaux de la collectivisation sur les terres, les eaux et l'herbe en République du Mali. 2) Les deux délégations approuvent et demandent que dans le cadre de la propriété villageoise le tronçon du fleuve Niger allant de N'Kédjégnon (en face du village de Darou) à Tounassala (entre le village de Nouh-Bozo et Koa) demeure une appartenance commune aux trois villages: Barké-Daga, Nouh-Peulh (dans l'Arrondissement de Diafarabé) et Nouh-Bozo (dans l'Arrondissement de Kouakourou). 3) Les deux délégations porte-parole des populations intéressées exigent le maintien et le renforcement des rapports de bon voisinage et le méthodes traditionnelles de pêche (date de pêche, implantation du piquet de pêche). 4) Les pêcheurs des deux arrondissements prennent l'engagement qu'aucun ressortissant d'un ou de l'autre Arrondissement ne sera évincé dans les pêcheries existantes." Enfin chacune des parties décident de se tenir informés des pêches collectives et de régler les différents à l'amiable, par des contacts fréquents (sic).

La résolution du PV de rencontre en 1976 à Nouh-Bozo dispose: "1) Considération de la convention arrêtée en 1968 autour du même litige; 2) Echange d'informations entre responsables des deux Arrondissements sur les activités de leur comités (de pêche); 3) Suppression des piquets individuels sur les eaux au moment des pêches collectives; 4) Surveillance des pêches collectives par le comité de pêche intéressé".

Droit Appliqué: **Etatique**

Respect de la décision: **Oui**

VILLAGE: M'BOUNA c/ KUBY**LEYDI: JALLUBE JENNERI****Cercle: MOPTI****Arrondissement: KONNA****Ref Objet: A****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1924****RESSOURCE: Poisson****ECOTOPE: Chenal****OBJET: Pêcherie (détention d'un marigot)****PARTIES: Souleymane NAPAGU, Chef de Canton de M'bUNA, rep. des Bozo c/ Manjugu BILAKORO, rep. des Marka de KUBY****ETHNIES: Bozo c/ Malinke****FAITS:**

Le marigot Sebaka Lassemoura Siefouradi-Lassemba fait l'objet d'une revendication de deux communautés, bozo (M'Bouna) et marka (Kouby). Les premiers occupants du lieu seraient les Bozo. Le tribunal colonial de Mopti en 1924 est saisi de l'affaire par le représentant des Bozo et tranche en faveur de Suleyman Napagu, représentant des Bozo de M'Bouna. Les Bozo ont toujours détenu ce marigot, ce que confirme la partie marka (ainsi que des témoins) mais les Marka prétendent que le marigot leur a été donné par la suite par le Chef de canton de Kouby.

Selon Suleyman Napagu: "le marigot Sabaka Lassemura Siefouradi-Lassemba a été de tous temps à notre disposition. C'est nous qui donnons l'ordre et l'autorisation aux Marka et aux gens qui veulent pêcher. Aujourd'hui, le nommé Mandiougou Bilakoro avec ses habitants émettent la prétention d'en être le propriétaire." Pour le défenseur, Mandiugu Bilakoro: "le marigot en question nous a appartenu, il nous a été donné par notre chef de canton de Kouby. En effet, il appartenait autrefois aux Bozo. Mais comme le marigot nous a été donné par notre chef de canton, je refuse de leur restituer sans l'intervention de notre chef de canton ou celui du Commandant de Cercle..." (Jugement du 22 juin 1924).

PROCEDURE: Judiciaire**Résolution amiable ?: Non****DECISION(S): Jugement n°23 du 22/6/24 du Tribunal de Subdivision de Mopti.****DROIT:**

Le tribunal considère que de tout temps le marigot a appartenu aux Bozo de M'Buna. Il considère quant au droit à appliquer que les Marka étant musulmans, il convient d'appliquer le droit coranique. Ainsi le juge utilise l'argument de la prescription acquisitive de 40 ans, propre à la coutume musulmane selon lui, et décide que le marigot appartient aux Bozo. "Attendu d'autre part les Marka sont de statut musulman, qu'il y a lieu en conséquence leur faire appréciation de la coutume musulmane formant règle générale dans le pays par les indigènes de ce statut. D'après la coutume musulmane, la prescription réquisitoire est acquise au possesseur qui a joui d'une chose de façon interrompue paisible et publique pendant 40 ans... Le tribunal dit que par ces motifs le marigot de Sebaka-Lassemoura-Sieforadi-Sassemba appartient aux Bozo représentés par Souleymane Napougou du canton de M'Bouna ..." .

Droit Appliqué: Coranique**Respect de la décision: Oui**

VILLAGE: KARAM

LEYDI: WURO N'GIYA

Cercle: YUWARU

Arrondissement: DOGO

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Revendication d'un lieu de pêche.

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé resurgissant

ETAPES: 1970 - 1979 - 1980 - 1981 - 1984 - 1994

PARTIES: Village de KARAN (rep. par son chef, Amadu Bokary SIMBE) c/ Village de FARAYENI (rep. par son chef, Mamare KORINSSA)

ETHNIES: Bozo

FAITS:

Tiakoye Tomota et Tiakoye Gumpol sont deux lieux de pêche situés sur un bras du Mayo Tama. Chacun d'eux a un barrage constitutif de pêcherie. Ces deux lieux étaient communs aux villages d'agro-pêcheurs de Karan et Farayeni. Suite à une discorde, le chef de Canton Amadu Adura Cisse de Wuro N'Giya, partagea les deux lieux entre chaque village: Tiakoye Gumpol fut attribué à Farayeni et Tiakoye Tomota à Karan.

Quelques années plus tard le chef de village de Karan, Hamadu Bocary Simbe autorisa l'accès de la pêcherie Tomota à Farayeni, en raison d'une amitié lien les deux chefs de village. Mais en 1970 cette amitié se rompit suite à une mésentente, de telle sorte que le chef de Karan retira l'autorisation de la pêcherie Tomota à Farayeni. Cependant, les pêcheurs de ce village continuent à venir car leur chef, Samburu Korinsa, a décrété que le barrage Tomota était une pêcherie commune aux deux villages. Ce dernier décède la même année.

En 1980 le nouveau chef de Farayeni, Mamare Korinsa, se présente à Karan avec une délégation pour une réconciliation des deux villages et pour solliciter l'autorisation de pêcher de nouveau à Tomota. Le chef de Karan accepte à la condition que cela soit officialisé devant l'autorité administrative, en l'occurrence le chef d'Arrondissement. Ceci est fait dès le lendemain dans le bureau du chef d'Arrondissement de Dogo. Celui-ci rédige l'accord entre les deux villages, où il apparaît que Farayeni reconnaît la possession de Tiakoye Tomota par Karan, et que ce dernier en autorise l'accès à Farayeni. En réalité Farayeni exploite les pêcheries par métayage, c'est à dire que le village fait pêcher des Bozo étrangers moyennant redevances.

La discorde entre les villages va rebondir quand les pêcheurs de Farayeni déplacent le barrage (situé à 4 km de Karan) vers Karan d'environ 1 km, causant ainsi des préjudices aux cultures des villageois de Karan et les perturbant dans leurs petites pêches (sic). Convoqués par le chef d'Arrondissement, les intéressés reconnaissent le fait et rejoignent leur ancienne place. Mais l'affaire se dénature quand en 1981 Karam souhaite venir pêcher à Tomota. Le chef de village de Farayeni refuse et porte plainte auprès du nouveau chef d'Arrondissement en revendication de la pêcherie Tiakoye Tomota. Lors d'une réunion de règlement de litige, le 31 août 1981, l'administration attribue le lieu à Farayeni puisque c'est depuis longtemps ce village qui l'utilise et l'autorise à y installer son barrage. Un autre PV le 14 décembre 1981 l'entérine. Les habitants de Karan réagissent en s'opposant sur le terrain à l'exploitation de la pêcherie par les pêcheurs de Farayeni.

Le chef de village de Karan saisit directement le Gouverneur, auprès duquel il se plaint de la remise en cause de la résolution du conflit. "Nous venons d'être victimes" dit-il "d'une machination dont le chef de village de Dogo est le principal acteur. En effet, le chef d'Arrondissement de Dogo vient de remettre en cause un litige qui avait été réglé par M. Jacob Diarra, à l'époque notre chef d'Arrondissement. Nous avons été dépossédés d'un lieu de pêche au profit de ces mêmes gens de Farayeni que vous connaissez déjà. Ils affirment que pour eux tout est possible et ils viennent de

réussir leur coup. ... Nous sommes étonnés que le papier sur lequel étaient apposées nos empreintes à tous ait pu disparaître de l'arrondissement et que cette affaire soit remise sur le tapis ..." (Lettre du 17/12/81). Le Gouverneur répercute auprès du Cdt de Cercle en précisant: "Par ailleurs, vous signifierez au Chef d'Arrondissement qu'il ne sera plus toléré qu'il revienne sciemment sur les problèmes déjà réglés" (Lettre n°011/GRM-CAB-C-3 du 7/1/82). Le Cdt de Cercle répond au Gouverneur que le problème est réveillé par une impulsion politique et que cette pêcherie aurait fait l'objet d'un enjeu politique, dans le cadre du renouvellement des cellules de base du Parti (Lettre n°005/CY du 18/2/82). Le Gouverneur lui confirme la décision de conciliation entre les parties exécutée par l'entremise du chef d'Arrondissement de l'époque mettant un point final au conflit: "... après examen du dossier du litige de pêche opposant Farayeni à Karam et suivant les déclarations de l'ancien Chef d'Arrondissement, Monsieur Jacob Diarra, qui avait déjà réglé ce différent en 1980 et étant donné que l'Administration ne peut continuellement revenir sur les problèmes déjà tranchés, je confirme la décision de Monsieur Jacob Diarra et vous invite en conséquence à notifier aux belligérants que le barrage litigieux est attribué à Karam. Quant à Farayeni, il continuera comme par le passé à exploiter le Tiakoy Goumpol" (Lettre n°990/GRM-CAB-3 du 11/11/82). Mais avant toute application de cette injonction, un affrontement a lieu entre Karam et Farayeni: "... certains villageois et pêcheurs de Karam les auraient attaqués en emportant leurs outils de pêche et les empêchant même d'installer leur barrage ..." (Lettre n°66/AD du Chef d'Ar., le 12/11/82). L'application de la décision du Gouverneur est mise à mal par l'opposition des pêcheurs de Farayeni qui revendiquent toujours la possession de la pêcherie. Ils saisissent directement le Gouverneur qui les renvoie au Cdt de Cercle, le 3 février 1984 (Lettre n°25/GRM-CAB-C-1). En septembre 1994, Farayeni dépose une plainte auprès de la gendarmerie de Yuwaru en réclamation de la pêcherie. La plainte serait devant la justice (?).

PROCEDURE: Conciliation & Administrative

Résolution amiable?: Non

DECISION(S): Conciliation en 1980 chez le Chef d'Ar. - PV de règlement de litige, du 31/8/81 - Lettre Injonction du Gouverneur, n°990/GRM-CAB-3, du 11/11/82.

DROIT:

Le document de la conciliation n'a pas été retrouvé. Mais l'accord est bien réel: reconnaissance de Tiakoye Tomota à Karam et autorisation d'exploitation accordée par Karam à Farayeni. Le PV du 31 août 1981 ne tient pas compte de l'accord de 1980 et attribue la pêcherie à Farayeni du fait d'une exploitation longue et durable. Le Gouverneur tente de clore l'affaire en affirmant l'autorité de la chose jugée de la conciliation de 1980 (document perdu) tirée du témoignage du Chef d'Arrondissement de l'époque: Karam est bien le possesseur de la pêcherie prêtée à Farayeni.

Droit Appliqué: Traditionnel

Respect de la décision: Non

VILLAGE: AKKA

LEYDI: YALALBE

Cercle: YUWARU

Arrondissement: GUIDIO

Ref Objet: A

ETAT du conflit: **Passé**

ETAPES: 1990

RESSOURCE: **Poisson**

ECOTOPE: **Fleuve + Mare**

OBJET: **Revendication d'une zone de pêche**

PARTIES: **Pêcheurs bozo de Akka contre Pêcheurs bozo de Sobe**

ETHNIES: **Bozo**

FAITS:

Les Bozo de Sobe sont originaires de Calde, un campement de pêcheurs. Ils sont installés et recensés à Sobe. Ils payent l'impôt à Sobe. De ce fait ils se sont estimés détenteurs de la zone de pêche de Kingeto. Le maître d'eau d'Akka, Boureima Konta, tranche le conflit en faveur des Bozo de Akka.

PROCEDURE: **Traditionnelle**

Résolution amiable ?: **Non**

DECISION(S): **Orale**

DROIT:

Pour le Maître d'eau, la détention de la zone de pêche appartient aux Bozo de Akka; les bozo de Sobé n'ont qu'un simple droit de pêche.

Droit Appliqué: **Traditionnel**

Respect de la décision: **Oui**

KUBITERA

Conflit n°: 34

VILLAGE: KUBITERA

LEYDI: WURO N'GIYA

Cercle: TENENKU

Arrondissement: TOGGERE KUMBE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1993 -1994

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Revendication de pêcheries

PARTIES: M'Bama MEGNENTA c/ Samba TAMBURA & Mama KULIBALI, chef du village de Kubitera et représentant du KOMONGALLU.

ETHNIES: Bozo c/ Riimay'be

FAITS:

La famille Megnenta s'installa à Kubitera pendant la Diina. La gestion de ces sept chenaux (appelés mares) du village fut confiée à cette famille par le Suudu Baaba de Komongallu possesseur des pêcheries. Le conflit éclata lorsque le Suudu Baaba du Komongallu destitua B'mama de sa fonction de maître des eaux et la confia au chef de village de Kubitera, Mama Kulibaly (Lettre du 29/11/93 du chef de Komongallu, chef de village de Jondori, Jajuru Kolle Tammura). La raison en était une mauvaise gestion et une mauvaise entente avec eux. B'mama Megnenta réagit en revendiquant la possession de ces chenaux arguant que son lignage était le premier occupant bien avant le Komongallu. Mais les arguments ne persuadèrent pas le juge de paix de Tenenku qui, saisi par M'bama Megnenta, débouta ce dernier en confirmant l'appartenance des chenaux au Komongallu et l'éviction de sa fonction de gérant.

PROCEDURE: Judiciaire

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S): Jugement n°33 (RG n°42) du 28/4/94 du Tribunal de paix à compétence étendue de Tenenku.

DROIT:

M'Bama Megnenta réclame auprès du Tribunal les droits de pêche des chenaux Dugel Tuman, Juntu, Salurde, Yenore, Dutji, Patawal et Jude Kubi "aux motifs que ces chenaux ont toujours été gérés, exploités et appartenus à sa famille; que c'est son Homonyme qui a été le premier à s'installer dans la plaine et que le Komongallou est venu trouver ce dernier dans le secteur avant d'être propriétaire de certaines terres et de certaines mares à Koubitéra". Le juge, devant les témoignages concordants "Dit que les sept mares appartiennent au Komongallu, en conséquence ordonne l'éviction de M'bama de leur gérance". Notons ici que le juge destitue un maître des eaux (ce qui n'était pas demandé et qui n'est pas de sa compétence). Mais le juge décide aussi "que les chenaux Salourdé et Yanoré sont des lieux communs de pêche", partant du fait que Komongallu n'arrive pas à démontrer qu'il en est possesseur: "... mais n'arrivent à apporter la lumière sur la propriété sur les chenaux...". [Note: alors que Salurde et Yanore sont sur la liste des 7 mares (!!!)].

Droit Appliqué: Traditionnel + Pratiq Respect de la décision: ?

VILLAGE: SAMAYE c/ MUNTU**LEYDI: WURO ALI****Cercle: JENNE****Arrondissement: KUAKURU****Ref Objet: A****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1993****RESSOURCE: Poisson****ECOTOPE: Chenal****OBJET: Revendication d'une pêcherie.****PARTIES: Village SAMAYE, rep. par Bureïma DICKO c/ Village MUNTU rep. par Baraïma DRAME****ETHNIES: Pêcheurs****FAITS:**

Entre les villages de Samaye et Muntu se trouve une plaine inondée par le chenal Calla (Tchialla) défluent du fleuve Niger. Avant la sécheresse, à l'époque des grandes crues, le chenal constituait une pêcherie gérée par les villages de Samaye et Kulinze. Depuis la déficience pluviométrique et la baisse des crues, le chenal se tarissait. En 1980 les populations des villages de Samaye et Muntu se mobilisent pour construire une digue de retenue d'eau. D'après Muntu, le village de Samaye ayant obtenu un périmètre irrigué d'un projet de développement aurait abandonné sa participation à la construction de la digue. Ainsi Muntu aurait continué et achevé seul.

Ce village revendique la pêcherie car sans cette digue elle n'existerait pas. Samaye estime par contre que traditionnellement la pêcherie a toujours été gérée par Kulinze et lui-même. Samaye saisit donc le juge en revendication de la pêcherie afin de "faire cesser désormais l'immixtion du village de Mountou dans l'organisation de la pêche collective traditionnelle". Il revendique donc un "droit de propriété coutumière sur le marigot "Tchalla" et un droit de pêche dans ledit marigot". Le Tribunal va de suite opter pour le droit étatique en considérant que le chenal fait partie du domaine public et que la gestion de la pêcherie doit être assumée par les comités de pêche: la pêche collective organisée par celui de Kuakuru; la pêcherie surveillée par ceux de Samaye et Muntu; la digue sera surveillée et entretenue par Muntu avec l'assistance de Samaye sous le contrôle du comité de développement de Kuakuru.

PROCEDURE: Judiciaire**Résolution amiable ?: Non****DECISION(S): Jugement n°30 (RG n°74/92) du 22/4/93 du Tribunal de Paix à compétence étendue de Jenne.****DROIT:**

Le juge est confronté à une situation empirique: traditionnellement la pêcherie était gérée par les deux villages de Samaye et Kulinze. La pêcherie disparaît suite à une baisse des crues. Puis un village tiers, Muntu, construit une digue qui refait exister la pêcherie. Qui possède la pêcherie ? Le juge balaie tout droit traditionnel et plaque sur cette réalité le droit étatique, domanialité publique et structures collectives de pêche (code de pêche): "Attendu que par définition un marigot est un cours d'eau naturel qui se jette en principe dans un fleuve; qu'il fait partie des eaux continentales et classé par le Code domanial et foncier dans le domaine public immobilier de l'Etat; Attendu par ailleurs qu'au terme de l'article 27 du Code de pêche (Loi n°86-44 du 30/1/86), "le droit de pêche appartient à l'Etat qui peut en concéder l'exercice à titre gratuit ou onéreux à des personnes physiques ou morales"; Que ce faisant l'ensemble des prétentions du village de Samaye sur ledit cours d'eau vont à l'encontre des dispositions légales sus-évoquées... Attendu qu'au plan local les pêches collectives sont organisées par des comités de pêche et ses conseils de pêche au sein desquels toutes les sensibilités sont représentées

(propriétaires coutumiers et simples exploitants); Attendu que pour jouer pleinement son rôle la pêche de Tchalla doit être soumise à une gestion rigoureuse notamment l'entretien de la digue et la mise en défense temporaire de la pêche; Qu'il y a lieu de responsabiliser dans ce sens les villages de Mountou et de Samaye et d'impliquer dans le processus l'organe officiel de développement notamment le comité de développement d'Arrondissement; ... Le déboute (Samaye) de sa demande en revendication de la propriété du marigot Tchalla et de sa demande en revendication de droit de pêche dans ledit marigot; Dit que le marigot Tchalla fait partie des eaux continentales et du domaine public naturel de l'Etat et que le droit de pêche appartient à l'Etat; Dit que la pêche collective sera organisée dans la pêche litigieuse de Tchalla par le comité de pêche de Kouakourou présidé par le Chef d'Arrondissement de Kouakourou sur proposition de Koulinze et Samaye; Dit que ladite pêche sera surveillée conjointement par le comité de gestion et de surveillance des pêcheries de Mountou et de Samaye; Dit que la digue de retenue d'eau sera surveillée et entretenue par Mountou avec l'appui de Samaye sous le contrôle du Comité de développement de l'Arrondissement de Kouakourou".

Droit Appliqué: Etatique

Respect de la décision: Oui

DAKA PUGUPAGA - LASSE MAY

Conflit n°: 36

VILLAGE: BANGU

LEYDI: JALLUBE JENNERI

Cercle: YUWARU

Arrondissement: GUIDIO

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Présent

ETAPES: 1982 - 1987 - 1992

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Fleuve + Mare + Chenal

OBJET: Revendication d'un tronçon du fleuve Niger, d'une mare et d'un chenal

PARTIES: Bugadary NAPOGU, famille de pêcheurs de M'buna c/ Pêcheurs de Bangu, rep. par Hassana BILAKORO, chef de village

ETHNIES: Bozo c/ Somono

FAITS:

Deux villages, Bangu & M'buna, revendiquent un tronçon du fleuve Niger et une mare (Busamara). Mais dès le début une confusion est introduite assimilant cette revendication au litige résolu sous la colonisation par le jugement n°23 du 22 juin 1924 (cf. affaire SABAKA, n°29). Le 26 avril 1983, le Gouverneur prend la décision n°99 afin de régler un litige qu'il croit resurgir de 1924. En fait cette autorité administrative se serait laissé abuser par les toponymes, reliant ainsi ce conflit à celui de 1924. Une mission administrative fait le point à ce sujet en juin 1983 (Ordre de mission n°331/GRM-CAB-3 du 2/6/83) relevant ainsi l'erreur ce que confirme le témoignage de Bangu: "... ce jugement (de 1924) évoque des noms de marigot qui n'ont jamais appartenu à Bangou, et qui n'ont rien de commun avec le tronçon du fleuve Niger allant de Daka Pougoupaga à Lassé Mayo. Ce sont les marigots Lassémoura, Sassemba, Sieferadi et Sébaka qui ne prennent même pas leur source dans le Niger, mais plutôt à partir d'un bras du fleuve appelé "Goussouwa"(PV du 25/5/83).

Selon Bangu (Hassane Bilakoro, rep. Chef de village): "Depuis la Diina le tronçon du Niger allant de Daka Pougoupaga à Latji Mayo (peul) ou Déboti ou Komati (Bozo) appartenait à notre aïeul Almamy Kamena résidant à Bangu. A cette même époque, Bayon, frère cadet de notre aïeul Almamy Kamena s'était installé à Konsa (arrondissement de Konna). C'est lui qui a gracieusement offert le tronçon du Niger allant de Daka Pougoupaga à Sérintaba aux Bambara, aux Marka et aux Bozo résidant à Konsa (Konna). Depuis cette offrande, nos familles de Bangu et de Konsa exploitaient en commun le tronçon du Niger allant de Sérintaba à Latji MayoLe règne de notre père feu Tié Bilakoro ex chef de canton a coïncidé avec la multiplication des engins de pêche et l'affluence des pêcheurs saisonniers. C'est ainsi que feu Tié Bilakoro résidant à Bangu a accordé à son cousin, descendant de Bayen et résidant à Konsa, la faculté d'organiser à sa guise la pêche sur le tronçon Daka Pougoupaga à Kroumouna. Feu Tié lui-même et les autres descendants de Almamy résidant à Bangu se chargeaient d'organiser la pêche de Kroumouna jusqu'à Latji Mayo autrement appelé Debati ou Komati. En ce moment M'buna n'était même pas encore créée"(PV du 25/5/83). Cette version est complétée par celle d'un autre habitant de Bangu, délégué de pêche: "Depuis plus de 70 ans c'est Bangu qui organisait la pêche de façon ininterrompue jusqu'en 1977 sur le tronçon du Niger allant de Kroumouna à Latji Mayo. C'est en 1977 qu'un chef d'arrondissement de Konna Mr. Sadio Traore a sollicité auprès de notre ex-chef d'arrondissement de Konna feu Ibrahima Sékou Kassé, de lui accorder la faveur d'accepter que les ressortissants de M'buna pêchent à nos côtés dans le tronçon du Niger allant de Kroumouna à Kandjal ou Daga Hassane ou Komatéguéwa (en bozo). Nous avons par crainte, catégoriquement refusé d'agréer cette demande. Sur intervention de mon frère Hassane, nous avons accepté la proposition par respect pour l'autorité.

Deux ans après, quand nous avons constaté que les gens de M'buna ont eu des prétentions sur cette zone, nous avons repris nos droits et avons écarté les gens de M'buna jusqu'en 1982" (Ibidem). La décision n°99 du Gouverneur généra un soulèvement de la part des gens de Bangu qui réagirent à la

pêche collective envisagée par M'buna. Le 24 mai 1983 les habitants de Bangu vinrent occuper les rives du fleuve (de Kouroumouna au lac Débo), armés de fusils, lances, harpons et coupe-coupe, avec à leur tête Assane Bilakoro. Ce dernier déclare: "Nous n'avons rien à avoir avec les habitants de M'buna non moins avec les autorités de Konna, mais avec celui qui a signé la décision: le Gouverneur de la Région. S'il est brave qu'il vienne faire descendre la pêche. Toute personne qui descendrait ici sera morte... Le Gouverneur n'a pas le pouvoir de nous retirer cette portion du fleuve que nous détenons depuis la Dina" (Lettre conf n°1/AK du Chef d'ardt. au Cdt de Cercle, le 26/5/83).

Le 16 juin 1983 le Gouverneur annule sa décision n°99 et prend une autre décision le 20 juillet de la même année dans laquelle il répartit les zones: le tronçon de Kouroumouna - Latji Mayo et la mare de Boussamara à Bangu, le tronçon Daga Pougoupaga - Kouroumouna au village de Kontza. La décision affirme la prééminence du droit moderne: gestion par les comités de pêche et exploitation par les populations riveraines. Quelque jours après la décision, de nouveaux troubles apparaissent: les pêcheurs de Bangu placent des barrages sur le marigot Seyka filari ou Seykaba prétendant que les Cdt de Cercle "leur ont donné le fleuve et toutes les mares" (Lettre conf. n°5/AK-C du Chef d'ardt. au Cdt de Cercle du 25/7/83). Informé de la décision n°17, le ministre de l'Intérieur la considère comme "prise en violation du principe sacré de l'inaliénabilité et de l'inviolabilité du domaine public" et en demande l'annulation (Lettre conf. n°96/DNICT du 14/2/86). Ce principe du domaine public du fleuve sera appliqué par la décision administrative du 11 octobre 1986. Par contre, le droit traditionnel sera toujours appliqué, en termes d'appropriation, aux mares (décision du 4 septembre 1986).

La notion de domaine public entraîne celle de gestion publique: surveillance des activités de pêche, mis en défens et droit reconnu aux services techniques d'évoluer à tout moment sur le terrain. Les autorités locales décident aussi d'effectuer une "sensibilisation continue des pêcheurs sur l'inaliénabilité du domaine public" (Lettre conf. n°12/CY-C du Cdt de Cercle au Gouverneur, du 10/4/87) lors d'une rencontre de délégations administratives des Cercles de Mopti et Yuwaru. Le 28 novembre 1989, Bugadary Nopogu introduit une action contre les villageois de Bangu aux termes de revendication de pêcheries. Le tribunal en jugement ADD ordonne une visite des lieux pour vérifier les prétentions des parties concernant les noms Siefaradi, Siekafilaré, Sikafouradji et Déboun. Le 10 décembre 1992, le tribunal déboute le demandeur et reçoit la demande reconventionnelle de Bilakoro. L'affaire est en appel.

PROCEDURE: Administrative & Judiciaire

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S): Décision n°99/GRM-CAB du Gouverneur le 26/4/83 - Décision n°136/GRM-CAB du Gouverneur le 16/6/83 - Décision n°17/CM des Cdt Cercle le 20/7/83 - Note de service n°1/CY du Cdt Cercle le 17/2/86 - Décision n°226/CM du Cdt Cercle le 4/9/86 - Décision n°14/CM des Cdt de Cercle le 11/10/86 - Jugement ADD n°158 (RG n°111) le 3/10/91 du Tribunal de première instance de Mopti - Jugement n°170 (RG n°111) le 10/12/92 du Tribunal de première instance de Mopti.

DROIT:

La décision n°99 du Gouverneur confirme le jugement n°23 du 22 juin 1924 et affirme dans son article 2: "Le tronçon Daka-pougoupaga (ou Sebaka) jusqu'à Lasse Mayo (ou Lassemoura) appartient au Bozo Souleymane Napougou". La confusion d'affaire est totale. Le 16 juin 1983 le Gouverneur annule sa propre décision n°99. Les Cdts de Cercle de Yuwaru et de Mopti tentent de régler le conflit par une décision commune du 20 juillet 1983 en répartissant les espaces halieutiques entre Bangu et Kontza: "La propriété coutumière de la mare de Boussamara ..." et "La propriété coutumière du tronçon du fleuve Niger allant de Kouroumana à Latji Mayo appartient aux pêcheurs de Bangu,..." (art.1 & 3). "La propriété coutumière du tronçon du fleuve Niger qui va de DAGA Pougoupaga à Kouroumouna revient aux pêcheurs du village de Kontza..."(art.2). La décision qui se réfère au droit coutumier pour l'appropriation des zones, en appel au droit étatique pour la gestion et l'exploitation, art. 4: "Les comités de pêche des arrondissements de Guidio SARE (Cercle de Yuwaru) et de Konna (Cercle de Mopti) sont chargés, chacun en ce qui le concerne de la gestion des plans d'eau ci-dessus décrits. Conformément à la coutume et aux textes en vigueur réglementant la pêche en République du Mali, le droit d'exploitation est reconnu à toutes les populations riveraines". Cette décision sera contestée en février 1986 par le Ministre de l'Intérieur invoquant l'inaliénabilité et l'inviolabilité du

domaine public. Ce ministre invite le Gouverneur à annuler la décision n°17 du 20/7/83 , à "réaffirmer le droit d'usage reconnu à tout citoyen d'exploiter le fleuve conformément à la loi, aux règlements et aux usages en vigueur en République du Mali", mais à maintenir le jugement colonial de 1924 (Lettre conf. n°96/DNICT du 14/2/86). Le Gouverneur souligne en retour une contradiction dans la demande du Ministre du fait que le jugement de 1924 reconnaît, lui aussi, l'appartenance d'un espace halieutique à une communauté de pêcheurs (Lettre conf. n°48/GRM-CAB-C du 12/4/86). Toutefois, le ministre insiste considérant la nature juridique différente entre des mares ("petites étendues d'eau saisonnières dont l'exploitation est très réduite") et le fleuve Niger ("cours d'eau international"); ce dernier "et les rivières attenantes bénéficie à l'ensemble des populations installées sur des abords, est soumis au principe de l'inviolabilité du domaine public" (Lettre conf. n°278/MI-DNICT du 2/5/86). Sur la base de cette lettre, le Cdt de Cercle de Mopti confirme le jugement de 1924, c'est à dire l'appartenance des mares au bozo Souleymane Nafougou de M'buna dans une décision du 4 septembre 1986. Le Cdt de Cercle de Yuwaru confirme dans une note de service du 17 février 1986 l'appartenance du chenal d'alimentation de la mare Boussamara au village de Bangou. Or ce chenal, appelé mare Siéfouradi ou Sékafoularé, est inscrit dans le jugement de 1924; il est donc attribué à M'buna (Lettre n°139/CM du Cdt du Cercle de Mopti au Cdt de Cercle de Yuwaru, le 2/8/87). Le 11 octobre 1986 les Cdt de Cercle de Mopti et Yuwaru prennent une décision conjointe annulant les dispositions concernant les tronçons du fleuve de leur précédente décision n°17 du 20/7/83 (les art.2,3 &4): ces parties du fleuve ne sont plus détenues par des communautés de pêcheurs mais font partie du domaine public et bénéficient donc à l'ensemble des populations riveraines: "Les tronçons du fleuve Niger de Daga-Pougoupaga à Kouroumana et de Kouroumana à Latji-Mayo bénéficient à l'ensemble des populations des villages installés sur ses abords" (art.2) "Les tronçons du fleuve sus-indiqués sont soumis au principe de l'inviolabilité et de l'inaliénabilité du domaine public" (art.3). Le Tribunal saisi d'une requête de revendication de pêcheries par Napogu ordonne son transport sur les lieux afin de vérifier les prétentions des parties. Le 10 décembre 1992, le Tribunal en se basant sur les pièces du dossier, déboute Napogu et reconnaît que les faits articulés par Bilakoro sont justes et bien fondés et les reçoit en demande reconventionnelle et ordonne l'exécution provisoire de cette décision: "Dit et juge que Siakafilaré est différent de Sieforadie; dit que la mare de Boussamara et son chenal d'alimentation Siakafilaré sont propriétés coutumière de M'bangu; dit et juge que les familles Bilakoro de Kontza et de M'bangu sont propriétaires coutumiers du tronçon du Niger allant de Daga Pougoupaga à Lathe-Mayo". Ce jugement s'oppose à la dernière décision de l'administration, n°14/CM, en ce qu'elle considère que le fleuve est du domaine public donc ne peut être approprié par des pêcheurs. Le juge applique ainsi le droit traditionnel que l'administration ne tolérât pas .

Droit Appliqué: Traditionnel

Respect de la décision: Cour d'Appel saisie

VILLAGE: DOROBUGU**LEYDI: WURO YERO****Cercle: JENNE****Arrondissement: JENNE****Ref Objet: A****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1990****RESSOURCE: Poisson****ECOTOPE: Chenal****OBJET: Revendication d'une pêcherie (avec demande d'expulsion).****PARTIES: Bureïma TANGARA, chef de Dorobugu c/ Jari KONTAO****ETHNIES: Riimaay'be c/ Bozo****FAITS:**

Avant la période de sécheresse, pendant les crues importantes, un chenal inondait une plaine sur laquelle plusieurs villages cultivaient. L'insuffisance hydrique mit fin à l'irrigation de la plaine. Sous la houlette de Dorobugu, les villages de la plaine construisirent sur le cours d'eau d'où part chenal qui inonde la plaine une digue de retenue d'eau. L'opération fut une réussite pour la riziculture. C'est alors que le chef de village de Dorobugu, Bureïma Tangara, se rendit compte que la digue bénéficiait aussi particulièrement à la pêcherie Bana, située sur un chenal dérivant du cours principal. Cette pêcherie était traditionnellement occupée par la famille de Jari Kontao. Tangara revendiqua cette pêcherie mise en valeur par la digue car selon lui Jari "doit être expulsé de ce lieu pour ne pas bénéficier seul du fruit d'un travail collectif" et lui même doit être autorisé à installer un barrage de pêche.

Mais la famille Kontao ayant été installée dans la pêcherie Bana par le village de Kara en est le possesseur traditionnel. Kara le reconnaît et ne souhaite pas du tout expulser son pêcheur. Le juge saisi par Tangara refuse d'expulser Jari et se déclare incompétent pour l'autoriser à installer un barrage dans la pêcherie Bana.

PROCEDURE: Judiciaire**Résolution amiable ?: Non****DECISION(S): Jugement n°83 (RG n°76) du 8/11/90 du Tribunal de Paix à compétence étendue de Jenne.****DROIT:**

Concernant l'expulsion du Bozo de la pêcherie Bana, le juge s'en remet au droit traditionnel qui confirme les droits de Kontao qui ne changent pas du fait d'un bénéfice acquis par la construction d'une digue à des fins agricoles. Cependant il vérifie que Kontao possède bien un permis de pêche. Le juge se déclare incompétent pour délivrer une autorisation de pêcher ou d'installer un barrage de pêche. Cette compétence précise t-il incombe au comité de pêche.

Droit Appliqué: Traditionnel + Etatiq Respect de la décision: Oui

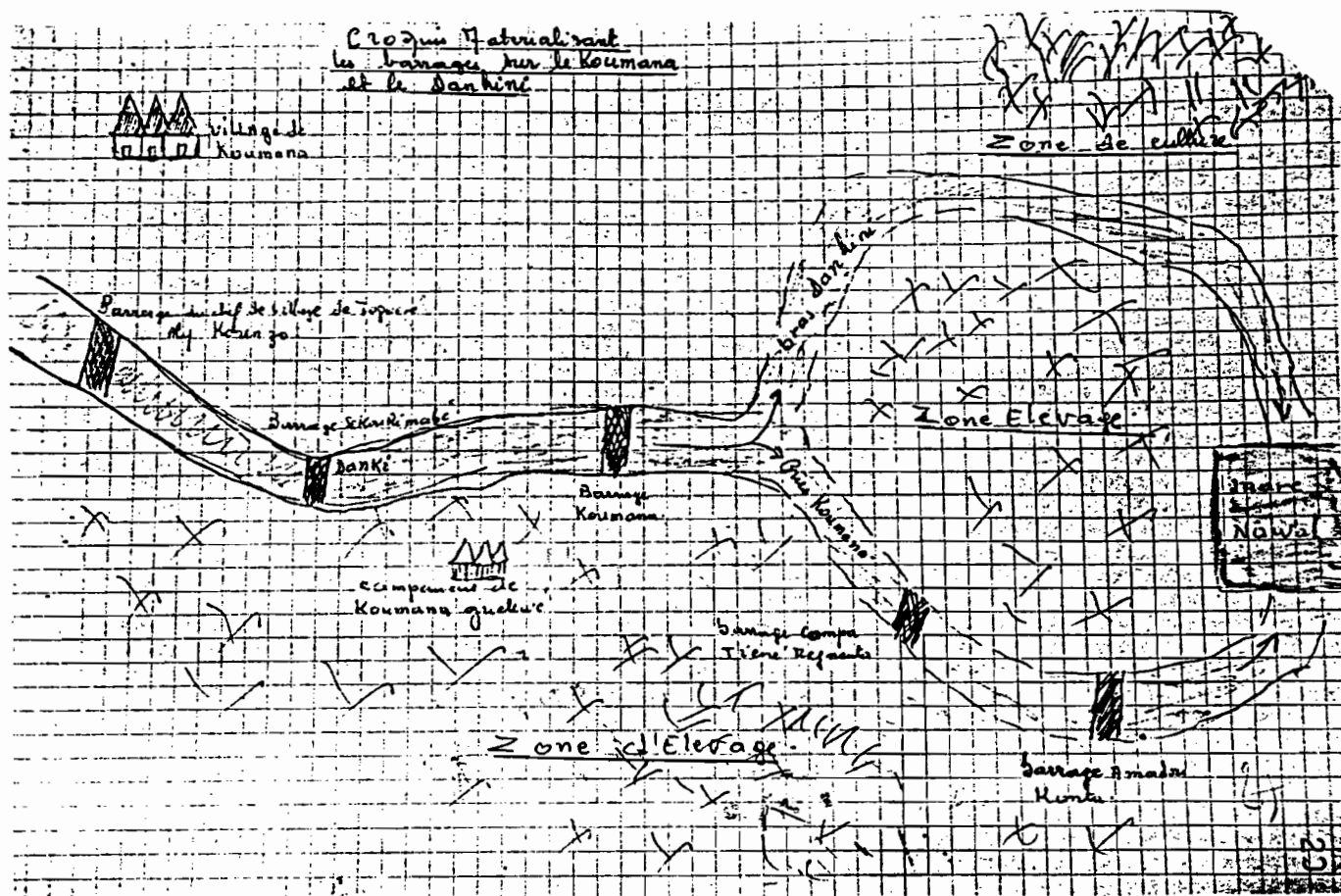
VILLAGE: TOGERE KUMBE**LEYDI:** WURO N'GIYA**Cercle:** TENENKU**Arrondissement:** TOGERE KUMBE**Ref Objet:** A**ETAT du conflit:** Passé**ETAPES:** 1993**RESSOURCE:** Poisson**ECOTOPE:** Chenal**OBJET:** Revendication de pêche.**PARTIES:** Amadu Demba KONTA, de Kumbe Saare c/ Kola Amadu NIUMANTA, Maître des eaux de Toggere Kumbe**ETHNIES:** Bozo**FAITS:**

En 1992 Amadu Demba Konta réclame à Kola Amadu Niumanta le partage de la pêche "Kumana" en deux, car selon lui la pêche est commune aux deux familles. Le lendemain Konta indique sur place à ses pêcheurs la nouvelle délimitation. Niumanta saisit l'administration au sujet de ce conflit. Selon Kola Amadu Niumanta, la pêche aurait été prise aux Pamenta par sa famille du temps des Ardo, suite à la mort d'une Niumenta tuée par un Pamanta. L'Ardo en compensation avait fait circuler le corps dans une pirogue jusqu'à sa décomposition: tout le chemin parcouru revenant aux Niumenta. Cette version est confirmée par plusieurs témoignages lors d'une audition d'enquête, le 14/1/93. Selon Yakuba Mama Pamanta: "Notre aïeul était installé à l'actuelle place de Kumbé Saré et gérait ses eaux. Il faisait limite aux propriétés d'un Malinke. Il tua une aïeule de la famille Niumanta. L'ardo saisi du problème a ordonné aux Niumanta de faire percher le corps jusqu'à sa décomposition, disant que toute étape atteinte avant la décomposition leur appartiendrait. Le trajet parcouru est le suivant: Kumbé saré, Kumarra, Nawal, N'Gaïta. C'est aux abords de N'Gaïta que le Malinké leur a dit de ne pas rentrer dans sa propriété. Ils se sont dirigés vers Samba Tiasso, M'Bouldé, Tiarokoro. Ils l'ont enterrée à Niema. Nous avons donné aux Niumanta deux "Seridji": Kumana et M'buldé. C'est après que le chef de Ougouia a retiré M'buldé aux gens de Kumana. Nous sommes les premiers occupants de Kumbé saré. Après nous sommes venus nous installer à Toguéré Kumbe. Treize ans après, la Diina est née. Durant tout ce temps les Konta de Kumbe saré n'étaient pas installés" (PV n°002/DTC). Devant l'impossibilité d'une conciliation, le Tribunal à compétence étendue de Tenenku rendit son jugement le 15 juillet 1993 en déboutant Konta. Le juge constata que le véritable différent qui opposait les deux parties concernait la pose de nasses dans la plaine sur un petit chenal venant du Nawal Daneji et se jetant dans le Kumana. Mais Amadu Demba Konta ne tint pas compte du jugement et se rendit dans la pêche pour y poser ses barrages de nasses. Une bataille faillit éclater entre les deux familles. Les populations et l'administration réagirent en se rendant sur les lieux. Une nouvelle enquête confirma l'appartenance entière de la pêche à la famille Niumanta qui fut confirmée dans ses droits. Konta fut contraint de se soumettre face à la pression politico-administrative.

PROCEDURE: Judiciaire & Politico-Administrative**Résolution amiable ?:** Non**DECISION(S):** Jugement sans n° du 15/7/93 du Tribunal de première instance de Tenenku.**DROIT:**

Le juge considère que le problème soulevé relève plutôt d'une technique de pêche que d'une revendication de propriété de droits coutumiers de pêche (sic). Sur la base des témoignages concordants, le juge déboute de la revendication de pêche Konta et le renvoie en l'engageant à mieux se pourvoir concernant les techniques de pêche. Ce jugement peu compréhensible ne sera

Respect de la décision: Oui ?



VILLAGE: KUBI**LEYDI: JALLUBE JENNERI****Cercle: MOPTI****Arrondissement: KONNA****Ref Objet: A****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1993 - 1994****RESSOURCE: Poisson****ECOTOPE: Mare****OBJET: Revendication de pêcheries (mares).****PARTIES: Ibrahima BILAKORO, maître des eaux à Kubi c/ Musa SAKERE, Mama SEMBE, Lassine SAKERE****ETHNIES: Somono c/ Bozo****FAITS:**

Ibrahima Bilakoro est le maître des eaux à Kubi et possède les pêcheries de Kubi, du moins le Mayel Doroji, et les mares qu'il alimente: Sybossyens Kye, Tjibakun et Jewukena Kondo. Mais ces dernières sont revendiquées par trois personnes (Musa et Lasine Sakere & Mama Sembe) appuyées par le chef de village. Bilakoro saisit le juge de première Instance pour se voir confirmer dans ses droits et autoriser à expulser les imposteurs des mares. Le juge retiendra la version du Chef de village qui prétend que le droit de première pêche dans le Mayel Boroji a été accordé aux Somono (Bilakoro) par les Malinke de Kuby qui sont les véritables possesseurs du Mayel. Ce sont d'ailleurs ces derniers qui ont fait venir les Somono dans les lieux.

Devant la Cour d'appel, les Bozo (Sakere et Dembe) arguent de la correspondance du droit avec les techniques de pêches; les engins des mares ne s'appliquent pas dans les cours d'eau, donc les Bozo pêchent dans les mares et les Somono dans le fleuve: "... selon une coutume notoirement respectée, les Somono compte-tenu de leurs moyens de pêche développés n'occupent jamais des mares à l'intérieur des villages mais pêchent plutôt sur le fleuve lui-même". Cette vision classique n'est pas acceptée par le juge qui retiendra des preuves plus tangibles plutôt que ce schéma général type: 1) des témoignages concordants et notamment celui du jowro de Lawsi, 2) la préséance de la pêche, 3) la maîtrise des eaux du Mayel alimentant les mares s'applique également sur les mares qui en dépendent. Le jugement se voit donc infirmé et c'est la famille Bilakoro qui est déclarée "propriétaire coutumière" des mares.

PROCEDURE: Judiciaire**Résolution amiable ?: Non****DECISION(S): Jugement n°84 (RG n°6) du 1/7/93 du Tribunal de première Instance de Mopti - Arrêt n°121 (RG n°71) du 7/9/94 de la Cour d'Appel de Mopti.****DROIT:**

Le premier juge se contente de la version du chef de village pour conclure à la possession des mares par les Bozo: "Dit et juge que la famille de Moussa Sakéré est propriétaire coutumier de la mare Sibossyen Kye, que la famille de Mama Sembé est propriétaire coutumier de la mare Djonkena Kondo et que celle de Lassine Sakéré est propriétaire coutumier de la mare Tjibokoun". La cour d'Appel infirme le jugement pour mauvaise appréciation des faits de la cause. En effet les témoignages sont sans équivoque notamment celui du jowro de Lawsi, "propriétaire coutumier de la plaine dans le même secteur". De plus la Cour retient que du fait de leur préséance sur la pêche dans le Mayel, les Somono ont la maîtrise sur les pêches des mares alimentées par ce chenal: "... la famille Bilakoro pêche pendant 3 mois avant que la pêche ne soit ouverte aux autres; que cette assertion révèle une certaine préséance du somono Bilakoro par rapport aux familles Bozo dont sont issus les intimés; Considérant qu'il est demeuré constant que les eaux du Mayel Dorodji, confiées depuis de longue date

à la famille Bilakoro, sont ouvertes et sont fermées sur instructions de celle-ci. Or c'est le même Mayel Dorodji qui alimente les mares litigieuses; que cela prouve sans équivoque qu'aucune pêche n'y est possible sans avis favorable des Bilakoro et qu'à cet effet les autres familles de pêcheurs leur sont subordonnées, que par là même apparaît leur droit coutumier... déclare la famille Bilakoro propriétaire coutumier des mares de Sibosyen Kyé, Djoukena Kondo, Tjibokoun".

Droit Appliqué: **Traditionnel**

Respect de la décision: **Oui**

VILLAGE: SANDORO

LEYDI: KOOTIYA

Cercle: TENENKU

Arrondissement: TENENKU

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé resurgissant

ETAPES: 1981 - 1993

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Revendication d'un chenal comme pêcheurie

PARTIES: Village de Sandoro, rep. par Ba Demba TRAORE, maître des eaux et Seku Yaya TRAORE c/ Musa Sidi TRAORE et les pêcheurs de Tienel Detji et Aïssata Demba SOW

ETHNIES: Bozo + Peul c/ Riimaay'be

FAITS:

Seku Yaya Traore et Sidi Musa Traore ont un grand père commun, Sidi Traore. A la mort de ce dernier, leurs pères respectifs, Yaya et Musa se sont séparés partant à l'aventure chacun de leur côté. C'est ainsi que Yaya Traore, père de Seku Yaya, alla s'installer près de Sandoro. En accord avec le chef de village et maître des eaux, il fonda son campement appelé "Yaya laha" (le campement de Yaya) au bord d'un défluent du Jaka, le Tienalawol, chenal alimentant les plaines du village de Sandoro. "Pendant des années le village connut une grande prospérité avec la présence du campement. Les habitants de Sandoro et ceux du campement vivaient en parfaite symbiose. Le frère de Yaya, Musa, vint s'installer au campement et pêchait avec lui sur le Tienalawol. A la mort de Yaya, son frère Musa revendiqua la chefferie du campement qu'il obtint du fait de son âge malgré la réticence des villageois de Sandoro qui préféraient le fils aîné de Yaya. Musa réclama aussi les emplacements les plus productifs de la pêcheurie occupés par la famille de son feu frère, et supprima le maaji, la part de poisson revenant au maître des eaux, chef du village Sandoro.

Le fils aîné de Yaya, Seku Yaya, s'y opposa net. Aucune conciliation n'aboutit et une altercation sanglante intervint en 1993 entre les deux familles, se soldant par un mort et plusieurs blessés" (Enquête, Kere Tienta, Jafarabe, le 8/10/94). Le Tribunal de Tenenku trancha le conflit en faveur de la famille de Yaya qui demeura le possesseur de la pêcheurie. Cependant l'affaire rebondit par l'introduction auprès de Musa Sidi Traore en 1993 de Madame Aissata Demba Sow (ou Traore), qui réclama l'appartenance de Tienalawal. Elle prétendait être l'héritière de ce chenal qui d'ailleurs porte son nom, "Jougol Demba", acheté par son arrière grand père, Maliki Demba, vers 1800, contre une centaine de bovidés, Par la même occasion cet arrière grand père aurait été le fondateur de Sandoro. La gestion des eaux aurait été confiée à son dimajo, arrière grand père de l'actuel chef de village de Sandoro, Ba Demba Traore. Son grand-père n'aurait eu que des filles, et son père également, elle serait donc elle et sa cadette les héritières du chenal (Lettre du 27/8/93).

On apprend un mois plus tard dans un autre courrier qu'à la mort de son grand père la propriété est revenue à sa mère Fanta Demba: "Celle-ci la donna en usufruit aux villageois dont le chef de fil est Yaya Traore. Après le décès de ce dernier, l'administration devrait revenir soit à son frère Musa Sidi ou à son premier fils Seku Yaya. C'est autour de ces deux personnes que la querelle éclate faute de consensus" (Lettre du 1/10/93). Selon l'avocat de Ba Demba Traore, la famille de ce dernier, chef du village de Sandoro, possédait ce chenal depuis les Ardo et l'a conservé pendant la Diina jusqu'à maintenant. Ce ne sont que des responsables politiques qui auraient poussé Aissata à agir: "aux élections de 1981 deux groupes politiques, faisant tous partie de l'UDPM s'étaient formés dans le Cercle, un dirigé par Abdarhamane Amadou Niang et l'autre par le vieux Almami Kureissi de Dia. Deba (Ba Demba) et ses parents étaient partisans du groupe Almami K. avec Seku Yaya dont le père, Yaya Sidi, était le premier à installer ses pêcheries sur la rivière. Les autres parents de Seku Yaya, installés à Tiénel Détji, faisaient partie du groupe de la famille Niang. Yaya Sidi, premier occupant de

la pêche sur autorisation des parents de Déba. Demba mourut quelques années auparavant et Seku Yaya fut désigné chef de la pêche.

Après les élections 1981 le groupe Niang fut perdant et Almami fut élu député à l'Assemblée Nationale. La famille Niang ne supporta pas sa perte et pour se venger poussa les pêcheurs de Tiénel Dété contre Seku Yaya pour lui arracher ses pêcheries. L'affaire fut portée devant l'administration qui reconnut le droit de chef des pêcheries à Seku Yaya sous l'égide de Déba et des habitants de Sandoro. Les pêcheurs poussés par le groupe de Salif Amadou et sur ses instructions, allèrent occuper les pêcheries de Seku Yaya. Les habitants de Sandoro, propriétaires coutumiers des eaux et Seku Yaya et ses partisans s'y opposèrent. Une bagarre très sanglante s'en suit. Les habitants de Sandoro furent arrêtés et condamnés sévèrement car l'autre groupe était majoritaire dans la ville de Tenenku et avait tous les responsables politiques sous sa coupe. Cependant l'administration intervint en reconnaissant aux habitants un droit d'usage sur la rivière (décision écrite) et demanda aux pêcheurs de Tiénel Dété d'aller demander pardon à Sandoro, de s'entendre avec ses habitants propriétaires coutumiers des eaux pour obtenir certaines pêcheries. Ainsi fut fait et l'affaire trouva sa solution...

La dame Aissata Demba a attendu cette année pour assigner Déba Traore devant notre juridiction en accord et sous la direction des responsables politiques de son groupe qui tiennent à faire renouveler cette affaire ... pour mettre leurs adversaires politiques devant des difficultés... " (Lettre du 26/10/93). Le 30 septembre 1993 le Tribunal de Tenenku rend un jugement attribuant la "propriété" de Tienlawol à Aissata Demba. Ce même Tribunal interdit d'élever des barrages dans la zone, le 19 octobre 1993.

PROCEDURE: **Administrative & Judiciaire**

Résolution amiable ? : Non

DECISION(S): Décision administrative vers 1983 - Jugement du Tribunal de Tenenku, le 30/9/93.

DROIT:

Droit Appliqué: Pratique

Respect de la décision: Cour d'Appel saisie

MAYEL KOSO

Conflit n°: **41**

VILLAGE: TOMONCERA

LEYDI: WURO NEEMA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: FATOMA

Ref Objet: A

ETAT du conflit: **Présent**

ETAPES: 1991

RESSOURCE: **Poisson**

ECOTOPE: **Chenal**

OBJET: **Revendication d'une pêcherie.**

PARTIES: **Riimaay'be Pêcheurs de WURO BAYNDE c/ Bamanan Pêcheurs de TOMONCERA**

ETHNIES: **Riimaay'be c/ Bamanan**

FAITS:

Des agro-pêcheurs de Wuro Baynde font un barrage sur le Mayel Koso sans en demander l'autorisation à Tomoncera prétextant que le barrage serait situé sur le terroir de Wuro Baynde. Les Riimaay'be de Wuro Baynde auraient obtenu une autorisation écrite auprès des Eaux et Forêts. Le conflit provient surtout du fait que ce barrage est placé en amont de celui de Tomoncera (Enquête à Tomoncera et Wuro Baynde, le 1/4/94).

PROCEDURE:

Résolution amiable ?: **Non**

DECISION(S):

DROIT:

Droit Appliqué:

Respect de la décision: **Administration saisie**

VILLAGE: GINEWOL**LEYDI:****Cercle: TENENKU****Arrondissement: TOGERE KUMBE****Ref Objet: A****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1956 - 1960****RESSOURCE: Poisson****ECOTOPE: Chenal****OBJET: Revendication de pêcheries.****PARTIES: Hamadu Niorgo TIULENTA c/ Yero Demba KOMBARA****ETHNIES: Bozo****FAITS:**

Les pêcheries Tiarnganawel et Gube Suille ont toujours été exploitées par l'oncle de Hamadu Niorgo, Kine Suadu TIULENTA qui lui-même les avait héritées de son père. Kine décède en 1945. Son neveu Hamadu Niorgo les exploite jusqu'en 1956, date à laquelle le Chef de Canton de Kumbe les lui retire pour les remettre au chef du village de Ginewol, Yero Demba KOMBARA. Les produits de la pêche reviennent au Chef de Canton et à Yero. Hamadu proteste auprès du Chef du Canton mais ce dernier ne réagit pas: "Je me suis plaint au chef de canton sans qu'il y ait de conséquences en dépit du fait que ce dernier m'ait pris 25 000 F avec promesse de me restituer mes pêcheries". Saisissant le juge de premier degré à Tenenku, ce dernier constate dans les témoignages une unanimité reconnaissant la possession des pêcheries à Tiulenta. Il lui rend la possession des pêcheries.

PROCEDURE: Judiciaire**Résolution amiable ?: Non****DECISION(S): Jugement n°10 du 1/8/60 du Tribunal du premier degré de Tenenku.****DROIT:**

Le juge reconnaît la possession des pêcheries à Tiulenta sur la base des témoignages unanimes et concordants: "Attendu qu'il résulte des témoignages que ces pêcheries n'ont jamais appartenu à Yero Demba lequel a été débouté par des témoins qu'il avait régulièrement cités. Attendu que d'après les mêmes témoignages la famille de Hamadoun aurait été évincée par le chef de Kumbé en faveur de Yéro Demba. Pour ces motifs ... le tribunal reconnaît la propriété des pêcheries à Hamadoun Niorgo Tioulenta".

Droit Appliqué: Traditionnel**Respect de la décision: Oui**

VILLAGE: SAARE HEYRE c/ SEGERA

LEYDI: SEBERA

Cercle: MOPTI

Arrondissement:

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé resurgissant

ETAPES: 1969 - 1983 - 1992 - 1993 - 1994

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Mare

OBJET: Revendication d'une mare comme pêcheerie.

PARTIES: Village SAARE HEYRE, rep. par le chef Aly TURE c/ Village SEGERA rep. par le chef Hamady CISSE

ETHNIES: Pêcheurs

FAITS:

Depuis 1969 un litige oppose les villages de Segera et de Sare Heyre à propos d'une plaine dénommée "Koroire" ou "plaine de Segera". L'administration a pris une décision pour départager les parties en fixant les limites dévolues à chaque terroir villageois (Lettre n°1018/CM du 14/7/69). Par la suite en 1983, l'administration autorise Segera à construire un barrage dans un but d'irrigation des rizières. La décision n°02/AS du 23/8/83 régleme le droit d'ouverture et de fermeture du barrage situé dans Jugal Bagi. En 1992, à la faveur du changement intervenu au niveau du poste de chef d'Arrondissement, la population de Saare Heyre a détruit le barrage et saisi le tribunal de première instance d'une action en revendication de la mare Jugal Bagi. Le juge se réfère au droit traditionnel. Tous les témoignages convergent vers le fait qu'effectivement Saare Heyre est le premier occupant des lieux et que le site actuel de Segera avait été occupé par Saare Heyre 50 ans avant l'installation de Segera. Le premier juge accorde la possession de la mare à Saare Heyre. Saisi à nouveau en opposition au jugement, le même juge le confirme. La Cour d'Appel infirme le jugement et reconnaît lui, les décisions administratives comme preuve de l'attribution de la mare à Segera faisant fi du droit traditionnel.

PROCEDURE: Administrative & Judiciaire

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S): Lettre n°1018/CM du 14/7/69 - Décision n°02/AS du 23/8/83 - Jugement n°63 (RG n°202) du 10/6/93 du Tribunal de première Instance de Mopti - Jugement n°169 (RG n°147) du 2/12/93 du Tribunal de première Instance de Mopti - Arrêt n°72 (RG n°37) du 18/5/94 de la Cour d'Appel de Mopti.

DROIT:

En 1993, le premier juge se contente d'apprécier la revendication au regard du droit traditionnel. En effet tous les témoignages concordent pour dire que le premier occupant est bien Heyre. Le village de Segera n'ayant pas assisté à l'audience du jugement du 10 juin 1993, fait opposition au jugement. Le juge ne considère pas les actes administratifs amenés au dossier par Segera comme preuves de la possession de la mare. Il retient plutôt l'héritage traditionnel et la première occupation qu'une prétendue attribution administrative: "Attendu qu'en droit coutumier la propriété coutumière résulte de la première occupation ou de la dernière conquête; Qu'en l'espèce, il est constant que le village de Saré Heyre était le premier occupant de Djougal Bagui".

La Cour, au regard du droit le plus récent, constate que depuis 1969 l'administration a dû fixer des limites à chaque terroir afin de mettre fin à des conflits de frontière et qu'ainsi la mare depuis 1983 la mare est entrée dans le terroir de Segera. Devant l'absence d'un recours cette décision assoit définitivement le droit sur lequel on ne peut revenir: "Considérant qu'il est patent que depuis 1969 les villages de Moupa, Séguéra et Saré Heyre ont été aux prises à cause des problèmes de délimitation de

leurs terroirs respectifs et des droits coutumiers qui s'y rattachent; qu'en son temps, l'administration avait confiné chacun dans des limites très précises; qu'ainsi, le Djougol Bagui tombait dans le domaine de Séguéra suite à la décision n°002/ du 23/8/83; Considérant que cette décision ne fit à aucun moment l'objet d'un recours; qu'il est également stipulé en son article 2 que l'exploitation de la pêche se fera conformément à la coutume et aux dispositions du code de la pêche; que cela suppose que toutes les parties prenantes à la cause étaient d'accord avec ces dispositions et y ont été associées; Considérant que le premier juge avait reconnu la propriété du Djougol Bagui au village de Saré Heyre sur la base des dépositions des chefs de village environnants, en faisant fi des dispositions administratives déjà existantes et réglant la question; qu'il échet en conséquence d'infirmier cette décision".

Droit Appliqué: **Pratique**

Respect de la décision: **Oui**

VILLAGE: KOMBE

LEYDI: COOKI NYAASO

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JONDORI

Ref Objet: AO

ETAT du conflit: Présent

ETAPES: 1984 - 1987 - 1992 - 1994

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Revendication de droits de pêche sur un chenal: les Somono veulent être les seuls à utiliser des sennes et mettre en défens toutes les réserves. Les

PARTIES: Famille Somono de Kombe, rep. par Alfa NIUMANTA c/ Famille Bozo de Kamaka -Sebe et Niasso-Sebe, rep. par Tina Jama KONTA.

ETHNIES: Somono c/ Bozo

FAITS:

Le chenal "Jarende" fait l'objet de pêches partagées selon l'époque et l'engin entre les Somono de Kombe et les Bozo des villages voisins. Les Somono y pêchent seuls avec leurs sennes jusqu'à la décrue, période à laquelle les Bozo installent leurs barrages ("papolo" et "durankoro") dans les chenaux partant du Jarende. Mais les Bozo ont brisé cette harmonie le jour où ils ont acquis des filets pour pêcher dans le chenal. Ils prétextèrent alors leur première occupation des lieux et le nouveau statut des eaux, relevant du domaine public, les rendant libres d'accès. "Après quelques heurts, la chose fut admise et un ordre d'emplacement des filets décrété. Mais du fait d'une solidarité villageoise, les autres Bozo de Kamaga vinrent bientôt y pêcher aussi. Un sentiment de surcharge apparut, d'autant que les Somono, eux-mêmes en expansion démographique avaient du mal à faire respecter à leurs propres cadets emplacements et limitation du nombre de filets. Un problème spécifique se posa ensuite car certains Bozo refusaient d'enlever leurs dormants au moment de la manoeuvre des dérivants Somono. Enfin, lorsqu'apparut le "kipi", les Bozo en acquirent, et il devint concurrent de la senne somono, problème là aussi surdéterminé par l'acquisition transgresseuse du même "kipi" par de jeunes Somono" (Claude FAY, 1993, p.196). Les KONTA ne respectaient pas la période de pêche aux filets.

Devant ces empiétements sur les droits des Somono, faute de consensus entre Somono et Bozo, le conflit éclata en 1984 en se traduisant par une rixe sanglante occasionnant un mort bozo et trois blessés: "... à l'ouverture de la pêche une réunion se tint à Kombé, afin de fixer les modalités et les engins à utiliser. Malheureusement cette année, cette réunion a avorté, les chefs de village ont fait appel, à l'arbitrage des deux chefs d'arrondissement (absents) ... Le litige a surgi, surtout autour d'un point que la famille KONTA, ressortissante de Kamaka-Sébé, réclame comme sa propriété exclusive, allégation contestée par la famille de Hamadi Nioumanta de Kombé. Le jour de la pêche, Sambere Bocary de Kamaka a placé ses engins à un point, aussitôt, Hamadi Nioumanta les a arrachés, Sambere lui asséna sur le champ un coup de bâton, le jeune frère de Hamadi s'est jeté sur Sambere, et lui asséna trois coup de bâton, par la suite une bagarre générale a éclaté entre les deux familles...il est à retenir, que les comités de pêche, existants dans tous les villages, sont totalement ignorés par les populations, qui s'accrochent jusqu'à présent au droit coutumier, qui a toujours prévalu dans leur milieu ..." (Lettre n°40/C/CT du 5/3/84 du Cdt de Cercle au Ministre de l'Intérieur).

Une première décision administrative fut rendue le 23 mai 1984 par le Cdt de Cercle (n°45/CT) qui se référa au droit traditionnel reconnaissant ainsi le chenal Jarende aux Somono. Cette décision fut contestée par les Bozo KONTA qui profitèrent du changement du Cdt de Cercle. Une rencontre entre les parties, les autorités administratives eut lieu à Kumbe le 13 mars 1987. Elle aboutit à une décision du même jour sur la base des résolutions de cette rencontre. La décision tente de combiner au mieux les acquis traditionnels des Somono avec le droit étatique dont se prévalent les Bozo.

L'administration reconnaît la possession de Jarende aux Somono et fractionne l'année en six périodes

traditionnelles de pêche avec des critères techniques et ethniques. "On rabat imaginairement et implicitement sur la "tradition" l'idée de propriété territoriale exclusive. Mais puisqu'on constate ou qu'on recense des différences technologiques-ethniques, c'est finalement le résultat de la "tradition" qui va permettre de concilier celle-ci avec la "modernité" juridique. On "reconnaît" respectivement aux Bozo pour leurs barrages et aux Somono pour leur filets mobiles ... l'exclusivité de ce qu'ils font exclusivement" (Claude FAY, Ibid.).

Par la suite au fil des années des pêcheurs migrants s'installent dans la zone augmentant notablement l'effectif des populations riveraines. En 1992 lors d'une rencontre administrative locale avec les services de pêche, Eaux et Forêts et OPM, la délégation de Toggere Kumbé propose un système de "zone de subsistance" dans chaque réserve, qui est mis en application malgré le refus de Kombe. Le système fonctionna mal du fait des multiples violations: les pêcheurs ne faisant plus de distinctions entre les réserves mises en défens et les zones de subsistance. Un phénomène de prolifération de campements coïncida. De nombreux problèmes en sont nés générant des affrontements. Devant la situation de plus en plus tendue, l'administration modifie le 14 avril 1994 sa décision n°33/CT en amendant des alinéas afin de conserver la ressource halieutique.

PROCEDURE: Administrative

Résolution amiable?: Non

DECISION(S): Décision n°45/CT du 23/5/84 du Cdt de Cercle - Décision n°33/CT du 13/3/87 du Cdt de Cercle - Décision n°43/CT du 14/4/94 du Cdt de Cercle.

DROIT:

La première décision administrative de 1984 est entérinée par celle du 13 mars 1987 en ce qu'elle reconnaît "la propriété coutumière" du chenal Jarende aux Somono de Kombe (art. 1 & 2). Mais cette possession n'est que traditionnelle, le droit étatique ne leur reconnaît pas, puisque l'Etat est le "propriétaire". Notons qu'ici le droit traditionnel est limité à une territorialité de l'espace et ne tient pas compte de la notion de technotope. Cette décision de 1987 se fonde sur la tradition et la juggle avec le droit étatique ("cependant, compte tenu des textes en vigueur en matière de pêche..."), sans cependant apporter de solution à la surpression halieutique (au surnombre de pêcheurs). Sur la base d'une distinction technique-ethnie, l'administration organise la pêche sur six périodes (traditionnelles): "Première période: fermeture des barrages sur tous les petits bras reconnus aux Bozos pendant la crue et la décrue. Deuxième période: pêche aux hameçons et filets dormants par tous les pratiquants le long du fleuve. Troisième période: mise en réserve du fleuve par les Comités de Pêche des Arrondissements de Diondori et Toguéré-Coumbé. Quatrième période: pêche aux filets mobiles pendant dix (10) nuits par les Somonos de Kombé après la levée de la mise en réserve. Cinquième période: pêches collectives avec les épuisettes ("kobadje") pendant dix (10) jours par tous les pratiquants. Sixième période: pêche collective avec sènes de Kombé suivies par tous les autres engins de pêche sauf ceux prohibés par la réglementation en vigueur". Les phases de pêche ainsi définies se fondent sur une opposition technologique limitant l'accès en fonction de sa pratique que l'on rattache ici à une ethnicité. On notera que le droit traditionnel se trouve amputé de son maître des eaux, remplacé par le Comité de pêche pour la mise en réserve. Cette mise en réserve est sérieusement mise en cause par l'introduction de "zones de subsistance" par les Bozo.

Dans sa décision en 1994 le Cdt de Cercle ne reprend pas ce système, et dans le but de conserver la ressource amende la décision précédente de façon restrictive. La pêche n'est autorisée dans les réserves qu'un seul jour ou qu'une seule nuit. Sur les bras, le nombre de barrages est restreint, sans en préciser le nombre et d'accès exclusif aux Bozo de Kama Sebe et de Niasso Sebe. La pêche se pratique uniquement à la décrue. Enfin, la préséance de Kombe sur les autres pêcheurs est soulignée lors de la pêche collective de la sixième période.

La décision n°43 réforme donc la précédente en l'amendant: "Alinéa 1 nouveau: fermeture des petits barrages en nombre limité sur tous les petits bras reconnus aux bozos de Kama Sébé et de Niasso Sébé pendant la décrue; Alinéa 4 nouveau: pêche aux filets mobiles pendant dix (10) nuits à raison d'une nuit par réserve par les Somonos de Koumbé après la levée de la réserve; Alinéa 5 nouveau: pêche collective avec épuisette ("kabadje") pendant dix (10) jours à raison d'un jour par réserve par tous les pratiquants; Article 6 nouveau: Pêche collective avec préséance de Kombé suivi par les autres pêcheurs avec des engins non prohibés par la réglementation en vigueur".

Droit Appliqué: **Traditionnel**

Respect de la décision: **Oui**

VILLAGE: SINGO

LEYDI: WURO NEEMA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: KONNA

Ref Objet: F

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1912

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Revendication de la possession d'un chenal situé sur deux terroirs villageois.

PARTIES: Village de KOOTAKA c/ Village de SINGO

ETHNIES: Bozo c/ Malinke

FAITS:

A l'origine, un Bozo et un Malinke vivaient ensemble sur une butte, appelée "KAADI"; ils exploitaient ensemble le chenal. Quand ils sont "descendus de la butte" et qu'ils se sont séparés, le Bozo est allé s'installer à Kootaka et le Malinke à Singo. A partir de ce moment, ainsi qu'après la Diina et à l'époque coloniale, chaque village a revendiqué la détention du chenal. Le conflit a dégénéré en un combat sanglant faisant trois morts. L'intervention de l'administration coloniale mit fin au conflit par un partage effectué en 1912.

PROCEDURE: Administrative

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S): Orale par l'administration coloniale, en 1912, sur les lieux.

DROIT:

Partage du chenal entre les deux villages, Singo et Kootaka.

Droit Appliqué: Pratique

Respect de la décision: Oui

VILLAGE: NANTAGA**LEYDI: BOODI KUBAY****Cercle: MOPTI****Arrondissement: MOPTI****Ref Objet: H****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1990****RESSOURCE: Poisson****ECOTOPE: Mare****OBJET: Retrait de droits concédés: changer de maître des eaux (délégué du jowro chargé de la gestion de mares).****PARTIES: Jowro Bukari Kola JAL c/ Mama Sabassiru TRAORE****ETHNIES: Peul c/ Riimaay'be****FAITS:**

Les Peul du leydi Boodi Kubay possèdent non seulement les pâturages mais ils sont également les gestionnaires des eaux. Le jowro gère lui-même les bourgoutières mais concède la gestion des mares aux Riimaay'be. Il choisit lui-même le maître des eaux. Concernant les mares de Nantaga, Mayo Pati et Jardata, le responsable désigné commença à remettre en cause les droits du jowro et à revendiquer les mares pour lui-même prétendant les avoir héritées de son père. Le jowro saisit le Conseil de famille (Suudu Baaba) pour tenter une mise au point et une conciliation avec Traore. Les tentatives échouèrent. C'est ainsi que le jowro saisit le Tribunal de première instance pour retirer les droits de gestion à Traore afin de nommer quelqu'un d'autre à sa place. Le juge se fie au Conseil de famille qui l'informe du droit traditionnel: le jowro est dans son droit; il peut attribuer ou reprendre les droits de gestion des eaux. Le Tribunal crédite la thèse du jowro et retire la responsabilité de la gestion des mares Mayo Pate et Jardata à Mama Traore. Le Conseil de famille sera chargé de nommer un remplaçant.

PROCEDURE: Traditionnelle & Judiciaire**Résolution amiable ?: Non****DECISION(S): Jugement n°18 (RG n°223) du 8/2/90 du Tribunal de première Instance de Mopti.****DROIT:**

Mama Traore était "titulaire des droits coutumiers relatifs à l'exploitation et à la gestion des mares ... lesquels droits coutumiers lui permettaient d'organiser et d'animer la pêche à Nantaga, de liquider les petits contentieux quotidiens de pêche et de servir de tampon entre les exploitants et lui-même le jowro, véritable maître des lieux". Les tentatives du Suudu Baaba de résoudre le litige ont échoué. Le jowro se voit obligé de s'en référer à l'administration judiciaire. Le juge pour connaître le droit traditionnel s'adressa au Conseil de famille qui lui confirma la thèse avancée par le jowro: "le jowro Body est l'unique propriétaire coutumier, maître de la terre et des eaux, éleveur de son état il s'occupe personnellement des problèmes des terres de pâturage mais confie la gestion des eaux à un pêcheur qui en devient le gardien et qui, placé sous son autorité lui doit obéissance; que depuis les temps les plus reculés cette prérogative a toujours été confiée aux Peul Rimaïbe de la famille de Mama Sabassirou ... les mêmes témoins sont unanimes à déclarer que la coutume agréée au dioro de démettre de ses fonctions le gardien des eaux chargé des problèmes de pêche". Le juge souligne le non respect du droit traditionnel par Mama Traore qu'il considère comme "intolérable". Ceci l'amène à admettre les prétentions du jowro mais se refuse à désigner le nouveau responsable: "Retire la responsabilité de la gestion des mares litigieuses Mayo Paté et Diardiata à Mama Traore; Dit qu'il lui sera substitué une autre personne dont la désignation se fera conformément à la coutume".

Droit Appliqué: Traditionnel**Respect de la décision: Oui**

VILLAGE: SENDEGE

LEYDI: UURUUBE DUUDE

Cercle: MOPTI

Arrondissement: SENDEGE

Ref Objet: H

ETAT du conflit: Passé ?

ETAPES: 1980 - 1982

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Revendication d'une gestion d'une pêcherie (réserve) et de l'étendue de ses limites.

PARTIES: Pêcheurs de SENDEGE c/ Pêcheurs de KONNA

ETHNIES: Bozo

FAITS:

Patawal située sur le lieu le plus profond du chenal Tunta est une pêcherie du village de Sendege, constituée en réserve de pêche de subsistance. Le conflit avec les voisins pêcheurs de Konna provient d'une contestation de frontière. Du fait de la sécheresse et de l'augmentation du nombre des pêcheurs, la réserve fut agrandie vers le Sud, en 1980. Ainsi éclata la discorde. L'administration demanda aux deux parties de délimiter ensemble la réserve par des matériaux durables afin qu'ils la gèrent ensemble. Aucune entente n'a pu être trouvée entre les parties. La zone Mayo Korgnon serait soit pour Sendege, soit pour Konna. Le Commandant de Cercle dans une décision du 28 avril 1982, agrandit la réserve de Patawal en y intégrant l'espace qu'il estime relever de Konna, Mayo Korgnon et en laisse la gestion aux deux comités: Sendege et Konna. Sendege en revendique la gestion seul, persuadé d'être possesseur de toute la réserve agrandie et d'avoir la maîtrise traditionnelle des lieux en termes religieux. Il est vrai que Patawal a toujours été gérée par Sendege avec les sacrifices et cérémonies de pêche. L'administration arbore le droit étatique qui doit prévaloir absolument: "Au Mali, les eaux, les terres et l'espace appartiennent à l'Etat ... et seul l'Etat peut les aliéner" (Cdt de Cercle, in PV du 22/4/82). La position de chaque partie reste fixe. Sendege argumente sur la base de la première occupation connaissant leur zone, alors que les autres, ressortissants de Daka Jabal dirigés par Nafi, ne sont que des étrangers: "Depuis la période préhistorique, quand l'homme habitait encore dans des galeries, Sery Simbe notre ancêtre vivait là à Goukolel, forêt située au bord de Patawal. Seul avec sa famille, il pratiquait la pêche sur tous les fleuves et mares des environs. Au cours d'une de ses sorties, il découvrit l'existence d'un autre pêcheur à "Sanantaku", bourgoutière de notre ressort, Kosi habitant à Gouraou. Sanantakou est pour nous Bozo de Sendege et de Gurau un souvenir, un symbole de ce que vaut une amitié. Tous deux prêtèrent le serment de ne jamais détruire ce lien sacré qu'ils venaient de nouer. Périodiquement ils se rencontrèrent en ce lieu jusqu'au jour où Sery fut frappé par la mort et disparut. Kosi ayant appris la nouvelle se rendit à Sanantaku pour assister à la dure épreuve d'inhumer son intime ami. Il se coucha auprès de Sery et ordonna aux enfants de refermer la tombe. Ce qui fut fait. Ainsi Sendege et Gurau restèrent jusqu'à nos jours liés par cet acte symbolique et sacré de l'amitié.

Nafi est un Bozo originaire de M'buna (Kontza), installé à Jabal vers 1957 par feu Al haji Ali, un notable de Sendege, dans cette bourgoutière. Il lui a permis de pratiquer la riziculture parce qu'il percevait la dîme annuelle de la récolte. De 1957 à 1980 Nafi n'a jamais revendiqué la propriété même des eaux de Kontza à plus forte raison celles de Sendege. D'ailleurs les eaux de Kontza, faisant frontière à celles de Sendege, appartiennent à Messieurs Afo Yusufi et feu Thiamba Seyni, tous deux habitants de Sendege, installés en ce lieu depuis près de 150 ans. A l'opposé de Jabal (habitation de Nafi), se trouve le campement "Daka Diamu" dans une bourgoutière de Sendege appelée "Ngesa Maro". Là il est installé plus de quarante ans avant Nafi. Sory Karonta, actuel responsable du campement, véritable témoin oculaire de nos eaux des origines de son Daka à nos jours a pratiqué la

pêche sous l'ordre des Simbé de Sendege. Il n'a jamais revendiqué le droit de propriété du lieu malgré la durée de son séjour. Comme autres témoins nous ne pouvons pas ne pas citer Afo Pagu de Déra et Alwata Bâ, chef de village de Sendege, qui depuis 1946 jusqu'à nos jours travaillent en étroite collaboration avec les autorités" (Lettre de Diaguina Simbe au Gouverneur, le 5/11/82).

Le comité de pêche de Sendege demande à ce que "les limites ancestrales des eaux de Sendege et Kontza soient respectées. Naturelles, les limites existantes sont situées sur la ligne reliant Ngesa Maro à l'est du bras du fleuve séparant les Ngappe Korgna à l'Ouest" (Ibidem). Le Cdt de Cercle voit l'affaire autrement, c'est à dire que Sendege tente de s'approprier plus d'espace en étendant Patawal pour son propre profit: "L'intention des pêcheurs de Sendege est à présent claire. Après avoir réussi à augmenter Patawal, ils cherchent à exclure Konna de la gestion de la pêche, alors que la participation de Konna à l'organisation de la pêche collective était la condition. La position actuelle de Sendege est en réalité la négation du consensus" (Lettre du 28/2/83 au Gouverneur).

PROCEDURE: Administrative

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S): Décision n°9/CM du 28/4/82 du Cdt de Cercle.

DROIT:

L'administration augmente l'étendue de la réserve de Patawal et en attribue la gestion aux comités de pêche de Sendege et de Konna: "La réserve de pêche dénommée Patawal, située sur le territoire de l'Arrondissement de Sendege est étendue conformément à la décision prise par le conseil de pêche en transport sur le terrain le jeudi 22 avril 1982. Le Chef d'arrondissement de Sendege est chargé de matérialiser par des bornes en matériaux durables les nouvelles limites afin d'éviter toute confusion" (art.1). "La mise en défens de la réserve et la date de la pêche collective seront décidées chaque année par les comités de pêche des arrondissements de Sendege et de Konna" (art. 2). "Conformément à l'esprit du décret n°35/PG-RM du 14 mars 1975, l'ensemble des populations riveraines sans discrimination aucune exploiteront ladite pêche" (art.3).

Droit Appliqué: Etatique

Respect de la décision: Non

VILLAGE: SANDORO**LEYDI:** KOOTIYA**Cercle:** TENENKU**Arrondissement:** TENENKU**Ref Objet:** HA**ETAT du conflit:** Passé**ETAPES:** 1978 - 1981 - 1983**RESSOURCE:** Poisson**ECOTOPE:** Chenal**OBJET:** Partage et responsabilité de pêcheries.**PARTIES:** Village de SANDORO, rep. par Siru Traore, chef de village c/ Famille de Musa TRAORE**ETHNIES:** Bozo**FAITS:**

L'affaire concerne les barrages de poisson que les pêcheurs mettent en place au moment de la crue et de la décrue du Jaka. Ces différents barrages qui sont principalement fait de sékos ont toujours appartenu à des familles bozo qui viennent les installer. En contrepartie les Bozo payent une certaine redevance au chef de village duquel dépend le lieu. A cet effet, un responsable de l'ensemble des pêcheries est nommé par les Bozo. Ce dernier a traditionnellement la haute main sur l'organisation matérielle de la pêche. Il sert aussi d'intermédiaire ou de médiateur entre les pêcheurs et les populations autochtones en cas de litiges. Le dernier responsable fut Yaya Traore, décédé en 1977. Le fils du défunt, Seku Traore revendiqua la place de son père. Mais son oncle, Musa Traore, contesta cette prétention et s'opposa énergiquement à la nomination de Seku comme responsable des pêcheries. Le chef de village de Sandoro se rallia à Seku.

Le 13 octobre 1978, une décision administrative nomma Seku responsable du barrage de Tienel-Lawol et procéda au partage des pêcheries restantes. Cet acte resta sans effet car il fut tout de suite violé par les parties. Un an après, la convention n°63 reconduisit les premières mesures et maintint l'autorité de Seku Traore. Mais le conflit rebondit en juillet 1983 sur une plainte déposée par le chef de village de Sandoro, Siru Traore, auprès de l'administration.

Du fait de la dégradation des ressources, de la récession économique, les populations s'estiment en droit de disposer entièrement des pêcheries installées autour de leur village, pour en tirer eux-mêmes profit. La présence des Bozo étrangers exploitant leurs pêcheries n'est plus acceptée. Le village souhaite donc chasser des lieux la famille de Musa Traore. "Cette raison essentiellement économique retentit par ricochet sur l'ensemble de la vie sociale du lieu. C'est de là que sont nées les oppositions politiques, largement exploitées, dans un milieu où la division politique est un phénomène déjà connu" (Rapport du 27/7/83 du Cdt de Cercle au Ministre de l'Intérieur). L'administration souhaitant à tout prix éviter un précédent, maintient les dispositions antérieures dans une nouvelle convention que signent toutes les parties. Mais le 27 juillet 1983, une bataille eut lieu sur une pêcherie collective où les villageois ont refusé la participation de Musa Traore. Ce dernier a fait appel à toute sa famille pour y pénétrer de force; ce qui a provoqué la colère des villageois. Le bilan est de 24 blessés (coups de bâtons et coupe-coupe). L'administration invoque le droit étatique qu'elle entend bien faire appliquer.

PROCEDURE: Conciliation & Administrative**Résolution amiable ?:** Oui**DECISION(S):** Convention n°39/CT du 18/7/83.**DROIT:**

La Convention répartit les pêcheries entre le village de Sandoro, la famille de Musa Traore et Seku Traore, responsable des pêcheries: "... après de multiples tentatives ont convenu de la modalité

d'exploitation des quatre pêcheries, Déba, Yafa, Tienel-Lawol, Dénéwal, de la manière suivante: 1) La pêcherie Déba sera exploitée uniquement par la famille de Moussa Traoré. 2) La pêcherie Yafa est quant à elle exploitée par Sékou Traoré et ses frères seulement. 3) Les deux dernières pêcheries, Tiénel-Lawol et Dénéwal, seront exploitées collectivement par les familles Sékou et Moussa. Disons qu'en application du texte administratif susvisé (Acte administratif en date du 13 octobre 1978), Sékou Traoré est chargé de l'organisation matérielle de ces deux pêcheries et doit en conséquence prévenir toutes les personnes intéressées par l'exploitation des dites pêcheries. 4) Toutes les pêcheries citées ci-dessus relevant du ressort territorial de Sandoro-Ouro-M'Bola restent sous l'autorité administrative du chef du village. En conséquence cette autorité est chargée de veiller scrupuleusement à l'application des dispositions de la présente convention".

Droit Appliqué: **Traditionnel**

Respect de la décision: **Non**

VILLAGE: GAGNA**LEYDI: WURO ALI****Cercle: DJENNE****Arrondissement: DJENNE****Ref Objet: J****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1972 - 1973 - 1976 -1977****RESSOURCE: Poisson****ECOTOPE: Mare****OBJET: Pêcherie (premier jour)****PARTIES: Village KOÏNA contre village GAGNA,****ETHNIES: Bamanan****FAITS:**

La mare Pomba était sous la détention traditionnelle de Gagna . Une pêche collective inter-villageoise y était organisée chaque année. Gagna effectuait les sacrifices et la première journée de pêche. Les villages voisins étaient autorisés à pêcher le lendemain. Le différend est né lors de l'apparition du droit moderne étatisant les eaux: le village de Koïna s'est opposé à ces anciennes pratiques qu'il qualifie de moyen détourné par Gagna de s'accorder une journée de pêche avant les autres. Gagna affirme: "... Depuis les origines, cette mare appartenait à notre village et était exploitée chaque année, suivant la coutume, de la manière suivante: toujours un Mercredi, la pêche était amorcée par tous les habitants de Gagna, originaires et étrangers; puis, le lendemain, Jeudi, elle devenait alors accessible à toute la population des environs. Ce procédé ne devait pas être considéré comme un insigne privilège pour Gagna, mais il avait sa signification: 1/ tout d'abord, en tant que propriétaires coutumiers de la mare, ceux de Gagna profitaient de ce premier jour de pêche, pour faire les sacrifices rituels et les prières nécessaires, afin de rendre les génies de l'endroit favorables à la pêche collective à laquelle devait participer toute la population des villages environnants. Au cas où les esprits tutélaires se montraient hostiles - les pêcheurs s'en rendaient compte par certains présages - il devenait alors nécessaire de reporter la pêche à un autre Jeudi. 2/ La seconde raison de cette manière de faire était de pouvoir trouver des poissons, afin de préparer des mets pour la réception de l'immense foule d'arrivants de l'extérieur qui venait pour la pêche et qui devait passer la nuit à Gagna et se rendre ensuite le lendemain matin au bord de la mare. La mare étant très vaste, le Jeudi, malgré l'énorme flot de pêcheurs, on ne pouvait qu'en couvrir une partie. Ce ne sera que deux jours plus tard, c'est à dire le Dimanche suivant que tous revenaient pour la pêche de l'autre partie. A compter de ce jour, la mare devenait libre... jusqu'aux nouvelles crues. Puis le même cycle recommençait: interdiction formelle à quiconque d'aller pêcher à la mare, surveillance assurée toutes les nuits par les jeunes de Gagna jusqu'à la décrue et au premier jour de la première pêche" (Lettre de Gagna au Gouverneur, le 21/2/73). Le conflit a éclaté en 1972. Les autorités administratives ont tenté une solution, parce qu'il s'agissait d'éviter que le village Gagna ne pêche une journée avant, sans refuser toutefois les sacrifices: limiter le nombre des participants "aux seuls Ministres du Culte des génies du lieu"(Lettre du 7/3/73, GRM/CAB n°392). Gagna n'accepta pas cette modification. Selon Gagna: "... Nous ne pensons pas qu'il soit juste et bon de rompre systématiquement avec le passé. En tout cas, ces coutumes constituent pour nous un héritage sacré auquel nous resterons toujours fermement attachés et pour lesquels nous sommes prêts à tous les sacrifices" (Lettre de Gagna au Gouverneur, le 21/2/73). A cela l'administration répondit que le droit traditionnel n'existait plus, qu'il était remplacé par le droit étatique: "... la Conférence Régionale sur la pêche tenue à Mopti les 1er, 2 et 3 Novembre 1972 a adopté une Convention au terme de laquelle seul l'Etat est propriétaire exclusif des eaux naturelles. Par conséquent, les anciennes coutumes tendant à instituer l'existence d'un maître d'eau sont strictement abolies... les Autorités Administratives demeureront fermes quant à l'application intégrale

du principe de l'étatisation des terres de cultures, des pêcheries et des pâturages... L'Etat Malien est laïc. Il ne s'oppose pas à ce que vous fassiez des sacrifices rituels avant la pêche dans la mesure où cela ne constitue pas un moyen détourné de vous accorder une journée de pêche avant les autres villages riverains de la mare." (Lettre du 7/3/73, GRM/CAB n°392). Pour éviter tout affrontement entre Gagna et Koïna, la pêche fut interdite et la mare placée sous la surveillance de l'Arrondissement Central de Djenné. Le chef de village de Gagna, Lassana DIARRA (qui était secrétaire du Chef de Canton de Derrary, signataire en témoin de la Convention de 1940 - cf. affaire Mangarawol), a formé une coalition avec tous les chefs de village concernés contre Koïna. La cause profonde du différent avec Koïna (litige de terre, cf. "Manga-dje"). Par esprit de solidarité les autres villages se sont joint à Koloye. Ce conflit entre villages a généré une rupture des liens de mariage entre les habitants de Koïna et des villages voisins, dont Gagna et Senossa; le renvoi des élèves originaires de Koïna hébergé à Gagna; et les gens de Koïna sont interdit d'approche de la mare (Lettre n°8/CD, le 26/2/73). Le village de Koïna saisit l'administration d'une plainte pour le fait que Gagna ne respect pas la date de pêche officielle et pêche un jour avant. Selon l'administration: "Koïna a été le premier village à réclamer la mise en application pratique de l'étatisation des eaux, terres et bourgoutières. Cette audace lui vaut une levée des boucliers générale dans un Cercle profondément conservateur" (Lettre n°204/CD du 3/9/75). Un PV de réunion fait ressortir le fait qu'avant la pêche les sacrifices indispensables s'effectuent. En fait le conflit porte sur le fait que les pêcheurs de Gagna en profitent pour pêcher avant les autres, ce que dénoncent Koïna et le Commandant de Cercle (la position de l'administration est celle du droit étatique: la pêche doit être collective pour tous le même jour !). Ce PV du 22 juin 1972 confirme les sacrifices mais sans la participation de tout le village. Une Note de service (7/2/73) du Cdt de Cercle, transformée en Décision six jours plus tard, met la mare sous le contrôle du Chef d'arrondissement et sous la surveillance du Conseil de village de Koïna pendant sa mise en réserve. Entre temps une mission administrative s'est effectuée le 8 février 1973 à Gagna afin de notifier la Note de service n°33. Gagna refusa d'assurer la surveillance de la mare en commun avec Koïna (Compte rendu de mission, le 1/3/73). Ce qui explique la modification du contenu dans la Décision. Selon Gagna: "... Le village d'origine de ceux de Koïna était Konébougou, à l'autre côté du fleuve, mais plus tard ils ont abandonné cet endroit pour venir s'installer à Koïna avec l'autorisation de la famille Katilé de Gagna, propriétaire de ce lieu. C'est donc à notre très grande surprise que le nouveau Commandant de Cercle de Djenné a pris la terrible responsabilité de tout bouleverser. Suivant la loi, a-t-il dit, toutes les coutumes seraient mortes, il faut faire la politique des temps nouveaux: l'Etat est souverain et seul propriétaire des eaux et des terres. Ainsi Gagna n'a plus à se mêler de l'affaire de la mare qui était sienne autrefois. Désormais la garde de celle-ci sera assurée par les gens de Koïna." (Lettre de Gagna au Gouverneur, le 21/2/73). La surveillance de la mare fait l'objet d'un PV de réunion le 20 mai 1974, ce dernier conclue en confiant cette surveillance au village de Gagna, puisque c'est lui qui effectue le sacrifice. Selon le Cdt de brigade, le village de Koïna s'est fait remarqué par un "abus de confiance" en effectuant en 1973 des pêches nocturnes non autorisées. En 1976, le conflit persistant et les tentatives de conciliations échouant, afin de prévenir tout incident (en 1976 les incidents ont failli être sanglants), le Cdt de Cercle suspend toute activité dans la mare jusqu'à "qu'ils ne nous amènent par eux-mêmes une solution librement consentie. La mare pendant ce temps sera en réserve et placée sous la surveillance de chacun" (Lettre n°25/CD-C du 9/6/76). L'interdiction de pêche pose des problèmes d'ordre économique et d'après l'administration écologique: "... cette interdiction bien qu'ayant évité des incidents entre les populations, a provoqué des dégâts énormes dans cette mare, une importante quantité de poisson non pêché a été littéralement emporté par les vents" (Lettre n°21/CD du 10/3/77). Une Convention de réconciliation est signée par les villages de Koïna et Gagna, le 17 juillet 1977. La réunion de conciliation s'effectue dans le village de Koïna en présence des représentants de 12 villages alentours. Les parties se mettent d'accord sur le principe déjà acquis depuis la première décision administrative: le sacrifice est effectué le mercredi par Gagna avec la participation uniquement de sept personnes. Les parties se mettent d'accord également sur le principe de la surveillance de la mare par Gagna.

PROCEDURE: Administrative

Résolution amiable?: Oui

DECISION(S): PV de réunion, le 22/06/72 par le Chef d'ar. - Note de service n°33/CD du 7/2/73 par le Cdt de Cercle - Décision n°10/CD du Cdt de Cercle, le 13/2/73 - PV de réunion, le 20/5/74 - Convention de réconciliation, le 17/7/77

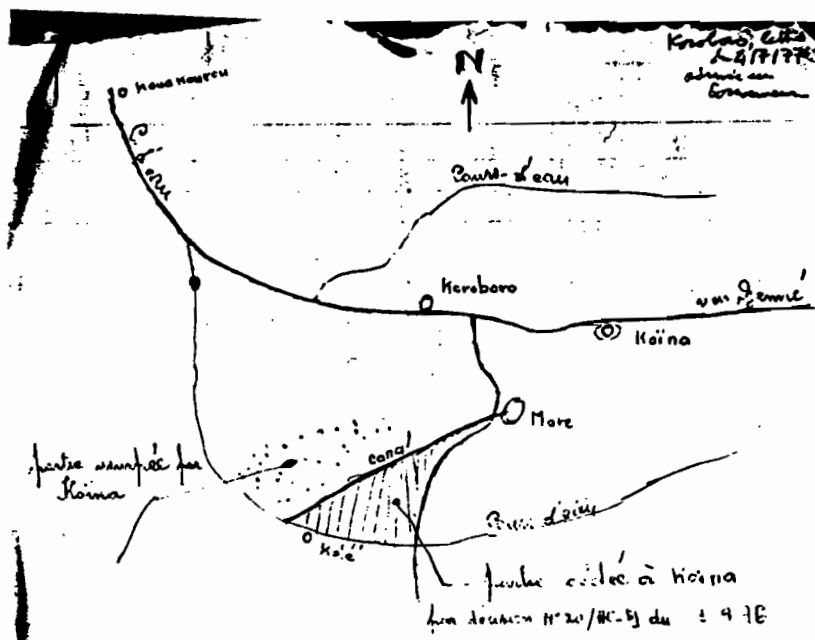
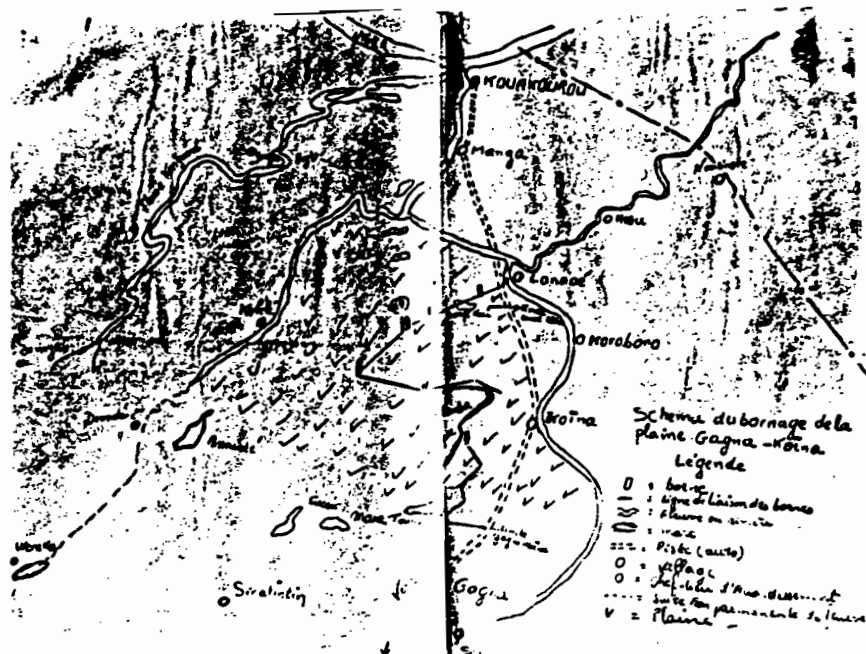
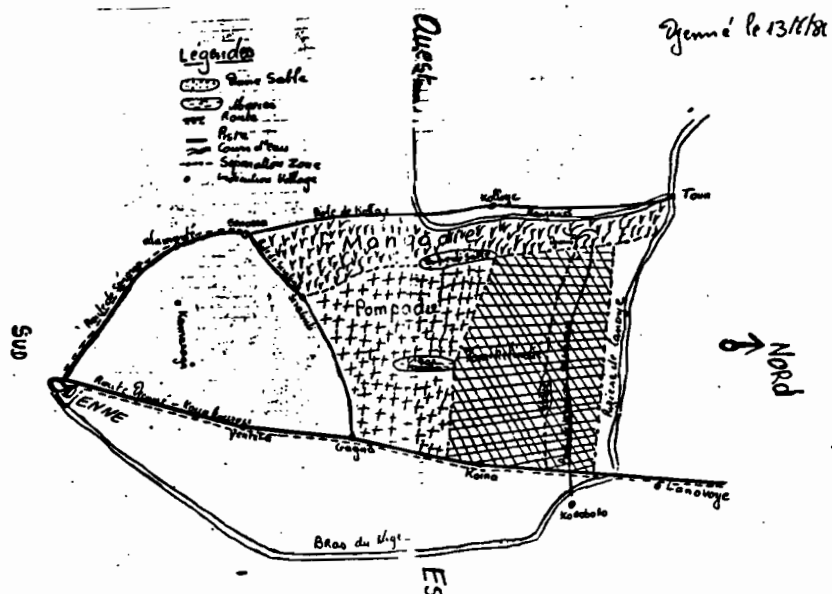
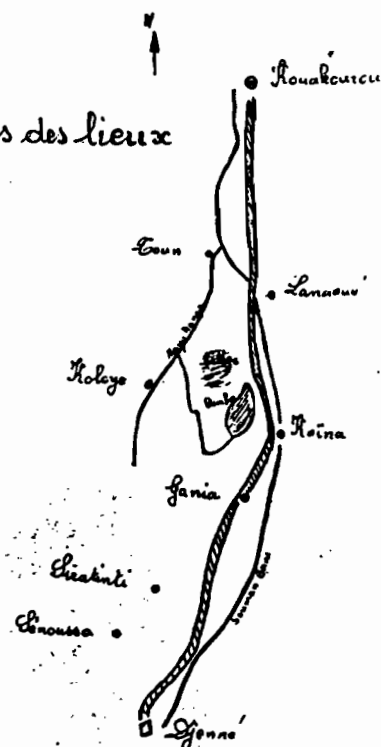
DROIT:

Le PV de 1972 instaure la convention suivante, en considérant que "les mares et fleuves sont la propriété de l'Etat": "La date de la pêche dans la mare "Pomo" est fixée chaque année à un jeudi. Les sacrifices de la pêche fixés chaque année à un mercredi, c'est à dire un jour avant la pêche proprement dite seront effectués par le village de Gagna. Mais à condition que tout le village n'y participe pas." Cet acte réglementaire est annulé expressément par la note de service du Cdt de Cercle en 1973 qui supprime toute propriété coutumière sur la mare, la place sous la gestion du Chef d'ar. pour les dates de pêche et sous la surveillance des villages de Gagna et de Koïna pour l'exploitation piscicole: "D'une part il est formellement interdit à toute collectivité villageoise de se réclamer propriétaire de droits coutumiers. D'autre part, la mise en réserve de la mare, pour la pêche collective, sera faite par le Chef d'arrondissement Central qui, au moment opportun avisera les populations de la date de l'ouverture de la pêche. IL assistera au déroulement de la pêche afin de prévenir tout incident. Enfin pour exploitation piscicole fructueuse, sans discrimination, la surveillance de la mare sera assurée par les conseils des villages de Gagna et Koïna". Une décision administrative, n°10 du 13 février 1973, confirme le contenu de la Note de service en reprenant les clauses, sauf celle concernant la propriété coutumière de la mare et la dernière, la surveillance collective. Elle limite la surveillance de la mare au Conseil de village de Koïna uniquement et pendant sa non exploitation: "Le Conseil de village de Koïna est chargé de la surveillance de la mare pendant la période de la mise en réserve de la mare" (art.3). Le Gouverneur reproche cet article au Cdt: "... vous prêtez le flanc de l'Administration aux critiques de Gagna. En effet il pourrait se faire fort de ce document pour accuser l'Administration de reconnaître en Koïna le nouveau propriétaire coutumier de la mare en contradiction avec la Convention Régionale sur la pêche" (Lettre du 7/3/73 n°102/GRM-CAB-E). Cet aspect de surveillance n'est pas accepté par les populations; ce qui donne lieu chez le Cdt de Cercle à une réunion décidant que le surveillant de la mare serait le village de Gagna: "Tous les représentants des autres villages se sont prononcés pour Gagna excepté Koïna ... Comme la majorité porte sa confiance sur Gagna, on confie la surveillance de la mare à ce village; mais je précise que surveiller ne veut nullement dire s'en approprier". En dernier lieu l'affaire semble s'achever sur une conciliation le 17 juillet 1977 dans le village de Koïna, uniquement entre villageois. La Convention reprend les décisions précédentes: "1) Sept personnes du village de Gagna feront les sacrifices du Mercredi c'est à dire la veille de la pêche collective qui est un jeudi. Il est interdit à toute tierce personne de Gagna de s'y rendre. 2) La mare reste sous la surveillance des habitants de Gagna. 3) Gagna renonce à l'ancienne coutume qui prévoyait la participation de tout le village aux sacrifices du Mercredi. 4) Tous les différents provoqués par cette affaire ont été révolus."

Droit Appliqué: **Etatique**

Respect de la décision: **Oui**

Ecroquis des lieux



VILLAGE: TANDA

LEYDI: JALLUBE BURGU

Cercle: TENENKU

Arrondissement: TOGGERE KUMBE

Ref Objet: O

ETAT du conflit: Passé ?

ETAPES: 1978 - 1979

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Le possesseur de la pêcherie refuse l'utilisation de sennes par les autres.

PARTIES: Village de TANDA c/ Village de M'bonga

ETHNIES: Bozo

FAITS:

Le village de Tanda est possesseur de la pêcherie d'un bras du fleuve Jaka où vont pêcher les villages alentours de M'Bonga, Kana, Wualo, Tibitaba. "A ce moment on ne pêchait qu'avec les filets à main, kobaje. Lorsque les hameçons et les filets longs sont venus, c'était M'Bonga le seul qui exploitait les eaux, parce qu'il était pêcheur de profession. Maintenant la pêche est faite par Tanda par intermédiaire" (Demba BA, chef de Wualo, in Rapport du Chef d'ardt. n°69/ATC du 25/5/78). Depuis trois ans Tanda utilise les sennes, de 1975 à 1978, [puis les a abandonnées selon une version, probablement en raison du fait que cet engin ne respecte pas suffisamment la ressource et ne permet pas d'en assurer une gestion durable].

Le conflit est né lorsque M'Bonga est venu pêcher avec des sennes, en 1978. Tanda s'y est farouchement opposé: "Au début de la période de pêche cette année, nous avons appris que les gens de M'Bonga ont amené un filet étranger, c'est à dire méconnu dans le pays, nommé "Boubi Kippinou", un filet qui ramasse tout au passage sans épargner ni gros ni petits poissons. Nous avons contacté le chef de village de M'Bonga pour lui dire de les empêcher de descendre ce filet parce qu'il racle tout au passage. La commission a été faite au chef de M'Bonga et ce dernier a demandé une rencontre au conseil de village au bord du fleuve pour une mise au point. Nous sommes allés au rendez-vous. Il s'était exprimé en ces termes: ton conseiller nous a empêché même de soustraire une arête de poisson dans le fleuve. J'ai fait savoir au chef de M'Bonga que nous avons seulement refusé le filet étranger dans le pays, qui balaie tout le poisson. Il m'avait prié d'accepter ce nouvel engin mais nous avons refusé. Nous pouvons vous accepter comme d'habitude: les hameçons, le filet à plomb, les filets à main etc." (Barke Tammbura, chef de village de Tanda, ibidem).

M'Bonga saisit l'administration qui fit savoir qu'il pouvait utiliser les sennes puisque Tanda les avait utilisées (et les utilise peut-être encore). Mais pour la coutume le cas est différent: ou bien ils pêchent ensemble avec le nouvel engin, ou bien c'est Tanda seul qui l'utilise et qui donne une part (sic). Tanda maintient sa position et refuse catégoriquement que M'Bonga pêche avec la senne dans ses eaux. En fait les pêcheurs de M'Bonga, qui seraient professionnels, se sont cotisés pour acheter une senne, en 1978. En revanche, Tanda ne possède pas de sennes, mais fait venir des étrangers qui en possèdent. L'administration réagit en décidant que la pêche s'effectuera jusqu'au 15 mai avec les engins locaux et ensuite tout pêcheur pourra pêcher librement avec des sennes. La vision que l'administration a du conflit est la suivante: "Tanda, village plus ancien que M'Bonga, avait dans le passé la propriété coutumière de l'eau. De ce fait, M'Bonga devait obtenir l'autorisation pour pêcher. Le poisson devenant une ressource intéressante, Tanda depuis quelques années utilise des grands filets pour exploiter les lieux. Ayant goûté la richesse procurée par le poisson de cette pêcherie qui, dans le passé était exploitée seulement pour la subsistance, Tanda a fait des difficultés à M'Bonga dans l'exploitation. Ce dernier village de pêcheurs connaissant le droit des pêcheurs (collectivisation) a porté l'affaire devant le chef d'Arrondissement qui a fait comprendre aux populations de Tanda

qu'elles ne pouvaient en aucun cas empêcher leurs voisins de M'Bonga de pêcher. C'est donc à ce moment que nous avons pu constater des erreurs et même des fautes commises par les uns et les autres dans l'exploitation des eaux à savoir: le recrutement d'autres pêcheurs pour exploiter en partageant avec les propriétaires des filets le produit, donc perception de redevances; l'esprit de propriété coutumière" (Lettre n°79/CT du 30/6/78 du Cdt de Cercle).

PROCEDURE: **Administrative**

Résolution amiable ?: **Non**

DECISION(S): Acte Administratif n°1/CT de règlement de litige, du 31/5/78, du Cdt de Cercle.

DROIT:

L'administration tranche sans tenir compte du tout du droit traditionnel, en fixant une date limite de début de pêche à la senne: "Les villages de Tanda et M'Bonga pêcheront jusqu'au 15 mai chaque année avec les engins locaux: "Kobadié"" (art.1). "A partir du 15 mai tout pêcheur malien détenteur de permis de pêche aura droit de pêcher dans ce secteur avec des grands filets (Sennes) appelés "Bamana Maïdo", sans autorisation ni de Tanda, ni de M'Bonga" (art.2). Rejet du droit traditionnel.

Droit Appliqué: **Etatique**

Respect de la décision: **Non**

VILLAGE: WALADU**LEYDI: YALALBE****Cercle: YUWARU****Arrondissement: YUWARU****Ref Objet: O****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1974 - 1981 - 1984****RESSOURCE: Poisson****ECOTOPE: Chenal****OBJET: Emploi d'engins de pêche (grands filets)****PARTIES: Village de WALADU, rep. par Kamani THIAO, chef de village c/ Hameau M'BANAJE****ETHNIES: Bozo****FAITS:**

Dans un village, Waladu, les pêcheurs entre en conflit à propos de l'usage de grands filets (sennes). L'administration règle le problème en 1974 en divisant les eaux du village en deux zones; dans une seule de ces zones l'usage des grands filets sera permis. La première zone réservée aux filets à mains est attribuée à Waladu, la deuxième zone pour les grands filets est destinée à M'Banaje. Le conflit entre le hameau M'Banaje, considéré comme quartier de Waladu et le village de Waladu rebondit régulièrement. En 1981 une décision confirme dans toutes ses dispositions le règlement du conflit en 1974. Mais les dispositions arrêtées ne sont pas respectées. Le chef de village de Waladu accuse le chef de cantonnement forestier d'être corrompu pour permettre la pêche aux grands filets dans leur zone. Ce dernier aurait ainsi touché 750 000 F maliens.

La corruption n'est pas démontrée par la gendarmerie mais la violation de la réglementation est avouée par lui-même, Guro Bokum, chef du cantonnement forestier. Selon le Cdt de Cercle, le fond du problème est "étroitement lié à une vieille querelle opposant un village à son hameau nourrissant des velléités d'autonomie se manifestant toutes les fois que l'occasion se présente... Il est pensable de l'érection du hameau Banaje en village autonome puisse consacrer une solution définitive et durable à cette querelle fratricide qui a fait couler beaucoup de salive et d'encre" (Lettre n°33/CY-C du 4/8/84 du Cdt de Cercle).

PROCEDURE: Administrative**Résolution amiable ?: Non****DECISION(S): Note de Service n°14/CN du 15/7/74 du Cdt de Cercle - Décision n°6/D-CY du 17/2/81 du Cdt de Cercle.****DROIT:**

En 1974, le conflit relatif à l'usage d'engins de pêche est réglé en divisant la zone en deux, avec un espace exploitable avec la senne et l'autre uniquement avec des engins locaux. "Chacun des habitants du village est libre d'employer l'engin de pêche de son choix sous la seule réserve que cet engin soit conforme aux normes fixées par la Convention Régionale sur la pêche. Cependant, les eaux territoriales du village sont divisées en deux zones de pêches: - l'une allant du milieu de la berge de M'Banadjé (quartier de Waladoou) au lac Débo vers l'Est; - l'autre allant du milieu de la berge de M'Banadjé à la limite avec Kourbaka vers l'Ouest. Dans la première zone ne seront exclusivement employés que les filets à main dits "Kobadjé" en peul. Dans la deuxième zone pourra être employé tout autre engin et notamment les grands filets. Toutefois la pêche demeure libre dans les deux zones pour tout pêcheur malien à la seule condition que celui-ci se conforme aux usages locaux dans la mesure où ceux-ci ne sont pas en contradiction avec la réglementation en vigueur". Une décision administrative en 1981 reprend textuellement la note de service, la confirmant ainsi dans toutes ses dispositions.

Droit Appliqué: **Etatique**

Respect de la décision: **Non**

VILLAGE: SAARE SAMBUBU & al. c/ FARAYENI & al.

LEYDI: JAMALI DOOGO & WURO N'GIYA **Ref Objet: O**

Cercle: TENENKU & YUWARU

ETAT du conflit: Passé

Arrondissement: TOGGERE KUMBE & DOOGO **ETAPES: 1981 - 1982**

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Utilisation d'engins de pêche (les sennes).

PARTIES: Villages de SAARE SAMBUBU, SARBERE, SILDE, TOGGERE KUMBE c/ Villages de FARAYENI, GANDETAMA, YERE-YERE, DOGO

ETHNIES: Bozo

FAITS:

L'affaire débute en mars 1981. Les responsables politiques et administratifs des arrondissements de Dogo et Toggere Kumbe établissent une résolution le 29 mars 1981, donnant la liberté de pêche aux ressortissants de Dogo, tout en interdisant l'emploi des sennes. Les villages voisins, dont Frayeni, s'opposent à cette décision. Le Cdt de Cercle de Yuwaru considère comme nulle la résolution et autorise ses ressortissants à utiliser les sennes. De là vient le conflit entre les deux communautés de pêcheurs. Traditionnellement possesseurs de senne, les Somono viennent de Jafarabe pêcher dans le Mayo TAMA avec l'accord des riverains moyennant le partage du produit de la pêche. Au cours d'une réunion visant à résoudre ce conflit entre pêcheurs de deux Cercles différents, le 22 juin 1981, le gouverneur considère que le Cdt de Cercle a eu tort d'annuler une résolution politico-administrative et d'autoriser la pratique de la senne strictement interdite par la réglementation moderne. Le droit traditionnel n'est plus applicable (sic). La compétence en matière de pêche revient aux comités de pêche villageois (sic). En 1982, l'administration relève l'emploi d'engins interdits par les villages de Farayeni et Gandétama.

PROCEDURE: Administrative

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S): PV de rencontre, du 22/6/81

DROIT:

Le Gouverneur condamne la non-application du droit moderne interdisant l'emploi des sennes et rejette la pratique du droit traditionnel: "Quand deux villages doivent pêcher en commun, les deux comités de pêche doivent se réunir et discuter des modalités conformément à la réglementation en vigueur. L'Etat malien seul ordonne et décide de l'utilisation des eaux et des bourgous du territoire entier. Donc, il n'appartient à personne". La pratique d'autoriser des pêcheurs de sennes moyennant redevance et formellement interdite sous toutes ses formes (sic).

Droit Appliqué: Etatique

Respect de la décision: Non

VILLAGE: GOBE**LEYDI:** JALLUBE BURGU**Cercle:** MOPTI**Arrondissement:** JALLUBE**Ref Objet:** O**ETAT du conflit:** Passé**ETAPES:** 1962 - 1970 - 1980 - 1983.**RESSOURCE:** Poisson**ECOTOPE:** Fleuve + Mare**OBJET:** Accès aux pêcheries dans fleuve, chenaux et mares, avec de nouveaux engins de pêche**PARTIES:** Pêcheurs de Gobe, rep. par Gnaga Samba TIAMUKA c/ pêcheurs bozo de Mandé, rep. par Debare KANTA**ETHNIES:** Riimaay'be c/ Bozo**FAITS:**

Il y a plus de 50 ans tous les pêcheurs des neuf villages de la bordure du fleuve Pondori {Gobé, Jallubé, Saba, Vampiri, Tanuma Guida, Tanuma Wuro, Wuro Alfaka, Kakagnan Wuro et Kakagnan Saré} se sont réunis chez le chef de village de Gobe, premier occupant de Gobe et chef des eaux, pour organiser la pêche dans le fleuve, ses bras, et dans les mares. De cette concertation collective est sortie une organisation d'accès à la ressource halieutique, fixant la date de début de pêche, préconisant de toujours inviter les pêcheurs voisins qui sont les Bozo de Mandé, partant du principe que toute personne pêchant avant la date fixée sera bannie et tablant sur la nécessité d'effectuer les sacrifices. "Depuis cette réunion chaque fois que le chef des eaux enlève les sacrifices nous fixons la date et nous avertissons tous les neuf villages et les Bozo Mandé. A la date fixée, la pêche était ouverte dans le fleuve et les mares y compris la mare appelée Nadaly ". Au début de l'indépendance, en 1962, les Bozo de Mandé sont venus voir le chef des eaux pour l'utilisation de grands filets de pêche. Ce dernier leur répondit qu'il ignorait ces engins et qu'il ne souhaitait pas qu'ils les utilisent. En 1963, les Bozo de Mandé reviennent trouver le chef des eaux le jour du sacrifice (d'une chèvre noire), c'était un dimanche. Ils lui expliquent qu'ils ont acheté les grands filets. Le maître des eaux leur répond qu'il ne peut les autoriser sans consulter les autres pêcheurs. Après avoir effectué le sacrifice, le maître des eaux réunit quelques notables. Ensemble ils décident d'accorder l'autorisation mais moyennant le paiement d'un prix. Ils adoptent ainsi une nouvelle règle: toute personne étrangère aux villages qui vient pêcher dans le fleuve avec un petit ou grand filet paye 2 500 francs malien. Le chef des Bozo de Mandé, Debara Kanta, mis au courant de cette décision, 2 jours avant le début de la pêche, est d'accord. Cette année la pêche s'est déroulée sans problème et les Bozo ont payé. En 1970, les Bozo de Mandé qui sont de plus en plus nombreux et riches commencent à pêcher avec les filets dans les mares. Le descendant du maître des eaux se rendit dans leur campement pour leur interdire de poursuivre la pêche dans les mares avec leurs filets. Ils répondirent qu'ils payaient le prix fixé et qu'ils continueraient de pêcher partout où ils peuvent trouver du poisson. Sur cette démarche infructueuse le maître des eaux convoqua tous les pêcheurs des neuf villages afin de leur rendre compte de la réaction des Bozo de Mandé. Diverses solutions ont été avancées: ne plus les inviter à la pêche collective; les faire décamper; saisir les Eaux et Forêts de Mopti. Le maître des eaux décida de laisser les Bozo pêcher jusqu'à la fin de la saison. Notons que ces dernières années l'insuffisance des eaux ne permet plus d'organiser des pêches collectives comme avant. En 1980 une pêche collective est effectuée dans la mare "Nadaly" sans inviter les Bozo de Mandé. Sans en demander l'autorisation (sans y être invités) ces derniers allèrent pêcher dans un bras du fleuve appelé "M'Bengana". Le maître des eaux les enjoignit de ne plus pêcher dans les eaux de Gobé sans son autorisation. La réponse fut: "nous sommes tous les mêmes et personne ne peut nous empêcher de pêcher dans le fleuve"; de plus il affirma que c'est une affaire qu'il doit régler avec le chef de poste forestier de Jallube et non avec le maître des eaux. Les Riimaay'be veulent maintenir les

engins de pêche traditionnels et empêcher l'usage des grands filets par les Bozo de Mande qu'ils ne peuvent s'offrir. Les Bozo veulent outrepasser la tradition afin d'utiliser des engins de pêche modernes (grands filets) et pêcher librement où et quand ils veulent. Les neuf villages ont décidé de saisir le chef d'arrondissement qui se prononça le 12 octobre 1983 pour maintenir l'emploi des grands filets, que le droit étatique admet dans le delta. Le reste demeure du ressort traditionnel.

PROCEDURE: **Administrative**

Résolution amiable ?: **Non**

DECISION(S): Décision n°? , le 12/10/83 du Chef d'Ar. de Jallube

DROIT:

Le Chef d'Arrondissement de Jallube confirme le 12 octobre 1983 l'existence d'une Convention orale entre Gobe et les Bozo de Mande et désapprouve la décision unilatérale de mettre fin à cette Convention: "... nous invitons les parties à s'entendre si possible selon leur ancienne procédure pour la fixation de la date de pêche". Il rejette une quelconque propriété des populations de Gobe sur les eaux: "L'utilisation du grand filet est acceptée dans la cinquième Région. La manière d'agir des gens de Gobé dénote une certaine prétention de propriété qu'ils ont sur le fleuve comme un lieu personnel dont on dispose. Nous n'ignorons pas qu'aucun groupe ou personne ait une propriété sur les eaux". Mais l'administration souhaite maintenir la coutume locale: "La situation et les habitudes que nous avons trouvées demeurent inchangées" sauf en ce qui concerne les engins de pêche (grands filets).

Droit Appliqué: **Etatique**

Respect de la décision: **Oui par force**

VILLAGE: N'GARWOYE BOUGOUDIE**LEYDI: YALALBE****Cercle: YUWARU****Arrondissement: YUWARU****Ref Objet: O****ETAT du conflit: Passé ?****ETAPES: 1971 - 1981 - 1983 - 1984 - 1988****RESSOURCE: Poisson****ECOTOPE: Chenal****OBJET: Pêche des étrangers avec des engins, les sennes, non traditionnels des lieux.****PARTIES: Pêcheurs autochtones des villages de N'GARWOYE BUGUJE, N'GARWOYE GARUJE, TANEREDJI c/ pêcheurs nomades de JUGEL, rep. par Yakuba NIENTAO.****ETHNIES: Bozo c/ Somono****FAITS:**

C'est vers 1939 que les premiers pêcheurs étrangers s'installèrent sur la rive du chenal Wagnola. Ils cohabitèrent harmonieusement avec les Bozo autochtones. Deux faits vinrent rompre l'équilibre de la zone: le nombre de plus en plus important de pêcheurs étrangers (nomades) équipés de grands filets, les sennes, et l'installation d'une sécheresse persistante depuis les années 1971-1972. Des heurts se produisirent en 1971 entre autochtones sous-équipés ne possédant que des filets à deux mains et les pêcheurs nomades détenteurs de grands filets. Les autochtones se défendirent en interdisant l'usage des grands filets. Les autorités administratives divisèrent en 1972 le bras du chenal en plusieurs portions attribuées aux parties. Les portions revenant aux autochtones furent exclusivement réservées aux engins de pêche à deux mains et à la seule senne existante à N'Garwoye Garuje. Les nomades étaient autorisés eux à pêcher dans leur portion avec leurs sennes.

Au fil des années, le poisson se raréfia dans les portions détenues par les nomades. Ceux-ci insatisfaits firent rebondir le litige tant au niveau des Comités de pêche des villages de l'Arrondissement qu'au niveau du Cercle. Ils revendiquèrent l'application du droit étatique: les eaux appartiennent à l'Etat et l'autorité des maîtres d'eau n'est plus et dénoncèrent le fait qu'un des villages autochtones utilisait une senne comme les leurs. Le Conseil de pêche tenta la conciliation et proposa deux options: conserver le statu quo ou autoriser les nomades à pêcher avec une senne avec les pêcheurs de N'Garwoye Garuje et maintenir l'utilisation unique d'engins à deux mains dans la portion à Tanereji. La conciliation échoua et Yakuba Nientao, fort du droit étatique, saisit directement le Gouverneur. Le Gouverneur par décision n°89/GRM-CAB du 9 juin 1981 créa la Commission Régionale ad'hoc pour résoudre le litige en question. Cette dernière se transporta sur les lieux et rencontra toutes les parties. A l'issue, elle revient avec une série de recommandations que le Gouverneur adopta dans sa décision du 2 septembre 1981. Cette dernière régleme l'usage des engins de pêche. Mais cette décision ne met pas fin au conflit.

L'introduction en masse de sennes génère une opposition farouche des autochtones qui souhaitent maintenir suffisamment de poissons pour eux: "Nous avons des coutumes et traditions sur lesquelles nous vivons. Nous avons trouvé que nos parents ont toujours collaboré avec des arrivants. Yakuba est venu perturber et détruire tout. Nous avons tout fait pour qu'il se conforme à nos réalités mais impossible... il ne vise toujours que ses propres intérêts... En pratiquant la pêche comme le veut Yakuba avec ses engins, toute vie y sera impossible après" (Sori Amiri Thiao in PV de réunion de la section UDPM de Yuwaru, le 18/3/83). "De Bamako à Gao, partout il y a des pêcheurs professionnels. Partout on travaille la main dans la main. Yakuba et Cheickna Traore ont mis sur pied une association de pêcheurs professionnels pour combattre les autochtones et piétiner les coutumes et traditions. C'est ce que nous ne comprenons pas" (Cémogo Konta, ibidem). Les pêcheurs autochtones souhaitent maintenir leur patrimoine (sic) et s'accrochent à leur droit traditionnel estimant que la ressource disparaîtra s'ils laissent les nomades utiliser leurs trente-deux filets, qui compromettent

dangereusement leur existence. "... Ils ne traitent qu'avec les autorités et viennent nous brimer dans nos droits. Nous leur avons demandé de se conformer à nos réalités, ils ont refusé" (N'Gada Koranzo, ibidem). A l'argument de ne pas se conformer aux traditions en utilisant des sennes, Yakuba Nienta répond: "Chacun a ses engins. Leurs engins sont primitifs et répondaient aux besoins de leurs populations d'antan. Actuellement, la population s'est multipliée et les eaux ont baissé..." (Ibidem). Etrangement le Gouverneur rappelle le principe de la première occupation du droit traditionnel: "la terre appartient à ses premiers occupants", au lieu d'invoquer le droit étatique et confirme le fait qu'un étranger doit se conformer au droit endogène: "Quand on vient chez les gens on doit danser leur danse ou on va ailleurs" (Ibidem). Yakuba Nienta fait administrativement l'objet d'une expulsion des lieux en tant qu'élément perturbateur de l'ordre public. Cette mesure d'interdiction de paraître sera levée le 12 novembre 1984 (Décision n°245/GRM-CAB-3) sur ordre ministériel. En 1988, Yakuba Nienta revendique ses droits, notamment l'application de la décision administrative n°138 réglementant la pêche sur le chenal Wagnola (Lettre du 14/6/88 au Gouverneur).

PROCEDURE: **Administrative**

Résolution amiable ?: **Non**

DECISION(S): Décision n°138/GRM-CAB du 2/9/81 du Gouverneur -

DROIT:

Le Gouverneur réglemente l'accès à la zone de façon commune dans le temps l'espace et la technique, en rejetant le droit traditionnel: 1) Du début de la crue jusqu'à la décrue, signifiée par la rupture totale avec le Niger à Tialde, l'usage de la senne est libre mais limité en nombre: 5 sennes deux fois par semaine dont 4 pour les nomades et une pour Garwoye. 2) De la rupture avec le Niger à la nouvelle crue, seuls les engins individuels (nasses, palangres, filets dormants, etc) sont autorisés tandis que l'usage de la senne est strictement interdit pour tous. 3) La décision rejette la coutume: les deux jours de pêche collective sont déterminés par le Comité local de pêche de Guidio et sont sous la surveillance de l'administration; enfin, "tous les privilèges coutumiers contraires à l'esprit de cette décision sont abolis".

Il semblerait que cette décision soit inapplicable car la pêche "doit commencer normalement dès que le chenal coupe avec le Niger à Tialdé; or c'est ce que la décision 138 interdit justement" (PV de réunion de la section UDPM de Yuwaru, le 18/3/83).

Droit Appliqué: **Pratique**

Respect de la décision: **Non**

VILLAGE: JALLUBE

LEYDI: JALLUBE BURGU

Cercle: MOPTI

Arrondissement: JALLUBE

Ref Objet: Q

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1973 - 1982 - 1984

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Pêche (barrages)

PARTIES: Hameau TIAÏDE (village JALLUBE) c/ village de GOBE

ETHNIES: Bozo c/ Riimaay'be

FAITS:

Le litige porte sur trois barrages situés à Tiaïdé (Jallube) qui se nomment Bomboro, Yittère Bibéboye et Houndouko-Moko. Les grands-parents du hameau de culture Tiaïdé ont cédé le droit d'exploitation à la famille Niumanta de Gobé. Cette famille a régulièrement exploité les trois barrages jusqu'en 1970, année de la quarantaine restreignant les mouvements des populations à travers le pays du fait de la grande épidémie de choléra. Cette année la famille Nioumanta ne put venir exploiter les barrages. Le droit d'exploitation fut confié à Boureïma Weni et Mama Kanta. L'année suivante au retour de la famille Nioumanta, Weni et Kanta ne voulurent pas céder la place. Les chefs d'arrondissement trouvèrent chacun une solution ou un compromis sans jamais trancher la question sauf en ce qui concerne le barrage de Bomboro, le plus large (12 voies), qui fut attribué au pêcheur Boureïma Weni. "Le barrage d'Itérébibéboy placé sur une entrée d'eau donnant sur des rizières a été rendu inexploitable du fait de la colonisation progressive du terrain par les cultivateurs, il se trouve sur une élévation par rapport à celui de Hondokomako. Les villageois de Tiaïdé s'étant toujours opposés à son utilisation depuis l'occupation récente des lieux ont fait en sorte que les pêcheurs ne trouvent plus de place pour l'accostage des pirogues en dehors de la rizière limitrophe. Le seul barrage exploitable a été remis aux deux familles Nioumanta et Kanta qui doivent l'exploiter chacune sur une voie et le fruit de la pêche mis en commun et divisé en 8 parts égales: 7 pour les Nioumanta les plus nombreux et une part pour les Kanta (famille restreinte).

Cette solution, il va sans dire, ne donna satisfaction ni aux Bozo ni aux habitants du village selon qu'ils soutiennent telle ou telle famille. Le comité de pêche de Dialloubé ne trouva pas meilleure solution au problème dans sa réunion de janvier 1982 et se proposait après le refus de la partie accordant son soutien aux Nioumanta de retirer purement et simplement l'usage du barrage aux 2 familles bozo et le remettre à la jeunesse ou aux Anciens Combattants de Dialloubé qui ne pourront que le faire exploiter par d'autres professionnels s'il s'en trouve un qui voudrait prendre la place de ses confrères expulsés (Compte rendu de Mission des Eaux et Forêts, du 23/3/82). Gobé s'estime "propriétaire coutumier" et souhaite que la tradition soit respectée, Hambaba Diallo: "A propos des barrages Yitéré Beboye, Hondokomako et Bomboro, ce sont nos grand-parents qui ont offert le droit d'exploitation à la famille Nioumanta. Et cette famille a toujours observé la tradition jusqu'à nos jours. Autrefois le produit de la pêche un jour sur trois nous revenait et était acheminé à Gobé. Finalement il fut transféré à Tiaïdé et destiné à Coopé Demba qui est originaire de Gobé" (PV de réunion du Comité de pêche de Dialloubé, du 17/1/82).

Un notable de Tiaïde donne sa version: "Si nous remontons l'histoire, les Peul et les Jawanbé étaient seuls maîtres des eaux et des terres. Les Riimaay'be n'avaient pas de propriété. Ce sont les Peul et les jawanbé les fondateurs. Les Riimaay'be géraient donc certaines propriétés de leurs maître qui sont les Peul et les jawanbé. Les barrages, nous les avons hérités de nos grand-parents qui les ont eu par le truchement des Jawanbé dont ils étaient les subordonnés [Autrefois sur le produit de la pêche qui

nous revenait on remplissait une calebasse de poissons qu'on envoyait aux Jawandé. A propos des champs également on prélevait deux grandes gerbes sur nos récoltes de riz qu'on leur envoyait]. Ces barrages ont été exploités respectivement par Seyni Sirabara, Sekou Sewery Wabo. C'est au départ de ceux-ci qu'arrivèrent les Nioumanta. Et selon la coutume chaque année à leur arrivée, un des leurs se rendait à Tiaïdé pour annoncer leur venue à Massata, notre grand-mère. Celle-ci venait au bord et prenait un bagage quelconque de leur pirogue qu'elle ramenait sur la berge; c'est alors qu'ils mettaient tous pied à terre. Au moment d'installer le barrage également ils venaient consulter Massata. Elle offrait les sacrifices du moment et ordonnait la pêche. Le premier produit de la pêche lui revenait et elle le partageait entre les différentes familles de Tiaïdé. Excepté le premier produit de pêche, le produit était également envoyé au village un jour sur trois et partagé entre les différentes familles. Et même un passant avait droit à quelque chose parce que le barrage se trouve sis au bord, il est donc public.

Les Nioumanta ensuite ont fait deux ans sans venir à Tiaïdé (selon Hamadi Sana: la raison ici n'est pas uniquement le choléra mais le fait qu'ils ont acheté des pinasses pour pêcher vers le Nianpago. L'aîné Nioumanta affirma à Tiaïdé qu'il pouvait faire pêcher un autre Bozo si le besoin s'en faisait sentir)... Quand Mama Nioumanta vint à nous prétextant que le barrage était à lui et qu'il voudrait faire partir Mama Kanta, nous lui avons dit que le barrage n'est pas à lui, mais que nous sommes pour un compromis si cela est son salut. Refusant toute entente il partit voir M. Niapandiri (chef d'A.) qui lui recommanda de pêcher conjointement avec Mama Kanta sur les lieux.

Quand M. Malle (Chef d'A.) arriva, il les ordonna de partager le produit de pêche en huit parties, Mama Kanta constituant un huitième et Mama Nioumanta pour les 7/8. Mama Kanta ne fut pas d'accord et le problème depuis lors n'a cessé de croître" (PV de réunion du Comité de pêche de Dialloubé, du 17/1/82). Mais ils pêchèrent de cette manière pendant deux ans.

Le problème rebondit ensuite au nouveau Chef d'Arrdt, qui comme mesure provisoire remit le barrage à l'association de la jeunesse de Jallube. Le village Gobé s'est mis dans l'affaire à ce moment là sous l'impulsion de Baburu Tambura de Gobé. Les villages de Gobé et Tiaïdé n'ont de commun que la pêche collective de la mare de "Nadaly". Selon le délégué des pêcheurs, Bokary Koro Kébé, le conflit de pêche provient d'une division de Tiaïdé du fait d'un litige de champs. La présence dans ce litige des gens de Gobé s'expliquerait par la présence d'un des leurs, Niaga, résidant à Tiaïdé, qu'ils souhaitent soutenir. Suite à la réunion du comité de pêche, en janvier 1982, le chef d'Arrondissement de Jallube répartit les barrages comme suit: Bomboro est pour Boureïma Weni, Hondokomako pour Mama Nioumanta et Mama Kanta qui se partagent la digue entre l'Est et l'ouest; le chenal Itère Bibéboy reste inexploité (car situé dans les rizières).

Une note de service administrative modifie sept mois plus tard cette distribution: le barrage de Hondokomako est exploité par la famille Nioumanta et le barrage Bomboro par Boureïma Weni (8 voies) et Mama Kanta (4 voies). Cette dernière décision mécontente les pêcheurs de Jallube. Leur chef de village écrit le 7 octobre 1983 au Gouverneur. Un PV de réunion du Conseil de pêche à Jallube, du 16 février 1984 confirme le fait que le village Gobé n'a aucun droit de pêche à Tiaïdé. Le chef de village de Gobé affirme: "Je reconnais que les ressortissants de mon village n'ont aucun droit de propriété ou d'usage sur les pêcheries de Tiaïdé. J'ai maintes fois mis mes gens en garde quant à leur présence dans cette affaire. Nous les avons suivis, car ils prétendent avoir le pouvoir de nous procurer ces pêcheries". Cette réunion débouche sur la proposition suivante: le partage du barrage Houndoukomako en deux voies entre la famille Nioumanta et Kanta (tel qu'en 1973), le statut quo d'avant l'éclatement du litige pour les 2 autres et le retrait de toute prétention du village de Gobé. Le Directeur régional des Eaux et Forêts cautionne cette proposition auprès du Gouverneur (Lettre n°23/DR-EF-M du 20/2/84). Le Cdt de Cercle de Mopti la transforme en décision, le 27 février 1984.

PROCEDURE: Administrative

Résolution amiable?: Non

DECISION(S): Décision n°01/AD du Chef d'A., le 1/2/82 - Note de Service n°15/AD du Chef de Cantonnement, le 8/9/82 - Décision n°7/CM du Cdt de Cercle, le 27/2/84.

DROIT:

L'administration dans sa décision du 1er février 1982 répartit l'exploitation des barrages comme suit: "L'exploitation du barrage de "Bomboro" est accordée à Boureïma Weni Tanapo (art.1); Le chenal de Yittère Bibéboy ne peut être exploité parce qu'il se trouve en plaine rizière (art.2); Le barrage de

Houdouko-Moko sera exploité communément par Mama Nioumanta et Mama Kanta. Mama Niaoumanta prendra la digue Ouest et Mama Kanta la digue Est. Chaque partie conserve le produit de son travail (art.3)". Conformément à une correspondance du Gouverneur du 7 juillet 1982 (249/GRM-CAB-C-3), le Service des Eaux et Forêts prend une Note de Service réattribuant l'exploitation des barrages: celui de Hondokomako pour la famille Nioumanta et celui de Bomboro pour Boureïma Weni (8 voies) et Mama Kanta (4 voies). "Le barrage d'Interébibéboye sera quant à lui fermé par la famille Nioumanta mais il ne sera pas pêché". Le Cdt de Cercle revient sur ce partage le 27 février 1984, semblant ainsi clore définitivement le conflit: "Reste et demeure maintenu, le partage tel qu'il avait été effectué en 1973, en deux voies principales, de la pêcherie dite de "Houndouko-Mako" dans le périmètre de Tiaïdé entre les familles Nioumanta et Kanta, dont les droits sont confirmés d'usage et d'exploitation sur ladite pêcherie (art.1). La voie la plus grande passant à l'ouest du bourrelet formé au coeur de la pêcherie, est attribuée aux Nioumanta; la plus petite voie, celle passant à l'Est du même bourrelet est attribuée aux Kanta (art.2). Les barrages de pêche dénommés Bomboro et Yitéré-Béboy qui ne font pas partie de l'objet du litige, conservent leur statut-quo d'avant l'éclatement dudit litige (art.3). Il est demandé de façon itérative, sous peine de poursuites, au village de Gobé, qui n'est ni partie concernée, ni partie intéressée, à se défaire de toute revendication domaniale dans la zone de Tiaïdé (art.4)".

Droit Appliqué: **Pratique**

Respect de la décision: **Oui**

VILLAGE: BARGUE**LEYDI: Hors delta****Cercle: BANDIAGARA****Arrondissement: NINGARI****Ref Objet: A****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1972 - 1973 - 1976 - 1983****RESSOURCE: Terre****ECOTOPE: Champ****OBJET: Revendication d'un champ****PARTIES: Ambaïndé TOLOBA de DALEKANDA c/ Allaye TOLOBA de BARGE****ETHNIES: Dogon****FAITS:**

Ambaïnde Toloba réclame la "propriété d'usage" d'un champ qu'il prétend avoir hérité de son père et sur lequel il a planté des arbres fruitiers (6 manguiers, 2 "sommos" et 3 goyaviers). Selon le défendeur, Allaye Toloba, le champ avait été prêté par son père. L'emprunteur avait à son tour prêté une partie du champ. Celui qui a hérité du prêt de la totalité du champ est Toniémo, or actuellement il ne respecte plus le principe du don d'une contrepartie, ici un fagot de bois, en guise de reconnaissance au possesseur. C'est pourquoi Allaye lui retire le prêt. L'exploitant Ambaïndé remet régulièrement pour sa part une contrepartie à Allaye. Courant 1972, le juge de paix avait tenté de raisonner Toniémo afin qu'il se conforme à la coutume (remise du fagot comme contrepartie). Il avait également demandé au chef de village de Barge de cesser de distribuer des parcelles de terre de la famille de Allaye Toloba (cf. Conflit n°57). Une conciliation le 21 mai 1972 aboutit à un accord réglant le problème.

Depuis, Ambaïdé étend ses prétentions d'exploitant à possesseur; ce que conteste Allaye qui souhaite qu'on lui reconnaisse son droit de possesseur. Le 16 novembre 1972 une tentative de conciliation échoue. Le juge de paix à compétence étendue de Bandiagara est saisi de l'affaire et tranche le 12 janvier 1973 en faveur de Allaye Toloba. Les preuves sont les contreparties versées attestant le rapport de prêt. Mais ce jugement ne clôt pas le conflit du fait que Toniomo et sa famille ne remettent pas le fagot de bois comme redevance du prêt. Le 28 décembre 1976 le procureur réunit les parties pour leur rappeler la décision judiciaire. Toniomo Toloba explique que depuis le jour du jugement "aucune entente n'a régné entre nous" mais qu'il est d'accord de s'exécuter à partir d'aujourd'hui. Cependant, Allaye Toloba n'est plus d'accord pour leur laisser le champ et souhaite le reprendre. Le procureur rappelle l'autorité de la chose jugée. Le 26 juillet 1983, le Cdt de Cercle prend une décision qui est, à un détail prêt, conforme au jugement et stipule la suppression de la redevance (fagot de bois). Le 28 juillet 1983 un PV de notification de la précédente décision administrative est dressé où toutes les parties en acceptent l'application (approuvent la décision).

PROCEDURE: Judiciaire & Administrative**Résolution amiable ?: Non****DECISION(S): Jugement du juge de paix n°1 (n°1 RG) du 12/1/73 - Décision n°14/CB du Cdt de Cercle, le 26/7/83****DROIT:**

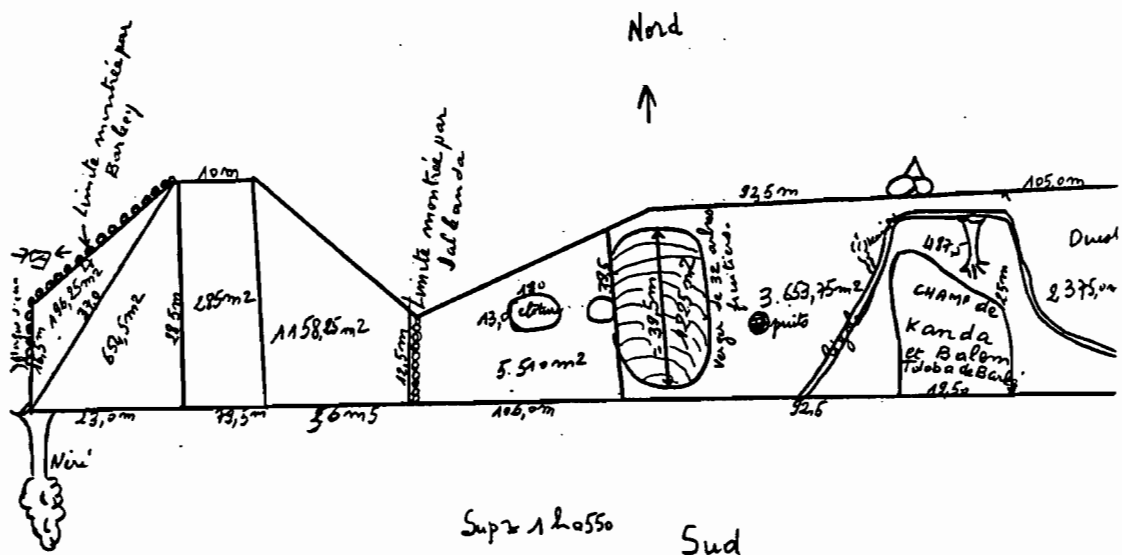
Les versements réguliers d'un fagot de bois par l'emprunteur exploitant constituent la preuve que Allaye est possesseur, le juge le reconnaît "propriétaire": "Attendu que le fait par le nommé Ambïndé Toloba d'offrir régulièrement à la fin de chaque récolte un fagot de bois à la famille Allaye Toloba en guise de reconnaissance, le fait également par Ambaïndé Toloba d'offrir 600 francs à la famille Allaye Toloba représentant le nombre de fagots de bois de quelques années et 600 francs pour supplier la

famille Allaye Toloba de lui laisser l'exploitation dudit champ, tous ces faits constituent des preuves palpables ayant trait à la propriété d'usage dudit champ en faveur de la famille de Allaye Toloba... reconnaît la propriété dudit champ à la famille Allaye Toloba, autorise la famille Ambaïndé Toloba à exploiter la parcelle qu'elle détient ...".

L'administration va à l'encontre de la justice sur un point important: la contrepartie du prêt. Celle-ci disparaît dans la décision administrative de 1983: "Le droit d'usage et d'exploitation ainsi accordé aux familles Cénomo Toloba et Sana Ambaïndé Toloba n'est soumis à aucune contrainte coutumière (fourniture de fagots de bois)" (art.4). Du droit traditionnel appliqué par le juge on passe ainsi à l'application d'un droit de la pratique.

Droit Appliqué: Pratique

Respect de la décision: oui



TOLOBA 1

Conflit n°: 57

VILLAGE: BARGUE

LEYDI: Hors delta

Cercle: BANDIAGARA

Arrondissement: NINGARI

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1972

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication de champs

PARTIES: Enaye TOLOBA, chef de BARGE c/ Toniomo TOLOBA de DALEKANDA

ETHNIES: Dogon

FAITS:

Des champs prêtés depuis longtemps sont revendiqués par l'héritier du prêteur. Selon Enaye Toloba: "Mon feu père Dogondo Toloba était ami au père de Toniomo auquel il avait offert un terrain de culture. Conformément à la coutume, celui-ci nous apportait à l'occasion de certaines fêtes traditionnelles des fagots de bois. Depuis sa mort, son fils Toniomo ne s'est pas conformé à nos coutumes et de plus il a offert d'autres terrains de culture relevant de ma propriété à des tierces personnes. Ainsi Toniomo s'est emparé de mes terres héréditaires." (PV de conciliation n°4/AM du 21/5/72). Toniomo considère qu'il a hérité les champs de son père qui étaient simplement confiées en dernier lieu au chef de Barge. Les preuves avancées par le demandeur sont des reconnaissances tacites ou explicites de sa possession: des cadeaux des exploitants demandant à conserver l'usage des champs (de 500 à 2000 F, un boubou). Des témoins confirment ces preuves et l'un d'eux précise: "Le père de Toniomo TOLOBA, d'abord installé à Barge n'était que notre étranger. Seuls des rapports d'amitié ont conduit le père de Enaye Toloba à offrir au père de Toniomo une parcelle de nos terres. C'est par la suite, et après la mort de son père que Toniomo, que nous considérons comme frère, s'est installé à Dalékanda. C'est en abusant de nos rapports de fraternité qu'il s'est permis de distribuer nos terres à des ressortissants de Dalekanda " (Kunje Toloba de Barge, ibidem).

Une conciliation, le 21 mai 1972 se réalise sous les auspices du Chef d'Arrondissement, sur la base d'un accord signé par les deux parties, confirmant la possession de la terre à Enaye ("propriétaire héréditaire"), le maintien des exploitants actuels sur les champs sans contrepartie mais avec la cueillette des fruits sauvages réservée au possesseur.

PROCEDURE: Conciliation

Résolution amiable ?: Oui

DECISION(S): PV de conciliation n°4/AM du 21/5/72 -

DROIT:

Les parties se sont entendues sur le maintien des exploitants actuels sans contrepartie mais avec la maîtrise des fruits sauvages pour le possesseur. Enaye Toloba, chef de village de Barge, est confirmé dans ces droits: "1/ Cette terre est propriété héréditaire du chef de village de Barge. 2/ Le chef de village de Barge ne pourrait user de son droit de propriétaire légitime pour expulser ceux qui exploitent déjà des champs. 3/ Désormais le chef de village de Barge conserve seul le droit d'offrir de nouvelles parcelles de culture aux demandeurs éventuels. 4/ Le chef de village de Barge garde également le privilège de cueillir les fruits de tous les arbres fruitiers sauvages contenus sur cette terre. Il ne lui sera en conséquence offert aucun fagot de bois de la part de ceux qui exploitent ses terres. 5/ Lorsqu'un cultivateur y possédant déjà un terrain de culture abandonne son champ, celui-ci passe automatiquement sous la gestion du chef de village de Barge".

Droit Appliqué: **Pratique**

Respect de la décision: **Oui**

VILLAGE: SENSELADJI**LEYDI: WURO NEEMA****Cercle: MOPTI****Arrondissement: KONNA****Ref Objet: A****ETAT du conflit: Passé resurgissant****ETAPES: Colonisation - 1994****RESSOURCE: Terre****ECOTOPE: Mare****OBJET: Revendication de mare****PARTIES: Cultivateur Tiema TRAORE c/ cultivateur Almami TRAORE****ETHNIES: Malinke****FAITS:**

Cema (né en 1955) et Almami Traore (né en 1907) sont en conflit familial depuis la colonisation au sujet de la mare du village. Voici la version de Cema Traore, confirmée par des témoins dans le PV du 1/4/94: Depuis la création du village par les grand-parents de Cema Traore, la mare "Abarawal" était sous leur détention. Le père de Cema hérita à la mort du grand-père de la chefferie et de la mare. "Après des années de sécheresse l'eau ne rentrait plus dans la mare. Le Chef du village, mon père, réunit tout le village et décida de partager la mare entre tous les habitants en vue d'une exploitation agricole. Les premières récoltes finies, Almami Traore réclama la paternité de la mare" (Lettre au Tribunal, le 10/6/93).

Selon la version de Almami Traore, confirmée par des témoins dans le PV du 1/4/94: Senselaaji a été fondé par son arrière grand-père; c'était un village de saison sèche car situé en zone inondée. Son père fonda le village sur son nouveau site. Le conflit date de l'époque de l'actuel site de Senselaaji pendant la colonisation. Le père de Cema devenant chef de village à la mort du père de Almami, réclama aussitôt la maîtrise de la mare (sic, version Almami). Dans un jugement à Mopti, les autorités coloniales ont reconnu la détention de la mare au frère aîné de Almami, Mansa, qui est resté 18 ans à la chefferie (c/ le père de Cema). Ce jugement ne fut pas retrouvé. Almami s'opposa à ce que la mare soit mise en culture par les villageois et proposa de la diviser en deux parties égales: une pour les villageois et une pour lui. Il demandait aussi la reconnaissance de son droit coutumier sur la mare de telle sorte que les futurs exploitants s'adressent à lui. Cette proposition fut d'abord acceptée et ensuite rejetée. Puis le conflit fut suspendu jusqu'à ce qu'Almami devienne chef de village.

Cinq ans après la mort du père de Cema, dès qu'Almami fut nommé chef de village, il revendiqua la mare (sic, version Cema): "Quand j'ai eu la chefferie, les gens sont venus me réclamer la mare. Je l'ai accepté. Tous ceux qui ont demandé je leur ai dit d'aller cultiver. Mais cette année (1994), moi-même je n'ai rien cultivé. Je leur ai dit qu'après la récolte ils abandonnent. Avant la récolte, Amadu Ambulo, Dioro de Wuro Nema a porté plainte contre nous" (PV d'audition le 1/4/94 (BE n°074 AR). Le conflit fut porté d'abord devant le chef d'arrondissement qui ordonna de laisser l'exploitation de la mare se poursuivre en attendant une solution définitive.

En 1993, Cema Traore saisit le président du Tribunal de Mopti par lettre du 10 juin, constatant que Almami Traore, chef de village, cultive la mare et la gère comme s'il en était détenteur. Puis le conflit se présenta devant le chef d'arrondissement suivant, l'actuel, qui sollicita la collaboration de son collègue de l'Arrondissement de Fatoma. Almami affirma que le jowro n'avait aucun droit sur la mare. Ils décidèrent oralement que: 1) la bordure du fleuve serait laissée pour le pâturage des animaux, 2) la mare sera exploitée par tout le village (par toutes les familles du village). Almami accepta cette décision.

PROCEDURE: Judiciaire et administrative**Résolution amiable ?: Non**

DECISION(S): Jugement colonial (?) - Orales de l'administration (chefs d'arrondissement)

DROIT:

Reconnait selon la partie Almami Traore sa détention de la mare

Droit Appliqué: **Traditionnel**

Respect de la décision: **Non**

VILLAGE: SARE-GUIDA**LEYDI: DABOBE****Cercle: MOPTI****Arrondissement: SOUFOUROULAYE****Ref Objet: A****ETAT du conflit: Passé resurgissant****ETAPES: 1970 - 1972 - 1974 - 1977 - 1992 - 1993****RESSOURCE: Terre****ECOTOPE: Plaine****OBJET: Revendication de champs****PARTIES: Guida DAU et frères c/ Musa Kaïma TRAORE et Musa & Yaya Amiru SIDIBE, Jowro (rep. des éleveurs de Girowel) + les héritiers de ce dernier.****ETHNIES: Peul c/ Riimaay'be****FAITS:**

Le litige commence en 1970. Il porte sur des terres situées dans la plaine de Saare Gida, dite plaine Wuldu. La plaine est ceinte du cours d'eau "Kangan", bras du fleuve Bani. Elle fait l'objet de trois types d'exploitation halieutique, agricole et pastorale. La zone agricole est exploitée par vingt-trois familles des agglomérations riveraines. La partie litigieuse totalise une superficie de 11 ha 3302 ca et se situe au centre de la plaine, avoisinant les villages de Saare-Gida (au Sud-Est) et de Dena (au Nord-Ouest). Kaïma Traore exploite deux champs (5,0480ha). Le plus petit de ces champs (1,0250ha) constitue la partie litigieuse. Il est situé contre le champ exploité par la famille Daou qui le revendique. C'est pourquoi la veuve de Kaïman Traore (Koya Samaseku) a saisi l'administration (Lettre du 21/4/72 au Cdt de Cercle). Selon les sources traditionnelles, l'exploitation de ce champ aurait été accordée à Kaïma par les dignitaires du Kunari, les Sidibe, détenteurs d'un espace concédé par les Daou, pour le payer de son travail de gardiennage de leurs rizières. De plus, sur l'ensemble de la plaine la famille Daou possède une détention coutumière reconnue par tous (Rapport du Cdt de Cercle, le 10/10/76).

A l'époque de Hambodéjo la plaine était exploitée par les habitants de Songopa et Dena "aux non et place de la famille Guida Daou qui en était propriétaire (attribuée par Hambodéjo à la famille Guida N'dao, selon Lettre n°86/CMC du Cdt Cercle, le 29/9/72). D'aucuns affirment qu'en accord avec le propriétaire coutumier, les uns et les autres abandonnèrent les lieux au profit de Hamma Abdu Sidibe, ex-Chef de Canton du Kunari vers les années 1939. C'est à cette époque que l'ex-Chef de Canton fit venir de Jebitéka le nommé Kaïma Traore à qui il attribua une portion des terres situées au Nord par rapport à son exploitation pour lui assurer la garde de ses rizières". Seku succéda à son père, Hamma, et abandonna les terres quelques années plus tard; ce dont profita Kaïma pour cultiver l'ensemble des terres. "Par la suite, le nommé Amadu Kola, frère de Guida Daou est intervenu dans l'exploitation des terres en y cultivant une partie, l'autre restant toujours avec Kaïma. Certaines sources affirment qu'une convention était intervenue entre les Peul propriétaires du burgu et la famille de Amadu Kola Daou considérée comme propriétaire des terres cultivables pour permettre l'exploitation d'une partie des terres par Kaïma, au moment où Amadou Kola s'était proposé de rentrer en possession de l'ensemble de ses terres. C'est pourquoi Kaïma a bénéficié de l'exploitation de ces terres jusqu'à sa mort en 1969. Son fils lui succéda et mourut un an après, laissant 4 enfants en bas-âge dont 2 garçons et 2 filles. C'est alors, qu'au bénéfice de ces orphelins et de Koya Samaseku, veuve de Kaïma, le nommé Musa Traore, qui se trouve être neveu et aussi beau fils de Kaïma, voulut continuer l'exploitation des terres laissées par son beau père. Il se heurta à la famille de Gida Daou." (Lettre n°37/AS du Chef d'arrdt., le 13/6/72).

On note que le champ en question est cultivé depuis 33 ans (depuis 1939) en 1972 par la famille Kaïma Traore sans qu'il y ait eu opposition. Le 24 juillet 1971 Musa Kaïma Traore signe une attestation reconnaissant à Giga Daou la détention de son champ qui le lui prête: "... atteste que le

champ que j'exploite actuellement, appartient bien à M. Gida Daou, le champ en question m'a été cédé à titre de prêt et que le propriétaire peut le reprendre à tout moment qu'il le désire" (fait à Dena, sous attestation du Chef d'arrdt.). Réunion de règlement de litige le 23 juin 1972: la famille Kaïmou Traore conserve ses droits sur le champ litigieux.

Courant 1972 une altercation intervint entre les Sidibe (Nouhoum, Usu, Jombo, Amadu et Mudiru) et le frère de Guida Daou. Les Sidibe se sont vus infliger 6 mois d'emprisonnement et 50000 F d'amende pour coups et blessures volontaires sur la personne de Amadou Daou. Lors d'une réunion du Conseil de Cabinet du Gouverneur, le 29 juin 1974, il est demandé au Cdt de Cercle un rapport circonstancié (cité supra), réalisé le 10 octobre 1976. Les conclusions sont exécutées le 26 mai 1977 (PV d'exécution). Une décision du Cdt de Cercle le 9 août 1979 effectue une répartition de la plaine entre les deux parties: le nord aux éleveurs et le sud aux agriculteurs. La justice est saisie par le Jowro, Yaya Amiru Sidibe en 1990 d'une action en revendication de terre et de déguerpissement contre le sieur Jonsaré Hamadi Mala Daou. Les témoins et un transport sur place démontrent bien que les agriculteurs n'ont pas respecté le bornage de la décision administrative mettant un terme au conflit. Le juge constate le dépassement des limites et ordonne un respect de celles-ci, donnant ainsi droit au jowro. Mais en appel, Daou argue le fait qu'il n'est qu'un gestionnaire coutumier et que ce ne sont pas ses propres champs qui empiètent sur le hariima. La Cour lui donne raison et annule le jugement sur le fait que l'une des parties n'avait ni intérêt ni qualité.

Le Tribunal est à nouveau saisi (jugement attendu). Le 28 juin 1993 Daou saisit en référé le tribunal afin d'ordonner la suspension des travaux dans toute la plaine jusqu'à ce que le tribunal vide sa saisine sur le fond, suite à une distribution de terres par les héritiers de feu Amiru Sidibe. Le juge déboute la demande considérant que les distributions de terres ne s'effectuent que dans la partie de la plaine affectée à Traore et que le litige a été jusque là réglé par la dernière décision administrative, celle n°22/CM du 9 août 1979.

PROCEDURE: Administrative & Judiciaire

Résolution amiable?: Non

DECISION(S): PV de règlement de litige, le 23/6/72 par le Cdt de Cercle - PV d'exécution de délimitation, le 26/5/77 - Décision n°22/CM du Cdt de Cercle, le 9/8/79 - Jugement n°10 (RG n°102, 1990), le 17/1/1991, du Tribunal de première instance de Mopti - Arrêt n°24 (RG n°93) le 17/6/92 de la Cour d'Appel de Mopti - Ordonnance de Référé n°12 (RG 133), le 28/6/93.

DROIT:

PV de règlement de litige: "Considérant que: 1) les parties ont unanimement reconnu que la famille Kaïmou exploite la parcelle litigieuse depuis fort longtemps sans aucune opposition; 2) Kémané a laissé sa vieille mère, veuve de Kaïmou, et ses fils encore mineurs, qui ne tirent leur ressource que de ces seuls champs; 3) Si l'on devait tenir compte des droits de propriété ancestrale, la famille de Gida Daou se verrait dépossédée de ses terres par les descendants des anciens maîtres du pays; 4) la notion de domaine public prime celle de propriété privée qui anime M. Guida et consorts." Le Cdt de Cercle décide que le champ est sous la détention de la famille Kaïmou Traore, rejetant ainsi la situation juridique traditionnelle, le prêt en l'occurrence (attestée par un acte de seing privé du 24 juillet 1971): "Le commandant de Cercle décide: 1) Le champ objet du litige d'une superficie de 8,800 ha, continuera d'être exploité comme par le passé par le famille feu Kaïmou Traore; 2) Sa surveillance est confiée à Monsieur Moussa Traore neveu du défunt et tuteur des orphelins, qui l'exploitera au profit exclusif des ayants cause de Kaïmou; 3) Les orphelins pourront disposer du dit champ dès leur majorité. Les parties ont unanimement accepté les décisions ci-dessus qu'elles ont trouvées sages et réalistes."

PV d'exécution de la délimitation, en exécution des instructions du Gouverneur (Lettre n°300/GRM-CAB du 16/10/76) reprenant les conclusions du rapport circonstancié du Cdt de Cercle, du 10/10/76: restitution des 2 champs (totalisant 5,0480 ha) à Moussa Traore, et du champ de Hama Sidibe (10,352 ha) à Guida Daou. Cette délimitation aboutira à la décision de partage de la plaine du 9 août 1979. Le Tribunal, saisi du non respect de ce partage de la plaine constate le débordement des agriculteurs qui doivent respecter la décision administrative et ordonne le déguerpissement du hariima des Peul: "Attendu qu'il est constant que Jon Saré Hamadi Mala a outrepassé les limites entre les parcelles des agriculteurs et celles des éleveurs en y cultivant du riz, alors qu'une décision

administrative en interdisait l'accès, que nonobstant mise en demeure, il n'a pas voulu obtempérer à ces injonctions en respectant cette décision, qu'il y a lieu de respecter l'esprit et la lettre de ladite décision et de faire droit à la demande de Yaya Amiru Sidibe".

Le juge se permet de souligner le fait que chacun, agriculteurs et éleveurs, "dispose de droits sur tous les accessoires se trouvant sur ses parcelles y compris les étendues d'eau (mares)"; ainsi le juge insiste bien sur une certaine "appropriation" des espaces récusant une interprétation traditionnelle de l'affectation des espaces en fonction des usages. Le Jugement est annulé par la Cour d'appel du fait que Jonsare Hamadi "n'est point partie dans le présent procès et que les vrais titulaires du droit n'ont pas participé au procès; qu'il n'est qu'un simple gestionnaire coutumier et ne peut discuter des droits attachés aux terres litigieuses;... Que de ce fait, le jugement intervenu entre des parties dont l'une n'avait ni intérêt ni qualité est nul et de nul effet".

Le Tribunal de première instance est à nouveau saisi. La saisine n'est toujours pas vidée sur le fond. Cependant en attendant, une Ordonnance de référé est introduite par Daou mais rejetée du fait de l'application de la décision administrative: "Attendu qu'il est constant qu'une instance sur le fond de cette affaire est pendante devant le Tribunal et qu'en vue de trouver une solution, l'administration, de bonne heure, précisément en 1979, avant la promulgation du C.D.F., était intervenue par la décision n°22 ... qui avait abouti au partage de la plaine de "Wouldou" entre les deux parties; qu'il y a lieu ... de constater l'existence de cette décision administrative et dire qu'elle sortira son plein et entier effet jusqu'à ce que le Tribunal se prononce sur le fond".

Droit Appliqué: **Etatique**

Respect de la décision: **Tribunal saisi**

VILLAGE: SARE-DINA c/ TOUMAYE**LEYDI:** WURO HARI**Cercle:** MOPTI**Arrondissement:** SOYE**Ref Objet:** A**ETAT du conflit:** Passé resurgissant**ETAPES:** 1950 - 1975 - 1981 - 1983 - 1984**RESSOURCE:** Terre**ECOTOPE:** Plaine**OBJET:** Revendication d'une plaine de culture**PARTIES:** Village SAARE DINA (rep. par Kawdo CISSE) c/ village TUMAYE (rep. par Amadu BA)**ETHNIES:** Agriculteurs**FAITS:**

L'objet du conflit est une plaine d'une superficie de 8 km², située entre deux villages Saare Dina et Tumaye. La plaine est traversée du Nord au Sud par un cours d'eau temporaire (marigot) appelé "Jambudi". Le conflit remonterait loin (?). Selon Tumaye: Le village Tumaye aurait été créé par des habitants venus de Manga, 70 ans avant l'installation de Saare Dina. Ce dernier village à dominante riimaay'be ne serait pas le détenteur originel des terres. Ce sont les aïeux de Saare Dina qui ont obtenu des gens de Tumaye une partie de la plaine Niade. Tumaye revendique la détention de toute la plaine. Vers les années 1950, la politique fit que le Député Bareima Bokum promit des terres à tous les villages qui voteraient pour lui; ce que fit Saare Dina. En guise de récompense, le député l'autorisa à empiéter sur les terres de Tumaye. "Selon Tumaye la limite c'est le canal Nampré-Amsala qui débouche sur le Togué Niadé, de ce togué à la mare Gnei. Au Nord de cette ligne c'est Tumaye au Sud c'est Saare Dina. Pour Tumaye le litige est né dans la partie Nord du canal vers les années 1950 quand le député Bareima Bokum autorisa quelques exploitants de Saare Dina à empiéter sur leurs terres. Dans la partie Sud du canal, il n'y aurait pas de problème puisque de ce côté, Saare Dina détient encore des champs derrière le marigot Jambuge qu'il reconnaît comme sa limite naturelle" (Rapport de Mission de la Commission Régionale de règlement de litige de terre du 17 juin 1983). Selon Tumaye donc, la limite entre leur domaine et celui de Saare Dina est le canal "Niampré Amsala" (construit par Amsala, ressortissant de Tumaye), qui serpente pour aboutir à la mare Niade donnant son nom à la plaine. Le point culminant du conflit fut atteint en 1961-62.

Le Cdt de Cercle fit faire un rapport à un technicien français de l'Agriculture (Peignon) qui recensa pour Tumaye 254 champs, soit 790 ha et 97 ha pour Saare Dina. Le conflit se calma, sans être éteint, de 1962 à 1975. Selon Saare Dina, la plaine Niade lui appartient depuis la Dina de Seku Amadu. En 1910 un administrateur colonial (Duffon) aurait tranché le différend en sa faveur. Mais pas d'écrit. En 1961-62 le Cdt de Cercle aurait tranché en prenant le marigot Jambudi comme limite naturelle entre les deux terroirs. Toujours pas d'écrit (Ibid.). Le Cdt de Cercle de Mopti dans un rapport n°861/CM du 6/8/75, repropose le partage de la plaine (comme solution provisoire) en prenant le marigot Jambudi comme limite naturelle. Avec l'aval du Gouverneur cette solution fut notifiée par note de service au Chef d'arrondissement de Soye, qui informa les deux villages de la solution, par lettre du 7 juin 1976. Tumaye s'opposa à cette solution en saisissant le 14 juin 1976 le Gouverneur d'un recours administratif au motif que la solution n'est fondée sur aucune base juridique. Le Gouverneur ne parvenant à aucune conciliation, réagit en ordonnant la fermeture de la plaine à toute exploitation; d'où l'intervention du Ministre de l'Intérieur, saisi par Saare Dina, qui demande à ce que la solution de 1975 soit appliquée. Ainsi le Cdt de Cercle, saisi par lettre n°82 du 22/4/81 du Gouverneur, prend une décision en 1981 consacrant le partage de la plaine avec comme limite le marigot Jambudi en interdisant de le traverser à tout exploitant de l'un des deux villages. Le Gouverneur suspendit la décision du Cdt de Cercle à la demande de Tumaye pour partialité, en raison du fait que la délégation

administrative avait passé la nuit à Saare Dina, en attente des conclusions de la Commission régionale d'arbitrage. Le Ministère de l'Intérieur intervint énergiquement pour lever cette suspension après l'envoi sur place d'un Inspecteur de l'Intérieur qui déposa un rapport le 17/10/81. Tumaye saisit la section administrative de la Cour Suprême qui dans son Arrêt du 14 février 1983 annula la décision du Cdt de Cercle de Mopti.

Le 30 mai 1983 la Commission Régionale de règlement de litige de terre effectue une mission sur les lieux du litige. Saare Dina revendique la partie Ouest de la plaine à partir du marigot Jambudi, tandis que Tumaye revendique l'ensemble de la plaine, de part et d'autre du marigot. La Commission propose la délimitation par le canal Nampré-Amsala; "De ce fait les exploitants de Saare Dina se trouvant derrière cette limite devraient normalement déguerpir. Toutefois, compte tenu des faits historiques découlant des droits d'usage et de jouissance Tumaye doit accepter sur les superficies qu'ils exploitaient jusqu'au 4 juillet 1962 les paysans de Saare Dina" (Rapport de Mission). Le 11 juillet 1983 le Cdt de Cercle reprend une décision reproduisant celle qui avait été annulée par la Cour Suprême, au grand mécontentement du Garde des Sceaux qui demande au Ministre de l'Intérieur de faire appliquer la décision juridictionnelle. Le Cdt de Cercle revient sur cette décision par la décision du 24 janvier 1984, sous l'impulsion du Gouverneur demandant l'annulation de la décision n°13, et s'en réfère à une nouvelle constatation des droits; en attendant une solution définitive, le Cdt de Cercle interdit toute exploitation sur les terrains litigieux.

PROCEDURE: Administrative et judiciaire

Résolution amiable?: Non

DECISION(S): Décision n°29/CM du Cdt de Cercle le 27/7/81 - Arrêt de la Cour Suprême, section administrative, n°1 du 14/2/83 (Pourvoi n°49/82 du 13 mai 1982) - Décision n°13/CM du Cdt de Cercle le 11/7/83 - Décision n°4/CM du Cdt de Cercle le 24/1/84.

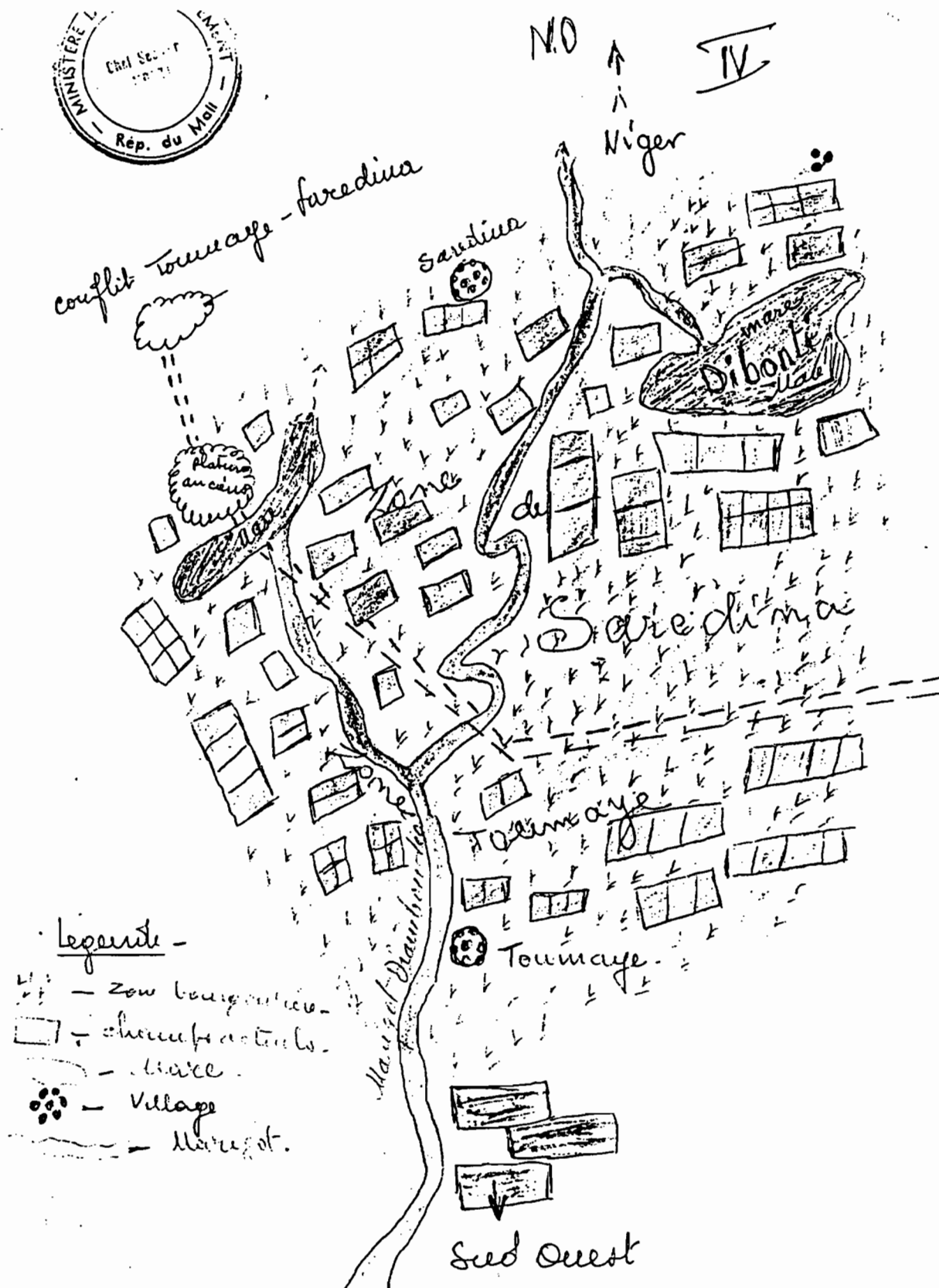
DROIT:

Le Cdt de Cercle en 1981 partage la plaine par le marigot Janbudi servant de délimitation naturelle en interdisant de traverser le marigot à chacune des parties: "le marigot Janbudi reste la limite des domaines d'exploitation et de jouissance des deux villages. En conséquence, il est interdit à tout exploitant d'un quelconque des deux villages de traverser le marigot Janbudi". La Cour Suprême fut saisie pour surseoir à exécution de la décision n°29 du 27 juillet 1981. Une autre requête fut déposée pour annulation pure et simple de la décision n°29 au motif qu'elle "viole les droits de Tumaye, lesquels droits seraient nés de l'occupation permanente et paisible de certaines terres de la plaine Niade. La Cour considère en la forme: que la demande de sursis est devenue sans objet, que "Tumaye justifie d'un intérêt à l'annulation d'une décision à laquelle il reproche de lui avoir retiré des champs qu'il exploitait sur plusieurs décennies"; au fond: le gouverneur peut en cas d'urgence suspendre l'exécution de toute décision administrative; les terres n'étaient ni vacantes ni sans maître et qu'elles étaient exploitées lors de la décision n°29, donc ne font pas partie du domaine privé de l'Etat: "Considérant que cette emprise évidente et permanente sur ces terres et de leur exploitation sont nés au profit du village de Tumaye des droits d'usage ou de jouissance sur lesdites terres. Considérant que même la réglementation coloniale en matière domaniale n'a pas entamé ces droits d'usage ou de jouissance", la Cour cite les textes coloniaux (décret du 15 /11: 35, l'Arrêté du 16/12/35 et du 8 octobre 1925). La Cour considère la violation des droits sur les champs de Tumaye situés dans la partie de Saare Dina selon la délimitation effectuée par la décision n°29: "Considérant qu'il ressort du dossier que les populations de Tumaye exploitaient des terres se situant de l'autre côté dudit marigot, terres sur lesquelles elles détenaient des droits de jouissance. Que la décision n°29/CM en assignant lesdites populations d'un côté de Janbudi, a eu pour effet de retirer à celles-ci des champs qu'elles occupaient de l'autre côté du marigot, violant ainsi les droits qu'elles tenaient de cette emprise." La Cour déclare la requête recevable en la forme et annule la décision n°29/CM du 27 juillet 1981. Ne tenant pas du tout compte de cet Arrêt, le Cdt de Cercle de Mopti réitère la décision de 1981 dans un nouvel acte administratif, décision n°13 en 1983. Ce non-respect de l'autorité de la chose jugée fait réagir le Garde des sceaux: "Il est par ailleurs étonnant de voir que faisant fi de l'autorité de la chose jugée, le commandant de Cercle de Mopti reprend la plume pour sortir une décision n°13 du 11 juillet 1983 qui n'est autre que la reproduction pure et simple de la décision n°29 annulée par la Cour Suprême" (Lettre conf. au Ministre de l'Intérieur, octobre 1983). La décision du 24 janvier 1984 annule celle du 11 juillet 1983 et dispose "Il sera procédé, sur la base de toutes les pièces constitutives

du dossier, à un nouveau examen de l'affaire Tumaye-Saare Dina, en vue de parvenir à une constatation juste et équitable des droits réels de chacune des parties au litige" (art.2); dans l'attente de la constatation de ces droits réels l'administration interdit toute exploitation de la zone (art3).

Droit Appliqué: Etatique

Respect de la décision:



VILLAGE: SIRABOUGOU-BAMBARA**LEYDI: Hors leydi****Cercle: DJENNE****Arrondissement: KONIO****Ref Objet: A****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1972 - 1975****RESSOURCE: Terre****ECOTOPE: Champs****OBJET: Revendication de champs****PARTIES: Agriculteur Bemin BWARE c/ agriculteur Bokary BWARE****ETHNIES: Bamanan****FAITS:**

La zone est située au Sud du Leydi Wuro Kofagu. N'Jé Bware décède en 1972 en laissant 14 champs de culture en héritage. Selon la version de Bukari, l'aîné, Beme Bware, se serait emparé de tous les champs, n'en laissant aucun à son cadet, Bukari. Selon ce dernier, l'aîné aurait vendu deux champs à des étrangers venus du Burkina Faso et en aurait prêté à d'autres personnes (Lettre de Bukari Bware au Gouverneur, le 16/4/75).

Les Conseillers du village ont tenté une conciliation, sans effet. Bukari a saisi le Cdt de Cercle par une plainte, en 1973 où il réclame sa part d'héritage (sa part de champs). En 1973, le Cdt de Cercle n'avait pas réagi, c'est pourquoi Bukari saisit le Gouverneur. La justice de Jenne (juge de paix) renvoya l'intéressé auprès de l'administration.

En fait, Beme exploite ses champs avec son frère Amadu, ses fils et ses neveux. Et il ressort que Bukari ne serait pas un fils de N'jé mais un parent; c'est pourquoi le Conseil de village, dans le cadre du PV de conciliation, ne lui reconnaît pas de droits sur les terres. Une décision administrative entérine le PV de conciliation, maintenant les champs cultivés à Beme. L'un des champs que Beme faisait cultiver Beme est toutefois octroyé à Bukari.

PROCEDURE: Administration**Résolution amiable ?: Non****DECISION(S): PV de conciliation n°14/AK-CD du Cdt de Cercle le 18 mai 1975 - Décision n°38/CD du Cdt de Cercle, le 2/9/75.****DROIT:**

Du PV de conciliation de 1975 il ressort: "... les conseillers de village qui reconnaissent la propriété des terres en question à Bémin mais, dont les avis ont été partagés sur la concession à faire en faveur de Boukary qui se réclame proche parent de Bémin..." et une parcelle prêtée par Beme à Amadou Garambe est attribuée à Boukary. Le PV clôt l'affaire: "toute nouvelle demande de Boukary sur les terres de culture de Bémin ne sera prise en considération". La décision du Cdt de Cercle de 1975 entérine le PV en confirmant le partage des terres litigieuses de Sirabugu opérée le 18 mai.

Droit Appliqué: Traditionnel**Respect de la décision: Oui ?**

POLENTA

Conflit n°: 62

VILLAGE: SOMOGUIRI

LEYDI: KOOTIYA

Cercle: TENENKOU

Arrondissement: DIONDORI

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1981 - 1983

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champ

OBJET: Revendication d'un champ

PARTIES: Cultivateur Demba POLENTA c/ Cultivateur Musa KONTA

ETHNIES: Bozo

FAITS:

Il s'agit d'un vieux conflit ayant déjà été réglé au sein du village par les autorités traditionnelles. En 1981 le sieur Demba Polenta saisit le chef d'arrondissement pour se voir confirmé dans ses droits une parcelle de terre que cultive Musa Konta. Le Cdt de Cercle saisi, annule l'acte administratif attribuant le champ à Polenta. Musa Konta a toujours cultivé ce lopin de terre, hérité de son père et grand-parents. Le terrain a toujours appartenu à Konta selon tous les témoins cités par Polenta.

Selon le Cdt de Cercle: "... l'affaire Demba/Musa n'est pas d'aujourd'hui, cette affaire avait déjà fait l'objet d'un règlement coutumier par les anciens du village. Le chef d'arrondissement de Jondori aurait profité de sa mutation pour prendre un acte qui n'avait jamais été accepté par le conseil des anciens" (Lettre conf. n°114/CT du 25/1/85).

PROCEDURE: Traditionnelle & Administrative

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S): Décision du 18/11/81 par le chef d'arrdt. - Décision n°30/CT du Cdt Cercle le 28 mai 1983.

DROIT:

L'acte administratif du chef d'arrondissement de Jondori décide que le champ objet du litige revient de droit à Demba Polenta: "Il en ressort que, tout autour de la parcelle exploitée par le sieur Musa Konta, ce sont des parcelles prêtées par les Polenta et le domaine du plaignant. Il est statué que les emprunteurs en jouissent en ligne directe de leur descendance. La partie qui était exploitée par f. Tié Hamadi dont la famille est éteinte, revient de droit à M. Demba Polenta."

Le Cdt de Cercle saisi le l'affaire annule l'acte du chef d'arrondissement (nul et non avenu) pour vice de forme (absence de publicité: acte inconnu de l'autre partie) et irrecevable la requête de Demba Polenta. Quant au fond: "Déclare Musa Konta seul propriétaire du terrain litigieux" (art4).

Droit Appliqué: Traditionnel

Respect de la décision: Oui ?

VILLAGE: PROMANI

LEYDI: WURO YERO

Cercle: DJENNE

Arrondissement: SOFARA

Ref Objet: A

ETAT du conflit: ?

ETAPES: 1976 - 1981

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication de terres de culture vendues pour extension du village

PARTIES: Amadu Umar BA & Fankelin DEMBELE (dimajo) c/ Ali FOFANA & Seku Bukari BUBEL (peul)

ETHNIES: Riimaay'be c/ Peul

FAITS:

Aly Fofana du village de Promani vendit des terres de culture appartenant à Amadu Umar Ba, pour usage d'habitation, "moyennant des avantages annuels à son profit" (Lettre de Ba du 7/5/76). Fankelin Dembele est le gestionnaire des terres de Amadu Umar Ba.

Amadu Umar Ba a hérité de nombreuses terres de son père qui les avait lui-même héritées de son père, Adu Hamadi Hamma Ba: "Quand mon père mourut en 1926, j'avais 10 ans car je suis de 1916. Le chef de canton de Niansanari s'est accaparé de tous mes champs de Sirabu voyant que j'étais le seul garçon et que j'étais très jeune. Je l'ai traduit devant l'autorité devant laquelle il a nié le fait et il a affirmé que mes terres sont là-bas. Et toutes les personnes à qui il avait pris les champs ont toutes repris leurs champs à cette occasion. Sur la rive droite du Bani, dans le Fakala, j'ai des terres à Promani et à Dukura. Sur la rive gauche à Sirabugu (Niansanari) et à Suga dans le Pondori." (Lettre du 20/9/81 de Ba).

Aly Fofana est le neveu de Amadu Adu qui vivait avec la famille Ba. Cette famille lui prêtait une parcelle dans les terres de culture familiales. Amadu Adou quitta la famille pour suivre un Marabout de passage à Promani. Il est mort par la suite. Aly Fofana eut accès à la terre par Amadu Adu, étranger à la famille. Le grand-père Ba donna un champ au chef du Canton de l'époque, Bocari Bubel, mais refusa de lui en donner un second. Actuellement Ba dénonce ce don car il est entaché de trafic d'influence.

En 1968, le nouveau chef de village élu fut Fankelin Dembele au détriment de Seku Bukari Bubel, cadet de l'ex chef de Canton Jaje Bocari Bubel. Cet échec généra chez Seku et son cousin Bougobali Sow, chef de village de Sofara, une haine contre Fankélin Dembele. Ne pouvant lui reprocher quoi que ce soit durant l'exercice de ses fonctions, il chercha à lui nuire au niveau de ses terres.

Selon Ba, "C'est l'échec à la chefferie (de Seku) qu'il n'arrive pas à digérer ainsi que son neveu Bugobaly Sow parce que Fankélin est un dimajo" (Lettre du 20/9/81 de Ba). La génération de Fankélin Dembele de père en fils a toujours exploité les terres de la famille Ba à Promani. (Lettre du 6/6/81 de Ba). En 1976, le chef d'arrondissement de Sofara trancha la question au profit de Fankelin Dembele. Cinq ans plus tard, le nouveau chef d'arrondissement, en 1981, remet en cause l'arbitrage de son prédécesseur en faisant payer 20 000 F de frais d'essence aux parties et en affectant les trois champs aux adversaires de Fankelin Dembele. De plus le chef d'arrondissement confisqua la décision de son prédécesseur détenue par Fankelin. Seku accompagné de gens armés vinrent trouver Fankelin dans son champ pour le tuer (sic), mais ce dernier avait été à Madioma. La gendarmerie fut saisie par le Cdt de Cercle avisé par la plainte de Fankelin. Les champs ont été mis sous interdit. Une manigance fit mettre en prison Fankelin par le juge de paix du 10 juillet 1981 au 31 juillet 1981. Pendant ce temps ses adversaires cultivèrent les champs. Le problème vient de faux témoignages liés au fait que selon un témoin "Fankelin étant un dimajo ne doit pas avoir raison sur un Peul". Pas d'autres informations.

PROCEDURE: Administrative & Judiciaire

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S): Orale du chef d'ar. de SOFARA, puis écrit (?)

DROIT:

Infirmant la décision de son prédécesseur d'il y a 5 ans, le chef d'arrondissement octroie les champs (3) à Aly FOFANA et Seku Bukary Bulbel, sans motifs juridiques. il avait essayé au préalable d'effectuer un arrangement en prêtant un champ à Fankelin et en lui en retirant deux autres. Mais Fankelin refusa cette proposition.

Droit Appliqué:

Respect de la décision:

VILLAGE: GAGNA

LEYDI: WURO ALI

Cercle: JENNE

Arrondissement: JENNE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé resurgissant

ETAPES: 1969 - 1975 - 1980 - 1991 - 1993

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication de champs

PARTIES: Agriculteurs famille KULIBALI (Bukadari) c/ Agriculteurs famille JARA (Lassana)

ETHNIES: Bamanan

FAITS:

L'affaire date de 1924 entre les Kulibali et les Jara. L'origine de l'histoire est relative à la mosquée et à l'Imam venant d'ailleurs. Ce dernier logeait chez la famille Jara et Dembele. Jaloux, les Kulibali interdirent à l'Imam de passer derrière leur concession.

"C'est ainsi que l'histoire a débuté entre les Coulibaly et les Diarra: les Diarra se sont déclarés originaires du village et les Coulibaly également se disent propriétaires du village c'est ainsi qu'ils se sont transportés devant le Cdt de Cercle qui leur a fait comprendre le village appartient aux Jara et non aux Coulibaly. Ce sont les Bozo qui ont défrichés la place du village depuis des années (selon la déposition de Mama Katle, les fondateurs de Gagna sont les Tientao qui sont arrivés 12 ans avant les Diarra qui sont arrivés le matin et les Katle le soir du même jour) . Douze années après les familles Diarra et Katle sont venues défricher une partie de la terre et se sont installées auprès d'eux. Ceux-ci sont restés pendant 24 ans. Ces 24 années écoulées, la guerre du Futa a été déclenchée et le village a été pillé. Le peu de monde qui est resté dans le village se démerda à reconstruire le village pour pouvoir s'installer. Ce peu de monde était la famille Diarra" (Adama Jara in PV GN, brigade de Jenné n°46, du 23/1/69). Toujours selon cette déposition, les Kulibali s'installèrent au village chez la famille Bware. Quand le village s'est agrandi, ils se sont déclarés propriétaires du village déclenchant un conflit. Les Jara, les Katle et les Bware se sont coalisés pour rejeter les Kulibali du village. Ces derniers sont allés s'installer à Niassanary. Quelques années plus tard des villageois ont demandé à ce qu'ils reviennent et ils sont ainsi revenus. A la mort du chef du Canton (un Jara, grand père de Adama), les Kulibali déclenchèrent un second conflit qu'ils ont amené devant le Cdt de Cercle. L'administration saisie a déclaré que le village appartenait aux Jara et que les Kulibali étaient des étrangers (sic, ibid.). Quand ce Cdt fut muté, les Kulibali ont refait surgir ce conflit. mais ils n'ont pas eu gain de cause.

Puis la politique est intervenue. "A l'introduction de la politique dans le village, le village s'est divisé en deux clans, les Kulibali étaient dans le RDA et de l'autre clan était des PSP" (ibid.). Le fils de Jaje Kulibali, Bukadari, en service à Mopti est parti à Kayes puis a demandé sa mutation à Jenné pour poursuivre l'affaire (sic). En 1949, Jaje Kulibali était en justice devant le Tribunal de deuxième degré de Mopti, contre Fomon Jara pour recouvrer ses droits sur des champs dont l'administration coloniale l'avait dépossédé en 1924. Le jugement de cette instance n'ayant pas été favorable à Kulibali, le Tribunal colonial d'Appel de Bamako, le 16 décembre 1949, infirma le premier jugement et affirma: "les Coulibaly réintégreront les mêmes champs dont ils ont été dépossédés en 1924 et dont la liste est la suivante: Selila-Kiekienina = 21, Marakatoumouna = 05, Tigaforora = 20, Sougota = 04, Korogouna = 25, Lots de maïs près mare Koni = 05". La cour réattribue ainsi les 80 champs à la famille Kulibali. Un arrêt interprétatif intervint (ainsi que cela ressort du jugement n°01 du 16/08/61 du Tribunal de deuxième degré de Jenne) indiquant "qu'il ne s'agit pas de restituer les 80 champs puisque les Coulibaly avaient été momentanément déchus de leurs droits sur certains seulement des

80 champs et non sur la totalité". Il s'agissait donc de rendre les champs usurpés et de reconnaître leurs droits sur les champs qu'ils occupaient avant le jugement de Mopti.

En 1961, Bukari, fils de Jaje Kulibali, demande au Tribunal de deuxième degré de Jenne d'ordonner l'expulsion de certains cultivateurs de 67 champs qu'ils occupaient encore au détriment des Kulibali. Le tribunal trancha en faveur des Kulibali. Mais Jara fit appel de ce jugement qui fut confirmé par la Cour d'Appel de Bamako (arrêt n°6 du 11/4/62). Pourvu en cassation, la Cour suprême le rejeta quant au fond. L'exécution du jugement s'effectua comme le confirme un PV de gendarmerie dressé le 23/4/63. Il s'ensuit une série d'emprisonnements des membres de la famille Jara. Le 2 mai 1964 Adama Jara est fait prisonnier et transféré de Jenne à Kidal. A la chute de Modibo Keita il fut relâché. Courant juin-juillet 1969 (26-30 juin et 1er Juillet) le Cdt de Cercle redistribue les 80 champs des Kulibali au nom du socialisme: 10 champs attribués à des personnes démunies de terre, par une commission politico-administrative, le CMLN, agissant sur ordre présidentiel (B.E. n°025/PG-C du 1/5/66); et ce contrairement aux décisions judiciaires précédentes. L'administration ne souhaite pas revenir sur la redistribution arbitraire du Cdt de Cercle et prétend de pas vouloir appliquer les décisions de justice d'origine coloniale afin de ne pas renforcer les droits éminents (qualifiés de "féodaux") de particuliers. L'administration se refuse donc à appliquer ce jugement qui, "compte tenu de l'évolution est devenu presque anachronique" (Lettre n°46/CD du Cdt Cercle de Jenne le 15 mai 1980, reprenant citation de la lettre du 22/8/75). Déjà en 1969 le Cdt de Cercle soulignait l'application nécessaire du droit étatique, rejetant le droit coutumier lui semblant inadapté à "l'esprit des réformes libérales de l'indépendance et la politique révolutionnaire et égalitaire du Gouvernement du 19 novembre" (Lettre n°16/CD du 12/4/69). Il précise plus loin: "Il est néfaste de revenir en arrière pour suivre les conceptions surannées des familles féodales. Ce serait restaurer le système moyenâgeux de métayage" (ibid.).

Notre enquête nous révèle un autre regard sur ce conflit: "Cette histoire date depuis trois générations; du grand-père au petit fils via le père. La famille Kulibali de Gagna est une grande famille qui possédait plus d'une trentaine de champs de mil... Sous l'administration coloniale, Soma Jara était le chef de village de Gagna. Il était imposant, très autoritaire. Par abus de pouvoir, il extorqua tous les champs de la famille Kulibali. Cela se passa au début des indépendances quand on prônait que les terres et les eaux appartiennent désormais à l'Etat.... Soma Jara redistribua les champs à qui il le voulait. Ne pouvant supporter cette honte, le chef de famille, père de Bukadari Kulibali, quitta le village pour s'installer à Devena... Les années ont passé, Bukadari poursuivit ses études. Puis il devint fonctionnaire de l'Etat. A la mort de son père, ce dernier lui recommanda d'enterrer cette histoire et de ne plus revenir sur le problème. Pour Bukadari, chacun doit vivre son temps et par conséquent, il n'était pas question de renoncer à quelque chose dont il est le propriétaire légitime. C'est ainsi qu'il s'investit à la reconquête de ses terres après la mort de son père" (D. Tambura, Jenne le 13/11/94). Après la mort du chef de village Soma Jara, son fils rentrant de 7 ans d'exode à Abidjan, reprend la chefferie du village. Il rend tous les champs prêtés à la famille Kulibali et ne conserve que les trois que son père cultivait. Bukadari, qui est à la retraite et qui réside à Bamako, refuse et veut récupérer tous les champs sans lui en laisser un seul, malgré l'insistance des notables qui souhaitent mettre fin au litige. Le Tribunal de paix de Jenne est à nouveau saisi de ce conflit en 1991 et conforte Bukadari dans ses droits, le 21 mars 1991 (jugement n°14). Ce jugement fait l'objet d'une opposition de Lasana Jara devant le même tribunal, qui confirme le jugement en clamant l'autorité de la chose jugée. En 1993, Kulibali saisit le juge en référé de Jenne pour expulser les 18 cultivateurs restant des champs dont il est le possesseur, suite aux multiples décisions judiciaires. Le juge rejette cette demande d'expulsion, le 16 février 1993. Cette décision fait l'objet d'un appel devant la Cour de Mopti qui infirme l'ordonnance de rejet et ordonne l'expulsion des 18 personnes.

PROCEDURE: Judiciaire & Administrative

Résolution amiable?: Non

DECISION(S): Décision administrative de 1924 - Jugement de 1949 du Tribunal de deuxième degré de Mopti - Arrêt du 16/12/49 & 7/4/50 de la Cour d'Appel du Soudan Français de Bamako - Arrêt interprétatif - Jugement n°1 du 16/8/61 du Tribunal de deuxième degré de Jenne - Arrêt n°6 du 11/4/62 de la Cour d'Appel de Bamako - Arrêt n°10 du 21/1/63 de la Cour Suprême, en cassation - Lettre conf. n°0781 du 22/8/75 du Ministre de l'Intérieur - Jugement n°14 du 21/3/91 de la Justice de Paix à compétence étendue de Jenne - Jugement n°20 (RG n°17) du 11/4/91 de la Justice de paix à

DROIT:

Les décisions judiciaires attribuent les quatre-vingt champs à la famille Kulibali en référence à la coutume. Ce jugement n'est pas appliqué (n°1 de 1961). L'administration invoque le droit étatique: "Je reconnais et je m'incline devant la force de la chose jugée, mais je tiens à vous rappeler que les terrains de culture, les mares, les pâturages, etc, sont la propriété de l'Etat et doivent être gérés par les collectivités. Ils ne peuvent être confisqués au profit d'une personne, d'une famille ou d'une fraction de la société au détriment de la majorité. L'essentiel pour l'autorité est que chaque citoyen puisse librement et équitablement tirer du domaine public de quoi vivre décemment" et "... je suis responsable du maintien de l'ordre qui, à ma connaissance, n'a jamais été troublé à la suite de la non-application du jugement auquel vous vous référez. Toute nouvelle mesure qui irait à l'encontre de la situation actuelle contribuera sans aucun doute à détériorer le climat qui règne en ce moment dans le village" et "... je ne vois pas l'intérêt qu'il y à appliquer ce jugement qui, compte-tenu de l'évolution est devenu presque anachronique" (Lettre du 22/8/75).

En 1969 ce langage était déjà de mise, rappelant l'Ordonnance du 28 mars 1959, art 43 bis, disposant que le possesseur de terres, maître de vaste domaine n'existe plus et se voit remplacé par le Conseil de village. Le Juge de paix de Jenne confirme l'applicabilité des décisions de justice sur lesquelles on ne peut revenir: "Attendu que les champs aujourd'hui réclamés par le sieur Bukari sont partie intégrante de ceux dont le litige avait été vidé par les tribunaux de l'ordre judiciaire; que les verdicts de ces tribunaux sont devenus inattaquables; que dès lors il ne s'agit plus d'examiner qui de Bukadari ou Lassana et consorts est titulaire de droit sur ces champs, mais seulement de se prononcer sur la recevabilité ou non de l'expulsion sollicitée; qu'en effet en vertu de l'autorité de la chose jugée, une même affaire ne peut être jugée deux fois; que ce principe est consacré par la loi comme par la jurisprudence (cf. arrêt n°18 du 27/6/83 de la Cour suprême)". Le juge considère l'acte administratif redistribuant les champs comme nul et de nul effet: "une situation ayant acquis l'autorité de la chose jugée ne peut plus être entamée et surtout pas par un simple PV de distribution; que le droit de l'Etat sur les terres, invoqué est réel et est un droit régalien mais s'exerce dans des conditions bien précises; qu'en particulier si l'Etat entend procéder à une distribution de terres sur lesquelles s'exercent des droits coutumiers, il sera tenu de purger ces droits avant de reprendre les terres à redistribuer". Kulibali saisit le juge de paix de Jenne en référé en vue d'expulser 18 cultivateurs occupant encore les champs dont il s'est vu reconnaître la possession par les juridictions judiciaires. La demande est rejetée. Ce rejet fait l'objet d'un appel. La Cour reconnaît les droits de Kulibali et elle doit faire appliquer le droit: "le juge des référés ne doit pas s'attarder sur les conséquences que pourraient entraîner l'application d'une décision sur le terrain et qu'il n'est pas saisi d'un litige de terre mais plutôt de l'application de mesure saine assortie de nombreux arrêts des Cours; dès lors il doit dire le droit; ... Considérant que l'appelant Bukadari Kulibali détient des arrêts devenus définitifs lui donnant ou lui conférant la propriété des terres dont il sollicite seulement l'expulsion des occupants sans titre ni qualité; Considérant que ces arrêts ne sont entachés d'aucune erreur; qu'ils sont applicables, compte tenu de leur caractère juridique; ... Considérant que l'autorité de la chose jugée a force de loi et s'impose aux parties...". Le juge ordonne l'expulsion des 18 personnes; le déguerpissement se fera juste après les récoltes de 1993.

Droit Appliqué: Traditionnel

Respect de la décision: Oui ?

VILLAGE: MEGOU**LEYDI: SEBERA****Cercle: DJENNE****Arrondissement: TAGA****Ref Objet: A****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1984****RESSOURCE: Terre****ECOTOPE: Champ****OBJET: Revendication de la possession d'un champ****PARTIES: Dany DEMBELE (chef de village de Megu) c/ N'ji TANGARA****ETHNIES: Bamanan****FAITS:**

La famille de N'ji Tangara voulait cultiver sur la terre d'un autre village où elle ne reconnaissait que les Peul de Taga comme possesseurs, ignorant le vrai gestionnaire, Biema Tangara ex-rimaïbe des Peul en question.

Le chef de village de Megu, Dany Dembele, prêta un champ, en tant que chef de village à Fah Sanogo, agriculteur du village. Après les travaux préliminaires, N'ji Tangara, de Marebugu fit exploiter le même terrain à ses enfants. Le chef de Megu envoya quatre émissaires auprès du chef de Marebugu pour explications. Lors du Conseil du village, réuni pour la cause, il apparut que la zone n'appartenait pas à Marebugu mais "aux Peul de Taga du Sebera et elle est confiée à Biema Tangara dont le fils aîné Yaya est vivant" (Lettre de Amadu CISSE, SG de l'UDPM de Soye, le 15/8/84). N'ji fut d'accord mais s'opposa au fait que la zone soit confiée à Yaya. Le chef d'arrdt. de Taga trancha le conflit au profit du droit traditionnel (tariik prouvant l'appartenance depuis l'an 1040 de l'Egire), du village de Megu. Le Cdt de Cercle saisi, reconnaissant que la zone appartenait "aux gens de Taga du Sebera", demanda à ce qu'une parcelle soit donnée à N'ji Tangara. La proposition du Cdt fut acceptée mais elle ne donna lieu à aucun écrit de sa part. Les enfants de N'ji cultivent cette année 84 sur le champs: ils ont semé les 2/3 du champ. Megu a semé le reste. Pas d'autres informations sur l'affaire.

PROCEDURE: Administrative (chef d'arrdt. + Cdt Cercle)**Résolution amiable ?: Non****DECISION(S): Orales du Chef d'ar. de Taga et du Cdt de Cercle de Jenne, en 1984.****DROIT:**

En se référant aux tariik et à une "circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur", l'administration tranche toujours pour l'appartenance à Megu.

Droit Appliqué: Traditionnel**Respect de la décision: Non**

VILLAGE: SENOSSA**LEYDI: WURO ALI****Cercle: DJENNE****Arrondissement: DJENNE****Ref Objet: A****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1960 - 1969 - 1972****RESSOURCE: Terre****ECOTOPE: Plaine****OBJET: Revendication de terres par un dimajo (terre & mare)****PARTIES: Jaje DICKO c/ Bokary CISSE****ETHNIES: Peul c/ Riimaay'be****FAITS:**

Le Saka est une plaine traversée par le cours d'eau "Saka". "Comme toutes les rizières, cours d'eau et bougoutières du cercle, cette plaine faisait partie du domaine d'un grand possesseur terrien, en l'occurrence feu Jaje Dicko qui, selon ses caprices, confiait la gérance ou la retirait à qui il voulait" (Lettre du Cdt de Cercle n°57/CD-C du 7/8/72). La famille Dicko eut les terres avec la Diina. Le premier gérant fut Umar Cisse (feu) qui distribuait les champs et percevait le redevances en fin de campagne qu'il reversait à Jaje. Suite à des malveillances, Jaje changea de gérant pour Bokary Cisse (qui décéda en 1971). Vers 1960 Jaje voulut reprendre Umar Cisse mais Bokary s'y opposa en faisant intervenir des appuis politiques et en revendiquant la détention de l'ensemble du domaine de Jaje Dicko.

L'origine du conflit tourne autour de la récupération d'un champ prêté: "Bokari Cisse était un domestique de ma famille. A ce titre, il gérant tous mes biens terres et eaux. J'étais un possesseur de terres bien connu dans le pays. Les réformes ayant bouleversé cette situation j'ai décidé d'exploiter moi-même certains de mes terrains. J'ai alors désherbé une de mes rizières abandonnée par Bokari il y a 7 ans environ ... J'étais présenté comme un tenant de la féodalité qui ne mérite aucune bienveillance, qui n'a plus aucun droit" (PV du Chef d'arrdt. n°27/ARC-CD du 9/6/69).

Le conflit comprend deux aspects: 1) la revendication de l'ensemble des terres par Bocary et 2) la revendication d'un champ situé près du village par Bocary. La seconde a fait l'objet d'un règlement de litige, le 11 juin 1969, attribuant le champ à Bocary Cisse par Amadu Bokum Chef d'arrdt. Par la suite (?) l'ex Cdt de Cercle de Jenne (Lassana Sacko) le confirma avec un "permis d'occuper": "Effectivement, le champ est revenu au compte de mon père. C'est ainsi que Jaje voulait retirer les autres champs que détenait mon père pour les donner aux nommés: Hama Ba et Gimba Cisse. C'est ainsi que mon père s'y est opposé et ils se sont rendus à Jenne pour voir les autorités administratives." (PV d'enquête préliminaire n°754 du 6/7/72).

Le Cdt de Cercle estimant que chacune des parties avait suffisamment de terres cultivables, "et pour l'instauration d'un climat de paix dans une localité en constante effervescence, conséquence des survivances du passé persistant encore dans bien de milieux du cercle, j'ai estimé rationnel de retirer la plaine rizicole et la mare aux deux parties et de les mettre à la disposition du conseil de village." (sic, ibidem). La version de l'administration mérite d'être précisée par les locaux. Selon le Jowro Ja de Senossa: "Ces terres de cultures appartenaient à l'origine au père de Jaje (qui les faisait gérer par Oumarou Ba). Ce dernier, après avoir passé son temps a donné à son fils Jaje. Jaje ne pouvant mettre le tout en exploitation a passé à titre de prêt une partie des champs à Bukari Cisse (la gestion fut retirée à Umaru Ba). Celui-ci les a exploitées durant des années ... (selon Gimba Allaye Ba, "comme Jaje vivait en bonne relation avec Bokary, il lui avait confié la gérance des champs de ces dernier. Bokary, avec l'autorisation de Daje, distribuait les champs à tous ceux qui demandaient l'exploitation" (PV d'enquête du 6/7/72)). La mésentente a surgi entre eux au moment où Jaje voulant reprendre un

des champs situés aux abords du village. Bukari ne voulait pas du tout restituer le champ. Alors, les deux antagonistes se sont transportés à Jenne pour voir les autorités administratives." (PV d'enquête préliminaire n°754 du 6/7/72). Jaje déclara que si son champ ne lui était pas rendu il retirerait tous les autres prêtés à Bukari. La mésentente dura jusqu'à la mort des deux parties.

Lors de l'enquête administrative du 6 juillet 1972, Allaye Guro Tambura résuma la situation comprise ainsi par les villageois: "Avec l'autorisation de Jaje, Bokary distribuait les champs à ceux qui en demande. Jaje étant décédé, l'héritage doit venir à son jeune frère Brema Dicko et non à Bokary qui n'est qu'esclave de la famille Jaje... Bokary n'a jamais été propriétaire de terres à Senosa". Un témoignage que confirme le fils de Bokary Cisse, Sidy Cisse: "Je reconnais que les champs et la mare de "Saka" ont été prêtés à mon feu père Bokary par Jaje Dicko. Jaje a hérité ces champs de son père... Je suis prêt à les restituer au frère de Jaje... c'est surtout le conseil de village qui veut coûte que coûte nous diviser". Les parties mentionnent le fait que le conseil de village est responsable du différent actuel: ils peuvent bien s'entendre sans l'intervention de l'administration.

PROCEDURE: Administrative

Résolution amiable?: Non

DECISION(S): PV de règlement de litige n°30/ARC-CD du Chef d'ar., le 11/6/69 - Décision n°34/CD du Cdt Cercle, le 27/4/72

DROIT:

Un PV de règlement de litige en 1969, ayant "valeur d'un jugement", concernant le champ litigieux, attribue le champ à Bokary Cisse rejetant ainsi explicitement "les droits éminents de Jaje"(sic). Ici l'administration applique le principe selon lequel la terre appartient à celui qui la travaille (cité dans un courrier) et rejette le droit traditionnel. La décision du 27 avril 1972 retire l'espace litigieux aux parties pour la remettre au Conseil de village: "La plaine rizicole et la mare (SAKA) sises à Senosa, ... est retirée aux deux parties et mise à la disposition du conseil de village." (art1) "Aucune des deux parties ne peut prétendre à un champ dans ladite plaine" (art3) "Toute personne désireuse d'exploiter un champ dans ladite plaine, en demande l'autorisation au conseil de village qui statue sur chaque cas."(art.4) "La mare reste sous la responsabilité entière du conseil de village de Senosa qui, seul accomplit les rites traditionnels pour la pêche" (art.6) "Les deux parties ni leurs proches ne peuvent en aucun cas prétendre à aucun droit sur la mare" (art.7).

Droit Appliqué: Etatique & Tradition **Respect de la décision:** **Oui ?**

VILLAGE: SAARE BAMBARA**LEYDI: WURO NEEMA****Cercle: MOPTI****Arrondissement: FATOMA****Ref Objet: A****ETAT du conflit: ?****ETAPES: 1969 - 1970 - 1972****RESSOURCE: Terre****ECOTOPE: Champs****OBJET: Revendication de champs prêtés.****PARTIES: Village de Saare Bambara (Pô), rep. par le chef, Ali DEMBELE c/ Village de Simina****ETHNIES: Bamanan c/ Malinke****FAITS:**

Le village de Saare Bambara, appelé aussi Pô, est un ancien village de captifs potiers Bamanan. Ce village est situé sur le terroir de Denga Saare, qui est un des plus vieux villages de la zone avec Bogo, ce qui signifie concrètement que Saare Bambara n'a pas de terroir propre. En 1969 un conflit éclate avec Siimina, un village voisin, qui depuis longtemps lui prête des terres et souhaite les récupérer. Les habitants de Saare Bambara s'y opposent fermement car ils considèrent ces champs comme hérités de leurs parents. En effet, bien que Saare Bambara n'ait pas de terroir propre, sa fondation est antérieure à la période de repeuplement durant laquelle les habitants actuels de Siimina sont venus s'installer, ce village ayant été vidé suite à l'invasion des Futanke.

Siimina saisit l'administration. Le Chef d'Arrondissement tente de résoudre le conflit en partageant l'espace litigieux pour en attribuer une partie à Saare Bambara. Mais ce dernier réclame une partie plus grande. Nous en sommes là. Le chef de village de Saare Bambara nous apporte sa version et des détails: "Nous nous disputons la propriété de sept champs. En 1970 la décision du Chef d'Arrondissement nous a donné raison. Nous avons cultivé nos champs mais les habitants de Siimina les ont récoltés. Malgré les avertissements du chef d'Arrondissement, ils ont emporté les grains. En 1971 le Commandant de Cercle a chargé le nouveau Chef d'Arrondissement d'approfondir l'enquête et de trancher. La seconde décision a établi que les champs nous appartenaient. Une fois de plus nous avons travaillé les champs. Après que nous eûmes semé les habitants de Siimina sont passés pour semer à leur tour. Le Chef d'Arrondissement nous a envoyés devant le Commandant de Cercle. Selon les enquêtes que la gendarmerie avait effectuées sur la demande du Commandant de Cercle, les champs avaient toujours été cultivés par Saare Bambara. Le Commandant de cercle a porté cela à la connaissance des deux parties en présence et nous a envoyés chez l'Imam de Mopti pour jurer. Celui-ci a affirmé que les habitants de Siimina ne pouvaient pas jurer, car d'après leurs déclarations ils ne peuvent pas avoir hérité de celui dont ils parlent qui est un certain marabout. Les habitants de Saare Bambara détiennent les champs de leurs ancêtres.

Quand nous sommes revenus devant le Commandant de Cercle, celui-ci nous a dit de rentrer et de laisser les champs tranquilles. Malgré cet autre avertissement les habitants de Siimina sont allés travailler dans les champs." (Lettre au Gouverneur, le 13/11/72).

PROCEDURE: Administrative**Résolution amiable ?: Non****DECISION(S):****DROIT:**

L'administration aurait effectuée un partage entre les deux village des sept champs.

Droit Appliqué: Pratique**Respect de la décision: Non**

VILLAGE: TIEKURARE c/ M'BESSENA**LEYDI:** UURUUBE DUUNDE**Cercle:** MOPTI**Arrondissement:** KORIENTZE**Ref Objet:** A**ETAT du conflit:** Passé**ETAPES:** 1988 - 1993 - 1994**RESSOURCE:** Terre**ECOTOPE:** Plaine**OBJET:** Revendication d'une plaine.**PARTIES:** Village de TIEKURARE, rep. par Mamadu & Isiaka KASSAMBARA c/ Village de M'BESSENA, rep. par chef Sumana BORE**ETHNIES:** Bamanan**FAITS:**

Les villages de Tiekurare, M'bessena et Musukurare ont toujours exploité ensemble la plaine Fala pour la pêche et le pâturage. Chaque village possède cependant son propre terroir et la plaine de Fala fait partie de celui de Tiekurare. D'après ce dernier, les villages de Musukurare et Tiekurare ont été fondés par deux frères germains et c'est leur nièce utérine qui s'est installée à M'bessena. Cette version est attestée par les villages environnants et même par Musukurare. Jusqu'à la sécheresse cette plaine était une plaine à burgu. Lors de la disparition du burgu, il y a quelques années, le village de M'bessena commença à la cultiver puis il émit des revendications de possession sur la plaine. L'administration effectua alors une répartition de la plaine entre les trois villages, en 1988. A partir de ce moment M'bessena construisit une diguette de protection contre les poissons rhizophages. Mais celle-ci obstruait le passage de l'eau dans les champs de la partie du village de Tiekurare, ce qui leur portait donc un préjudice ["cette situation leur empêcha de faire de bonnes récoltes de riz et ce depuis 3 ans"]. Le chef d'Arrondissement ordonna alors l'ouverture sur la diguette de quatre portes. M'bessena refusa au départ mais finalement s'exécuta puis referma les ouvertures faites. Pour contrecarrer l'effet de la diguette, les agriculteurs de Tiekurare bâtirent un barrage qui fut détruit en cachette, la nuit, par ceux de M'bessena. Ces faits furent avoués. Tiekurare saisit le Tribunal en réclamation de la "propriété coutumière" de la plaine de Fala. Mais en même temps devant le prolongement de la diguette, le même village saisit en référé le juge qui rendit une ordonnance ordonnant la suspension de tous les travaux dans la plaine. La Cour d'Appel annula cette décision au motif qu'elle est de nature à créer des tensions graves entre les populations. En revendication de possession de la plaine, le juge de première instance se rendit compte d'après les témoignages du chef de village de Musukurare que la plaine Fala faisait bien partie du terroir de Tiekurare. Alors que M'bessena prétendait que la plaine avait toujours été exploitée par les trois villages qui pratiquaient ensemble les sacrifices, les prières et les pêches collectives. Mais pour le juge, l'interpénétration des trois villages, en raison des liens de parenté, le justifiait sans pour autant prouver la copossession de la plaine. De plus, les deux autres villages ont leur propre terroir. Enfin le juge considère comme nulle et de nul effet la décision administrative de 1988 qui intervient dans un domaine qui, depuis le code domanial et foncier de 1986, est tombé dans la compétence judiciaire. Etrangement le juge de la Cour d'Appel retient à 100% la version de M'bessena et confirme l'application de la décision administrative: 1) les villages n'ont pas été fondés par deux frères mais par trois, qui chacun aurait donné leur nom aux villages; 2) la forte interpénétration des villages démontre la cogestion et donc la copossession de la plaine; 3) c'est dans un souci de "viabilité" que l'administration a réparti la plaine par une décision qui n'a fait l'objet d'aucun recours et que rien ne prouve la désapprobation de celle-ci par Tiekurare.

PROCEDURE: Administrative & Judiciaire**Résolution amiable ?:** Non**DECISION(S):** Décision n°26/CM du 30/11/88 - Ordonnance n°03 du 12/2/93 du Tribunal de première

e Instance de Mopti, en référé - Arrêt n°17 (RG n°20) du 7/4/93 de la Cour d'Appel de Mopti - Jugement n°74 (RG n°224) du 24/6/93 du Tribunal de Première Instance de Mopti - Arrêt n°135 (RG n°83) du 5/10/94 de la cour d'Appel de Mopti.

DROIT:

La décision administrative répartit la plaine entre les trois villages. Pour empêcher que M'bessena ne poursuive l'allongement de sa diguette préjudiciant la production agricole de Tiekurare, le juge des référés "ordonne la suspension de tous travaux dans le Fala". La Cour ordonne la levée de la mesure de suspension de tous les travaux: "Considérant qu'il n'est pas équitable de permettre sous quelque prétexte que ce soit à un village déjà bénéficiaire d'une parcelle au même pied d'égalité qu'un autre village, de suspendre les travaux d'un côté et de l'autre les laisser continuer; Considérant que la mesure de suspension devait être générale et respectée par les deux villages; Considérant que de telle compréhension et comportement sont de nature à rendre la cohabitation villageoise impossible, voir même à conduire au trouble de l'ordre public dans la plaine Fala; Considérant (donc) que cette ordonnance est d'une portée très dangereuse, voir même trop expéditive, de nature à créer de réelles tensions sur les lieux". Le Tribunal saisi d'une revendication en "propriété coutumière" de la plaine répond favorablement à cette demande en argumentant sur 5 points: 1) La décision administrative de 1988 a été prise en violation des dispositions du Code domanial et foncier qui attribue en matière foncier compétence aux tribunaux de l'ordre judiciaire. 2) Les témoignages convergent sur le fait que la plaine a toujours été la possession de Tiekutare: "qu'en réalité le Fala de tout temps a été la propriété coutumière du village de Tiekutare tout seul; qu'en effet le chef de village de Gulumbo en la personne de Hamidu Kassambara et le chef de Musukurare en la personne de Abdulaye Kassambara tous deux voisins immédiats des deux villages en litige ont déclaré de manière explicite que le Fala depuis les ancêtres est la propriété de Tiekurare". 3) Le fait que les villages fassent ensemble les sacrifices, les prières, les pêches collectives et l'exploitation du burgu, "n'est nullement une preuve de copropriété du Fala". 4) Chaque village possède son propre terroir: "... la forte interpénétration des populations est naturelle, mais que chaque village à ses terres par exemple les champs de Salaja sont la propriété du village de M'bessena, les terres de ja-koro et de ja -kura sont propriétés exclusives du village de Musukurare; qu'il est donc naturel que le Fala soit la propriété de Tiekurare". 5) Le village de M'bessena est issu de la nièce des frères fondateurs des deux autres villages et qu'elle ne peut avoir hérité de terres: "qu'il est connu dans la coutume Bambara, coutume des parties en litige, que la femme n'hérite pas de la terre". "Dit et juge que la plaine de Fala est propriété coutumière du village de Tiekurare. Ordonne en conséquence le déguerpissement de tous autres occupants".

La cour d'Appel prend le contre-pied de tous les arguments du premier juge. Les témoignages des chefs de villages ne sont pas pris en compte, l'interpénétration est traduite juridiquement comme une cogestion, ce qui est contestable. Quid de la compétence administrative en matière foncière ? Le juge entérine la décision administrative et infirme le jugement: "dit que la plaine de Fala est la propriété coutumière commune des deux villages de M'bessena et Tiekurare et confirme le partage opéré par le chef d'arrondissement de Korientzé". On ose se demander si la motivation de l'administration et du juge d'appel n'est pas fondée ailleurs que sur le droit ou l'équité ...

Droit Appliqué: **Pratique**

Respect de la décision: **Oui**

SAARE MALA

Conflit n°: 69

VILLAGE: SAAREMALA

LEYDI: SULALI JAWRABE

Cercle: MOPTI

Arrondissement: SUFURULAYE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1994

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication des terres d'un leydi, spécifiquement d'un village.

PARTIES: FEROO'BE de Sulali, rep. par le jowro Barema Yero SIIDIBE c/ Agriculteurs Samburu TAMBURA & 3 autres

ETHNIES: Peul c/ Riimaay'be

FAITS:

Les agriculteurs Riimaay'be se prétendent possesseurs des terres du village de Saare Mala dont ils auraient hérité de leurs parents. Ils cultivent des champs sans solliciter l'autorisation des Peul du leydi. Les Peul se prétendent maîtres traditionnels du leydi et donc possesseurs des terres de Saare Mala. Le Tribunal est saisi d'une revendication de droits coutumiers sur des terres par le jowro, Bareima Yero Siidibe.

Les versions historiques de chaque partie sont différentes: à chacun son histoire ! Pour les Peul le jowro du Sulali est "possesseur" des terres de Saare Mala. Il tient ses "propriétés terriennes" de son ancêtre Ambodejo Pate Siidibe qui fut lui-même Jowro de tout le Feroo'be s'étendant de Kuna jusqu'à Konna depuis le temps des Ardo. Les descendants de Ambodejo constituent sept familles entre lesquelles il a réparti ses terres: Sulali, Kendji, Komba, Wuro Maka, Jasurabe, Jaliri et Daadobe. La généalogie du jowro de Sulali est la suivante: Ambodejo Pate Siidibe, fils: Gelajo, Usmane Ambodejo, Yero, Amadu Yero, Usmane Yero, Demba Yero, et enfin Barema Yero Siidibe. C'est Demba Yero Siidibe qui prêta les terres à Tiye Gaino qui fut l'ascendant de Samburu Tie Tambura contestataire actuel de la possession des terres au jowro. Saare Mala était à l'origine un village qui s'appelait Wuro Usosi.

Cette version est en tout point contestée par les agriculteurs. Leur ancêtre serait un certain Mala qui possédait les terres de Saare Mala qui lui auraient été données (don) par son ami Pate Hamadi Siidibe au temps des Ardo. En contrepartie de ce don de terre, Mala aurait offert à Pate un sac d'or. Ce sont en fait leur famille qui aurait prêté les terres litigieuses à la famille de Barema Yero Siidibe. Le village de Saare Mala s'appelait autrefois Toggere Sajo. C'est à partir de 1954 que serait né le litige avec le jowro Nuhum Yero Siidibe qui a voulu leur retirer leurs terres afin de les redistribuer. A cette époque, le chef de canton Seku Adu Siidibe était intervenu en faveur des Tambura. Tambura et ses témoins nient toute relation de parenté entre le jowro et Ambodejo.

Face à ces deux versions bien opposées, le juge s'en réfère à la source du droit traditionnel que sont les jowro, dépositaires de la coutume. Tous confirmeront la version de Barema Yero Siidibe avec en plus les arguments suivants: les agriculteurs qui contestent la possession des terres au jowro sont en fait des captifs, des Riimaay'be, (ce qu'ils ne contestent pas), qui étaient dépendants des pasteurs Peul. Ils n'ont pu de ce fait posséder des terres ou même offrir un sac d'or. Leur position de dépendant ne le leur permettait pas: "Attendu que la thèse du don des terres de Saare Mala à Mala par Paté ne saurait être soutenue dans la tradition; qu'il n'est pas possible qu'un parent prive sa progéniture de tout son héritage; que par ailleurs l'époque dont il s'agit, le temps des Ardos, les coutumes étaient rigoureuses en ce que les captifs n'avaient pas de biens ou s'ils en avaient les captifs et tous leurs biens appartenaient à leurs maîtres; que les captifs n'avaient pas le droit de travailler pour eux-mêmes mais plutôt pour leurs maîtres; que Mala n'a donc pas pu posséder de l'or pour l'offrir à son maître Paté; qu'il est constant que pendant tous les débats à l'audience, les défendeurs eux-mêmes n'ont pas

contesté qu'ils sont considérés dans la tradition comme des captifs; Attendu que la tradition rapporte que les captifs exploitaient et distribuaient les terres de leurs maîtres sur l'ordre de ceux-ci; que ces pratiques se sont perpétuées à travers les âges; qu'il est en effet arrivé que les descendants des vieux ancêtres captifs aient voulu se muer en propriétaires; une situation qui a alors généré de nombreux litiges de terres; qu'en effet dans le cas d'espèce de Saare Mala il est de notoriété publique que les terres appartiennent aux Peul donc à la famille de Barema Sidibé dont les ancêtres ont installé les défenseurs et leurs parents sur leurs terres pour les exploiter mais que les défenseurs ayant le statut de captifs traditionnellement veulent se transformer en propriétaires". Le juge en conclut que la famille du jowro est "propriétaire coutumier" des terres litigieuses.

PROCEDURE: **Judiciaire**

Résolution amiable ?: **Non**

DECISION(S): Jugement n°237 (RG n°39) du 25/8/94 du Tribunal de première Instance de Mopti.

DROIT:

Face à la référence obligée de l'histoire foncière, le juge doit s'en remettre aux écrits qui existent, mais qui sont rares et souvent faux, et le plus souvent aux témoignages des dépositaires du droit traditionnel. Et pour le juge "ce sont les jowro qui sont dépositaires de la coutume dans la tradition". Le Tribunal rejette le tariik apporté par les agriculteurs du fait qu'il manque d'authenticité (pas d'identité de l'auteur, ni celui de témoins).

Selon le Chef d'Arrondissement, les Peul sont bien les possesseurs traditionnels mais le droit étatique a attribué la terre aux agriculteurs, les en a en quelque sorte dépossédés. Une argumentation rejetée par le juge pour mauvaise interprétation du code foncier: "... il est indéniable que les Peul au temps de l'empire peul et du canton du Kunari furent propriétaires des terres de Fatoma à Kuna mais que cette appartenance est caduque depuis l'indépendance; que l'Etat propriétaire du domaine privé a retiré ses terres pour les attribuer aux paysans ... c'est une mauvaise interprétation du code domanial et foncier; qu'en effet, selon ce code si l'Etat n'a pas besoin des terres non immatriculées elles sont gérées par les coutumes". Ainsi le juge fait bien la part de l'application des droits. "Dit et juge en conséquence que la famille Bareima Yero Sidibé est propriétaire coutumier des terres litigieuses de Saare Mala".

Droit Appliqué: **Traditionnel**

Respect de la décision: **Oui**

TARAWARMA

Conflit n°: 70

VILLAGE: KALIFARE c/ SUNGALORE

LEYDI: Hors Leydi

Cercle: NIAFUNKE

Arrondissement: SAH

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé resurgissant

ETAPES: 1963 - 1990 - 1993

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Mare

OBJET: Revendication d'une mare.

PARTIES: Village KALIFARE, rep. par le conseiller Usmane TRAORE c/ Village SUNGALORE, rep. par le chef Bokar Allaye KASSAMBARA

ETHNIES: Agriculteurs

FAITS:

Au début de l'indépendance les trois villages riverains de la mare Tarawarma, Kalifare, Sungalore et Koma s'opposent en revendication de la mare. Le conflit est tranché en 1963 par le juge de paix qui consacre la mare en zone hariima, de pâturage commune aux trois villages. Courant 1990 le conflit renaît d'une prétention du village Sungalore sur la mare qu'il revendique comme sa "propriété" en commençant à la cultiver, alors que Kalifare y cultive depuis 1985 un champ collectif. En effet, suite à la sécheresse la mare a perdu son burgu et donc sa vocation pastorale, mais attire la convoitise des cultivateurs à la recherche de terres rizicoles. Cependant, la mare conserve toujours son statut juridique de hariima.

La justice est à nouveau saisie et rend un jugement en 1991 qui déclare la mare "propriété de l'Etat" tout en reconnaissant son caractère hariima. Il y autorise également la mise en culture et la poursuite de l'exploitation agricole récente de la mare justifiant cela par la nécessité alimentaire des populations, leur accordant ainsi un droit d'exploitation. Kalifare insatisfait du jugement, certainement parce que le Tribunal a accordé à Sungalore une bande de terre vierge à cultiver, saisit la Cour d'Appel pour lui demander d'infirmer le jugement de 1991 et de confirmer celui de 1963. Le juge prend en compte l'autorité de la chose jugée en 1963 qui ne peut être remise en question comme l'a fait le premier juge. En effet, le statut de hariima ne peut être supprimé que par une demande officielle du fait que la mare n'est plus une bourgoutière en 1990 et non pas par le juge de paix, qui devait en l'occurrence répondre à la prétention de possession de Sungalore.

PROCEDURE: Judiciaire

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S): Jugement n°223 du 22/6/63 du Tribunal de Paix à compétence étendue de Niafunke - Jugement n°22 du 16/5/91 du Tribunal de Paix à compétence étendue de Niafunke en audience foraine - Arrêt n°11 (RG n°03) du 10/3/93 de la Cour d'Appel de Mopti.

DROIT:

En 1963 le juge tranche le conflit en donnant le statut de hariima à la mare, commune aux trois villages: Kalifare, Sungalore et Koma. Le jugement sera respecté pendant 27 ans. Il est remis en cause en 1990 par le changement de destination de la mare qui ne répond plus à son statut de hariima. Les villageois de Sungalore se mettent à la revendiquer et commencent à la cultiver. Le juge de paix à nouveau saisi donne satisfaction aux agriculteurs pour exploiter la mare, qui juridiquement appartient à l'Etat, en leur accordant le droit de la cultiver, c'est à dire un simple droit d'usage, en raison des impératifs de survie des populations (l'"utilité publique"), tout en rappelant le jugement précédent. Prenant acte du fait que depuis 5 ans Kalifare y cultive un champ collectif et que Sungalore en cultive une parcelle depuis une saison, le juge maintient la situation en l'état sans que les parties n'agrandissent leur espace cultivé, sauf concernant Sungalore à qui il attribue un espace nouveau déjà

occupé partiellement par deux agriculteurs qui se voient expulsés (parce que l'un est un débile mentale et l'autre sans titre, sic !!!): "Dit que le jugement n°223 du 22 juin 1963 ... n'est susceptible d'être attaqué par aucune voie légale et est irrévocable. Déclare la mare de Tarawarma propriété de l'Etat Malien. Garde le statut quo de pâturage réservé par le jugement sus-mentionné pour les animaux des trois villages à savoir Kalifare, Soungalore et Koma. Reconnaît aux parties concernées notamment à la collectivité paysanne de Kalifare d'une part, et à celle de Soungaloré d'autre part en raison de l'assèchement de ladite mare à la suite de la sécheresse persistante rendant aléatoire la régénération du bourgou à des fins de pâturage non pas un droit de propriété mais un droit d'usage et pour cause d'utilité publique et dans l'intérêt bien compris des villages concernés, un droit d'exploitation à des fins de riziculture. Dit qu'en raison de la sécheresse persistante, les hautes terres devenues arides et n'étant plus propices à la culture, la nécessité s'est fait sentir d'aménager des parcelles dans le fond de la mare à la recherche de l'humidité... Reconnaît à chacune des collectivités paysannes le droit de continuer l'exploitation pour cause d'utilité publique de leurs champs respectifs mais dans leurs limites actuelles. Reconnaît toutefois à la collectivité paysanne des Soungaloré numériquement plus importante et essentiellement constituée de paysans le droit d'annexer à sa parcelle la bande de terre s'étendant sur la rive gauche de Barra-Issa exploitée par un ressortissant du village de Wako notoirement connu comme débile mental et un exploitant sans aucun titre qu'il y a lieu de faire déguerpir des lieux". La Cour estime que la "copropriété" de la mare hariima avait acquis l'autorité de la chose jugée en 1963 et ne pouvait être remis en question 27 ans après, sauf par une procédure adéquate (demande de changement de statut du fait du changement de destination de l'objet). Le jugement de 1991 se voit donc infirmé celui de 1963 confirmé. Le juge d'appel n'attribue pas à la mare la domanialité publique, mais plutôt lui fait conserver un statut acquis qui n'est pas détrôné par la domanialité publique: "Considérant que la mare Tarawarma ... n'est la propriété coutumière d'aucun des trois villages ... Qu'elle est propriété collective des trois villages du point de vue pâturage et reste toujours dans cette position quelles que soient les prétextes avancés par les uns et les autres; jusqu'à nouvelle décision pouvant émaner de la levée de la mesure de Harima ou zone de pâturage". "... compte tenu des calamités naturelles, il était bon que l'un des trois villages demande d'abord la levée de la mare sous "l'emprise de harima" et que les trois villages se prévalent d'une demande en partage, seule issue de pouvoir contourner les dispositions de la décision n°223 dont l'effet ne donne satisfaction à aucun des villages actuellement. considérant que c'est dans ce but que la décision n°22 du 16 juin 1991 s'est maladroitement fondée sans en être saisi et a donc en sa seconde branche jugé ultra petita". La décision de 1963 reste toujours valable "tant que l'un des villages ou les trois villages ne forment pas devant la juridiction compétente une révision de l'état actuel de la mare ne répondant plus au statut de Harima et solliciter soit la propriété coutumière avec preuve à l'appui soit le partage de ladite mare en terre de culture".

Droit Appliqué: **Pratique**

Respect de la décision: **Oui**

VILLAGE: MUGNA c/ KOSSUMA

LEYDI: WURO ALI

Cercle: JENNE

Arrondissement: MUGNA

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé resurgissant

ETAPES: 1964 - 1988 - 1993 - 1994

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication de champs.

PARTIES: Adama JARA, chef du village MUGNA c/ Mama KAMPO, rep. du village KOSUMA

ETHNIES: Bamanan c/ Malinke

FAITS:

Le village de Mugna est situé sur un plateau sablonneux d'environ 3 km de rayon. Il surplombe une immense plaine rizicole au Sud-Est, où se trouvent entre autres les villages Gonitogo, Soa, Pana et Kosuma. Ces villages ont toujours été tributaires de Mugna qui leur prêtait des champs de mil en terre sableuse. Historiquement l'on sait que les premiers villages s'installèrent toujours pour des raisons d'inondation et de protection (éviter la surprise d'une attaque ennemie) sur des toggere, collines sableuses. Mugna fut donc le premier occupant des terres sablonneuses. Ce sont justement celles-ci qui font l'objet d'un conflit entre le village de Mugna et celui de Kosuma qui les revendique. Le conflit serait né dans un contexte politique des premières années de l'indépendance, au moment où le socialisme prônait la collectivisation de toutes les terres qui tombaient dans le patrimoine foncier de l'Etat. C'est à ce moment que Kosuma, très certainement téléguidé par un cultivateur ressortissant d'un village voisin, Mama Kampo, se mit à revendiquer les terres prêtées prétextant qu'ils les avaient héritées de leurs parents. A la naissance du conflit, le bureau politique de Jenne, compétent pour régler les litiges de terres, réconcilia les parties à travers une Convention signée le 29 juin 1964 (PV n°146 de 1964). Cette dernière maintient en fait le statut quo: chacun poursuit l'exploitation de ses champs, les terres non cultivées et les champs dont l'exploitant décède sont gérées par Mugna. En 1988 le conflit resurgit à cause de l'administration qui a arbitrairement, semble t-il, attribué 69 + 25 champs au village de Kosuma. A partir de 1983 le chef de Mugna aurait commencé à retirer aux agriculteurs de Kosuma les champs que ces derniers exploitaient. Adama Jara, chef du village de Mugna, contesta auprès du juge de paix à compétence étendue de Jenne la décision administrative et demande la restitution des champs octroyés à Kosuma. Mais le juge retint plutôt la version de Kosuma: d'après Kanta, Kosuma aurait installé Mugna et lui aurait accordé la gestion de nombreuses terres. Par la force (?) Mugna aurait retiré les 69 champs cultivés par les agriculteurs de Kosuma. Le Cdt de Cercle en 1988 les leur aurait simplement rendu.

Le juge ne tint pas compte des tariik présentés par Mugna et préféra s'en référer à des témoignages. Le juge maintint les 69 champs à Kosuma mais permit à Mugna de cultiver en tout autre endroit de l'espace sablonneux.

L'analyse faite par la Cour d'Appel se révèle beaucoup plus pertinente. Adama Jara, chef de Mugna, soutient devant la cour que selon leur tariik la propriété est de cent fois antérieure à son âge (84 ans), que Mugna a toujours prêté des terres à Kosuma et que le rebondissement de l'affaire serait dû au Chef d'Arrondissement, Siidibe, avec qui il ne s'entendait pas et qui baignerait dans une corruption qui serait à l'origine de cette renaissance du conflit: "Considérant que l'appelant soutient qu'au temps de leurs ancêtres, lorsque les habitants de Kosuma avaient besoin de terres de culture, ils en faisaient la demande auprès de Mugna qui sans calcul leur en prêtait et qu'il n'y avait aucune mésentente entre les deux communautés villageoises; qu'il n'y avait que des relations de bon voisinage entre eux et que les champs prêtés étaient repris le plus simplement en cas de besoin; mais qu'actuellement pour toute

reprise il est demandé par l'autorité administrative de payer des sommes; que d'ailleurs pour les 69 champs, le Chef d'Arrondissement Sidibé a fait payer par Mugna dix mille francs (CFA) par champ; qu'il a bien encaissé ces fonds en promettant la restitution des champs à Mugna". Mama Kampo reprend sa version développée devant le premier juge en précisant que les terres avaient été mises sous la gestion du père de l'actuel chef de village de Mugna, Fomo Jarra, par les grands parents du village de Kosuma. Le juge rejette toute la version de Kampo, fruit d'une "véritable machination", qui d'ailleurs se contredit et s'avère manquer totalement de cohérence. Il ne retiendra que quelques témoignages fiables, notamment des ressortissants de Kosuma, qui abonderont tous dans la thèse du chef de Mugna. Le juge infirme le jugement et attribue toutes les terres appelées "Mugna Tjin Tjin" (les sables de Mugna) au village de Mugna.

Notons que Mama Kampo n'est pas un ressortissant du village Kosuma qu'il représente et que le chef de ce village est en parfaite santé mais refuse de représenter le village pour cette revendication qu'il ne cautionne pas. L'exécution de l'arrêt de la Cour est partiellement réalisée (39 champs libérés sur les 69) mais saisi d'une demande de sursis à la poursuite de son exécution, le juge y répond favorablement afin de préserver l'ordre public dans l'attente de la décision de la cour suprême saisie d'un pourvoi en cassation par Mama Kampo. Déjà l'administration avant la justice en avait suspendu l'application. En effet, pendant l'hivernage 1994 les Marka de Kosuma sont allés cultiver armés de fusils, de lances et de bâtons. Les Bamanan sont venus aussi cultiver les champs, ils étaient également armés. L'affrontement a été évité de justesse par l'intervention des forces de l'ordre.

PROCEDURE: Conciliation & Administrative & Judiciaire

Résolution amiable ? : Non

DECISION(S): Convention du 29/6/64 - Décision n°08/CD du 10/6/88 du Cdt de Cercle - Jugement n°51 (RG n°04) du 7/6/90 du Tribunal de Paix à compétence étendue de Jenne - Arrêt n°40 (RG n°87) du 12/5/93 de la Cour d'Appel de Mopti - Arrêt n°116 (RG n°78) du 29/7/94 de la cour d'Appel de Mopti.

DROIT:

La Convention entre les parties signée en 1964 maintient une situation qui convient à tout le monde, avec une reconnaissance foncière à Mugna qui récupère les terres des exploitants qui décèdent et qui gèrent les terres non cultivées (plutôt que "inculte" dans le texte): "1) Maintien du Peul sur la portion qu'il occupe. 2) Les paysans de Kosuma continuent l'exploitation des terres qu'ils occupent actuellement. 3) Il revient au conseil de village de Mugna la distribution de toutes les terres incultes situées autour de ces champs. 4) En cas de décès d'un exploitant, la propriété de ses terres et leur distribution reviennent à Mugna". L'administration en 1988 attribue 69 champs aux agriculteurs de Kosuma. Le juge de Jenne s'en réfère aux témoignages qui lui font dire que Kosuma est le premier occupant de la zone et que c'est lui qui a installé Mugna en lui confiant des terres. Mais le juge va découvrir un attribut juridique de la possession traditionnelle: le N'gono qui correspondrait à une nu-propriété. L'imagination de Kampo, représentant de Kosuma, est particulièrement développée et dans ce cas précis, le juge accepte cette allégation juridique (?!?) qu'il reprend même dans sa motivation. L'équité motive la décision du Tribunal qui refuse de tout accorder à une partie: "Attendu qu'aucune des parties n'a pu prouver que l'ensemble des sables lui appartient; que pour chacune d'elles il y a des parcelles qui semblent lui appartenir puisqu'elle en jouit paisiblement; que des litiges entre les deux villages et relatifs à certaines autres parcelles avaient éclaté bien avant le litige actuel; que les 69 champs en question étaient entre les mains de Kosuma; que des témoignages ont établi que dans la zone quatre villages seulement (Gniné, Tjié, Soa, Kosuma) sont propriétaires de N'gono (sorte de nu-propriété coutumière suffisamment indicative de l'ancienneté du village qui en est titulaire); ... Attendu qu'en dépit de tout cela, il est excessif pour l'une ou l'autre des parties de réclamer la totalité des terres en litige aux fins d'exclure d'autre; que les 69 champs se trouvent vers Kosuma à mi-chemin de Mugna; que dès lors il convient, conformément au code domanial et foncier, d'octroyer à Kosuma la zone des 69 champs et de permettre à Mugna de cultiver en tout autre endroit des sables, sous réserves des droits d'éventuels occupants". La cour d'Appel n'apporte aucun crédit à la version de Kampo et sur la base de témoignages fiables, de la convention de 1964 et de l'aveu de Kampo affirmant que Mugna gérait les terres, infirme le jugement et reconnaît Mugna possesseur de la zone litigieuse, "les sables de Mugna" (Mugna Tjin-Tjin).

Concernant l'aveu de Kampo, le juge ne fait pas la distinction entre le fait de gérer la terre et d'en être

possesseur: "Considérant qu'en matière de foncier domanial il est difficile d'être propriétaire et de ne pas avoir de droit d'emprise sur la propriété coutumière; que dans le cas d'espèce Fomo Diarra reconnu par Mama Kampo comme père de Adama Diarra et gestionnaire des terres ne détenait son droit coutumier de personne à Kosuma et que les arguments de Mama Kampo ne sont que pures machinations au nom d'une communauté villageoise dont le véritable chef de village n'a jamais voulu se mêler de cette propriété revendiquée par les ressortissants très peu convaincus de leurs prétentions. ... Considérant qu'on ne gère en matière coutumière que ce dont on est le propriétaire coutumier; Considérant que la propriété coutumière au sens du code domanial est imprescriptible; que Fomo Diarra, grand-père de Adama a bel et bien géré les Tjin-Tjin de Mugna en son temps et que Adama Diarra par succession a hérité de ses ancêtres les Tjin-Tjin de Mugna pour la collectivité villageoise de Mugna. Considérant l'alinéa deux de l'article 127 du code domanial et foncier, il y a lieu de dire le droit coutumier et reconnaître à la collectivité ou communauté villageoise Mugna son droit coutumier existant sur tous les Tjin-Tjin de Mugna y compris les 69 champs dont se prévaut la collectivité ou communauté villageoise de Kosuma. Au fond: ... La Cour lui (Adama Jarra) reconnaît son titre de propriétaire de droit coutumier sur les Tjin-Tjin de Mugna depuis la Convention de 1964 et le lui en confère. En conséquence la Cour ordonne le déguerpissement de toutes autres collectivités se trouvant illégalement sur les 69 champs".

Devant la menace d'un affrontement sanglant, l'administration et ensuite la justice ordonnent la suspension provisoire de l'arrêt partiellement exécuté: "... qu'en effet devant la menace qui pèse lourdement sur l'ordre public à la suite de l'exécution de l'arrêt critiqué, ... il serait hasardeux de permettre l'exécution d'une décision de justice qui entraînerait des conséquences manifestement excessives pour la société; que la mesure de suspension provisoire ordonnée de facto par l'administration ayant pu faire préserver l'ordre public, il conviendrait de conforter de jure cette situation; ... qu'en considération de la saison hivernale et de l'importance des travaux champêtres pour les deux communautés villageoises en conflit, il conviendrait de tenir compte de l'exécution partielle intervenue et de suspendre la poursuite de celle-ci en l'état... Dit que l'arrêt n°40 du 12 mai 1993 est suspendu dans ses effets en attendant l'arrêt de la Cour Suprême".

NOTE: On notera que le juge d'Appel (arrêt n°40) souligne que l'origine de nombreux conflits provient de la contradiction entre le droit traditionnel et le droit étatique: "Considérant qu'après l'indépendance le régime coutumier foncier fut ébranlé et que de nombreuses confusions ont mis en cause la notion de propriété coutumière insuffisamment comprise; car il fut prôné maladroitement au mépris du droit coutumier que toutes les terres étaient choses de l'Etat; dès lors des conflits surgirent partout et autant que possible l'on voyait par ci par là des soulèvements désordonnés de réclamations de terre au mépris des véritables propriétaires coutumiers. Considérant que la coutume suivant la jurisprudence est la source du droit; et ce faisant cette source du droit demeure fondamentalement et précisément dans le foncier domanial et principalement dans les dispositions du Code domanial foncier malien".

Droit Appliqué: Traditionnel

Respect de la décision: Cour Suprême saisie

VILLAGE: TOROJI**LEYDI: Hors leydi****Cercle: NIAFUNKE****Arrondissement: SARAFORE****Ref Objet: A****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1994****RESSOURCE: Terre****ECOTOPE: Champs****OBJET: Revendication de champs sans héritier.****PARTIES: Nuhum YATTARA c/ Village de TORODI, rep. par le chef Abduramane Buba Maiga****ETHNIES: Agriculteurs****FAITS:**

Yero Aba Guro Kulibali décède avec 9 champs sans laisser d'héritier. Nuhum Yattara revendique ces champs alléguant que Yero Abba était le captif de sa famille. Or ce dernier était sorti de ce statut de captif car son père avait été affranchi (1er version) ou parce que sa mère était noble (2ème version). De ce fait, n'étant plus captif (certifié par les parties), seuls des parents peuvent hériter. Mais Kulibali n'avait que deux nièces et vu que la femme ne peut pas hériter de la terre, les neuf champs tombent dans le domaine collectif du village, le beitel, que le chef de village est chargé de gérer pour le compte du village. Les décisions du Tribunal et de la Cour successivement débouteront Yattara de sa demande.

PROCEDURE: Judiciaire**Résolution amiable ?: Non****DECISION(S): Jugement n°6 du 18/3/91 du Tribunal de paix à compétence étendue de Niafunke - Arrêt n°82 (RG n°18) du 15/6/94 de la Cour d'Appel de Mopti.****DROIT:**

Le premier juge fait référence au code foncier (art. 127, 128 & 129) relatif au droit traditionnel. Ce qui offre un syncrétisme issu du droit étatique: "Dit que les neuf champs étaient détenus en vertu des droits coutumiers exercés individuellement par Yero Abba Guro Coulibaly décédé à Torodi sans laisser un héritier ayant vocation à la succession desdits biens immeubles en vertu des règles coutumières; Dit cependant que les terres non immatriculées ... font partie du domaine privé de l'Etat; ... Dit que conformément aux dispositions de l'article 128 du CDF les champs en question sont mis à la disposition du chef du village et du conseil de village de Torodi pour être transférés au "Béitou" villageois constitué par un ensemble de terres sur lesquelles s'exercent des droits fonciers coutumiers d'usage ou de disposition à titre collectif; ... Dit que pour la gestion et l'exploitation des champs en question le chef de village de Torodi est tenu de se conformer aux règles coutumières et de collaborer avec le conseil de village pour les attribuer à ceux-là qui en ont strictement besoin à l'exclusion de toutes spéculation (métayage, fermage ou vente)".

Nuhum Yattara pensait pouvoir hériter de Abba du fait que ce dernier était intégré à sa famille "adoptive" tout en reconnaissant qu'il était affranchi. Il ignorait en fait qu'une fois affranchi, seule la famille de sang hérite. Ce que confirme la Cour d'appel: "Considérant que suivant la coutume de Torodi, un maître peut hériter de son esclave si celui-ci est demeuré en cet état jusqu'à son décès; or il se trouve que Yero Abba Guro s'est anobli soit du fait de l'affranchissement de son père (thèse de Nouhoum) ou du fait que sa mère est noble (thèse de Abduramane); que dès lors ses héritiers ne peuvent être que des parents; or là encore il est constant qu'en dehors de deux nièces Yero Abba Guro n'a laissé aucun parent; que ces nièces ne peuvent être envoyées en possession de la succession composée uniquement de champs de culture; que dès lors il s'agit de biens vacants tombant

nécessairement dans le "beytal".

Droit Appliqué: **Traditionnel**

Respect de la décision: **Oui**

VILLAGE: OKOYERI**LEYDI: Hors delta****Cercle: KORO****Arrondissement: DIANKABOU****Ref Objet: A****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1957 - 1973 - 1974 - 1976****RESSOURCE: Terre****ECOTOPE: Champ****OBJET: Revendication d'un champ****PARTIES: Mesugu Ejeru ALFAGALO, de Okoyéri c/ Allaye Daru ALFAGALO de Okoyéri; puis leurs fils respectifs.****ETHNIES: Dogon****FAITS:**

Un champ du village du Okoyéri, situé au pied de la montagne de Gamni, fut prêté il y a 70 ans à une famille du village de Gamni (canton de Dianvely). Mesugu Ediera et Allaye Daru en revendiquent chacun la possession.

Mesugu Edieru prétend: "Le champ en litige m'appartient et m'a toujours appartenu par voie d'héritage. Je l'ai mis en culture cette année mais auparavant il était vide. Il y a de nombreuses années ma famille l'avait confié à des habitants de Gamni, canton de Dianvely, mais ceux-ci ont cessé de l'exploiter depuis longtemps" (PV de litige n°3/Koro, le 26/4/57). Selon Allaye Daru: "Le champ appartient depuis toujours à ma famille. Mon grand-père l'a confié il y a 70 ans environ à un parent de Gamni. L'an dernier j'ai appris que ce champ avait été abandonné par les gens de Gamni et Mesugu Edieru se l'était approprié et l'avait mis en culture" (Ibidem).

D'après la famille de Gamni (représenté par Brahim Gelekuraga dit Nila) qui avait emprunté ce champ, c'est la famille de Allaye Daru qui le leur avait confié et ils ne le cultivent plus depuis 10 ans. Ces propos seront confirmés le 16 juin 1975 dans un PV d'audition par le petit fils de Nila: "Selon mon grand-père Nila, le champ en question aurait été prêté à son père Songo par le grand-père de Daru du nom de Sanvan" (du fait de liens de parenté utérins). Le 26 avril 1957 une conciliation se concrétise par l'usage du serment au fétiche Binu qui démontrera qui est vraiment le possesseur de la terre. Mesugu qui cultive actuellement le champ devra prêter serment au fétiche et s'il survit après trois saisons de culture, il en sera ainsi désigné possesseur [en fait selon les coutumes le délai de 3 ans est trop court, "mais il s'agissait d'une disposition des autorités administratives à laquelle il fallait se plier", sic Alawo Amaga Cominitugo, féticheur actuel du Binu, in PV du 4/11/74]. Le serment fut prêté le 26 mai 1957 en présence du chef du village de Okoyéri et du féticheur, Amatige du village de Gimel. Mesugu vivra encore 11 ans après le serment et Allaye Daru mourut 2 ans après. Mais Mesum, selon des témoins, n'a pas cultivé le champ même une année après le serment.

L'affaire rebondit à cause du fils de Allaye, Yusuf Allaye qui revendique pour lui la possession du champ. Le juge de paix à compétence étendue de Koro est saisi par le fils de Mesugu, Amadu Saïdu (Lettre du 29 avril 1973), après l'échec de conciliation par le Chef d'Arrondissement de Jankabu. Le 31 mai 1973 le même chef d'Arrondissement organise une audition relative au conflit. L'ensemble des témoins, dont un présent à la prestation de serment, est unanime: n'ayant pas cultivé le champ après le serment, Mesugu s'est désisté volontairement et sa famille ne peut plus revendiquer le champ en question. "Personne ne pouvait imaginer que Saïdu réveillerait cette affaire après la mort de son père" (PV d'audition du 31/5/73). Le juge de paix s'estimant incompétent (litige de terre) souligne bien l'unanimité en faveur de Yusuf Allaye et déconseille à Amadou Saïdu de poursuivre l'affaire (Lettre n°167/JPK du 27/6/73 du Juge au Chef d'Arrdt.).

Le 4 novembre 1974 le Cdt de Cercle de Koro effectue une audition dans laquelle les témoins se contredisent quelque peu sur le fait de savoir si le serment a été ou pas respecté, c'est à dire les 3

années de culture. En fait il ressort qu'il n'y aurait eu que deux années de culture selon certains et trois selon d'autres (la troisième en coton). Mais on apprend par un fils de Allaye Daru, Belco Allaye Alphagalo que le serment a été prêté par Mesugu au nom de sa famille et non de lui-même qui ne cultivait pas le champ, pas un seul jour. Ce champ a été cultivé l'année du serment et l'année d'après uniquement, et par successivement les frères de Mesugu qui sont morts chacun à un an d'intervalle à peine après avoir récolté le champ. Suite à la mort successive de ses deux frères, Mesugu partit voir le fétiche du Binu pour renoncer au serment (contre une chèvre). L'assemblée du village approuva le fait que le champ n'ait pas été cultivé trois ans, selon différents témoins.

PROCEDURE: Conciliation

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S): PV de conciliation n°3/Koro du 26/4/57

DROIT:

Les parties se sont accordées pour porter l'affaire devant le fétiche de Gimbel, Binu: "Suivant la coutume Dogon employée généralement dans le pays lorsqu'un terrain est revendiqué par deux individus et que ceux-ci ne peuvent faire la preuve formelle de leur droit, le détenteur actuel du champ doit prêter serment suivant lequel il déclare être le légitime possesseur de la terre. S'il reste en vie durant trois ans suivent la prestation du serment, la possession du terrain lui est reconnue. S'il décède entre temps, c'est qu'il a prêté un faux serment et le champ revient à la partie adverse. Les deux parties ont accepté que le serment coutumier soit déféré à Mesugo Edieru, le détenteur actuel. Dans ces conditions il a été arrêté ce qui suit: Mesugo Edieru prêterait serment coutumier au Binu (fétiche) de Gimbel, universellement reconnu par les habitants d'Okoyéri. Il cultivera le champ durant trois hivernages. S'il survit, il en gardera la possession. S'il refuse le serment, ou omet de faire acte de culture dans le champ durant la période prévue, le terrain reviendra à Allaye Daru."

Droit Appliqué: Traditionnel

Respect de la décision: Administration saisie

VILLAGE: BOGO

LEYDI: WURO NEEMA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: KONNA

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Présent

ETAPES: 1992 - 1993

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Mare

OBJET: Revendication d'un champ (mare mise en culture).

PARTIES: Niaga et Bayon PAMANTA c/ Bubacar TURE dit Ture Ture

ETHNIES: Bozo c/ Malinke

FAITS:

Bubacar Ture du village de Singo, dont la mère est originaire de Bogo, se met à exploiter la mare Suon Janga sans demander l'avis à quiconque, en 1984. La première récolte est fructueuse. Son oncle, Umar Timbo, repérant l'usurpation amène son neveu devant le chef de village de Bogo, Lamine Timbo.

Ce dernier accepte de lui prêter cette terre située dans un espace beitel (la mare). Ture exploite la mare jusqu'en 1991 sans aucune opposition au village. A cette date le chef de village décède. C'est alors que Niaga Samburu Pamanta qui cultivait déjà à l'est de la mare réclame à Ture une partie de la mare pour l'exploiter. Ture refuse car c'est un prêt du chef du village. Les parties entrent dans une discorde que tentent en vain de faire cesser les notables de Bogo. Niaga fuit les Conseils de village destinés à la réconciliation. Selon Niaga le chef de village et Ture complotent contre lui; de plus il affirme qu'il n'y a pas de mare beitel à Bogo: ses arrière-grand-parents détenaient toutes les mares avec de nombreux champs (Enquête auprès du chef de village et de Niaga, le 20 et 24/7/94).

Le chef de village saisit l'administration du problème en 1992. Le chef de village interdit toute culture de la zone jusqu'au règlement du conflit, mais à trois reprises il amène des charrues pour cultiver la mare. Le Chef d'Arrondissement le met de demeure de cesser toute culture dans la mare. Suite à cette injonction, Niaga saisit le Tribunal de Mopti qui rend son jugement le 17 juin 1993. Niaga est débouté dans sa revendication pour absence de preuves ("aucun témoignage sérieux"). L'affaire serait devant la Cour d'Appel de Mopti.

PROCEDURE: Judiciaire

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S): Jugement n°70 (RG n°148) du 17/6/93 du Tribunal de première instance de Mopti.

DROIT:

Le juge de première instance déboute Niaga, via son frère Bayon, de sa revendication: "Attendu qu'au soutien de son action, le requérant explique qu'il est propriétaire dudit champ qu'il a acquis par accession en l'héritant de son père; qu'il a prêté ce champ au défendeur qui l'exploite depuis bientôt six ans moyennant le paiement de redevances; que ce dernier refuse non seulement de payer les redevances, mais pire, se dit propriétaire de ce champ; Attendu en réplique que Ture Ture conteste ces déclarations; qu'il soutient que c'est son oncle Umar TIMBO qui lui a donné le champ en question; qu'après son décès, il a été autorisé par ses enfants à continuer son exploitation; Attendu qu'à l'appui de ses déclarations, le requérant n'a pu provoquer aucun témoignage sérieux; que par ailleurs le chef de village de Bogo, entendu suivant un PV d'audition a déclaré que le champ en question a été affecté à Ture Ture par son prédécesseur par l'intermédiaire de Umar Timbo son oncle; qu'il se situe dans le hariima (beitel en fait) du village tout entier".

VILLAGE: SENSE

LEYDI: WURO NEEMA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: KONNA

Ref Objet: A

ETAT du conflit: **Passé**

ETAPES: 1973

RESSOURCE: **Terre**

ECOTOPE: **Champ**

OBJET: **Revendication d'un champ prêté.**

PARTIES: **Famille TIARU de TOGEL KADI c/ Village de SENSE**

ETHNIES: **Malinke**

FAITS:

Un champ fait l'objet d'un prêt transmis à Tiaru, habitant du hameau Togel Kadi. Ce dernier, en 1973, ne voulut pas rendre la terre au village de Sense et prétendait qu'il avait hérité de son père. La conciliation échoua. L'administration fut saisie et les deux Chefs d'Arrondissement de Konna et Fatoma se rencontrèrent à Sense pour trancher le problème. Ils remirent la terre à Sense, devant l'unanimité des témoignages. Actuellement la zone n'est plus inondée et plus aucune culture ne se fait (Enquête à Sense, le 13/4/94).

PROCEDURE: **Administrative**

Résolution amiable ?: **Non**

DECISION(S): **Orale de l'administration, en 1973.**

DROIT:

La terre est rendue au village de Sense par le chef d'Arrondissement.

Droit Appliqué: **Traditionnel**

Respect de la décision: **Oui**

VILLAGE: PORA-BOZO**LEYDI: WURO HARI****Cercle: JENNE****Arrondissement: KUAKURU****Ref Objet: A****ETAT du conflit: Présent ?****ETAPES: 1985 - 1988 - 1990 - 1991 - 1992****RESSOURCE: Terre****ECOTOPE: Plaine + Bois (sacré)****OBJET: Revendication d'une partie d'une plaine par deux villages et un Jowro.****PARTIES: Village de PORA, rep. par Bureïma KONTAO c/ village de KULENZE, rep. par Seku TRAORE c/ le Jowro du YONGARI, Jallo.****ETHNIES: Peul c/ Malinke c/ Bozo****FAITS:**

Le chenal "Napel" inonde les plaines du Yongary situées entre les villages de Kolenze et de Pora. Les ressortissants de Kolenze dans un objectif de maîtrise des eaux pour l'irrigation afin d'étendre leur surface cultivable, construisirent un ouvrage de retenue d'eau sur le chenal Napel, en 1983. Le Jowro du Yongary s'y opposa, du fait que l'ouvrage empêchait l'eau d'arriver à leurs rizières. Le Gouverneur ordonna le retrait de l'ouvrage pour absence d'étude préalable et de concertation locale. En 1985 le Comité de développement de Jenne répondit favorablement à la requête du village de Kulenze sollicitant des terres cultivables. A contre coeur le village de Pora céda une partie de la plaine à Kulenze qu'une mission administrative vint borner: du toggere Bogeji (ou Bokoji), bois sacré de Pora, jusqu'à 500 m vers l'est. Mais les agriculteurs de Kulenze ne respectèrent pas cette limite et saccagèrent l'espace forestier.

Le village Kulenze, fort de l'octroi administratif en revendique la possession devant le juge de paix à compétence étendue de Jenne. Mais le bornage a été détruit par les agriculteurs de Kulenze. Ceux-ci durent sur l'insistance de l'administration replacer la borne enlevée, qu'ils posèrent à un endroit différent de l'original. En réponse à cette manoeuvre frauduleuse, les habitants de Pora installèrent une nouvelle borne à l'ancien emplacement. Le Tribunal de paix ne se déplaça pas sur les lieux et considéra que le conflit tenait à la matérialisation des limites de la terre attribuée à Kulenze.

Le 6 août 1990 le juge départagea les parties en considérant que la zone litigieuse était située entre les deux bornes: un tiers pour Kolenze et les deux autres tiers pour Pora. Ce jugement ne calma pas les villageois et fut contesté par Pora.

Le nouveau jowro du Yongary, saisit le Tribunal en opposition au jugement de 1990 par tierce opposition. En effet ce dernier sollicita la possession des terres entre les deux villages. Mais il demande aussi que le juge reconnaisse en lui le nouveau Jowro, en raison de son âge, face à Hambela Jallo qui revendique aussi le titre en raison des liens parentaux et de consanguinité qu'il a avec le jowro originel. Le juge les invita à se pourvoir en une autre occasion devant le Tribunal pour cette affaire spécifique de succession à la fonction de Jowro. En demande reconventionnelle le village de Pora demanda à ce que Kulenze soit remis aux limites initiales, c'est à dire le toggere Bokoji. Le juge reconsidéra la position prise lors du premier jugement en ce que le litige ne doit pas être considéré comme portant sur l'espace compris entre les deux bornes mais sur l'espace spolié par Kulenze: "... qu'il n'est pas juste que ce village exploite des terres au delà des limites d'une forêt que tout le monde reconnaît comme une forêt sacrée de Pora; qu'en plus il a été constaté et établi que même si on cantonnait Kulenze à la borne indiquée par Pora, il aurait malgré tout dépassé et de très loin les cinq cents mètres d'abord accordés". Le juge considère que la demande du renvoi de Kulenze de toute la plaine, pour qu'il se cantonne uniquement à l'espace accordé, est différente de l'objet initial du litige et doit faire l'objet d'une saisine spécifique du Tribunal. Cependant il reconnaît les droits de Pora sur une ligne intégrant le bois sacré. La Cour d'appel annule ce dernier jugement pour vice de forme car

la demande reconventionnelle de Pora devait être rejetée du fait du jugement par tierce opposition (la tierce opposition ne profite qu'au tiers opposant).

PROCEDURE: Judiciaire

Résolution amiable?: Non

DECISION(S): Jugement n°65 (RG n°58) du 6/9/90 du Tribunal de Paix à compétence étendue de Jenne - Jugement n°22 (RG n°1) du 18/4/91 du Tribunal de paix à compétence étendue de Jenne - Arrêt n°17 (RG n°88) du 28/5/92 de la Cour d'Appel de Mopti.

DROIT:

Le juge reconnaît dans ce premier jugement que Kulenze a "outrepassé sa concession et a empiété largement sur les terres qui n'ont rien à voir avec celles qui lui ont été données" et que donc la difficulté insiste à matérialiser la terre attribuée; "qu'en l'absence de toute preuve certaine, il convient de procéder à un partage proportionnel aux droits apparents des parties" et ce "conformément au Code domanial et foncier (sic): "Dit que la zone litigieuse située entre les deux bornes sera divisée à raison de 1/3 pour Kulenze et 2/3 pour Pora".

Le même Tribunal, saisi par un des deux prétendants à la succession de la fonction de Jowro des lieux contre les deux villages, Pora et Kulenze, infirme son premier jugement. Concernant la demande de Jallo, le juge considère qu'il n'y a plus de bourgoutière dans la plaine, "qu'on ne peut empêcher les villages de réclamer leurs droits ... sous le seul prétexte qu'un Dioro n'est pas encore désigné" et que, en l'espèce, le jowro n'a aucun droit foncier personnel sur un terroir villageois: "le Dioro ne peut prétendre à un droit de propriété exclusive sur la substance même du domaine villageois" [sur la base de l'art. 129-4 du CDF: "Les chefs coutumiers qui règlent selon les coutumes l'utilisation de la terre par les familles ou les individus, ne peuvent en aucun cas se prévaloir de leurs fonctions pour revendiquer d'autres droits sur le sol que ceux résultants de leur exploitation personnelle, en conformité avec la coutume"]. Concernant la demande reconventionnelle de Pora, le juge "Reconnaît les droits de Pora sur les domaines situés au sud de la route et qui longe ses bois au nord et ayant un sens Est-Ouest" et que "Pora peut jouir de ses droits immédiatement".

La Cour d'Appel annule ce jugement pour vice de procédure: "le jugement qui fait droit à la tierce opposition ne profite qu'au tiers opposant et que le jugement reste définitif entre les personnes qui y ont participé". Le jugement du 6 septembre 1990 reprend ses entiers effets.

Droit Appliqué: Pratique

Respect de la décision: ?

VILLAGE: FARANAH

LEYDI: Hors leydi

Cercle: NIAFUNKE

Arrondissement: SUMPI

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1941 - 1972 - 1973 - 1977 - 1978

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Lac

OBJET: Revendications de terres dans un lac

PARTIES: Village de FARANAH c/ Villages de JARTU & KOKONTO / et Village de SAMBANI c/ village de JARTU

ETHNIES: Agriculteurs

FAITS:

Le lac Kabara est exploité par les villages de Jartu, Sambani, Kawantza, Famsara, Kokonto installés en bordure et par Faranah ancien Chef-lieu du Canton qui se trouve à 45 km environ. A chaque fois que le lac târit, son exploitation génère des conflits de délimitation. Les litiges se situent presque toujours entre Faranah et Jartu et Faranah et Kokonto. "Lorsque le lac sèche par suite d'insuffisance de crues, la mare résiduelle constitue un véritable trésor car il suffit seulement de semer pour faire d'excellentes récoltes dès que la pluie tombe. Il n'y a presque pas d'effort à fournir. Dès lors les revendications et les tiraillements commencent et un important marché s'instaure par le système de métayage et même des ventes" (Rapport du Cdt de Cercle, le 31/7/78).

En 1972 le lac Kabara ayant târi, le conflit renaît. En effet il semblerait que ce ne soit qu'un rebondissement, car à chaque tarissement, situation exceptionnelle ou cyclique, le droit définit antérieurement est remis en cause et les délimitations sont à redéfinir. Sous la colonisation l'administration avait même borné la zone en certains lieux. "Etant donné que le lac peut rester plusieurs décennies sans tarir, chaque collectivité aimerait profiter le cas échéant de la situation exceptionnelle. Ce qui a toujours motivé les prises de position divergeantes et l'insistance des villages déjà favorisés à conserver un monopole injustement acquis. C'est pourquoi les intéressés ne se lassent pas de demander chaque fois qu'on les autorise à exploiter pour la seule année en cours, car ils calculent que pendant 10, 20 ou 30 ans et même plus, le lac peut ne pas tarir. Il leur sera encore possible d'actualiser le problème et revendiquer des droits caduques car les responsables qui connaissent bien le problème seront tous absents et déjà très loin du milieu. ... Il n'y a généralement de difficultés qu'en année d'insuffisance notoire de crues. Ce phénomène provoquant le tarissement des lacs et mares réveille par la même occasion les problèmes de terres" (Ibidem).

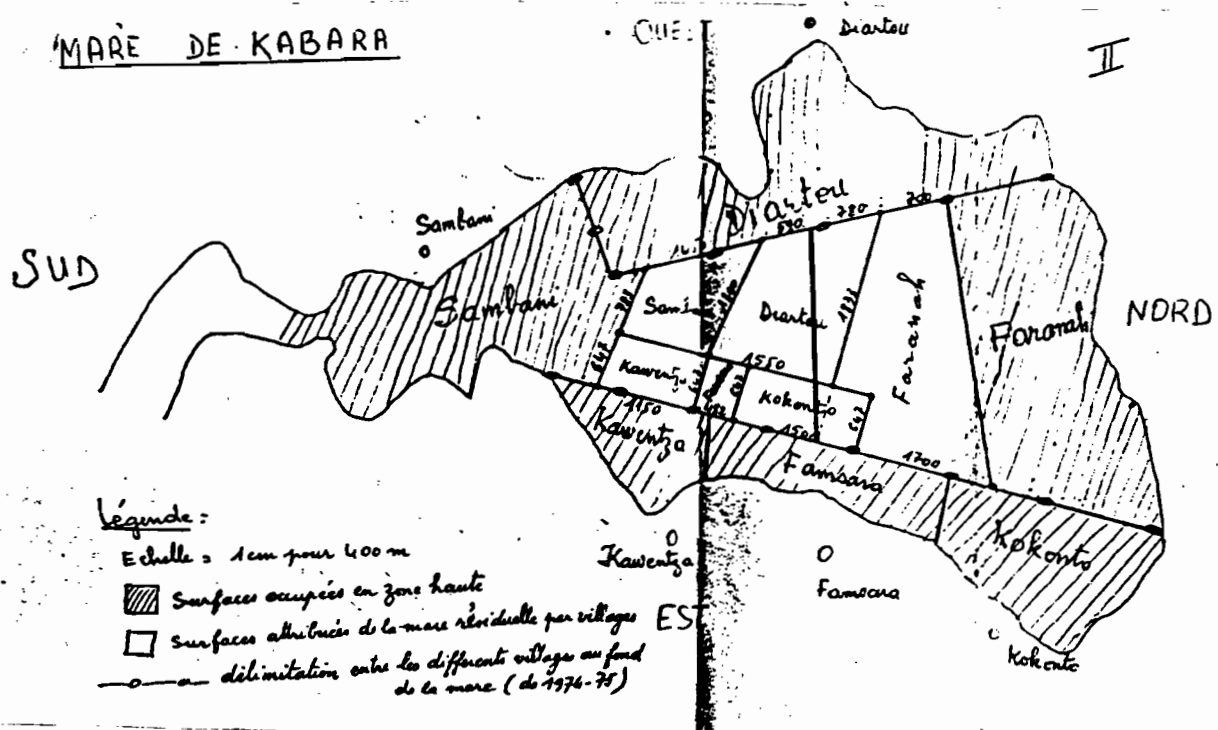
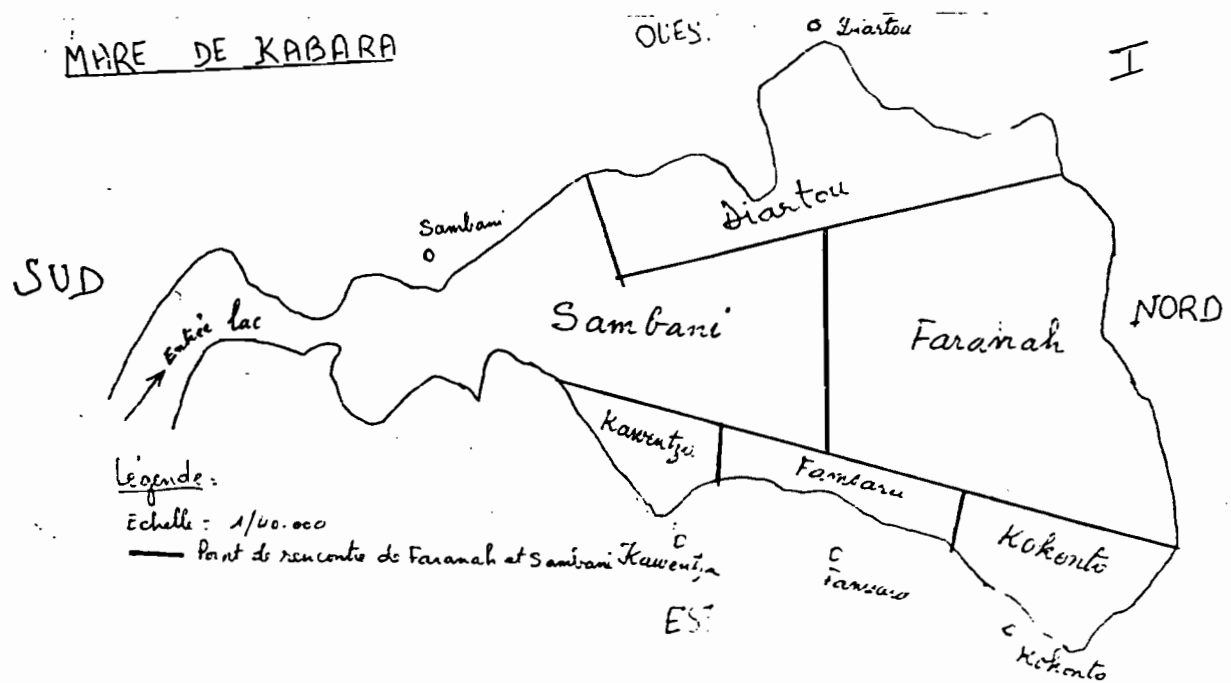
En 1972 l'administration saisie du conflit procède à un partage du lac entre les villages sur la base des différents témoignages des populations. Selon le chef de village de Faranah: "Le lac Kabara depuis les temps anciens, avant même Seku Amadu, nous appartenait. Nous n'avons jamais eu de discussion à ce sujet avec qui que ce soit... Chaque village connaît ses limites avec ses voisins. Si nous descendons dans le lac vers la mare résiduelle nous faisons limite avec Sambani qui vient de l'autre côté et nous nous rencontrons dans la mare résiduelle. Il n'y a jamais eu de discussions entre Jartu et nous sauf lorsqu'il s'agit de quelques redressements de limites de champs. A présent il y a des pierres qui matérialisent la limite (profondément ancrées dans le sol). La limite avec Kokonto est aussi matérialisée par des pierres. Il y a une famille de Faranah installée à Kokonto qui s'occupe de nos terres. ... Nous exploitons chaque année nos terres. Il faut préciser qu'avant la mare séchait complètement et que l'on pouvait marcher à pied de Famsara à Jartu. Ces dernières années, les crues sont fortes et les terres découvertes sont insuffisantes. La crue de 1970 a été faible et nous avons eu l'intention de venir partager nos terres entre nos ressortissants. Etant dans ces préparatifs, Jartu s'est précipité pour ensemençer ces terres. Quand nous avons appris cela nous avons envoyé des notables

auprès du chef de Jartu. Nous leur avons dit qu'il y avait des limites entre nous et que ceux qui ne les respectaient pas cherchaient des histoires. Les responsables de Jartu nous ont répondu que c'étaient leurs terres et qu'ils les cultiveraient. Nous avons tenté de leur faire comprendre qu'ils étaient dans l'erreur mais ils n'ont voulu rien entendre. Kokonta s'est emparé des terres que les gens de Jartu n'avaient pas prises, prétextant qu'elles étaient à eux et nous éliminant ainsi par systématiquement du lac. " (Hamadun Hassamu Aljanabangu, in PV du 13/3/72). Historiquement, le village de Faranha, non riverain du lac, s'est attribué une partie du lac par le fait qu'il détenait la chefferie du Canton, selon les parties adverses: "C'est le pouvoir qui a amené Faranah dans le lac. Le royaume de Watira dont est issu notre village existait avec la Dina de Seku Amadu. L'an dernier avant que Faranah ne soulève le problème, nos habitants avaient cultivé toutes les terres. Faranha cultivait pendant la chefferie de Canton en très faible crue. Quand je parle de pouvoir, il s'agit du pouvoir des chefferies de Canton. Les champs de Jartu, de Famsara, Sambani et Kokonto n'arrivaient jamais au fond de la mare résiduelle qui était réservée à Faranah, Chef lieu de Canton. Je détiens un tarik hérité de mon père qui explique toute la situation" (Samba Musa, chef de village de Jartu, Ibidem).

Ce témoignage est confirmé par le chef de village de Kokonto: "C'est grâce à la chefferie que Katawane a disposé de la mare; nous y étions déjà installés nous les cinq villages. Ils ont quitté Hulul à l'est (entre le Niger et le Mali): ce sont des nomades. Nous faisons limite avec le village de Jartu sur le lac.... La mare sèche complètement tous les cinquante ans environ. A ce moment Faranah étant la chefferie de canton, prit à l'intérieur de la mare toutes les surfaces qui lui plaisent et dans n'importe quelles directions. Les gens de Faranah en faisaient ce qu'ils voulaient et ils ne nous laissaient quelques petites parcelles. Mais lorsque les crues étaient fortes, ils ne s'intéressaient pas à la mare et nous autres nous en profitons. La preuve est que ces dernières années plusieurs chefs ont régné à Faranah sans s'y intéresser. Ce n'est que l'an dernier quand Hamadun Husamu a été nommé chef qu'il a revendiqué les terres. Nous lui avons fait remarqué qu'il y a plus de 40 ans que Faranah n'a pas cultivé dans la mare" (Kubar Numudion Kulibaly, Ibidem).

Le conflit proviendrait d'un empilement de répartitions foncières avec les pouvoirs en place. On voit ici toute la valeur des rapports de force sur le droit foncier. Le témoignage suivant nous le confirme: "Les gens de Katawane et nous sommes des parents. Ils sont nomades. Nos ancêtres ont eu à combattre ensemble Hama Hady Dirma de séjour avec les touaregs de Katawane. C'est à la suite de cette alliance qu'ils nous ont demandé un passage pour les animaux au bord du lac que nous leur avons donné. Par la suite ils ont revendiqué l'agrandissement du passage, ce qui leur a également été consenti. Ce n'est que du temps de la chefferie de Sidi Idal que des problèmes de terres de cultures se sont posés entre nos deux villages. Au cours d'une de ces histoires, un des nôtres a été amené à Niafunké où il a été emprisonné pendant trois mois, et c'est à partir de cette date que Faranah a commencé à disposer des terres comme il le voulait. C'était sous le régime colonial. Maintenant que les blancs sont partis, nous avons pensé que nous étions en droit de réclamer nos terres" (Sunkale Fode Kulibaly, de Jartu, ibidem).

Faranah invoque la dernière époque qui fait référence: "Depuis nos ancêtres, il y avait une limite entre Jartu et nous. Nos grands parents étaient au Fagibine. Sambani était le premier village à s'installer au bord du lac. C'était la période des razzias. Les gens de Sambani avaient demandé à nos ancêtres de venir les protéger pour qu'ils puissent exploiter en paix le lac, Sambani et nous. Nous avions le nord (termitière allant à l'est) et Sambani le sud et l'on se rencontre au fond de la mare" (Sidi Idal, dernier chef de Canton de Faranah, in PV du 12/2/73). Jartu réfute cette version: "Famsara est le premier village installé autour du lac; ensuite fut Jartu. Les rapports entre nos ancêtres et ceux des touaregs de Katawane se sont tissés quand les nôtres ont demandé le concours des touaregs de Katawane pour combattre Hama Hadi Dirna. Après avoir vaincu celui-ci, Katawane a demandé à nos ancêtres un passage d'animaux pour accéder au lac; ce qui leur fut accordé. Nous avons toujours cultivé jusqu'à ce passage d'animaux que nos ancêtres leur ont accordé. C'est Sidi Idal qui à l'époque de sa chefferie nous a imposé cette nouvelle limite. D'ailleurs depuis ce temps-là, la mare n'a plus séché et les terres hautes étaient exploitées par notre village" (Mamadou Kulibaly, ibidem). Il est clair que le dernier chef de canton de Hawussa Katawane, c'est à dire Faranah, nommé Sidi Idal Aljanabangu (fraction Kattaval), avait pris soin en 1941 à l'occasion du tarissement du lac, de délimiter les terres au profit de son village, au moyen de pierres. Cet acte fut entériné par la puissance publique de l'époque comme il le mentionne dans son témoignage par l'emprisonnement d'un récalcitrant. Depuis cette date la question n'a plus été soulevée par aucun des villages qui tentent de reprendre lesdites terres après



VILLAGE: TOGEL M'BEWA (SIMINA)**LEYDI:** WURO NEEMA**Cercle:** MOPTI**Arrondissement:** KONNA**Ref Objet:** A**ETAT du conflit:** Présent**ETAPES:** 1992 - 1994**RESSOURCE:** Terre**ECOTOPE:** Champs**OBJET:** Revendication de champs prêtés.**PARTIES:** Agro-pêcheur Sajo KASSIBO, de Togel M'Bewa c/ Agriculteurs Hamadun Amadu TAMBURA & al., de Simina**ETHNIES:** Bozo c/ Malinke**FAITS:**

Des agriculteurs de Siimina cultivaient depuis longtemps des champs prêtés à leurs ascendants par le maître de terre et des eaux de Togel M'Bewa, Temori Kassibo. Suite à l'aménagement du hors-casier de Jambakuru (construction d'une digue de retenue d'eau), les terres situées sur "Runde Galedé" ou "Baanda" sont redevenues comme auparavant bien exploitables en raison de l'immersion qu'elles subissent. En 1992, Sajo, fils de Temori, faucardait dans les champs de son père lorsque des agriculteurs de Siimina vinrent prétendre qu'ils étaient possesseurs de ces champs [Hamadun Amadu Tammbura, Kawudo Alkaru Tammbura, Basse Traore, Bara Hamadi Traore & Hama Hamadi Tammbura]. Selon eux, le grand-père de Sajo, Kasum Kassibo venait de Degenà où il était le seul pêcheur. Les gens de Siimina étaient allés le chercher pour lui confier l'organisation de la pêche dans les mares. Le contrat reposait sur une contrepartie selon laquelle les poissons d'une journée de pêche étaient donnés à Siimina, tandis qu'il avait droit aux poissons de trois journées de pêche. Ils affirmaient que Siimina lui avait également donné un champ de riz. Actuellement les habitants de Siimina considèrent que Sajo dépasse les limites du champ donné à son grand-père (Enquête à Siimina, le 18/5/94).

Cependant, cette version ne correspond pas du tout à celle de Temori et Sajo Kassibo qui est par ailleurs corroborée par les témoignages des villages alentours. Cette version est la suivante. Après l'aménagement de Jambakuru, Temori Kassibo a indiqué aux emprunteurs de Siimina les parcelles à cultiver. Les récoltes furent bonnes pendant deux années. C'est à ce moment que les agriculteurs de Siimina se déclarèrent possesseurs des terres prêtées, affirmant qu'ils en avaient hérité de leurs parents, et refusèrent de donner la contrepartie du prêt (un sac de riz paddy). En réponse à cette attitude, Temori retira du prêt tous les champs (Enquête à Togel M'Bewa, le 5/5/94). Une tentative de conciliation a été menée sous l'auspice de nombreux notables des villages alentours, notamment ceux de Wuro Neema, Fussi et Degenà. Les avis et témoignages convergent tous vers la version des Kassibo. Tous ces villages affirment que ces terres sont possédées par Temori Kassibo. Malgré cette médiation, Siimina demeure toujours récalcitrant en 1994 et exprime avec violence son désir de possession sur les terres; en effet un agriculteur de Siimina tenta de tuer Sajo avec un fusil qui blessa le tireur ! L'administration intervint et Sajo porta plainte. L'administration saisie du problème le renvoie auprès du Tribunal de première instance de Mopti.

PROCEDURE: Traditionnelle & Judiciaire**Résolution amiable ?:** Non**DECISION(S):****DROIT:****Droit Appliqué:****Respect de la décision:** Administration & Tribunal saisis

VILLAGE: TAÏKIRY**LEYDI: WURO MAKÀ****Cercle: MOPTI****Arrondissement: MOPTI****Ref Objet: A****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1991 - 1992****RESSOURCE: Terre****ECOTOPE: Champs****OBJET: Reprise de champ prêté. Contrepartie trop élevée non payée.****PARTIES: Jowro Bukar SIIDIBE c/ Hambeydi PARITA****ETHNIES: Peul c/ Riimaay'be****FAITS:**

Le jowro de Wuro Maka saisit le juge afin d'expulser de plusieurs champs (11 ha) un exploitant qui refuse de payer la contrepartie demandée et de rendre les champs. En 1988, l'agriculteur Parita accepta de donner 3 sacs de paddy. En 1989 le nombre de sacs de riz demandé passa à 4 puis à 6 en 1990. Ainsi naquit un conflit du fait certainement inavoué de la volonté du jowro de prêter le champ à quelqu'un d'autre ou de tirer maximum profit du prêt.

Le juge relève que l'agriculteur "a offert plus que ne l'exige de lui la coutume" et que le retrait est illégal au vu de la coutume. De ce fait le juge maintient Parita comme exploitant qui versera la contrepartie exigée par la coutume. L'affaire est portée devant la Cour d'Appel qui, en fait, ne fera que constater la réconciliation des deux parties: Parita restitue de son plein gré les champs au jowro.

PROCEDURE: Judiciaire & Conciliation**Résolution amiable ?: Oui****DECISION(S): Jugement n°38 (RG n°9) du 7/3/91 du Tribunal de première Instance de Mopti - Arrêt n°25 (RG n°76) du 17/6/92 de la cour d'Appel de Mopti.****DROIT:**

Le jowro saisit le tribunal afin d'expulser un exploitant agricole qui refusait de payer la redevance et créait un climat de mésentente rendant toute collaboration impossible (sic). Cependant le juge constate bien que le jowro outrepassa les règles coutumières à des fins de rentabilité en exigeant de l'exploitant 6 sacs de paddy que ce dernier refuse de donner: "Qu'en effet il a été unanimement admis par les témoins et reconnu par le requérant lui-même que la redevance exigée par la coutume est purement symbolique et a pour but de rappeler à celui qui s'en acquitte que la terre qu'il exploite est la propriété d'autrui. Que ladite redevance est fonction des possibilités de la franchise et du degré de gratitude de chaque exploitant; que dans ces conditions l'attitude du Dioro transgresse la coutume qu'elle entend dénaturer en en faisant une entreprise lucrative".

Concernant le retrait d'un champ prêté, le juge considère qu'il n'est pas libre: "Attendu qu'aux termes de la coutume, si le retrait de l'exploitation d'un champ par un paysan est possible, c'est à la condition toutefois que ce paysan soit en faute vis à vis des règles coutumières régissant ses rapports avec le Dioro et que le retrait soit notifié dans la forme exigée par la coutume". "Dit que Hambeydi Parita conservera l'exploitation des champs objet du litige; Dit qu'il versera au Dioro Wuromaka la redevance exigée par la coutume". La Cour constate la réconciliation des parties: " sur la base de la reconnaissance de la propriété coutumière de Bukari Dioro Sidibe sur les champs et l'acceptation de Hambeydi Parita à restituer lesdits champs".

Droit Appliqué: Traditionnel**Respect de la décision: Oui**

VILLAGE: JAMBAKURU**LEYDI: WURO NEEMA****Cercle: MOPTI****Arrondissement: KONNA****Ref Objet: A****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1992 -1993****RESSOURCE: Terre****ECOTOPE: Champ****OBJET: Revendication d'un champ****PARTIES: Suleyman TIMBO, agriculteur à Jambakuru c/ Amadu Hama SOW, éleveur à Saya****ETHNIES: Malinke c/ Peul****FAITS:**

Selon Timbo de Jambakuru, son père qui aurait prêté le champ à l'un de ses amis. Le fils de ce dernier, Afo Samburu, oncle de Hama Sow, continua de l'exploiter le champ après le décès du prêteur. Timbo, lui-même, était parti en exode. A son retour il réclama son champ. Afo le pria de lui laisser encore le cultiver. Il accepta. En 1991, quand il voulut le reprendre il se heurta au refus du neveu de Afo Samburu, Amadu Hama Sow, qui prétendait l'avoir hérité de ses parents.

Timbo saisit le Tribunal pour récupérer son champ. Timbo affirme que le village s'est cotisé pour construire une digue et qu'une fois cette dernière réalisée Hama est rentré de transhumance et s'est réinstallé dans le champ sans s'en référer à quiconque, alors que cette terre n'avait pas été cultivée depuis 10 ans car la crue n'y venait plus. La digue a permis l'inondation des lieux. Selon un notable de Jambakuru: "Sur le plan coutumier la terre appartient à la famille Souleymane Timbo. Leur grand-père l'a donnée au grand-père des Peul. Ce qui est réel, cette terre a été donnée au Peul il y a très longtemps. Le grand père des Souleymane s'appelait Aburu Samba qui était ami à mon père. Même notre chef de village ne sait pas quand est-ce que le champ a été attribué au peul" (PV d'audition du 7/7/92). Le juge déclare la famille Timbo "propriétaire coutumier" du champ litigieux et ordonne le déguerpissement de tout occupant de ce champ. Hama Sow fait appel de ce jugement auprès de la Cour de Mopti qui le déboute également en confirmant le jugement.

PROCEDURE: Judiciaire**Résolution amiable ?: Non****DECISION(S): Jugement n°156 (RG n°141) du 19/11/92 du Tribunal de première instance de Mopti - Arrêt n°34 (RG n°9) du 19/5/93 de la Cour d'Appel de Mopti.****DROIT:**

La Cour d'appel confirme le jugement considérant que "l'appelant n'a pu apporter la preuve de sa propriété et que lui même a mené des enquêtes pour se convaincre vainement s'il était véritable propriétaire coutumier dudit champ; ... Considérant qu'il argue par ailleurs qu'il n'exploite que l'unique champ qui a été donné à ses grands parents depuis le temps de Seku Amadu, mais alors sans tariik tandis que fréquemment les terres objets à litige du temps de Seku ont été toujours attribuées par des pièces à conviction notamment des tariik;... Considérant que des témoignages très persistants et fermes ont abondé dans ce sens (celui de la version de Timbo); que dès lors il y a lieu de dire que la preuve tangible du prêt est établi; qu'en droit coutumier la reprise est bien possible vue l'imprescriptibilité du droit de propriété en la matière;".

Droit Appliqué: Traditionnel**Respect de la décision: Oui**

VILLAGE: SINGO**LEYDI: WURO NEEMA****Cercle: MOPTI****Arrondissement: KONNA****Ref Objet: A****ETAT du conflit: Passé resurgissant****ETAPES: 1959 - 1992 - 1993****RESSOURCE: Terre****ECOTOPE: Mare****OBJET: Revendication d'une mare.****PARTIES: Mama NAJO puis Baba NAJO c/ Pipo et Jango puis Mamadu WANSAGO****ETHNIES: Malinke****FAITS:**

L'affaire commença en 1953. Kama était une pêcherie possédée par la chefferie du village, détenue par les Najo qui sont des agriculteurs. La mare était confiée aux Niamenta. Quand ces derniers ont refusé d'être recensés dans le canton Korondugu-Borondugu en préférant le canton Korondugu-Konna, le chef de canton, Samba Timbo, les a fait exclure de la pêcherie Kama pour les remplacer par Pipo et consorts, Bozo qui se sont fait recenser au canton Borondugu. Le Chef du village, Najo, fut contraint d'accepter mais à une condition: le paiement de la redevance.

De 1954 à 1956 ces pêcheurs ont versé régulièrement la redevance puis ils ont cessé. A ce moment le contrat étant rompu, les Najo leur ont retiré la pêcherie et ont installé leur propre barrage eux-mêmes. Par la force Pipo monta le sien et occupa les lieux pendant 25 jours. A partir de ce moment Kama fut mis sous surveillance et la pêche interdite jusqu'au prononcé du jugement du Tribunal de premier degré de Mopti, le 16 mars 1959. Le juge, qui a été saisi par Mama Najo, dit que la mare de Kama appartient à Mama Najo et que Pipo et consorts en perdent l'usage pour n'avoir plus payé la redevance.

Le descendant de Pipo, Mamadu Wansago, Maître des eaux, revendique en 1992 la mare Kama au profit de sa famille. Selon lui, le grand père Najo et le sien ont ensemble fondé le village de Singo. Le Grand-père Wansago, agro-pêcheur, s'occupait de toutes les mares. Puis un bozo étranger, Ka Samana, est venu et les pêcheries du village lui ont été données. A sa mort, ses enfants ont été confiés au chef de village qui les éleva. Les Najo prétendent posséder les mares car ils ont élevé les enfants. Wansago s'est rendu compte du jugement de 1939 qu'en 1992. C'est pourquoi il est allé voir le juge à Mopti (sic) (Enquête auprès de Wansago, le 7/4/94). La version développée par les Najo est celle qui est relevée dans le jugement de 1959: "Le marigot Kama est notre propriété, car nous l'avons hérité de notre grand père Sigena. Du temps de ce dernier, c'est Koro Niamenta qui pêchait pour lui. Après le décès de Koro c'est son fils Solmana qui faisait le travail. Après le décès du grand père, c'est Titi qui lui a succédé, et c'est toujours Salmana qui pêchait la mare Kama. Après le décès de Salmana, c'est Konta qui le remplaça et pêcha pour le chef actuel Baba Najo". Il semble ici que le descendant des pêcheurs pense que sa famille possédait la mare alors qu'elle n'en était que détentrice, c'est à dire simple usager, l'usage ayant d'ailleurs prit fin en 1959. Le juge du Tribunal débouta Wansago de sa demande de tierce opposition au jugement de 1959 pour forclusion. Cette prescription sera aussi l'argument de la Cour d'appel qui rappelle l'autorité de la chose jugée depuis 33 ans. Wansago insiste en saisissant la Cour Suprême.

PROCEDURE: Judiciaire**Résolution amiable ?: Non**

DECISION(S): Jugement n°2 du 16/3/59 du Tribunal du 1er degré de la Subdivision Centrale de Mopti - Jugement n°126 (RG n°109) du 3/9/92 du Tribunal de première instance de Mopti - Arrêt n°13 (RG n°188) du 7/4/93 de la Cour d'Appel de Mopti.

DROIT:

Le Tribunal colonial reconnaît la "propriété coutumière" à la famille de Mama Najo. La preuve en est le versement de redevances: "Attendu que d'après la coutume Bozo-coranique pratiquée par les parties, la propriété coutumière s'établit par la perception de redevance coutumière". Pipo et consorts perdent leur droit d'usage pour non paiement de la redevance: "Attendu que le droit d'usage se perd si le bénéficiaire de celui-ci ne verse pas au propriétaire les redevances coutumières". Le Tribunal en 1992 oppose la prescription trentenaire à la demande en tierce opposition de Wansago.

La Cour déclare la tierce opposition irrecevable pour la même raison, la prescription de l'action: "le temps pour agir en ce qui concerne Mamadou Ouansago en tierce opposition est carrément emporté par la prescription trentenaire". Le juge confirme les droits de Najo sur la mare: "... le droits coutumiers d'usage sur la mare Kama par la famille Baba Najo sont effectifs, réels et immobiliers depuis 1959 jusqu'à nos jours".

Droit Appliqué: Traditionnel

Respect de la décision: Cour Suprême saisie

VILLAGE: KOWANA c/ PUCAWEL**LEYDI: WURO NEEMA****Cercle: MOPTI****Arrondissement: FATOMA****Ref Objet: A****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1960****RESSOURCE: Terre****ECOTOPE: Champs****OBJET: Revendication de champs prêtés.****PARTIES: Village de KOWANA, rep. par son chef Badara SOGHO c/ Village de PUCAWEL****ETHNIES: Malinke****FAITS:**

Les deux villages, Kowana et Pucawel, prétendent chacun avoir prêté à l'autre des rizières, situées entre les deux villages, à la confluence du Yame de Bandiagara avec le Niger. D'après Pucawel, Kowana, en contrepartie du prêt, les faisait traverser en pirogue gratuitement et leur offrait des poissons. Ce prêt a été hérité et avec le temps les contreparties ont disparu.

A l'indépendance Pucawel a souhaité reprendre ses terres, du fait de la collectivisation et du droit moderne disposant que "là où tu cultives, la terre t'appartient". Les agriculteurs de Kowana ont refusé (Enquête à Pucawel, le 24/3/94).

La version de Pucawel est contraire: ce sont eux qui ont prêtés les terres en raison de la collaboration étroite qui existait entre les deux villages dans les années 1930 (Enquête du 18/4/94). Les autorités administratives saisies auraient interdit l'accès à la zone. Mais les agriculteurs de Kowana auraient poursuivi les cultures. Une bataille sanglante eut lieu sur la zone conflictuelle. Le Cdt de Cercle aurait tenté de régler le conflit en 1960, oralement semble-t-il, en considérant que "toutes les parties héritées sont aux détenteurs coutumiers". Mais selon Pucawel, l'administration leur aurait attribué les terres en interdisant l'accès aux agriculteurs de Kowana, sauf autorisation de Pucawel. Le conflit fut recouvert par l'Opération Riz Mopti qui redistribua les terres aménagées en casiers, mais demeure toujours latent.

PROCEDURE: Administrative**Résolution amiable ?: Non****DECISION(S): Absence d'écrits****DROIT:**

Selon la version donnée, la possession revient à Pucawel ou au "détenteur coutumier". L'ORM a mis fin au conflit en s'appropriant les terres aménagées.

Droit Appliqué: Traditionnel**Respect de la décision: Non**

VILLAGE: GOGOLA**LEYDI:** JAAMALI DOOGO**Cercle:** YUWARU**Arrondissement:** DOOGO**Ref Objet:** A**ETAT du conflit:** Passé**ETAPES:** 1981 - 1984**RESSOURCE:** Terre**ECOTOPE:** Champ**OBJET:** Revendication d'un champ prêté.**PARTIES:** Gallo Hamadi KULIBALI c/ Kawudo Hamadi TRAORE, Agriculteurs à Fetoje**ETHNIES:** Agriculteurs**FAITS:**

Le champ litigieux couvre 6 ha et se trouve dans le terroir de Gogola. Il a été prêté au grand père de Kawudo Hamadi Traore par celui de Gallo Hamadi Kulibali. Au décès du grand père de Kawudo, le champ a été prêté à Afo Traore, père de Hassana Afo Traore, cousin de Gallo. Au décès du père de Gallo, Hassana Afo sollicite et obtient le prêt du champ par Gallo. En 1973, ce dernier reprend son champ, craignant qu'il ne soit usurpé par les enfants de Hassana Afo et le prête à Kawudo. En 1980 Gallo souhaite reprendre son champ mais se voit refuser catégoriquement la restitution par Kawudo. Un accord intervient entre les parties sous la médiation du chef de village de Gogola: il est convenu que Kawudo achève l'hivernage avec et le restitue immédiatement après la récolte. Mais Kawudo ne respecte pas l'accord et selon lui: "J'ai trouvé mon grand père en train de cultiver le champ en question. Mon père aussi a exploité le champ. Après son décès, j'ai continué à cultiver le champ" (PV du 23/11/81).

Le Conseil de Fetoje demande à Kawudo de restituer le champ à Gallo. Devant le refus de l'intéressé, le litige est porté devant le Chef d'Arrondissement. Le litige est tranché facilement lors d'un PV de règlement de litige, le 23 novembre 1981, en faveur de Gallo. Tous les témoins, notables des villages de Fetoje et Gogola, sont unanimes sur la version du prêt que dénie Kawudo. La décision est entérinée par le Cdt de Cercle.

L'affaire ne s'arrête pas là. La mauvaise foi et les appuis politiques de Kawudo Kulibaly font perdurer le litige. Le 15 mars 1983, il saisit d'une plainte le Gouverneur. Le 10 juillet 1983 le Cdt de Cercle, un nouveau, se rend à Gogola pour essayer de trouver une solution transitoire, provisoire, et propose aux deux parties soit une attribution d'un autre champ à Kawudo, soit le partage en deux du champ litigieux. Aucun accord ne se conclut et le Cdt de Cercle repart en ordonnant la suspension de toute exploitation du champ litigieux (Lettre n°11/CY-C du 14/7/83). Le Gouverneur insiste auprès du Cdt de Cercle pour trouver une solution "la plus conforme à l'esprit d'équité des coutumes et traditions du milieu en matière domaniale. Votre deuxième proposition (partage du champ) peut être un compromis valable et acceptable" (Lettre n°122/GRM-CAB-C-3 du 7/7/84).

PROCEDURE: Administrative**Résolution amiable ?:** Non**DECISION(S):** PV n° 1/AD du Chef d'Ar., de règlement de litige, le 23/11/81.**DROIT:**

L'administration tranche tout comme le Conseil de village en restituant le champ à Gallo Kulibaly: "Nous reconnaissons avec les autorités villageoises de Fétodié que le champ en question a été bien prêté à Kaoudo Hamadi Traore par Gallo Hamadi Coulibaly. Par conséquent, nous attribuons le champs à Gallo Hamadi Coulibaly et nous demandons à Kaoudo Hamadi Traore de se méfier d'un tel agissement qui est de nature à troubler la paix et la tranquillité du milieu paysan".

Décision remise en cause par le Gouverneur qui demande à trouver "une solution équitable au litige qui n'exproprie pas cependant M. Kaoudo" (Message RAC n°991/GRM-CAB-3 du 12/6/84).

Droit Appliqué: **Traditionnel + Pratiq** Respect de la décision: **Non**

VILLAGE: SABE**LEYDI: UURUUBE CIKAM****Cercle: MOPTI****Arrondissement: FATOMA****Ref Objet: E****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1992 - 1993****RESSOURCE: Terre****ECOTOPE: Plaine****OBJET: Revendication de limite de champ.****PARTIES: Almamy JONGANA, chef du village de Sabe c/ Jaje JONGANA, héritier de feu El Haji JONGANA****ETHNIES: Riimaay'be****FAITS:**

Deux familles d'agriculteurs revendiquent une délimitation de leur possession terrienne. Jongana Almamy et Jaje Jongana sont en conflit en fait depuis longtemps, du temps du père de Jaje, El Haji. Ce dernier étaient en dispute avant sa mort avec le chef de village, Almamy. La querelle s'est transformée en combat judiciaire. Le juge de première instance donne raison au chef de village, certainement du fait que sa famille est la fondatrice de Sabe.

Mais le juge d'appel constate sur place une délimitation naturelle qui ressort de la végétation. Selon de nombreux témoignages concordant cette ligne naturelle entre le village de Sabe et le toggere Sabana serait la vraie frontière des terres entre les deux familles, et non pas la piste (route) reliant Sabe à Girowel. Le jugement est infirmé au profit de la version de Jaje.

PROCEDURE: Judiciaire**Résolution amiable ?: Non****DECISION(S): Jugement n°106 (RG n°26) du 30/7/92 du Tribunal de première instance de Mopti - Arrêt n°68 (RG n°171) du 28/7/93 de la cour d'Appel de Mopti.****DROIT:**

La délimitation entre les champs serait soit une route, soit une ligne naturelle. Le juge de première instance opte pour la première solution se référant au statut de la partie, Almamy, du lignage du premier occupant et chef de village: "Attendu que ce sont les ancêtres de Almamy Jongana qui ont fondé le village de Sabe; que la coutume leur reconnaît à ce titre la qualité de Chef coutumier ... Dit que les deux propriétés terriennes sont juxtaposées et la limite naturelle entre les deux est la route de Sabe à Guirowel ...".

Selon le juge d'appel, "le Toguéré Sabana distant de Sabe d'environ un kilomètre paraît être l'ancien emplacement de Sabe; que des touffes d'herbes en ligne droite jusqu'à Sabe lient le toguéré Sabana au village de Sabe et semblent indiquer une ancienne limite naturelle entre les champs de mil de la famille de Jaje Jongana et de celle de la famille de Almamy Jongana ... Considérant que de nombreux témoins ont déclaré que s'agissant des champs de mil la limite naturelle est bien de Sabe jusqu'à Toguéré Sabana ... dit et juge que la limite entre la propriété coutumière de Dadié Jongana et celle de Almamy Jongana commence de Tegere-Sabana (depuis le site) jusqu'au village de Sabe".

Droit Appliqué: Traditionnel**Respect de la décision: Oui**

VILLAGE: YUWARU

LEYDI: YALALBE

Cercle: YUWARU

Arrondissement: YUWARU

Ref Objet: E

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1975 - 1979

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champ

OBJET: Limite de champs contigus

PARTIES: Agriculteur Kawudo KULIBALI contre Agriculteur Salmana Salum TAMBURA

ETHNIES: Riimaay'be

FAITS:

Tambura emprunte le champ d'un Peul. En 1975, Tambura étend sa culture sur une partie du champ voisin, celui de Kulibali. Voyant cela, ce dernier lui demande de respecter la limite de son champ. Cette demande fut sans effet pendant trois hivernages car Tambura étendait de plus en plus les limites du champ qu'il cultivait.

En 1979, Kulibali se mit à cultiver son champ jusqu'aux limites d'origine. Tambura protesta. Afin d'éviter un affrontement, Kulibali saisit le chef de village, aîné de l'actuel, Hamadun Allaye Ndure et le possesseur du champ prêté. Le chef du village convoqua Tambura et le somma d'accepter la limite que fixeraient le lendemain les détenteurs des deux champs.

PROCEDURE: Traditionnelle

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S): Orale

DROIT:

Le Chef de village et le possesseur du champ tranchent le problème: ils confirment les limites originelles (redélimitation des champs selon les anciens contours).

Droit Appliqué: Traditionnel

Respect de la décision: Oui

VILLAGE: KOÏNA**LEYDI: WURO ALI****Cercle: DJENNE****Arrondissement: DJENNE****Ref Objet: F****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1940 - 1974 - 1984****RESSOURCE: Terre****ECOTOPE: Champs****OBJET: Délimitation de terroirs villageois (Plaines + champs de riz), revendication d'un bas-fond****PARTIES: Agriculteurs de KOÏNA c/ Gagna, Wuro Aly (Koloye, Siratinti, Senosa, Tun) et contre Koroboro****ETHNIES: Bamanan****FAITS:**

Le village de Koïna revendique la détention d'une zone qui empiéterait sur le terroir d'autres villages. Ce litige remonte à 1940 puis réapparaît en 1973 lors de la sécheresse quand des agriculteurs de villages environnants sont venus l'exploiter, en s'adressant à Koloye et non à Koïna. Elle se situe dans une cuvette située dans la plaine Mangaje (en bambara) ou Mangawol (en peul, car située en plein coeur des bourgoutières Mangawol). Cette zone se trouve entre Koïna et Koloye (5 km). Koïna fit valoir ses droits avec la convention de 1940 pour la demande d'autorisation de culture. Les exigences de Koïna ont entraîné des protestations de la part des villages de Koloye, Toun, Saratinti, et Senossa. Litige à double volet mettant en jeu des plaines (Koïna c/ Gagna & Koïna c/ Wuro Ali) et des champs de riz (Koïna c/ Koroboro). La thèse défendue par Gagna & Wuro Ali est la suivante. Chaque village détient une plaine ou domaine ("je") (Poma-je pour Gagna, Tomikelenja-je pour Koïna, Manga-je pour Wuro Ali). Ce partage de la plaine a été effectué par les douze villages dans le cadre d'une conciliation entre eux.

Thèse défendue par le village de Koïna est celle-ci. Il n'existe qu'une seule plaine dont il a toujours été le détenteur (réfute totalement les 3 domaines). Les exploitations rizicoles de Koroboro se situent dans la plaine de Tomikelenja-je. En 1940 une convention coloniale détermine la détention à Koïna avec usage autorisé à Koroboro (en 1940 Lanawe était le seul village opposé à Koïna, actuellement ils sont 17). A l'indépendance, la terre appartenant à celui qui la met en valeur, les villageois de Koroboro qui ont toujours exploité les terres de Koïna, revendiquent la détention de ces terres, appuyées par les villages alentours. "Une véritable action diplomatique s'est alors déclenchée au fil des années n'épargnant aucune occasion pour faire revivre le problème avec des données nouvelles permettant à chacune des parties de bénéficier momentanément du fruit de son entreprise" (Compte rendu du 19/3/79).

Première décision en 1974, trop imprécise, qui confirme la convention de 1940, mécontente les villages qui sollicitent l'intervention du Gouverneur. Ce dernier envoie une commission régionale d'arbitrage (mission n°0170 du 18/6/75) (qui considère que le responsable du conflit est la décision du 16/8/74: "...constater que le conflit ... est le fait des autorités administratives de Djenné") qui donne lieu à la mise en place d'une commission locale présidée par le Cdt de cercle. Celle-ci délimite sur place la zone concernée par la Convention de 1940 et s'aperçut que les limites n'avaient aucun lien avec les champs actuellement en litige. La zone litigieuse fut interdite à toute culture.

Deuxième décision, le 3/9/76 du Chef d'Arrondissement qui est contraire à la précédente. Suite aux travaux de la commission, elle effectue un partage Nord-Sud (droit étatique). Koïna refuse cette décision prétextant les décisions précédentes (droit traditionnel). Koroboro l'accepte et la respecte (jusqu'à intervention d'une décision administrative contraire), réclamant la propriété de l'Etat des terres. "Le conflit connaît des périodes de tensions très aiguës ponctuées du refus permanent de l'un de céder au profit de l'autre" (Courrier du 29/7/78). "Le problème est celui de la subordination de

tout un village à un autre ..." (Note, 10/5/79).

Tentatives de conciliations multiples: "le Gouverneur a reçu à lui seul plus de 15 fois les délégués de tous les villages en conflits" (fin 1977-1978) (ibid.). Courant Avril 1977, le chef d'arrondissement attribue une parcelle dans la zone interdite aux habitants de Koroboro. Ceux de Koïna, amendés en août 1976 par l'administration locale à 120 000F (30 000 par exploitant) pour avoir cultivé dans cette zone, qualifient cette distribution d'arbitraire. Le chef d'arrondissement a aussi distribué des terres de Koïna en dehors de la zone litigieuse. "Tous les responsables administratifs et politiques qui se sont succédé à la tête de la circonscription ont eu à connaître de ce litige et à le calmer provisoirement sans jamais réussir une solution définitive viable à l'intérêt commun. Ces procédés ont transformé la zone en un véritable centre de trafic d'influence constituant une source intarissable d'intérêts entretenus au détriment des braves populations sur lesquelles on ne cesse de percevoir des taxes pour faire face au conflit" (Compte rendu, 19/3/79).

La zone litigieuse, interdite de culture s'est vu cultiver en 78-79 par les 2 villages opposés. Une décision administrative du 19 mai 1979, n°5/CD, attribue la récolte du riz de la plaine litigieuse aux villageois de Koroboro. Koïna s'opposa à cette décision (la gendarmerie arrêta les opposants et la récolte faite par Gagna, eut lieu sans incident sous contrôle des gendarmes). Un message RAC du gouverneur du 21/4/79 ordonne au Cdt de Cercle de commercialiser le riz au profit de la Fédération des Groupements Ruraux par l'OPAM (cette dernière décision sera exécutée). Aucun affrontement enregistré dans la zone. Le Gouverneur propose 3 solutions: un juste compromis, la saisine du tribunal, une opération d'aménagement. Le fond caché du conflit proviendrait en fait d'un litige relatif à la mare "Pomba" (cf. affaire Pomba). Une commission de conciliation n'a pas réussi dans sa tentative de conciliation (suite aux 4 réunions tenues en 1977). Revirement de l'administration qui finalement souhaite appliquer la Convention de 1940 avec son croquis faisant référence (ordre du Gouverneur: "l'exécution de la Convention de 1940 ne doit souffrir d'aucune hésitation..." (Lettre du 5/8/81)) La plaine fut délimitée par le Cdt de Cercle en fonction du croquis. Mais Lanawe ne souhaite pas respecter ce règlement du fait de velléités expansionnistes (au-delà de la borne existante jusqu'au Nord du village de Toun). Lanawe refuse toute conciliation et s'adresse directement à Bamako (Ministre de l'Intérieur). Les agriculteurs de Koïna ont retiré les terres prêtées aux autres villages, relabourées sur les champs des autres dans la plaine. En 1985 la décision n°40 du Cdt de Cercle ne résout pas le litige car demeure inappliquée. Rebondissement du litige en 1986 (Lettre du 27/6/86).

PROCEDURE: Administrative

Résolution amiable?: Non

DECISION(S): Convention n°1 du 11/5/40 - Décision n°32/CD du Cdt Cercle le 16/08/74 - Décision du Chef d'ar. n°20/AC-DJ du 3/9/76 - Décision du Cdt Cercle du 10/08/78 (projet) - PV verbal de règlement de litige du 12/12/78 par le Cdt de cercle - Décision n°9/CD du Cdt de Cercle le 30/7/79 - Décision n°1/CD du Cdt de Cercle le 18/1/80 - Décision n°14/CD du Cdt de Cercle le 18/4/81 - Décision n°21/CD du Cdt de Cercle le 10/6/83 - Additif n°206/CD le 21/9/83 - Décision n°161/GRM-CAB-3 du Gouverneur le 27/7/84 - Décision n°40/CD du Cdt de Cercle le 28/11/84 -

DROIT:

La Convention de 1940 décide: Koïna et Lanawe doivent respecter la limite fixée et conserver à Koroboro la faculté de cultiver dans la plaine; Koroboro doit obtenir l'accord de Koïna ou Lanawe pour les parcelles qu'ils veulent cultiver (sic). Celui qui soulève des difficultés par des prétentions contraires à la Convention peut se voir interdit de culture sur les terres de Koïna. Cette Convention est accompagnée d'un croquis délimitant les parties de Koïna et de Lanawe. Le Cdt de Cercle décide en 1974 que "la plaine litigieuse demeure domaine villageois de Koïna" (art. 1) et que "tous les villages qui ont cultivé conservent leurs champs d'où qu'ils soient" (art. 2).

Le Chef d'Arrondissement décide en 1976 une division de la plaine litigieuse: le Nord à Koroboro, le Sud à Koïna (cette décision écrite reprend une décision orale de son prédécesseur). Cette décision est illégale du fait qu'une autorité inférieure ne peut annuler les décisions prises par un supérieur (lettre du 23/5/80)). En 1978 le Cdt de Cercle projette la décision suivante: la zone du litige se divise en 3 grandes plaines (art1) qui conservent leur affectation traditionnelle avec leur propriété respective de Koïna (Tomikeleje), de Wuro Ali (Mangaje) et Gagna (Pompaje)(art2); les limites (repères naturels) de ces plaines restent celles admises et reconnues et pourront être consolidées par des bornes par

l'administration, la décision les précise art3); tout exploitant conserve son champ où qu'il soit (art4); le chef de village est responsable de la gestion des parcelles qu'il distribue "quand elles ne sont pas grevées de droits réels d'usage" (art5); tout champ inexploité pendant 3 ans peut être réaffecté (art 6); "le retrait de champ, au non du droit coutumier de propriétés est interdit" sauf en cas de contestations et de revendications (art 7).

Le Cdt de cercle approuve et réitère la décision de 1976 par PV verbale de règlement de litige en 1978. Le Cdt de Cercle le 30 juillet 1979 reprend le projet de décision du 10/8/78 (cf.supra) reconsidérant les 3 plaines. En 1980 le Cdt de Cercle prend une décision concernant la récolte du riz semé en zone litigieuse: "Le riz objet du litige entre Koïna et les villages de Wuro-Ali, récolté dans la zone litigieuse mis en défens avant l'intervention de la décision n°9/CD sera équitablement réparti entre les exploitants de ces villages" (art1); "Le bénéfice de l'exploitation de la zone litigieuse reviendra à Wuro-Ali qui en est l'affectataire en vertu des articles 1 et 2 de la décision n°9/CD" (art4).

Le Cdt de Cercle décide le 18 avril 1981 que "les dispositions de la Convention n°1 du 11 mai 1940 demeurent applicables au litige opposant les villages de Koïna -Koroboro et consorts" (art1). La décision du 10 juin 1983 relative à l'application de la Convention n°1 du 11 mai 1940, prévoit une distribution entre villages de la partie profonde de la plaine non compris par la Convention de 1940 (demande auprès de l'administration chargée de la distribution des terres disponibles), accusant Koïna d'étendre les limites de la Convention, reprécise les limites véritables en citant les 3 plaines, réaffirme l'application de la Convention de 1940. Additif à cette décision: "La zone appartenant à Lanawe suivant la Convention de 1940 étant inculte, les paysans de ce village pourront demander à l'administration l'attribution des terres dans les zones situées en dehors de ladite convention" (art 10 nouveau).

Le Gouverneur de la Région de Mopti annule, le 27 juillet 84, toutes les décisions prises après la Convention n°1 du 11 mai 1940 dans toutes leurs dispositions (sic), sur ordre du Ministre de l'Intérieur (Lettre du 25/6/84).

Le Cdt de Cercle décide le 28 novembre 1984: confirme la Convention de 1940 dans toutes ses dispositions (art1); "Conformément à l'original du croquis joint à ladite convention, la plaine, objet du litige dont la limite est fixée Est-Ouest est située entre Koïna et Lanawe à l'Ouest du marigot de Kouakourou; les terrains situés au Sud de cette limite appartenant à Koïna, ceux du Nord à Lanawe" (art2); "La plaine en question, matérialisée par des bornes dans ses limites initiales en conformité avec ledit croquis est bien propriété de Koïna et de Lanawe. Toutefois les villages de Koroboro y conservent la faculté de cultiver" (art3). Cet article 3 fait l'objet d'une intervention ministérielle pour rectification: les villages de Koroboro doivent obtenir l'accord de Koïna ou Lanawe pour cultiver; c'est une faculté sous autorisation (en référence à la Convention).

Droit Appliqué: **Traditionnel**

Respect de la décision: **Oui**

VILLAGE: SEBY c/ GOMU**LEYDI: Hors leydi****Cercle: YOUWAROU & NIAFUNKE****Arrondissement: AMBIRI & NIAFUNKE****Ref Objet: F****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1981- 1984****RESSOURCE: Terre****ECOTOPE: Champs****OBJET: Délimitation de terroirs villageois, revendication de mares****PARTIES: Village SEBY c/ Village de GOMU****ETHNIES: Bozo c/ Malinke****FAITS:**

Le conflit entre Sebi et Gomu a commencé lors de l'exploitation d'une mare, Keba, revendiquée par Gomu. Cette revendication exprime une mésentente relative à la délimitation entre les terroirs. La zone conflictuelle intéresse 28 champs. Selon le chef de village de Sebi: "Depuis les premières années de l'indépendance, le feu Samba Kasambara et Musa Mahamane Traore de Gomu furent les premiers à solliciter ces parties de terre auprès de Sebi pour y faire des champs. Chaque année le nombre d'exploitants venant de Gomu se multipliait. Considérant les liens qui nous unissent, Sebi leur a toujours souhaité la bienvenue. Près de ces champs se trouve une mare du nom de Kéba et il y a quelques années seulement, après la création du Cercle de Yuwaru, des ressortissants de Sebi ont voulu se faire des rizières dans cette mare. Cette idée rencontra des refus de la part des gens de Gomu sous prétexte que le secteur leur appartient et que les terres de Sebi s'arrêtent au marigot Joni situé seulement à un kilomètre de mon village. C'est le mobile de notre désaccord avec nos voisins parents de Gomu... Je précise que depuis longue date des ressortissants des deux villages exploitaient des champs côte à côte sans aucun incident.

Les difficultés sont parties de l'affaire de la mare de Kéba que les ressortissants de Gomu refusent que nous exploitions bien que nous leur ayons prêté la deuxième mare de Tomu" (PV d'enquête de la gendarmerie de Yuwaru du 11/7/84). Lors d'une mission sur les lieux, le 8 juillet 1981, le Cdt de Cercle de Yuwaru constate l'existence d'une pièce rapportée par Sebi indiquant le lieu "Tata Bozo" comme limite du fleuve (Lettre n°480 du 3/6/55 du Cdt Cercle de Niafunké): "Le témoin de Sévi, le chef et les conseillers de village de Ju voisin immédiat de Seri et Gomu ont déclaré que les terres appartenaient bel et bien à Sebi et que Monsieur Afo Sow, Chef d'Arrondissement de Sah entre 1959 et 1961 a bien demandé la clémence des habitants de Sebi pour qu'ils acceptent l'exploitation des terres litigieuses par les habitants de Gomu en attendant qu'ils procèdent à un défrichement ailleurs. La limite sur le fleuve entre Gomu et Sebi est bien Tata Bozo, lieu que les deux délégations ont eu à connaître et qui n'a pas été contesté ni par Sebi, ni par Gomu"; les deux délégations se sont mis d'accord sur le partage suivant: la mare de Tumu revient à Gomu, la mare de Kéba revient à Sebi (Lettre n°30/CY du Cdt Cercle de Yuwaru au Ministre de l'Intérieur, le 18/7/81, ref. PV rencontre du 10/7/81).

Décisions administratives violées par Gomu: dans la deuxième quinzaine du mois d'octobre 1981, plusieurs paysans de Gomu ont creusé un canal de 25 mètres à l'intérieur des terres de Sebi; des ressortissants de Gomu ont également effectué une coupe de 125 pieds d'arbre. Le Ministère de l'Intérieur abroge la décision administrative n°989/MI-CAB du 24 septembre 1982 portant délimitation territoriale entre les deux villages. Les habitants de Gomu qui exploitaient des champs situés dans les mares de N'gami, Tomu et Keba continueront à les cultiver (sic).

PROCEDURE: Administrative**Résolution amiable ?: Non**

DECISION(S): AOF, Administrateur du Cercle de Niafunke, Analyse n°480 du 3 juin 1955 -
Décision ministérielle n°1005/MI-CAB du 3/8/84.

DROIT:

L'administrateur rappelle les décisions des tribunaux de 1er et 2ème degré entre Seby et Ayum; "Il a été décidé définitivement que les mares de Diedoumbou et Koita appartenaient à Ayum. Le fleuve (lieu dit Bara Kosoni et Tata Bozo) appartenait à Séby" (sic). La décision ministérielle annule une précédente, n°989 du 24 septembre 1982 et dispose que "les habitants de Gomou qui exploitaient des champs situés dans les mares de N'Gamy, Tomou et Kéba continueront à cultiver les dits champs". L'application de cette décision s'avère délicate du fait que les villages ne sont pas d'accord sur les champs concernés (leur nombre varie de 28 à 56).

Droit Appliqué: **Pratique**

Respect de la décision: **Oui ?**

VILLAGE: KOTOLA**LEYDI: WURO ALI****Cercle: JENNE****Arrondissement: JENNE****Ref Objet: F****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1991 - 1993****RESSOURCE: Terre****ECOTOPE: Plaine****OBJET: Revendication d'une plaine, dont la limite (située entre le terroir d'un village et le domaine géré par le jowro) est contestée par un agriculteur.****PARTIES: Amadu Amiru CISSE, Jowro du leydi WURO ALI c/ Hamady MAIGA****ETHNIES: Peul c/ Songhay****FAITS:**

En 1947 les agriculteurs du village de Kotola et les Peul du leydi Wuro Ali s'accordent sur une limite entre le terroir du village et l'espace possédé par le groupe Wuro Ali, qui est la plaine Fianke. Jusqu'en 1991 cette limite est respectée. Le conflit naît entre Hamady MAIGA & al. et des agriculteurs sous obédience du jowro, d'une mésentente à propos d'un prêt de champs et de la volonté de le récupérer: "... en 1990 un certain Niawal prêtait un champ en ces lieux à un certain Alfa; mais au moment précis du prêt, le sieur Niawal avait notifié à Alfa que dès que son frère reviendrait de l'exode il allait reprendre le champ. Effectivement au retour du frère de Niawal, celui-ci a réclamé ledit champ prêté à Alfa. C'est lors de cette réclamation que le sieur Amadu Amiru Cissé a envoyé un émissaire auprès de Hamady Maïga pour lui dire de laisser le champ entre les mains de Alfa sous peine de se voir complètement exproprié de tous les champs; que justement c'est la cause de leur mésentente et c'est de là qu'est né le litige malgré l'entente qui régnait entre eux depuis leurs ancêtres jusqu'à nos jours. Cependant Hamady Maïga reconnaît qu'il y a une limite entre eux et que le problème de fond qui les oppose est cette question de limite" (Hamady Maïga, audience du 20/8/92).

Le jowro revendique une limite matérialisée par une bande de sable Est-Ouest entre les deux domaines. Le juge de première instance rejetant les écrits sans valeur présentés par les parties se fie aux divers témoignages qui, recoupés affirment tous que la plaine Fianke est possédée par Wuro Ali et que la limite est celle soutenue par le Jowro. Le Tribunal déclare le jowro "propriétaire coutumier de la plaine dite Fianke" avec comme limite celle revendiquée par Wuro Ali. Devant le juge d'Appel, Hamady Maïga conteste la possession traditionnelle de la plaine par le jowro et estime qu'ils sont copropriétaires avec une ligne les départageant. Mais le juge s'en tient à la limite fixée en 1947. Il ne prend pas en compte les témoignages trop partisans et s'en remet à certains, notamment celui de Abdramane Jal qui a toujours géré les terres de la plaine pour le compte du jowro. Selon Jal, des champs ont été prêtés depuis longtemps sans qu'une contrepartie soit demandée; ce qui explique selon lui l'origine de la revendication de Hamady Maïga. La Cour confirme le jugement de 1991 qui reprend la Convention de 1947.

PROCEDURE: Judiciaire**Résolution amiable ?: Non****DECISION(S): Jugement n°58 (RG n°48) du 14/11/91 du Tribunal de Paix à compétence étendue de Jenne - Arrêt n°37 (RG n°67) du 14/4/93 de la Cour d'Appel de Mopti.****DROIT:**

Le juge ne pouvant s'appuyer que sur des témoignages, prend sa décision sur les plus fiables qui sont en faveur du jowro: "Déclare Amadu Amiru propriétaire coutumier de la plaine dite Fianke. Dit que la limite entre son terroir et celui du village de Kotola est la bande de sable s'étendant d'Est en Ouest. Dit que le domaine Nord de cette bande est la propriété du demandeur et le domaine situé au Sud

propriété du défendeur". La Cour confirme le jugement sur la base de témoignages, de la délimitation de 1947 et sur le fait incontestable que dans la zone le jowro possède la terre c'est pourquoi il est possesseur de la plaine qui est exploitée depuis longtemps: "(selon Cisse) autrefois un litige avait opposé le "Wuro-Aly" et le village de Kotola dont Hamady Maïga est un ressortissant; que depuis ces temps lointains une limite entre les deux propriétés coutumières a été fixée par laquelle on reconnaît que la partie véritablement plaine est pour "Wuro-Aly"; tandis que la partie sablonneuse revient à Kotola; que dès ces dernières années il a été constaté que Hamadi Maïga tente de déplacer cette frontière en s'accaparant par usurpation des parties qui ne reviennent point à son village.... Considérant que la propriété coutumière de dioro sur une terre selon la coutume de la zone est incontestable et incontestée; ... Considérant que la plaine de Fianke est exploitée depuis fort longtemps et que Amadou Amiru Cissé a pu présenter des témoins potentiels venus de divers horizons lesquels ont confirmé ses dires ... Considérant qu'il ressort des divers témoignages recoupés que la limite généralement et en permanence respectée et fixée ou tracée de concert par les ancêtres ou les vieux des parties autrefois et même aujourd'hui est une bande de sable connue de tous qui s'étire d'est en ouest. Considérant dès maintenant qu'il convient de fixer définitivement cette limite et dire puis reconnaître que le Nord de cette bande appartient à l'intimé Amadu Amiru Cissé et le Sud à l'appelant Hamadi Maïga" (ici le juge veut certainement dire "au terroir du village Kotola").

Droit Appliqué: **Traditionnel**

Respect de la décision: **Oui**

VILLAGE: SINGO

LEYDI: WURO NEEMA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: KONNA

Ref Objet: F

ETAT du conflit: Présent

ETAPES: 1991- 1994

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Mare

OBJET: Revendication de possession d'une mare située à la frontière de deux villages.

PARTIES: Mama NAJO, rep. de SINGO c/ Hamidu TIMBO, rep. de BOGO

ETHNIES: Malinke

FAITS:

Depuis qu'il n'y a plus suffisamment d'eau dans la mare, la pêche n'est plus possible. Selon une version, Najo Suleymané a hérité la mare de son grand-père. Il décide de laisser cultiver les gens de Bogo dans la mare. Son frère Mamadu s'y oppose et revendique la mare pour lui. Le chef de village intervient en conciliant les deux parties: Suleymané accepte de laisser la mare à Mamadu. Mais les villageois de Bogo s'opposent à ce compromis car eux se prétendent possesseurs de la mare qui est disant-ils dans leur terroir villageois et qui plus est située dans leur hariima. La mare n'avait jamais été cultivée.

Le conflit naît en 1991 quand l'insuffisance des crues rend la mare accessible à la mise en culture et la terre agraire recherchée. Les agriculteurs ont commencé à descendre dans la mare; c'est à ce moment que le litige ressort. Les versions sont très contradictoires. L'affaire est engagée par Mamadu devant l'administration pour faire admettre sa possession et faire cesser la culture dans la mare aux villageois de Bogo. Actuellement chaque partie cultive dans la mare. Le chef de village de Singo demande que cesse toute culture dans la mare jusqu'à la décision du Chef d'Arrondissement. La justice est saisie de ce conflit, et aurait demandé via le Chef d'Arrondissement de faire cesser toute culture jusqu'à la résolution définitive du conflit. Une tentative de conciliation en divisant la mare en deux échoue.

PROCEDURE:

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S):

DROIT:

Droit Appliqué:

Respect de la décision: Tribunal saisi

WURO BAYNDE

Conflit n°: 90

VILLAGE: WURO BAYNDE

LEYDI: WURO NEEMA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: FATOMA

Ref Objet: F

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: Colonisation

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication de champs usurpés à la suite d'un long prêt réduisant l'espace cultivable du terroir villageois.

PARTIES: Village de WURO BAIDE c/ Villages alentours (SAMPARA, KOMIO, KAAMAKA, SENSE, SENSELAAJI)

ETHNIES: Peul + Riimaay'be c/ Malinke

FAITS:

Les grand-parents des gens de Wuro Baynde prêtaient les terres moyennant une contrepartie. Avec le temps, les prêts se sont transformé en usurpation (don forcé). Les agriculteurs des villages voisins ont récupéré les terres qu'ils n'ont plus jamais voulu rendre. Les enfants de Wuro Baynde ne détiennent plus de preuves des contrats de prêts. Certaines familles se sont même éteintes. L'état de fait a finalement été accepté.

PROCEDURE: Traditionnelle

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S):

DROIT:

Droit Appliqué:

Respect de la décision:

VILLAGE: KOOTAKA

LEYDI: WURO NEEMA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: KONNA

Ref Objet: H

ETAT du conflit: Présent

ETAPES: 1992

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Mare

OBJET: Gestion d'une mare aménagée par un ouvrage de retenue d'eau (répartition des terres).

PARTIES: Comité de gestion et agriculteurs bénéficiant d'une parcelle c/ exclus volontairement ou non du projet.

ETHNIES: Malinke

FAITS:

Janpagu est une mare d'environ 250 ha qui a fait l'objet d'un gros aménagement de retenue de l'eau, une digue en pierre avec une vanne. Un conflit intra villageois est né par le fait que la répartition des terres ne s'est faite qu'après la réalisation de l'ouvrage. La superficie mise en eau, cultivable, ne pouvait contenter toute la population. Cette situation a généré beaucoup de jalousies dans un village déjà beaucoup trop affecté par les projets de développement et dont les rapports sociaux étaient de nature très compliquée.

La mare est possédée par une famille maraboutique, Ibrahim Ture, qui a laissée au village la mise en valeur agraire de la mare par le projet FED-ACOPAM. La mésentente prévalant au moment de son exploitation, après les travaux achevés en 1992, le projet se retire et le possesseur de droit traditionnel reprend sa mare. D'après nos enquêtes, les agriculteurs qui n'ont pas participé aux travaux ont revendiqué une parcelle par la suite. Voyons l'histoire de cette affaire en détail.

L'aménagement du périmètre irrigué a été réalisé par le FED. Lors de la présentation du projet, une partie du village fut favorable et l'autre non. Mais ces derniers se sont engagés à ne pas nuire aux activités du périmètre irrigué. Le PV de l'assemblée villageoise du 5 novembre 1991 affirme le besoin de l'aménagement.

Premier malentendu: l'aménagement semblait émaner du Comité de gestion. Ce qui généra des jalousies des opposants à l'aménagement.

Deuxième malentendu: Un agent du FED est venu dresser l'inventaire des exploitants de la mare (ACOPAM parle de "propriétaires"); "Ce recensement a été interprété comme l'attribution future de la gestion des parcelles à leur propriétaire". Le chef de village, non exploitant, s'est porté sur la liste.

Troisième malentendu: les "oubliés", ceux qui ne sont pas exploitants et qui n'ont pas de parcelle prévue pour eux; cette mise à l'écart n'est pas acceptée. Lors de l'assemblée générale de Kootaka, le 10 juin 1992, le chef de village admet que les attributaires sont les seuls exploitants (traditionnels) et affirme qu'il est convenu que l'usage de la mare doit profiter au plus grand nombre. Cette incohérence créa un trouble et souligna le grand désaccord entre villageois. ACOPAM, gestionnaire du projet, décida de ne plus continuer (encadrement et mise en marche de l'ouvrage, la vanne) sans l'accord général des villageois. Une clarification qui intervient à quelques semaines avant l'utilisation de la digue.

ACOPAM offre deux possibilités: 1/ les anciens exploitants gèrent et profitent de la digue mais ACOPAM se retire et ils doivent rembourser eux-mêmes les coûts de l'ouvrage (environ 700 000 FF); 2/ l'ouvrage profite à la collectivité (anciens exploitants + nouveaux) et ACOPAM assure l'encadrement et le suivi sans condition financière. Le 10 juillet en assemblée générale à Kootaka, le chef déclare qu'il a toujours souhaité une exploitation de l'ouvrage pour le maximum de personnes. Le chef de village transmet une liste des nouveaux exploitants sans accord du village. Des villageois protestent auprès du Chef d'Arrondissement, le 19 juillet 1992. Le 20 juillet ACOPAM et le Chef

d'Arrondissement tiennent une réunion à Kootaka. A l'unanimité il est décidé que les anciens exploitants conserveront chacun 1 ha de la mare et que le reste serait réparti entre les nouveaux exploitants selon un consensus entre chefs de familles. Mais ce consensus nécessaire ne se produit pas. Le 7 août le Chef d'Arrondissement met les villageois en demeure de se mettre d'accord (Lettre du 7/8/92). Le 12 août une Convention est signée par les différentes parties et qui reprend l'accord du 20 juillet. L'intervention de l'administration souligne manifestement une mauvaise gestion du Projet FED-ACOPAM qui a généré, sans le souhaiter, un gros conflit confier au sein du village. Le 21 août 1992 les 8 chefs de famille du village se réunissent avec ACOPAM et constituent un Comité de Gestion provisoire; le chef de village refuse de s'y joindre. Le 22 août la vanne est ouverte (rendant caduque les effets de la présence de la digue). Le 2 octobre 1992 sur l'avis du Chef d'Arrondissement et d'un député, la manivelle du fonctionnement de la vanne est remise au Comité des gestion provisoire. Mais une mauvaise gestion du niveau de l'eau génère des noyades de parcelles. Les dégâts sont annoncés à 80% et estimés à 1.000.000FCFA, soit 10.000 FF. Le 12 octobre une visite de la mare ne fait apparaître qu'un maximum de 10% de dégâts. LE 14 octobre la manivelle est restituée à ACOPAM (informations tirées de rapports de ACOPAM). Statu quo maintenu en 1993 et 1994.

PROCEDURE: **Conciliation**

Résolution amiable ?: **Oui**

DECISION(S): Convention du 12/8/92.

DROIT:

Les différentes parties (délégation villageoise, ads, services techniques) se sont mis d'accord pour laisser 1ha aux anciens exploitants et distribuer le reste aux nouveaux: "1) Les anciens exploitants sont autorisés à récolter ce qu'ils ont déjà semé. 2) Toute forme d'exploitation est reportée après ces récoltes, jusqu'à ce qu'une répartition soit faite par les services techniques intéressés. 3) Le partage se fera sur la base suivante: - 1 ha pour chaque ancien exploitant, - le reste sera attribué aux nouveaux exploitants".

Droit Appliqué: **Pratique**

Respect de la décision: **Non**

VILLAGE: WURO ALFAKA

LEYDI: JALLUBE JENNERI

Cercle: MOPTI

Arrondissement: JALLOUBE

Ref Objet: P

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1974 - 1982

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champ

OBJET: Héritage de terre par la femme

PARTIES: Sutura Kawdo KULIBALI c/ Abidi Bubu KULIBALI

ETHNIES: Bamanan

FAITS:

Kawdu Kulibali ne laisse que 2 filles en mourant en 1974. A cette époque, il possédait onze champs. Avant de mourir Kawdu a pris bien soin de répartir les champs dans son testament, cinq pour chacune des filles, un pour son neveu Abidi Bubu: "Cinq (5) champs pour Fatoma (son beau-fils Fatoma Jallo, fils de feu Beidary Jallo et de Soutoura Naouma, mari de Soutoura) , 5 champs pour Hamadi Abidi (frère aîné de Bara Abidy qui est le mari de la soeur de Soutoura) et 1 champ pour Abidi Boubou". Soutara s'est marié en dehors de la famille et sa soeur avec un cousin dans la famille paternelle. Pendant les 5 dernières années de sa vie chacune a exploité ses champs sans problème, ainsi que pendant les années qui suivirent le décès du père (la famille paternelle s'est opposée à ce partage mais cette contestation a été contrecarrée par le chef de village arguant le testament écrit par Maliki Alpha, conseiller, dicté par Kaoudo avant sa mort).

En 1982, Bara Abidy Kulibali, mari et cousin de la soeur de Sutura après s'être opposé à ce qu'il cultive un champ ayant appartenu à leur grand-père, introduit auprès du Chef d'arrondissement une demande de revendication de ce champ, détenu par Mme Sutura. L'argument est relatif au fait que la femme ne peut hériter de la terre: "Les champs qui font l'objet de notre litige sont laissés par mes oncles. Après leur décès le chef de village les a donnés à Fatoma (Soutoura). Chaque fils doit hériter de son père, raison pour laquelle je m'oppose à la décision du chef de village. Le chef de village a réglé un problème similaire à Toguéré-Modi où il a retiré des champs à des femmes sous prétexte qu'elles n'ont pas le droit de les hériter" (Bara Abidy Coulibaly, PV d'audition le 20/5/81). "En considérant que le problème présent se situe dans un milieu de paysans agriculteurs et ne voulant pas créer de précédent en contradiction avec la coutume du milieu, l'application du droit coutumier a été retenue" (Lettre du Chef d'ar., le 7/5/82).

En l'espace de deux mois (Juin & Août 1982) le Chef d'arrondissement revient sur sa décision deux fois, en prenant trois décisions contradictoires. Intervention du Ministre de l'Intérieur (Message RAC n°312/MI-CAB du 23/4/82) ordonnant le règlement du litige sur la base de la coutume locale. Le Gouverneur attend le dossier complet pour confirmer ou infirmer la décision prise (Lettre du 8/9/82). Le 3/6/83 le Chef d'arrdt. attend toujours les directives du Gouverneur. Le 8/6/83 le Gouverneur remet le règlement définitif et urgente de l'affaire dans les mains du Cdt de Cercle (Lettre n°383/GRM-CAB-3).

PROCEDURE: Administrative

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S): Décision n°02/AD/CM du Chef d'ar., le 3/6/82 - Décision n°02/AD/CM du Chef d'ar., le 3/6/82 - Décision n°04/AD/CM du Chef d'ar., le 17/8/82

DROIT:

Les deux premières décisions sont quasiment identiques, sous la même référence. L'administration retient ici l'application du droit traditionnel et non celui du droit coranique admettant l'héritage de la terre par la femme (les 2/3). Il est à noter que la volonté même du défunt (testament) n'est pas considérée, mais que cependant la femme reçoit l'exploitation et non la possession de trois champs: "L'application du droit coutumier est retenue pour le règlement du litige de champs" (art.1). "Les onze (11) champs de feu Kaoudo Coulibaly qui n'a laissé que des filles reviennent comme de coutume à la famille paternelle" (art.2). "Madame Fatoma dite Soutoura Kaoudo, marié en dehors de sa famille paternelle reçoit l'exploitation de trois (3) champs pour sa subsistance (2 champs derrière le fleuve à Diguiba et 1 à Nadalli)" (art.3). "Les huit autres champs sont à partager au sein de la famille paternelle" (art.4). La seconde décision portant même référence est identique sauf que le troisième champ cédé se trouve non plus à Nadalli mais à Dongi. Dans la troisième décision le nom du représentant de la famille, l'adversaire de Soutoura, est précisé à la suite d'un article 2 identique: "Les onze champs du feu Kaoudo Coulibaly qui n'a laissé que des filles reviennent comme de coutume à la famille paternelle représentée par Bara Abidy Coulibaly". Cette fois-ci Soutoura reçoit "l'usufruit" (et non plus "l'exploitation") d'un seul champ au lieu de trois: "Madame Fatoma dite Soutoura Kaoudo mariée en dehors de sa famille paternelle reçoit l'usufruit d'un champ situé à Kole-Naïbeli".

Droit Appliqué: Traditionnel

Respect de la décision: Gouverneur saisi

FEROO'BE-MALINKE

Conflit n°: 93

VILLAGE: SENSE

LEYDI: WURO NEEMA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: KONNA

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: Diina

RESSOURCE: Terre + Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière + Champs

OBJET: Revendication de la terre et de l'herbe par les peuls.

PARTIES: Eleveurs Peul FEROO'BE c/ Agriculteurs MALINKE de SENSE

ETHNIES: Peul c/ Malinke

FAITS:

Les Feroo'be prétendaient posséder la terre en plus de l'herbe. Une bataille eu lieu et fit beaucoup de victimes. A l'issu un partage des ressources s'effectua, déboutant les pasteurs de leur revendication: l'herbe pour les Peul et la terre pour les Malinke. Ce conflit est en fait tenu secret et ne se raconte pas ! La bataille aurait eu lieu un samedi. Seku Amadu n'a été mis au courant qu'après la fin du conflit (Enquête à Sense, le 19/7/94).

PROCEDURE: Guerre

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S): Accord oral.

DROIT:

Les ressources agraires et pastorales sont partagées entre Malinke et Peul: la terre revient aux Malinke et l'herbe aux Peul.

Droit Appliqué: Pratique

Respect de la décision: Oui

VILLAGE: GNIMITONKO

LEYDI: UURUUBE CIKAM

Cercle: MOPTI

Arrondissement: MOPTI

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1993 -1994

RESSOURCE: Terre + Burgu

ECOTOPE: Champs + Bourgoutière

OBJET: Revendication de bourgoutières et de terres.

PARTIES: Moctar Aly BA, Jowro c/ Hamadun Fugi BA, Mogoye Musa BA, Aly Bubu BA

ETHNIES: Peul

FAITS:

Hamadu Fugi BA ainsi que tous ses parents ont toujours été les bergers de la famille du jowro Moctar Aly BA. De ce fait, ce dernier a laissé Hamadu cultiver des champs moyennant le versement d'une contrepartie constitué d'un sac de riz paddy à chaque récolte.

Depuis quelque temps Hamadu se met à distribuer les terres pour les faire cultiver sans le consentement du jowro. L'année dernière il a fait occuper la zone du ruunde Secuma qui est une bourgoutière et qui n'avait jamais été cultivée par des paysans. Etant allé trop loin et revendiquant la possession de terres et de bourgoutières, Moctar saisit le Tribunal de première instance de Mopti pour expulser l'usurpateur. Moctar Aly BA est jowro depuis 45 ans et a hérité des zones litigieuses de son père qui les possédait depuis le temps des Ardo. Hamadun Fugi BA soutient, quant à lui, qu'il a toujours été avec sa famille berger et gestionnaire des terres de Musa BA, ancien jowro avant Bori, son frère germain et maintenant Moctar. Les héritiers du jowro Musa sont Mogoye Musa Ba, sa fille, et Aly Bubu Ba, cousin de cette dernière. Hamadun prétend que Moctar veut usurper les terres de Bori. Mais l'actuel jowro Moctar réfute cette thèse en affirmant que Musa Ba n'a jamais été jowro et que le jowro fut le père de Moctar, ensuite Bori pendant cinq ans et actuellement Moctar. Le juge devant des versions aussi opposées préfère s'en référer à la source orale du droit traditionnel que constituent en l'espèce les jowro, dépositaires de la tradition qui confirment la version de Moctar. L'emprise permanente et continue de Moctar est faite par un bessema (Sajo Tambura chef du village de Binte) qui distribue pour le compte de Moctar les terres de gessel à Severy, un berger à Fakarbe (Usmane Ba) qui fait de même de Dindudé à Mayel Kema et un bozo (Kalilu Mange) de Tongorongongo possesseur des eaux du ruunde Secuma témoin de la possession du burgu du ruunde par Moctar. Enfin le paiement d'une redevance à Moctar chaque année par Hamadu et le fait que le troupeau initial est celui de Moctar, font déclarer au juge que le jowro est bien le possesseur traditionnel des espaces litigieux. La Cour d'Appel confirme le jugement. Devant elle Hamadu prétend carrément être jowro et gestionnaire des terres de Musa Ba. Ali Bubu Ba prétend être jowro par Bori et possesseur de la zone litigieuse héritée de Musa BA, son oncle, frère cadet de son père, qui n'aurait eu qu'une fille (Mogoye) qui est sa cousine. Cette dernière se prétend également possesseur de la zone litigieuse faisant partie de son héritage familial. L'origine de ces revendications serait lointaine car on apprend qu'en 1955 le Tribunal de premier degré de Mopti a consacré la qualité de jowro à Moctar Ali BA (jugement n°14 du 27/8/55).

PROCEDURE: Judiciaire

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S): Jugement n°61 (RG n°17) du 10/6/93 du Tribunal de première Instance de Mopti - Arrêt n°100 (RG n°08) du 13/7/94 de la Cour d'Appel de Mopti.

DROIT:

Le juge se fie pour la source orale du droit traditionnel aux jowro dépositaires de la tradition: "... attendu que les litiges de terre et de bourgoutières soulèvent toujours des passions; qu'on assiste toujours à une infinité de témoignages de part et d'autre; que cependant il est dans la tradition admis que ce sont les dioros les dépositaires de la coutume; que s'agissant du litige du genre ce sont les dioros de la contrée qui sont sollicités pour connaître la vérité". Le Tribunal recherche la preuve d'une "emprise permanente et continue", notion relevant du Code foncier, bien que nous soyons ici dans un contexte traditionnel. Il retiendra aussi la preuve du versement d'une redevance annuelle justifiant le prêt de la terre et que le jowro est bien le chef des terres et de l'herbe donc possesseur de ces lieux (cet argument serait à revoir). Le juge déclare Moctar "propriétaire coutumier des zones litigieuses", que ces terres ont appartenu à son père depuis le temps des Ardo, et "ordonne le déguerpissement de Hamadun Fugi BA et des deux intervenants".

La Cour confirme ce jugement en précisant: 1) jamais une femme ne peut être jowro ou posséder des terres; 2) la gestion de terres ne confère ni le titre de jowro, ni la qualité de possesseur desdites terres qui se transmettent héréditairement dans un lignage. La Cour réaffirme la preuve par le versement d'une redevance et celle de l'emprise permanente, évidente et non équivoque. "Considérant qu'il est connu qu'en milieu peul, que jamais aucune femme n'a prétendu être Dioro, encore moins posséder et gérer des terres, que le cas de la dame Mogoye Moussa ne doit pas faire l'objet de longs débats du fait de son interdiction par la coutume; Considérant d'autre part que lors des débats, il a été affirmé et reconnu que le nommé Hamadun F. BA a toujours été berger de la famille, soit de la famille de Moctar Aly Ba, soit de celle de Mogoye Moussa ou Ali Bubu Ba, qu'il a donc eu à gérer à un moment ou à un autre les terres dont il est question, mais que cela ne saurait lui conférer ni le titre de Dioro, ni la qualité de propriétaire desdites terres qui se transmettent héréditairement dans une même lignée; ... Considérant enfin qu'il résulte du dossier et des débats que c'est Moctar Aly Ba qui gère lesdites terres et bourgoutières soit directement, soit par des personnes qu'il a investies de ce pouvoir, et que concrètement sur le terrain, c'est lui qui exerce l'emprise permanente, évidente et non équivoque..."

Droit Appliqué: **Traditionnel**

Respect de la décision: **Oui**

TANDAWU

Conflit n°: 95

VILLAGE: FAWU

LEYDI: Hors leydi

Cercle: NIAFUNKE

Arrondissement: SAH

Ref Objet: AD

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1969 - 1971- 1974 - 1975

RESSOURCE: Terre + Herbe

ECOTOPE: Île

OBJET: Revendication de champs & extension agraire sur l'espace pastoral

PARTIES: Agriculteurs BAMANAN, rep. par Gorko JARA de Menje c/ Agriculteurs RIMAAY'BE, rep. par Mamadu Usmane Ture de Fawu. & Eleveurs Peul de Fawu c/ Bamana de Fawu.

ETHNIES: Bamanan c/ Riimaay'be + Peul c/ Bamanan

FAITS:

L'île de Tandawu située à 800 mètres environ au Sud-Est du village de Fawu était autrefois habitée par les Bamanan, les Jara. Vers 1955 ces derniers ont abandonné le village Tandawu pour aller s'installer à Menje, où ils se font recenser, en laissant cependant une de leurs familles à Fawu où elle réside encore. Bien qu'ayant émigré, ils continuèrent d'exploiter leurs anciennes terres et à distribuer des champs, en leur qualité de possesseurs coutumiers de l'île, aux cultivateurs des villages voisins dont celui de Fawu. Dans ce contexte, vers 1965, ils entreprirent de cultiver des rizières sur un terrain laissé en jachère et invitèrent des Riimaay'be de Fawu à les aider dans les travaux de défrichement avec la promesse de leur affecter des parcelles de terres. Mais les résultats des cultures n'ayant pas été satisfaisants la première année, les Bamanan abandonnèrent tandis que les Riimaay'be continuèrent à exploiter les terres qui finirent par être très productives. C'est alors que les Bamanan voulurent reprendre les champs.

Le litige ainsi né a été porté devant les autorités administratives en 1969. Le Chef d'Arrondissement déboute les Bamanan en se fondant sur le fait que ceux-ci ne demeurent pas sur les lieux ("n'étant pas recensés dans le Cercle") et ne peuvent donc prétendre expulser les autochtones des terres qu'ils ont cessé d'exploiter depuis plus de 15 ans. Suite à cette décision (?) cinq familles Bamana sont venu s'installer à Fawu (Lettre n°61/C du Cdt de Cercle au Gouverneur, du 20/7/71). En 1971 une conciliation aboutit à un partage des champs: 1) Six des champs litigieux sont affectés aux Bamanan et les autres aux Riimaay'be de Fawu; 2) Tous les cultivateurs qui possédaient des champs les conservent quel que soit leur lieu de résidence; 3) Reconnaissance des lieux de pâturage avec leurs burti délimités.

Quelques semaines plus tard les Bamanan ont voulu remettre en culture une mare qui avait cessé d'être exploitée depuis plusieurs années et ont entrepris à cet effet de rehausser une ancienne digue de protection de ladite mare. "Le Conseil de village de Faou qui s'était vu attribuer l'administration de l'îlot, n'ayant pas été saisi au préalable a tenté de les en empêcher mais sans succès. C'est alors que les jeunes gens du village de Faou se sont mobilisés et sont allé détruire la digue" (Ibidem). Les Bamana vinrent se plaindre auprès de l'administration. Celle-ci les autorisa à exploiter la mare, obligeant les habitants de Fawu à reconstruire la digue et plaça l'île sous l'autorité du Chef d'Arrondissement. En 1974 les éleveurs Peul de Fawu portèrent plainte auprès de l'administration contre les agriculteurs Bamanan de Fawu qui ne respectaient pas l'espace pastoral et à qui ils reprochaient les faits suivants: 1) obstruction des passages d'animaux délimités en 1971; 2) extension agricole sans autorisation administrative; 3) autorisation de faire paître des troupeaux étrangers sans concertation avec les éleveurs du village.

Le Cdt de Cercle réagit par une note de service, le 8 juillet 1974, en rétablissant les passages, en expulsant les occupants des nouveaux champs et en invitant les éleveurs de Fawu et de Gonda à se concerter avec les cultivateurs de Fawu pour éventuellement établir un hariima dans l'île. Mais les

problèmes entre agriculteurs et éleveurs persistent. Selon Gorko Jara les burti ont été modifiés et des parties anciennement cultivées vont être réservées au pastoralisme; ceci en plus des dégâts de cultures (Lettre au Cdt de Cercle, le 26/7/74). Une mission de terrain constate par contre que les espaces pastoraux ne sont pas respectés: "Nous avons pu observer que tous ces passages ont été obstrués par des champs et réduits à 12,50 mètres. Selon les repères reconnus par les deux parties, nous avons mesuré la distance avec la chaîne d'arpenteur et nous avons obtenu 80 mètres. Nous avons maintenu cette distance et l'avons respectée sur tout le parcours. Sur le second trajet, nous avons rencontré des champs nouvellement défrichés, contrairement à la convention... Enfin, nous avons remarqué la présence de champs dans les abords immédiats d'un campement (gîte d'étape)... Nous avons estimé que défricher des champs dans les abords d'un campement est source de malentendus entre éleveurs et agriculteurs" (Rapport de Mission du 2/8/74).

Sur la base de ce rapport le Cdt de Cercle prit une décision, le 3 juillet 1975. Celle-ci rétablit les burti, fait déguerpir les agriculteurs des terres empiétant sur l'espace pastoral et celles qui violent la Convention de 1971 et invite les éleveurs à faire une demande de création d'un hariima. En fait l'inapplication de la Convention de 1971, qui est à l'origine de la non-résolution du conflit, trouverait son explication dans le caractère peu scrupuleux de l'administration locale: "Malheureusement depuis l'établissement de ladite Convention il n'a pas été possible de la faire respecter en raison soit de la négligence ou de la complaisance des divers Chefs d'Arrondissement qui se sont succédé à Sah, soit de l'entêtement de Gorko et de ses partisans à ne pas s'y plier" (Lettre du Cdt de Cercle au Chef d'Arrdt., du 4/2/76).

PROCEDURE: Convention & Administrative

Résolution amiable?: Oui

DECISION(S): PV de conciliation du 16/7/71- Note de Service n°12/CN du 8/7/74 du Cdt de Cercle - Note n°14/CN du 3/7/75 du Cdt de Cercle.

DROIT:

La conciliation effectue un partage des champs et le maintien de l'espace pastoral sur l'île avec la délimitation des pistes d'accès: "1/ Les deux cultivateurs Bamanan Gorko Jara et Hamadun Umaru Jara qui cultivaient déjà sur l'île conservent leurs champs (un au premier et deux au second). 2/ Trois autres champs parmi ceux-ci qui font l'objet du litige sont affectés aux trois autres Bamanan nouvellement recensés dans le Cercle qu'ils avaient quitté depuis 15 ans environ. Ces champs seront choisis parmi les plus grands. 3/ Les autres champs litigieux sont affectés aux Riimaay'be de Faou. 4/ Tous les champs actuellement cultivés ou en jachère dans l'île continueront d'être exploités par leurs anciens exploitants que ceux-ci soient ressortissants ou non du Cercle. 5/ L'île comportant également des lieux de pâturages, des passages d'animaux y donnant accès y ont été délimités. Ces passages qui sont au nombre de deux longent le bord de l'île et se dirigent l'un vers le Sud-Est et l'autre vers le Sud-Ouest... ". L'administration applique la convention de 1971 et propose aux éleveurs et agriculteurs de s'accorder pour délimiter des hariima dans l'île: "1/ Les deux passages d'animaux tracés lors du premier règlement du litige seront rétablis dans tout leur parcours; 2/ Les nouveaux champs défrichés par les cultivateurs bamanan seront annulés. Cependant ceux desdits champs qui ont été déjà ensemencés ne seront abandonnés qu'après les récoltes; 3/ Pour l'utilisation des pâturages de l'île et la création éventuelle de hariima, les éleveurs et les cultivateurs Bamanan de Faou et de Gonda (Sah) devront se concerter pour définir les modalités d'un commun accord". Le 3 juillet 1975, le Cdt de Cercle décide, dans une note, du rétablissement des parcours, de l'abandon des champs obstruant les passages et de ceux qui ont été mis en culture en violation de la Convention de 1971 et que "l'accès des pâturages de l'île ne peut être interdit à aucun troupeau. Toutefois les villages de Faou et Gonda pourront se concerter et demander la création d'un hariima pour leurs vaches laitières".

Droit Appliqué: Pratique

Respect de la décision: Non

FULINKRIYAABE-DEGENA

Conflit n°: 96

VILLAGE: DEGENA

LEYDI: WURO NEEMA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: FATOMA

Ref Objet: M

ETAT du conflit: Présent

ETAPES: 1979 - 1994

RESSOURCE: Terre + Herbe + Arbres

ECOTOPE: Champs + Bois

OBJET: Campement saisonnier devenu permanent et usurpant l'espace occupé.

PARTIES: Village de DEGENA c/ Campement Fulinkriyabe

ETHNIES: Peul c/ Malinke

FAITS:

Le Campement Fulinkriyabe avait l'habitude de passer quelque semaines par an dans le terroir de Degen. Depuis 1979 le campement est devenu permanent. Il s'est installé dans un champ du chef de village. Quand celui-ci a voulu le récupérer pour le remettre en culture, les Fulinkriyabe ont refusé. Ces derniers ont contacté le Chef d'Arrondissement qui est venu les voir; il a logé dans le campement. Selon les témoignages, le chef d'Arrondissement les a autorisé par écrit à demeurer sur place. Trois ans après, le bureau politique a fait pression auprès de l'administration afin d'expulser les Fulinkriyabe. Ces derniers ont déménagé en demandant un autre lieu de campement au chef de village, mais uniquement pour la saison et pour un de leur parents qui est aveugle. Il s'est en fait sédentarisé et d'autres sont revenus auprès de lui. En 1994 ils sont toujours ici malgré la saisine de l'administration (Cdt de Cercle). Selon le chef de Degen, "ils gâtent les champs et sont la cause de la désertification. Ils restent car ils donnent de l'argent aux autorités". Les villageois de Degen affirment qu'ils ne peuvent plus rien décider sur leur terroir car ils ne peuvent pas les faire déguerpir (sic, enquête du 17/3/94). Ces mêmes Fulinkriyabe posent de gros problèmes au Jowro car ces derniers pénètrent dans les bourgoutières sans autorisation et avant même la date officielle d'entrée.

PROCEDURE: Administrative

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S): Orale de l'administration

DROIT:

L'administration autorise les Funlinkriyabe à rester sur place et ensuite quelques années plus tard les fait déguerpir. Mais ils reviennent par la suite et le problème n'est pas clos.

Droit Appliqué: Pratique

Respect de la décision: Non

WINNDE NELBEL

Conflit n°: 97

VILLAGE: KANGILA

LEYDI: WURO NEEMA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: KONNA

Ref Objet: N

ETAT du conflit: **Passé**

ETAPES: 1982

RESSOURCE: **Winnde**

ECOTOPE: **Winnde**

OBJET: **Mis en culture d'un winnde et non respect des règles pastorales.**

PARTIES: **FEROO'BE de WURO NEEMA, rep. par le Jowro c/ Bokari Guuro SIIDIBE +
Agriculteurs de KANGILA**

ETHNIES: **Peul**

FAITS:

Le winnde Nelbel avait tout d'abord fait l'objet d'un conflit entre les Peul du leydi Wuro Neema et les Agriculteurs de Kangila qui le cultivaient. Le Chef d'Arrondissement s'était déplacé pour régler l'affaire en interdisant la culture jusqu'à un campement bozo situé dans les environs. Une famille peule originaire de Wuro Makan mais habitant à Senselaaji, s'installait sur le winnde à l'approche de l'hivernage et y séjournait jusqu'à la fin des pluies. Ce Peul dénommé Bokari Guuro Siidibe était en grande amitié avec un bozo du campement proche du winnde. Ses vaches broutaient n'importe où. Il s'entendait bien aussi avec le chef du canton du Kunaari et avec le jowro de l'époque, qui était le frère aîné du père de l'actuel chef de village de Wuro Neema.

Le jowro actuel, Amadu Ambulo, qui n'était pas encore jowro à l'époque, souhaitait ne plus voir cet éleveur installé sur le winnde et ne respectant pas les règles traditionnelles (paiement de l'accès aux pâturages et respect de l'ordre de préséance). Il autorisa les agriculteurs de Kangila à venir cultiver autour du winnde et même sur celui-ci afin de faire quitter de la zone l'éleveur récalcitrant. Lors du changement de jowro, Bokari Guuro Siidibe n'était plus couvert par l'ancien jowro. Il a donc dû décamper, et ce d'autant plus que la zone était progressivement cultivée.

Bokari est actuellement décédé, son fils habite à Senselaaji et s'est rallié au jowro; il respecte les règles pastorales (A.A. Siidibe, enquête du 20/7/94).

PROCEDURE: **Administrative + Traditionnelle**

Résolution amiable ?: **Oui**

DECISION(S):

DROIT:

Droit Appliqué: **traditionnel**

Respect de la décision: **Oui**

VILLAGE: SENSELAJI

LEYDI: WURO NEEMA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: KONNA

Ref Objet: N

ETAT du conflit: Présent

ETAPES: 1992 - 1994

RESSOURCE: Winnde

ECOTOPE: Winnde

OBJET: Installation d'un périmètre irrigué villageois sur un gîte d'étape.

PARTIES: FEROO'BE de WURO NEEMA, rep. par le Jowro c/ Agriculteurs de SENSELAJI

ETHNIES: Peul c/ Malinke

FAITS:

En 1992 un projet de d'aménagement d'un périmètre irrigué villageois est lancé à Senselaaji, au bord du fleuve Niger, sur un winnde des Peul Feroo'be, appelé "hoore-Nyiwa" (tête d'éléphant) ou "Waldu". Au début, le chef de village n'a pas voulu demander l'autorisation du jowro, puisque d'habitude dans la zone personne ne le fait, ni les populations, ni l'administration et ni les OG et ONG. Constatant les travaux topographiques sur le terrain, le jowro a ainsi été mis devant le fait accompli. Il s'est formellement opposé dès le début à la construction du PPIV sur le winnde et le burtol. L'administration, en l'occurrence le Chef d'Arrondissement lui a fait savoir que de toutes façons il n'avait pas le choix.

Le jowro a réagi en adressant une lettre au Ministre (de l'intérieur ou du développement rural) à Bamako. Ce dernier a répondu en ordonnant à l'administration de réaliser une conciliation et non d'imposer un aménagement sans le consentement de toutes les parties. Le maître d'oeuvre de l'ouvrage, l'OGES, est entré en discussion avec le jowro. Ce dernier autorise la construction du PPIV à la condition que les bourgoutières le long du fleuve ne soient plus cultivées et maintenues pour les animaux.

Toutes les parties ainsi que l'administration se sont réunies pour signer l'accord, le 28 mars 1994. Mais rapidement ce accord a été violé par les agriculteurs qui vont cultiver dans la zone réservée au burgu. L'administration saisie par le jowro convoque les huit agriculteurs en question. Finalement les gendarmes seront obligés d'aller les arrêter à Senselaaji. Ils ont passé vingt jours en prison à Mopti. Le Tribunal de Mopti est saisi de l'affaire. Mais le temps passe et les agriculteurs reprennent leurs champs dans la bourgoutière. Nouvelles convocations et nouveaux refus d'obtempérer. En juin 1994 les pasteurs se rendent sur les lieux avec leur animaux afin d'empêcher les cultivateurs de poursuivre leur culture dans le burgu. Une bataille armée a été de justesse évitée. Une nouvelle plainte a été déposée à la gendarmerie par le jowro.

PROCEDURE: Conciliation & Administrative

Résolution amiable ?: Oui

DECISION(S): Accord du 28/3/94

DROIT:

"Accord entre le village de Senselaaji et les Peul éleveurs de la zone: Les personnes dont les noms figurent sur la liste sont les détenteurs de champs situés le long du fleuve Niger à Senselaaji. Ils se sont engagés à ne pas exploiter ces champs afin de permettre le pacage des animaux. C'est à cette condition que les Peul (jowro compris) se sont engagé à leur céder la parcelle pour l'implantation du périmètre irrigué rizicole du village. Ces engagements furent pris entre les deux parties: les Peul représentés par le Dioro (propriétaire foncier), les notables du village dont le chef; et les témoins qui sont: le chef d'Arrondissement de Konna, les responsables du Projet OGES-VRES".

Droit Appliqué: **Pratique**

Respect de la décision: **Non**

WINNDE KAAMAGA-TOGEL KA

Conflit n°: 99

VILLAGE: KAAMAGA

LEYDI: WURO NEEMA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: FATOMA

Ref Objet: N

ETAT du conflit: Présent

ETAPES: 1989 - 1994

RESSOURCE: Winnde

ECOTOPE: Winnde

OBJET: Obstruction de burtol et mise en culture d'un gîte d'étape, winnde.

PARTIES: FEROO'BE de WURO NEEMA, rep. par le Jowro c/ Isa NIARE, Commerçant à MOPTI

ETHNIES: Peul c/ Malinke

FAITS:

En 1989, Isa Niare, commerçant à Mopti, installe un périmètre irrigué sur le winnde Kaamaga, sans avertir ni demander l'autorisation aux pasteurs du leydi Wuro Neema. Ainsi éclate un conflit qui ne trouvera jusqu'à présent aucune solution. Le jowro saisit de l'affaire le Chef d'Arrondissement et le Cdt de Cercle. Mais en vain. En effet, ce commerçant disposa d'appuis politiques jusqu'à la chute de Musa Traore: "puisque'ils sont au pouvoir, ils sont autorisés. Il s'est moqué de moi, il m'a ridiculisé en présence de tous les autres jowro (c'était lors d'une Conférence Régionale sur les bourgoutières). Quand j'ai fini de faire mon compte-rendu, l'affaire tournait entre le chef d'arrondissement de Fatoma, le commandant de cercle de Mopti. A l'issue de cette rencontre, rendez-vous a été pris sur le lieu litigieux. Ce jour-là aucun d'entre eux ne s'est présenté ni Niare, ni le commandant, ni le chef d'arrondissement; j'étais le seul présent entouré de mes proches. Déçu, finalement j'ai laissé tomber. Avant la chute de Musa Traore, Niare était bien écouté par la population, après il s'est vu délaissé. Il m'arrive de recevoir de temps en temps ses émissaires pour une éventuelle réconciliation. Je leur ai toujours dit et répété que je n'entendais pas céder d'un pouce de mon winnde. J'y tiens trop. L'année dernière lors d'une réunion à Sévaré j'ai informé tout le monde que Niare avait un gardien et un chien méchants: le gardien tabasse les enfants et le chien mord les animaux. Niare ayant appris cela est allé dire au Chef d'Arrondissement de Fatoma de me dire de lui foutre la paix" (Jowro de Wuro Neema, Enquête, le 29/4/94). Depuis deux ans, la pompe du périmètre est en panne mais il reste un champ de Gombo et de pastèques. Le dossier auprès de l'administration et la justice avait été bloqué de façon occulte selon les Peul. Cependant, Niare s'oppose toujours à ce que les animaux passent entre son champ et le fleuve: "quand Bubu et moissonnes arrivés là-bas, nous avons tenté de traverser avec nos animaux. Son gardien est venu nous barrer le chemin. Nous lui avons dit qu'il avait tout intérêt à partir sinon nous allions le botter; par peur il a cédé. Au niveau de Toggere Kaaji nous avons fait une clôture pour parquer nos animaux. Quand Niare est venu, il nous a demandé de décamper. Nous lui avons répondu qu'il n'en était pas question, car cette terre est la nôtre. Il est parti. Un jour Niare est venu avec des gendarmes. Le parc était sous la surveillance de deux de nos enfants. Quand ils ont trouvé les enfants, ceux-ci leur ont dit que ce sont les animaux du jowro et qu'ils ne sont là que pour les garder. Niare voulait qu'on mette les animaux en fourrière. Avant de partir, ils ont déposé une convocation. Le jowro est allé répondre à la convocation. Je ne sais pas comment ils se sont entendus là-bas, mais les gendarmes ne sont plus jamais revenus. Et nous continuons toujours à camper près du winnde. Ce qui est sûr, c'est que nous n'entendons pas bouger d'un pouce" (H. G. Siidibe, Enquête à Wuro Neema, le 24/10/94).

PROCEDURE:

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S):

DROIT:

Droit Appliqué:

Respect de la décision: **Administration saisie**

VILLAGE: NOUH-PEUL

LEYDI: JAFARABE

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JAFARABE

Ref Objet: N

ETAT du conflit: Passé ?

ETAPES: 1984

RESSOURCE: Burtol

ECOTOPE: Burtol

OBJET: **Concurrence d'activités sur un même espace: passage d'animaux et culture.**

PARTIES: Eleveurs de TILEMBEYA c/ pêcheurs de NUH-PEUL

ETHNIES: Peul c/ Bozo

FAITS:

En 1983 éclate un conflit au bord du fleuve Niger entre éleveurs et agro-pêcheurs. Il fut déclenché par de gros dégâts occasionnés par les animaux des Peul. Initialement le constat d'évaluation a estimé les dégâts à plus de 750.000 FCFA. Un arrangement entre les parties a permis aux Peul de ne payer que 87.500 FCFA.

Le 10 septembre alors que l'affaire des dégâts semblait être close, le Chef d'Arrondissement prit une décision interdisant la culture sur l'espace pastoral du lieu. Cette décision est fortement critiquée par l'Opération pêche. Le Gouverneur réagit en ordonnant au Chef d'Arrondissement de réexaminer sa décision avec les responsables politiques (Message RAC n°3121/GRM-CAB-3 du 13/12/84).

PROCEDURE: Administrative

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S): Décision n°3/AD du 10/9/84 du Chef d'Arrondissement.

DROIT:

La décision administrative régit l'exploitation des lieux, le long du Niger entre les villages de Nouh-Peul et Kuly. Elle interdit toute emprise agricole sur l'espace pastoral (hariima, burtol et winnde et ses alentours), oblige la clôture des vergers existants et sous la condition d'une autorisation administrative unilatérale, certains espaces peuvent être exploités pour l'agriculture ("le côté gauche du burtol et certaines parties de la rive droite du fleuve Niger").

La décision se fonde sur une résolution de la Conférence sur les bourgoutières de 1969 "exigeant le respect et la restauration des pistes traditionnelles, des gîtes d'étapes et des hariima" et sur "la prolifération anarchique des cultures".

Droit Appliqué: Traditionnel

Respect de la décision: Administration saisie

BURTOL de SIRABUGU

Conflit n°: 101

VILLAGE: NOÏNA

LEYDI: Hors leydi

Cercle: JENNE

Arrondissement: KONIO

Ref Objet: N

ETAT du conflit: **Passé resurgissant**

ETAPES: 1972 - 1980 - 1994

RESSOURCE: **Burtol**

ECOTOPE: **Burtol**

OBJET: **Culture empiétant un burtol.**

PARTIES: **PEUL de SIRABUGU c/ Amadu BWARE, rep. des BAMANAN + Koko Koïna, chef de Noïna, rep. des MARKA**

ETHNIES: **Peul c/ Bamanan + Malinke**

FAITS:

Le conflit porte sur une parcelle de terre de 42 ha. Cette terre serait possédée par les Marka de Noïna et prêtée aux Bamanan de Sirabugu, le village voisin. Il se trouve que cette terre se situe sur un burtol. L'affaire éclata en 1972, l'administration dut intervenir et effectuer un PV de règlement de litige, le 17 juillet.

En 1980 le problème resurgit du fait de l'extension agricole. L'administration tente à nouveau de réaliser un compromis et adopte une décision, le 14 juillet 1980, qui réserve le burtol au passage des animaux. Un bornage de la zone distinguant bien l'espace pastoral, de passage à l'espace agricole, de culture. Mais les limites ne sont pas respectées par les éleveurs, semble-t-il, et les animaux commettent régulièrement des dégâts importants sans que les plaintes n'aboutissent. Au vu de l'indifférence de l'administration, les Bamanan ont restitué les terres aux possesseurs marka. Ceux-ci constatent que la zone retenue pour le burtol comprend la terre la plus fertile. Cependant ils acceptent les contours marqués par l'administration et se font donner l'assurance par le député ADEMA de Jenne, Mahamane Santara, de pouvoir librement et paisiblement cultiver la zone sans aucun risque; ce dernier ayant reçu l'aval du juge de paix de Jenne et du Commandant de Cercle.

Forts de cette assurance, les Marka de Noïna mettent en culture la zone autour du burtol et en assurent la garde par des équipes de huit jeunes qui se relaient tous les jours. Un avertissement est lancé aux Peul contre toute pénétration d'animaux dans les champs pour la campagne 1992-1993. Des querelles isolées sont constatées. Au début de l'hivernage de 1994 éclate une bataille sanglante et meurtrière. Selon la version de Noïna, Baba Tendua, "le mardi 26 juillet 1994 les gardiens des champs sont attaqués par des Peul de Sirabugu qui blessèrent sept des huit gardiens. Le gardien encore valide s'échappa pour prévenir le village.

Une délégation de Noïna composée de 6 personnes âgées (marabouts et notables) se présenta devant les Peul pour leur demander des explications. Ses membres furent roués de coups et tués avec des bâtons, haches et lances par les Peul. Noïna alerté riposta en tuant deux Peul et en faisant quinze blessés". Une autre version parle de trois morts en tout avec de nombreux blessés. L'administration déclara la zone interdite à toute activité et la mit sous surveillance militaire.

PROCEDURE: **Administrative**

Résolution amiable ?: **Non**

DECISION(S): PV de règlement de litige n°3/CD du 17/7/72 - Décision n°18/CD du 14/7/80 du Cdt de Cercle - Décision du Gouverneur de mise en défens de la zone.

DROIT:

La décision n°18 du 14 juillet 1980 réserve le burtol au passage des animaux et en interdit la mise en culture: "Le "burtol" passant par Konio, Touhara, Sirabugu, Soala est exclusivement réservé au passage d'animaux" (art.1). "Les paysans de Sirabugu sont invités à s'abstenir de toute exploitation

agricole du terrain défriché, empiétant sur le "burtol" ci-dessus indiqué" (art.2).

Droit Appliqué: **Traditionnel**

Respect de la décision: **Tribunal saisi**

PPIV KAAMAGA

Conflit n°: 102

VILLAGE: KAAMAGA

LEYDI: WURO NEEMA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: FATOMA

Ref Objet: N

ETAT du conflit: Futur

ETAPES: 1994

RESSOURCE: Burtol

ECOTOPE: Burtol

OBJET: Obstruction d'un burtol par la construction d'un périmètre irrigué.

PARTIES: FEROO'BE de WURO NEEMA, rep. par le Jowro c/ Village de KAAMAGA

ETHNIES: Peul c/ Malinke

FAITS:

Un nouveau périmètre irrigué s'achève à Kaamaga. Il est situé en plein couloir de transhumance. Le jowro n'avait pas été informé de ce Projet financé par le Fonds Européen de Développement (FED). Le chef de village a refusé toute discussion avec le jowro.

PROCEDURE:

Résolution amiable ?: Non

DECISION(S):

DROIT:

Droit Appliqué:

Respect de la décision: Administration saisie

VILLAGE: GOMITOGO**LEYDI: WURO KOFAGU****Cercle: JENNE****Arrondissement: JENNE****Ref Objet: AN****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1967 - 1976 - 1977 - 1980 - 1981****RESSOURCE: Burtol + Winnde****ECOTOPE: Toggere + Burtol + Winnde****OBJET: Revendication d'un toggere (traversé par un burtol et comprenant un winnde)****PARTIES: Agriculteurs du village de GOMITOGO, rep. par Bagi ou Seku Turfo c/ Eleveurs de YEBE****ETHNIES: Agriculteur c/ Peul****FAITS:**

Le toggere de Siela est un espace cultivé traversé par le burtol du Sanari. En 1967 une commission avait délimité les espaces à respecter entre les communautés d'agriculteurs et d'éleveurs. Les animaux avaient l'habitude de rejoindre les rizières de Siela après les récoltes. Un contrat de fumure était établi entre les agriculteurs et les Peul. Mais cet accord s'est transformé en haine entre les deux communautés quand les pasteurs ont voulu établir un gîte sur le toggere. Les dégâts aux cultures furent le premier point d'achoppement.

Les agriculteurs considèrent qu'il sont les premiers occupants et que les Peul, étrangers de cette zone, donc n'ont aucun droit. Ils n'ont pas respecté le contrat d'antan: "Siéla est bien l'ancien emplacement du village de la famille Turfo. Toutes les terres environnantes jusqu'à Yebe et au delà étaient notre possession coutumière. Par suite du déménagement de notre famille à Gomitogo, à 2 km environ de distance, nos ancêtres ont cédé une partie de ces terres aux Bamanan de Yebe. Notre famille a continué d'exploiter l'autre partie depuis plus de mille ans jusqu'à nos jours. Il s'agit des terres situées sur la rive droite et gauche du marigot de Gomitogo. Les Peul nouvellement venus ont sollicité auprès de nos grand- parents l'installation de leurs boeufs après la rentrée de nos récoltes sur les dites terres et cela a été accordé et tout allait bien cordialement, sauf il y a trois ans. Il était convenu entre nous et ces éleveurs qu'ils s'installent sur les lieux après les récoltes et qu'ils se retirent dès les semences" (Lettre de Bagi Turfo au Cdt de Cercle, le 31/7/78).

Le 11 août 1976 le Chef d'Arrondissement prend une décision obligeant les animaux des Peul à quitter Siéla en début de culture de riz, lors des semailles. Mais en 1980 l'administration autorise les peul à la construction d'un parc de 100 m sur 100 m sur le toggere Siela et à l'agrandissement du burtol existant.

Les agriculteurs de Gomitogo réagissent auprès de la section de l'UDPM et auprès du Gouverneur. La parcelle attribuée pour le parc serait sise dans les champs et verger de la famille Trupo et les troupeaux des peul causeraient de gros dégâts dans les cultures. Le Gouverneur ordonne au Cdt de Cercle de revenir sur sa dernière décision, de faire appliquer celle de 1976 (n°34), et de "faire déguerpir du monticule tous les animaux actuellement en gardiennage" (Lettre n°331/GRM-CAB-C du 23/10/80). Le Cdt de Cercle s'exécute le 3 novembre 1980: interdiction du stationnement des animaux sur Siéla mais confirmation du burtol (officialisé dans les conventions n°3 de 1960 et n°34 de 1961) qui doit demeurer en l'état, c'est à dire non obstrué. En fait ce dernier commençait à l'être en raison de la construction d'une habitation par la famille Trupo, qui est particulièrement visée ici par la décision. Le verger qui se trouve dans la zone doit être clôturé afin de mettre fin aux plaintes répétées concernant les dégâts.

Il faut préciser que l'administration semble subir la difficulté de cohabitation entre agriculteurs et éleveurs: "M. Seku Trupo confiant en ses multiples relations s'érige en véritable potentat et en grand maître des terres et nourrit la haine qu'il n'a du reste jamais cachée contre les Peul éleveurs de Yebe.

D'ailleurs jure t-il de les faire partir de Yebe. Ce qui compte pour lui, c'est moins la protection des récoltes ou la recherche de terres cultivables que le départ de la zone de tout éleveur peul. C'est un pari qu'il compte gagner. Et pour y parvenir, il se livre actuellement à une véritable campagne d'intoxication du monde paysan de Yebe, de Gomitogo et de Koba et de discrédit contre l'autorité légitime, le commandant de cercle en l'occurrence.... Si le burtol, domaine public a subi une amputation, une destruction flagrante, c'est bien le fait de Seku Troupo qui y a construit une habitation de deux pièces dont malheureusement on n'a jamais voulu parler depuis leur construction bien qu'elle soit postérieure à l'existence de ce burtol" (Lettre n° 109/CD-C au Gouverneur, le 10/11/80). Il semble que l'affaire ne s'achève point ici, Seku Trupo construisant sur le burtol.

PROCEDURE: Administrative

Résolution amiable ? : Non

DECISION(S): Décision n°34/AEC-DJ du 11/8/76 par le Chef d'Ar. - Décision n°12/CD du 4/6/80 du Cdt de Cercle - Décision n°22/CD du 3/11/80 du Cdt de Cercle.

DROIT:

L'Administration impose aux éleveurs de respecter la dynamique traditionnelle, quitter la zone de Siéla quand commencent les cultures: "Vu la plainte des agriculteurs de Gomitogo... contre les Peul de Yebe, Vu que la zone de Siéla (lieu litigieux) est à la fois considérée comme lieu de pâturage et de culture"; "Pour compter de cette date, la zone en question sera abandonnée par les animaux de Yebe au début des cultures de riz (semences)³ (art.1).

Le 4 juin 1980 le Cdt de Cercle attribue aux éleveurs une parcelle sur le toggere pour construire un parc clos: "Il est attribué aux éleveurs de Yebe une parcelle de 100m/100m sur le bosquet de Siéla pour servir de parc de gardiennage de leurs vaches de trait" (art.1). " Le parc dont il s'agit, sera limité par une haie vive ou morte ou par un mur é matériaux durables à la charge des éleveurs eux-mêmes" (art.2) Cette décision est condamnée par le Gouverneur pour des raisons qui semblent beaucoup plus politiques que juridiques. Le Cdt de Cercle s'exécute mais met un frein à l'expansion agricole en rendant intouchable le burtol sur lequel déjà Seku Trupo construit: "... est interdit le stationnement d'animaux sur le bosquet de Siéla et dans les dépendances immédiates de celui-ci" (art.1). "Le burtol, traditionnellement connu sous le nom du "Burtol du Sanari", tel que confirmé par les conventions n°3 de 1960 et n°34 de 1961, reste maintenu sur le bosquet dans ses limites initiales. A cet effet, son agrandissement dans les horizons du bosquet ne saurait être envisagé" (art.2). "Le burtol constituant un domaine public, ne saurait souffrir d'aucune obstruction ni par les éleveurs, ni par les agriculteurs. En conséquence, et en attendant toute opération de matérialisation, il est demandé aux agriculteurs et aux éleveurs de la zone, sous peine de sanctions de dégager cette piste pastorale" (art.4). "M. Seku Trupo est invité à clôturer son verger pour limiter tous risques de dégât" (art.5).

Droit Appliqué: Pratique

Respect de la décision: ?

VILLAGE: BOGO

LEYDI: WURO NEEMA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: KONNA

Ref Objet: A

ETAT du conflit: **Présent**

ETAPES: 1993

RESSOURCE: Arbres

ECOTOPE: Bois

OBJET: **Revendication d'un toggere boisé.**

PARTIES: Village de BOGO c/ Village de DENG WURO

ETHNIES: Malinke c/ Peul

FAITS:

Le village de Takutala emprunte des terres à Bogo. Sur celles-ci, Denga Wuro revendique un toggere arboré de plus de 20 ha, afin de maintenir un espace pastoral en l'état et d'en éviter le défrichement agricole. En réalité Denga Wuro n'a pas de terroir et emprunte des terres à Nionto. Il est situé sur le terroir de Denga Saare. Des tentatives de conciliation sont en cours.

PROCEDURE: **Conciliation en cours.**

Résolution amiable ?: **Non**

DECISION(S):

DROIT:

Droit Appliqué:

Respect de la décision:

VILLAGE: TOMINA**LEYDI: SEBERA****Cercle: JENNE****Arrondissement: SOFARA****Ref Objet: B****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1991 - 1992 - 1993****RESSOURCE: Arbres****ECOTOPE: Bois (sacré)****OBJET: Respect d'un bois sacré violé par des agriculteurs qui l'ont défriché.
Remise en état.****PARTIES: Aly TRAORE, rep. du Village TOMINA c/ Seku TININTAO & 8 autres****ETHNIES: Agriculteurs****FAITS:**

La plaine de Saba comprend un bois sacré qui a été défriché par quelques agriculteurs à partir de 1984. En 1991 l'administration des Eaux et Forêts les amende (faisant un total de 800 000 FCFA) pour avoir effectué le défrichage sans autorisation et sur une zone destinée au reboisement et les fait expulser par le juge (jugement de 1991). La justice est à nouveau saisie mais par les neuf agriculteurs revendiquant le droit de rester dans la plaine. Devant le premier juge, les agriculteurs prétendent que le défrichement de cette zone s'est réalisé avec l'accord du chef de village, que ce dernier octroyait des parcelles à des étrangers, et que lui-même en cultivait une partie.

Huit ans après, Aly Traore, représentant du chef de village et maître de terre, leur demanda de quitter les lieux. Le juge accorda crédit à cette version et leur autorisa de poursuivre leur culture dans la zone. Mais cette version ne sera pas reprise devant la Cour d'Appel, beaucoup plus pertinente.

Tinintao avoue qu'ils ont défriché le bois sacré de façon anarchique et non autorisée et qu'ils sont les seuls à y cultiver, mais ils réclament un droit d'usage sur l'espace sacré qu'ils ont défriché. Aly Traore n'est pas le chef de village mais il le représente en tant que maître des terres chargé traditionnellement, et reconnu comme tel, de distribuer les terres de culture à Tomina. Il représente ainsi les premiers fondateurs du village. Depuis toujours dans la tradition, le bois sacré de la plaine de Saba est respecté. Violier l'interdiction de toucher au bois sacré est source de tous les maux.

Le juge d'Appel prend considération de cette règle coutumière dans le sens de laquelle d'ailleurs l'administration et le juge de paix en 1991 ont abondé. Dès le début de la mise en culture de la zone, Aly Traore a demandé aux agriculteurs en question de ne pas toucher le bois. Mais ces derniers ont toujours refusé d'écouter et de négocier à l'amiable un compromis. Signalons que des terres leur avaient été affectées ailleurs mais qu'ils se sont véritablement accrochés à cette zone sacrée.

La Cour considère "l'occupation anarchique, chaotique et désordonnée des requérants au détriment de la tradition ... Considérant que dans tous les villages plus ou moins animistes, il existe le bois sacré dont tous les habitants sont censés connaître le principe traditionnel coutumier inviolable qui naît en même temps que la fondation du village; que le cas de Tomina figure parmi tant d'autres à travers le pays; et qu'il serait de nature à mettre en cause un patrimoine sacré généralement reconnu depuis des millénaires; qu'il serait même intolérable sous quelque prétexte que ce soit de laisser une petite bande d'individus violer la coutume et bafouer la tradition alors même que les éléments au nombre de neuf ne sont pas les seuls habitants du village de Tomina". La Cour souligne que les témoignages font apparaître le fait que de la violation du bois sacré "les conséquences ont été largement ressenties par les habitants du village tout entier et l'environnement". Le Juge infirme le jugement et remet en défens la zone sacrée.

PROCEDURE: Administrative & Judiciaire**Résolution amiable ?: Non****DECISION(S): Jugement n°97 de 1991 du Tribunal de Paix de Jenne - Jugement n°64 (RG n°27) du 2**

DROIT:

Le premier jugement en 1991 ordonne l'abandon des lieux après la récolte et sa gestion par le chef coutumier des terres, Aly Traore. Saisi en réclamation de terres, le juge de paix reconnaît à Seku Tinintao et consorts des droits d'usage sur les lieux du bois sacré et "dit qu'ils continueront à exploiter leurs parcelles dans le respect des règles coutumières et de courtoisie admises dans la localité et en la matière et dont le chef de village est le garant". Ses arguments reposent sur une situation acquise dont la version (inventée) est acceptée et rejette la caractéristique de l'espace, sacré donc inviolable. La Cour d'Appel accorde à la tradition une grande importance, d'autant plus qu'il s'agit d'un espace sacré. Mais elle prend en compte, contrairement au premier juge, le jugement de 1991 et le fait que l'administration ait amendé les agriculteurs. En plus, la version des faits s'avère bien différente de celle qui a été exposée devant le Tribunal. "Considérant que les intimés réclament un droit d'usage sur les terres du bois sacré de la plaine de Saba sous des prétextes fallacieux et cousus de mensonges; qu'ils sont tous indisciplinés et que malgré tout, sous le prétexte d'avoir mis en valeur le lieu sacré aujourd'hui objet du litige dont ils ne sont propriétaires coutumiers; que huit ans ne suffisent pas pour se prévaloir d'un droit d'usage sur un domaine coutumier qui de plus est sacré pour tous les villageois; Considérant que pour l'ordre public à Tomina, il n'est recommandé ni même juste de permettre à un petit groupe d'individus récalcitrants d'abonder dans l'entêtement pour s'attaquer à des principes sacrés et de s'adjoindre la justice pour réclamer de l'indu (droit d'usage) alors même qu'il y a déjà un ordre établi sur le lieu, "le sacrilège du bois" qui est intangible et donc inviolable sauf consentement expresse du détenteur de droit coutumier... considérant enfin que Seku Tinintao et les huit autres ont violé les principes traditionnels et la coutume qui planent sur le bois sacré de la plaine de Saba; qu'il y a lieu de les déclarer sans droit coutumier et ordonner même leur déguerpissement et les renvoyer à leur chef de village Aly Traore pour s'y référer dans le respect des principes traditionnels qui frappent la partie litigieuse; et dire qu'ils ne peuvent bénéficier d'aucun droit sur le lieu litigieux... Au fond: ... déclare Aly Traore ... propriétaire de droit coutumier sur la partie litigieuse de la plaine de Saba mise en défens); cependant dans un souci de tranquillité, l'invite à octroyer à Seku Tinintao et autres des parcelles plus fertiles".

Droit Appliqué: **Traditionnel**

Respect de la décision: **Oui**

VILLAGE: TOUDIDAROU**LEYDI: Hors leydi****Cercle: NIAKUNKE****Arrondissement: NIAFUNKE****Ref Objet: N****ETAT du conflit: Passé****ETAPES: 1967 - 1971 - 1972****RESSOURCE: Eau (Abreuvoir)****ECOTOPE: Mare****OBJET: Accès à une mare & maintien de l'usage pastoral de la mare****PARTIES: Eleveurs du village de TONDIDARU-WURO c/ agriculteurs du village de NIODUGU****ETHNIES: Peul c/ Agriculteur****FAITS:**

En 1967 les habitants de Tondidaru ont obtenu le tracé d'un burtol permettant à leurs animaux de s'abreuver au lac ou mare "Takadji". Ce burtol contournait le lac jusqu'à un point sablonneux où les animaux s'abreuvaient, car à l'époque les crues étaient fortes, rendant l'ancien passage impraticable pour les animaux (d'où le contournement). Suite à la sécheresse et à la baisse des crues, la zone devenait accessible et les animaux n'avaient plus à employer le burtol pour contourner la zone. Les agriculteurs de Niodugu remirent en culture les champs qu'ils avaient été contraints d'abandonner pour le burtol.

En 1971 les habitants de Tondidaru saisissent l'administration d'une plainte concernant le passage de leurs animaux et l'extension agricole sur l'espace pastoral (notamment sur le burtol tracé en 1967). Le 2 juin 1971 une convention est signée entre les villages de Tondidaru, Nunu et Niodugu. Elle maintient le burtol et interdit l'extension agricole et la culture dans le lit de la mare. Au cours de la même année les agriculteurs de Niodugu étendent l'espace agricole, violant ainsi la Convention, sans que l'administration ne s'en aperçoive. Par la suite les agriculteurs poursuivirent leur extension jusqu'à rendre impossible l'accès des animaux à la mare. Cela amena les éleveurs à saisir à nouveau les autorités administratives qui prirent des sanctions: une amende aux auteurs des cultures en zone non autorisée par la Convention; le passage des animaux à travers les champs qui obstruent leur accès à l'eau. L'application de ce dernier point a conduit à des débordements de la part des bergers (animaux divaguant dans les champs limitrophes) qui furent sanctionnés.

PROCEDURE: Administrative**Résolution amiable ?: Non****DECISION(S): Convention du 2/6/71****DROIT:**

La Convention du 2 juin 1971 confirme l'existence et la pérennisation du burtol en le bornant et en le rendant cultivable quand les troupeaux ne l'utilisent pas; le lit de la mare demeure à usage pastoral: "1) Il sera tracé le nouveau bourtol. Il est formellement interdit de cultiver dans le lit de la mare et d'augmenter les superficies actuellement cultivées. 2) Le bourtol ne sera exploité par les animaux que pendant les années successives de forte crue rendant inaccessible la zone couvrant directement accès à la mare. En dehors des années de forte crue, le burtol pourra être exploité par les cultivateurs".

Droit Appliqué: Traditionnel**Respect de la décision: Non**

VILLAGE: SOKOLO**LEYDI:** Hors leydi**Cercle:** TENENKU**Arrondissement:** NIONO**Ref Objet:** N**ETAT du conflit:** ?**ETAPES:** 1975 - 1977**RESSOURCE:** Eau (Abreuvoir)**ECOTOPE:** Mare**OBJET:** Mise en culture du gîte d'abreuvoir (du retour de transhumance)**PARTIES:** Hamady Jagna BARRY, Jowro du groupe JIAFARAJI c/ Agriculteurs de SOKOLO**ETHNIES:** Peul c/ Agriculteur**FAITS:**

Le gîte "Fedji Hodi" est l'abreuvoir traditionnel des animaux de retour de transhumance. L'extension agricole ne l'a pas épargné. Selon le jowro Hamady Jagna Bari: "Il y a quelques années que les difficultés de Sokolo avaient commencé. A chaque retour, les transhumants arrivent au gîte "Fedji Hodi" assoiffés. Ils s'abreuvent aussitôt. Avec le développement de l'agriculture, des champs exploités par les habitants de Sokolo avaient occupé notre abreuvoir. Il se trouve qu'au retour des animaux, les eaux perdues de l'Office permettaient aux animaux de s'abreuver sans atteindre le véritable abreuvoir. En 1975, l'insuffisance de cette crue avait obligé le cheptel à rallier son lieu d'abreuvement qui se trouvait cultivé. Les dix premiers troupeaux arrivés du Sahel s'étaient désaltérés à travers les champs. Les agriculteurs qui savaient que le lieu appartenait aux animaux n'avaient pas rouspété face aux dégâts causés. Après le passage de ces premiers troupeaux, les difficultés devaient commencer. Les cultivateurs ne voulant plus voir d'autres troupeaux traverser leur champ s'étaient plaint et des gardes étaient placés pour contraindre le cheptel à passer... Il se trouvait que plusieurs troupeaux assoiffés étaient contraints de continuer leur route vers Jabal... Le Cdt de Cercle avait mis le Chef d'arrondissement en demeure de déblayer et de matérialiser notre abreuvoir ..." (Lettre n°8/S.E.TKOU du Chef de Secteur d'Elevage de Tenenku au Directeur de l'ODEM, du 4/4/77). Ce dernier s'exécuta avec une mauvaise volonté: il se rendit sur les lieux six jours plus tard. Avec les notables de Sokolo et le jowro, l'administration (chef d'arrondissement et service de l'élevage) fixa la largeur de l'abreuvoir à 150 mètres. Par la suite Sokolo reçut la visite du Gouverneur qui donna 250 000 F pour l'exécution des travaux (déblayage et bornage). Le travail fut réalisé en 1976, avant le départ des transhumants (juillet). Cependant il ne fut pas exécuté comme convenu: "... j'ai constaté qu'un abreuvoir a été déblayé à un endroit non convenu à l'Est du baobab, à l'emplacement des rizières en terrain spongieux et limité de 2 côtés par des champs. J'ai été très surpris de constater que le lieu traditionnel, le lieu sur lequel nous avons insisté, avec raison pour son sol bien damé, c'est à dire l'espace situé à l'Ouest du baobab a été cultivé.

Le choix a été fait avec notre participation et le travail qui est l'essentiel a été fait en violation du lieu convenu, la complicité des cultivateurs de Sokolo ne pouvant être écartée ... Les premiers convois ont campé au niveau du gîte. Assoiffés comme d'habitude, ils ont voulu s'abreuver. Dix troupeaux se sont désaltérés avec difficulté, plusieurs bêtes s'étant enlisées profondément. Les autres animaux étaient là incapables de rallier l'eau. L'énervement est déclenché et une catastrophe s'avérait inévitable... Les animaux assoiffés ont été contraints de quitter le gîte en direction de Macalacanna environ 15 km et Kalan 30 km. Les agriculteurs de Sokolo connaissent parfaitement nos éleveurs. S'ils nous créent des difficultés, c'est qu'ils ont l'appui de l'autorité" (Lettre n°8/S.E.TKOU du Chef de Secteur d'Elevage de Tenenku au Directeur de l'ODEM, du 4/4/77). Le 19 mai 1977 une rencontre administrative entre les chefs d'arrondissement de Niono et Tenenku et les techniciens d'élevage s'est tenue à Sokolo. La largeur de l'abreuvoir a été augmentée à 250 mètres (Rapport de Mission n°19 du

Secteur Elevage de Tenenku, le 29/5/77).

PROCEDURE: **Administrative**

Résolution amiable ?: **Non**

DECISION(S): ?

DROIT:

?

Droit Appliqué: **Pratique**

Respect de la décision:

VILLAGE: KORO**LEYDI:** Hors delta**Cercle:** KORO**Arrondissement:** KORO**Ref Objet:** N**ETAT du conflit:** ?**ETAPES:** 1974**RESSOURCE:** Eau (Abreuvoir)**ECOTOPE:** Mare**OBJET:** Conflit d'accès à une mare**PARTIES:** Agriculteurs de KORO c/ éleveurs de KORO**ETHNIES:** Dogon c/ Peul**FAITS:**

Traditionnellement les Dogon cultivateurs assignent tous les cinq ans aux Peul des emplacements à occuper avec leurs animaux. Cette rotation permet aux agriculteurs de cultiver sur les zones précédemment pastorales. Ainsi à l'expiration du délai les éleveurs sont tenus d'abandonner les lieux au profit des agriculteurs qui leur assignent un nouvel emplacement. "Depuis des décades les Dogon ont agi ainsi et les Peul se sont pliés à cette volonté dans un accord tacite" (PV de règlement de litige du 12/6/74). A partir de 1972 les éleveurs ont souhaité occuper définitivement un lieu aux abords de la mare "Burogune-Koro" aménagée pour servir d'abreuvoir aux animaux (en 1964). La commission estime la doléance des éleveurs très juste tandis que "les Dogon tiennent à conserver et à appliquer leurs coutumes ancestrales, position qui est en opposition flagrante à tous les règlements en vigueur au Mali dans ce domaine" (Ibidem). La commission locale de Koro propose un emplacement réparti respectivement aux agriculteurs et aux éleveurs avec une bande de démarcation de 50 m de large de no man's land, avec une délimitation par bornage. Le lendemain du PV de cette commission, une délégation de villageois (conseillers de Koro & vieux du village) manifeste son désaccord avec les mesures arrêtées, devant le Cdt de Cercle: "Malgré les explications claires et conformes aux règlements en vigueur données aux intéressés, ils n'ont voulu rien comprendre. Ils ne visent qu'un seul objectif: maintenir leurs coutumes ancestrales désuètes qui méconnaissent totalement le domaine public" (Lettre conf. n°48/CKC du 14/6/74).

Le jeudi 20 juin 1974 se rend sur place une Commission Régionale d'Arbitrage, du fait du règlement du 12 juin contesté par les agriculteurs. Cette commission également insiste sur l'aspect désuet de la coutume: "... il ressort que les Dogon veulent maintenir une coutume désuète sur les Peul qui n'entendent plus s'y soumettre" (Compte rendu de la CRA, le 20/6/74). Le nouvel emplacement indiqué par les Dogon "est situé sur la route de Bankass à 6 km du point d'eau et son accès est rendu difficile par les cultures" (ibid.). Aucun compromis n'a été trouvé: les Dogon maintiennent que les Peul doivent quitter les lieux, les Peul ne veulent plus se soumettre à cette coutume contraire à leurs intérêts (sic).

En 1964, un abreuvoir a été aménagé sur la mare Burgone; ce fait eut pour conséquence une année de mauvaises récolte. Un sacrifice de taureau y remédia. Trois ans après l'occupation des lieux, le chef de village qui le leur avait prêté décéda. Le nouveau chef à du leur accorder un mandat complet. Ce qui fait qu'ils sont sur la zone depuis 8 ans. Le campement peul est estimé à 11 familles. La Commission régionale estima que le domaine attribué aux Peul est insuffisant (en rapport au cheptel); elle procéda à une nouvelle délimitation. La commission affirme "déplorer la persistance d'un certain esprit fort rétrograde des Dogon de Koro", "l'esprit xénophobe que manifestent les Dogon de Koro" et insiste sur l'étatisation des terres: "ils n'ont pas compris que la terre appartient à l'Etat qui seul en accorde l'usufruit à ses citoyens". La commission déplore "cette vie errante" que veulent faire cesser les Peul mais s'inquiète du surpâturage et de l'extension agricole. Les Dogon attendent la solution du

litige pour retirer ou non les terres prêtées aux Peul agriculteurs. La commission constate que le chef et les conseillers ne sont que les porte-parole d'un conseil de sages "dépassés par l'évolution rapide des structures sociales du Mali indépendant". Pas d'autres informations mais le litige ne serait pas clos ici.

PROCEDURE: Administrative

Résolution amiable ?: Non

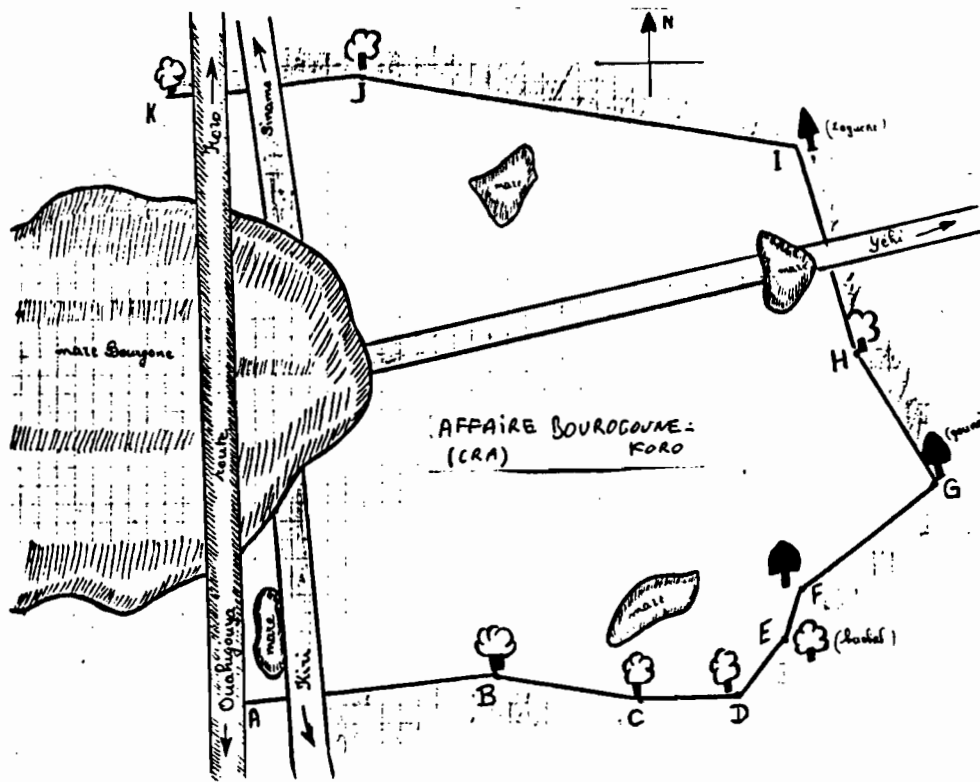
DECISION(S): Des commissions locale et régionale de règlement des litiges, le 12/6/74 & le 20/6/74.

DROIT:

Les Commissions accordent un espace aux Peul auprès de la mare Burgone en en délimitant les contours, afin de les fixer. Rejet total du droit traditionnel. Droit étatique mis en avant: "propriété étatique des terres, des pâturages, des eaux et le droit d'usage qu'il (l'Etat) accorde à ses citoyens. Nul ne doit se prévaloir d'un titre quelconque de propriété sur ces domaines" (PV du 20/6/74). Insiste sur le fait que la coutume oblige les Peul à errer "selon le bon vouloir des Dogon" (ibid.).

Droit Appliqué: Etatique

Respect de la décision: Non acceptée



SOKOLO

Conflit n°: 109

VILLAGE: SOKOLO

LEYDI: Hors delta

Cercle: BANDIAGARA

Arrondissement: BANDIAGARA

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1976

RESSOURCE: Lieu sacré

ECOTOPE: Lieu sacré

OBJET: La détention d'un lieu sacré

PARTIES: Ambajugo KAREMBE, rep. deuxième quartier du village de JOMBOLO c/ Borko KAREMBE, chef village de SOKOLO

ETHNIES: Dogon

FAITS:

Deux villages, Jombolo et Sokolo, revendiquent la détention d'un lieu sacré, lieu de sacrifice pour les fétiches. Il s'agit d'une toute petite parcelle. Concernant Jombolo le premier quartier du village possède son propre lieu de sacrifice; c'est le second quartier qui revendique celui situé à Sokolo. Le village Sokolo utilisa, en 1976, le lieu pour les cérémonies de funérailles du père de l'actuel chef de village, Borko Karembé; comme cela se fait d'habitude après le décès des vieux. Cependant Sokolo ne s'est pas adressé à Ambajugo Karembé pour organiser les rites qu'il a exécutés sans son autorisation. En plus de ce fait, Sokolo refusa d'enterrer sur leur terroir le frère aîné de Ambajugo. Le conflit trouve son origine dans le fait que chacun s'estime détenteur du lieu. Ce lieu sacré se situe à deux cents mètres de Sokolo et à six kilomètres de Jombolo. Selon chacune des parties, c'est l'autre qui a toujours demandé l'autorisation pour effectuer des sacrifices sur les fétiches. Le lieu sacré conserve les fétiches qui ne le quittent pas et d'après Sokolo c'est eux qui possèdent les "instruments avec lesquels on peut procéder à un sacrifice" (PV d'enquête préliminaire, le 16/4/76). Chaque partie a sa propre version de l'histoire concernant les villages et l'autorité du lieu. Selon Amadu Karembé de Jombolo: "Les habitants de Sokolo sont originaires du village de Gamba qu'ils ont du abandonner depuis longtemps par suite de je ne sais quoi. Arrivés à Banjagara, ils ne purent s'y installer, la nouvelle nous parvint, alors que nous habitants de Jombolo vivions à Samulu qui est situé à environ trois kilomètres de Banjagara. Ils nous demandèrent asile, nous acceptâmes et nous les fîmes venir à Samulu en leur donnant pour tâche de surveiller nos chevaux.

En conseil de famille, la décision fut prise de quitter Samulu. Ainsi une partie de la famille s'est installée à Sibibi, une autre partie à Kolontaga et une troisième partie à Jombolo. Il avait été également décidé que les habitants de Sokolo garderaient le lieu où ils sont et qu'un membre de ma famille resterait avec eux à Sokolo. Ainsi nous sommes partis à Jombolo ...

Depuis bientôt sept ans, les histoires ont commencé entre les habitants de Jombolo et de Sokolo. Histoires qui ont toujours trouvé leur solution en famille comme par le passé dans les règlements des litiges" (Lettre au Gouverneur, le 26/5/76).

Selon Ambajugo Karembé: "Il y a très longtemps de cela, nous étions d'abord installés à Sokolo. C'est de là-bas que nous sommes partis pour aller nous installer à Jombolo. Le lieu qu'ils revendiquent se trouve sur un terrain appartenant à notre famille. Je leur ai interdit d'y pénétrer, c'est ce qu'ils ne veulent pas entendre. Depuis les temps anciens, cette petite parcelle qui ne dépasse pas un mètre appartenait à mes grands parents. Je l'ai héritée d'eux. C'est là-bas que je fais tous mes sacrifices; je n'admets en aucune façon la présence d'une autre personne. Chaque fois qu'il y avait un décès chez eux, ils me demandaient la permission de faire leurs sacrifices sur le terrain en question. Cette année, comme ils ne m'ont rien dit, moi je leur en ai défendu l'accès. Toute cette histoire remonte à la mort de mon grand frère puisqu'il était installé sur ce lieu-là. A sa mort j'ai voulu l'enterrer à Sokolo. Les habitants ont refusé en me disant qu'il était installé à Jombolo que je devais aller l'enterrer là-bas, alors

trente années d'acquiescement par le silence.

Lors d'une réunion entre les parties, le 13 mars 1972, l'administration préféra s'en référer à cette dernière répartition qui reste la plus connue et dont les limites sont en pierres. Le Cdt de cercle interdit l'exploitation de la zone litigieuse située entre Faranah et Jartu jusqu'à une décision définitive. Une décision intervint en 1973 qui procéda à un partage du lac de façon précise entre les parties. Selon le Cdt de Cercle, la suppression des chefferies de canton n'implique pas forcément la remise en cause systématique de toutes leurs acquisitions (sic, Lettre n°53/C-CN du 7/4/73).

Les limites fixées cantonnent les quatre villages, Jartu, Kokonto, Famsara et Kawantza, en bordure alors que Faranah et Sambani bénéficient de tout le milieu du lac, partie la plus fertile. Ce règlement est refusé par les quatre villages qui s'y opposent farouchement en détruisant les limites matérialisées par l'administration. Le 26 janvier 1974 le Gouverneur entérine le découpage en parcelles réalisé par le Cdt de Cercle (Message RAC n°197/GRM-CAB). Une accalmie est intervenue grâce au non-tarissement du lac pendant les années 1975 à 1977. Le 31 avril 1978 l'affaire rebondit par une requête des quatre villages tendant à obtenir une répartition plus juste du lac. En 1974 alors qu'une commission régionale de règlement de litige devait se rendre sur les lieux, sa mission fut annulée. En effet, l'aménagement du lac Kabara allait générer une réforme agraire, mettant un terme définitif à toute revendication. En attendant la réalisation de l'opération, le statut quo est exigé par le Gouverneur (Lettre n°230/GRM-CAB du 5/7/74).

Se greffe à ce conflit de terre une plainte des éleveurs Tamacheq (Achuchru Ag Hamsa, chef de la fraction Kel Intébérin II) de Léré pour avoir mis en culture le burtol longeant le lac et d'un gîte d'étape. Lors d'une mission sur place, le 2 janvier 1978, le Chef d'Arrondissement prend des mesures conservatoires: cessation de toute exploitation sur les zones pastorales et éviter les dégâts de champs des éleveurs par leur animaux. Mais ces mesures ne sont pas respectées et la tension entre éleveurs et agriculteurs monte dangereusement (Télégramme-lettre n°11/AS-CN du 21/1/78 du Chef d'Arrdt. au Cdt de Cercle). Le conflit de terre du lac rebondit à nouveau le 13 avril 1978, date de la requête des 4 villages riverains du lac, sur la base du droit étatique: "Comme la terre, les eaux et forêts, les bourgoutières, les lacs et les mares aménagées ou non appartient à l'Etat, nous demandons tout simplement que les limites et le partage de terres que nous avons trouvé avant les chefferies de canton soient respectés et que tous les champs descendent jusqu'au lit de la mare sans coupures et supprimer le métayage existant actuellement sur la mare de Kabara" (Lettre du 13/4/78 au Cdt de Cercle). Le métayage (prêt de terres moyennant redevance) effectué par le village de Faranah dans le lac, dénoncé par les villages riverains, est une réalité confirmée par une mission administrative (Opération zone lacustre), le 24/6/78, destinée à établir une nouvelle répartition de la mare résiduelle de Kabara entre les six villages. A cette nouvelle répartition Faranah et Sambani refusent de participer. Elle s'effectue sans eux en juillet 1978, de façon très équitable en fonction du nombre d'habitants des villages avec un croquis des lieux (parcellaire) [Faranah, 1069 habitants: 325,46 ha / Kokonto, 322 habitants: 96,60 ha / Famsara, 104 habitants: 31,20 ha / Kawentza, 248 habitants: 74,40 ha / Sambani, 402 habitants: 120,60 ha / Jartu, 758 habitants: 227,40 ha] (Compte rendu de mission, lettre n°50/ZN, le 26/7/78). Les villages de Faranah et Sambani demandent de différer la nouvelle répartition et de maintenir le statu quo jusqu'en fin d'hivernage. Le Gouverneur leur répond favorablement (RAC n°918/GRM-CAB du 28/7/78). Le Cdt de Cercle émet des réserves car selon lui l'objectif de cette demande de cultiver cette année comme auparavant n'est pas uniquement de mécontenter les emprunteurs mais surtout de rendre caduque la nouvelle répartition, par le fait que les années à venir n'offriront peut être pas l'opportunité de la matérialiser: "... Ils ont particulièrement insisté auprès de moi-même afin qu'il leur soit permis cette année d'exploiter le fond de la mare comme en 1973. Cette disposition tactique aurait pour eux l'avantage de conserver leur privilège inconcevable car, ils sont conscients qu'habituellement le lac ne tâit qu'après plusieurs décennies. Cela équivaldrait à le conserver comme par le passé car, si ce n'est cette année spéciale de tarissement total, il n'est pas possible de procéder à un partage. En bref, tout est calculé pour contrecarrer la décision administrative qui favorise les véritables cultivateurs" (sous-entendu ceux qui cultivent directement et non ceux qui prêtent la terre - métayage) (Lettre n°84/CN-C du 31/7/78 du Cdt de Cercle).

PROCEDURE: Conciliation & Administrative

Résolution amiable?: Non

DECISION(S): PV de règlement de litige du 13/2/72 - PV de règlement de litige du 12/2/73 + Notes de

DROIT:

La première réunion entre les parties, en 1972, donne lieu à une décision administrative qui ne satisfait pas les parties:

- 1) "La partie s'étendant de la grotte "Kabara-Gusu" aux pierres qui ont été indiquées par les habitants de Kokonto comme étant la limite fixée par Faranah dans l'ancien temps, sera exploitée par les habitants de Faranah".
- 2) "La partie s'étendant de la grotte à la termitière située à 2,900 km à l'Ouest et qui constitue la partie litigieuse entre Faranah et Jartu restera inexploitée jusqu'à la décision judiciaire".

A propos de décision judiciaire, le juge s'est déclaré incompétent. Le 12 février 1973, le second PV de règlement de litige conclut en confirmant la version de Faranah, c'est-à-dire la répartition réalisée sous la colonisation: "L'élément nouveau qui a apparue est la confirmation par les gens de Jartu eux-mêmes que les pierres que les habitants de Faranah ont indiquées comme étant la limite entre les terres des deux villages ont été bien plantées là du temps de la chefferie de Sidi Idal Aljanabangu, c'est à dire vers 1941. D'autre part cette limite a été entérinée par l'autorité administrative de l'époque, c'est à dire l'Administration coloniale qui a emprisonné la seule personne de Jartu qui avait tenté de s'opposer à la matérialisation de cette limite. Par conséquent, le droit d'usage de toutes les terres comprises entre cette limite et celle séparant les terres de Faranah de celles de Kokonto est reconnu à la collectivité de Faranah". Ainsi l'administration départage les parties en obligeant les quatre villages à rester en bordure alors que Faranah et Sambani prennent à eux deux tout le milieu du lac. Les conclusions de ce PV donnent lieu à deux notes de service, le 17 avril 1973: "... le droit d'usage de la collectivité villageoise de Famsara est confirmé sur les terres s'étendant du bord du village au milieu d'une ligne reliant les points indiqués par chacune des parties comme étant la limite de leurs terres. Le chef de secteur du Développement Rural de Niafunké est chargé de la délimitation de ce point et de la délimitation de terres revenant à chaque collectivité..." (n°12/CN) "... le droit d'usage sur les terres litigieuses est reconnu à la collectivité de Faranah. La délimitation de ces terres... sera effectuée par le Chef de secteur du Développement Rural" (n°13/CN). Cette répartition sera revue et corrigée en 1978 sur des bases équitables en fonction de l'effectif démographique de chaque village.

Droit Appliqué: **Pratique**

Respect de la décision: **Oui ?**

WURO MOODI-MANGA

Conflit n°: 110

VILLAGE: KOLENZE

LEYDI: WURO MODI & SEBERA

Ref Objet: A

Cercle: MOPTI

ETAT du conflit: Passé

Arrondissement: WURO MODI & KUAKURU

ETAPES: début Diina - 1922 - 1955

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Revendication d'une plaine à burgu (refus d'accès).

PARTIES: Am Bori Cisse chef de village du canton de WURO MODI c/ Bella Jallo, Jowro de MANGA.

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Pour les éleveurs de Manga, il s'agissait de mettre fin à une gestion commune de leur burgu pour pallier le fait que à partir des années 1920, leurs troupeaux se sont considérablement accrus. Pour les Peul de Wuro Modi, ces pâturages sont d'une nécessité impérieuse; la suivie de leurs troupeaux en dépend. Il s'agissait également pour eux de faire respecter une décision prise depuis la Diina et confirmée par les tribunaux de Jenne en 1922 et de Mopti en 1955.

FAITS:

Wuro Modi et Manga sont deux villages voisins, mais ils sont situés dans deux leyde différents. Wuro Moodi est la capitale d'un leydi créé par Seku Amadu vers 1820 pour récompenser son maître, le marabout Alfa Mohamed Bokari du village de Laidébali. C'est un leydi maraboutique qui ne dispose que de maigres pâturages hariima tels que le Sono et le hariima Dudery. A cause de l'exiguïté de ses pâturages le leydi n'a même pas de jowro servant. Le chef de village est en même temps le chef des terres. Situé dans le delta moyen, le leydi de Wuro Modi est limité à l'est par le fleuve Niger et le Sebera, au nord par le leydi Boodi Kubaye et Soosoobe, à l'ouest par le Salsalbe et le Murari. Leydi riche en troupeaux mais pauvre en pâturages, Wuro Modi a connu et connaît aujourd'hui encore de multiples problèmes de frontière avec ses voisins. Le village de Manga est situé à côté de Kuakuru dans le leydi de Sebera. C'était une localité riche en pâturage mais pauvre en troupeaux. Sous la Diina de Hamdallaye, Manga n'avait environ que sept troupeaux, tandis que Wuro Modi en avait environ quarante. Il se posait alors à Wuro Modi un problème de pâturage. Seku Amadu dans sa logique de soutien aux marabouts avait accordé aux Cisse de Wuro Modi le droit de pâturer dans les plaines de burgu de Manga. Le Batu Mawdo ou Grand conseil de Hamdallaye avait donc décidé que dans l'ordre de préséance, les troupeaux de Wuro Modi viendraient directement après ceux de Manga. En outre il avait été décidé que le montant de la redevance ou tollo perçu sur les troupeaux étrangers serait équitablement partagé entre les deux villages. Ainsi l'un quelconque des deux villages pouvait percevoir cette redevance. Par ces mesures, les pâturages de Manga étaient devenus à tous les égards un bien commun aux deux villages. Mais en 1922 en raison de l'accroissement de leurs troupeaux, les éleveurs de Manga ont rejeté la décision du Batu Mawdo de Hamdallaye. Face au refus des éleveurs de Manga d'accorder le libre accès aux troupeaux de Wuro, le différend fut porté devant les tribunaux par le chef du canton de Wuro Modi, Am Bori Cissé. Le tribunal de Djenné qui a été saisi (Manga relevait à l'époque de Djenné) a dans son arrêt, confirmé la décision du grand conseil, organe législatif et judiciaire de la Diina. En 1955 les éleveurs de Manga se rebellèrent à nouveau contre l'arrêt de 1922 du tribunal de Djenné. Ils refusèrent de partager le Tollo et d'accorder l'accès libre aux troupeaux de Wuro Modi le même jour qu'eux. Ils exigèrent un intervalle de quinze jours dans la préséance. Cette nouvelle décision de Manga ne pouvait être pour les Peul de Wuro Modi que la plus grande des humiliations. Ainsi au cours de l'accès dans le burgu de la même année 1955, un conflit armé éclata entre les deux communautés dans le village de Kolenze au sud de Wuro Modi. Ce conflit fit beaucoup de blessés très graves, mais pas de tués. L'affaire fut portée de nouveau devant les

conférence sur les bourgoutières. Là aussi, je suis resté sans réponse. En 1993, deux Peul de Dayebe étaient venus pâturer à Kakanyan. On leur interdit l'accès à la portion de Dayebe qui se trouvait dans le Tooye Baaka. Ils revinrent m'en informer. Immédiatement je saisis le Chef d'Arrondissement. Malheureusement ce dernier fut muté de son poste et n'a pas laissé des traces sur le litige. Cette fois encore, je suis parti saisir le nouveau Chef d'Arrondissement. Mais à présent l'affaire n'est pas terminée.

2) VERSION DE KAKANYAN. Les faits avaient commencé en 1990 lorsque les Peul de Dayebe étaient venus avec violence pour pénétrer dans le hariima appelé Feeya Tooye Baaka. Les éleveurs de Dayebe sont venus avec tous les animaux et ont gâté les champs de nos Riimaay'be ainsi que ceux des Peul cultivateurs.

Un certain Bilaali kaw'do vint nous informer que des Peul de Dayebe, armés de bâtons et de coupe-coupe, étaient venus à Feeya Tooye Baana et avaient endommagé tous les champs qui s'y trouvaient. Il a ajouté qu'il voulait lui-même riposter mais qu'un Peul qui se trouvait parmi ceux de Dayebe avait menacé de le tuer. Après l'information de Kaw'do, j'ai convoqué une réunion et j'ai informé tout le village du fait que les Peul de Dayebe étaient venus avec force. Le chef de village de Kakanyan était à Jallube. Après la réunion, je fis une lettre au Chef d'Arrondissement de Jallube. Quand mon message parvint à Jallube, le chef de village de Kakanyan se dépêcha de rejoindre Kakanyan. Il promit au Chef d'Arrondissement de maintenir l'ordre juste à son arrivée.

Dans la nuit les gens de Kakanyan voulurent riposter. Hadi Boori qui assurait l'intérim maintint le calme. Au cours de la même nuit, le Chef d'Arrondissement arriva à Kakanyan et tint une réunion. Il demanda aux Peul de Kakanyan comment étaient venus les gens de Dayebe. Chacun expliqua à sa façon. D'autres avancèrent d'ailleurs que ces derniers étaient venus pour faire la guerre dans le cas où nous ne voudrions pas leur céder Feeya Tooye Baana. Par ailleurs, il les informa qu'il était entré en possession de la lettre que le chef du village lui avait adressée et qu'il demanderait à Hadi Boori de le rejoindre le lendemain. Ainsi, je partis à Jallube. Le chef d'Arrondissement me demanda comment les faits s'étaient passés. Je lui répondis que la chose avait eu lieu à Dayebe Feeya Tooye Baana et que les habitants de ce village ne s'étaient pas limités à la simple revendication car ils étaient venus dans l'intention de faire la guerre. J'ai dit au Chef d'Arrondissement de dépêcher quelqu'un avant qu'il ne soit trop tard parce que les Peul étaient sur le point de s'entre-tuer à Kakanyan.

Dans l'après-midi, le Chef d'Arrondissement me donna l'ordre d'aller, en compagnie d'un garde, évacuer tous les animaux qui étaient sur le lieu de litige et de le garder tel jusqu'à nouvel ordre. Je partis avec ce garde pour accompagner le chef de village de Kakanyan dans le Tooye Baana en vue de refouler les bergers de Dayebe qui s'y trouvaient. Nous constatâmes alors qu'ils avaient abîmé de nombreux champs de riz appartenant aux Riimaay'be. Nous retournâmes à Jallube dans la nuit. Le lendemain, le chef d'Arrondissement remit une convocation au garde pour le jowro de Dayebe. Ce dernier devait venir immédiatement avec le chef de village de Dayebe à Jallube. Il me remit une autre convocation pour le chef du village de Kakanyan. Le lendemain, le Chef d'Arrondissement convoqua certains notables de Jallube tels que Pullo Kola Ameri et Bara Bokum. Dayebe était représenté par son jowro Bela Bukari Bari et le représentant du chef de village, Bara. Le chef d'arrdt donna la parole au jowro de Dayebe (Bela Bukari).

Ce dernier affirma que le Feeya Tooye Baana faisait partie du leydi de Cilli Hamdallay et que les Daagaaji représentaient les Cilli dans tous ces leyde. Il se plaignit du fait que Kakanyan avait toujours considéré Feeya Tooye comme son propre hariima et autorisait même ses Riimaay'be à cultiver dessus. C'est pour cela qu'ils ont autorisé leurs Peul à aller camper dans le Feeya Tooye Baaka, mais il ne leur a jamais ordonné de commettre des dégâts dans les champs d'autrui.

Lorsqu'il eut fini, le Chef d'Arrondissement demanda au témoin de Jallube comment faire pour connaître les limites du hariima. Kola répondit que Hadi Boori pouvait délimiter tous les hariima du Mali. Il invita le chef d'Arrondissement à donner la parole à celui-ci, ce qu'il fit. Je dis alors au Chef d'Arrondissement que les Daagaaji de Dayebe ne possèdent rien ici et que la portion qu'ils revendiquent constitue tout juste la limite de notre hariima. Je montrai la décision de création de notre leydi élaborée par le Gouvernement du Mali que l'Arrondissement doit avoir dans ses archives. Le Chef d'Arrondissement prit la décision, la lut et demanda au jowro s'il avait été d'accord lors de la prise de cette décision. Ce dernier répondit par l'affirmative. Le Chef d'Arrondissement ajouta que sur la carte du hariima de Kakanyan, Feeya Tooye Baana se trouve englobé. Bara Afo prit la parole pour dire au Chef d'Arrondissement que les gens de Dayebe avaient revendiqué Feeya Tooye Baana pour

tribunaux par les deux chefs de subdivision centrale de Mopti et Djenné qui signèrent d'ailleurs à l'occasion une convention le 31 Mai 1955. Dans son arrêt le tribunal de 2^e degré de Mopti condamna les éleveurs de Wuro Modi à 3 mois (trois) de prison ferme et ceux de Manga à 2 (deux) mois (certainement à cause des dégâts plus importants qu'ils ont subis). Aujourd'hui, ce conflit appartient au passé, Manga et Wuro Modi ont le même burtol et pâturent ensemble dans les plaines de Manga.

RESOLUTION: Nos informateurs ne font pas état d'une conciliation à l'amiable ni même d'une tentative./ **AUTORITE SAISIE:** Le tribunal de Jenné en 1922, le tribunal de 2^e Degré de Mopti en 1955./ **DECISION:** Les arrêts des différents tribunaux saisis en 1922 et 1955 ont confirmé la décision du batu Mawdo ou grand conseil, organe judiciaire de la Diina. Les différentes décisions existent et se trouveraient dans les minutes du greffe du tribunal colonial du Soudan Français à Bamako./ **APPLICATION:** La décision est aujourd'hui appliquée. Les troupeaux de Manga et Wuro Modi pâturent ensemble. Il n'existe plus aucun différend entre eux.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

VILLAGE: JUGI-MONNDE

LEYDI: KOMONGALLU

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JONDORI

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1987 - 1990 - 1991

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Revendication d'une plaine à burgu

PARTIES: Seydu Jal c/ Bra Hamadu Samba Jal

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Bra Hamadu Samba Jal voulut interdire aux animaux de Seydu Jal la préséance sur la bourgoutière qu'il supposait être à lui. Seydu Jal étant certain de posséder ce lieu n'accorda pas d'importance aux paroles de Bra Hamadu Samba Jal et utilisa cette bourgoutière.

FAITS:

Saïkerai est une bourgoutière relevant du jowro de Sabare Seydu Jal qui a hérité ce lieu de ses grands parents. Une partie de cette bourgoutière fut cédée aux grands parents du jowro de Jugi-monnde, Bra Hamadu Samba Jal à titre d'emprunt par les grands parents du jowro Seydu Jal de Sabare. Mais la préséance sur le lieu fut toujours organisée par le jowro de Sabare. En 1987, Bra Hamadu Samba Jal jowro de Jugi-monnde interdit à Seydu Jal de mettre ses animaux dans la partie qu'on avait prêtée à ses grands parents en disant que ce lieu était sa propriété. Surpris par cet acte, Seydu Jal lui déclara que sa famille n'a jamais eu de terre dans ce domaine et que la bourgoutière qu'il utilise a été prêtée à ses grands parents par sa famille. Seydu sûr de posséder ce lieu, continua d'y organiser la préséance. En 1990, il envahit le premier toute la bourgoutière. Dès le lendemain, il fut agressé par Bra Hamadu Samba Jal qui expulsa ses animaux de la partie litigieuse. Cette agression poussa les deux parties à s'injurier, mais la querelle fut interrompue par la population de Jugi-monnde. Deux jours après, Bra Hamadu Samba Jal se plaignit auprès du chef d'arrondissement de Jonjori, Sekana Kulibali. Celui-ci convoqua les deux parties en litige et demanda à chacun ses arguments. Après audition des deux parties, il promit un règlement définitif du litige dans les jours à venir tout en leur demandant de cohabiter pour le moment. Avant que Sekana Kulibali ne trouve une solution pour ce problème, il fut muté et l'affaire fut prise en charge par le nouveau chef d'arrondissement en 1991.

Ce dernier les convoqua peu après à Jonjori. A leur arrivée à Jonjori, ils furent convoqués par le chef de village Bareïma Guro Tammbura qui, avec ses conseillers et les sages de son village parvinrent à amener Bra Hamadu Samba Jal à la raison. Ce dernier accepta que le lieu soit possédé par Seydu Jal qui en établit toujours la préséance. Après cette conférence des sages de Jonjori, les deux parties en litige se présentèrent des excuses et trouvèrent un consensus. Le chef d'arrondissement accepta cet accord et rédigea une décision sur ce qui était convenu entre les deux.

RESOLUTION: Conciliation à l'amiable survenue suite à l'intervention du chef de village de Jonjori qui convoqua les deux parties en litige devant le conseil des sages de son village. Furent présents les deux parties en litige, le chef de village de Jonjori et les sages du village de Jonjori./ AUTORITE SAISIE: Le chef d'arrondissement de Jonjori en fonction en 1990, le nouveau chef d'arrondissement présent en 1991. Le chef de village de Jonjori./ DECISION: Avec l'accord des parties en litige, il est reconnu que le jowro de Sabare, Seydu Jal possède la zone litigieuse ainsi que la préséance sur tout ce domaine. Un droit de pâturage dans cette bourgoutière est reconnu à Bra Hamadu Samba Jal, suivant le droit d'usage de ses parents./ APPLICATION: Oui.

VILLAGE: WURO N'GIYA

LEYDI: WURO N'GIYA

Cercle: YUWARU

Arrondissement: DOOGO

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1980

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Revendication de plaine à burgu

PARTIES: Hama Sow (berger de WURO N'GIYA = Tiori) c/ Usmane Sow (berger de YUWARU = Puri)

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Les Puri (berger de Yuwaru) voulaient s'approprier le domaine où le Jowro Galo les a autorisés à camper et voulaient aussi empêché la préséance au groupe Tiori. Les Tiori (berger de Wuro N'giya) décidèrent, vu l'intention des Puri, de les évacuer du lieu.

FAITS:

Sur la rive gauche du Jaka à 4 km de Kumbasare-bim-Gal se trouve un campement où séjournent les troupeaux de Puri (berger de Yuwaru) en raison du droit accordé par le Jowro Galo de Wuro N'giya. Ce gîte est situé entre le domaine bourgoutière du village de Turi au Nord et le domaine bourgoutière du village de Taraje au sud, sur la rive droite de Jaka à 6 km environ de Kumba-saare. Le Jowro Galo de Wuro N'giya plaça les Puri dans ce domaine pour empêcher les bergers de Turi d'y pénétrer. Ce domaine resta ainsi aux mains de Puri durant des décennies, mais il fut aussi exploité par les Tiori qui y organisaient la préséance. En 1980, les Puri interdirent aux Tiori de mettre les pieds dans ce domaine en disant, que le lieu était sous leur possession. Quand le chef de Tiori Hama Sow fut averti de la nouvelle, il décida d'évacuer les Puri de tout ce domaine. Les Puri mis au courant de la décision du chef de Tiori allèrent voir le commandant de cercle de Yuwaru pour trancher. Ce dernier tenta durant trois rencontres où il avait réuni son homologue de Tenenku et les parties en litige à Yuwaru une médiation sans succès. Après ces trois rencontres infructueuses, les deux commandants de cercle (Tenenku et Yuwaru) organisèrent une rencontre à Toggere Kumbe du 29 au 30 Juin 1980 à laquelle les deux parties en litige, les autorités politiques et administratives des deux cercles de Tenenku et de Yuwaru ont été conviées. C'est pendant ces deux jours de débat (29 au 30 Juin 1980) que la conférence parvint à une résolution finale où elle reconnaît que Kubuwal appartient aux Tiori (berger de Wuro N'giya). Après l'audition des responsables des deux groupes, la détermination des itinéraires des gîtes, les participants se sont attelés à assainir l'atmosphère entre les deux groupes et à les amener à une meilleure entente sur la manière d'exploiter ces pâturages.

RESOLUTION: Conciliation survenue suite à la conférence de Toggere Kumbe du 29 au 30 Juin 1980 en convoquant les deux parties en litige et leurs témoins devant les commandants de cercle de Tenenku et Yuwaru et leurs responsables politiques et administratifs. / AUTORITE SAISIE: Le commandant de cercle de Yuwaru en poste en 1980. Le commandant de cercle de Tenenku en poste en 1980. Les autorités politiques et administratives des cercles de Tenenku et Yuwaru. / DECISIONS: Aux termes des efforts passés, la résolution suivante a été obtenue avec l'adhésion sans réserve des responsables des groupes concernés: 1 - Le préséance a été reconnue aux groupes Tiori sur l'ensemble des pâturages. 2 - Le groupe Tiori s'engage à reconnaître de droit d'usage historiquement réservé au groupe Puri, conformément aux habitudes et à la tradition qui a toujours prévalu à cet égard entre les deux groupes. 3 - L'organisation de la vie et des activités dans la zone concernée seront rétablies dans le cadre des accords traditionnels qui existaient entre ces deux groupes. La présente réaction tient d'un accord accepté par toutes les parties. Fait à

Toggere Kumbe le 30 Juin 1980./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

SANUMA

Conflit n°: 113

VILLAGE: JAFARABE

LEYDI: JAFARABE

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JAFARABE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Futur

ETAPES: 1994

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Régénération d'une mare en burgu par des Bozo dans une perspective d'exploitation fourragère

PARTIES: La famille Jenepo représentée par Seku Jenepo c/ Les éleveurs représentés par le jowro Ama

ETHNIES: Peul c/ Bozo

ENJEUX: La famille Jenepo introduit l'exploitation de burgu dans sa mare et craint la réaction des Peul.

FAITS:

A l'origine, la mare Sanuma appartenait à Yongo l'ancêtre de la famille Bozo Pamanta. Il est venu du Mandé pour se fixer au lieu dit «Songolemaxo». Par la suite, sont arrivés deux Bozo de la famille Jenepo, originaires de Jenne, ils se sont installés auprès des Pamanta. Les deux familles vivaient en parfaite harmonie. Ty Yombo et Sana Xolo, ancêtres des Jenepo seraient venus avec un fusil ce qui prouve que leur arrivée n'est pas antérieure au XVIIème siècle. Enchanté d'avoir des collaborateurs complaisants, l'ancêtre des Famanta céda la maîtrise de toutes les eaux aux Jenepo et à Sunkaye chef de famille et descendant de Sana Xolo. Pour toute question de pêche, il veillait à ce que les deux branches de Jenepo soient traitées à égale importance. La mare Sanuma se trouve donc possédée communément par l'ensemble de la famille Jenepo de Jafarabe. Elle est exclusivement réservée à la pêche collective et constitue un symbole important. Elle fait l'objet de grandes cérémonies à la veille de chaque pêche. C'est ainsi que, pour redonner de la valeur à la mare Sanuma, placée sous la responsabilité de Seku Jenepo petit fils de Sunkaye, la famille Jenepo, décida l'introduction des cultures fourragères et notamment du burgu dans la dite mare. Le premier essai est effectué à partir de Juin 1994. Etant donné que c'est la première fois qu'une famille Bozo veut exploiter sa mare par une culture fourragère et les éleveurs étant ce qu'ils sont, il faut, sans aucun doute s'attendre à un conflit dans les années à venir. En effet, les Peul revendiquent d'ores et déjà la mare car tout burgu demeure sous la gestion des Peul. En guise de précaution, une autorisation administrative N°098/AD en date du 24 Juin 1994 fut obtenue par les Bozo.

RESOLUTION: AUTORITE SAISIE: Le chef d'arrondissement de Jafarabe./DECISION: Autorisation administrative N°098/AD du 24 Juin 1994: «une autorisation administrative est accordée à la famille Jenepo sous la responsabilité de Seku Jenepo comme chef de file pour l'exploitation des cultures fourragères notamment le burgu dans la mare sacrée Sanuma Jenepo qui est limitée au nord par le fleuve Niger, au sud par une vaste plaine, à l'Est par une vaste plaine et à l'ouest par une vaste plaine. Cette mare étant bien entendu une propriété commune et coutumière de la famille Jenepo de Jafarabe de longue date. En foi de quoi, nous délivrons cette autorisation pour servir et valoir ce que de droit.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

VILLAGE: KAPIYO**LEYDI:** DAYEBE**Cercle:** MOPTI**Arrondissement:** JALLUBE**Ref Objet:** A**ETAT du conflit:** Passé**ETAPES:** 1985**RESSOURCE:** Burgu**ECOTOPE:** Bourgoutière**OBJET:** Revendication d'une zone pastorale comme hariima**PARTIES:** Amadu Guro Jal de DAYEBE c/ les agriculteurs de KAPIYO**ETHNIES:** Peul c/ Riimaay'be

ENJEUX: L'objectif principal des Riimaay'be est de faire de la mare Siro un hariima en vue de garder de l'herbe pour leurs boeufs de labour et leurs ânes pendant la saison sèche. Pour Aamadu Guuro Jal, cette mare est un lieu de pâturage et il a le droit d'y faire paître ses animaux tout comme il le faisait les années précédentes.

FAITS:

En 1985, les habitants de Kapiyo ont entretenu une mare appelée Siro pour en faire leur hariima. Ceci est un fait insolite car les Riimaay'be n'ont jamais possédé de bourgoutière ni de hariima. Cette année, je suis allé passer la saison des récoltes à Kapiyo tout comme il m'arrive de le faire chaque année en me rendant dans ce village avec mes vaches laitières en vue de me procurer du riz. C'est à Kapiyo, lieu situé à côté de mon village natal que je me suis installé. Là, j'ai commencé à faire paître mes animaux tout comme à l'accoutumée. A ma grande surprise, un soir le chef du village de Kapiyo me fit appeler chez lui. Il me dit que la mare Siro était considérée comme le hariima du village de Kapiyo et qu'aucune autre personne étrangère au village n'y avait le droit de pâture et que cette décision émanait de l'ensemble des habitants de Kapiyo. Lorsqu'il eut fini de m'expliquer le problème, je lui demandai depuis quand cette décision avait été prise et depuis quand les Riimaay'be pouvaient prendre une décision sur une mare à burgu à plus forte raison pour la constituer en hariima. Je retournai chez moi et la nuit, après la prière de 20 heures, je me rendis chez Hamma Aamadu Jal, un autre Peul installé à Kapiyo pour lui demander des explications. Je lui posai la question de savoir quand est-ce que les Riimaay'be ont été habilités à ériger une terre en hariima et pourquoi ce sont les Riimaay'be qui le font ici et non les Peul. Ce dernier me répondit qu'en tant que chevrier, il n'avait pas affaire avec le burgu car il faisait paître ses chèvres dans les zones exondées dans la brousse. Mais il ajouta que les villageois n'ont aucun droit de faire de la mare Siro un hariima sans consulter les Jowro de Kaanyiyo et les Peul de Dayebe. Ainsi, je pris la décision de faire pâturer dans la mare Siro car pour moi, leur soi-disant hariima n'avait aucun sens. Un jour, j'étais dans la mare avec mes animaux quand trois jeunes Riimaay'be de Kapiyo vinrent me trouver en pâture. Après m'avoir appelé, ils m'invitèrent à déguerpir d'ici, faute de quoi, ils allaient couper les queues de mes vaches. Je leur répondis que la seule personne qui était en mesure de m'empêcher de faire paître mes animaux ici, était le Jowro de Kaanyiyo en la personne de Baaba Haawa Jal. Voici les noms des trois Riimaay'be qui étaient venus me trouver là ce jour: Hammadi Tammbura (décédé actuellement), Sammba Tammbura et Hadi Kulibali. Ces trois jeunes Riimaay'be m'ont pris, battu et ont fait sortir mes vaches de la mare Siro. Après cela, je me rendis moi aussi au village pour relater les faits à ma femme ensuite à Kaanyiyo pour informer le Jowro Baaba Haawa Jal du problème. Je lui fis savoir que les Riimaay'be de Kapiyo m'avaient battu parce que je faisais paître mes animaux dans la mare Siro et que les habitants de Kapiyo avaient fait de cette mare leur hariima. Ce dernier me demanda d'expliquer comment les faits s'étaient réellement passés. Je lui relatais mon premier entretien avec Ali Hasan Dikko et les rencontres que j'avais eues avec Hamma Aamadu Jal. Après le compte-rendu des événements qui venaient d'arriver et l'information sur la décision prise par les Riimaay'be, le Jowro me demanda de

retourner à Kapiyo, disant que lui-même serait là-bas le Vendredi matin pour mettre fin à toute cette histoire. Ainsi quand le Jowro arriva à Kapiyo, il convoqua tous les Riimaay'be et tous les Peul des villages voisins ainsi que les habitants de Kapiyo et déclara que toutes les mares qui possèdent du burgu appartiennent aux Peul et que ces Peul aussi ont leur jowro qui a un droit de décision sur ces hariima et ce n'est pas le cas des Riimaay'be. Lorsque le Jowro eut terminé en donnant l'autorisation de pâture dans la mare, ce dernier déclara que l'endroit n'avait jamais été un hariima de Kapiyo à sa connaissance. Alors, les Riimaay'be intervinrent pour dire que les Peul ont abusé et se croient maîtres de tous. A leur tour, ils demandèrent au Jowro de dire aux Peul de cesser de commettre des dégâts dans les champs des Riimaay'be. A la fin de cette rencontre, le chef du village de Kapiyo présenta ses excuses à Aamadu Guuro Jal pour avoir été battu par les Riimaay'be. Au terme de cette rencontre, tout le monde rentra satisfait de la réconciliation qui avait eu lieu entre les Peul et les Riimaay'be et surtout avec l'annulation du Hariima de Siro.

RESOLUTION: Conciliation à l'amiable devant le Jowro de Kaanyiyo Baaba Haawa Jal, le chef du village de Kapiyo, Hamma Aamadu Jal et certains notables du village de Dayebe et de Kaanyiyo venus avec le Jowro. Etaient également présents Sammba Tammbura, Hammadi Bara Tammbura et Hadi Kulibali de Kapiyo. / **AUTORITE SAISIE:** Le Jowro Baaba Haawa Jal a été saisi. / **DECISION:** l'annulation du hariima par le Jowro Baaba Haawa Jal et l'autorisation de pâture pour les Peul / **APPLICATION:** Décision appliquée par les Riimaay'be et pâture pratiquée par les Peul saisonniers.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

SAIRA-KRU

Conflit n°: 115

VILLAGE: SOBE

LEYDI: YALALBE

Cercle: YUWARU

Arrondissement: GIDIO

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé resurgissant

ETAPES: 1994

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Revendication d'une plaine à burgu

PARTIES: SOBE c/ FITTOBE

ETHNIES: Songhay c/ Peul

ENJEUX: Les villageois de Fittobe déclarent posséder la bourgoutière disant qu'il l'ont héritée de leurs ancêtres. Les villageois de Sobe ne veulent pas la céder car elle a toujours été en leur possession.

FAITS:

Saira-Kru est une bourgoutière appartenant aux villageois de Sobe. Ceux-ci occupés par des travaux champêtres confiaient leurs animaux aux bergers de Fittobe qui venaient y faire paître leurs animaux. En 1986, un coopérant Américain (Peace corps ?) vint à Sobe semer du burgu dans Saira-Kru avec l'autorisation du chef de village et maître des terres de Sobe Mahamane Garba Deba. Les 1ère récoltes furent vendues par le coopérant. Quand arriva le moment de semer le burgu pour la seconde année (1987), les travaux furent faits par Sobe et Fittobe. En fin de moisson, en Novembre 1987, le coopérant déclara que ce burgu appartenait désormais à Sobe et Fittobe. Quelque temps après fin Novembre 1987 ils amenèrent tous leurs troupeaux. Cette procédure continua ainsi jusqu'en 1989. En 1990, les habitants de Sobe achetèrent d'autres animaux et retirèrent ceux qu'ils avaient confiés aux bergers de Fittobe. Ce retrait amena une mésentente entre Fittobe et Sobe qui, malgré tout, ne provoqua pas la rupture de la coopération.

En 1993, quand le moment du pâturage arriva, Fittobe s'opposa à la rentrée des nouveaux animaux de Sobe qui décida alors de rompre la coopération et de ne plus accepter les animaux de Fittobe dans le lieu. Suite à cette décision, le chef de village de Fittobe déclara que cela ne pouvait pas se faire car ce domaine appartient à Fittobe qui l'a hérité de ses ancêtres. Le chef de village de Sobe surpris par cette déclaration en toucha immédiatement un mot au commandant de brigade de la gendarmerie de Yuwaru, qui lui demanda de voir le chef d'arrondissement de Gidio. Celui-ci informé de la nouvelle convoqua les chefs des villages de Sobe et Fittobe et fit sortir le tariik des villages de son arrondissement où l'on trouva écrit: "Saira-Kru et environnant possession de Sobe".

Suite à la lecture du Tariik, le chef d'arrondissement chercha un arrangement auprès du chef de village de Sobe pour laisser les bergers de Fittobe y faire paître leurs animaux; cet arrangement fut accepté. Cet arrangement fut respecté jusqu'au jour où le chef de village de Fittobe partit déposer une plainte auprès de la justice de Mopti en Août 1994 pour revendiquer la possession de Saira-Kru. Le tribunal a convoqué les chefs des deux villages le 26 Septembre 1994. N.B.: Fittobe a porté plainte suite à une bagarre qui avait opposé ses bergers aux cultivateurs de Sobe.

RESOLUTION: AUTORITE SAISIE: Le commandant de brigade de la gendarmerie de Yuwaru en poste, en 1993. Le chef d'arrondissement de Gidio en Novembre 1993. La cour d'appel de Mopti Août 1994.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

FEEYA TOOYE BAAKA

Conflit n°: 116

VILLAGE: DAYEBE c/ KAKANYAN

LEYDI: DAYEBE & KAKAGNAN

Ref Objet: A

Cercle: MOPTI

ETAT du conflit: Actuel

Arrondissement: JALLUBE

ETAPES: 1990

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Revendication d'une plaine à burgu

PARTIES: Hadi Bori (représentant de Kakanyan) c/ Bela Bukari, jowro de DAYEBE

ETHNIES: Peul c/ Riimaay'be

ENJEUX: L'objectif des habitants de kakkanyan est d'ajouter la portion de Dayebe à leur hariima pour agrandir leur pâturage et ils comptent beaucoup sur les gendarmes pour les aider. Cependant, les gens Dayebe ne veulent pas perdre un centimètre de leur bourgoutière. Ils craignent qu'en acceptant de laisser cette portion dans le hariima de Kakanyan, ils en perdent la possession

FAITS:

1) Version de Dayebe: Les faits ont débuté en 1990, lorsque des Peul éleveurs étaient partis dans notre bourgoutière qui faisait limite avec le village de Kakanyan. Le lieu s'appelle Feeya Tooye Baaka. Les gens de ce village avaient transformé cette portion du leydi en hariima et avaient empêché nos éleveurs d'y pâturer malgré la présence des gendarmes installés à Kakanyan pour surveiller les hariima. Lorsqu'on les refoula, ils me rejoignirent à Dayebe pour m'informer. Sur-le-champ, je me rendis à Jallube en compagnie d'un Peul du nom de Hammadun Bukari Bari.

Une fois arrivé à Jallube, j'ai saisi Maham Seydu Jal le jowro des jowro de Jallube Burgu. Je lui fis savoir que Kakanyan était entrain de prendre une portion de notre leydi pour l'ajouter à son hariima. Maham Seydu me répondit que Kakanyan ne l'avait pas informé de cela et qu'il savait que Hadi Boori avait emmené des gendarmes pour garder leur hariima. Mais il ajouta que si ce que nous lui apprenions était vrai, il était prêt à nous donner un membre de sa famille pour nous accompagner à Kakanyan. Le lendemain, je quittais Jallube en compagnie des deux autres personnes, Hammadun et Allaye de Jallube pour aller à Kakanyan. A notre arrivée, j'ai appelé Hadi Boori pour lui demander pourquoi il avait refoulé les éleveurs de Dayebe de leur propre bourgoutière avec l'appui des gendarmes. Hadi me répondit que lorsque les Peul étaient venus, ils avaient commencé à gâter leurs cultures et avaient même dépassé leurs limites dans le Feeya Tooye pour pénétrer dans notre hariima. Il avança que c'était pour cela qu'il était parti les voir pour leur dire de quitter le hariima. Mais ils n'avaient pas accepté et il était revenu avertir les gendarmes de façon à ce que ces derniers les refoulent.

Lorsqu'il eut fini de parler, moi Bela Bukari, je pris la parole pour dire à Hadi Bori que le Feeya Tooye Baaka était la limite entre le Burgu de Dayebe et le hariima de Kakanyan. J'ajoutai qu'il fallait que les gens de Kakanyan respectent la limite. Je demandai également que les gens de Kakanyan viennent avec moi dans le Tooye Baaka afin que l'on puisse connaître les limites précises grâce aux témoignages de Allaye Maham Jal (le représentant de Jallube) et des gendarmes installés à Kakanyan. Hadi accepta ma demande et le lendemain nous allâmes à Togge Baaka. Nous délimitâmes le lieu. A notre retour à Kakanyan, je fis savoir aux gens du village que les Peul de Kakanyan n'avaient désormais aucun droit d'empêcher nos Peul de pâturer dans notre burgu. Nous nous étions compris là-dessus et je suis rentré à Dayebe en passant par Jallube pour informer Maham Seydu Jal.

A ma grande surprise, j'appris encore une fois que les gens de Kakanyan avaient interdit à tous les éleveurs de pâturer dans le Feeya Baaka. Sur ce, j'ai adressé une lettre aux membres de la Conférence Régionale. Mais ces derniers ne m'ont pas répondu. J'ai adressé une autre lettre aux membres de la

conférence sur les bourgoutières. Là aussi, je suis resté sans réponse. En 1993, deux Peul de Dayebe étaient venus pâturer à Kakanyan. On leur interdit l'accès à la portion de Dayebe qui se trouvait dans le Tooye Baaka. Ils revinrent m'en informer. Immédiatement je saisis le Chef d'Arrondissement. Malheureusement ce dernier fut muté de son poste et n'a pas laissé des traces sur le litige. Cette fois encore, je suis parti saisir le nouveau Chef d'Arrondissement. Mais à présent l'affaire n'est pas terminée.

2) VERSION DE KAKANYAN. Les faits avaient commencé en 1990 lorsque les Peul de Dayebe étaient venus avec violence pour pénétrer dans le hariima appelé Feeya Tooye Baaka. Les éleveurs de Dayebe sont venus avec tous les animaux et ont gâté les champs de nos Riimaay'be ainsi que ceux des Peul cultivateurs.

Un certain Bilaali kaw'do vint nous informer que des Peul de Dayebe, armés de bâtons et de coupe-coupe, étaient venus à Feeya Tooye Baana et avaient endommagé tous les champs qui s'y trouvaient. Il a ajouté qu'il voulait lui-même riposter mais qu'un Peul qui se trouvait parmi ceux de Dayebe avait menacé de le tuer. Après l'information de Kaw'do, j'ai convoqué une réunion et j'ai informé tout le village du fait que les Peul de Dayebe étaient venus avec force. Le chef de village de Kakanyan était à Jallube. Après la réunion, je fis une lettre au Chef d'Arrondissement de Jallube. Quand mon message parvint à Jallube, le chef de village de Kakanyan se dépêcha de rejoindre Kakanyan. Il promit au Chef d'Arrondissement de maintenir l'ordre juste à son arrivée.

Dans la nuit les gens de Kakanyan voulurent riposter. Hadi Boori qui assurait l'intérim maintint le calme. Au cours de la même nuit, le Chef d'Arrondissement arriva à Kakanyan et tint une réunion. Il demanda aux Peul de Kakanyan comment étaient venus les gens de Dayebe. Chacun expliqua à sa façon. D'autres avancèrent d'ailleurs que ces derniers étaient venus pour faire la guerre dans le cas où nous ne voudrions pas leur céder Feeya Tooye Baana. Par ailleurs, il les informa qu'il était entré en possession de la lettre que le chef du village lui avait adressée et qu'il demanderait à Hadi Boori de le rejoindre le lendemain. Ainsi, je partis à Jallube. Le chef d'Arrondissement me demanda comment les faits s'étaient passés. Je lui répondis que la chose avait eu lieu à Dayebe Feeya Tooye Baana et que les habitants de ce village ne s'étaient pas limités à la simple revendication car ils étaient venus dans l'intention de faire la guerre. J'ai dit au Chef d'Arrondissement de dépêcher quelqu'un avant qu'il ne soit trop tard parce que les Peul étaient sur le point de s'entre-tuer à Kakanyan.

Dans l'après-midi, le Chef d'Arrondissement me donna l'ordre d'aller, en compagnie d'un garde, évacuer tous les animaux qui étaient sur le lieu de litige et de le garder tel jusqu'à nouvel ordre. Je partis avec ce garde pour accompagner le chef de village de Kakanyan dans le Tooye Baana en vue de refouler les bergers de Dayebe qui s'y trouvaient. Nous constatâmes alors qu'ils avaient abîmé de nombreux champs de riz appartenant aux Riimaay'be. Nous retournâmes à Jallube dans la nuit. Le lendemain, le chef d'Arrondissement remit une convocation au garde pour le jowro de Dayebe. Ce dernier devait venir immédiatement avec le chef de village de Dayebe à Jallube. Il me remit une autre convocation pour le chef du village de Kakanyan. Le lendemain, le Chef d'Arrondissement convoqua certains notables de Jallube tels que Pullo Kola Ameri et Bara Bokum. Dayebe était représenté par son jowro Bela Bukari Bari et le représentant du chef de village, Bara. Le chef d'arrdt donna la parole au jowro de Dayebe (Bela Bukari).

Ce dernier affirma que le Feeya Tooye Baana faisait partie du leydi de Cilli Hamdallay et que les Daagaaji représentaient les Cilli dans tous ces leyde. Il se plaignit du fait que Kakanyan avait toujours considéré Feeya Tooye comme son propre hariima et autorisait même ses Riimaay'be à cultiver dessus. C'est pour cela qu'ils ont autorisé leurs Peul à aller camper dans le Feeya Tooye Baaka, mais il ne leur a jamais ordonné de commettre des dégâts dans les champs d'autrui.

Lorsqu'il eut fini, le Chef d'Arrondissement demanda au témoin de Jallube comment faire pour connaître les limites du hariima. Kola répondit que Hadi Boori pouvait délimiter tous les hariima du Mali. Il invita le chef d'Arrondissement à donner la parole à celui-ci, ce qu'il fit. Je dis alors au Chef d'Arrondissement que les Daagaaji de Dayebe ne possèdent rien ici et que la portion qu'ils revendiquent constitue tout juste la limite de notre hariima. Je montrai la décision de création de notre leydi élaborée par le Gouvernement du Mali que l'Arrondissement doit avoir dans ses archives. Le Chef d'Arrondissement prit la décision, la lut et demanda au jowro s'il avait été d'accord lors de la prise de cette décision. Ce dernier répondit par l'affirmative. Le Chef d'Arrondissement ajouta que sur la carte du hariima de Kakanyan, Feeya Tooye Baana se trouve englobé. Bara Afo prit la parole pour dire au Chef d'Arrondissement que les gens de Dayebe avaient revendiqué Feeya Tooye Baana pour

créer des histoires avec Kakanyan car ils savaient bien que la zone ne faisait pas partie de leur leydi (Cilli Hamdallay). Nous passâmes toute la journée à nous contredire. Enfin, le jowro Bela Bukari présenta des excuses aux agriculteurs qui avaient subi des dégâts. Et dès lors ils ne viennent jamais à Kakanyan sans autorisation du Chef de village de Kakanyan.

RESOLUTION: En 1991, tentative de conciliation à l'amiable. Ils se rendirent à Feeya Tooye pour examiner les limites. / **AUTORITE SAISIE:** Chef d'arrondissement de Jallube en 1993. Son successeur, le nouveau Chef d'Arrondissement de Jallube.
Correspondance adressée à la conférence régionale sur les bourgoutières. /
DECISION: OUI. / **APPLICATION:** Les deux parties ne sont pas du même avis sur l'application de la décision.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

JAARAKOY

Conflit n°: 117

VILLAGE: SENOSAA

LEYDI: WURO HARI

Cercle: JENNE

Arrondissement:

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1930

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Plaine

OBJET: Revendication d'une plaine

PARTIES: Jowro Yiray'be Jaa'ye Alfa Dicko (éleveur en domicile à SENOSA) c/ Amadu Umaru Dicko (j

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Les objectifs des Peul de Togge Hamadi étaient de considérer toute la plaine Jaarakoy comme appartenant à leur leydi. Mais il se trouve que cette zone constitue également la limite avec le leydi Wuro Hari. Les animaux des deux leyde y pâturaient ensemble. Lorsque Togge Hammadi a revendiqué le lieu, le jowro de Wuro Hari demanda que chaque leydi respecte ses limites et voulut conserver la plaine Jaarakoy.

FAITS:

La plaine de Jaarakoy constitue la limite entre Wuro Hari et Togge Hamadi. C'est un lieu où nous pâturons sans respecter nos limites en raison de notre bon voisinage. Mais l'année de nos conflits, les Peul de Togge Hamadi ont crié sur nos animaux et sur nos bergers, prétextant que les Peul de Wuro Hari avaient violé leurs bourgoutières. Lorsque la nouvelle est arrivée à Seenosaa, le jowro Yiray'be Abduramane Demba Dicko s'est rendu sur les lieux de la bataille. Il trouva que la zone pour laquelle les gens se sont affrontés était une partie de Wuro Hari. Mais les Peul de Togge Hamadi avaient revendiqué cette zone en prétextant qu'elle faisait partie de leur leydi. Lorsque Abduramane fut de retour à Seenosaa, il fit le compte-rendu à son grand frère, Jaye Alfa Dicko qui était à l'époque le jowro. Celui-ci décida de réunir tous les Peul. Chacun donna son point de vue sur l'affaire, certains parlèrent même de vengeance. D'autres disaient qu'il fallait avoir la confirmation que le jowro de Togge Hamadi avait réellement revendiqué la plaine du Jaarakoy. C'est ce qui conduit le jowro de Wuro Hari à prendre la décision d'aller jusqu'à Jugunu pour rencontrer le jowro de Togge Hamadi, Aamadou Umaru Dicko.

Au cours de la rencontre des deux jowro à Jugunu, le jowro de Togge Hamadi expliqua au jowro de Wuro Hari qu'il n'était pas prêt à laisser les Peul de Wuro Hari pâturer dans la plaine de Jaarakoy, à plus forte raison de les laisser frapper leurs bergers. Le jowro de Wuro Hari rétorqua que le Jaarakoy constituait une limite et que la plaine avait toujours été pâturée par les animaux des deux leyde mais que s'il tenait à sa décision, chaque leydi devrait respecter sa limite dans la plaine. Le jowro de Togge Hamadi réagit alors en disant que Wuro Hari n'avait pas une tige de burgu dans la plaine de Jaarakoy et que le burgu de Wuro Hari se trouvait du côté de Galarigire, dans une autre zone. Ce jour-là, le jowro de Togge Hamadi refusa toute négociation avec le jowro de Wuro Hari.

Ainsi, au retour de notre jowro, les Peul de Wuro Hari ont demandé au jowro de Seenosaa d'aller saisir le chef de Canton de Jenneeri pour que ce dernier convoque les deux belligérants et essaie de trouver un terrain d'entente entre eux. Dans le cas échéant, la situation serait très grave. Lorsque Jaye Alfa Dicko est parti à Djenne, il s'expliqua avec le chef d'arrdt. Ce dernier envoya un message au jowro de Togge Hamadi, Amadu Umaru Dicko et l'invita à user de tous ses efforts pour éviter le pire entre lui et Wuro Hari. Il lui demanda aussi de venir à Jenne pour qu'ensemble ils puissent trouver une solution à ce problème. Le message arriva à Jugunu, et deux jours après le jowro de Togge Hamadi se rendit à Jenne avec ses deux frères et cousins Allaye Dicko et Seydu Guro Dicko. Ce jour-là, Wuro Hari était représenté par le jowro de Yiray'be, Jaye Alfa Dicko et par son petit-fils, Abduramane Demba Dicko.

Devant le chef de Canton de Jenneeri, le jowro de Togge Hamadi prit la parole et expliqua que les limites avec le leydi de Wuro Hari s'étendait jusqu'au niveau de la plaine de Jaarakoy et il engloba ainsi toute la plaine dans son leydi. Lorsqu'il eut fini, le jowro de Wuro Hari prit la parole à son tour pour délimiter le leydi de Togge Hamadi. Ensuite, il fit sortir un tariik et le montra au chef de canton en disant qu'après toutes ces délimitations, il pourrait trouver des éclaircissements dans ce tariik ou dans celui du Jenneri.

Le chef de canton prit la parole à son tour pour maudire les mauvaises personnes qui sont là pour semer la discorde entre les paisibles populations. Ensuite, il les invita à la compréhension et au sens du bon voisinage. Après toutes ces déclarations adressées aux uns et aux autres, le chef du Canton fit la lecture du Tariik de Wuro Hari et de celui de Togge Hamadi. Dans ces deux documents, il constata que la partie ouest de la plaine de Jaarakoy se trouve dans le leydi de Wuro Hari tandis que la zone litigieuse appartient au leydi Wuro Hari. Le jowro de Togge Hamadi dut alors présenter ses excuses aux Peul présents et cessa de revendiquer toute la plaine.

RESOLUTION: Tentative de conciliation à l'amiable échouée à cause du refus du jowro de Togge Hamadi. Le jowro de Wuro Hari saisit le chef de Canton de Jenne pour qu'il intervienne auprès du jowro de Togge Hamadi. Mais ce dernier persista dans son refus. Il saisit alors l'administration coloniale de Mopti. / **AUTORITE SAISIE:** Jowro de Wuro Hari (Alfa Dikko) . Chef de Canton de Djenne. Commandant de cercle de Mopti / **DECISION:** OUI issue du commandant de Cercle de Mopti. Il tranche le litige en faveur de Wuro Hari et leur remet la plaine de Jaarakoy. Quant à Togge Hamadi, il conserve la plaine de Galarigire. / **APPLICATION:?**

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

DEEBO - DENTAKA

Conflit n°: 118

VILLAGE: JALLUBE

LEYDI: JALLUBE BURGU

Cercle: MOPTI

Arrondissement: JALLUBE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé resurgissant

ETAPES: 1986

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Revendication de bourgoutière

PARTIES: Eleveurs de JALLUBE c/ éleveurs du FARIMAKE

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Les objectifs des gens du Farimake étaient de faire paître leurs animaux dans les bourgoutières de Jallube car les plaines étaient très spacieuses et ils craignaient l'insécurité qui règne au Nord. Pour les Jowro de Jallube l'installation de campements Peul dans leurs bourgoutières constitue un grand danger, à la fois pour les animaux et pour les bergers, car tôt ou tard, cela pourra dégénérer en guerre entre les Peul.

FAITS:

Avant la tenue de la Conférence Régionale de Mopti, nous avions nos droits coutumiers qui nous permettaient de gérer nos bourgoutières. Toutes nos entreprises dans ce domaine s'effectuaient en parfaite entente avec les jowro de Jallube.

Avant le Degal Jalli, toute personne qui viole nos bourgoutières est amendée de la somme de 18.000 francs (dix huit mille francs). La même peine est aussi réservée à celui qui viole les hariima. Ainsi, tous les jowro sont unanimes sur la convention qui suit: les étrangers qui viendront demander l'autorisation auprès de l'un des jowro des villages ne pourront avoir satisfaction. Ce jowro sera aussi dans l'obligation de passer par moi pour avoir mon consentement. C'est ainsi que nous leur donnons des consignes en ce qui concerne leur position dans la plaine, en leur disant de camper dans tel ou tel autre lieu, ou de faire paître leurs animaux dans tel ou tel lieu tout en leur indiquant les endroits auxquels ils ne doivent pas avoir accès. Ainsi, quand ces étrangers voudront décamper, ils doivent nous avertir. Cette situation doit continuer jusqu'à l'ouverture du barrage de Calde. Même après l'ouverture de ce barrage, nous devons continuer à surveiller nos hariima. Mais les conditions d'accès aux hariima sont différentes de celles des bourgoutières. Les hariima sont réservés aux vaches laitières; ce sont des lieux gérés par le village et l'accès en est interdit à toute personne étrangère, démunie d'autorisation, parce la violation d'un hariima peut entraîner une guerre ethnique. Certains bergers peuvent venir crier sur tes animaux et les amener au village. Dans ce cas, tu seras obligé de payer une amende de 8.000 francs (huit mille francs). Mais celui qui est coupable et refuse de sortir avec ses animaux peut retrouver ses vaches égorgées.

Après la Conférence Régionale de Mopti, il y a eu des problèmes avec les Peul du Farimake. Les événements datent de 1986. Ces éleveurs venus du Nord, campaient dans nos bourgoutières les moins importantes avec notre autorisation. Voilà ce qui s'est passé: en 1986, au moment de partir pour la transhumance, ils sont restés ici. Nous avons tenu une réunion dans le vestibule du chef de village de Jallube en présence du jowro de Jalli du nom de Mahan Seydu Jal. Nous avons alors pris la décision de les faire décamper. Nous avons mis sur pied une commission dont le chef est le fils du chef des jowro Jalli, son nom est Pullo Ameeru Jal. La commission s'est rendue sur les lieux pour les enjoindre de déguerpir car l'occupation des bourgoutières à cette période cause un grand préjudice aux animaux du leydi Jallube. On leur demanda alors de quitter les bourgoutières du Debo. Mais la délégation est revenue sans être satisfaite parce que les Peul de Farimake ont refusé de quitter les bourgoutières, à cause de l'insécurité qui règne chez eux.

Nous nous sommes réunis encore une fois pour aller les trouver au Debo avec deux guides qui sont

Allaye Aamadu Jal et Dugudu Jal. Nous sommes partis les rencontrer au Debo dans la zone de Dentaka, endroit où ils n'avaient même pas l'autorisation de camper. La délégation leur expliqua le danger de leur entêtement car cela pourra dégénérer en guerre entre Peul du Farimake et ceux du Jallube. La délégation leur demanda de tout faire pour quitter la bourgoutière avant le mois de Juin, quelle que soit l'insécurité qui régnait au Nord. Les gens du Farimake persistèrent encore dans leur entêtement et la délégation revint m'en informer. A mon tour, je convoquai tous les jowro pour que nous saisissions le chef d'arrondissement qui était là-bas à l'époque. Nous prîmes ainsi la décision d'aller lui expliquer le problème ainsi que les deux tentatives faites par la commission auprès des gens de Farimake pour dégager l'endroit.

Le chef d'Arrondissement nous répondit que les bourgoutières étant très larges, les jowro de Jallube devaient écrire au Commandant de Cercle pour qu'il fasse venir des gendarmes, en vue d'assurer la sécurité dans bourgoutières. Ce jour-là, moi Mahan Seydu Jal, je pris la parole et nous décidâmes de nous réunir encore. Nous prîmes la décision d'envoyer la suite au Chef d'Arrondissement.

C'est ainsi que je tins une réunion avec tous les jowro de Jallube à savoir Debel Barke Koriima de Jallube (jowro de Hoore Na'i), Belko Koriima Belko Jal de Jallube (jowro de Hubeere), Bara Afo Bookum (jowro de Hoore Humbeere), Mamudu Hammadi Jal de Jallube (jowro de Hoore Na'i M'bolo), Brahima Aamadu Nuuba Jal de Kakanya (jowro de Hoore Jalli), ainsi que d'autres personnes. En réunion, nous avons pris la décision d'écrire au Commandant de Cercle et au Gouverneur de la Région pour que l'on puisse nous envoyer des gendarmes pour nous aider à surveiller nos bourgoutières. Ainsi, le Commandant de Cercle nous envoya dix-huit gendarmes. Lorsque les gens du Farimake virent ces derniers, ils se précipitèrent chez le Chef d'Arrondissement et lui proposèrent de grosses sommes d'argent ainsi que dix têtes de bovins pour qu'il empêche les gendarmes d'aller à Dentaka pour les faire décamper. Ainsi, les gendarmes passèrent un mois à Jallube sans aller à Dentaka.

Sur ce, je me présentai chez le chef d'Arrondissement en compagnie d'un autre jowro, Barke Koriima Jal et lui demandai la raison qui avait empêché les gendarmes d'aller à Dentaka pour faire décamper les gens du Farimake. Le Chef d'Arrondissement nous répondit que parmi les gendarmes certains étaient malades et que ceux qui étaient en bonne santé ne voulaient pas y aller seuls car ils étaient en minorité. Quelques jours après, nos jeunes bergers se regroupèrent pour aller faire décamper les Peul du Farimake par force. Ils étaient tous armés et étaient prêts à aller à Dentaka. On vint m'en informer. En tant que chef du village, je devais aller en parler au Chef d'Arrondissement. Quand ce dernier fut saisi du problème, il ordonna aux gendarmes d'aller disperser les jeunes, regroupés derrière le village. Deux jours après, quelques gendarmes partirent à Dentaka pour trois jours. A leur retour, ils nous apprirent qu'ils avaient fait décamper les Peul du Farimake de toutes les bourgoutières de Jallube et que leur mission prenait fin. Mais, nos bergers nous informèrent que les gendarmes qui étaient en mission sur Dentaka n'avaient pas accompli leur tâche car les Peul du Farimake étaient toujours là. Ainsi, après le départ des agents, nous nous sommes réunis et avons pris la décision d'aller à Mopti pour informer le Commandant de Cercle. Ainsi, à Mopti notre délégation (dont je faisais partie) a exposé tous les faits devant l'autorité en insistant sur l'effort gigantesque que nous avons fourni pour éviter le pire. Le Commandant de Cercle nous donna d'autres gendarmes avec lesquels nous sommes d'ailleurs venus jusqu'à Jallube. Ensuite, nous avons choisi des guides qui devaient accompagner les gendarmes à Dentaka. Arrivés là-bas, ils firent décamper plus de sept campements Peul ayant un cheptel très important. Les agents de la gendarmerie passèrent une semaine à Dentaka, malheureusement ils furent eux aussi corrompus par certains Peul du Farimake, toujours avec la complicité de notre Chef d'Arrondissement. Cette mission échoua donc elle aussi car les Peul du Farimake ne sont pas sortis. C'est au cours de ces tentatives que notre Chef d'Arrondissement a été muté de son et remplacé par un nouveau Chef d'Arrondissement. Ce dernier trouva tous les dossiers de cette affaire au niveau de l'Arrondissement.

Au cours des réunions de prise de contact que nous avons eues avec lui, nous lui avons expliqué le problème que nous rencontrions dans nos bourgoutières avec les Peul du Farimake afin qu'il puisse nous aider à éviter les dangers d'une guerre entre les Peul. C'est ainsi qu'il donna l'ordre à tous les agents de la gendarmerie en mission à Jallube d'aller à Dentaka et d'évacuer tous les Peul qui se trouvaient dans les bourgoutières de Jallube. Mais ces derniers aussi, malgré leurs efforts, virent leur mission vouée à l'échec car les Peul du Farimake ne sont pas sortis des bourgoutières de Jallube. Le Chef d'Arrondissement fit une lettre au Commandant de Cercle et saisit par la suite le chef de

Brigade. Alors, ils envoyèrent des gendarmes à Jallube. Ces derniers rejoignirent Dentaka, accompagnés des guides Peul et passèrent là-bas près d'un mois. Pendant ce temps, ils firent lever six campements Peul du Farimake en présence du Chef de Brigade lui-même. Enfin, la mission rentra à Jallube, satisfaite. Mais jusqu'à présent certains Peul continuent de transgresser nos droits coutumiers en occupant illégalement nos bourgoutières.

RESOLUTION: La conciliation à l'amiable est tentée par tous les jowro de Jallu'be. Ces jowro sont: Bara Afo Bookum, Maham Seydu Jal, Barke Koriima et autres. Malgré tout, les Peul du Farimake n'ont pas accepté de quitter les lieux./ AUTORITE SAISIE: Chef du village, les deux jowro de Jallube. Chef d'Arrondissement. Commandant de Cercle. Chef de Brigade de la Gendarmerie. Gouverneur de la Région de Mopti. / DECISION: OUI issue du Commandant de Cercle de Mopti avec le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Mopti; elle consiste dans l'interdiction de la violation des bourgoutières de Jallube./ APPLICATION: NON car les Peul étrangers violent toujours les bourgoutières de Jallube.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

KAÏBANA

Conflit n°: 119

VILLAGE: KINTA FULBE

LEYDI: KOOTIYA ou KOMONGALLU (à cheval)

Ref Objet: AE

Cercle: TENENKU

ETAT du conflit: Futur

Arrondissement: JONJORI

ETAPES: 1994

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Revendication d'une plaine à burgu (extension, délimitation contestée)

PARTIES: Hassana Bakumba Landure c/ Amadu en Bâ Aïssa Jallo.

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Le jowro de Walo veut occuper une partie de Kaïbana qu'il suppose faire partie de son domaine. Le jowro de Kaya n'étant pas d'accord avec lui menace de lui faire du mal s'il s'exécute.

FAITS:

Kaïbana est une bourgoutière relevant du jowro de Kaya-Horai-Naï Debi Amadu Ba Aïssa Jallo. Près de cette bourgoutière s'en trouvent deux autres, à savoir Terawol qui appartient aux jowro de la famille Komongallu et Feyo-kana possession du jowro de Walo et Horai-Naï. Ce dernier ayant distribué aux agriculteurs de son village de nombreuses parties de son domaine contre de l'argent, décide de consacrer au pâturage prochain une partie de Kaïbana qu'il suppose constituer le prolongement de son domaine. Le jowro de Kaya ayant été informé de ses intentions le menace de lui faire du mal s'il les met à exécution.

RESOLUTION:

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

KOYOMA-TOGGERE GUURO

Conflit n°: 120

VILLAGE: DOOGO

LEYDI: DOOGO

Cercle: YUWARU

Arrondissement: DOOGO

Ref Objet: C

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1976

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Pâturage non autorisé dans une bourgoutière

PARTIES: Amadu Isa Modi Dicko (jowro de JAMALI DOOGO) c/ Bubu Samaja Ba (jowro de NYEBI)

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Les objectifs de Nyebi étaient de pâturer dans les limites qui les séparent de Jamali Doogo sans leur autorisation. la volonté des Peul de Jamali Doogo consiste à les empêcher de violer leur bourgoutière.

FAITS:

Les faits ont commencé en 1976 lorsque les Peul Yalalbe, et plus précisément ceux de Nyebi vinrent pâturer dans notre leydi au sein d'une bourgoutière appelée Koyoma et qui s'étend jusqu'à Togge Guro. C'est une portion où pâturaient nos garci avant d'aller en transhumance. Le Koyoma-Togge Guro était notre frontière avec le Jamali Doogo et le Nyebi Yalalbe. Lorsque nos bergers allèrent camper à Koyoma, ils y trouvèrent les Peul Yalalbe. Nos éleveurs demandèrent à voir le jowro de Nyebi, dénommé Bubu Samaja Ba. Les Peul Yalalbe répondirent que celui-ci n'y était pas. Les gens de Doogo leur demandèrent l'autorisation de camper. Ceux de Yalalbe refusèrent car les autres savaient bien que leur installation dans cette zone constituait une provocation de guerre et ils étaient tout à fait conscients qu'ils n'étaient pas sur leur propre leydi.

Les Yalalbe leur répondirent que depuis Koyoma jusqu'à Togge Guro, ils étaient libres de camper là où ils voulaient parce que l'endroit faisait bien partie de la bourgoutière du jowro Nyebi qui est Bubu Samaja Ba. Les Yalalbe ne voulurent pas quitter l'endroit et les gens de Doogo insistèrent. Chaque nuit s'ils partaient pâturer, les bergers se mettaient à hurler sur les animaux et les autres répliquaient. Parfois même il y avait des accrochages entre les bergers de Doogo et ceux de Nyebi. Nos bergers envoyèrent alors un message à Doogo pour signaler la présence de Nyebi à Togge Guro. Ils dirent au chef de village qui est en même temps jowro que s'il ne prenait pas les dispositions nécessaires, il y aurait des morts des deux côtés.

Lorsque Isa Moodi reçut le message, il partit en personne jusqu'à Togge Guro pour rencontrer les Peul Yalalbe. Après leur entretien, les Yalalbe dirent que de Koyoma à Togge Guro, toute la zone faisait partie de la bourgoutière de Nyebi et qu'ils ne quitteraient jamais sauf sur ordre du jowro de Nyebi. Le jowro de Doogo demanda de faire venir Bubu. Ils répondirent qu'ils ne le feraient pas et que le jowro savait mieux que quiconque où se trouvait Bubu. C'est à ce moment que Isa Moodi revint à Doogo pour tenir une réunion avec son suudu-baaba ainsi que d'autres éleveurs et notables Peul établis dans le leydi de Doogo. Suite aux négociations menées par les notables, certains membres de l'autre partie avaient accepté de décamper par la force. Cependant, d'autres choisirent de convoquer le jowro Bubu Samaja à Wuro N'giya en vue d'aller consulter le Tarik. L'idée qu'il fallait convoquer le jowro Nyebi faisait l'unanimité. Nous envoyâmes un message à Yuwaru à l'adresse de Bubu Nyebi. Il répondit à la convocation de Isa Moodi à Doogo. Nous fîmes une réunion pour lui demander de dire aux Peul qui pâturent dans nos bourgoutières d'abandonner l'endroit. Nous lui fîmes voir que chaque fois ces derniers discutent avec les bergers de Doogo qui se trouvent à Koyoma. Nous lui fîmes savoir que lorsque Isa Moodi était parti les rejoindre pour les calmer, ils lui avaient dit que de Koyoma à Togge Guro, toute la zone leur appartenait et que sans l'autorisation de Bubu Samaja ils ne quitteraient pas Togge Guro. Donc pour éviter toute guerre entre les Peul de Doogo et

ceux de Nyebi, il demanda à Bubu Samaja d'autoriser ses bergers à quitter Koyoma.

Lorsque le jowro de Doogo eut fini de parler, le jowro de Wuro N'giya prit la parole. Il dit que les jeunes bergers ne connaissant pas les risques de guerre, c'était surtout aux vieux qu'il en voulait, c'était à ces derniers d'éviter les risques d'une guerre dans le leydi. Il pria donc Bubu Samaja d'autoriser les bergers Yalalbe de décamper.

Bubu Samaja Ba reconnut que les bergers qui sont dans la zone de Koyoma à Togge Guro sont ses bergers mais affirma qu'il ne les avait jamais autorisés de pâturer à Togge Guro. Il donna la conviction qu'après cette réunion, ni les bergers, ni une autre personne ne pâturerait dans la zone. Bubu Samaja demanda alors au jowro de Jamali Doogo de pardonner, assurant qu'il irait le lendemain Togge Guro pour faire décamper les Nyebi. Bubu Samaja et Aamadu Isa Modi Dicko partirent effectivement jusqu'à Togge Guro pour faire décamper les Yalalbe. Depuis lors, ceux-ci ne sont plus revenus dans la zone.

RESOLUTION: En 1990, la conciliation à l'amiable est tentée à trois reprises. Elle aboutit à la prise de décision par le jowro de Nyebi de ne plus pâturer dans la plaine de Togge Guuro./

AUTORITE SAISIE: Le chef de village de Doogo, le jowro de Nyebi, Muktaari

Moodi Dicko et Bokari Hadi Cisse. /**DECISION:** Oui./**APPLICATION:** Oui

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

BIMMBEERE TAAMA

Conflit n°: 121

VILLAGE: DOOGO

LEYDI: DOOGO

Ref Objet: C

Cercle: YUWARU

ETAT du conflit: Passé

Arrondissement: DOOGO

ETAPES: 1930

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Refus du paiement du conngi

PARTIES: Baaba Bubu Dicko (jowro de JAMALI-DOOGO) c/ Hama Hadi Burdaame (chef de fraction

ETHNIES: Peul c/ Tamacheq

ENJEUX: Les Peul de Doogo, dirigés par leur jowro et leur chef de Canton avaient interdit catégoriquement la violation de leur bourgoutière. Cette terre représente pour eux un bien hérité, c'est pourquoi ils ont le droit de faire paître ici avant tout le monde. Comme les Tamacheq se considérant comme de grands guerriers ont tenu à violer les bourgoutières du Maasina. C'est pourquoi la guerre a éclaté.

FAITS:

Selon notre tradition, aucun éleveur ne devait traverser le Ganngel (à Kubi Teera) avant l'arrivée des Jamali de Doogo, troupeaux du leydi de Doogo. Il y a plus de 60 ans de cela, des Tamacheq ayant à leur tête un homme nommé Bara Haye Burdaame arrivèrent du Nord. Leur fraction viola la tradition de notre leydi. Ils pénétrèrent notre leydi en passant par Ganngel, Kubi Teera, Kamaka Sebbe, Kumbe Saare. Ils poursuivirent leur chemin à l'Est de Kumbe Saare et continuèrent jusqu'à Lolokaru où ils s'installèrent à Googiyaaje. Là, c'était une bourgoutière qui faisait partie du leydi de Doogo. Lorsque les Tamacheq arrivèrent là, ils se tournèrent vers Bowa, le coeur même de la bourgoutière de Doogo. Après leur installation à Bowa, le jowro de Jamali Doogo qui s'appelait Baaba, envoya un message au chef des Tamacheq (Bara Haye) pour que ce dernier vienne s'expliquer et donner les raisons de sa violation de notre leydi. Dans le message, il rappela à ce dernier que personne n'avait le droit de rentrer dans cette bourgoutière avant l'arrivée des Jamali Doogo.

Bara Haye Burdaame répondit qu'il n'irait pas s'expliquer et que si Baaba Buubu voulait des explications, qu'il porte ses chaussures, rentre dans la boue et le rejoigne à Bowa. Après le retour du messenger, on fit le compte-rendu à Baaba Buubu. Celui-ci gémit longuement et dit que si les Tamacheq s'étaient permis de violer leur bourgoutière, c'est parce qu'il était trop âgé et qu'il n'est pas en mesure de prendre les armes. Il se dit qu'il avait maintenant quatre-vingt-dix ans et qu'il n'avait plus la force de tenir tête à un adversaire. Il resta longtemps dans la douleur. Les Peul qu'il commandait répondirent qu'ils étaient prêts à aller faire décamper les Tamacheq s'il leur en donnait l'ordre. Ils lui expliquèrent que s'ils n'avaient pas réagi jusqu'ici, c'est qu'il ne leur avait pas donné l'ordre. Baaba Buubu envoya un autre message chez le chef de Canton de Wuro N'giya, pour l'informer que les Tamacheq étaient venus violer la bourgoutière de Doogo et qu'ils étaient prêts à faire la guerre contre Doogo. Il avisa le chef de Canton que dans la mesure où il y aurait une guerre dans l'immédiat, il devait savoir que le nommé Bara Haye Burdaame en était le responsable car les Tamacheq sont installés à Bowa. Le chef de Canton répondit qu'il fallait faire décamper les Tamacheq immédiatement. C'est après ce message du chef de Canton qu'un jeune homme du nom de Galo Umaru, fils d'un Ardo, répondit que le lendemain, même s'il était seul, il se battrait pour faire décamper les Tamacheq. Ainsi, certains jeunes Peul acceptèrent de le suivre. Le lendemain, les Peul de Doogo hurlèrent sur les animaux des Tamacheq à l'intérieur de Bowa. Ils leur firent la guerre et les Tamacheq tuèrent le fils de l'Ardo. Mais les Tamacheq restèrent à Bowa. Le lendemain de cette bataille, toute la communauté du leydi de Doogo se regroupa à Bimbbeere Taama à côté du jowro Baaba Buubu de Doogo. Les Peul du leydi exprimèrent leur volonté d'aller en guerre pour libérer la

bourgoutière de l'occupation des Tamacheq. Ainsi, ils s'armèrent et partirent à la rencontre des Tamacheq à Bowa où ils se mirent à hurler sur les animaux de ces derniers. C'est ainsi que la grande guerre de Bimbeere Taama éclata. Les Peul tuèrent beaucoup de Tamacheq ce jour-là, mais perdirent beaucoup d'hommes aussi. Deux vaillants guerriers peul se firent remarquer par leur bravoure. Ils combattirent toute la journée lors de cette rude guerre de Taama. Dans la nuit, les gardes des colons arrivèrent de Ke-Maasina et les arrêtrèrent.

RESOLUTION: Tentative de conciliation refusée par le chef de fraction tamacheq. / **AUTORITE**
SAISIE: Chef de Canton. / **DECISION:** (Voir archive de Ke-Maasina). La décision
est prise par l'administration coloniale basée à l'époque à Ke-Maasina. /
APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

MAAYEL PALLAKA

Conflit n°: 122

VILLAGE: KAKANYAN

LEYDI: JALLUBE BURGU

Ref Objet: C

Cercle: MOPTI

ETAT du conflit: Passé

Arrondissement: JALLUBE

ETAPES: 1980

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Pâturage non autorisé dans une bourgoutière

PARTIES: Hadi Bori (de KAKANYAN) c/ Bella Bukari Bari (de DAYEBE)

ETHNIES: Peul

ENJEUX: L'objectif de Dayebe était de pâturer dans le leydi voisin et d'y inviter d'autres éleveurs étrangers en contrepartie du Congi. Les Peul de Kakanyan s'y opposent en raison de la rareté de l'herbe.

FAITS:

En 1989, le jowro de Dayebe Bella Bukari Bari revendiqua une partie du leydi qui s'appelle Mayel Pallaka. Sans nous avertir, il amena ses bergers dans la zone. Lorsqu'ils arrivèrent pour pâturer dans le Mayel Pallaka, nos moutonniers qui étaient là-bas vinrent au village nous informer. Nous tîmes une réunion à Kakanyan pour évaluer les dégâts que les troupeaux de Dayebe avaient pu causer dans notre leydi. Ce jour-là, la décision fut prise d'envoyer un message au jowro de Dayebe pour le rencontrer et lui demander des explications. Nous voulions qu'il nous dise pourquoi il avait violé les limites entre nos deux leyde.

Lorsque le jowro reçut le message, il répondit qu'il n'avait rien dit aux gens de Kakanyan et qu'il était prêt à aller se plaindre chez le Commandant de Cercle et à convoquer Hadi Boori. Il en voulut à ce dernier d'avoir pris de l'argent aux Peul étrangers pour faire pénétrer ceux-ci dans le leydi Dayebe. Nous reçûmes les menaces de Bella Bukari à Kakanyan. C'était un Jeudi du mois carême. A ce moment, moi Hadi Boori, je représentais partout le chef du village de Kakanyan qui était malade et je devais voyager dans le Maasina jusqu'à Komongallu. A mon retour, le Commandant de Cercle de Mopti avait envoyé un message à Kakanyan demandant ma présence urgente à Mopti, ainsi que celle des agents de la gendarmerie qui résidaient à Kakanyan pour surveiller notre hariima. Je partis avec les gendarmes à Mopti. J'allai voir le Commandant dans son bureau, accompagné de Boodi Bookum, actuellement premier adjoint au Maire. Arrivé dans le bureau du Commandant de Cercle, je lui dis que j'étais venu répondre à sa convocation.

Le Commandant de Cercle me dit que j'étais convoqué par le jowro de Dayebe Bela Bukari Bari. Dans ses plaintes, ce dernier accusait le village de Kakanyan de prendre de l'argent aux Peul de Banjagara et à ceux de Douentza pour les laisser entrer dans nos bourgoutières. Lorsque le Commandant eut fini de parler, je lui répondis que je voulais parler devant le jowro lui-même. Le Commandant m'informa que le lendemain, nous allions tous nous voir dans son bureau. Il m'apprit qu'un inspecteur de la gendarmerie était venu spécialement pour notre problème. Je sortis du bureau et me rendis chez moi. Le lendemain, quand je revins, je trouvai Bella Bukari Bari (jowro de Dayebe), Baa Aysa Nyagnaagu (représentant de la Coopérative des éleveurs), le commandant de Brigade de Mopti, les agents de la gendarmerie qui étaient basés à Kakanyan. Il y avait aussi l'inspecteur venu de Bamako, le commandant de Brigade de Sevaré, ainsi que Boodi Bookum et les Peul de Douentza (représentés par Allaye Jankummba). Le Commandant de Cercle reprit la lecture de la plainte de Dayebe. Lorsqu'il eut fini, il me donna la parole. Je commençai alors par définir les limites des deux leyde ainsi que le lieu que le jowro avait revendiqué (Mayel Pallaka).

Le Commandant m'interrompit. Il remit la parole au jowro Bella. Ce dernier commença à donner les délimitations, mais se trompa. Lorsque celui-ci eut fini de délimiter, le Commandant me demanda mon

point de vue. Alors, je protestai en disant que Dayebe et Jallube n'avaient pas les mêmes frontières parce que Dayebe a hérité du leydi d'un autre suudu-baaba qui s'appelle "Cilli Hamdallaye". Je leur fis savoir que la partie réclamée par Dayebe (Mayel Pallaka), ne faisait pas partie du leydi "Cilli Hamdallaye" parce que le "Cilli" avait comme bourgoutière, la zone comprise de Seweri Village jusqu'à Tanuma à côté des rôniers à droite pour continuer à droite de Joriwol. De Joriwol, leur burgu pointe directement vers la brousse de Aduraamaani. Le Mayel se jette à Juguma et le Juguma se prolonge jusqu'au Maayo Dembi. C'est cette portion située par Hadi Boori qui appartenait à Cilli Hamdallaye et non à Dayebe. C'est Seku Amadu qui avait repris cette portion dans le burgu de Jallube pour la donner à ses proches Aamboori Kaaw, Kulle Kaaw et Alfa Hammadi Jibi. Seku Amadu leur avait aussi donné quarante têtes de vaches. Lorsqu'ils ont possédé ce leydi, ils ont déterminé une limite entre Dayebe et Jallube.

Seku Amadu avait aussi pris une autre partie dans le leydi Uuruu'be Cikam pour l'ajouter au Cilli; cette partie va de Mayel Pallaka (notre limite avec les Uuruu'be) jusqu'à Tompeeji Kuje, en passant par Gappel Fulla. Toute la partie était donnée à Cilli jusqu'à la limite avec Boo'di Kubay. Et à partir de la limite de Boo'di, ils vont à l'Est pour rejoindre Gappel Fulla. C'était le leydi que Seku Amadu avait donné au Cilli. Donc Dayebe n'avait rien à voir avec Mayel Pallaka. Lorsque j'eus fini, l'inspecteur prit la parole pour demander aux représentants de la Coopérative des éleveurs si ma délimitation était vraie. La majorité répondit par l'affirmative. Même le jowro répondit pour dire que mes déclarations étaient vraies. Le Commandant de Brigade de Severe prit la parole pour demander au Commandant de Cercle de Mopti d'ordonner immédiatement le retour des agents qui étaient à Kakanyan à leur poste. Ainsi, le Commandant de Cercle demanda au jowro de ne plus formuler des plaintes non fondées contre des personnes innocentes. Le Commandant de Cercle dit au jowro de Dayebe de retourner à Dayebe et de faire décamper immédiatement ses animaux de Mayel Pallaka. Il accepta et dès lors les gens de Dayebe ne viennent plus dans notre burgu sans autorisation.

RESOLUTION: En 1980, la conciliation à l'amiable a été tentée et a échoué. / **AUTORITE SAISIE:** Le Commandant de Cercle de Mopti. / **DECISION:** OUI; elle est prise par le Commandant de Cercle de Mopti (Basi) à la suite des délimitations faites par les deux opposants. / **APPLICATION:** Oui

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

HIPPERAI-WINDU

Conflit n°: 123

VILLAGE: YUWARU

LEYDI: YALALBE

Cercle: YUWARU

Arrondissement: YUWARU

Ref Objet: C

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: Mais 1971

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Refus de payer le conngi

PARTIES: Yalalbe (Peul de YUWARU) c/ Tamacheq (d'éleveurs Tamacheq).

ETHNIES: peul c/ Tamacheq

ENJEUX: Les Peul voulaient empêcher les Tamacheq de pâturer dans leur bourgoutière sans s'acquitter de leur taxe. Les Tamacheq ayant payé une grosse somme au commandant de cercle et aux gendarmes pour avoir l'autorisation d'y pâturer durant toute l'année se croyaient libres de rester sur ce burgu.

FAITS:

Situé entre le village de Walado et le campement Bozo Tialde, Hipperai-windu est une bourgoutière que les Yalalbe (Peul de Yuwaru) venus du Manding ont eu avant l'arrivée de la Diina de Seku Amadu. Suite à une guerre qu'ils ont menée contre les Feroo'be (Peul de l'autre rive du fleuve près d'Akka) propriétaires des terres dans le temps. Suite à cette guerre, les Yalalbe furent vaincus et mis sous la soumission des Feroo'be. Le chef des Feroo'be pour dédommager le camp des Yalalbe de leurs victimes leur céda Hipperai-windu pour y faire leur pâturage. Depuis ce jour, les Yalalbe sont devenus maîtres de Hipperai-windu où aucun éleveur étranger n'est autorisé à faire pâturer ses animaux avant de payer une taxe.

En 1971, un matin, un gendarme vint voir le Jowro des Yalalbe pour lui dire que dans quelques jours des éleveurs Tamacheq viendraient faire leur pâturage dans le Hipperai-windu, ce qui serait gratuit puisque maintenant tous les lieux de pâturage sont publics. Le Jowro répondit ouvertement au gendarme qu'il n'accepterait pas cela tant qu'il était en vie et menaça de renvoyer les Tamacheq par la force quand ils y mettraient pied. Le gendarme se croyant autorisé à faire peur aux villageois et ayant reçu une grosse somme des mains des Tamacheq, leur ordonna d'y aller. A l'arrivée des Tamacheq, le Jowro fut averti par ses proches et sans tarder, il convoqua une réunion durant laquelle on décida d'envoyer un message aux Tamacheq pour qu'ils évacuent le lieu. Les Tamacheq répondirent à ce message avec arrogance qu'ils ne feraient pas un pas de là-bas et ne paieraient aucune taxe aux Peul. Quelques jours plus tard le Jowro fit le déplacement à Niafunké pour exposer le problème au commandant de cercle qui avait lui aussi été corrompu par les Tamacheq (En ce temps Yuwaru était un arrondissement de Niafunké). Le commandant de cercle mis au courant de la nouvelle, refusa de venir ou d'envoyer des gendarmes pour intervenir. Après quatre jours d'attente sans voir le commandant de cercle ou son envoyé, le Jowro et ses proches décidèrent d'user de la force. Le lendemain, les Peul se préparèrent tous avec leur armes et gris-gris et prirent le chemin du lieu. Une fois arrivé, ils envoyèrent les plus jeunes crier et battre les animaux des Tamacheq. Les Tamacheq réveillés par l'affolement des animaux se positionnèrent pour le combat, armés de machettes et de fusils. Quand un jeune Peul voulu avancer, il fut agressé par un Tamacheq qui lui coupe la main à coup de machette et les autres Tamacheq se mirent à ouvrir le feu sur les Peul. Ceux-ci étant également bien préparés répondirent à l'acte. Ce fut alors une grande bataille qui prit fin grâce à l'intervention de la gendarmerie de Yuwaru. Bilan 4 morts (2 morts de chaque côté) et beaucoup de blessés graves.

L'affaire fut conduite devant le tribunal de 1ère instance de Niafunké, où les faux témoignages du

commandant de cercle et du gendarme qui disaient que les Tamacheq étaient seulement de passage pour remonter vers le sud et n'avaient pas séjourné une journée dans le lieu, entraînent la condamnation des Peul à des peines allant de 10 à 20 ans de prison pour agression, coups et blessures volontaires. Avant le procès, les Tamacheq avaient évacué le lieu pour bien fonder leurs arguments. Depuis ce jour aucun Tamacheq n'est venu avec des animaux dans le lieu. Dix ans après, les Peul qui étaient condamnés à 20 ans d'emprisonnement ont été libérés, grâce à l'intervention de Amadu Kassé député en ce temps.

RESOLUTION: Tentative de conciliation refusée par les éleveurs Tamacheq./ **AUTORITE SAISIE:** commandant de cercle de Niafunké. Le tribunal de 1ère instance de Niafunké./

DECISION: Il n'y a pas eu de décision sur l'appartenance du lieu puisque le jugement s'est penché seulement sur cas d'agression, coups et blessure volontaire. Le juge a seulement reconnu que le lieu appartenait aux Yalalbe. N.B.: Les Tamacheq reconnaissent que le lieu appartient aux Peul, ils ne sont que de passage./

APPLICATION: Pas de décision.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

BIMBERAI TOMA

Conflit n°: 124

VILLAGE: WURO N'GIYA

LEYDI: WURO N'GIYA

Cercle: YUWARU

Arrondissement: DOOGO

Ref Objet: C

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: Vers 1931 - 1933

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Refus de payer le conngi

PARTIES: Eleveurs de WURO N'GIYA c/ Eleveurs nomades Bourdamais (en fulfulde = bergers Tamach

ETHNIES: Peul c/ Tamacheq.

ENJEUX: Les Tamacheq voulaient utiliser la bourgoutière sans payer de taxes en disant que le lieu est commun à tout malien. Les Peul voyant leur bourgoutière utilisée par des étrangers qui n'ont pas payé de taxe, ni demandé autorisation et pensant à leurs animaux menacés par le manque de burgu, décident de les évacuer.

FAITS:

Bimberai-Toma est une bourgoutière appartenant à Wuro N'giya. Seku Amadu donna ce domaine à Wuro N'giya parce que les habitants de ce village connaissaient bien le Coran. Les chefs du village de Wuro N'giya possèdent cette bourgoutière depuis 544 ans.

En 1931, des Tamacheq venant du Maasina, traversèrent toutes les bourgoutières sans payer de taxes et sans demander d'autorisation. Lorsqu'ils arrivèrent en face de Wuro N'giya, ils traversèrent le fleuve et se campèrent dans Bimberai-Toma avec leurs animaux. Le chef de village de Wuro N'giya et le Jowro Amadou Abdouramany Wangara avertis, envoyèrent, un mercredi du mois de Décembre 1931, des messagers aux Tamacheq pour qu'ils évacuent le lieu. Hama Hady chef des Tamacheq refusa en disant que lieu était commun à tous les bergers maliens. Touchés par les comportements des Tamacheq, les messagers décidèrent sur place de les faire déguerpir en battant leurs animaux à coups de bâton. Les Tamacheq n'étant pas d'accord sur la méthode se jetèrent avec leurs bâtons et machettes sur les messagers et un grand combat fut ouvert. Ce combat dura environ deux heures durant lesquelles les messagers Peul prirent la fuite voyant certains des leurs battus à mort.

Le chef de village et le Jowro de Wuro N'giya avertis par la fuite de ses messagers convoquèrent dans la nuit du Mercredi les Peul de Doogo et ceux de Yuwaru pour les informer du danger. Dans la nuit, on décida de combattre le lendemain les Tamacheq pour qu'ils quittent le lieu. Le jeudi matin, les Peul de Wuro N'giya, de Doogo, de Yuwaru se regroupèrent tous munis d'armes et prirent la direction du lieu. A leur arrivée, un d'eux s'approcha du chef Tamacheq Hama Hady, faisant semblant de lui saluer et lui donna un coup de machette. Cette agression renouvela le combat durant lequel de nombreux Tamacheq ont perdu la vie, les survivants prirent la fuite.

N.B.: Avant le combat les bergers des Tamacheq (les Bella) avaient amené les animaux loin du campement. Après la fuite des Tamacheq survivants, les jeunes Peul prirent une femme Tamacheq enceinte présente dans le lieu et lui déchirèrent le ventre. Le commandant de cercle de Kin-Maasina, un colon du nom de Boulel, averti du combat vint à Wuro N'giya et arrêta les auteurs qui furent emprisonnés. Dans cette prison deux Peul ont perdu la vie. Suite aux enquêtes du commandant de cercle de Kin-Maasina qui prirent fin en 1933, les Peul furent libérés. Depuis ce temps, aucun Tamacheq n'est revenu dans le lieu sans payer de taxe.

RESOLUTION: Ce conflit fut résolu suite aux combats qui ont mis en fuite les Tamacheq./

AUTORITE SAISIE: Le commandant de cercle de Kin-Maasina en Décembre 1931./

DECISION: Il n'y a pas eu de décision sur la possession du burgu car les Peul furent arrêtés pour coups et blessures volontaires./ APPLICATION: Pas de décision.

HARIIMA WURO N'GIYA

Conflit n°: 125

VILLAGE: TOGGERE KUMBE

LEYDI: WURO N'GIYA c/ JALLUBE BURGU

Ref Objet: C

Cercle: TENENKU

ETAT du conflit: Passé

Arrondissement: TOGGERE KUMBE

ETAPES: 1821 (An III de la Diina)

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Pâturage des garci dans un hariima

PARTIES: Kolado Alpha Gagni pour WURO N'GIYA c/ Samburu Kolado Dursé pour JALLUBE.

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Les Jalli cherchaient un moyen d'agrandir leur domaine pastoral. Les gens de Wuro-N'giya y opposent une attitude de fermeté.

FAITS:

A l'an III de la Diina (1821), Samburu Kolado Durse, chef des Jalli, déposa auprès de Seku Amadu une plainte en ces termes: "Mes troupeaux vivent à l'étroit par suite de l'extension excessive du hariima réservé au bendi de Wuro N'giya. Je demande que ce domaine soit ouvert à mes garci dont la subsistance est menacée." Pour examiner cette plainte Seku Amadu convoqua le grand conseil (battu mawdo) et toutes les personnes pouvant fournir un avis digne de foi. Devant les marabouts, Kolado Alpha Gagni déclara: "Les déclarations de Samburu Kolado Durse sont sans fondement et ne peuvent être prises en considération par la réunion des marabouts. Ses troupeaux disposent de suffisamment de pâturages pour ne pas prétendre à autre chose. Quant aux bendi de Wuro N'giya, toute restriction de l'aire du hariima les mettrait dans l'impossibilité de vivre. Personne n'ignore l'importance numérique de ce cheptel dont dépend la vie de nos populations durant toute la saison sèche. L'accès du hariima demeure interdit à nos propres troupeaux garci: il ne peut donc être question d'y admettre d'autres troupeaux. La réglementation actuelle qui ordonna au Jalli de s'arrêter à Nawré-taari et aux baddorgol, Hore-naï et Daabi de ne pas dépasser Somôre convient parfaitement. J'en demande le respect et le maintien intégral." Le conseil débouta les Jalli de leur réclamation.

Par la suite à l'an IV (1822) de la Diina, il y eut un arrangement entre les deux protagonistes. En effet Kolado Dursé accompagné des notables Mohamadu Abdurahamani, son vizir Nuh-Moodi et Hammadun Sahibu Moodi du clan Yalalbe, sollicita de Kolado Alfa Gagni une faveur par dérogation à la réglementation imposée. Kolado Gagni accéda à la requête et prit la décision suivante: "tu diviseras tes troupeaux en deux groupes: - Le premier groupe partira de votre campement jusqu'à Nawré-taari, limite à ne pas franchir; - le second groupe évoluera en direction de l'ouest de votre campement à Dunde-Nawre, se rabattra sur la rive du fleuve qu'il longera jusqu'au petit défluent du Niol-Nyol". Cet arrangement resta en vigueur jusqu'à la fin de la Diina.

Avec l'arrivée des Futanke, régna l'anarchie et aucune réglementation ne fut appliquée: l'administration toucouleur remit tout en cause. Avec la suppression des possessions coutumières et l'abolition des réglementations antérieures sans y substituer aucune autre réglementation, l'anarchie s'installa, favorisée et aggravée par les razzias, les guerres, l'insécurité et l'instabilité des villages. La colonisation remit de l'ordre en rétablissant les droits coutumiers. Aussi Amadu Abdrahamani le chef de canton du moment reprit en main l'ancienne réglementation. Aucune réclamation ne suivit jusqu'au récent litige qui oppose Pelli à Hore-naï: "Les français rétablirent les droits coutumiers. Amadu Abdrahamani, nommé chef du canton de Wuro N'giya, reprit en main l'ancienne réglementation, léguée par Kolado, Alpha Gagni. Aucune réclamation ne fut depuis enregistrée en dehors de celle qui actuellement, oppose Pelli à Hore-naï. En réalité, les lieux qui font l'objet de leur litige sont du domaine du harima et à la disposition exclusive des bendi. Ils ne peuvent de ce fait être la propriété de

l'un quelconque des antagonistes qui ne doivent ni y pâturer, ni y parquer". Les limites du hariima: Trapèze compris entre: - Nawré-yamré à l'ouest de Seri-Bantinewel jusqu'à Nammardé à l'Est. - de Nammardé à Nawré-Bâli, le long des marigots tâgnawol et Tiwgullo. - de Séno-gogolla à Nawal-Nângué (par Saaré-Kuyé). - de Nawal-Nângué à Nawré-yamré". [Extrait traduit par Mr Saajo Tammura professeur de l'Enseignement Secondaire en retraite à Toggere Kumbe. N.B.: Le texte original écrit en arabe est détenu par Modibo Allaye Cisse muezzin à la Mosquée de Wuro N'giya.]

RESOLUTION: En l'an IV, il y a eu conciliation à l'amiable par le biais d'une délégation envoyée pour les Jalli auprès de Wuro-N'giya. Nos sources ne précisent pas d'autres tentatives./

AUTORITE SAISIE: C'est le battu mawdo ou grand conseil qui est à la fois une autorité administrative et judiciaire suprême de la Diina qui a été saisie. /

DECISION: du battu mawdo: "considérant qu'une grosse agglomération d'éleveurs comme Wuro-N'giya ne peut s'accomoder d'un hariima étroit sans mettre en péril l'existence des populations et du cheptel, les marabouts décident de débouter Samburu Kolado Durse de sa plainte et de maintenir le hariima de Wuro-N'giya dans les limites précisées par Kolado Alpha Gagni". / **APPLICATION:** Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

DEBO

Conflit n°: 126

VILLAGE: GIDIO-WURO

LEYDI: JALLUBE BURGU

Cercle: YUWARU

Arrondissement: GUIDIO

Ref Objet: D

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1987

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Mise en culture d'une bourgoutière

PARTIES: Eleveurs de GIDIO-WURO c/ agriculteurs de GIDIO-SAARE

ETHNIES: Peul c/ Songhay

ENJEUX: Les agriculteurs de Gidio-Saare voulaient s'emparer de la deuxième partie du hariima, ce contre quoi les éleveurs de Gidio-Wuro se sont insurgés.

FAITS:

Le lac Debo est exploité en décrue par les éleveurs de Gidio-Wuro qui y font leur hariima et par les agriculteurs de Gidio-Saare qui utilisent une partie comme champs de gros-mil et de haricots. La partie faisant face à chaque village lui appartient. En 1987, quand la période est venue, les agriculteurs de Gidio-Saare cultivèrent et semèrent les deux parties en déclarant qu'elle leur appartenait. Les éleveurs de Gidio-Wuro protestèrent et se plaignirent auprès du chef d'arrondissement de Gidio qui organisa une réunion avec les deux villages. Durant cette réunion il tenta d'amener une entente entre les deux villages sans succès. Suite à cet échec de conciliation, le chef d'arrdt amena l'affaire auprès du commandant de cercle de Yuwaru qui fut muté peu après. Le nouveau commandant de cercle envoya plus tard les autorités politiques de Yuwaru sur le terrain pour comprendre les problèmes qui se posaient. Ceux-ci firent à leur retour un rapport qu'il examina. Par la suite, il prit une décision qui parvint à mettre fin au litige.

RESOLUTION: Le conflit est résolu suite à l'intervention du commandant de cercle de Yuwaru qui en se référant au rapport fait par les autorités politiques de Yuwaru, prit une décision le 4 Juillet 1987 mettant fin au litige./ AUTORITE SAISIE: Le chef d'arrondissement de Gidio en 1987. Le commandant de cercle de Yuwaru. Son successeur en 1987./ DECISION: Lettre N°014/CY-C, du 4/7/87, du commandant de cercle de Yuwaru au chef d'arrdt de Gidio-Saare: "Me référant à votre lettre N°03/AGS.C du 24/3/87 et au procès verbal de renseignement administratif N°126 du 09/3/87 et autre procès relatifs au dossier du litige de culture sur le terrain laissé par la décrue dans le lac en face des villages de Gidio-Saare et Gidio-Wuro, j'ai l'honneur de vous faire connaître:

- 1 - Que le terrain en question est une portion du domaine public que constituent le lac Debo et le fleuve Niger .
- 2 - Cependant cette partie du domaine public constitue par ailleurs des dépendances des villages de Gidio-Saare et Gidio-Wuro.
- 3 - Qu'en tant que partie du domaine public, ce terrain est soumis aux différentes servitudes imposées par la loi et le règlement.
- 4 - Dont, les habitants des deux villages ci-dessus cités sont autorisés à exploiter les parcelles constituant leurs dépendances respectives sans autre prétention à savoir Gidio-Saare, la partie du terrain située en face et à l'ouest de Gidio-Saare. Gidio-Wuro, la partie du terrain située en face et à l'est de Gidio-Wuro"./ APPLICATION: Oui.

DENINGU

Conflit n°: 127

VILLAGE: KONTZA-BOZO

LEYDI: UURUUBE DUUDE

Cercle: MOPTI

Arrondissement: KONNA

Ref Objet: D

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1987

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Extension agricole sur l'espace pastoral (mares)

PARTIES: Puulo Uro c/ Suwaye

ETHNIES: Peul c/ Marka

ENJEUX: Les agriculteurs suite au manque d'eau dans leurs champs voulurent transformer les pâturages (mares) en rizière. Les bergers n'ayant pas assez de pâturages s'opposèrent à cela.

FAITS:

A Tuyé Pondo ou Deningu se trouvent une rizière et une bourgoutière. Les parties hautes sont possédées par les agriculteurs de Kontza-bozo qui les utilisent comme rizière et les parties basses, les mares, appartiennent aux bergers de Kontza-Fulbe qui les utilisent comme pâturage. Après plusieurs années sans inondation, les agriculteurs de Kontza-Bozo décidèrent en 1987 de transformer les pâturages (mares) en champs de riz. Cela fut contesté par les bergers de Kontza-Fulbe qui décidèrent de saboter les cultures faites dans ces mares. Ses bergers étant décidés à ne pas céder les mares, les agriculteurs tentèrent un arrangement avec eux qui ne marcha pas. Les agriculteurs cherchèrent à ce qu'ils leur prêtent quelques mares pour un temps bien déterminé. Les bergers ayant su que ces agriculteurs insistaient plus sur leur demande, se plaignirent auprès du chef d'arrondissement de Konna, qui organisa plus tard avec le secrétaire général de la sous section U.D.P.M. de Konna une réunion des deux villages chez le chef de village de Kontza-Fulbe. Ont été présents à cette réunion les deux parties en litige et certains notables des deux villages. Ce jour on parviendra à les concilier à l'amiable puisque les agriculteurs ont enfin accepté de ne plus faire de culture dans les mares.

RESOLUTION: Conciliation à l'amiable suite à la réunion organisée par le chef d'arrondissement de Konna et le secrétaire général de la sous section U.D.P.M. de Konna à Kontza-Fulbe. Etaient présents à cette réunion: Les chefs des villages de Kontza-Fulbe, Kontza-Bozo, les deux parties en litige et certains notables des deux villages./ AUTORITE SAISIE: Le chef d'arrondissement de Konna en 1987. Le secrétaire général de la sous section U.D.P.M. de Konna en 1987./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

GANNGALAAWOL

Conflit n°: 128

VILLAGE: JAFARABE

LEYDI: GALANNJIIRE

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JAFARABE

Ref Objet: D

ETAT du conflit: Passé resurgissant

ETAPES: 1992

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Cultures dans un hariima

PARTIES: Hamadi Jannya Bari (jowro de JAFARABE) c/ Salman Tambura (chef des Riimaay'be de JA

ETHNIES: Peul c/ Riimaay'be

ENJEUX: Profitant d'une demande de prêt de terres de culture dans le hariima de Jafarabe, les Riimaay'be ont progressivement cultivé la zone jusqu'à atteindre le burgu du hariima. Quand le jowro en fut informé, il invita les Riimaay'be à arrêter. Les objectifs des Riimay'be étaient de cultiver dans toute la plaine du hariima (non cultivée) et qui fournit de bon rendement. Pour le jowro, cet acte est une violation des droits coutumiers et une violation de l'accord qu'il a passé avec les Riimaay'be lorsqu'il leur a prêté une partie de la plaine.

FAITS:

Depuis mon jeune âge, mon père avait prêté des terres aux agriculteurs de Jafarabe et ces derniers travaillaient dessus sans problème. Mais avec l'officialisation des hariima, des problèmes s'étaient posés car Jafarabe ne se trouvait pas intéressé par cette décision. En effet le hariima de Jafarabe s'appelle Ganngalaawol. Les Riimaay'be cultivaient dans cette zone.

Après la mort de mon père, certains agriculteurs sont venus me demander des terres dans le Ganngalaawol pour les cultiver. J'ai accepté de les leur prêter. Mais avec les décrues des dernières années, plus précisément celle de 1992, les Riimaay'be avaient progressivement cultivé jusque dans le burgu du hariima. Les éleveurs de bendi m'en ont averti. Après quoi, j'ai appelé les Riimaay'be pour leur dire que l'accord qui était entre nous, concernant le prêt des terres avait commencé à être violé par certains agriculteurs. Je leur ai fait remarquer que certains d'entre eux avaient leurs champs à quelques mètres du hariima de Ganngalaawol. Alors je les ai priés de dire à toute personne qui avait son champ dans le hariima d'arrêter de cultiver parce que les bergers pâturent dans le hariima et que tout le monde ne pourra pas surveiller correctement ces animaux-là.

Lorsque j'ai demandé l'arrêt des cultures, le chef des Riimaay'be Salman Tambura prit la parole pour dire que depuis l'époque de mon père, les Riimaay'be avaient demandé une partie de Ganngalaawol pour leurs cultures et que mon père avait donné son accord. Il me reprocha d'être poussé par les Peul de mauvaise volonté et trouva que c'est pour cela que je voudrais reprendre les terres. Il me dit que c'était cela la cause du retrait des champs, et que tous les Riimaay'be ou Peul qui sont entrain de cultiver actuellement dans la zone ne seront pas prêts à laisser leurs champs au profit des animaux. Il ajouta que si quelqu'un veut garder des vaches, c'est que celui-ci a mangé d'abord avant de songer aux animaux. Salman Tambura continua pour dire que si le jowro pousse les Peul à mettre leurs animaux dans les champs cultivés, ce dernier sera responsable de tout ce qui adviendra. C'est après cette déclaration de Salman que tous les Riimaay'be ont quitté la réunion.

Deux jours plus tard, un berger du nom de Ali Almudu dit Gaanyi fut frappé par les agriculteurs. La victime vint se plaindre chez moi. Je partis avec lui chez le chef de village. J'expliquai à ce dernier que les Riimaay'be avaient frappé un Peul dans les environs du hariima alors que ce dernier n'avait même pas fait entrer ses animaux dans les champs. Le chef de village convoqua Salman Tambura pour lui demander des renseignements sur celui qui avait commis l'acte. Le chef des Riimaay'be lui répondit

que le jowro Hammadi Jaanya avait ordonné aux éleveurs de rentrer dans les champs avec les animaux. Il affirma que le jowro avait agi de la sorte pour que tous les agriculteurs ayant vu leurs champs ravagés réagissent. Il ajouta ensuite que c'était un Peul du nom de Gali qui était rentré hier soir dans le champ de Ali Tambura et le fils de ce dernier porta la main sur lui, d'après les explications de Ali Tambura.

Le chef de village essaya de calmer les Riimaay'be et leur dit qu'ils pouvaient cultiver dans le Ganngalaawol mais que la coutume interdisait de cultiver dans le hariima. Il les invita à limiter leurs champs à la zone qui leur avait été prêtée. C'est à ce moment que j'ai dit aux Riimaay'be que si un seul d'entre eux cultivait encore dans le hariima, je convoquerais le chef des Riimaay'be jusqu'à Mopti parce que c'est lui qui a donné l'ordre de cultiver dans le hariima. En 1993, les Riimaay'be sont revenu occuper des champs jusque dans le hariima et certains avaient même labouré le burgu pour semer. Je me suis donc rendu à Mopti pour les convoquer chez le juge. Celui-ci demanda à chaque partie de donner ses explications. Ainsi le verdict tomba en faveur des Peul. Le juge interdit aux Riimaay'be de cultiver dans le hariima et nous donna même des pièces à conviction. Lorsque nous fûmes à Jafarabe certains Riimaay'be et le chef des Riimaay'be Salman ont continué de cultiver dans le hariima. Je me rendis à Mopti pour en informer le juge. Il convoqua Salman et lui infligea une amende avant de le faire sortir de la prison. A son retour à Jafarabe, il me dit que tant que l'argent pouvant être une solution, il ne restera jamais en prison et il ne laissera jamais ses champs au profit des vaches. L'affaire n'est pas terminée parce que certains violent la décision de la Justice.

RESOLUTION: En 1993, la conciliation à l'amiable a été tentée parce que le jowro avait saisi Salman Tammbura le chef des Riimaay'be pour que l'on prenne des mesures. Mais ce dernier ne fut pas compréhensif, car il pensait que le hariima était pour tout le village. On fut obligé de passer l'affaire au tribunal de Mopti. / **AUTORITE SAISIE:** l'autorité judiciaire est saisie par le jowro Hammadi Jaanya Bari. Après les enquêtes des agents sur la place à Jafarabe, le juge convoqua les Riimay'be pour leur dire de ne plus cultiver dans le hariima et de se limiter là où le jowro leur a montré. Le juge rappela aux agriculteurs que tous les hariima sont officialisés et que la plaine étant grande, ils peuvent bien y cultiver sans pénétrer dans le hariima. / **DECISION:** la décision est arrêtée devant le tribunal de Mopti qui interdisait toute culture dans le hariima. / **APPLICATION:** NON, car les Riimaay'be continuent de cultiver dans une bonne partie du hariima.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

YARUBOMBU-NIA-WURO

Conflit n°: 129

VILLAGE: NIA-WURO

LEYDI: HORS-LEYDI

Cercle: DJENNE

Arrondissement: SOFARA

Ref Objet: D

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1986

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Tentative de mise en culture d'une plaine à burgu

PARTIES: Aamadu Jakite (représentant du chef de village de NIA-WURO) c/ Yaya Samuga, chef de villa

ETHNIES: Peul c/ Agriculteurs

ENJEUX: Les agriculteurs de Yarubombu sont à la recherche des terres cultivables. Ils voulurent exproprier les éleveurs de Nia-Wuro d'une plaine dont le régime pastoral est reconnu depuis la période coloniale. Les éleveurs de Nia-Wuro dont la vocation est l'élevage extensif opposèrent une résistance à toute tentative d'usurpation ou de transformation du régime pastoral en régime agricole.

FAITS:

Depuis la période coloniale, la dite plaine est reconnue comme ayant un usage pastoral et appartenant à Nia-Wuro. Du fait de la sécheresse, les espaces pastoraux et agricoles sont considérablement réduits. Les groupes socio-professionnels parfois contraints à se partager les espaces disponibles sont très fréquemment aux prises par faute de consensus. L'élevage extensif est la seule vocation des éleveurs de Nia-Wuro. Les agriculteurs de Yarubombu, à la recherche de terres cultivables voulurent exploiter la plaine en question qui initialement était utilisée comme gîte d'étape et comme pâturage. Les deux types d'activité socioprofessionnelle sont pratiquement incompatibles, notamment en année de faible crue. En effet on assiste au retour précoce des animaux de la transhumance, les champs en maturation ne sont pas encore récoltés. Les éleveurs de Nia-Wuro refusèrent net l'occupation ou la cohabitation du terrain par les agriculteurs de Yarubombu. Depuis la période coloniale jusqu'en 1986, le problème connaît un rebondissement. Pour gérer la situation, en 1986, les autorités administratives des deux localités se sont rencontrées, mettant ainsi fin à un conflit qui se préparait depuis des années.

RESOLUTION: AUTORITE SAISIE: En 1986, les deux chefs de villages se sont toujours consultés, concertés. Celui de Yarubombu voudrait obtenir de celui de Nia-Wuro l'autorisation de cultiver dans la dite plaine. Faute de consensus, les autorités administratives des deux localités se sont rencontrées en 1986 pour arrêter une solution durable. /
DECISION: En 1986, le statu quo fut retenu. / APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

NAWORE NJIIGNAMA

Conflit n°: 130

VILLAGE: RUUNDE

LEYDI: CUBI

Cercle:

Arrondissement:

Ref Objet: D

ETAT du conflit: Passé resurgissant

ETAPES: 1974

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Mise en culture d'une mare à pâturage

PARTIES: Ida Allaye Jal (éleveur) c/ Ama Tambura (agriculteur)

ETHNIES: Peul c/ Riimaay'be

ENJEUX: L'objectif des Riimaay'be était de cultiver toute la mare Nawre Njiignama parce que c'était le seul lieu où l'on pouvait trouver de l'eau. C'est une mare qui ne fut jamais cultivée. Pour le jowro, l'objectif était de garder la mare et d'en prêter des parcelles aux Riimaay'be sans que cela empêche les animaux de boire et de pâturer.

FAITS:

Les problèmes ont commencé avec la pénurie d'eau. C'est en 1974 que les Riimaay'be avaient cultivé la mare qui s'appelle Nawre Njiignama. A l'époque ils étaient venus me demander l'autorisation par l'intermédiaire du chef de village de Ruunde lui-même. Avant l'année 1974, la mare de Njiignama était réservée uniquement au pâturage. Mais avec la sécheresse qui persistait et surtout avec leur insistance, j'ai accepté de leur prêter l'endroit pour les cultures. Mais même en ce moment, je leur ai posé le problème des dangers que l'on courait en cultivant dans la mare. Je leur ai dit de ne pas cultiver toute la mare car elle est la seule qui restait et dans laquelle les animaux pouvaient boire et pâturer. Ce jour, Ama Tambura avait juré qu'ils allaient cultiver une partie de la mare pour ne pas gêner les animaux. Au cours de la même année 1974, certains agriculteurs tels que Issa Tambura et Allaye Sara Tambura avaient eux aussi cultivé dans la mare. Cela avait continué jusqu'en 1975, année où, pour une raison de santé j'avais été admis à l'hôpital de Mopti. Là, un de mes frères nommé de Ali Demmba JAL était venu s'enquérir de mon état de santé. Il me disait: "Grand frère, les gens ont cultivé dans toute la mare (Nawre Njiignama). Certains ont même dit que tu aurais pris de l'argent avec les Riimaay'be pour autoriser ceux-ci à cultiver la mare". Sur le champ j'ai apporté un démenti à cette information. Sous le coup, je lui promis qu'à ma sortie de l'hôpital, je retirerais tous les champs qui se trouvaient dans la mare. Avec la bénédiction de Dieu, j'ai récupéré ma santé et je suis retourné à Ruunde. Deux jours après mon arrivée, je me suis rendu dans la mare. J'y ai vu beaucoup de champs cultivés. Je suis retourné chez le chef des Riimaay'be. Ce dernier était en même temps le chef des terres. Je lui fis savoir qu'il n'avait pas respecté ce qui était convenu entre nous parce que les gens étaient partis cultiver au beau milieu de la mare. Je lui dis que les agriculteurs avaient d'ailleurs cultivé toute la mare, ce qui est une chose bizarre. Ce dernier m'a répondu que ce n'est pas lui qui avait cultivé toute la mare. Il ajouta que c'est Allaye Sara Tambura et Issa Tambura qui avaient cultivé toute l'étendue de la mare sans son autorisation. Lorsqu'il avait fini de me donner les explications, je lui ai demandé de convoquer les personnes en question chez lui pour leur dire de cesser de cultiver à l'intérieur de la mare. Paradoxalement en 1976, au moment des cultures, tout le monde est parti occuper un champ dans la mare. Immédiatement, j'ai convoqué Issa et Allaye chez le chef des Riimaay'be (Ama Tambura) pour leur dire que, comme ils ont refusé l'interdiction que je leur avait faite, j'étais prêt à aller me plaindre devant le Chef d'Arrondissement de Jonjori. Personne d'entre eux ne m'avait répondu. Ils se levèrent et s'en allèrent. J'ai attendis le Mardi pour aller le chef d'Arrondissement de Jonjori. Je lui expliquai le problème. Ce dernier me remit une convocation pour ceux remise au chef des Riimaay'be pour eux. Celui-ci se rendit à Jonjori en compagnie de Issa et

d'Allaye et moi j'attendis au village jusqu'au Mardi pour aller les trouver là-bas. Devant le Chef d'Arrondissement, Ama Tambura a déclaré n'avoir jamais donné l'autorisation mais disait que la terre n'appartenait pas à une seule personne mais tout le village. Il a dit que c'est l'ensemble de tous les Riimaay'be qui avaient cultivé dans la mare et que si le jowro est venu pour les convoquer, ce dernier devrait convoquer tout le village aussi. Il continua en disant que s'ils n'avaient pas cultivé ici, ils ne pourraient pas vivre dans la mesure où c'était l'unique mare qui disposait de l'eau. Lorsqu'il finit de donner ses explications, le Chef d'Arrondissement me donna la parole. Je lui ai dit que le chef des Riimaay'be était venu me voir pour me demander une partie de la mare. Je lui avais dit que c'était lui le chef des terres et qu'il avait mon autorisation pour distribuer des terres de culture près de la mare, mais à condition qu'on laissât une place pour les animaux. Il m'avait répondu qu'il était d'accord, mais en deux ans, ils ont cultivé toute la mare. C'est pour cela que je les ai convoqués. Le chef d'Arrondissement me posa la question de savoir si j'avais d'autres terres à distribuer aux Riimaay'be. Je lui répondis par la négative. Alors il m'a dit de les laisser cultiver dans la mare. Je lui répliquais que je ne les laisserai jamais cultiver toute la mare et que j'irai me plaindre jusqu'à Tenenku. Devant le Chef d'Arrondissement, nous n'avions pas pu trouver un terrain d'entente car les Riimaay'be avaient donné de l'argent à ce dernier. Je revins en famille où j'en fis le compte-rendu. Nous décidâmes de collecter de l'argent en vue de poursuivre cette affaire jusqu'à Tenenku. Cela fut fait. C'est donc le Commandant de Cercle de Tenenku qui fit une interdiction formelle aux Riimaay'be de cultiver dans la mare.

RESOLUTION: La conciliation à l'amiable est tentée parce que le jowro a convoqué Issa et Allaye pour leur interdire de cultiver dans la mare, mais ils ont refusé. C'est après que je les ai convoqués chez le chef d'Arrondissement de Jonjori. / En 1976, l'autorité administrative a été saisie à travers le Chef d'Arrondissement de Jonjori, mais ce dernier a aggravé la situation en donnant raison aux Riimay'be. Après cela, l'affaire a été portée chez le Commandant de Cercle de Tenenku qui prit la décision d'interdire catégoriquement la culture à l'intérieur de la mare. / **APPLICATION:** La décision n'est pas appliquée car les Riimay'be ont recommencé la culture dans la mare.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

PONDORI

Conflit n°: 131

VILLAGE: JALLUBE

LEYDI: JALLUBE BURGU

Cercle: MOPTI

Arrondissement: JALLUBE

Ref Objet: D

ETAT du conflit: Actuel

ETAPES: 1990

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Mise en culture d'un hariima

PARTIES: Eleveurs de JALLUBE c/ Agriculteurs de GOBE, de CAYDE et de MINO, agriculteurs

ETHNIES: Peul c/ Riimaay'be

ENJEUX: Suite à la diminution progressive du cheptel causée par les effets néfastes de la sécheresse, les Riimaay'be se sont permis de cultiver dans le Pondori qui est une zone traditionnellement réservée à Jallube. Ce village y connaît une bonne production malgré l'austérité du climat. Pour les Peul de Jallube le hariima de Pondori reste réservé aux vaches laitières du village de Jallube. Cette zone est traditionnellement interdite à la culture même pendant les mauvaises années de récolte.

FAITS:

Le Pondori est un hariima du village de Jallube. Mais avec les mauvaises pluies et le mauvais rendement des champs de riz, les populations des villages de Gobe, Mino et Cayde situés au coeur de cette zone, ont commencé à cultiver aux alentours des bourgoutières. En dépit du fait que cette zone soit un hariima traditionnel du village de Jallube, les Riimay'be de Gobe et de Cayde ont progressivement et anarchiquement exploité le Pondori. En 1990, nous avons tenu une première réunion chez le Chef du village de Jallube pour mesurer l'ampleur de l'exploitation et le danger que ces personnes courent en cultivant dans le Pondori, car cette zone est le seul lieu où les animaux peuvent brouter en saison sèche. Au cours de notre réunion, nous avons décidé d'arrêter toute exploitation anarchique dans le Pondori et avons même procédé à l'interdiction catégorique de certains endroits du Pondori. Nous avons également pris la décision de créer une commission de surveillance et de distribution des terres de cultures dans le Pondori. Cette commission est composée de trois personnes élues par les villageois. Il s'agit des personnes suivantes: Amadu Jal, Sidi Bokum et Allay Guro Jal. Ces élus allèrent donc avertir les gens de Gobe, de Cayde et de Mino d'arrêter de cultiver dans le Pondori. La commission leur expliqua le danger de la pratique à laquelle ils étaient entrain de se livrer. La commission de surveillance a tout fait. Néanmoins, elle n'est pas parvenue à dissuader les agriculteurs de ces villages-là d'exploiter cette zone du Pondori.

Le village se réunit donc avec les populations de Gobe, de Cayde et de Mino pour discuter autour du problème en vue de trouver une solution afin d'éviter toute confrontation entre agriculteurs et éleveurs. Les décisions prises ce jour étaient de partager les mares qui sont dans le Pondori et de réserver certaines parties pour les vaches laitières. Les parties proposées sont les suivantes: l'île de Maayo Ganndo, la mare de Fankona et celle de Wule ainsi que l'île de Bodewol. En dehors de ces zones, toutes les autres parties de la plaine peuvent être cultivées. Après le commun accord, ils ont donné des terres de culture à tous les Riimay'be de Cayde, de Gobe, de Mino ainsi qu'à certains agriculteurs de Jallu'be. Malgré le partage effectué par la commission, certaines personnes ont envahi les bourgoutières réservées à tous les troupeaux du Jallube.

Je me suis alors rendu chez le Chef d'Arrondissement de Jallube qui était verbalement informé par le Commandant de Cercle de cette situation dans le Pondori. Le Chef d'Arrondissement écrivit au Commandant de Cercle pour que ce dernier prenne les précautions. Le 13 Juin 1991, le Commandant de Cercle vint à Jallube pour examiner la situation. Après toutes les informations qu'il a reçues, il

préféra aller sillonner le Pondori pendant deux jours en compagnie d'une commission composée comme suit: le Chef d'Arrondissement de Jallu'be, le Chef de Cantonnement Forestier, le chef secteur de l'Elevage, le Chef Secteur de l'Agriculture, un conseiller du village de Jallube, un conseiller du village de Gobe, un représentant de la Coopérative des éleveurs, le Chef de poste de l'Agriculture. Après la visite, le Commandant de Cercle tint une réunion avec les représentants des villages concernés pour leur donner ses impressions d'ensemble. Il leur déclara qu'au terme de cette visite, il s'était rendu compte que la plupart des populations de Jallube cultivaient dans le Pondori. Mais la décision finale est que tout le monde cesse de cultiver dans le Pondori jusqu'à son retour. Il repartit et envoya un message R.A.C au Chef d'Arrondissement de Jallube en maintenant la conclusion du conseil du village de réserver certaines zones uniquement au pâturage. Il s'agit des zones comme Bodewol, Ganndo, Wul, Fankona et Nadali. Ces lieux seront réservés comme hariima pour les troupeaux de Jallube. Mais jusqu'à présent, certaines personnes violent cette décision du commandant de Cercle. Actuellement, un Projet de la F.A.O. travaille dans le Nadali.

RESOLUTION: La conciliation à l'amiable est tentée plusieurs fois au cours de réunions tenues par les chefs des villages de Cayde, de Gobe et de Mino, et cela en présence de plusieurs notabilités ainsi que des autorités administratives de Jallube. Mais toutes ces tentatives ont échoué. / **AUTORITE SAISIE:** Chef d'Arrondissement de Jallube. Commandant de Cercle de Mopti. Ce dernier a fait un message R.A.C au Chef d'Arrondissement de Jallube pour que ce dernier procède à la séparation des zones du pâturage et celles des cultures, pour éviter les conflits entre Peul et Riimaay'be. / **DECISION:** Oui La décision du Commandant de Cercle était de séparer les zones de pâturage et celles réservées aux cultures. / **APPLICATION:** Non, La décision n'est pas appliquée par certaines personnes des villages concernés.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

Jallu'be le 27 Janvier 1993

Lettre n°10/AD du Chef d'Arrondissement de Jallube, à Monsieur le Commandant de cercle de Mopti. J'ai l'honneur de vous rendre compte de ce qui suit: la zone dénommée "Pondori" est le hariima traditionnel du village de Jallube. Pendant plusieurs années le hariima est resté intact à l'exception des périphéries. Le village de Gobe composé essentiellement de Riimaay'be cultivateurs et sis au milieu du Pondori et exploitent des parties du hariima. Il est à noter que le village de Jallube renferme des Peul (majorité), un quartier Riimaay'be, un hameau Riimaay'be du nom de Tiaidé et un quartier Bozo du nom de Mino qui exploitent tous dans la zone du Pondori. On se pose la question de savoir comment et pourquoi Pondori est anarchiquement exploité. Vu le niveau bas des crues des dernières années et la pénurie des champs de culture. Vu la diminution progressive des animaux. Vu le rendement faible des pêcheries l'on peut déduire que la profession ne nourrit plus son homme. Les responsables villageois conscients de cet état de fait ont cédé devant la demande pressante des terres de culture dans l'intérieur même du Pondori. D'un commun accord, ils ont eu à donner des terres de culture à tous les Riimaay'be (quartier Tiaidé Gobe) et à certains Peul qui sont nécessiteux. Le débordement est arrivé quand des personnalités de Jallube ont été prendre des champs dans la zone sans autorisation du village. Depuis ce sont les occupations anarchiques qui ont commencé. Les autorités villageoises ont tenté en vain de mettre de l'ordre. Elles sont allées jusqu'à mettre une commission de distribution des terres de culture pour tenter de satisfaire des demandeurs de terre. Tout cela s'est passé avant ma prise de service. Par lettre datée du 15 Avril 1991 ci-jointe, le chef de village de Jallube m'informa des conclusions de leur assemblée qui demande que certaines parties du Pondori soient réservées aux vaches laitières. Il s'agit de l'île de Bodewol, l'île de Maayo Gando de la mare de Fankona et celle de Wule. La requête a été transmise au Commandant de Cercle et à l'O.D.E.M par lettre n°59/A2D du 24 Avril 1991. Au cours d'une assemblée générale composée de la population de Jallube et de Gobe, assemblée présidée par le Commandant de Cercle, les participants ont exprimé le besoin de hariima et ont décrié l'exploitation anarchique. Ce jour-là, les responsables du village de Gobe ont mis l'accent sur la partialité des autorités villageoises de Jallube. Ils ont demandé que la mare de Nadaly soit incluse dans le hariima. Le Commandant de Cercle ordonna de faire visiter tout le Pondori à une commission technique pour étude, suggestions avant de prendre une décision. Le 13/01/1991 la commission qui comprenait: le Chef d'Arrondissement de Jallube, MM. le Chef Secteur de l'Elevage, le Chef du Cantonnement Forestier. l'Adjoint au Chef de Secteur Agriculture. un conseiller du village de Jallube.

un représentant du jowro, un représentant de la Coopérative des éleveurs, le Chef de poste de l'Elevage, le Chef de poste de l'Agriculture. A sillonné pendant 48 heures tout le Pondori. En fin de mission, un rapport a été déposé au Commandant de Cercle. Donc seule la mare de Nadali jugée zone de pâturage par excellence a été ajoutée à la requête du Chef de village de Jallube sur demande de la commission. La visite nous a montré que la plupart des gens de Jallube et Gobe ont des champs de culture dans les zones non visées par le rapport technique. Par message R.A.C n°262/CM du 1er Juillet 1991, le Commandant de Cercle approuve les conclusions du rapport en réservant Bodewol - Gando - Wule - Fankona - Nadali au pâturage et la notification a été faite à Jallu'be et Gobé en assemblée générale. Courant 1992, après avoir constaté sur le terrain la violation du message N°262/CM et compte tenu du nombre très important des délinquants, j'ai sollicité l'assistance du Commandant de Cercle qui m'a envoyé très tardivement des éléments de la brigade (ci-joint une lettre et un message). Par lettre N°067/CM du 10 Septembre 1992 le Commandant demande l'avis définitif du conseil de village. La lettre N°094/AD a transmis le P.V. de réunion du conseil de village a choisi "Bodewol et Gando connu hariima. Choix qui a été approuvé par le Commandant de Cercle suivant la décision n°16/CM du 2 Novembre 1992. Compte tenu de tout ce qui précède, je voudrais ajouter que le Ponndoori appartient à tout le village de Jallube. Il était hariima et est encore zone d'attente de tous les troupeaux avant la rentrée dans le Debo. Pondori mérite donc une gestion concertée de tout le village pour une meilleure cohabitation des exploitants et la solution du problème doit venir d'abord des bénéficiaires. Ci-joint le dossier afférent au problème de Pondori.

HARIIMA KAKANYAN

Conflit n°: 132

VILLAGE: KAKANYAN

LEYDI: HARIIMA KAKANYAN

Cercle: MOPTI

Arrondissement: JALLUBE

Ref Objet: D

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1976

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Culture dans un hariima

PARTIES: Eleveurs de KAKANYAN c/ Eleveurs du YALALBE

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Les points de vue des deux parties sont opposés. Les gens de Yalalbe pense^t que sur ses bourgoutières situées tout le long de Deebaaji Sampagu jusqu'à Yuwaru, ils sont libres de pâturer ou de donner des hariima aux Riimaay'be pour cultiver dessus. Les gens de Kakanyan pensent posséder le hariima et être les seuls à pouvoir autoriser quelqu'un à pénétrer dans la zone. Ce hariima étant réservé à leurs vaches laitières, ils sont également les seuls à pouvoir en donner certaines portions aux Riimaay'be pour la culture.

FAITS:

Les faits ont débuté en 1976 lorsque les animaux des Yalalbe de Mamadun Hadi Yerojo BA pénétraient notre hariima. Ce dernier a donné à Almami Kunnduba des champs à cultiver dans le hariima de Kakanyan. Le lieu en question s'appelle Sewaaje Sampagu. Ceci est la limite qui sépare ses bourgoutières et les hariima de Kakanyan au moment où il donnait l'endroit à Almami Kunnduba. Malheureusement, les gens de Kakanyan n'étaient pas d'accord et ont refusé que celui-ci cultive l'endroit, de peur qu'avec cet exemple, les gens du village n'aillent cultiver là-bas. Mais il s'est trouvé qu'un riimaay'be du nom de Maama est allé cultiver dans cet endroit-là. Les animaux de Hammadun Jowro de Yalalbe sont rentrés dans le champ et ont commis des dégâts. Alors Maama est rentré lui aussi dans le champ et s'est mis à crier sur les animaux pour les faire sortir. Il s'est cependant heurté à l'opposition du berger qui porta la main sur lui.

A ce moment, des gendarmes étaient venus à Kakanyan pour surveiller les hariima. Ils convoquèrent Hammadun à Kakanyan et l'invitèrent à abandonner le hariima de Kakanyan. Il accepta leur déclaration, mais se cacha la nuit pour faire entrer ses animaux dans les hariima. Aussi, quand nous le vîmes, nous l'amendâmes sérieusement. Les Yalalbe, choqués, décidèrent d'occuper tous les hariima au retour de la transhumance, après une réunion qu'il tinrent à Payoona Saare, chez Alfaba. Ils sollicitèrent alors le soutien de tous les villages.

A notre tour, nous apprîmes leurs déclarations et nous prîmes des décisions en vue de lutter contre eux et de préserver nos hariima. Lorsque nous apprîmes qu'ils avaient traversé le fleuve, je convoquais tous les Riimaay'be de Kakanyan pour leur demander de me tenir informé si les Yalalbe pénétraient dans nos hariima. J'écrivis au Chef d'Arrondissement de Jallube et ce dernier toucha aussi le Commandant de Cercle en vue de nous pourvoir en gendarmes. Parmi les agents envoyés, l'un s'appelait Keita et l'autre était métis; tous deux étaient à Kakanyan. Les Riimaay'be qui avaient leurs champs là-bas vinrent m'informer que les Yalalbe étaient venus occuper les hariima.

Je partis chez les gendarmes pour les informer que les Hoore Debbi avaient traversé le fleuve et se trouvaient actuellement dans le hariima de Kakanyan. Un des gendarmes me demanda de lui chercher une pirogue, trois percheurs et un interprète. Je manifestai mon désir de partir avec eux car j'étais seul à connaître les limites précises des hariima, mais le gendarme refusa. Néanmoins, je partis avec eux tout en conseillant aux gendarmes de bien s'armer car les Peul sont très dangereux dans la brousse.

Une fois là-bas, nous arrê tâmes tous ceux qui se trouvaient dans les hariima entrain de faire paître leurs animaux et nous fîmes sortir le bétail. Après quoi, nous avons vu d'autres animaux en provenance de Toggel Tanne venir en direction du hariima. Il s'agissait des troupeaux du jowro Yalalbe conduits par le fils de celui-ci. Nous traversâmes pour venir trouver le jowro Yalalbe à Kunnduba. Quand ce dernier répondit à la convocation, les agents lui demandèrent s'il reconnaissait son fils. Il répondit par l'affirmative. Ils demandèrent aussi au fils pourquoi il avait introduit les animaux dans le hariima. Celui-ci répondit que son père lui avait dit de ne pas arrêter les animaux. Cela fut confirmé par le jowro qui dit avoir donné ordre aux gens de paître où ils veulent. Les agents lui demandèrent encore pourquoi il avait autorisé les gens à faire paître leurs animaux à pareil moment dans le hariima. Quand la discussion commença à prendre une autre tournure, je voulus intervenir, mais un Peul du même village que moi m'appela de côté et me dit de faire très attention car tous les Peul Yalalbe sont là et sont prêts à faire la guerre parce qu'ils sont tous armés. A ce moment, un ami de jowro Jawando m'invita à venir avec lui au village; nous allâmes jusque chez lui. Alors, il me conseilla de dire aux agents de la gendarmerie de ne pas arrêter le jowro. Je lui répondis que je ne pouvais pas le dire et que moi j'étais là uniquement pour montrer les limites de notre hariima. En sortant de sa famille, j'ai vu tous les Peul Yalalbe réunis dans une famille, les armes à la main. Quand je suis arrivé chez les agents, ces derniers me dirent de chercher une autre pirogue pour nous amener à l'endroit où se trouvait notre première pirogue pour que nous rentrions à Kakanyan. Le chef des Bozo nous donna une pirogue et on s'embarqua en compagnie de deux autres Peul Yalalbe. C'est là que certains Peul prirent leurs armes pour montrer leur indignation, car ils pensaient que le jowro Yalalbe est arrêté. Il a fallu l'intervention des Bozo des camps de pêche. Arrivés à notre première pirogue, nous libérâmes la deuxième et nous rejoignîmes Kakanyan tardivement dans la nuit, vers 23 heures. Ainsi les gendarmes les enfermèrent dans une maison et choisirent six jeunes hommes pour les garder. Après le départ des agents, l'un d'entre eux m'appela pour me dire qu'en tant qu'hommes Yalalbe, ils ne pouvaient accepter d'être enfermés dans une maison à Kakanyan, à plus forte raison de manger ici. Il me demanda de les conduire à Kakanyan Bozo. J'intervins du côté des gendarmes et ces derniers acceptèrent. Ils furent enfermés chez le chef des Bozo qui devrait les garder jusqu'au lendemain matin. Le lendemain, en commun accord avec les agents, nous décidâmes de leur faire payer une amende de 18 000 (dix-huit mille) francs. C'est une amende imposée par nos droits coutumiers et elle est valable de nos jours. Etant enfermés, leurs confrères sont venus les voir et ensemble ils convinrent d'envoyer une délégation à Yuwaru pour déposer une plainte contre moi. Quand la nouvelle est arrivée à Yuwaru, le Commandant fit un message au Gouverneur de la Région de Mopti pour que ce dernier envoie des agents enquêter à Kakanyan sur la situation. Par message R.A.C, le Gouverneur demanda au Commandant de Cercle du nom de Njii Kulibali de tout faire pour être à Kakanyan. Ce dernier dépêcha le Commandant de Brigade de Yuwaru sur Kakanyan.

A ce moment, le Chef d'Arrondissement de Jallube était en mission à Sorme. Avant l'arrivée de la délégation de Mopti, celle de Yuwaru est arrivée avec cinquante personnes. Arrivés à Kakanyan Bozo, ils dépêchèrent des gendarmes pour aller me chercher. Là ils s'entretenirent avec les agents qui étaient avec moi. Après quoi, ils se rendirent à Kunnduba en compagnie d'un riimaay'be du nom de Bokari Koro pour rejoindre le jowro. C'est à ce moment que le commandant de cercle de Yuwaru apprit que le Chef d'Arrondissement de Jallube était à Sorme. Il fit passer un message urgent à ce dernier pour lui demander de le rejoindre immédiatement à Kakanyan. Quand le Chef d'Arrdt arriva, il tint une réunion avec le village et informa qu'il était venu répondre à l'appel du Commandant de Cercle de Yuwaru. Nous échangeâmes des idées et il demanda de bien accueillir les gens de Yuwaru et de chercher vingt maisons pour les héberger parce que ce sont des Yalalbe. Bien que ces derniers ne mangent pas dans notre village, nous leur offrîmes un panier de cola avec un mouton.

A leur retour à Kakanyan, seul le Chef d'Arrondissement a logé dans le village. Il demanda de convoquer tous les villages pour qu'ils puissent se réunir ensemble. Le surlendemain, les deux parties Yalalbe et Kakanyan se sont retrouvées. Mais le jour de cette réunion, le chef des Yalalbe arriva quelques minutes après l'ouverture de la rencontre. Alors le Commandant de Cercle donna la parole aux jowro des Yalalbe parce qu'ils étaient les plaignants. Après la déposition de Hammadun Pullo, le Chef de Brigade donna la parole au Chef de village pour que ce dernier donne la délimitation de tous les hariima. Le chef d'Arrondissement de Yuwaru lui demanda si c'est lui qui m'avait donné ordre d'enfermer le jowro et les trois autres et ensuite de les amender. Le chef de village répondit que tout

ce que je faisais, c'était avec son autorisation. C'est après qu'il m'a donné la parole et je dis tout ce que je savais sur les hariima.

Le Chef d'Arrondissement de Jallube prit la parole. Ensuite eut lieu l'intervention du Commandant de Cercle, puis celle du Chef de Brigade et de tous les agents qui étaient là. Après avoir écouté toutes les parties, les Yalalbe reconnurent leur tort d'avoir pénétré dans les hariima de Kakanyan.

Le Commandant de cercle conclut que les limites des hariima doivent être respectées et que toute personne qui les viole sont susceptibles d'être arrêtés par les agents de surveillance des hariima qui sont autorisés à le faire. Après le retour de la délégation régionale à Mopti, les Yalalbe ont écrit au Ministre de la Défense et à celui de l'administration Territoriale pour dire qu'ils n'étaient pas d'accord sur la décision que le Commandant de Cercle de Mopti venait de prendre à propos de leur litige avec Kakanyan. En Juin 1986, le Ministre de la Défense écrivit au Gouverneur de la 5^e Région pour lui demander de trancher immédiatement le litige qui oppose Kakanyan et les Yalalbe de Yuwaru afin que le conflit ne dégénère pas en guerre. Le Gouverneur de la Région de Mopti a lui aussi écrit à la Commission Régionale chargée des litiges et à la Gendarmerie pour aller à Kakanyan. Moi-même j'étais membre de cette délégation.

RESOLUTION: La résolution à l'amiable a été tentée par trois notables du village de Kakanyan mais la mission a échoué. / La première autorité saisie a été le Chef de village et les jowro. Commandant de Cercle. Gouverneur de la Région. Ministre de la Défense. Ministre de l'administration Territoriale. Commission Régionale des Conflits. / **DECISION:** Oui, elle est venue du Gouverneur. Décision N°097 / GRM - CAB Portant délimitation du Hariima de Kakanyan, Arrondissement de Jallube Cercle de Mopti, le 2/8/76: " VU la lettre n°110/D.I. du 25 Mars 1976 du Ministre de la Défense, de l'intérieur et de la Sécurité. /Décide/.Article 1: La zone un hariima de Kakanyan limite par le bras "Birafoiwrel" qui débouche du "Maayo-Niasso" en face de Kunduba jusqu'à son embranchement avec la mare "Deebaaji - Sampagu". De la mare de "Deebaaji - Sampagu" il sera levé une ligne qui traversera la forêt "Toguel - Tanné" pour aller tomber dans le chenal "Tiadjoouguel - Tioli" au nord de "Lallétégal-Bolidji" / Article 2: Cette ligne devra être matérialisée. Le côté nord-est de cette ligne reviendra à Kakanyan tandis que le côté sud-ouest aux Salsalbe de Youwarou. / Article 3: Du côté de la zone de Kunduba derrière le "Maayo-Niasso", le harima de Kakanyan limite par le chenal "Djugol" près de "Leguel-Olel" jusqu'à "Dialawé" en remontant vers "Maayel Yapa" / Les Yaalalbe de Youwarou occupent le côté de Kunduba et Kakanyan l'autre côté. / Article 4: Toute délimitation antérieure est abrogée./ Article 5: Les frais de matérialisation incombent à Kakanyan et aux Peul Yaalalbe Yuwaru."

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

Décision n° 097/ GRM - Portant délimitation du hariima de Kakanyan, arrondissement de Jallube, cercle de Mopti.

CAYGAY 2

Conflit n°: 133

VILLAGE: PAYONA

LEYDI: JALLUBE BURGU

Cercle: MOPTI

Arrondissement: JALLUBE

Ref Objet: D

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1992

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Mise en culture d'une bourgoutière

PARTIES: Aamadu Hamma Jal c/ Seydu Maham Jal, chef du village de JALLUBE.

ETHNIES: Peul

ENJEUX: L'objectif de Seydu est de cultiver dans les bourgoutières limitrophes de la sienne pour que l'on ne rentre pas dans le domaine qui lui appartenait. Pour Amadu Hamma Jal, la bourgoutière est à lui et il est libre d'en distribuer des parties à qui il veut pour en faire un champ à condition que ce dernier ne pénètre pas dans son domaine.

FAITS:

Cette affaire a débuté depuis 1992, l'année où j'ai commencé à cultiver dans notre bourgoutière qui est voisine de celle de Seydu Maham Jal. Au moment où je cultivais dans la bourgoutière en 1990, personne ne m'avait défendu de le faire et cela a continué jusqu'en 1992. Cette année-là, Seydu Maham Jal me reprocha d'avoir cultivé dans sa bourgoutière. Je lui répondis que là où j'ai cultivé, c'est notre terre et que c'est un endroit que je cultive depuis deux ans. Je lui fis savoir qu'il est entrain de se tromper de lieu et que s'il n'est pas convaincu, il peut aller chercher des informations auprès des gens de Payona. Il fit la promesse d'aller vérifier et le lendemain, je voyageais sur Payona. Là-bas, je m'entretins avec Aamadu Maham Jal (frère de Seydu Maham Jal) et je lui posais le problème en lui apprenant que son grand frère Seydu m'avait dit que le lieu que je cultive actuellement se trouve sur sa bourgoutière. Son frère m'avait aussi dit que je perdais la raison en cultivant dans une bourgoutière d'un autre Peul comme moi.

Ce dernier m'écouta tranquillement et je retournai avec lui à Payona. Ainsi, en présence de ce dernier, Seydu Maham Jal nous donna la promesse de ne plus m'empêcher de cultiver dans la bourgoutière. Je continuai alors le travail de mon champ jusqu'à la récolte. Et je partis à Jallube pour continuer mes activités. Seydu Maham Jal me fit alors appeler pour me dire d'abandonner le champ que je cultive à Payona avant qu'il ne se fâche contre moi. Je lui dis que j'ai invité son frère Seydu Maham Jal jusque dans les bourgoutières pour lui montrer les limites des bourgoutières et je l'ai informé qu'avec la bonne production du champ, je continuerais à cultiver dessus. C'est ainsi que je rejoignis mon domicile. Je quittai Jallube et je retournai à Payona pour expliquer à Amadu, les menaces proférées par son frère à mon encontre. Ce dernier promit de m'accompagner chez Seydu pour expliquer à ce dernier que je ne cultivais pas dans sa bourgoutière.

En Avril 1992, je me suis rendu au Debo pour voir nos animaux. Je me suis entretenu avec le fils de Seydu, nommé Amadu. J'ai dit à celui-ci que l'on m'accusait de cultiver dans la bourgoutière de son père et que j'allais jusqu'à donner cette terre à qui je voulais pour la cultiver. Je lui ai juré que cela n'était pas vrai et que j'étais allé à Jallube pour expliquer le problème à Seydu, mais ce dernier ne voulait rien comprendre. J'ai ajouté, qu'à Payona j'étais même allé jusqu'à voir Aamadu Maham Jal, son oncle pour lui montrer les limites de nos bourgoutières ainsi que mon champ, malgré tout Seydu me menace.

En Juin 1992, j'ai commencé de labourer le champ en question. Alors, Seydu fut informé de cela par un escroc dont le champ est proche de celui de Seydu. Ce dernier n'a pas réagi et m'a laissé continuer le travail jusqu'au moment des semailles. A ma grande surprise, j'appris que Seydu s'était rendu à

Mopti afin de saisir un huissier de justice pour que ce dernier vienne avec des gendarmes qui me saisiront. Je me suis dit que Seydu était en mesure de faire cela, car il est riche et chef de village. A mon tour, je vins voir le Chef d'Arrondissement et après les explications sur le problème, ce dernier promit d'appeler Seydu pour l'écouter. Deux jours après, je retournai chez ce dernier. Il m'apprit que selon les explications de Seydu, je distribuais la terre aux paysans et que s'il ne me l'interdisait pas, tôt ou tard, je créerais des problèmes dans les bourgoutières entre Peul éleveurs et agriculteurs. Mais le Chef d'Arrondissement m'assura que le problème serait réglé au niveau de l'Arrondissement. Ainsi, je retournai à Payona et vaquai à mes travaux. Mais un jour, aux environs de 14 heures, un monsieur se présenta à Payona pour me dire d'arrêter de travailler sur le champ et de ne plus rien toucher dessus car ce champ a des litiges. Ce dernier m'apprit par la même occasion que Seydu Maham Jal avait déposé une plainte à propos du champ en question. C'est après ces déclarations que le monsieur m'apprit qu'il était huissier de justice. A Jallube, j'expliquai la situation au Chef d'Arrondissement mais ce dernier n'a pas réagi. Une semaine après, j'écrivis à monsieur le Président du Tribunal de Première Instance de Mopti. Ce dernier me convoqua à Mopti. Deux jours après notre entrevue, il m'autorisa à aller cultiver mon champ. Depuis lors, Seydu ne m'a rien dit et aucun autre huissier n'est venu me voir.

RESOLUTION: Vers le mois de Juillet 1992, la conciliation à l'amiable est tentée, mais elle échoue. / **AUTORITE SAISIE:** Chef d'Arrondissement. Président du Tribunal de Première Instance de Mopti saisi par une lettre écrite par le Chef d'Arrondissement de Jallube à la date du 13 Juillet 1992. **DECISION:** Oui, émanant du Président du Tribunal de Première Instance de Mopti qui a donné l'autorisation d'aller continuer la culture des champs. **APPLICATION:** Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

MAAYO TAAMA

Conflit n°: 134

VILLAGE: DOOGO

LEYDI: DOOGO

Cercle: YUWARU

Arrondissement: DOOGO

Ref Objet: E

ETAT du conflit: Passé resurgissant

ETAPES: 1979 - 1993

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Revendication de limite de bourgoutière

PARTIES: Amadu Isa Modi Dicko (jowro de JAMALI-DOOGO) c/ Buu Sammba Ba (jowro des YALA

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Les objectifs des Jamali de Doogo étaient de préserver leur bourgoutière sans laisser une seule portion à qui que ce soit. Les objectifs des Peul Yalalbe sont de donner un lieu de pâture à leurs troupeaux, c'est pourquoi ils débordent sur les bourgoutières voisines.

FAITS:

En 1979, les Yalalbe ont traversé les bourgoutières pour venir rentrer dans notre leydi. Le lieu se situait entre le fleuve Maayo Taama et le lac Debo. Les Yalalbe étaient venus avec trois troupeaux de plus de quatre cents têtes qui appartenaient au jowro Buu Samba Ba. Un certain Ali Buraa Dicko vint en informer le village. Nous tîmes une réunion chez le chef du village qui est le jowro Isa Moodi Dicko. Tous les Peul du village étaient présents ce jour-là. Lorsque la séance fut ouverte, chacun donna son point de vue. Certains avaient même demandé de prendre immédiatement les armes et de partir hurler sur les animaux qui étaient campés tout au long de la limite de la bourgoutière. Mais Isa Moodi demanda de consulter le Tariik pour vérifier la limite du leydi de Doogo avant de faire quoi que ce soit. Lorsque le Tariik fut là, on trouva que les Yalalbe avaient bel et bien pénétré le leyde de Doogo.

A partir de ce moment-là, Isa Moodi Dicko envoya un message au jowro des Yalalbe Buu Sammba dans lequel il lui reprochait d'avoir pénétré dans le leydi de Doogo. Il lui demandait de tout faire pour évacuer ses animaux de la bourgoutière. Il montra au jowro des Yalalbe que de telles violations pouvaient avoir des conséquences très graves susceptibles même faire le malheur des deux leyde. Pour éviter tout cela, il pria Buu Sammba Ba de bien vouloir quitter les lieux dans l'immédiat.

Deux jours après, Samba répondit qu'il n'avait jamais pénétré le leydi de Doogo et que le lieu où se trouvaient ses animaux faisait partie de son leydi. Il disait aussi que Doogo n'avait aucun leydi et que tout ce dont Doogo dispose comme terre appartient à Wuro N'giya. Lorsque la réponse de Buu arriva chez Isa Moodi, ce dernier dépêcha son fils Aamadu Isa, ainsi qu'un de ses oncles (Moodi Doogo Dicko) et Bureima Dicko. Lorsque la délégation arriva à Yuwaru, Buu Samba répondit aux envoyés que tout ce qui se trouvait de Maayo Taama jusqu'au lac Debo faisait partie de son domaine et que tout ce qui se trouvait à gauche appartenait aux Jamali de Doogo. Il avança que ces limites se trouvaient dans le Tariik laissé par Seku Amadu et datant par conséquent de la Diina. Il disait qu'ils pouvaient aller vérifier cela dans le Tariik qui se trouvait à Wuro N'giya.

Amadu Moodi Dicko et Buu Samba Ba se rendirent alors à Doogo pour des vérifications. Lorsqu'ils furent là-bas, Buu Samba exigea que tout se passe en présence du Chef d'Arrondissement. Les Peul Yalalbe et les Peul de Doogo partirent ensemble chez le Chef d'Arrondissement. A leur arrivée, celui-ci demanda au jowro des Yalalbe de présenter son Tariik. Ce dernier répondit qu'il se fierait à tout ce que le Tariik de Wuro N'giya dirait. Le Chef d'arrondissement demanda au jowro de Doogo de présenter lui aussi son Tariik. Ce dernier aussi disait qu'il serait d'accord avec tout ce que le Tariik de Wuro N'giya déclarerait. Après ces propos, le Chef d'Arrondissement suspendit la séance jusqu'au

lendemain pour pouvoir obtenir le Tariik de Wuro N'giya. Il envoya son garde le chercher. Le surlendemain, tout le monde se rendit à l'Arrondissement. Les débats commencèrent et le jowro des Yalalbe prit la parole. Il s'adressa à l'assistance et jura qu'il se mettrait en accord avec tout ce que l'on trouverait dans le Tariik. L'autre partie fit la même chose. Le Chef d'Arrondissement choisit le marabout nommé Umaru Moodi Dicko pour passer à la lecture du Tariik. Lorsque ce dernier eut fini la lecture, toute l'assistance se rendit compte que Maayo Taama appartenait aux Jamali Doogo. Le jowro des Yalalbe Buu Samba Ba jura de quitter la bourgoutière et décampa pour se mettre du côté droit de Maayo Taama. Mais tout juste après la mort du jowro Isa Moodi Dicko, les Yalalbe reprirent leur installation dans le Maayo Taama.

RESOLUTION: En 1982, une conciliation à l'amiable a été tentée mais Buu Samba avait refusé toute négociation avec le jowro des Jamali de Doogo. Finalement, Buu Samba a demandé de régler le litige en se référant aux déclarations du Tariik. / **AUTORITE SAISIE:** En 1990, les autorités saisies furent les deux jowro de Doogo et le jowro des Yalalbe. Chef d'Arrondissement de Doogo./**DECISION:** Non./ **APPLICATION:** Respect de la conciliation pendant deux ans. Mais en 1993, Buu Samba Ba a violé l'accord.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

JALLI-BEBBI

Conflit n°: 135

VILLAGE: KUMBASSARE

LEYDI: WURO N'GIYA

Cercle: TENENKU

Arrondissement: TOGGERE KUMBE

Ref Objet: E

ETAT du conflit: Actuel

ETAPES: 1990 - 1993 - 1994

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Revendication de délimitation de bourgoutières entre deux groupes voisins

PARTIES: Debbi c/ Jalli

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Le groupe Jalli revendique la possession d'une partie de la bourgoutière du groupe Debbi afin de pouvoir distribuer des parcelles à ses cultivateurs et agrandir son pâturage. Le groupe Debbi refuse de céder le moindre morceau de sa bourgoutière à quiconque.

FAITS:

"Maroma" est une bourgoutière du groupe Debbi dirigée par le Hore-Naï de Tiori Amadu Barke Sow. En dessous de ce domaine se trouve un autre pâturage du groupe Jalli dirigé par le Hore-Naï de Peroji Bara M'Boye Sow.

Debbi est un sous groupe de l'eggirgol. Mori, Buli et Pelli sont les sous-groupes de l'eggirgol Peroji. En 1990, le groupe Jalli voulut distribuer une partie du domaine de Debbi à ses cultivateurs et agrandir son pâturage. Mis au courant de la nouvelle, le groupe Debbi se plaignit auprès de son chef Amadu Barké Sow qui refusa cette décision. Le refus du chef des Debbi fit monter les tensions dans le camp Jalli qui les provoqua en combat. Celui-ci n'eut pas lieu grâce à l'intervention du chef du groupe Debbi. Ces provocations poussèrent le chef du groupe Debbi à se plaindre auprès du Horé Batu (président des réunions) qui convoqua les deux groupes et leurs chefs à Toggere Kumbe pour une médiation qui ne marcha pas.

Quelques jours plus tard Janga Sow (Horé-batu) délégua quatre personnes de chaque camp pour voir la délimitation des domaines. Les huit délégués tombèrent d'accord à leur arrivée sur les lieux sur la division des pâturages en deux parties égales pour apaiser les esprits des deux camps qui ont toujours cohabité. A leur retour ils expliquèrent le consensus à Janga Sow qui dit que cela était une bonne chose et procéda à la répartition acceptée.

En 1993, le groupe Debbi rejeta cet accord affirmant que dans le temps leur pâturage était plus grand. Ceci poussa Janga Sow à amener l'affaire chez le chef de village de Wuro N'giya. Les deux camps sont originaires de Wuro N'giya. Le chef de village de Wuro N'giya mena des enquêtes auprès des anciens du village qui reconnurent les arguments du groupe Debbi comme bien fondés. Le groupe Jalli rejeta les résultats de ces enquêtes, ce qui poussa le chef de village de Wuro N'giya à dire que l'affaire était maintenant entre eux, c'est-à-dire entre le groupe Jalli et le chef de village de Wuro N'giya.

Quelques mois plus tard le chef du groupe Jalli vint s'excuser auprès du chef de village de Wuro N'giya à qui il demanda la faveur d'autoriser son groupe à utiliser une partie du domaine de Debbi. Cette faveur fut acceptée, mais à condition que le groupe Debbi donne son accord.

En 1994 quand le moment des pâturages arriva, sans qu'il soit autorisé, le groupe Jalli envahit toutes les bonnes parties du domaine du groupe Debbi qui se plaignit auprès du frère du chef de village de Wuro N'giya. Celui-ci envoya des gendarmes sur le lieu et les bergers du groupe Jalli furent arrêtés. L'affaire fut conduite devant le chef d'arrondissement de Toggere Kumbe qui convoqua les chefs des deux camps et tenta une médiation. Celle-ci échoua. Cet échec poussa le chef d'arrondissement de Toggere Kumbe à toucher le commandant de cercle de Tenenku qui conduisit l'affaire à la justice de

paix de Tenenku. Le juge après les instructions, promet aux deux camps un procès dans les mois à venir en vue du règlement définitif du litige. Avant que le juge ne se prononce, toute la zone litigieuse est mise en défens.

RESOLUTION: Conciliation à l'amiable échoua en 1993. Cette conciliation réussit enfin suite aux accords des délégués des deux camps qui ont convaincu leurs collègues. Cela s'est déroulé devant les chefs des deux camps et leurs délégations en 1990; y était présent le Horé Batu (président des réunions)./ **AUTORITE SAISIE:** Le Horé Batu (président des réunions) Janga Sow 1990. Le chef de village de Wuro N'giya en 1993. Le frère du chef de village de Wuro N'giya en 1994. Le chef d'arrondissement de Toggere Kumbe en 1994. Le commandant de cercle de Tenenku en 1994. La justice de paix de Tenenku en 1994./ **DECISION:** Les décisions de la conciliation à l'amiable qui furent rejetées en 1993. Avec l'accord des deux parties en litige; Les domaines furent divisés en deux parties égales comme suit: - La partie haute pour le groupe Debbi. - La partie basse pour le groupe Jalli./ **APPLICATION:** Cette décision fut appliquée jusqu'en 1993 et fut rejetée après par le groupe Debbi.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

Lettre adressée au juge de paix de Tenenku par Janga Suka Sow dit Ameri Feroo'be, de Toggere Kumbe, 1994: "Description de la zone: Une zone de pâturage sise au côté Est du village de Dagada (un hameau de Toggere Kumbe) fait l'objet d'une vive tension entre nos communautés Peul de Debbi et Jalli. La zone litigieuse s'étend entre deux mares, l'une est à côté du fleuve Jaka à l'est du hameau de Dagada et l'autre du nom de Nawre-Jalli se situe au nord du même hameau. Un canal naturel relie les deux mares et constitue apparemment la limite entre les deux propriétés. Le côté Est du canal appartient aux Jalli et le côté Ouest revient aux Debbi. Je précise bien que la propriété des Jalli s'arrête à la mare de Nawre Jalli, alors que la nôtre continue en direction du Nord et de l'Ouest de la même mare. Voici mes gîtes d'étapes dans la zone et ses périphéries: lorsque nos troupeaux quittent Quira, ils partent s'installer à Tiomewa sur le bord du fleuve, des côtés sud de Dagada. Qu'ils quittent pour aller camper à Sallugere, Samba Tomora au nord de Dagada, à côté de Baïcowol. C'est là que quittent nos troupeaux pour aller camper à Sala à côté du campement de culture de Tiambuku Ture, où les animaux se trouvent présentement. Les raisons du conflit et les dispositions prises en conséquences: Depuis ces dernières années de faible crue, la zone en question est reconnue très propice à la production du riz. Des paysans sont venus de plusieurs villages pour exploiter de cette zone. Les Peul du clan Jalli ont entrepris des distributions de terre dans cette plaine en faveur des paysans et ont fini par dépasser leur limite et étendre leurs actions dans nos propres parcelles. Lorsque nous les avons rappelés à l'ordre, ils ont fait la sourde oreille et continué la distribution. Ainsi, nos parents du clan Debbi sont venus me voir afin qu'on prenne ensemble des dispositions par rapport à cette situation. J'ai fini par convoquer les deux clans en réunion. Au cours de cette rencontre, il fut décidé d'envoyer une délégation sur les lieux pour constater sur place la limite entre les deux familles. La délégation fut ainsi composée des représentants des parties en conflit, ainsi que d'autres Peul qui servirent de témoins oculaires. Lorsque la délégation se rendit sur les lieux, tous les membres furent d'accord sur le fait que la petite mare située au bord du fleuve Jaka, était le point de départ et qu'un canal qui y prend sa source pour aller alimenter la mare Nawre-Jalli était la limite naturelle entre les deux bourgoutières. La délégation longea le canal sous la direction du délégué du clan Debbi, en la personne de Hado Sow. Après avoir parcouru une bonne distance, le canal se divisa en deux et notre délégué Hado suivit celui qui passait vers le côté Est. A une certaine distance encore ce canal se divisa lui aussi en deux et Hado emprunta celui qui passait vers le côté Est. Aussitôt, un des nôtres du nom de Bokary Barke expliqua à la délégation que c'est plutôt le canal qui passe vers l'Ouest qui est le principal. Hado s'entêta et continua. A quelques 10 mètres de la mare son canal s'éteignit et disparut. Il fallut qu'ils retournent un peu en arrière jusqu'à la hauteur du canal indiqué par Bokary Barke pour que ce canal les conduise jusque dans la mare Nawre-Jalli. Ce fut en suite le tour du délégué du clan Jalli du nom de Mobere Abi de se mettre devant le groupe jusqu'au premier lieu où le canal s'était divisé en deux. A partir de là, il emprunta le canal allant vers l'ouest. Au début, le canal était bien apparent, mais quelques instants après, ce canal disparut en laissant la délégation sur une élévation de terrain qui se prolongeait à l'infini. Ce canal ne suivait même pas la direction de Nawre-Jalli qui était reconnu comme terminus de la limite du clan Jalli. Lorsque le guide du Jalli a perdu totalement son canal et n'a pas pu par la suite

rejoindre sur la direction de la mare, nos délégations ont pris la parole pour attirer l'attention du groupe sur l'aspect de la non-concordance des indications de Mobere Abi. Finalement les délégués qui servaient de témoins ont fini par se retirer pour s'entretenir. Après quelques instants d'entretien, ils ont appelé les délégués de Jalli et se sont entretenus avec eux. C'est après qu'ils nous ont appelés pour dire ceci: d'après les indications faites de part et d'autre, nous avons fini par comprendre que le point de divergence se situe sur la zone comprise entre les deux canaux à partir de là où ils se divisent. Nous vous demandons dans le cadre de la réconciliation de nous laisser procéder à une répartition de cette zone entre ces deux clans et déjà nous avons obtenu l'accord de ceux des Jalli. Sans trop prendre du temps de réflexion, nous avons donné notre accord de principe. C'est ainsi qu'ils ont procédé à la délimitation de la parcelle en attachant des poignées d'herbes entre les deux propriétés. Lorsque nous sommes revenus au village et que nous avons fait le compte rendu à nos parents, ceux-ci se sont farouchement élevés contre notre décision. Car pour eux la délégation avait comme mission d'aller voir la limite entre les deux clans et non pas d'aller procéder à une répartition. Une possession disaient-ils ne s'acquiert pas comme ça. Sur ce ils sont venus me voir pour me notifier leur refus quant à la répartition faite par la commission qu'on avait dépêchée sur les lieux. Finalement je me suis vu devant l'obligation de saisir le chef de village de Wuro N'giya et ses conseillers, du problème. Ceux-ci ont préféré se renseigner auprès des vieux sages et des marabouts détenteurs de Tariik et c'est après qu'ils ont convoqué les deux parties. Au cours des rencontres, une délégation composée des représentants des deux parties (des Peul d'autres clans et cinq conseillers du village ont été désignés) s'est rendue sur les lieux. Cette délégation est aussi partie de la même petite mare reconnue par tous comme point de départ. Elle était conduite par un des maîtres du nom de Umaru Harkabu. Ce dernier, tout en longeant le seul canal les a conduits jusque dans la mare de Nawre-Jalli sans aucun obstacle. Ce fut ensuite le tour du guide de Jalli, Hamma Alfa de prendre la direction du groupe à partir de l'endroit où le canal se divise en deux. Lorsque la délégation suivit le canal, celui-ci finit par disparaître en cédant place à une élévation de terrain qui n'avait rien de commun avec la mare dont on devait rejoindre. La délégation après avoir bien vu les limites démontrées par chacun des deux clans a invité tout le monde à rentrer au village. Au cours de la réunion de compte-rendu tenue devant le chef de village, il a été reconnu par tous les responsables qui ont fait le déplacement que les indications faites par les gens des Debbi sont plus précises et en conséquence, ils reconnaissent que la zone litigieuse est une possession des Debbi. Lorsque les Peul de Jalli ont manifesté leur désapprobation face à cette décision, le chef de village et ses conseillers, forts des renseignements qu'ils avaient reçus lors des enquêtes préliminaires qu'ils avaient menées, ont répliqué par pression que si désormais les Jalli doivent se plaindre ailleurs, eux-mêmes seront prêts à répondre à leur plainte pour défendre la décision qu'ils venaient de prendre. Ainsi la séance fut levée en faveur du clan Debbi. Quelques mois après cette rencontre, les Peul de Jalli ont entrepris des démarches à Wuro N'giya auprès du chef et ses conseillers pour tenter une réconciliation entre les deux clans. A la suite de leur démarche, une rencontre a été organisée, mais une rencontre unilatérale qui a regroupé seulement les Jalli et les chefs et conseillers. Au cours de la rencontre, d'après les renseignements reçus, les responsables du village ont conseillé aux Peul du Jalli d'éviter tout acte de tiraillement ou de réclamation dans la zone litigieuse en attendant la décrue pour organiser une réunion de réconciliation. Vers la deuxième quinzaine du mois de Décembre 1993, les Peul du Jalli ont organisé une guerre fratricide en amenant des hommes armés et un troupeau de bovins sur la zone litigieuse en vue d'y trouver ou de rencontrer leurs adversaires des Debbi. Heureusement, lorsque nos jeunes ont aperçu les provocateurs dans la zone litigieuse et qu'ils voulurent les rejoindre sur les lieux, nos sages qui étaient en place ont pu les maîtriser et ainsi nous avons évité une perte en vie humaine. Ainsi le problème a été porté à la connaissance des responsables administratifs de Toggere Kumbe, en présence des gendarmes qui séjournaient ici pour d'autres problèmes. Sans plus tarder les gendarmes et les conseillers du village de Toggere Kumbe se sont rendus sur les lieux. Au retour de cette délégation, les conseillers du village Toggere Kumbe ont reconnu exacte la propriété des Debbi partant des explications sur la limite qu'ils ont vue sur le terrain. Là encore les Jalli se sont élevés contre la déclaration faite par les conseillers du village de Toggere. Entre-temps une délégation du cercle de Tenenku conduite par le commandant de cercle et comprenant le juge, le député, le C.B, le chef de secteur d'élevage et des gendarmes sont arrivés, suite à un message RAC que le chef d'arrondissement leur avait adressé. Cette délégation s'est aussi rendue sur les lieux et ont vu les limites démontrées par chaque clan. A leur retour à Toggere

Kumbe, ils ont regroupé tous les Peul de Wuro N'giya et les ont conviés à chercher un terrain d'entente pour ce problème au niveau des responsables villageois plutôt que de pousser le différend jusqu'au niveau de la justice. Après le départ de cette délégation, le chef du village de Wuro N'giya et ses conseillers ont organisé des rencontres dans le cadre de la réconciliation. Au lieu d'aboutir à une entente souhaitée, le conseil du village a rencontré des complications. Un marabout du nom de Umaru Jaje Cissé qui depuis le début du problème était là et avait même été consulté par les conseillers du village, avait fait savoir qu'il ne connaissait rien du problème. Mais finalement il fut monté par ses alliés, le clan Jalli et c'est ce qui l'a amené à faire la déclaration suivante, je cite: "Dans la zone litigieuse, j'ai aussi une propriété; je demande au chef du village et ses conseillers de tenir compte de ma propriété et de la délimitation apparemment afin que je rentre en possession de ma propriété. Fin de citation. Par ailleurs, je tiens à rappeler que pendant les quatre fois que des délégations se sont rendues sur les lieux, les Peul de Umaru Jaje ont toujours participé mais sans jamais faire signe de cette propriété dont vient d'évoquer leur maître. Cette déclaration ayant compliqué la situation, le chef et ses conseillers se sont vu dans l'obligation de transporter le problème au niveau du chef d'arrondissement afin que celui-ci fasse un procès-verbal à adresser à la justice pour un arbitrage définitif. Monsieur le juge, vu la tension qui règne entre nos deux clans depuis plus d'un an et que les Jalli tiennent coûte que coûte à usurper une partie de notre zone, cela par l'application de la répartition faite par la première délégation, nous du clan Debbi ne serons jamais prêts à céder un mètre carré au Jalli qui ne pourront aucunement justifier leur appartenance sur la zone litigieuse. Nous vous demandons donc de bien vouloir prendre des dispositions rapides pour mettre fin à ce tiraillement qui pourrait avec la lenteur habituelle de l'appareil judiciaire, occasionner des affrontements regrettables. Procès-verbal d'enquête Préliminaire du 8/4/94: Janga Sow âgé de 82 ans environ, né vers 1912 à Wuro N'giya, arrondissement de Toggere cercle de Tenenku, éleveur du dit lieu, fils des feus jowro Sow et de Kadija Sow, marié, déclare: A l'Est de Dagada, entre Jugere Juluba et Nawre Jalli se situe tout notre différend. Les Jalli offrent des terres à cultiver aux gens de Maasina. Les gens du Debbi se sont opposés. Les deux parties sont venues m'informer. Je les ai accompagnées pour chercher une réconciliation. J'ai fait appel à huit personnes neutres: quatre Buli et quatre Feroo'be afin d'aller voir le lieu litigieux. Ce qui fut fait. Les Jalli ont désigné quelqu'un également, pour montrer les limites. Ils ont chacun montré leur limite. Le nommé Mobire (Jalli) a montré les limites jusqu'à un endroit où Hado Barke (Debbi) s'est opposé disant qu'il a fait erreur. Alors, là est né le litige. Les 8 neutres ont alors déclaré que tous deux ont menti. Alors, ces délégués m'ont envoyé pour dire que les gens désignés n'ont pas pu trouver de solution. Face à cela, j'ai demandé que la terre soit divisée entre les 2. Ainsi, les champs ont été partagés. Le lendemain les Debbi sont revenus dire que leurs champs ne se partagent pas. Ils ont déclaré que les Jalli n'ont que la gîte. J'ai alors eu peur des conséquences et confié l'affaire au chef de village Abdrahamane de Wuro N'giya en présence de ses conseillers. Ce dernier a fait appel aux deux parties. Ils ont alors choisi des gens parmi leurs conseillers pour aller voir l'endroit. Les conseillers ont été choisis, ils sont allés voir le terrain, ont fait appel aux deux parties et leur ont notifié leurs constats. Ils ont déclaré que les Debbi ont raison et que la limite est le canal qui descend sur Nawre-Jalli. Donc les Debbi ont, pour nous eu raison. Les Jalli se sont opposés. Alors les Debbi ont invité les Jalli à aller se plaindre. Cela a duré 4 mois sans réaction puis les (Jalli) sont revenus me voir et présenter leurs excuses en disant qu'ils ont tort. Cette déclaration a eu lieu sans autre témoin. Le chef de village de Wuro N'giya leur a dit de partir et de ne pas faire donc des histoires. Ce chef a ajouté en outre que s'ils s'entendent, cela est à l'intérêt de tous. Il a ensuite invité les deux parties à la bonne collaboration. Au retour des troupes, les Jalli ont fait excursion dans les champs. Alors les paysans sur place ont dépêché une commission à nous, responsables de ces gens. Nous avons informé le chef d'arrondissement. Dès le lendemain, les autorités sont venues voir le lieu. Elles ont trouvé Husseyini Beloru et Mobire, des Ali, des Jalli et Bocary Barke des Debbi et Kamaji. Il a été question de les emmener à Tenenku, mais face aux interventions ils ont été relâchés. Quelques semaines plus tard, une autre délégation est venue de Tenenku et s'est rendue sur les lieux. Après visite et déclaration des uns et des autres, la délégation a donné raison aux Debbi. Un mois plus tard, le juge, le commandant de cercle, le commandant de brigade, le député sont revenus suite à une menace d'affrontement. Au retour ces derniers responsables, de concert ont fait appel aux 2 parties et dit avoir vu les lieux, ont alors souhaité l'entente aux 2 parties avant qu'il n'y ait un éventuel conflit. Ils ont demandé des délégués pour être responsable, de tout ce qui pourra arriver. Ces quatre hommes

désignés ont été responsabilisés pour le maintien du calme pour au moins le mois. C'est pendant ce temps que Oumar Jaje Cissé et Modi Samburu Cissé sont venus déclarer qu'ils sont les Peul propriétaires de ce lieu litigieux et que ni les Jalli, ni les Debbi ne doivent réclamer cet endroit. Alors, voila les raisons qui m'ont poussé à écrire au juge. Madu Tammbura a aussi écrit au juge pour se prétendre propriétaire. De tout ce qui a été dit dans la plainte de Kamaka-Sébé à Sarbere, les 2 côtés du fleuve, appartiennent aux Debbi. Exceptés les gîtes donnés aux Buli-Jalli, et Horo Naï. En dehors de cela, nul n'est propriétaire d'endroit. Quand les Horo-Jalli passent une semaine dans le gîte qui leur est donné, ils retournent à Lajalugol (Naijaje) mais le troupeau Buli continue de paître, mais n'a pas droit à la distribution des terres. Voila ce qui me pousse à me plaindre.

HAMBELLA JAL: Agé de 55 ans environ, né vers 1939 à Kubulu, arrondissement de Toggere, cercle de Tenenku, éleveur au dit lieu de naissance. Fils de Hadi Jal et de Fatuma Jal, marié à une épouse, déclare: Ce que je connais de cette histoire est que nous les Jalli faisons frontière avec les Buli. Nous avons trouvé cela aussi de nos ancêtres. Les Buli ont toujours campé du côté Est de Dagada et les Debbi à l'ouest de Julel Jalli à l'Est de Dagada. C'est alors le gîte des Jalli. Chacun donc ainsi a son gîte dans cet endroit et chacun connaît sa limite avec son voisin. Les troupeaux Buli et Debbi passent dans notre bourgoutière depuis nos ancêtres jusque ces derniers temps, les Debbi déclarent que l'endroit n'appartient ni aux Buli, ni aux Jalli. Alors nous, Jalli nous sommes opposés et avons revendiqué le lieu en tant que possesseurs. Ce qui fut à la base de notre différend. Ainsi en 1992, nous risquons un affrontement, car tous les Ferobe et Peul Wuro Fulbe se sont retrouvés à Toggere. Après des conseils, nous avons choisi 6 éléments (3 Ferobe et 3 Wuro Fulbe) pour se rendre sur les lieux et trouver un terrain d'entente. Après ce propos, le chef Feroo'be a dit que celui qui ne se conformerait pas à cela serait sanctionné. Les gens sont partis de Dangunawal jusqu'à lowal qui se divise en 2. L'un allant vers la droite et le second se prolongeant. Le bras du côté droit va se jeter sur Naval Jalli et celui qui se prolonge va à Navel Damari à l'est du hameau de culture de Tjambuku et se limite à Moroma. Les Feroo'be disent être propriétaires du secteur jusqu'à Naval Jalli or nous nous sommes les propriétaires de cet endroit. Chaque partie s'est opposée. Les gens ont tenté l'entente mais impossible. Alors les délégués ont souhaité le partage du lieu entre les 2 parties. Ce qui fut fait en commun accord avec les deux parties. Ainsi, on s'est excusé et rompu. On s'est fait des bénédictions. Nous avons déclaré au chef Ferroo'be que nous sommes tombés d'accord et nous nous sommes excusés. Au chef de nous dire "gare à qui resoulèvera un problème". C'est ainsi que nous sommes partis. C'est à la deuxième saison que les Debbi se sont révoltés. Alors, nous sommes retournés chez le chef coutumier de Feroo'be pour lui en faire part. Au retour des troupeaux de l'année 1993, les nommés Hammadi Bureima et Musa Modi des Debbi sont venus nous menacer et chasser nos animaux. Nous avons gardé notre sang froid. Depuis lors la tension est née. Voilà ce que je connais de ce problème. Courant Janvier 1994, le conseil de village de Wuro N'giya a souhaité l'entente. Une commission a été dépêchée pour aller voir les lieux: chaque partie a présenté sa limite. On est venu et nous nous sommes retournés chez le chef d'arrondissement. Les autorités ont demandé les témoins à chaque partie. Leurs témoignages n'ont pas été approuvés par les parties. Alors, une autre délégation est venue de Tenenku pour se rendre sur les lieux.

HAMMZA ABDRAHAMANE CISSE: Agé de 44 ans environ, né vers 1950 à Wuro N'giya (chef du dit village), marabout au dit lieu de naissance. Fils de Abdrahamane Cissé et de Aïssata Hammadun Cissé, marié, illettré, déclare: Je vous précise que le tariik est clair la dessus aussi que les témoignages. Les Ardo ont dirigé pendant des siècles ces terres. La propriété des Peul a commencé avec Seku Amadu. C'est lui qui a partagé les bourgoutières. Les burgu de Wuro N'giya, de Jugo-Jomni jusqu'à Mayel Tjadarajé a été donné à Kola Alpha Gary, chef de tribu jusqu'à Hammdalu. Les bergers de ce dernier et ses vaches laitières campaient au bord du fleuve. Kolado a délimité entre les (Bendi), vaches laitières et les vaches ordinaires (Garci). De ce jour à maintenant la surveillance revient à tout chef de Wuro N'giya. Tout récemment, la terre est entrain de se vendre aux étrangers. Alors, nous chef de village du Wuro avons dit non. Ainsi, nous avons fait appel aux villageois pour leur dire qu'en cas de besoin de champs de culture que d'autres endroits soient donnés, mais pas les terres de pâturage. Voilà ce qui fait le litige qui oppose ces différentes tendances. S.I.R.: que sont les Buli dans cette affaire ? - Je sais que les Buli ont deux gîtes: l'un à l'est de Dagada et l'autre "Samba Olo". S.I.R.: Les Kubulu

? - Les "Kubulu", après sept ans de culture avec leur autorisation, mais le manque d'eau les a fait décamper et ils ne peuvent travailler que sur notre autorisation. S.I.R.: Nous avons bel et bien des tariik. Lettre du chef de village de Kubulu le 15/2/94 au juge de paix de Tenenku. Nous avons l'honneur de soumettre à votre arbitrage un litige relatif à l'exploitation commune d'un domaine agropastoral, litige qui depuis quelques années oppose nos clans à savoir: - Exploitants agricoles de Kubulu;; - Groupe: Loundi, Hore-Tiori, Buli; - Groupe Debbi et Jalli. Les deux derniers nommés sont des clans d'éleveurs dont le problème vous a été soumis. Mais le paradoxe c'est que tous deux ont tendance à nous écarter des débats. Ils feignent d'ignorer nos droits d'exploitation sur le domaine alors qu'une très ancienne convention nous lie. Nous ne pouvons accepter d'être des laissés pour compte et le litige ne peut être réglé sans qu'on se réfère à notre position. Aussi avons-nous pensé utile pour vous faciliter la localisation, de vous dresser à main levée la petite carte ci jointe et de vous livrer le rappel historique ci-dessus. Comme on le constatera sur la carte, le domaine litigieux est limité d'ouest en Est par la mare de Bomono et Somore. Du nord au sud par une ligne joignant le hameau de Dagada à Moroma. Voilà les quatre points déterminant la zone. Son exploitation par notre famille remonte à l'époque où les Ardo administraient encore le Maasina, ce qui veut dire qu'elle est beaucoup antérieure à la Diina dont se prévalent nos opposants. Nous y sommes restés sans encombre ni contestation jusqu'au moment où Seku Amadu a détrôné le dernier Ardo. Dans le cadre d'une réorganisation territoriale Wuro N'giya fut érigé en province. Le nouveau roi y délégua Kolado Alpha Gagny qu'il chargea de diffuser les mots d'ordre de la nouvelle hiérarchie de pêcher pour le raffermissement de la foi islamique. De faire régner la justice selon le droit et les principes de l'islam. D'une manière générale, Kolado a respecté les attributions datant du régime précédent. Il n'en a retouché exceptionnellement que les situations jugées incompatibles ou en contradiction avec les principes de la Diina et celles exigeant des mesures compensatoires suite à des guerres ou à des meurtres. Dans ce cadre, notre domaine et tous nos droits furent épargnés. Le délégué de la Diina a même fait la déclaration suivante que l'on retrouve dans le tariik et qui reflète sa partition sans équivoque en ce qui nous concerne: "Vous Peul, vous êtes unis à la famille de Bubu Kuye par des liens sacrés que nous respecterons tous, vous ferez paître vos troupeaux dans la zone de Dagada selon une répartition géographique bien précise. Parallèlement, tout ce qui a trait au droit d'exploitation agricole, relève de la famille de Bubu Kuye. Je précise que le respect strict de cette répartition est pour chacun de vous, une obligation absolue". On ne peut être plus clair et depuis plusieurs siècles, chacun de nous s'est contenté de ses attributions sans essayer d'empiéter sur celles des autres. Nous avons ainsi vécu dans la tranquillité, en bons co-exploitants. Cependant dans les années 1950-1953 c'est à dire quelque temps avant la promulgation de la loi cadre et l'accession à l'indépendance, un changement radical dans les conditions climatiques a créé des nouvelles données. La sécheresse et l'insuffisance des crues aux quelles il faut ajouter le vieillissement des champs trop longtemps exploités, ont contraint la population de Kubulu au nomadisme agricole très pratiqué dans notre région toujours attachée aux méthodes ancestrales d'exploitation. La zone de Dagada fut donc mise en jachère naturelle et pratiquement abandonnée à l'usage exclusif des seuls pasteurs. Malheureusement avec le temps, les mémoires faiblissent, et l'oubli surtout lorsqu'il est voulu, s'installe facilement. Nos alliés éleveurs n'en restèrent pas à leurs attributions initiales. Ils se permirent moyennant la perception de droits dits coutumiers, en argent ou en grain de distribuer nos terres soit à des paysans de Toggere Kumbe, soit à des ressortissants d'autres arrondissements lointains. Un véritable commerce s'instaura ainsi qui aiguïsa les appétits et la course aux profits. Les résultats ne se firent pas attendre. Dans les zones de pâturage de plus en plus exiguës, les passages furent obstrués et les troupeaux en accroissement continu, coincés entre les champs. Nos éleveurs des deux parties en arrivèrent à ne plus tenir compte de leurs attributions initiales et des limites de leurs domaines respectifs. C'est nous qui en fûmes surtout les victimes. Au mépris de l'ancienne réglementation, on méconnut nos droits fixés par les Ardo et respectés par la Diina pour essayer de nous reléguer au second plan. C'est contre cette violation flagrante et calculée que nous nous sommes élevés. Aussi, le lundi 22 Mars 1992, notre famille saisit-elle d'une plainte verbale, les autorités administratives de Toggere Kumbe, contre tous les usurpateurs et plus particulièrement contre ceux de Debbi. Les responsables de ce clan, accompagnés du chef de village de Wuro N'giya dont ils relèvent et d'autres notables influents obtinrent du chef d'arrondissement, le retrait provisoire de notre plainte pour tenter une réconciliation et règlement sur la base du tariik et des coutumes. Ont pris part aux débats Le chef de village de Wuro

N'giya, Am Modi Isa Cissé, notable et conseiller de village, Hammadi Tammbura, chef du village de Kubulu, plusieurs responsables Peul et d'autres personnes-ressources. Le premier constat a été que le clan Debbi n'a pas seulement tenté de frustrer les paysans de Kubulu de leurs droits, il a également violé le domaine de Buli intercalé entre le sien et celui des Jalli. Il s'avère dans ces conditions que discuter une limite aux Jalli devient un paradoxe; cela ne peut procéder que d'une provocation flagrante soutenue par l'appât du gain. Nous devons avoir le courage et l'honnêteté d'avouer qu'ils ont été fortement encouragés et aidés dans ce sens par la famille des chefs coutumiers de Wuro N'giya à laquelle nous attribuons la responsabilité des attermoissements et confusions constatés. En effet, lorsque c'est l'arbitre qui prend partie et voile délibérément la vérité en exhibant de faux documents, des documents falsifiés pour les besoins de la cause, peut-on s'étonner de l'échec de toutes les tentatives de règlement ? Au lieu de l'entente souhaitée, la situation a évolué dans le sens d'une aggravation dangereuse. Aujourd'hui nous sommes au bord d'une confrontation armée aux conséquences imprévisibles. Devant ce drame larvé dont il faut craindre, chaque jour, l'éclatement, nous ne pouvons observer dans le silence et l'indifférence, le déroulement des faits sans paraître également coupables. C'est en raison de cela, Monsieur le président, que nous avons jugé utile de solliciter l'intervention de la justice sur la base des données du tariik. Nous en profitons aussi pour porter à votre connaissance que seul, le nommé Kaoudo-Kaoudo exploite le lieu sur notre autorisation. En conclusion, nous revendiquons nos droits d'exploitation tels qu'accordés par les Ardo et respectés par les représentants de la Diina, droits que, jusqu'à ces dernières années, personne n'a remis en cause. Dans l'espoir d'être entendus et avec toutes nos excuses pour ce long développement, nous vous prions, Monsieur le président, de bien vouloir agréer l'expression de notre très haute considération".

Lettre de Modi Cissé MSC à la retraite à Tenenku au juge de paix de Tenenku, le 2/2/94: "J'ai l'honneur de vous rendre compte de ce qui suit. Le problème soulevé par les éleveurs du troupeau "Debbi" et ceux du troupeau "Horé Jalli" est un faux problème, une pure invention des belligérants. Je suis âgé de 60 ans et suis en mesure de vous fournir des informations irréfutables pouvant vous éclairer et vous guider dans la recherche de solution à ce problème posé par des adversaires boulimiques, en quête de biens d'autrui. Ce différend entre les éleveurs de Debbi et ceux de Hore Jalli est né il y a seulement trois ans, quand le manque d'eau a poussé les paysans vers les zones basses où la culture du riz est encore possible. De nombreux éleveurs laissent une partie de leurs pâturages aux paysans de certains arrondissements peu ou pas inondés du cercle de Tenenku contre quelques kilogrammes de paddy à la récolte. "Qui peut offrir cette bande de terre aux postulants cultivateurs ?" C'est la réponse à cette question qui a provoqué ces tiraillements. Encore faut-il se disputer autour de quelque chose appartenant au moins, à l'une des parties en conflit. Ce qui n'est pas le cas des éleveurs de Debbi et ceux de Horé Jalli. Le terrain litigieux est la propriété des éleveurs du troupeau Buli. Il y a près de deux cents (200) ans que les Buli occupent le lieu entre les Debbi et les Horé Jalli, objet du litige. Personne ne peut démentir cela dans les deux (2) cercles de Tenenku et Yuwaru; je dirais dans le milieu peul de la zone d'inondation de la région de Mopti. Dans la forme, cette histoire rappelle celle du "voleur volé"; avec cette différence que, dans ce cas précis, la troisième personne est la véritable propriétaire de la chose litigieuse. Si ce différend est tranché en faveur des Debbi ou des Hore Jalli, ou si les deux parties se partagent le terrain litigieux, alors, la propriété coutumière des Buli sera remise à des usurpateurs cupides et complaisants, soutenus par leurs acolytes. Monsieur le juge, demandez aux éleveurs des Debbi et à ceux des Horé Jalli de vous montrer la part des éleveurs des Buli dans cette plaine, et le différend sera clos; car, les Debbi et les Horé Jalli n'ont jamais eu de frontières mitoyennes. Le terrain litigieux fut le lieu de séjour de mes ancêtres, grands-parents et parents en période de décrue. J'ai passé une bonne partie de mon enfance à Dagada, petit village situé sur le terrain litigieux. D'autre part, il est intéressant de souligner que les Buli est l'un des rares troupeaux de Wuro N'giya à posséder un gîte dans le « Ponga ». Il s'agit de Sambaolo, lieu où séjournaient mes grands-parents en saison sèche. C'est irréfutable".

Lettre de Modi Cissé MSC à la retraite à Tenenku au juge de paix de Tenenku, le 25/4/94: "De Kumbe-Saare à N'gaïssi (villages de l'arrondissement de Toggere Kumbe) situés sur les rives du fleuve Jaka, tous les troupeaux de boeufs revenant de la transhumance (Garcé), se déplaçant du sud vers le nord pour paître ne sont arrêtés que par la limite des pâturages réservés aux laitières ou Bendi de

Wuro N'giya (hariima). La ligne de démarcation part de l'ouest de Séribantinnewel (village), au nord et en face de Kumbe Saare et Kubulu, et se poursuit vers l'Est jusqu'à Buba, au nord de Dagada, et plus loin encore (mares des Tampi-Hodije). Le hariima a été délimité en l'an IV de l'empire peul du Maasina (Diina de Seku Amadu). Il est par conséquent impensable et inadmissible que les Buli soient le seul troupeau à être isolé dans un îlot à l'intérieur des terres fermes, sans aucun accès sur le marigot Suba, limite entre les Garci et les Bendi. Je réitère que les Buli (du groupe Puli) ont comme domaine pastoral la bande de terre entre les Debbi (du groupe Tiori) à l'ouest et les Hore Jalli (du groupe Puli) à l'Est. Les Buli partent de Dagada sur la rive gauche du fleuve Jaka, jusqu'à Luba, marigot séparant les pâturages des Garci (bovidés sélectionnés pour la transhumance) et les Bendi (laitières de Wuro N'giya). Les Debbi restent à la gauche et à l'ouest des Buli jusqu'à Luba. Les Hore Jalli (du groupe Puli ou Peroji) restent à la droite et à l'est des Buli jusqu'à Luba, limite qu'aucun troupeau des Garci ne peut violer impunément et cela durant la Diina, à l'époque coloniale et de l'indépendance à nos jours. Le contrôle et le suivi pour le respect strict du code pastoral de Seku Amadu étaient assurés par Kolado Alpha Gagni (mon ancêtre et chef de Wuro N'giya) à l'époque de la Diina et actuellement par le chef du village de Wuro N'giya et son conseil Doublés des sages parmi les éleveurs responsables des troupeaux évoluant sur cette aire pastorale de la rive gauche du Jaka (la rive droite n'échappe pas au contrôle). Durant toute la Diina, le code pastoral de Seku Amadu est demeuré inviolable et inviolé. Le bouleversement est survenu avec l'avènement des Toucouleurs qui ont supprimé la propriété coutumière. Le Maasina était d'ailleurs resté inhabité pendant dix ans, de 1885 à 1895. A l'arrivée des Français, le code Seku Amadu a été reconduit, et, depuis, fait force de loi. La sécheresse, le laisser-aller et la démocratie non comprise ont engendré des perturbateurs, des surexcités non avertis qui s'emploient à détruire les acquis ou à boycotter les conventions du peuple Malien. C'est dommage. Il appartient aux responsables de la Troisième république à s'investir pour imposer la paix afin de créer les conditions favorables au renforcement de l'économie nationale et cela d'une manière générale. Le passage des Debbi du côté de la rive droite de Baïkawol, à l'ouest de Dagada, est très récent. Les Debbi ont occupé le gîte Lathi-Diamaldu avec une intention non dévoilée en 1985".

Lettre de Umaru Jaje Cissé marabout à Wuro N'giya au juge de paix de Tenenku, le 11/2/94: "Je suis vraiment surpris d'apprendre que ces deux clans se disputent une limite sans faire état de ma propriété entre eux, c'est-à-dire celle du troupeau de Buli. Leurs domaines ne peuvent en aucun cas se toucher, la mienne les séparant. En effet le clan de Debbi me limite à l'ouest alors que celui de Jalli m'arrête du côté Est. Le problème qui les oppose, puisqu'ils ne peuvent se joindre qu'en traversant mon domaine, est donc pour moi un faux problème. Ils tendent tous à ignorer la position de Buli. Personne n'ignore ici que depuis l'avènement de la Diina, Seku Amadu a accordé à notre famille un gîte d'étape et une plaine de pâturage. De ce moment et jusqu'aux trois dernières années la situation a été respectée et aucune contestation ne s'est jamais élevée entre nous. Si aujourd'hui, il y en a, c'est dû simplement à la cupidité et à l'appétit du gain. Contrairement à nos habitudes et persuadés que leurs actes conduiraient tôt ou tard à un conflit, les éleveurs des deux clans ont accordé des zones de culture à des paysans venus de l'extérieur de l'arrondissement et cela, moyennant de fortes rétributions. Les bénéficiaires leur versent en outre à chaque récolte, un droit coutumier en grain. Il s'en est suivi, comme il fallait s'y attendre, une course effrénée pour le maximum de profit possible. Ainsi les distributions se sont faites à tort et à travers au détriment des espaces pastoraux et sans considération de nos limites respectives. C'est contre cet état de fait que je m'élève. Les lieux litigieux font partie intégrante de ma propriété que je tiens à conserver dans son intégralité. Je demande en conséquence, Monsieur le juge, qu'au moment du règlement, on tienne compte de ma requête et que ma propriété soit respectée".

GURI-WOL

Conflit n°: 136

VILLAGE: TIBITABA

LEYDI: JALLUBE BURGU

Cercle: TENENKU

Arrondissement: TOGGERE KUMBE

Ref Objet: E

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1988

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: **Délimitation de l'espace pastoral sur la rive du fleuve entre deux familles remise en cause**

PARTIES: Bilali Tiambal Meminta c/ Samba Konta

ETHNIES: Bozo

ENJEUX: **Samba Konta voulait prolonger sa possession de la rive du fleuve dans celle du chef de village de Tibitaba. Ce denier exigeait le respect de la délimitation effectuée par leurs ancêtres.**

FAITS:

La rive du fleuve Guri-Wol utilisée pour les traversées des animaux appartient à la famille de Bilali Tiambal Meminta, chef de village de Tibitaba et à la famille de Samba Konta du village de Kumba-saare. Un chenal partageant la rive en deux, délimite la possession de chacune des deux familles qui reçoit une taxe des bergers selon la portion utilisée. En 1988, Samba Konta prolongea sa possession au delà du chenal en prenant une grande partie dans celle de la famille du chef de village de Tibitaba qui refusa catégoriquement cela. Ce prolongement de possession poussa les deux familles à un violent combat qui prit fin grâce à l'intervention de la population de Tibitaba.

Mis au courant des bagarres à cause du lieu, le chef d'arrondissement de Toggere Kumbe interdit les traversées jusqu'au règlement définitif du litige. Il procéda à des enquêtes auprès des sages, notables des villages environnants. Tous reconnaissaient que c'est le chenal qui délimite la propriété de chaque famille. Suite à cela, il convoqua les deux parties en litige ainsi que les sages notables des villages environnants sur le lieu. Il demanda aux sages de lui montrer la délimitation des propriétés, tous lui montrèrent le chenal. Samba Konta refusa cela. Le refus de ce dernier poussa le chef d'arrdt à provoquer une autre rencontre à Toggere Kumbe. Ce jour, il prit une décision qui attribue la partie se trouvant à partir du chenal en allant vers la gauche au chef de village de Tibitaba et la partie allant du chenal vers la droite à Samba Konta. Il promit aussi devant tous les gens présents lors de la rencontre de répondre à toute personne refusant ce partage. Depuis ce jour la délimitation fut respectée.

RESOLUTION: Le litige fut résolu suite aux enquêtes du chef d'arrondissement de Toggere Kumbe et à la rencontre organisée sur le lieu pour demander aux participants de lui indiquer la délimitation des propriétés. Cela se déroula devant les deux parties en litige et les notables des village environnants en 1988./ AUTORITE SAISIE: Le chef d'arrondissement de Toggere Kumbé 1988./ DECISION: OUI, émane du chef d'arrondissement: Suite à mes enquêtes et aux conseils des sages des villages environnants, je décide de ce qui suit. Il est attribué à Monsieur Bilali Tiambal Meminta chef de village de Tibitaba la partie de la rive du fleuve Guri-Wol en allant du chenal vers la gauche et à Samba Konta la partie de la rive du fleuve Guri-Wol en allant du chenal vers la droite. Je vous invite au respect strict de cette décision. / APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

KOWA -KUWAKURU

Conflit n°: 137

VILLAGE: WURO MODI

LEYDI: WURO MODI

Cercle: MOPTI

Arrondissement: WURO MODI

Ref Objet: G

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1992

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Leydi (frontière). Revendication de bourgoutière

PARTIES: Amadu Bori Cisse (jowro de WURO MODI) c/ Hambela Jal (jowro de MANGA)

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Pour les Peul de Manga, la zone qui se situe entre Kowa et Kuwakuru est une partie de leur leydi. Ils pensaient avoir le droit de culture et de pâture sans autorisation. Or, Kowa avait été revendiqué par le Muraari, qui a fini par abandonner la revendication. Le jowro de Wuro Moodi a affirmé que la zone Kowa Kuwakuru faisait partie de son leydi.

FAITS:

La zone comprise entre Kowa et Kuwakuru est une limite qui fut longtemps revendiquée par les Peul de Manga. Là ils pâturaient comme bon leur semblait et chassaient toute personne qui y arrivait avec l'intention de faire paître ses animaux.

En 1992, nos éleveurs firent pâturer dans la plaine en question. Les Peul de Manga se heurtèrent à leurs troupeaux et cela entraîna des bagarres avec nos bergers. Lorsque nous fûmes informés de la nouvelle, le jowro Amadu Bori Cisse choisit des personnalités pour aller dire au jowro de Manga que l'accident qui s'était produit dans la plaine entre Kowa et Kuwakuru, était un fait dont il était le responsable. On lui en voulait parce qu'il n'avait pas indiqué aux éleveurs l'endroit où ils doivent pénétrer dans le leydi voisin. De peur de voir les mêmes affrontements se répéter, il demanda au jowro de Manga de le rejoindre au lieu où l'accident s'était produit pour qu'ensemble ils passent à la délimitation des frontières.

Au retour des envoyés (Boori Nuhum, Bela Cisse et Bela Yatasay), on fit savoir à Amadu Cisse que le jowro de Manga était sur le point de se rendre à Kuwakuru pour régler le litige avec Wuro Moodi. On lui demanda donc de se présenter à condition de venir avec le Tariik qui se trouvait à Wuro N'giya.

Ce Tariik était un des plus vieux documents laissés par Seku Amadu. Le jowro de Wuro Moodi accepta. On demanda au jowro de Wuro N'giya de l'époque de venir avec son Tariik car sa présence à Wuro Moodi lui permettrait de fournir un témoignage important. Lorsque les deux invités arrivèrent à Wuro Moodi, on fit la lecture du Tariik. Etaient présents le chef du village de Wuro Moodi, le jowro de Manga (Hambela Jal). Les délimitations furent faites exactement comme cela était écrit dans le Tariik de Wuro N'giya. Les deux antagonistes acceptèrent la limite qui fut ainsi tracée.

RESOLUTION: Cette affaire a été réglée à l'amiable en présence du chef de Canton du Muraari. Il y avait aussi le jowro de Doogo, le jowro de Wuro N'giya et le chef de village de Wuro Moodi. Le Tariik a été lu et les deux opposants ont accepté la délimitation des zones. / AUTORITE SAISIE: Chef de Canton. Les deux jowro de Wuro N'giya et de Doogo ont été saisis pour la lecture du Tariik. / DECISION: Non, simple accord sur lecture du tariik. / APPLICATION: Pas de décision.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

JARAKOYE

Conflit n°: 138

VILLAGE: TOGGE HAMADI

LEYDI: TOGGE HAMADI

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JAFARABE

Ref Objet: G

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1958

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Leydi (frontière). Revendication d'une plaine à burgu

PARTIES: Jowro Amadu Umaru Dicko de JUGUNU c/ Jowro Jaje Alfa Dicko de JENNERI

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Les objectifs de Jenneri consistent à s'approprier la plaine de Jarakoye pour en percevoir les taxes.

FAITS:

La plaine (Jarakoye) est une limite entre le leydi Togge Hamadi et le leydi Jenneri. C'est une plaine où nous pâtureons avec les animaux de Jenneri sans problème. Mais en 1958 les Peul de Jenneri ont dépassé leur limite de pâturage en pénétrant dans notre leydi. Ils ont commencé à prendre les Conngi avec les éleveurs étrangers qui amenaient leurs animaux tel que Mura et Soosoobe. Lorsque nous avons appris que les Peul de Jenneri avaient insisté pour que nos éleveurs de Togge Hamadi payent le Conngi, notre jowro de l'époque Amadu umaru Dicko a vite réagi en faisant appel au jowro de Jenneri Jaje Alfa Dicko, pour qu'il ne viole pas les règlements traditionnels qui existent entre les deux leyde. Malgré ce message, les Peul de Jenneri ont continué de prendre les taxes.

C'est à ce moment que Amadu Dicko a fait passer un message au chef de Canton de Mura le vieux Kalifa Sylla pour qu'il intervienne auprès du jowro de Jenneri afin qu'il respecte les limites du leydi Togge Hamadi. Après intervention du Chef de Canton, le jowro de Jenneri a répondu que la plaine de Jarakoye faisait partir du leydi Jenneri. Mais il dit aussi que si le Chef de Canton de Mura insistait sur la demande du jowro de Togge Hamadi, il se déplacerait pour venir à Togge Hamadi pour la délimitation. Le jowro de Jenneri, Jaje Alfa Dicko a accepté et il est venu à Jugunu. En présence du Chef de Canton de Mura Kalifa Sylla, les deux opposants ont donné des explications. Le chef de Canton a demandé les tariik de chaque leydi. Chacun montra son tariik.

Après lecture des deux tariik, il s'est avéré que la plaine Jarakoye est une partie du leydi Togge Hamadi. Les deux jowro se sont mis d'accord sur ce fait. Toutes les notabilités se sont donc dirigées sur le terrain pour procéder à la délimitation. C'est à leur retour à Jugunu que le jowro de Jenneri a délimité. Ils se sont présenté des excuses en présence du jowro de Kowa et du Chef de Canton de Mura. Dès lors les animaux de Jenneri ne pâturent plus dans la plaine de Jarakoye sans l'autorisation du Jowro de Togge Hamadi.

RESOLUTION: A l'amiable. Lorsque le Jowro de Togge a informé les autres jowro de l'invasion de sa plaine par le jowro du Jenneri, ils ont trouvé une solution à l'amiable. AUTORITE SAISIE: Le Chef de Canton de Mura et le Jowro de Kowa sont intervenus pour dissiper ce malentendu./ DECISION: La décision est prise suite à la lecture des deux tariik et par délimitation sur le terrain en présence du chef de Canton./ APPLICATION: Oui

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

JUGGI-NYASSO

Conflit n°: 139

VILLAGE: SABARE

LEYDI: COOKI-NYASSO c/ KOMONGALLU

Ref Objet: G

Cercle: TENENKU

ETAT du conflit: Passé

Arrondissement: JONDORI

ETAPES: 1980

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Leydi (frontière). Revendication d'une plaine à burgu

PARTIES: Amadu Burama Jal domicilié à NYASSO, contre Jowro Seydu Jal, domicilié à SABARE dan

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Les objectifs des Peul de Komongallu étaient de s'approprier toute la plaine de Juggi à Nyasso pour pâturer. Or Cooki Nyasso considère que la plaine entre Nyasso et Juggi appartient à leur leydi.

FAITS:

Version de Cooky Nyasso

En 1980 les agents de service d'élevage sont venus à Sabare, et ils ont appelé tous les responsables des leyde qui font frontière avec Komongallu pour délimiter les bourgoutières et le leydi Komongallu. Je suis parti à Sabare répondre à cet appel. J'ai trouvé le Jowro du Kootiya à Sabare. Les agents nous ont dit que tous les leyde allaient être délimités par le service de l'élevage, et que pour ce faire il fallait obligatoirement la présence des jowro des leyde voisins. Le jowro de Kootiya et moi-même, nous sommes partis avec les agents pour délimiter. Leur guide était le jowro de Tety Sabare qui est le jowro des Jowro de Komongallu, du nom de Jowro Seydu Jal. Après deux jours de délimitation sans problème, nous arrivâmes à l'endroit où le leydi de Nyasso fait frontière avec le leydi Komongallu. Le lieu s'appelle la plaine de (juggi à Nyasso). Le jowro de Sabare a contourné toute la plaine pour dire qu'elle faisait partie de leydi Komongallu.

Lorsqu'un agent de l'élevage a voulu dessiner, j'ai demandé au jowro de Sabare de dire à l'agent de ne pas dessiner parce que je n'étais pas d'accord sur le fait que toute la plaine est dans le leydi Komongallu. Immédiatement l'agent a arrêté. Je suis venu vers le jowro de Kootiya pour lui dire que l'endroit où nous sommes est dans le leydi de Cooki Nyasso et que je ne suis pas d'accord avec cette délimitation. Le jowro de Kootiya m'a demandé si je pouvais justifier cela. J'ai répondu par l'affirmative. Le jowro Seydu a donc appelé un agent nommé Jakite pour lui dire qu'il y a une mésentente entre nous les deux jowro sur cette plaine, parce que je suis entrain de revendiquer le lieu. J'ai de ce fait demandé d'arrêter immédiatement la délimitation. Le jowro de Sabare a exigé qu'on continue et Jakite et moi n'avons pas voulu nous exécuter.

Nous sommes retournés à Sabare le même soir je suis revenu à Nyasso. J'ai appelé le deuxième jowro de Nyasso du Nom de Bara Hammadun Jal pour lui expliquer que le jowro de Sabare avait voulu mettre toute la plaine de Juggi à Nyasso dans son leydi, et que comme je n'étais pas d'accord, nous avons arrêté la délimitation. Nous les deux jowro de Nyasso, sommes partis nous consulter. En définitive, nous sommes arrivés à la conclusion qu'une partie de la plaine du leydi Nyasso et même l'autre partie vers le Sud du village Nyasso est une partie du leydi Komongallu. Ensuite, le jowro de Tety Sabare est venu à Nyasso avec le Jowro de Kootiya, les agents de service de l'élevage. Il avait le tariik en main.

Lorsqu'ils sont venus à Nyasso, ils logèrent chez un jowro de Jallube du nom de Amadou Baaba Kuye et le lendemain nous sommes tous partis nous regrouper chez Amadu. Lorsque nous avons abordé l'affaire, nous étions conscients que Amadu Baaba est un grand connaisseur de toutes les bourgoutières du delta et que le tariik de Sabare est l'un des plus anciens de la place. Lorsque l'agent

Jakite a pris la parole, il expliqua à Amadu ce qu'il attendait de lui, c'est-à-dire la réconciliation des deux jowro. Pour ceci il lui a demandé de dire toute la vérité et rien que la vérité à propos de la plaine de Juggi à Nyasso. Le jowro de Sabare affirma qu'il serait d'accord avec la délimitation de Amadu, et il prit comme témoin le jowro de Kootiya.

C'est à ce moment là que le jowro Amadu Baaba Kuye a dit que la plaine de Juggi est pour Sabare jusqu'au village de Nyasso. Mais le bras de fleuve qui quitte le Jaka et qui se jette dans une mare appelé Deebe Mauude est dans le leydi de Nyasso et tous ce qui se trouve dans la plaine à l'ouest appartient au leydi Nyasso. C'est vrai si les jowro de Nyasso revendiquent cette petite bourgoutière. Mais tout ce qui se situe à l'est de ce bras de fleuve est pour Sabare. Lorsque le jowro de Jallu'be Amadu Baaba Kuye eut fini de délimiter les deux bourgoutières, le jowro de Sabare et moi-même avons noté que cette information était dans le tariik. C'est ainsi que j'acceptai que la délimitation que nous avions trouvée dans le tariik de Sabare. Nous nous sommes présenté des excuses, et le lendemain avec les agents de l'élevage nous avons continué les délimitations. Depuis ce jour nous respectons tous nos limites.

VERSION DE KOMONGALLU

Tout a commencé en 1980 lorsque les agents de Mopti sont venus à Sabare pour que le Jowro de Tety puisse délimiter la bourgoutière leydi Komongallu avec eux. Les agents sont venus avec le Jowro de Nyasso qui a délimité avec nous Komongallu et le leydi de Kootiya qui fait frontière aussi avec le leydi Komongallu. Nous avons passé deux jours ensemble à effectuer les délimitations. Le troisième jour, lorsque nous fumes arrivés dans la plaine de Juggi qui se prolonge jusqu'à Nyasso pour délimiter la plaine dans mon leydi, le jowro de Nyasso qui était présent parmi nous a réagi en disant à l'agent du service d'élevage que la plaine fait partie du leydi Nyasso. Ce même jour nous avons trouvé les animaux de Nyasso dans la plaine. Lorsqu'un agent a demandé à qui appartenait ces animaux, le jowro de Kootiya a répondu que c'étaient des animaux de Nyasso. J'ai répliqué pour signifier que ces animaux pâturaient déjà dans notre bourgoutière. Et si ces vaches sont là maintenant c'est parce qu'il n'y a jamais eu litige de terre ou de bourgoutière entre les deux leyde. Entre temps un certain Jakite qui est du service de l'élevage a répondu que si nous n'arrivions pas à nous comprendre, il laisseraient la plaine jusqu'au jour où nous nous entendrions sur les limites. Ce jour, j'étais très énervé et nous avons arrêté la délimitation. A notre retour à Sabare le soir, le jowro de Nyasso aussi est rentré chez lui. J'ai appelé toute ma famille à qui j'ai expliqué ce qui venait de se passer entre le jowro de Nyasso Amadu Burama et moi sur la plaine de Juggi. Mon oncle avait fait sortir le tariik qui est l'un des plus vieux aujourd'hui pour vérifier. Nous avons trouvé dans ce tariik qui est une référence que la plaine de Juggi jusqu'au village de Nyasso appartient au leydi Komongallu. Lorsque j'en ai eu la certitude, j'ai demandé à Jakite de faire appel à Amadu Bureima de venir à Komongallu Sabare pour qu'on puisse trancher l'affaire et continuer le travail. Amadu a refusé de répondre à l'appel de Jakite.

Le lendemain, accompagné de deux jowro de Komongallu et des agents de l'élevage, nous partîmes le rejoindre à Nyasso. Lorsque nous fumes arrivés à Nyasso, nous avons rencontré un vieux jowro originaire de Jallube Burgu nommé Amadu Baaba Kuye qui connaissait bien les leyde, même sans avoir recours au tariik. En présence des agents, ce vieux a fait savoir à Amadu Bureima que la plaine de Juggi jusqu'à Nyasso n'a jamais été une partie du burgu de Nyasso. C'est une bourgoutière qui est connue par tous les Peul qui traversent le Jaka comme appartenant à Komongallu qui se trouve sous la gestion du jowro Tety le jowro Seydu. Lorsque le jowro de Jallube prononça cette phrase, le jowro de Nyasso répliqua que depuis plus de trente ans il a été toujours le premier à pâturer dans cette plaine et personne ne le lui avait jamais interdit. Je répondis sur-le-champ que ceci n'était point une référence c'était tout simplement grâce aux relations de bon voisinage régnant entre les deux leyde, qu'ils pouvaient pâturer dans les bourgoutières des uns et des autres. Lorsqu'il s'était rendu compte qu'il avait tort, il avait présenté ses excuses à tous les jowro qui étaient présents. Nous avons continué la délimitation six jours durant et au bout du compte, nous étions d'accord avec Kootiya et Nyasso sur le reste des frontières.

RESOLUTION: Conciliation à l'amiable. Le jowro de Kootiya et le vieux jowro de Jallube burgu Aamadu Baaba Kuye ont été des témoins convaincants et écoutés; grâce à eux, la délimitation s'est effectuée sans problème./ **AUTORITE SAISIE :** Jowro de Jallube Burgu et jowro de Kootiya./ **DECISION :** Non, simple lecture du Tariik de Sabare.

TOGGERE TOMONTA

Conflit n°: 140

VILLAGE: DOOGO

LEYDI: DOOGO

Cercle: YUWARU

Arrondissement: DOOGO

Ref Objet: G

ETAT du conflit: Actuel

ETAPES: 1980

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Leydi (frontière). Revendication d'une bourgoutière

PARTIES: Isa Moodi Dicko (jowro de JAMALI-DOOGO) c/ Nayri So (jowro de WURO N'GIYA)

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Les objectifs des Peul de Wuro N'giya étaient de revendiquer Toggere Tomonta parce qu'il y avait là une sorte de burgu qu'on appelle "garamaawo Swenngo". Or les gens de Doogo considèrent le lieu comme étant leur bourgoutière et pensent être les seuls à avoir le droit de pâturer sur le lieu. La zone ayant longtemps été litigieuse, ils évitaient de pâturer avec les gens de Wuro N'giya. En 1993, ils ont repris tous les winnde et ont décidé d'empêcher l'accès aux autres.

FAITS:

En 1980 les garci de Wuro N'giya étaient venues pâturer dans notre bourgoutière appelée Toggere Tomonta. A cet endroit, se trouvait notre limite avec les gens de Nayri So, le jowro de Wuro N'giya. Lorsque les bergers de Jamali Doogo partirent un jour pâturer dans cet endroit-là, les bergers de Wuro N'giya les refoulèrent avec leurs animaux. Pour éviter la guerre entre eux, nos bergers se rendirent à Doogo pour déposer une plainte chez leur jowro Isa Moodi Dicko. Quand celui-ci fut informé, il demanda que l'on convoque immédiatement les suudu-baaba du chef de village et celui du jowro du village. On informa les Peul de Doogo que les gens de Wuro N'giya avaient pénétré notre bourgoutière de Toggere Tomonta. Ils avancèrent que si les animaux de Wuro N'giya s'étaient retrouvés ici en plein Février, c'est qu'il s'agit là d'une provocation de guerre. Pour éviter toute guerre entre eux, je me fis accompagné chez le chef d'Arrondissement. Je partis avec tous les notables de Doogo. Je fis savoir au chef d'Arrondissement de Doogo, que depuis 1980, les animaux de Wuro N'giya pâturent dans nos bourgoutières. Cette fois-ci il risque d'avoir une guerre entre les Peul car ceux de Doogo étaient prêts à se battre pour faire sortir les bergers du Jowro de Wuro N'giya. Après avoir expliqué les faits au Chef d'Arrondissement, je lui appris que ces derniers avaient l'habitude de venir dans le lieu, mais actuellement, l'ancien jowro Isa Moodi Dicko leur avait interdit l'accès. Ils avaient accepté ce que le jowro Isa Moodi leur avait demandé, mais maintenant, ils étaient revenus en force. J'ai invité le Chef d'Arrondissement à prendre des précautions immédiatement.

Le Chef d'Arrondissement convoqua alors les jowro de Wuro N'giya et de Doogo en présence de Amadu Ardo Dicko, notable de Wuro N'giya, de Bubu Suley Dicko et de Hammadi Boy ainsi que d'autres notables de Doogo. Devant le chef d'Arrondissement, le jowro de Wuro N'giya déclara qu'il ne cesserait pas de pâturer dans le Toggere Tomonta jusqu'à ce que le Tariik les départage sur les limites de leurs frontières. Le Chef d'Arrondissement ordonna donc au jowro de Doogo d'aller chercher le Tariik. A l'arrivée du tariik, le Chef d'Arrondissement de Doogo donna ordre à un marabout en la personne de Al Hajji Almaami Dicko de faire la lecture du document. Après cela, le jowro de Wuro N'giya Nayri So se vit en tort. Il jura devant tout le monde qu'il ne pénétrerait plus le leydi de Doogo. Mais en 1994, lorsque le jowro de Doogo fut décédé, les animaux de Nayri So revinrent encore à Toggere Tomonta. L'actuel jowro compte les convoquer devant l'administration pour éviter toute guerre entre Wuro N'giya et Doogo.

RESOLUTION: En 1993, la conciliation à l'amiable a été tentée par l'ancien jowro Issa Moodi Dicko en

· présence du Chef d'Arrondissement de Doogo et certains notables de Wuro N'giya tels que Amadu Ardo Dicko et Hammadun Boy. Pour éviter de provoquer une guerre, on se rendit à Doogo pour consulter le tariik. Les Peul de Wuro N'giya avaient accepté les déclarations du Tariik, mais il fallut délimiter le lieu. /
AUTORITE SAISIE: jowro de Doogo, jowro de Wuro N'giya . / DECISION:Non. /
APPLICATION: Pas de décision.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

GALANNJIIRE

Conflit n°: 141

VILLAGE: JAFARABE c/ JUGUNU

LEYDI: JAFARABE c/ TOGGE HAMADI

Ref Objet: GJ

Cercle: TENENKU & JENNE

ETAT du conflit: Passé

Arrondissement: JAFARABE & KOWA

ETAPES: 1977

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Leydi (frontière). Revendication d'une plaine à burgu (+
préséance) Revendication d'une plaine à burgu

PARTIES: Hammadi Jaanya Bari, jowro de JAFARABE c/ Gelaajo Dicko, jowro du leydi TOGGE HA

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Les Peul de Togge Hammadi voulaient profiter du long prêt dont ils avaient bénéficié pour essayer de considérer la plaine de Galannjiire comme appartenant à leur leydi. De plus, ils taxaient tous les étrangers qui venaient dans la zone sauf les gens de Jafarabe. Le jowro de Jafarabe escomptait venir chaque année dans la plaine Galannjiire avant les autres troupeaux de Togge Hammadi.

FAITS:

VERSION DE JAFARABE

La plaine Galannjiire est une limite entre le leydi de Jafarabe et celui de Togge Hamadi. En 1977, lorsque nous avons fait venir nos animaux, les Peul de Togge Hamadi avaient hurlé sur eux et frappé nos bergers. Le jowro de Togge Hamadi m'avait envoyé un message pour me dire que j'étais responsable de la bataille qui avait eu lieu dans la plaine de Galannjiire. J'avais convoqué une réunion avec les propriétaires des animaux qui étaient témoins des faits. Je les avais alors informé que cette plaine était une limite et que si les bergers s'étaient battus, c'était à coup sûr parce que l'un d'eux était parti dans la bourgoutière de l'autre. J'avais aussi promis de me rendre à Togge Hamadi pour m'entretenir avec le jowro Gelaajo. Lorsque je fus là-bas, leur jowro m'affirma que la plaine de Galannjiire faisait partie des bourgoutières de Togge Hamadi. Je lui répondis que je ne dirais rien là-dessus, mais que je voudrais qu'il se rende à Jafarabe pour que l'on puisse régler le problème. Lorsque le jowro de Togge Hamadi fut arrivé, il vint avec le chef de village de Kowa. Lorsque nous eûmes discuté autour du problème, nous ne fûmes pas d'accord. Nous nous quittâmes sans avoir trouvé un terrain d'entente. C'est après que le jowro de Togge Hamadi alla me convoquer à Kowa. Nous nous présentâmes devant le chef d'Arrondissement de Kowa. D'après les explications de Gelaajo, la partie que ce dernier revendiquait se trouve dans le côté sud de Galannjiire. C'était un lieu qui n'avait jamais été pâturé par les Peul de Jafarabe. Le Chef d'Arrondissement nous demanda de nous mettre d'accord conformément aux délimitations données dans les tariik. Nous nous mîmes alors d'accord conformément aux déclarations données dans le tariik. Il y eut d'abord le tariik de Jugunu. On y donnait les explications selon lesquelles la plaine de Galannjiire, par son côté nord-ouest se trouve dans le leydi de Jafarabe. Ce tariik précise encore que Jugunu qui se situait dans le sud de la plaine de Galannjiire, était dans le leydi de Togge Hamadi. Après les explications, nous fûmes alors édifiés. Le jowro de Togge Hamadi jura de ne plus jamais pâture dans la plaine de Galannjiire sans notre autorisation.

VERSION DE TOGGE HAMADI

Nous entretenions des rapports de bon voisinage entre nos deux leyde de Togge Hammadi et Jafarabe. Il y avait également des frontières qui nous séparaient. Nous pâturions ensemble dans leurs bourgoutières et vice versa. Cela est une chose qui avait de tout temps existé dans nos coutumes. Mais en 1977, les animaux de Jafarabe étaient entrés deux semaines avant ceux de Togge Hammadi

dans les bourgoutières dans la plaine de Galannjiire. Les Peul de Jafarabe étaient venus pâturer dans la plaine deux semaines avant l'arrivée des animaux du jowro. Le jowro de Togge Hamadi jugea que le fait que les animaux aient été là deux semaines avant les autres, était une grande perte pour eux. Alors il demanda au jowro Hamadi Jannya de retirer les animaux de Jafarabe de sa bourgoutière. Ce dernier répondit que ce n'était pas lui qui avait autorisé les animaux à y entrer. Le jowro de Jafarabe envoya un message à Gelaajo pour lui dire que les animaux qui sont actuellement dans le Galannjiire sont des animaux de son suudu-baaba. Ces animaux n'étaient pas les siens mais ceux de Wuro Tamara Mamma et de Bagiji.

Lorsqu'il reçut le message de Gelaajo, il convoqua immédiatement les vieux pour leur dire d'ordonner à leurs éleveurs de sortir de la plaine de Galannjiire. Malheureusement ceux-ci ne répondirent pas. Il demanda au jowro de Togge Hammadi de bien vérifier si les troupeaux étaient réellement dans son leydi parce que la plaine de Galannjiire était une limite dont la plus grande partie se trouvait dans le leydi de Jafarabe. Lorsque Gelaajo reçut ce message, il saisit immédiatement le chef de village de Kowa pour lui expliquer le problème. Ce dernier saisit à son tour le chef d'Arrondissement de Kowa. Là, Gelaajo expliqua que les troupeaux de jowro de Jafarabe et d'autres troupeaux de son suudu-baaba avaient violé sa bourgoutière. Suite à quoi, le jowro de Jafarabe lui avait fait parvenir un message lui rappelant que la plaine de Galannjiire n'est pas dans le leydi de Togge Hammadi. Il déclara qu'il était venu saisir les deux chefs de village ainsi que le Chef d'Arrondissement pour que l'on convoque le jowro Hamadi Jannya afin que ce dernier retire ses troupeaux. Le Chef d'Arrondissement de Kowa prit donc l'initiative de convoquer le jowro de Jafarabe pour qu'il vienne avec son tariik afin de trancher le litige. Lorsque le jowro de Jafarabe arriva, il déclara que l'endroit où se trouvaient les animaux au moment du conflit relève de son leydi, cette partie se trouvant dans le juste milieu de leur bourgoutière. Tous les animaux qui pâturaient dans la plaine de Galannjiire ne sont pas des troupeaux de Jafarabe. Il y avait des animaux de Kowa et de Mura. Il affirma que si le jowro l'avait convoqué pour délimiter leur leydi, il était prêt à le faire mais en présence de témoins. Le Chef d'Arrondissement de Kowa autorisa donc les deux jowro à aller se présenter pour délimiter la plaine de Galannjiire. Lorsqu'ils allèrent délimiter Galannjiire, ils trouvèrent que tout comme le déclarait le tariik, cette partie appartenait à Togge Hamadi. Dès lors les animaux se retirèrent de la zone. Nous nous donnâmes des avertissements sévères afin de ne plus entrer dans les bourgoutières sans autorisation.

RESOLUTION: La conciliation à l'amiable a été tentée et a réussi. Le jowro de Togge Hammadi était venu à Jafarabe pour répondre à l'appel du jowro Hannya. Etaient présents les deux jowro, le chef d'Arrondissement de Kowa.. /AUTORITE SAISIE: Chef d'Arrondissement de Kowa. Chef de village de Kowa./ **DECISION:** Non, simple lecture du Tariik./ **APPLICATION:** Pas de décision.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

DAL YATTA

Conflit n°: 142

VILLAGE: NIMITOONGO

LEYDI: UURUBE CIKAM

Cercle: MOPTI

Arrondissement: MOPTI

Ref Objet: G

ETAT du conflit: Actuel

ETAPES: 1993

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Leydi (frontière). Revendication d'une mare

PARTIES: Ambulo Kola Jaloo (jowro des BOODINKOBE) c/ Muktaari Aliba (jowro des UURUUBE)

ETHNIES: Peul

ENJEUX: L'objectif des Uuruu'be était de cultiver ou de pêcher dans la mare Dal Yatta parce qu'après sa mauvaise production de burgu, cette mare était un endroit propice à la culture du riz.

FAITS:

Le litige qui nous opposait aux Boodinkobe se situait autour de la mare que nous appelions Dal Yatta. C'est une mare située au Nord du village Nimitoongo et dans laquelle les nôtres pâturaient et cultivaient bien avant ma naissance. C'est en 1993 que les Boodinkobe étaient venus nous dire par leur représentant de ne pas cultiver dans la mare parce qu'elle était à eux. Moi Muktaari Ali, je suis le jowro, je leur ai répondu que cette mare faisait partie de notre bourgoutière. Je lui fis savoir que lorsqu'elle contenait du burgu, nos animaux y pâturaient et que même actuellement nous pêchions et nous y cultivons. J'expliquai au jowro de Boodi Kubay que la mare Dal Yatta était notre limite mais que sa plus grande partie se trouvait dans notre bourgoutière. Je lui dis par ailleurs que s'ils voulaient cultiver, ils pouvaient le faire dans l'autre partie de la mare qui est la leur. Au cours de nos entretiens avec les Peul et le jowro de Boodi ce jour-là, nous n'étions pas parvenus à nous mettre d'accord, parce qu'ils avaient exigé de nous retirer le droit de cultiver dans la mare et la considéraient comme une possession des Boodinkoobe. Nous nous séparâmes sans nous mettre d'accord.

Le lendemain, j'ai appelé les deux jowro des Uuruu'be Ciikam pour leur expliquer ce que les Peul de Boodi étaient venus me dire. Je leur appris que leur jowro Ambulo Kola Jallo avait dit que la mare Dal Yatta se trouvait entièrement dans la bourgoutière de Kubay. Umaru répondit que si Ambulo avait dit que la mare Dal Yatta faisait entièrement partie de leur burgu, ce dernier s'était trompé car la mare était une limite. Umaru affirmait également que chacun des jowro, que ce soit celui de Boodi Kubay ou des Uuruu'be, était libre de pêcher, de cultiver ou de pâturer dans cette mare-là. Il demanda de les appeler pour que l'on procède à la délimitation de la mare avant que cela ne se dégénère en conflit grave. Au retour de Umaru Ham'boy Ba à Sina et après que Baaburu Ba Aysa fut revenu à Pucci, le jowro de Boodi Kubay Ambulo Kola Jal me dit de ne plus cultiver dans la mare Dal Yatta. Après les récoltes de 1993, nous cultivâmes dans la mare. Le jowro de Boodi Ambulo nous convoqua à la gendarmerie de Mopti et au Cercle. Le Commandant de Cercle nous envoya des gendarmes au jowro de Boo'di Hampullo Jal et à moi. Ensemble, nous allâmes jusque dans la mare et ils retournèrent à Mopti. Par la suite, le Commandant de Cercle de Mopti nous appela (Ambulo et moi Muktaari) pour nous dire de cesser toute activité dans la mare Dal Yatta jusqu'à ce que le litige soit définitivement réglé.

RESOLUTION: La conciliation à l'amiable a été tentée en 1993 devant le jowro Ambulo Kola Jal et son fils jowro Hampullo JAL ainsi que le jowro de Nimitoongo et moi-même Muktaari Ali Ba. / AUTORITE SAISIE: Commandant de Cercle de Mopti, Gendarmerie de Mopti. / DECISION: Oui, elle est verbale. Elle émane du Commandant de Cercle de Mopti. L'interdiction de toute activité dans la mare Dal

Yatta jusqu'au règlement définitif du litige a été décidée. / APPLICATION: Oui

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

JAAMEL IDINA

Conflit n°: 143

VILLAGE: JAFARABE c/ MAAYATAAKE

LEYDI: JAFARABE c/ SWENNGO

Ref Objet: G

Cercle: TENENKU

ETAT du conflit: Passé-ressurgissant ??

Arrondissement: JAFARABE

ETAPES: 1980 - 1990

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Leydi (frontière). Revendication d'une plaine

PARTIES: Hammadi Jaanya Bari, jowro de JAFARABE c/ Seku Ali Mala, jowro de SWENGO

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Les objectifs des Peul de Swengo étaient de profiter du pacte établi entre les deux leyde pour revendiquer une nouvelle limite dans le leydi de Jafarabe.

FAITS:

VERSION DE JAFARABE

Entre le leydi de Togge Hamadi et le leydi de Jafarabe, ont toujours existé des rapports cordiaux fondés sur les coutumes. Il en est de même entre nous et le leydi de Swengo. Chaque année, les animaux d'un leydi pouvaient venir dans un autre leydi qui n'était pas le sien. Ces animaux avaient le droit de rester là jusqu'au moment voulu mais avec l'autorisation du jowro. Mais en 1990, les Peul de Swengo étaient venus dans la plaine de Jaamel Idina sans l'autorisation du jowro de Jafarabe. Lorsque j'avais demandé au jowro de Swengo pourquoi il avait pénétré dans la plaine de Jaamel Idina, il m'a répondu qu'avec le bon voisinage qui existait entre nos deux leyde, il a pu le faire. Je lui fis savoir que réellement nos deux leyde vivent en bons voisins, mais que les siens ne doivent pas entrer dans notre leydi avant nous. Il me répondit que dans la mesure où la traversée de Jafarabe a déjà eu lieu, qu'il a le droit d'y pénétrer pour rejoindre les siens. Je me suis alors dit que le jowro de Swengo nourrissait d'autres intentions.

Immédiatement je me suis rendu à Mopti pour voir notre député Amadu Guro Jal. Je lui ai expliqué tout le problème. Je lui ai fait savoir que le jowro de Swengo ne voulait plus quitter notre bourgoutière et qu'il affirme que la plaine de Jaamel Idina est une partie de sa bourgoutière. Amadu Guro JAL m'a demandé si je m'étais entretenu avec le jowro de Swengo. Je répondis par l'affirmative. Nous revînmes ensemble à Jafarabe et nous allâmes ensemble voir le chef de village de Jafarabe. Ce dernier était au courant de la situation. Ensemble, nous allâmes chez le chef d'Arrondissement de Jafarabe. Nous lui expliquâmes tout le problème. Nous lui fîmes savoir que chaque année les animaux de Swengo venaient après ceux de Jafarabe avant de passer dans leur bourgoutière. Nous l'informâmes que cette année, ils étaient venus dans la plaine de Jaamel Idina avant nous. Quand le jowro leur a demandé de quitter les lieux, ils ont refusé. Et maintenant d'après les propos de Seku Ali Mala, ils revendiquent Jaamel Idina et se disent même détenteurs du leydi de Idina. Donc pour éviter tout conflit susceptible d'aggraver la situation entre les deux leyde, il est allé à Mopti pour saisir le député d'où il est revenu avec ce dernier ainsi que le chef du village de Jafarabe.

A ce moment-là, le chef d'Arrondissement de Jafarabe convoqua le jowro de Swengo ainsi que tous les autres détenteurs des troupeaux qui étaient dans la plaine de Jaamel Idina. Il demanda aux Peul de Swengo de dire la cause pour laquelle ils étaient venus s'installer dans la plaine de Jaamel Idina sans l'autorisation du jowro de Jafarabe Jaanya. Le jowro de Swengo Seku Ali Mala répondit: "Avant même sa naissance, il a trouvé que les animaux de Swengo s'installaient pendant deux nuits dans la plaine de Jaamel Idina. Après cela, ils devraient quitter pour Galannjiire où ils devraient passer deux autres nuits ou une semaine avant de passer pour Swengo. Mais avec le bon voisinage qui existait entre nos deux leyde, les gens s'étaient permis de passer une nuit à deux semaines au plus tard. Mais

compte-tenu du fait que la plaine de Jaamel Idina était une limite entre leurs deux leyde, ils ont occupé la limite qui se trouvait dans leur leydi. Ils ont le droit d'y rester jusqu'au moment voulu. Mais le jowro de Jafarabe est venu chez lui pour dire que la plaine de Jaamel Idina était au leydi de Jafarabe. C'est pour cela qu'il n'était pas d'accord et il a autorisé tous les troupeaux qui sont installés dans le Jaamel Idina à y rester jusqu'au moment où on allait délimiter la plaine. Dans ce cas, chacun saurait où se limite son leydi".

Après les délimitations orales des deux jowro, le Chef d'Arrondissement envoya des agents de la gendarmerie en place à Jafarabe mener des enquêtes sur le terrain. Après ces enquêtes, le chef d'Arrondissement envoya l'affaire chez le Commandant de Cercle de Mopti en Février. Quand nous avons été en possession de la convocation de Mopti, nous avons constitué une délégation composée comme suit: le député Amadu Jal, le chef du village, le jowro de Swengo et son frère Allaye Mala ainsi que leur cousin Seydu Mala Bura. Le jour des confrontations, le jowro de Swengo demanda au Commandant de Cercle d'expulser le député, mais celui-ci n'a pas voulu. Le jowro déclara alors que Jaamel Idina était une partie du leydi de Swengo et qu'avec l'influence du député de Jafarabe, on voulait retirer la plaine à Swengo. Lorsqu'il eut fini sa déposition, le Commandant de Cercle me donna la parole. A mon tour, j'ai expliqué la situation du leydi de Swengo et les rapports qui existaient entre nous. Après quoi, les gendarmes qui avaient procédé aux enquêtes ont expliqué comment ils avaient pris connaissance de la délimitation des deux leyde. Après avoir écouté tout le monde, le Commandant de Cercle fit sortir des copies du tariik. Ce document précisait que la plaine d'Idina se trouve bel et bien dans le leydi de Jafarabe. Le Commandant de Cercle formula donc l'interdiction aux animaux de Swengo de venir dans la plaine de Jaamel Idina sans l'autorisation du jowro de Jafarabe. Par ailleurs, il précisa que la plaine serait surveillée par les gendarmes installés à Jafarabe.

VERSION DE SWENGO

L'affaire Jaamel Idina est une violation de notre coutume. C'est un problème qui avait éclaté entre le leydi de Swengo et le leydi Jafarabe. En 1980, le jowro de Jafarabe Hamadi Jaanya Bari nous avait accusé d'avoir revendiqué la plaine. Chaque année, après la traversée de Jafarabe, nos animaux passaient deux à trois jours dans la plaine de Idina avec les animaux de Jafarabe. Mais comme l'année dernière avait été rude, les animaux sont arrivés très tôt. Et les Peul de Jafarabe décidèrent de nous faire décamper tous. Certains de nos bergers ne voulant pas quitter les lieux, l'affaire prit une autre tournure. La raison en était que certains bergers de Jafarabe avaient hurlé sur les animaux des autres ce qui donna lieu à une bagarre. Ainsi, le jowro donna l'ordre aux agents de la gendarmerie qui étaient à Jafarabe d'aller sur les lieux avec l'accord de leur chef d'Arrondissement et de leur chef de village en vue d'assister les éleveurs. Alors, les agents les arrêterent et les enfermèrent à Jafarabe.

Lorsque j'ai appris l'arrestation, je me suis rendu chez le chef de village, deux jours après les événements. Je lui ai demandé de libérer les jeunes bergers de Swengo. le chef de village m'a dit qu'il n'était pas responsable de leur arrestation et que si j'avais besoin de les libérer, je pouvais aller chez les gendarmes ou chez le jowro Hamadi Jaanya. J'ai quitté le chef de village et je me suis rendu chez le jowro pour lui dire que la coutume de leurs leyde a été violée. Je lui ai dit également que c'était à lui d'endosser les responsabilités de cette violation et je lui ai demandé la libération de nos bergers. Hamadi m'a répondu que les bergers de Swengo avaient voulu créer une guerre dans la plaine de Idina, c'est pourquoi les gendarmes étaient partis les arrêter, ce contre quoi il ne pouvait rien faire. Je l'informai que l'affaire était au niveau de la gendarmerie de Jafarabe. Je lui ai dit que c'était la première fois que dans l'histoire, les Peul de Swengo et de Jafarabe se battaient et là aussi c'est parce que il avait fait intervenir les gendarmes. Quand je me suis levé pour partir, le jowro Hamadi m'a rappelé pour qu'on aille ensemble chez les gendarmes. Il m'a demandé si j'avais emmené le tariik de Swengo avec moi. Je lui ai demandé pourquoi il me posait cette question et lui ai répondu que les gendarmes avaient demandé le tariik pour voir si la plaine de Jaamel était dans le leydi de Jafarabe ou de Swengo. En sortant de chez le jowro je lui ai répondu que je n'avais pas mon tariik mais que je connaissais parfaitement les limites de mon leydi. Je lui ai aussi dit que demain après la libération des bergers, j'accepterais tout ce que le tariik de Jafarabe aurait décidé à propos de la plaine de Jaamel Idina.

Le lendemain, lorsque nous sommes allés chez les gendarmes, nous y avons trouvé le député et leur chef de village. Nous sommes rentrés dans le bureau. Les gendarmes m'ont demandé pourquoi j'avais

ordonné aux bergers de Swengo d'entrer dans le leydi de Jafarabe. Ils m'ont reproché d'être responsable d'une guerre dans la plaine d'Idina Jaamel. J'ai répondu que notre leydi n'avait jamais connu de tels accidents dans les bourgoutières et que cette fois-ci les bergers avaient mal compris le problème. J'ai expliqué qu'après la traversée, les animaux Swengo passaient deux à trois nuits dans la plaine de Jaamel Idina avant de pénétrer dans leur leydi. J'ai montré que Jaamel constituait notre frontière. Après les deux nuits d'attente, le jowro ou le Suudu-baaba de Wuro Taama devait donner ordre à Swengo de passer.

Lorsque j'ai expliqué le fonctionnement de nos coutumes aux gendarmes, l'un d'entre eux demanda au jowro Hamadi Jaanya si mes propos étaient fondés. Avant que le jowro n'eut répondu, le chef du village confirma ma parole. Après quoi, les gendarmes se levèrent et amenèrent le tariik de Jafarabe. Alors, nous procédâmes à la délimitation à l'aide du tariik. L'un d'eux dit au même instant que la plaine de Jaamel Idina faisait partie du leydi de Jafarabe et que si les Peul campent à Idina, cela serait une violation de bourgoutière. Il montra les risques d'une autre bagarre et me demanda ma position face à cet état de chose. Je lui répondis que je n'avais rien à dire là-dessus. Après quoi, les gendarmes donnèrent la parole au député de Jafarabe. Ce dernier avança que les deux leyde ont les mêmes coutumes. Il demanda la libération des bergers. Le chef du village aussi fit la même requête. Les gendarmes répondirent que les bergers ne seraient libérés que si nous versions une somme destinée à soigner les bergers de Jafarabe blessés lors de la bataille. Nous acceptâmes. Alors, je payai la somme demandée par les gendarmes et ils libérèrent les Peul de Swengo. Depuis, dès que la traversée de Jafarabe est faite, nous demandons immédiatement au jowro de Tamara la permission de passer.

RESOLUTION: La conciliation à l'amiable a été tentée par le jowro le Jafarabe qui fit venir toutes les notabilités: Hamadi Janya Bari, Samba Bari (chef de village), Amadu Guuro Jal (député de Jafarabe), Ali Daw. Du côté de Swenngo, il y avait: Seeku Ali Mala et le frère du chef du village (Ibrahima Dikko). Ils voulaient tous un compromis avant de saisir le chef d'Arrondissement. / **AUTORITE SAISIE:** Chef d'Arrondissement de Jafarabe. Commandant de Cercle de Mopti. / **DECISION/** Oui, orale émanant du Commandant de Cercle de Mopti. Elle interdit catégoriquement la traversée des animaux du Swenngo jusqu'à Jaamel Idina avant l'arrivée des animaux du jowro. / **APPLICATION:** Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

SAYEERE MAAYO

Conflit n°: 144

VILLAGE: SOOSOUBE

LEYDI: SOOSOUBE

Ref Objet: G

Cercle: TENENKU

ETAT du conflit: Passé

Arrondissement: SOOSOUBE

ETAPES: 1965

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Leydi (frontière). Revendication de bourgoutière

PARTIES: Aamadu Nuhum Siisie (jowro de SOOSOUBE) c/ ALLAYE Aku (jowro de KOOTIYA), élev

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Les objectifs de Kootiya étaient d'arriver les premiers dans le Juggol Sayeere qui est un bras du fleuve dans le but de faire pâturer leurs troupeaux. En revanche Soosoobe souhaite faire respecter ses limites.

FAITS:

Maayo Sayeere a un embranchement qu'on appelle Juggol Sayeere. En 1965, les Peul de Kootiya avaient revendiqué la zone Sayeere. Le jowro Amadu avait saisi les notables du village de Soosoobe pour leur expliquer le problème soulevé par les Peul de Kootiya. Après ces explications, certains notables avaient demandé d'envoyer un messenger à Kootiya pour leur dire que s'ils voulaient la guerre, eux, ne le souhaitaient pas. Cette personne devrait aussi leur demander de venir s'expliquer à Soosoobe et donner les raisons pour lesquelles ils avaient revendiqué le lieu et sur quels arguments. D'autres avaient avancé que le jowro devait prendre toute sa responsabilité et envoyer des jeunes bergers à Maayo Sayeere pour faire décamper tous les troupeaux de Kootiya qui étaient installés dans la zone en question.

Le jowro de l'époque a sur ce fait envoyé un message au jowro de Kootiya pour l'inviter à Soosoobe afin de régler le conflit qui les opposait. Il lui dit aussi que s'il avait besoin d'un témoignage, on appellerait le marabout de Mura (El-Hajji Ali Cisse) et que d'autres notabilités seraient présentes pour soutenir chaque partie. Le jowro de Kootiya vint à Soosoobe avec son ami intime Sidi Seku.

La rencontre avait eu lieu dans la famille de Sakke Guro Allaye Sare. Après que les jowro de Jafarabe et de Kootiya aient donné leurs indications à propos des frontières, le marabout jura à son tour de dire la vérité sur cette affaire et de s'appuyer sur le Tariik.

On conclut alors que les animaux de Kootiya ne devraient plus traverser le Mayo Sayeere pour venir au Juggol Sayeere. Suite aux explications de tous les notables présents, le jowro de Kootiya présenta ses excuses au marabout El-Hajji et au jowro Amadu Nuhum Cisse. Dès lors, le maayo Sayeere est géré par le jowro de Soosoobe qui est actuellement Kisoo Amadu Cisse.

RESOLUTION:

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

SENO-SAARE

Conflit n°: 145

VILLAGE: SENO-SAARE

LEYDI: WURO ALI

Cercle: JENNE

Arrondissement: JENNE

Ref Objet: H

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1990

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Volonter d'individualisation d'une bourgoutière comprise dans le patrimoine du Suudu baaba

PARTIES: Hamidu Musa c/ Yaya Mamutu

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Pour faire face aux effets néfastes de la sécheresse et de la désertification, Hammidu Muusa voulait un réaménagement en ce qui concerne l'exploitation des pâturages, Yaya Mamutu voulait être le seul à exploiter un pâturage qu'il considère comme propriété exclusive de sa famille et ne plus partager les autres avec ses congénères.

FAITS:

L'ancêtre Amiru Mangal issu de Nampala venait à Uro-Ali, précisément à Seno-Saare avec ses animaux. Là, il s'occupait aussi du transport du grain des agriculteurs avec des boeufs porteurs. En contrepartie, il était rémunéré en espèces ou en nature. En fin de campagne, il retournait chez lui. Avec l'avènement de Seku Amadu, il s'installa définitivement et se convertit à l'islam. Il fit des études islamiques très approfondies auprès de Seku Amadu. A cette époque, les Ture étaient les maîtres incontestés à Jenne. Ils n'étaient pas musulmans. Seku Amadu octroya de nombreux pâturages à Amiru Mangal, son fidèle disciple. L'ancêtre des Ture fut égorgé car il ne priait pas. Au fil du temps, la famille Ture s'affaiblit, les Maïga, musulmans venus de Dagna sous la colonisation participèrent activement aux côtés des Peul à la propagation de l'islam. Le pouvoir, passa progressivement entre les mains des Maïga. Hammidu Mangal et Yaya Mangal étaient deux cousins descendants de Amiru Mangal, donc tous deux, héritiers. Les pâturages s'étendent de Jenné à Koa. Dans une famille, les chances de réussite de chacun des ménages varient. Dans la grande famille Mangal le ménage Yaya Mangal fut le plus démuné. A la faveur d'un consensus en conseil de famille, un pâturage fut confié à Yaya à titre individuel. Il perçut des redevances de tous ceux qui venaient. Avec ces recettes, sa famille se développa et devint financièrement équilibrée.

Sous l'effet de la sécheresse et de la désertification, les pâturages sont devenus rares. Les profits qu'on en tirait étaient par conséquent devenus négligeables. Il fallait donc un réaménagement des acquis de la famille Mangal pour la survie de chacun des ménages qui la composent. Tel n'était pas l'avis de Mamutu, fils de Yaya Mangal qui estimait que son pâturage personnel ne devait en aucun être concerné par ce projet de réaménagement. Ses propres frères ne voulaient pas le soutenir dans cette action. Convaincu d'être en mesure d'affronter quiconque, il refusa tout compromis. Pour éviter tout bain de sang entre des consanguins, qui sans aucun doute aurait conduit à la perte de Mamutu, les autorités administratives et judiciaires ont été saisies.

RESOLUTION: Il eut plusieurs tentatives de conciliation en conseil de famille pour convaincre Yaya Mamutu d'accepter de partager l'ensemble des pâturages avec tous./ AUTORITE

SAISIE: Le chef de village et ses conseillers ont tenté de concilier les antagonistes.

En 1990, l'affaire fut portée devant les autorités administratives et judiciaires./

DECISION: Le pâturage en question est devenu une possession commune de la famille Mangal./ APPLICATION: Yaya Mamutu accepta le verdict.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

ENTREE DEBO

Conflit n°: 146

VILLAGE: JALLUBE

LEYDI: JALLUBE

Cercle: MOPTI

Arrondissement: JALLUBE

Ref Objet: J

ETAT du conflit: Passé resurgissant

ETAPES: 1990

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Non respect de la date d'entrée dans le burgu. Pénétration dans le Debo de troupeaux étrangers avant le Dégai

PARTIES: Eleveurs Nordistes (Gimballaakobe et Toorinkobe) c/ Eleveurs du leydi JALLUBE

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Les objectifs des Corinkoobe et de Gimballaakoobe étaient de rentrer dans une partie des bourgoutières du Debo sans y causer beaucoup de dommages parce qu'ils se lassaient d'attendre le Dégai Jalli qui était à une date très lointaine. En attendant ce jour, ils pourraient faire paître leurs troupeaux dans la zone. Pour les Peul de Jallu'be, le fait de pénétrer dans les bourgoutières est un danger imminent et c'est la raison pour laquelle les Peul de Jallu'be ont formellement interdit à tout Peul de pénétrer le Debo avant la date du Dégai et s'opposent catégoriquement à l'accès dans la zone.

FAITS:

C'est dans le cadre de nos bourgoutières que ce conflit a éclaté, tout comme c'est le cas chaque année. Depuis l'année 1990, certains animaux des Peul nordistes et peul du Cooki pénètrent dans nos bourgoutières du Debo sans attendre la date du Dégai de Jallube et sans autorisation ni des jowro du Jallube, ni de l'administration civile. Cela a donc été le cas en Avril 1990, où les animaux des Peul de Corinke ont pénétré dans le Debo, sans autorisation. Lorsque nous avons été informés de cette nouvelle, nous avons dépêché certains de nos jeunes bergers pour aller les faire sortir. Cette année-là, leur sortie a failli dégénérer en conflit très grave. Moi Seydu Maham Jal en tant que Chef de village et jowro de Jallube, j'ai entrepris des démarches pour empêcher que le pire ne se produise. Je me suis rendu chez le Chef d'Arrondissement, en compagnie de deux conseillers du village, Amadu Ba Abba et Bara Afo Bokum. Nous avons saisi le Chef d'Arrondissement pour qu'il interdise catégoriquement la rentrée du Debo avant le Dégai. En effet, une guerre avait déjà opposé les Peul de Jallube aux Yalalbe de Yuwaru à propos de la pénétration du lac Debo avant le Dégai.

Cette année-là, en 1990, les Peul Corinke sont entrés dans notre domaine sans autorisation et il est certain que s'ils continuaient, une guerre entre Jallube et Corinke allait éclater. Nos gens sont partis pour les expulser mais ceux-ci ont essayé de riposter. Il a fallu l'intervention des Bozo de Wanyaka pour nous éviter la guerre. Nous avons dit au Chef d'Arrondissement que nous étions venus le voir car en tant que première personnalité administrative, il doit prendre des précautions pour empêcher les Corinkobe de pénétrer dans le Debo car comme le dit l'adage populaire "Mieux vaut prévenir que guérir". Nous lui avons déclaré que seuls les jowro de Jallube sont chargés de la gestion des bourgoutières du Debo et en mesure d'autoriser quelqu'un. En dehors de leur accord, toute personne qui entre sans notre autorisation est considérée comme provocateur de guerre. Après notre déposition, le Chef d'Arrondissement nous a demandé comment il allait faire pour retrouver les Corinkobe. Nous lui avons conseillé de se rendre à Wanyooba, un campement bozo situé près du lac Debo. Le chef d'arrdt rédigea une convocation qu'il remit à son garde à l'adresse des Corinkobe. Quand le garde arriva à Wanyooba, il apprit que les Corinkobe étaient repartis dans le Debo, dans une zone appelée Dentaka qui est un campement temporaire des Bozo. Le Chef d'Arrondissement tint une réunion avec les jowro de Jallube qui étaient présents. Il leur demanda de lui trouver trois

notables avec qui lui et son garde iraient faire sortir tous les troupeaux qui étaient dans le Debo et les empêcher d'y entrer jusqu'au Degal. Les notables choisis furent Koola Ameeru Jal, Nuhum Calle Bookum, et Nuhum Bura Bookum. Le 17 Mars 1990, avec l'aide des gendarmes venus de Yuwaru, la délégation officielle fit sortir tous les Corinkobe. Se trouvaient avec ces derniers, des Gimballaakobe (éleveurs nordistes venus du Gimballa). Après quoi, le Chef d'Arrondissement tint une réunion à Dentaka où étaient présentes ces fractions peul, et interdit tout accès au Debo avant le Degal Jalli. Cette décision fut appliquée sous la surveillance des gendarmes basés à Yuwaru.

Mais quand la délégation a quitté les lieux, nous avons appris que les Peul donnaient de l'argent aux gendarmes qui les laissaient pénétrer la zone, sans égard pour la convention faite au préalable. Nous sommes allés chez le chef d'Arrondissement pour l'informer de cela. Ce dernier écrivit aux gendarmes pour les inviter à respecter ce qui avait été dit, faute de quoi, ils pourraient conduire les Peul à s'affronter, ce qui est très grave. C'est avec la lettre du Chef d'Arrondissement que les gendarmes ont pris leurs responsabilités et se sont engagés à garder correctement le Debo.

En 1991, les troupeaux des Corinkobe sont venus avant le Degal et ont trouvé une commission de surveillance de Debo qui avait pour mission d'interdire à tout animal de rentrer le lac avant le Degal. Cette commission a rencontré beaucoup de problèmes avec les Corinkobe et les Gondonkobe qui voulaient coûte que coûte y pénétrer. Il y eut même quelques affrontements dans la zone du Dentaka entre les Peul du Jallube et les Gondonkobe. C'est pour éviter ces conflits et ces querelles interminables qu'en 1992, nous les jowro de Jallube nous avons demandé au chef d'Arrondissement de nous faire aider par des gendarmes pour surveiller nos bourgoutières jusqu'à la date du Degal. Le chef d'Arrondissement a donc écrit au Commandant de Cercle pour lui poser le problème de la surveillance de nos bourgoutières avant le Degal, fête traditionnelle du village de Jallube.

RESOLUTION: Le 25 Février 1991 la conciliation à l'amiable est tentée pour faire sortir les Peul nordistes dans certaines zones du Debo par l'envoi de certains notables dont Ali Bela Jal, Huseyni Bari, Allaye Jal, Aamadu Jal, Hammadun Aalja Jal et d'autres; mais la tentative a échoué parce que les nordistes sont encore rentrés dans les bourgoutières./ **AUTORITE SAISIE:** les jowro Seydu Maham Jal, Bara Afo Bookum, Aamadu Galo Jal. Chef d'Arrondissement. Gendarmes de Mopti; Commandant de Cercle de Mopti./ **DECISION:** La décision du Commandant de Cercle (correspondance n°3 AD du 13 Janvier 1992) implique la surveillance des bourgoutières avec les gendarmes./ **APPLICATION:** Non car chaque année il y a des gens qui pénètrent le Debo avant le Degal.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

WASI

Conflit n°: 147

VILLAGE: WASI

LEYDI: JALLUBE BURGU

Cercle: MOPTI

Arrondissement: JALLUBE

Ref Objet: M

ETAT du conflit: Passé resurgissant

ETAPES: 1991 - 1992

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Occupation illégale de bourgoutières au moment de la transhumance par des éleveurs étrangers

PARTIES: Peul de JALLUBE c/ Peul nordistes (venus du COOKI ou de LEERE dans le cercle de NYAF)

ETHNIES: Peul c/ Peul & Tamacheq

ENJEUX: Les objectifs des Cookinkoobe étaient de rester dans le leydi de Jallu'be Burgu et de faire pâturer leurs troupeaux dans les mares de Wasi, endroit qui fait partie des meilleures bourgoutières de Jallu'be. Les Tamacheq quant à eux, s'installent dans la zone de Wasi et utilisent les mares sans s'inquiéter; dans ces derniers ont rarement leurs animaux au Nord. Pour les Peul de Jallu'be, la zone de Wasi est considérée comme bourgoutière importante et devrait être gérée comme les bourgoutières du Debo. Mais vu la poussée rabougrie du burgu dans cette zone, nous avons décidé de gérer la ressource et de limiter les dégâts que pouvaient causer les troupeaux étrangers sur notre sol.

FAITS:

En 1991, nous avons subi de grandes pertes d'animaux à Jallube. Cette perte était occasionnée par les éleveurs eux-mêmes, car ils avaient provoqué l'insuffisance de l'herbe dans les bourgoutières de Jallube en y concentrant des animaux à des moments où ces endroits devraient se régénérer. Nous avons tenu une réunion au cours de laquelle nous avons interdit l'accès des bourgoutières à tout animal durant les douze mois de l'année. Nous avons décidé ce jour-là de former une commission de surveillance qui allait s'occuper de toute la zone de Wasi. Mais il s'est trouvé que la zone où se trouvent la plupart des mares et une herbe abondante est occupée par un grand campement Tamacheq Akotaff, venant de Leere dans le Cercle de Niafunke. Au cours de notre réunion, nous avons décidé de faire décamper les Cookinkobe (gens du Cooki) car ils n'étaient pas officiellement autorisés à s'installer dans la zone. Par la même occasion, nous avons voulu diminuer le nombre des animaux des Tamacheq qui ne partent pas en transhumance. Nous avons pris cette décision parce que les Cookinkobe et les Tamacheq forment une grande majorité et regroupent un cheptel important. Donc après cette réunion, il était question de faire déguerpir les Cookinkobe ou toute autre personne qui pâture régulièrement dans cette zone pour éviter la famine des animaux ou tout autre risque de conflit. Ainsi, une commission composée de neuf personnes fut constituée pour aller transmettre cette décision à Wasi où se trouvent les Tamacheq. Après l'entretien avec ces derniers, la commission alla à Dentaka pour informer les Cookinkobe et leur montra le problème qu'ils posent aux troupeaux de Jallube en restant toute l'année dans les bourgoutières sans aller en transhumance. Les Tamacheq et les Cookinkobe donnèrent la même réponse selon laquelle ils ne pouvaient pas s'en aller à cause de l'insécurité et répondirent qu'ils n'avaient aucune responsabilité dans la mort des animaux de Jallube. Néanmoins, face à l'insistance de la commission dirigée par Allaye Jal, certains Cookinkobe décidèrent de réduire le nombre de leurs animaux. Quant aux Tamacheq, ils restèrent sur leur position. La commission alla donc à Wasi informer le chef des Tamacheq de ses intentions. Celui-ci répondit qu'il autorisait les siens à réduire le nombre de leurs animaux pour éviter tout conflit avec les gens de Jallube. A son retour, la commission fit le compte-rendu au village. Malheureusement, les Tamacheq ne tinrent pas leur engagement; ils restèrent sur place sans partir en transhumance.

Nous fîmes une autre réunion pour informer le Chef d'Arrondissement de Jallube du problème tout en précisant que les Tamacheq avaient même promis de partir en transhumance, mais qu'ils ne sont pas partis. Le Chef d'Arrondissement convoqua tous les chefs des fractions qui se trouvaient dans les zones des bourgoutières de Jallube. Il convoqua aussi les Jowro tels que Seydu Maham Jal, Debel Suka, Saajooru Allaye Jal et Bara Afo Bokum. Du côté des Tamacheq, il y avait Ali Ag Mohamed, représentant Anordine Ag Mohamed; ce dernier était accompagné de Hamzata Ag Tari. Du côté des Cookinkobe, il y avait Hammadun Alhuseyni Bari et Yaya Sidi Bari. Le Chef d'Arrondissement expliqua aux Tamacheq et aux Cookinkobe le mécontentement des Peul de Jallube à propos de la concentration des animaux dans les bourgoutières, chose qui demeure un goulôt d'étranglement, un risque d'insécurité, et qui peut occasionner le manque d'herbe dans les zones à pâturage. Il décida en leur présence qu'à compter de ce jour, les animaux qui doivent entrer dans les bourgoutières doivent être réduits afin de sauver les pâturages et cela dans l'intérêt de tous.

Malgré cette décision du Chef d'Arrondissement, ces personnes ont refusé de réduire le nombre de leurs animaux. Quand nous nous sommes rendu compte de leur entêtement, nous l'avons signalé encore une fois au Chef d'Arrondissement. Alors, ce dernier écrivit une lettre au Commandant de Cercle de Mopti pour nous envoyer des gendarmes.

RESOLUTION: L'amiable est tentée. Nous avons créé une commission de surveillance composée de 9 (neuf) personnes qui sont: Aamadu Abba Jal, Allaye Seydu Jal, Boori Dikko, Umaru Bookum, Nuhum Calle Bookum, Hammadu Maasinanke, Allaye Kulibali, Demmba Bookum, Bilaali Bara. Tous ces efforts consistaient à les amener à réduire leurs troupeaux qui séjournent durant les douze mois de l'année dans nos bourgoutières. Malgré tout, ils ont refusé et nous avons pris la décision de saisir le Chef d'Arrondissement. / **AUTORITE SAISIE:** Le chef d'Arrondissement (12 Mai 1992). Commandant de Cercle de Mopti. / **DECISION:** Oui, émanant du Commandant de Cercle: "faire surveiller strictement les zones, par des gendarmes à chaque fois que les animaux partent en transhumance". / **APPLICATION:** Non, chaque année les Peul Cookinkoobe et les Tamacheq viennent concentrer leurs troupeaux dans certaines zones de Wasi avant l'arrivée des gendarmes.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

BEHINKOO'BE

Conflit n°: 148

VILLAGE: SAARE HAMBANU

LEYDI: JALLUBE BURGU

Cercle: MOPTI

Arrondissement: JALLUBE

Ref Objet: M

ETAT du conflit: Passé resurgissant

ETAPES: 1979 - 1994

RESSOURCE: Burgu

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Chevriers installés dans les bourgoutières après la transhumance

PARTIES: Eleveurs de JALLUBE c/ BEHINKOBE (éleveurs de chèvres, venus du Nord)

ETHNIES: Peul

ENJEUX: L'objectif des behinkobe est de rester dans les bourgoutières de Jallube où leurs animaux ont à manger et où ils sont en sécurité./ Pour les gens de Jallube, ces chevriers posent des problèmes car ils causent des dégâts dans les bourgoutières et détruisent le couvert végétal.

FAITS:

Les chevriers venant de Yuwaru et de Duentza avaient l'habitude de passer quelques mois dans notre leydi, au début de chaque hivernage et ils repartaient sans problème. Mais en 1979, ils sont restés dans la zone. Nous avons riposté en menaçant les chevriers de les obliger à partir. Mais ils n'ont pas accepté. Lors d'une réunion, le Gouverneur de la région de Mopti déclarait dans son discours de clôture, qu'aucun éleveur ne doit rester dans les bourgoutières ni dans la brousse de Jallube après le départ des animaux. Cette déclaration fut faite en présence de tous les Commandants de Cercle, des chefs de village, des chefs d'Arrondissement, des jowro et des représentants des partis politiques. Le Gouverneur profita de l'occasion pour fixer la prochaine date du départ des animaux en transhumance. Cette date était le mois de Juin et Juillet. Il disait que la dernière date de la sortie des animaux du lac Debo était prévue au plus tard le 15 Août. A notre retour, nous avons tenu une réunion d'information auprès de tous les Peul qui habitent les hameaux de notre zone. Certains avaient immédiatement accepté de partir. Mais d'autres sont restés. Alors, nous adressâmes une lettre à chaque chef de hameau pour l'inviter à faire quitter les siens. Nous leur avons donné un délai de 15 jours. Nous avons même mis sur pied une commission de surveillance et d'information, pour informer et sensibiliser. Lorsque ces chevriers sont venus au marché de Jallube, nous avons délégué des gens auprès d'eux pour leur dire que nous avions besoin d'eux pour des informations sur la date du départ des animaux en transhumance. Ainsi, tous ceux qui étaient venus au marché, furent informés que dans 15 jours, ils devaient quitter le burgu. Leurs représentants, Samba Gawri Jal et Jaje Guro Demba Jal étaient présents à cette réunion.

Suite à cette information, les Behinkobe ont eux aussi tenu une réunion dans les hameaux et décidèrent de ne pas quitter. Les hameaux des Behinkobe dans leur ensemble, sont dirigés par Hama Ali du village de Sakamara. Leurs représentants sont venus à Jallube pour nous dire qu'ils ne voulaient pas partir. C'est pourquoi certaines personnes membres de la commission de surveillance sont parties à Saare Hambanu pour s'entretenir avec eux. Nous leur avons fait toutes les prières, ils n'ont pas voulu, malgré l'importance de la délégation. Nous avons alors décidé de les faire décamper par force. Eux aussi, ont décidé de conjuguer leur force pour ne pas partir. Ils se sont tous cotisés, ceux qui étaient campés dans les bourgoutières et ceux qui étaient dans la brousse de Jallube, pour affronter les gens de Jallube. Cette affaire est présentement au niveau du Cercle de Tenenku. Devant le Commandant de Cercle, Ali Sakamara déclarait: "Lorsqu'on voulait nous obliger à décamper par force, les gens de Jallube ont tué un des nôtres et égorgé 2705 chèvres". Il s'agit là d'une affaire à suivre.

RESOLUTION: Tentative vaine de conciliation à l'amiable avec des convocations des chefs des hamea

ux chevriers et une commission d'information./ AUTORITE SAISIE: Chefs des hameaux. Chef du village de Jallube. Chef d'Arrondissement de Jallube. Commandant de Cercle de Mopti./ DECISION: Oui, émanant du discours du Gouverneur: " faire décamper tous les étrangers qui restaient dans les bourgoutières pendant l'hivernage". / APPLICATION: Oui, pendant un certain temps elle a été appliquée par la force, mais le problème resurgit à présent. L'affaire se trouve au niveau du commandant de cercle.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

Jallube, le 7 Juin 1995 / Lettre n° 084/AD du Chef d'Arrondissement de Jallube à Monsieur le Chef d'Arrondissement Central de Yuwaru. "Suite à votre lettre datée du 20 Mai 1993, relative aux allégations de certains de vos éleveurs, j'ai l'honneur d'attirer votre attention. Pour ma part, vos éleveurs comme tant d'autres de la région et des régions avoisinantes ne sont nullement des réfugiés mais des chercheurs de pâturages. Tous les connaisseurs de la zone savent qu'en Septembre un éleveur honnête ne reste pas au milieu du lac Debo pour se réfugier. Aussi, le Message rac N° 1142/CM du 17/08/1992 sur instruction du Gouverneur de la Région a demandé la sortie de tous les animaux avant le 20 Août 1992 sans distinction. Les éleveurs de Yuwaru et le jowro connaissent mieux que quiconque les règles du burgu. Malgré toutes les informations, vos éleveurs en question ont continué à braver l'autorité. Le plus téméraire qui s'était fait remarquer est M. Maama Ali du village de Sakamara, domicilié alors à Meru (lac Debo). Ce dernier est bien connu pour sa moralité douteuse. L'enlèvement ou la perte de 2705 chèvres et la mort d'hommes sont des événements qui ne passent pas inaperçus. Heureusement que Jallube demeure convaincu que les versions (objet de votre lettre) ne sont pas du Jowro de Yuwaru M. Gimba Amadu Ba. Les bourgoutières de Yuwaru et de Jallube sont dans la même zone. Elles sont mêmes parallèles, distantes de moins de 20 mètres. Si vos éleveurs en question n'étaient que des provocateurs, rien ne les empêche de changer seulement de site. Dans tous les cas, je voudrais solliciter auprès de vous l'éducation, le respect de la sortie et la rentrée des bourgoutières de Jallube de vos éleveurs, chose sacrée dans ce milieu. Exemple: affaire triste de Waladu (c/Yuwaru) de 1971. Si seulement vous saviez comment il est pénible pour Jallube de prononcer le mot Yuwaru, affaire Yuwaru, burgu de Yuwaru, les mal-intentionnés n'auront aucune audience. Le jowro de Yuwaru disait lors d'une rencontre "Même si nos animaux sont en divagation, les yeux bandés, au milieu des bourgoutières de Jallube, ils ne brouteront jamais l'herbe de Jallube". Le respect profond qui existe entre Yuwaru et Jallube, respect jalousement gardé par les deux parties nous recommande la plus grande prudence. Franche collaboration. Le Chef d'arrondissement.

FEEYA SOSI

Conflit n°: 149

VILLAGE: SOSI MAAYO

LEYDI: SEBERA

Ref Objet: DN

Cercle: MOPTI

ETAT du conflit: Actuel

Arrondissement: SOYE

ETAPES: 1989

RESSOURCE: Burgu + Burtol

ECOTOPE: Bourgoutière +

OBJET: Mise en culture d'espaces pastoraux (pâturages, burti) dans une plaine

PARTIES: Bareyma Yero Siidibe (jowro de SUULALI) c/ Maama Tambura (agriculteur à SAARE MAL

ETHNIES: Peul c/ Riimaay'be

ENJEUX: Les objectifs des Riimaay'be étaient de cultiver dans la plaine de Sosi sans l'autorisation des Peul. L'objectif de Sulaali est de conserver l'usage pastoral du couloir de transhumance (burtol) qui traverse la plaine de Sulaali.

FAITS:

C'est en 1989 que les Riimaay'be de Saare Mala commencèrent à cultiver dans une plaine où se trouvait notre burtol et nos pâturages. Dans la tradition, chaque fois que les Riimaay'be voulaient changer de terres de cultures à cause de la mauvaise production, ils venaient demander une autorisation au jowro qui leur donnait des terres qui ne seraient pas pâturées. Ainsi, le jowro donnait satisfaction à leur demande. Mais cette fois-ci, les Riimaay'be s'étaient réunis pour aller eux-mêmes occuper des champs dans la plaine de Sosi. Lorsqu'ils avaient commencé de les labourer, j'ai appelé Allaye Beseman Tambura qui était le chef des terres de Sosi pour lui demander la raison pour laquelle les siens avaient cultivé dans la plaine. Je lui ai dit que les agriculteurs savaient bien que l'endroit qu'ils avaient cultivé est notre burtol et que les animaux ne pouvaient pas avoir un autre passage. Allaye Beseman me répondit qu'il avait vu tout le monde occuper des champs dans la plaine et c'est à partir de ce moment que lui aussi s'en était accaparé. Il ajouta que si je voulais avoir d'autres renseignements, je devais m'adresser au chef des Riimaay'be Maama Tambura.

Alors, j'ai convoqué celui-ci chez moi. Je lui ai posé la question et il me répondit que si nous nous permettions d'élever des animaux, c'est que nous avons quelque chose à manger. Il me fit savoir qu'eux ils ont faim et qu'ils sont obligés de cultiver quelque part pour vivre. Ainsi, Maama Tambura continua et me donna un avertissement en ce qui concerne tout gaspillage des champs par les animaux. Il m'invita à prendre des mesures, faute de quoi je serais responsable. Je lui répondis que je l'avais appelé pour connaître les raisons pour lesquelles ils ont cultivé dans la plaine de Sosi et non pour faire des histoires. De toutes façons, j'ai dit à Maama que les lieux qu'ils avaient cultivés sont le passage des animaux et que personne ne pouvait empêcher les animaux du leydi de passer. Maama me répondit que si les Peul sont les représentants de Dieu sur terre, qu'ils essaient de gâter les cultures et dans ce cas, ils verraient les conséquences. Il se leva et partit.

Une semaine après, je reçus la convocation du chef d'Arrondissement de Soy qui, à mon arrivée, me fit savoir que les Riimaay'be de Saare Mala m'accusaient d'avoir ordonné aux Peul de gâter leurs champs. Je répondis au Chef d'Arrondissement que les plaines qui nous restent maintenant sont réservées au pâturage et que si les Riimaay'be voulaient cultiver, qu'ils aillent dans les casiers de l'O.R.M (Office Riz Mopti) à Saare Mala. Je lui dis que je ne serais jamais d'accord pour que l'on cultive dans la plaine de Sosi parce qu'elle était notre unique burtol et que c'était le seul endroit que le casier nous avait laissé. Je fis directement savoir au Chef d'Arrondissement que les Peul feront la guerre avec les Riimaay'be si jamais ces derniers cultivaient dans la plaine de Sosi. Les animaux sont obligés de passer dans les champs et si cela se faisait, la suite serait très grave. Le Chef d'Arrondissement m'a demandé de passer la nuit à Soy pour qu'il puisse convoquer le chef des

Riimaay'be (Maama).

Le lendemain, le Chef d'Arrondissement a demandé aux Riimaay'be de cesser toute activité dans la plaine jusqu'au règlement définitif du problème. Maama a répondu que certains champs avaient été semés. Dans le bureau du Chef d'Arrondissement, nous avons tous convenu de la cessation de toute activité dans la plaine sauf dans les champs qui avaient été semés. Mais après la mutation de ce chef d'arrdt, les Riimaay'be ont repris leurs activités dans la plaine. Quand ils arrivèrent, les animaux y pénétrèrent et y firent de gros dégâts. Le chef des Riimaay'be (Maama Tammbura) se rendit au Cercle de Mopti. Le commandant de cercle me convoqua. Après avoir écouté les uns et les autres, il a interdit toute activité dans la plaine de Sosi.

RESOLUTION: En 1989 une conciliation à l'amiable fut tentée lorsque le jowro de Sulali convoqua le chef des Riimay'be Allaye Beseman TAMMBURA pour lui demander de cesser de cultiver dans la plaine de Sosi./**AUTORITE SAISIE:** En 1990, le chef d'Arrondissement de Soy. Commandant de Cercle de Mopti. / **DECISION:** Oui, émanant du commandant de cercle: "suspension de toute activité sur le lieu litigieux jusqu'à nouvel ordre"./ **APPLICATION:** Non.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

KOLI

Conflit n°: 150

VILLAGE: TANUMA

LEYDI: JALLUBE

Ref Objet: D

Cercle: MOPTI

ETAT du conflit: Passé

Arrondissement: JALLUBE

ETAPES: 1993

RESSOURCE: Burgu + Terre

ECOTOPE: Mare

OBJET: Mare aménagée pour sa mise en culture, en opposition à sa vocation originelle pastorale

PARTIES: Agriculteur de TANUMA c/ Eleveurs de DUMA

ETHNIES: Riimaay'be c/ Peul

ENJEUX: Les Riimaay'be de Tanuma avaient mesuré les effets de la pénurie d'eau . C'est la raison pour laquelle ils ont recreusé la mare qui se trouve près de leur village afin de maîtriser l'eau. Les Peul éleveurs venant de Duma étaient bien accueillis par les villageois. Mais en 1983, quand ils ont constaté que toute l'eau avait tari, à l'exception de la mare de Koli, ils se sont dirigés dans cet endroit qui, pour eux, n'était même pas un hariima.

FAITS:

Les faits ont commencé au moment de l'accession de notre pays à l'indépendance. A Duma, nous avons une mare appelée Mare de Koli. Cette mare est située au Nord du village. Cet endroit représente une sorte de réserve pour le village de Tanuma gérée par le chef du village et ses conseillers. Au cours de ces dernières années, avec la pénurie d'eau, notre chef a pris l'initiative de faire quelque chose pour maîtriser l'eau dans la mare de Koli car parmi toutes les autres mares, celle-ci était la plus proche du village. Le chef du village a convoqué tout le monde chez lui. Nous avons débattu du problème et nous avons convenu de surcreuser la mare de Koli pour que l'eau puisse y rester en toute saison. Cela devait nous permettre d'y faire des barrages. Nous pourrions alors faire de petits travaux de jardinage et si possible y cultiver du riz. D'un commun accord, nous avons pris des mesures pour qu'aucun animal ne pisse dans la mare, dans le souci que la population puisse avoir de l'eau potable.

Voici l'origine de notre conflit avec les Peul. Chaque année, ces personnes viennent de Duma, village situé à l'Est de notre leydi. Il y a plus de 20 ans, ils venaient ici pour faire pâturer leurs animaux. En 1993, lorsqu'ils arrivèrent, ils se rendirent chez le jowro Seydu Amadu Jal de Wampiire pour signaler leur présence, cela étant dans leur coutume. Ce dernier les reçut. Lorsque les villageois se sont rendus compte de leur arrivée, ils envoyèrent Bilaali Tambura, un autochtone, pour les informer du fait que la mare avait été creusée par les habitants de Tanuma pour satisfaire leurs besoins. On l'envoya effectuer des mises en garde afin qu'ils évitent de faire pâturer leurs animaux dans la mare. Trois jours après le retour du messenger, les Peul de Duma de retour de la brousse, passèrent dans la mare pour abreuver leurs animaux. Ce jour-là, il y avait quelques femmes du village qui étaient de l'autre côté de la mare et qui lavaient leurs habits. Elles informèrent les Peul que la mare a été creusée et qu'il était interdit d'y faire pâturer les animaux. Mais ces derniers ne leur répondirent pas.

Quand ils eurent passé un mois dans la mare, nous sommes partis voir les conseillers du chef de village de Tanuma pour leur expliquer la raison qui nous a conduit à creuser la mare. Lorsque nous sommes arrivés, nous avons saisi le chef de village, Amadu Mamudu Bari et nous lui avons expliqué le problème. Il nous a répondu que c'étaient des enfants qui étaient là-bas avec leurs animaux. Il promit pourtant de prendre des dispositions, mais ne fit rien. Ainsi, tout le village se réunit pour aller voir le jowro afin qu'on puisse trouver une solution. Ce dernier aussi promit de calmer la situation en interdisant aux siens d'y pâturer. Mais rien n'en a été. Alors, nous nous sommes réunis lorsque nous

avons constaté que les Peul se moquaient de nous et nous avons pris la décision de les faire décamper. C'est pour cela que nous sommes sortis avec l'intention de nous battre contre eux. Mais avant d'en arriver là, nous avons été voir le chef d'Arrondissement de Jallube, seule autorité étant en mesure d'interdire le pacage dans notre mare.

RESOLUTION: Les villageois ont tenté la conciliation à l'amiable en faisant intervenir le jowro. Mais les efforts ont été vains car les Peul ont toujours continué de pâturer dans la mare. C'est à partir de ce moment que les Riimaay'be ont saisi le Chef d'Arrondissement de Jallube. / **AUTORITE SAISIE:** Le Chef d'Arrondissement de Jallube. / **DECISION:** Oui, émanant du Chef d'Arrondissement de Jallube selon les motifs suivants: la mare de Koli n'est pas un hariima pour le village de Tanuma et le jowro a témoigné qu'elle contient une bonne partie des bourgoutières. Ainsi, les deux parties se sont mises d'accord que la mare de Koli ne serve pas de pâturage et abreuve les animaux. / **APPLICATION:** Cette décision est prise de commun accord par les villageois et les Peul de Duma et est appliquée sous la surveillance des villageois.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

FEEYA KUBI

Conflit n°: 151

VILLAGE: SABA

LEYDI: JALLUBE

Ref Objet: DA

Cercle: MOPTI

ETAT du conflit: Passé

Arrondissement: JALLUBE

ETAPES: 1992

RESSOURCE: Burgu + Terre

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Culture dans bourgoutière. Reprise de champ dans une bourgoutière par le iowro

PARTIES: Musa Traore (cultivateur, domicilié à SABA), c/ Saadu Lamsi (jowro, détenteur de la bourgo

ETHNIES: Riimaay'be c/ Peul

ENJEUX: Les objectifs de Musa Traore étaient de continuer à cultiver le champ sur lequel il travaillait depuis plus de 35 ans et qui produisait bien. Le jowro de Jallube Jenneri considère qu'il a le pouvoir de surveiller toutes les bourgoutières de Feeya Kubi et de la distribuer à des Riimay'be de Kubi si elle n'est plus assez productive.

FAITS:

Je disposais d'un champ que je cultivais dans une bourgoutière de Kubi, ancien village de l'Arrondissement de Jallube. Il y a plus de 36 ans que cultive le champ en question. Au moment où je le cultivais, toute la zone était inondée jusqu'en 1990 où certains agriculteurs ont commencé à cultiver à côté de moi. Les champs produisaient très bien. Et je peux dire que c'était la seule zone que l'on pouvait dire très rentable dans toutes les rizières de Kubi. Un jour, le jowro Saadu Amiru Lamsi est venu à Kubi pour me dire qu'il aurait besoin de la bourgoutière. Il m'a dit que personne n'avait le droit de cultiver dans la bourgoutière sans son autorisation. Je lui ai répondu que je cultivais ici depuis que son père était en vie et quand ce dernier vivait, je ne demandais le droit de cultiver sur la zone à personne. Durant toute la vie de son père, on ne m'a jamais demandé pourquoi je cultive ici. Son père ne m'a jamais posé de problème de la zone. Donc Saadu ne devait pas me poser ce problème de bourgoutière. Mais à ma grande surprise, il vient s'adresser à moi pour me dire qu'il a besoin de sa bourgoutière où se trouve mon champ. Il me dit qu'il comptait distribuer la terre aux agriculteurs Riimaay'be de Kubi car ces derniers étaient venus lui demander des terres à cultiver dans le Kubi-Feeya. Il me dit qu'il tenait à reprendre toute la zone pour la donner aux Riimaay'be de sa famille et à ses proches. J'ai même appris que Hamadi Sajo Tambura qui cultivait à quelques mètres de moi avait été agressé par les neveux de jowro Saadu à cause de ce problème de culture dans la zone. C'est à ce moment que je suis reparti à Kubi pour voir jowro Saadu Dicko. Dans nos entretiens, il m'a dit que toute personne qui n'a pas été autorisée par lui, n'a pas le droit de cultiver dans la zone. Et le fait de laisser les gens cultiver dans le lieu a amené beaucoup de choses. Il m'a dit que Hamadi Sajo Tambura avait agressé ses neveux Ali Namsi et Bukari Dicko dans la zone. C'est pour cette raison qu'il a pris la décision d'interdire de cultiver sur cette terre. Je lui ai répondu que ce champ avait été cultivé avant notre naissance par nos arrière-grand-parents. Je lui dis que je continuais de le cultiver ici parce que le champ produisait bien et que j'aimerais continuer de le cultiver. Saadu m'a répondu qu'il avait donné mon champ à Arsike Ali Jara du village de Kubi. Ce dernier est leur captif. Lorsqu'il m'a dit qu'il m'avait retiré mon champ, je me suis levé et je suis parti chez Arsike pour lui demander des renseignements là-dessus. Celui-ci m'a répondu qu'il ne connaissait pas mon champ mais que Saadu lui avait donné un champ à Feeya-Kubi et ce que champ est limitrophe à celui de Moodi Ali Tammbura. J'ai alors compris réellement que c'était de mon champ qu'il s'agissait. Sur ce, je suis reparti chez Saadu pour lui dire que je n'étais pas d'accord. Il vient de me retirer le champ alors que la zone n'est pas à lui, mais à Ameeru Lamsi qui a donné le champ à mon père. De ce fait, il n'a aucun droit sur mon champ. Je lui ai fait savoir qu'officiellement, depuis que Kubi relève de l'administration

de Konna, la zone où se trouve mon champ n'est plus sous le contrôle de jowro Saadu. Je lui ai encore dit que s'il persistait, j'étais prêt à porter cette affaire devant les autorités compétentes. Le lendemain, je me suis présenté chez le Chef d'Arrondissement de Jallube pour lui expliquer le problème qui se posait. Celui-ci m'a répondu qu'il avait appris que Saadu était entrain de reprendre et de donner des terres dans la zone à sa guise. Mais il m'a conseillé de rentrer et d'aller attendre, peut-être Saadu viendrait-il le voir. La semaine d'après, je suis partis voir le même Chef d'Arrondissement. Ce dernier m'a remis une convocation pour Saadu. Mais quand je suis allé remettre cette convocation à Saadu, celui-ci me dit qu'il ne répondrait pas à une convocation de Jallube parce que les autorités de Jallube n'ont rien à voir sur Kubi. Il me dit que pour le convoquer, je devais aller voir les autorités de Konna.

Ainsi, je suis revenu à Jallube. J'ai expliqué le refus de Saadu de prendre la convocation de Chef d'Arrondissement. Je me suis rendu à Konna pour voir le Chef d'Arrondissement de cette localité. Je lui ai expliqué que je cultivais un champ depuis plus de trente-cinq ans dans le Feeya-Kubi et que Saadu me l'avait repris pour le donner à Arsike Ali Tammura, son diimaajo. Je lui ai demandé la raison de cet acte. Saadu m'a répondu que lui, le jowro était le seul à pouvoir donner ou retirer les terres cultivées dans les bourgoutières du Feeya-Kubi. Je lui ai manifesté mon mécontentement et je suis parti le convoquer à Jallube chez le Chef d'Arrondissement. Mais il ne m'a pas répondu. Ensuite, je l'ai convoqué à Konna parce que je n'étais pas d'accord sur ce qu'il avait fait. Ainsi, le Chef d'Arrondissement de Konna m'a donné une convocation pour lui. Là encore, il n'a pas répondu. Alors comme je suis reparti encore une fois chez le Chef d'Arrondissement de Jallube, celui-ci m'a remis une lettre pour le Commandant de Cercle de Mopti. Je me suis rendu à Mopti au moment du Degal pour remettre la lettre au Commandant de Cercle. Celui-ci a promis d'écrire au Chef d'Arrdt de Konna pour régler le problème. Le Commandant de Cercle m'a dit d'aller cultiver le champ et qu'il n'y aurait pas de problème. Depuis 1992, je cultive le même champ jusqu'à présent sans problème. Ni Saadu, ni Arsike, personne n'est venu me dire mot sur ce problème.

RESOLUTION: Le riimaay'be a tenté de s'entendre avec le jowro en se rendant à plusieurs reprises chez lui, mais sans succès. / **AUTORITE SAISIE:** Le Chef d'Arrondissement de Jallube. Le Chef d'Arrondissement de Konna. Le Commandant de Cercle de Mopti.

DECISION: Oui, écrite par le Commandant de Cercle de Mopti le 24/4/92 à Mopti. /

APPLICATION: Oui, sous la surveillance du Chef d'Arrondissement de Konna.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

WAALO

Conflit n°: 152

VILLAGE: WAALO

LEYDI: WAALO

Cercle: TENENKU

Arrondissement: TOGGERE-KUMBE

Ref Objet: DA

ETAT du conflit: Présent

ETAPES: 1993

RESSOURCE: Burgu + Terre

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Culture dans une bourgoutière. Distribution arbitraire de terres de cultures dans des bourgoutières

PARTIES: Hamma Hamadun Jal du village de JALLUBE c/ Amadu Galo Jal du village de TUURE, tou

ETHNIES: Peul

ENJEUX: L'objectif de Aamadu Galo Jal était de distribuer les terres, en contrepartie, desquelles il recevait de l'argent. Il le faisait à cause de la réduction massive de son cheptel. C'est ainsi qu'il s'est permis de vendre les terres jusqu'à épuisement et a fini par rentrer dans celles d'autrui qui faisaient frontière avec sa bourgoutière.

FAITS:

En 1993, un homme du nom de Galo Aamadu Jal distribuait des terres dans les bourgoutières du jowro Amadu Ba Abba Jal qui est son cousin. Il recevait de l'argent en contrepartie des terres qu'il distribuait. Un jour, il rentra dans une autre bourgoutière qui appartenait à Hamma Mammudu Jal, lui aussi jowro de Jallube. Les gens de Waalo auxquels était confiée la bourgoutière, dirent à Amadu Galo Jal que la bourgoutière qu'il était entrain de distribuer n'est ni à lui, ni à son cousin Amadu Ba Abba Jal.

Il refusa et continua de faire la distribution des terres. Ainsi, les gens de Waalo firent appel à Hamma Aamadu Jal. Ce dernier vint, on arrêta la distribution arbitraire à laquelle Amadu Galo Jal s'était livrée. Hamma Mammudu Jal était venu avec tout son "suudu-baaba" pour qu'on arrête la distribution des terres dans sa bourgoutière.

RESOLUTION: Conciliation impossible. / AUTORITE SAISIE: Chef de village de Waalo. Chef d'Arrondissement de Toggere Kumbé. / DECISION: Aucune décision n'a encore été prise par les autorités. / APPLICATION: Pas de décision.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

Lettre n°095/AD du Chef d'Arrondissement de Jallube au Chef d'Arrondissement de Toggere Kumbé. Jallube, le 22 Juillet 1993: "J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur une situation de gestion de bourgoutières de Walo, qui est de votre ressort. Il m'est revenu que M. Amadu Gallo Jal du village de Ture (votre ressort), a volontairement semé la confusion dans la limite qui sépare les bourgoutières des jowro Amadu Ba Abba Jal et Hamma Mamudu Jal, tous deux du village de Jallube (mon ressort). Le nommé Amadu Galo Jal fait partie l'eggirgol de Amadu Ba Abba, il est donc censé représenter les intérêts de ce dernier. Il m'est revenu que les deux Jowro et leurs alliés traditionnels se sont transportés sur les lieux pour retracer les limites, mais aucune solution n'a été trouvée. Il semblerait aussi que Amadu Galo est entrain de distribuer des terres de cultures dans la zone litigieuse, une action dangereuse qui peut engendrer des incidents regrettables. Sur plainte verbale du jowro Hamma Mammudu de Jallube contre le Jowro Aamadu Ba Abba de Jallube et son cousin Aamadu Galo de Ture, je vous demande de bien vouloir arrêter les activités dans la zone litigieuse en attendant votre décision finale sur l'affaire ou une réconciliation des parties".

FEEYA BAANA 1

Conflit n°: 153

VILLAGE: SOYE

LEYDI: SEBERA

Ref Objet: G

Cercle: MOPTI

ETAT du conflit: Passé

Arrondissement: SOYE

ETAPES: 1933

RESSOURCE: Burgu + Terre

ECOTOPE: Plaine

OBJET: Leydi (frontière). Revendication d'une plaine

PARTIES: Seku Guro Dicko (jowro de Soy et chef de village), c/ Le Jowro de WURO HARI

ETHNIES: Peul

ENJEUX: L'objectif des Peul de Wuro Hari était de reprendre Feeya pour y pâturer et cultiver. Ils avaient des rancunes vis-à-vis des Peul de Sebera et tenaient toujours à revendiquer la terre. Les gens de Sebera pensant posséder la zone voulurent vérifier les prétentions de Wuro Hari sur le tariik.

FAITS:

Les faits remontent à mon enfance. C'était l'époque où le jowro Seku Guro Dicko occupait le rang de neuvième jowro de notre famille. Les Peul de Wuro Hari avaient revendiqué une partie de notre leydi qui s'appelait Feeya Baana. C'était un lieu où nous faisons pâturer nos vaches laitières et que nous utilisions pour nos cultures. En 1933, les Peul de Wuro Hari étaient venus avec leurs animaux pour pâturer. Comme d'habitude les Peul et les agriculteurs ne s'entendent jamais, nos agriculteurs avaient eu des accrochages avec les Peul de Wuro Hari car ils avaient hurlé sur ces derniers. Cela fut l'objet d'une grande bagarre dans la plaine du Feeya Baana. Dans l'après-midi, le message nous arriva à Soy. Immédiatement le chef du village (à l'époque c'était Seku Guro Dicko, en même temps jowro de Sebera) convoqua une réunion à Soy. Au cours de cette réunion le jowro parla de la violation des bourgoutières de Soy par les Peul de Wuro Hari. Et la bagarre commença. Le chef du village ajouta que les Peul de Wuro Hari étaient venus armés et qu'ils étaient prêts à faire la guerre si les gens de Sebera ripostaient. Lorsque le chef du village de Soy eut fini d'informer la population sur les faits, un certain Hadi Bulu Dicko prit la parole pour dire qu'il demandait patience à tout le monde. Il les invita à ne pas répondre à la violence. Il préférait que le jowro consulte le tariik pour bien vérifier leurs limites avec Wuro Hari. Il ajouta que c'était Wuro Hari qui avait violé leur leydi, et qu'ils n'accepteraient jamais d'en sortir. Plusieurs personnes étaient prêtes à aller se battre à Feeya Baana et n'avaient pas du tout accepté l'appel lancé par Hadi Bulu pour ramener les gens au calme. Ils partirent à Feeya Baana, armés de flèches, de fusils indigènes et de coupe-coupe. Lorsque le jowro de Sebera et le chef du village de Soy (Seku Dicko) virent que la situation devenait grave et que tout le monde partait armé à Feeya Baana, le jowro envoya un message à Ameri Fakala (Jaye Bokari So) pour que celui-ci intervienne car la situation était très inquiétante. Ameeri Fakala réagit en convoquant les deux jowro de Sebera et de Wuro Hari, leur demandant de venir avec leur tariik et accompagnés de deux conseillers ou de leur chef de village. Le jowro de Sebera partit en compagnie d'un grand marabout. Chacun présenta son tariik à Ameri Fakala. Ce dernier choisit un marabout venant de Wuro N'giya du nom de Al Hajji Buraa Seeku Cisse pour faire la lecture des deux tariik. A la lumière des deux tariik, on trancha le litige entre Wuro Hari et Sebera. La propriété de Feeya Baana fut reconnue à Sebera et immédiatement Ameri Fakala demanda au représentant de Wuro Hari d'enlever ses animaux de Feeya Baana. Le chef de village de Wuro Hari présenta ses excuses au jowro de Sebera. Le jowro de Wuro Hari ordonna à tous les Peul de Wuro Hari de se retirer de Feeya Baana. Dès lors les Peul de Wuro Hari ne sont pas venus à Feeya Baana. Mais de 1969 à 1982, ils y arrivaient en grand nombre.

RESOLUTION: En 1933 la conciliation entre les deux jowro se fit à l'amiable sur la base de la lecture

du tariik./ AUTORITE SAISIE: Le chef de Canton de Fakala./ DECISION: Non, le chef de canton tranche le litige à la lecture du tariik. / DECISION: Pas de décision, néanmoins on note que la revendication avait resurgi entre 1969 et 1982.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

SIRKU SIRKU

Conflit n°: 154

VILLAGE: HOORE GEENN'DE & SAKAREL FATOOM

LEYDI: KOMMBA & HINNGIRA'BE

Ref Objet: G

Cercle: MOPTI

ETAT du conflit: Passé ressurgissant

Arrondissement: MOPTI

ETAPES: 1915 - 1933

RESSOURCE: Burgu + Terre

ECOTOPE: Plaine

OBJET: Leydi (frontière). Revendication d'une plaine

PARTIES: Jaje Baaboy Siidibe, Jowro de KOMMBA c/ Nuhum Hamadi Siidibe, Jowro de HINNGIRA

ETHNIES: Peul

ENJEUX: L'objectif des Hinngiraa'be était de conserver Sirku Sirku comme une partie de leur leydi en vue de l'utiliser comme hariima. Le jowro de Kommmba à l'époque avait également cherché à s'emparer de Sirku Sirku.

FAITS:

VERSION DE KOMMBA

Les faits se sont passés il y a maintenant plus de 60 ans. Le Sirku Sirku était une partie de notre leydi Kommmba. C'était une zone utilisée par les Peul Hinngirankobe. Lorsque notre grand-père avait revendiqué le lieu, les Hinngirankobe s'y étaient opposés et s'étaient déclarés propriétaires de ce lieu dont ils voulaient faire un hariima. A l'époque, le jowro Jaje Baaboy Siidibe de Kommmba avait dit au jowro des Hinngiraa'be de ne pas essayer de créer des histoires entre eux, Il lui avait dit que depuis les ancêtres des Feroo'be cette zone n'avait jamais appartenu aux Hinngiraa'be et pour le rassurer, il a invité ce dernier à consulter le Tarik. Jaje Baaboy Siidibe de Kommmba a appelé le jowro Hinngiraa'be pour lui dire que s'il avait besoin d'un hariima, ce n'était pas en violant les leydi d'autrui qu'il pouvait l'avoir. Le jowro des Hinngiraa'be à l'époque qui s'appelait Nuhum Hammadi Siidibe avait refusé toute négociation avec les gens du Kommmba. Le jowro de Kommmba alla saisir le jowro de Dabobe (Bureyma Ameeri Kunaari) pour que le problème soit résolu.

Une fois devant le chef de Canton de Kunaari, Bureima Ameeri fit savoir à Nuhum Hammadi que les Feroo'be étaient du même suudu-baaba. Il déclara qu'à cause d'une partie de terre, on voulait diviser les familles Feroo'be. Mais après les vérifications du Tarik, le jowro Dabobe qui était le doyen de tous les jowro de Kunaari (Bureyma Ameeri Kunaari) demanda aux gens de Kommmba de laisser le Sirku Sirku au profit des Hinngiraa'be. Mais avant l'époque où la route Mopti Sévaré fut goudronnée, notre terre était partagée en deux. Les actuels casiers de l'O.R.M (Office Riz Mopti) se sont accaparé une partie. C'est pour cela que nous avons revendiqué le Sirku Sirku avec les Hinngiraa'be.

VERSION DE HINNGIRAA'BE . Quand les colons blancs étaient arrivés à Mopti, ils ont construit la route Severe Mopti. Cette route goudronnée passait au beau milieu de notre leydi, endroit que le jowro de Weendu Baana gardait jalousement. Ce lieu s'appelait le Sirku Sirku. C'est un bras de fleuve qui naît à partir du Maayo Balko et qui se jette dans le fleuve de Mopti en passant par l'endroit où se trouve actuellement la station de la radio rurale de Mopti. Toute cette zone faisait partie des Hinngiraa'be. C'est donc cette partie que le jowro de Kommmba avait revendiquée au jowro des Hinngiraa'be. Lorsque le jowro des Hinngiraa'be s'est rendu compte que les gens de Kommmba voulaient créer des histoires à cause de Sirku Sirku, il a appelé le jowro de Kommmba pour lui dire de bien vérifier les données de son tariik avant d'agir. Baabooy Jaje promit alors de vérifier son tariik si toutefois le Sirku Sirku faisait partie de son leydi. Le jowro des Hinngiraa'be envoya un message à Ameeri Kunaari pour qu'il essaie de trouver un compromis sur le litige en question. Alors Bureima Ameeri Kunaari convoqua les deux frères jowro pour leur montrer le tariik de tous les Feroo'be et

leur expliquer comment la terre fut divisée entre eux. Il demanda aux deux jowro d'éviter désormais qu'il y ait de tels conflits entre eux. Il les invita à bien noter que le Sirku Sirku est un bras du fleuve Maayo Baleewo, et que cet endroit appartenait au jowro des Hinngiraa'be. Le jowro de Kommmba accepta l'intervention de Bureima Ameerri Kunaari. Mais au cours de ces deux dernières années, l'actuel jowro de Kommmba (Almaami Baaboy) m'a appelé pour me dire qu'ils allaient avoir besoin de leur partie qui se trouve de l'autre côté du goudron de Sevare (Sirku Sirku). Je lui ai dit de laisser tomber ce problème de Sirku Sirku tout comme son grand-père avait eu à le faire.

RESOLUTION: En 1933 l'affaire avait été réglée à l'amiable chez Ameerri Kunaari (Bureyma Ameerri Kunaari). Ce dernier convoqua les deux jowro pour leur dire que les Feroo'be sont tous frères et que leur leydi est seulement divisé. Kommmba accepte de laisser Sirku Sirku aux Peul Hinngiraa'be. / **AUTORITE SAISIE:** Jowro des Hinngiraa'be. chef de Canton du Kunaari en même temps jowro de Dabobe. / **DECISION:** Non, le chef de canton tranche suite à la lecture du tariik. **APPLICATION:** Pas de décision.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

KARAN-DUNGURA-SERI

Conflit n°: 155

VILLAGE: WURO-N'GIYA

LEYDI: WURO-N'GIYA

Cercle: YUWARU

Arrondissement: DOOGO

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1947 - 1979 - 1986.

RESSOURCE: Herbe

ECOTOPE: Toggere

OBJET: Revendication de Togge

PARTIES: Hamsamba Dicko c/ Abdurahamane Cissé

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Hamsamba Dikko réclame la propriété des Togge-Karan Dungura et Seri dont Seku Amadu avait destitué sa famille ainsi que le passage de leur troupeau en premier lieu. Abdurahamane Cisse et ses successeurs refusent catégoriquement de céder la propriété des Togge-Karan Dungura et Seri qui leur revient de droit.

FAITS:

En 1947, Hamsamba Dicko, convoqua un conseil de village, au cours duquel, il revendiqua la propriété des Togge-Karan, Dungura, Seri, les pêcheries situées sur ces Togge. Il exigeait également d'être chargé de la distribution des champs, disant que leur famille tenait ce droit qui fut destitué par Seku Amadu, empereur du Maasina. Quand le chef de canton de Wuro-N'giya entendit les revendications de celui-ci, il refusa et amena l'affaire chez le chef de subdivision Monsieur Lamolière qui convoqua les deux parties en litige ainsi que certains notables de Wuro-N'giya. Ce jour, le 27/09/47 Monsieur Lamolière chef de subdivision procéda à l'interrogation des parties présentes.

Gallo Bella Dicko frère de Hamsamba Dicko: "Mon frère Hamsamba Dicko avait revendiqué la propriété des Togge-Karan, Dungura et Seri, il avait également demandé la propriété de toutes les pêcheries situées sur ces Togge et la distribution par lui des champs aux demandeurs. Nous tenons ces droits de l'Ardo du Maasina et personne ne nous les a contestés. D'ailleurs les pêcheurs qui exploitent les lieux ont été autorisés par l'Ardo jusqu'à ce jour, ils n'ont pas été dépossédés du droit de propriété du Gumpole (signifiant "traversée" en peul). Le chef de canton de Wuro-N'giya Abdurahamane Cisse nous a retiré nos propriétés, c'est pourquoi nous les réclamons".

Abdurahamane Cisse chef de canton de Wuro-N'giya (Maître des terres et des eaux): C'est Seku Aamadu qui a destitué l'Ardo et donna le commandement à mon grand père Kolado Cisse ainsi que les Togge-Karan, Dungura et Seri. C'est nous qui donnons l'autorisation de les utiliser et les Bozo qui exploitent les pêcheries nous en reconnaissent la propriété, chaque année ils nous paient une redevance en poissons comme la coutume le prévoit. Nous détenons la propriété en tant que chef, même si un captif devient chef, il serait maître des Togge. Je ne conteste pas le droit de passage en premier lieu des troupeaux de Hamsamba Dicko, mais la propriété des Togge qu'il revendique.

Monsieur Lamolière: A qui appartiennent les Togge de Karan, Dungura et Seri ?

Les notables: Tous sont de la famille du chef de canton Abdurahamane Cisse, si le commandement changeait de famille, les Togge changeraient de propriétaire.

Monsieur Lamolière: A qui la coutume confère-t-elle le droit de passage en premier lieu sur les passages des boeufs ?

Les notables: Les troupeaux du frère de Hamsamba Dicko passent avant tous, avant même ceux du chef de canton.

Monsieur Lamolière: (Revient à Gallo Bella Dicko, le frère de Hamsamba Dicko) Avez-vous entendu les dépositions des notables l'un d'eux étant d'ailleurs votre neveu ?

Gallo Belle Dicko: Oui c'est exact, c'est mon frère Hamsamba Dicko avec qui je ne m'entends pas qui a revendiqué quelque chose qui ne nous appartient pas, dans le but de créer des ennuis au chef avec qui il veut me mettre en désaccord. Je demande tout simplement que la priorité de passage de nos troupeaux nous soit reconnue.

Monsieur Lamolière: Si le passage en premier lieu de vos troupeaux vous est reconnu, reconnaissez-vous la propriété des Togge à la famille du chef de canton ?

Gallo Belle Dicko: Oui c'est tout ce que je demande.

Monsieur Lamolière: (Au chef de canton). La propriété de passage des troupeaux de Gallo Belle Dicko est reconnue par nous. Etes-vous d'accord ?

Abdurahamane Cisse chef de canton de Wuro-N'giya (Maître des terres et des eaux): Je ne lui ai jamais contesté ce droit coutumier. Dont a été constaté par le présent procès-verbal établi à l'article 23 ayant Force exécutoire. Fait le 27 Septembre 1947. Ce présent procès-verbal est fait en présence de Jaje Hama Cisse marabout à Wuro-N'giya, Hamadu Cisse Imam de Wuro-N'giya, Malik Cisse marabout à Wuro-N'giya et Samba Jallo chef de berger à Wuro-N'giya.

Quelques années plus tard en 1979, Hamsamba Dicko et son frère soulèvent l'affaire en déposant une plainte auprès du commandant de cercle de Yuwaru qui convoqua le chef de village de Wuro-N'giya. Le commandant de cercle après avoir entendu les deux parties en litige et vu le procès-verbal de 1947, leur dit de retourner chez eux en attendant qu'il finisse ses enquêtes. Quelque temps après, le commandant de cercle de Yuwaru envoya une lettre à Aly Wangara chef de village de Wuro-N'giya datée du 18 Décembre 1985 que voici: Lettre n°155: « Après visite à Mayel-Kondo et l'audition des différentes parties en litige autour de la traversée de Mayel, j'ai l'honneur de vous signifier ma décision en la matière. 1 - Les Togge appartiennent à l'Etat, nulle autre communauté ne saurait prétendre à cette propriété malgré le jugement colonial de 1947. 2 - La traversée de Mayel sera désormais organisée à l'instar de toutes les autres traversées de Jafarabe à Ualadu: Le troupeau du Jowro en tête, suivi des autres troupeaux dans l'ordre de présence coutumier; dans le cas d'espèce, le troupeau des Ardo en tête, suivi de celui du chef des bergers (Amiri-Naï) les autres troupeaux venant dans l'ordre coutumier. En conséquence, les Ardo organisent la traversée, le chef de berger exécute sur terrain; le chef de village de Wuro-N'giya contrôle la régularité de la traversée en informe les autorités administrative ses contestations. Je vous invite au respect strict de la présente lettre qui tient lieu de décision provisoire en attendant le règlement définitif du différend par le gouverneur de région. Suite à sa lettre et à la plainte de la famille du chef de village de Wuro-N'giya, le commandant toucha le gouverneur de la 5^e région Adramane Dicko qui amena l'affaire au ministère de l'administration territoriale. Le ministre recommanda au Gouverneur de prendre des dispositions utiles avant règlement définitif et envoya un message R.A.C. au commandant de cercle de Yuwaru. R.A.C. S/N du 19/11/86:

" Vous invite à prendre instamment dispositions utiles chacun de son coté pour éviter toute bagarre aux cours d'eau traversée animaux Zono Wuro-N'giya et leur évaluation dans les bourgoutières. Stop. Ce attendant règlement définitif litige entre famille Cisse et Dicko Stop. Rien ne doit être ménagé pour assurer maintien ordre public. Stop. Maintenir statut quo jusqu'à nouvelle ordre Stop Fin."

RESOLUTION: AUTORITE SAISIE: Le chef de subdivision Monsieur Lamolière 1947.

Commandant ce cercle de Yuwaru en 1979. Le gouverneur de Mopti en 1986. Le Ministère de l'intérieur 1986./ DECISION: Procès verbal de conciliation, N°27 du 27/09/47, affaire de Hamsamba Dicko contre Abdurahamane Cisse, contestation de propriété. Cause du nommé: Hamsamba Dicko, masculin, 60 ans environ, cultivateur, demeurant à Wuro-N'giya, contre le nommé Abdurahamane Cisse, masculin, âgé de 40 ans environ, chef de canton de Wuro-N'giya, y demeurant lesquels ont déclaré se concilier en ses termes:

Le demandeur, Gallo Bella Dicko: "Mon frère Hamsamba Dicko avait revendiqué la propriété des "Toggere" de Togge-Karan ou Karanadjé Ardo, Dungura et Seri. Il avait également demandé la propriété de toutes les pêcheries situées sur ces Togge et

la distribution par lui des champs aux demandeurs. Nous tenons ces droits de l'Ardo du Maasina et personne ne nous les a contestés. D'ailleurs les pêcheurs qui exploitent les lieux ont été autorisés par l'Ardo jusqu'à ce jour, ils n'ont pas été dépossédés du droit de propriété de passage de nos troupeaux confirme notre revendication de propriétaire du Gumpole (qui veut dire traversé, c'est un nom Peul) le chef de canton de Wuro-N'giya nous a retirés nos propriétés, c'est pourquoi nous les réclamons".

Le défendeur: "C'est Seeku Aamadu qui a destitué l'Ardo et donna le commandement à mon grand père Kolado Cisse ainsi que les Togge-Karan ou Karanadjé Ardo, Dungura et Seri. C'est nous qui donnons l'autorisation d'y cultiver et les Bozo qui exploitent les pêcheries nous reconnaissent la propriété, chaque année ils nous payent une redevance en poisson, comme la coutume le prévoit. Nous détenons la propriété en tant que chef, même si un captif devenait maître de ces Togge. Je ne conteste pas le droit de passage en premier lieu des troupeaux de Hamsamba Dicko, mais la propriété des Togge qu'il revendique".

Les parties entendues, le chef de subdivision procède à l'interrogatoire des notables Hammadu Cisse, Jaje et Malik Cisse marabouts et Samba Jallo, chef berger tous demeurant à Wuro-N'giya, Jaje Cisse étant neveu du demandeur:

D - A qui appartiennent les Togge de Karan ou Karanadjé Ardo, Dungura et Seri ?

R - Tous les Togge sont à la famille du chef. Si le commandement changeait de famille les Toggere changeraient de propriétaire.

D - A qui la coutume confère-t-elle le droit de passage en premier lieu sur les passages des boeufs ?

R - Les troupeaux de Gallo Bella Dicko passent avant tous, avant même ceux du chef de canton.

D - Gallo Bella Dicko, Avez-vous entendu les dépositions des notables l'un d'eux étant d'ailleurs votre neveu ?

R - Oui, c'est exact, c'est mon frère Hamsamba Dicko avec qui je ne m'entends pas, qui a revendiqué quelque chose qui ne nous appartient pas, dans le but de créer des ennuis au chef avec qui il veut me mettre en désaccord. Je demande tout simplement que la priorité de passage de nos troupeaux nous soit reconnue.

D - Si le passage en premier lieu de vos troupeaux vous est reconnu, reconnaissez-vous la propriété des Togge à la famille du chef de canton ?

R - Oui, c'est tout ce que je demande.

D - Au chef de canton. La propriété de passage des troupeaux de Gallo Belle Dicko est reconnue par nous. Etes-vous d'accord ?

R - Je ne lui ai jamais contesté ce droit coutumier.

Les présentes déclarations ont été fait en présence de: Hammadu Cisse Imam de Wuro-N'giya, Jadie Hamma Cisse marabout à Wuro-N'giya, Malik Cisse marabout à Wuro-N'giya et Samba Jallo chef de berger à Wuro-N'giya. Dont a été constaté par le présent procès-verbal établi conformément à l'article 23 ayant Force exécutoire.

LETTRE N°155, du 18/12/85, du commandant de cercle à monsieur le chef de village de Wuro-N'giya " Après ma visite à Mayel-Kondo, et l'audition des différentes parties en litige autour de la traversée de Mayel, j'ai l'honneur de vous signifier ma décision en la matière. 1°) - Les Togge appartiennent à l'Etat, nulle autre communauté ne saurait prétendre à cette propriété malgré le jugement colonial de 1947.

2°) - La traversée de Mayel sera désormais organisée à l'instar de toutes les autres traversées de Jafaraa'be à Ualadu: Le troupeau du Jowro en tête, suivi des autres troupeaux dans l'ordre de présence coutumier; dans le cas d'espèce, le troupeau des Ardo en tête, suivi de celui du chef des bergers (Amiri-Naï) les autres troupeaux venant dans l'ordre coutumier. En conséquence, les Ardo organisent la traversée, le

chef de berger exécute sur terrain; le chef de village de Wuro-N'giya contrôle la régularité de la traversée en informe les autorités administrative des irrégularité qu'il aurait éventuellement constaté. Je vous invite au respect strict de la présente lettre qui tient lieu de décision provisoire en attendant le règlement définitif du différent par le gouverneur de région."

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

BORA 3

Conflit n°: 156

VILLAGE: AKKA

LEYDI: YALALBE

Cercle: YUWARU

Arrondissement: GIDIO

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1992 - 1993

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Fleuve

OBJET: **Compétition d'accès aux pêcheries entre pêcheurs autochtones et étrangers nomades**

PARTIES: AKKA (équipe composée de Bozo d'AKKA, de Sobe et Somono de YUWARU) c/ Bozo noma

ETHNIES: Bozo

ENJEUX: Akka veut rester propriétaire de la pêcherie et décider des procédés à suivre durant la pêche. Les Bozo nomades voulaient vendre le lieu public et imposer leurs instructions.

FAITS:

Bora est une pêcherie exploitée par les Bozo d'Akka faisant équipe avec les Bozo de Sobe et les Somono de Yuwaru, ce lieu est une possession d'Akka. Vers 1960, des Bozo nomades vinrent se confier aux Bozo d'Akka auxquels ils demandèrent l'autorisation de pêcher dans Bora; cette demande fut acceptée. Quelques années plus tard le nombre des pêcheurs augmenta et gêna le groupe d'Akka (Akka, Sobe et Yuwaru) qui déposa une plainte auprès de son chef Boureïma Konta. Mis au courant de cette plainte, Seku Konta chef des Bozo nomades, demanda un arrangement qui consistait à partager les jours de pêche entre les deux groupes. Le partage fut fait, on donna 43 heures de pêche au groupe d'Akka suivi de 24 heures de pêche par l'équipe des Bozo nomades. Deux ans après Seku Konta chef des Bozo nomades demanda que les heures soient égales (24 heures pour chaque groupe), cette demande fut aussi acceptée. En 1991, contraint par les menaces des autorités qui soutenaient les Bozo nomades, Akka (Akka, Sobe et Yuwaru) fit une sélection avec les Bozo nomades pour former deux groupes dont chacune ferait 24 heures de pêche. En 1992, voyant leur possession menacée, les Bozo d'Akka décidèrent d'évacuer du lieu les Bozo nomades par force en début de campagne Novembre 1992. Suite à cette décision, Seku Konta chef des Bozo nomades partit le lendemain chez le chef d'arrondissement central à qui il exposa le problème et donna une grosse somme d'argent. Corrompu, le chef d'arrondissement central promit son soutien aux Bozo nomades. En Novembre 1992, l'équipe d'Akka se rendit sur les lieux pour occuper toutes les parties avec leurs engins; ils en furent empêchés par les Bozo nomades qui demandèrent que l'on reconstitue les deux équipes. Cela faillit provoquer une bagarre qui fut empêchée par les gendarmes de Yuwaru alertés. De retour à leur village Akka, Sobe et Yuwaru formulèrent ensemble une plainte dans une lettre qu'ils envoyèrent au chef de cantonnement forestier de Yuwaru:

Monsieur le chef de cantonnement forestier de Yuwaru. Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit. Depuis toute notre existence nous n'avons jamais connu de problème de pêcherie entre nos pêcheurs nomades et nous. Nous avons toujours oeuvrer en parfaite harmonie autour des pêcheries. Nous n'avons jamais eu la prétention de nous comporter comme maître de la localité. Nous avons estimé que tout le monde tire le maximum de profit. Voici deux ans que les nommés Seku Konta et Ibrahima Salamanta installés à Akka se sont donnés comme tâche la provocation des troubles et de l'instabilité des pêcheurs. Ces éléments cités n'ont même pas de filets. Ils vivent exclusivement des manigances qu'ils trouvent auprès des pêcheurs nomades. Leur présence permanente s'explique par leur expulsion au niveau de leur village d'origine à cause des mêmes méthodes. Nous vous signalons que tous ces problèmes proviennent de ces deux individus. Nous vous demandons de bien vouloir prendre des dispositions appropriées à leur endroit pour que la paix et la

tranquillité reviennent dans notre milieu; même s'il faut les déplacer car le fleuve est assez long et les pêcheries sont multiples. Lesquels des hommes n'arrivent pas à s'entendre il vaut mieux les séparer pour éviter un scandale entre nous. Nous ne mettons nullement en doute votre esprit d'équité et de justice.

Pour les populations: les villages: Akka, Sobe et Yuwaru. Cette lettre fut apportée chez le chef d'arrondissement central par le chef de cantonnement forestier.

Le chef d'arrondissement central voyant que l'affaire risquait d'amener un scandale, toucha immédiatement le commandant de cercle de Yuwaru qui convoqua les parties en litige. Quand il voulut poser des questions au chef des Bozo d'Akka, celui-ci déclara qu'il ne pouvait rien dire en l'absence de son chef de village, maître des eaux et des terres. Le commandant de cercle les laissa tous retourner chez eux et leur demanda de revenir vers fin Janvier et début Février 1993.

A son arrivée à Akka, le chef des Bozo d'Akka Boureïma Konta rapporta la nouvelle à son chef de village et maître des eaux et des terres. Celui-ci appela son premier conseiller et lui fit part de ce qu'il venait d'apprendre. Le premier conseiller convoqua les Bozo nomades le lendemain pour une médiation qui n'a pas marché. La date du rendez-vous fixée par le commandant de cercle étant arrivée, les deux parties en litige se rendirent à Yuwaru. Du côté de Akka étaient présents le chef de village, également maître des eaux et des terres, le chef des bozo, le premier conseiller du chef de village et certains notables. Du côté des Bozo nomades étaient présents le chef et sa compagnie. Après audition des deux parties, le commandant de cercle mit en défens la pêche sur Bora du 31 Janvier au 28 Février 1993. C'est durant cette période de mise en défens que le commandant de cercle parvint à une résolution provisoire acceptée par tous les parties.

RESOLUTION: Conciliation provisoire survenue suite à la médiation du commandant de cercle de Yuwaru du 31 Janvier au 28 Février 1993 devant les chefs de village d'Akka, Bozo d'Akka, Bozo nomades et certains notables d'Akka et le 1er adjoint du commandant de cercle./ **AUTORITE SAISIE:** Le chef d'arrondissement central en Novembre 1992. Le chef de cantonnement forestier de Yuwaru en Novembre 1992. Le commandant de cercle de Yuwaru, fin Novembre 1992. Le chef de village d'Akka et maître des eaux et des terres fin Novembre 1992./ **DECISION:** Décision n°002/CY du 31/1/93 portant mis en défens de pêche: le commandant de cercle de Yuwaru. Vu la loi N°86-44.ANRM du 24 Mars 1986 portant code de pêche en République du Mali. Vu la convention locale de pêche. Après avis des comités de pêche des arrondissements central et Gidio décide:

Article 1er: Il est mis en défens pour compter de la période allant du 31 Janvier au 28 Février 1993, la réserve de pêche dénommée « Bora » situé entre Akka et Yuwaru.

Article 2: Pendant toute la durée de mise en défens la réserve ne peut être sujette à aucune activité de pêche.

Article 3: Toute personne physique ou morale qui enfreint ces prescriptions, s'exposera aux sanctions prévues par les textes en vigueur.

Article 4: La présente décision qui prend effet à compter de sa date de signature sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera. Décision provisoire écrite; une conciliation: Le groupe Akka (Akka, Sobé et Yuwaru) fera équipe avec des Bozo nomades de leur choix. Les pêches se feront comme suit: 24 heures pour l'équipe Akka suivies de 24 heures pour l'équipe des nomades. Bora demeure et restera propriété d'Akka jusqu'à nouvel ordre. Toutes les équipes sont contraintes de suivre l'instruction donnée par les chefs des Bozo d'Akka jusqu'à nouvel ordre.

APPLICATION: Oui, Cette décision provisoire est appliquée jusqu'à aujourd'hui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

NABAI-TERA

Conflit n°: 157

VILLAGE: KUBITERA

LEYDI: KOMONGALLU

Cercle: TENENKU

Arrondissement: TOGGERE KUMBE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: vers 1954

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Mare

OBJET: Revendication de mares.

PARTIES: Komongallu (Bareima Guro Tambura c/ Kumbaniassa (Demba et Demba Bah)

ETHNIES: Riimaay'be

ENJEUX: Le chef de village de Kubitera voulait s'accaparer les lieux. Le chef de village de Jonjori décida que les lieux étaient à famille "Komongallu" et menaça de faire du mal à tout pêcheur de l'autre famille qui y mettrait pied.

FAITS:

Nabai-Tera (litt: mares de Tera) est composée de douze mares qui sont: (Nawrai-Kubi, Yenorai, Salourdé, N'galama, Guinowol, Pimpé, Yotaba, Niolé, Dingetegol, Sindé-N'galama, Jurdji, Nawel-Senori). Ces mares sont possédées par le chef de village de Jonjori Bareïma Guro Tambura. Cette possession lui revient puisqu'il est le chef de la famille Komongallu (Komongallu est composé des villages de: Jonjori, Tienel, Bukary, Saaré-Motiola, Assi, Kinta-Fulbé, Kinta-Sebé, Kya, Dundewal, Pka, Jugi-monnde, Mouraye, Sabaré).

La famille Kumbeniassa est composée des villages de Kubitera, Guelije, N'godini, Saare-Ginowol, Tiugorde, Kamaka-Debere, Kamaka-Sebe, Niasso, Kuliya, Kombé-Muta, Tina, Walo.

Vers 1954, le chef de village de Kubitera, chef de la famille Kumbeniassa Demba et Demba Bah réclama la possession de toutes ces mares en interdisant aux pêcheurs de Komongallu d'y mener leurs activités. Avant cette réclamation, le lieu était exploité par les pêcheurs des deux familles Komongallu et Kumbeniassa. Le chef de village de Jonjori mis au courant des décisions de son homologue de Kubitera, décida avec les pêcheurs de faire du mal aux pêcheurs de la famille Kumbeniassa qui y mettraient pied. Les deux chefs ayant décidé chacun de leur côté que les lieux resteraient en leur possession sensibilisèrent leur entourage pour déclarer une bataille à l'autre. La nouvelle arriva chez Amiru Maasina Tahiru Cisse (chef traditionnel d'une partie du Maasina englobant les villages de Komongallu, ceux de Kumbeniassa, de Wuro-Mayo Ardo et de Wuro-Mayo Togge). Celui-ci convoqua les deux parties en litige et tenta une conciliation à l'amiable qui échoua suite au refus du chef de village de Kubitera de reconnaître le lieu possédé par son homologue de Jonjori. Cet échec poussa Amiru Maasina à porter l'affaire auprès du commandant de cercle de Kin-Maasina (un colon). Le commandant de cercle convoqua les deux chefs en litige et demanda leur tariik. Le chef de village de Jonjori présenta son tariik qui fut lu par le commandant de cercle. On trouva dans ce tariik que les lieux appartiennent à Komongallu dont le chef est le chef de village de Jonjori. Le chef de village de Kubitera sachant que son tariik ne contenait pas d'arguments légitimant sa revendication ne présenta rien. Suite à cela le commandant de cercle donna un dernier avertissement au demandeur et attribua par une décision les douze mares au défenseur, le chef de village de Jonjori.

RESOLUTION: Première tentative de conciliation à l'amiable qui échoua, cette tentative fut faite par Amiru Maasina devant les deux chefs en litige et leurs délégations à Kubitera vers 1954. Le conflit s'est résolu suite à l'intervention du commandant de cercle de Kin-Maasina qui après lecture du tariik de la famille Komongallu attribua le lieu au chef de village de Jonjori et menaça le chef de village de Kubitera pour qu'il cesse de prétendre à ces lieux./ AUTORITE SAISIE: Amiru Maasina, Tahiru Cissé vers 1954.

Le commandant de cercle de Kin-Maasina vers 1954./ DECISION: Il est attribué à la famille Komongallu dont le chef est le chef de village de Jonjori Bareïma. Guro Tambura les douze mares dénommées " Nabai-Tera". Le droit d'usage de ces mares est reconnu à la famille Kumbeniassa dont le chef est le chef de village de Kubitera Demba et Demba Bah, qui est contraint de suivre les instructions données par le chef de la famille Komongallu. / APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

SUPERAI-GELAI

Conflit n°: **158**

VILLAGE: KANA

LEYDI: JALLUBE BURGU

Cercle: TENENKU

Arrondissement: TOGGERE KUMBE

Ref Objet: **A**

ETAT du conflit: **Passé**

ETAPES: **1994**

RESSOURCE: **Poisson**

ECOTOPE: **Chenal**

OBJET: **Revendication de pêche**

PARTIES: **Hamadi Tiamba Tambura c/ Hamadi Maama Kamanta**

ETHNIES: **Riimaay'be c/ Bozo**

ENJEUX: **Le chef de village de Tibitaba voulait s'octroyer tout le domaine qu'il croyait avoir hérité de son grand père, c'est pourquoi il interdisait aux pêcheurs de Kana d'y exercer leurs activités. Le chef de village de Kana qui en est le vrai héritier contesta cette revendication.**

FAITS:

Superaï-Gelai est une pêche de la famille du chef de village de Kana depuis les Ardo. Hamadu Mody Tambura le défunt chef de village de Kana avait prêté une partie de ce domaine à Jaje Kamanta, grand père de Hamadi Mama Kamanta chef de village de Tibitaba pour y mener ses activités de pêche. Le prêt resta jusqu'à la mort des deux chefs des villages.

En 1994 après la nomination de Hamadi Tiamba Tambura comme chef de village de Kana, le nouveau chef de village de Tibitaba Hamadi Mama Kamanta défendit aux pêcheurs de Kana de faire la pêche dans tout Superaï-Gelai qu'il déclara sa propriété. Mis au courant de la nouvelle, le chef de village de Kana se rendit avec une forte délégation à Toggere Kumbe pour se plaindre auprès du chef d'arrondissement qui choisit le chef de cantonnement forestier de Toggere Kumbe comme médiateur. A leur arrivée, celui-ci demanda le Tariik du village de Kana qui est plus ancien que le village de Tibitaba. Le chef de village de Kana lui remit ce tariik qu'il fit lire par un sage du village de Toggere Kumbe également présent au rendez-vous. Après lecture du tariik devant toutes les délégations, on constata que le lieu appartient à Kana et qu'il a été cédé au défunt chef de village de Tibitaba en titre de prêt. Tous convaincus par le contenu du tariik, il fut demandé au chef de village de Tibitaba de s'excuser auprès de son homologue du Kana et une décision verbale fut prise par le chef de cantonnement forestier de Toggere Kumbe avec accord de toutes les parties.

RESOLUTION: Conciliation à l'amiable survenue suite à la lecture du Tariik par un sage de Toggere Kumbe devant le chef de cantonnement forestier de Toggere Kumbe, les deux chefs des villages en litige et leurs délégations en 1994./ AUTORITE SAISIE: Le chef d'arrondissement Toggere Kumbe en Janvier 1994. Le chef de cantonnement forestier de Toggere Kumbe en 1994./ DECISION: Sur proposition des deux chefs de village de Kana et Tibitaba, leurs délégations et de quelques sages de Toggere Kumbe: le chef cantonnement forestier de Toggere Kumbe Oumar Cissé décide: Souperai-Guelai la pêche demeure et restera propriété du chef de village de Kana Hamadi Tiamba Tambura. Nulle autre communauté ne saurait prétendre à cette propriété. L'emprunt fait par le grand père du chef de village de Kana (Hamadi Mody Tambura) au grand père du chef de village de Tibitaba (Mama Kamanta) reste jusqu'à preuve du contraire valable. Je vous invite au respect strict de la présente décision./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

TIALUGOL-N'GAPERÉ-GORI

Conflit n°: 159

VILLAGE: KANA

LEYDI: JALLUBE BURGU

Cercle: TENENKU

Arrondissement: TOGGERE KUMBE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Actuel

ETAPES: 1994

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Revendication d'un chenal

PARTIES: Hamadi Tiamba Tambura c/ Guaya Sidiki Meminta.

ETHNIES: Riimaay'be c/ Bozo

ENJEUX: Gaya Sidiki Meminta souhaite conserver définitivement le chenal, et de ce fait il construit des dossiers justifiant qu'il possède ce lieu. Le chef de village de Kana étonné de cette stratégie décide de se plaindre auprès du chef d'arrondissement de Toggere Kumbe pour démentir le contenu du dossier et renvoyer l'imposteur du lieu.

FAITS:

Tialugol-N'gaperé-Gori est un chenal alimenté par les eaux de la pêcherie N'gaperé-Gori possédée par le chef de village de Kana, Hamadi Tiamba Tambura. Ce chenal a été fait par Aljuma Tambura du village de Kana qui donna l'autorisation à Guaya Sidiki Meminta d'y pêcher. En 1989, le chef de village de Tibitaba Bilale Tiambal Meminta vit que le nommé Guaya Sidiki Meminta y avait trouvé beaucoup de poissons et décida de s'approprier le lieu. Mis au courant de la nouvelle, Gaya Sidiki Meminta toucha le chef de village de Kana qui se plaignit auprès du chef d'arrondissement de Toggere Kumbe en lui demandant d'intervenir. Le chef d'arrondissement de Toggere Kumbe convoqua le chef de village de Tibitaba à qui, il demanda les raisons qui confirmaient sa possession de ce domaine. N'ayant pas d'arguments bien fondés, il ne put rien dire, ce qui poussa le chef d'arrondissement à lui lancer l'avertissement de ne plus prétendre à ce qui ne lui appartient pas et il l'humilia devant tout le monde.

En 1994 Guaya Sidiki Meminta fit un dossier qui attestait que le chenal lui appartenait. Surpris par le comportement de ce dernier, le chef de village de Kana Hamadi Tiamba Tambura décida dans les mois à venir de se plaindre auprès du chef d'arrondissement de Toggere Kumbe pour expulser Gaya Sidiki Meminta du lieu et démentir ce qui est écrit dans le dossier.

RESOLUTION: AUTORITE SAISIE: Chef d'arrondissement de Toggere Kumbe saisi avant fin 1994.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

PONGA-KUMBE

Conflit n°: 160

VILLAGE: N'GUDIRI

LEYDI: KOMONGALLU

Cercle: TENENKU

Arrondissement: TOGGERE KUMBE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1982

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Mare

OBJET: Accord de pêche conventionnel non respecté. Revendication des pêcheries

PARTIES: Pêcheurs de N'GUDIRI c/ pêcheurs de JONDORI

ETHNIES: Bozo

ENJEUX: Le chef de village de Jondori prétendant être poussé par ses pêcheurs réclame la zone commune à son village et au village de N'gudiri. Le chef de village de N'gudiri insistant sur le respect de l'ancien système, refuse que le lieu soit commun à son village et au village de Jondori.

FAITS:

Ponga-Kumbe est une pêcherie des pêcheurs du village de N'gudiri. Dans ce domaine se trouvent sept mares où les pêcheurs de Jonjori pêchaient pendant sept jours. Après ces jours, le lieu est exploité par les possesseurs (pêcheurs de N'gudiri) jusqu'au mois de Mai. A partir du mois de mai, le tour revenait à Jonjori pendant sept jours. Cette convention existait entre les deux villages il y a des décennies. En 1982, les pêcheurs de Jonjori décidèrent après leurs sept jours de pêche de continuer leurs activités sur le lieu comme le faisaient les pêcheurs de N'gudiri. Mis au courant de cette décision, Umaru Jara, chef de village de N'gudiri manifesta son refus ce qui poussa le chef de village de Jonjori à dire qu'on ne pouvait pas leur refuser cela, puisque le lieu est commun aux pêcheurs des deux villages. Comme son homologue de Jonjori était pris au sérieux, le chef de village de N'gudiri se plaignit auprès du chef d'arrondissement de Toggere Kumbe. Le chef de village de Jonjori vit que son homologue de N'gudiri insistait sur son refus, et se plaignit auprès du chef d'arrondissement de Jonjori. Les deux chefs d'arrondissement de Toggere Kumbe et Jonjori examinèrent ensemble l'affaire et convoquèrent les deux chefs des villages à Niasso. Les deux chefs des villages y vinrent accompagnés des notables de leurs villages respectifs. Suite aux arguments du chef de village de N'gudiri et de ses notables qui ont convaincu tous les participants présents à la rencontre, le chef de village de Jonjori trahit son entourage en disant qu'il avait été poussé par les pêcheurs de son village à réclamer la possession du lieu. Suite à cela, les deux chefs d'arrondissement de Toggere Kumbe et de Jonjori demandèrent au chef de village de Jonjori de présenter ses excuses à son homologue de N'gudiri et ils établirent une décision imposant l'ancien système.

RESOLUTION: Conciliation survenue suite à la rencontre de Niasso provoquée par les chefs d'arrondissement de Toggere Kumbe et Jonjori en 1982./ AUTORITE SAISIE: Le chef d'arrondissement de Toggere Kumbe en 1982. Le chef d'arrondissement de Jonjori en 1982./ DECISION: Ponga-Kumbe, la pêcherie demeure et restera en la possession des pêcheurs de N'gudiri. La pêcherie sera exploitée comme le prévoyait la tradition: A chaque mois de Mai, Jonjori est autorisé à faire sept jours de pêche dans les sept mares, après ces sept jours N'gudiri effectuera ses activités de pêche sur toute la zone jusqu'au mois de Mai suivant./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

PORA PAGU

Conflit n°: 161

VILLAGE: PORA-BOZO

LEYDI: WURO HARI

Cercle: JENNE

Arrondissement: KUAKURU

Ref Objet: A

ETAT du conflit: **Passé**

ETAPES: 1991 - 1992

RESSOURCE: **Poisson**

ECOTOPE: **Mare**

OBJET: **Revendication d'une mare**

PARTIES: **Bâ Sinayoko, pêcheur domicilié à MAUGHA-DAKKA c/ Maama Sinayoko, pêcheur domicilié**

ETHNIES: **Bozo**

ENJEUX: **Bâ Sinayoko, de retour d'exode souhaite sa réintégration immédiate. Faute de consensus, il réclame la possession intégrale de la mare de Pora. Maama Sinayoko voulait entendre l'avis du conseil avant d'accepter ou refuser la réintégration de Bâ Sinayoko. Pour lui, il n'est pas question que la dite mare lui appartienne de façon exclusive.**

FAITS:

Les protagonistes sont des membres de la même famille. Le règlement intérieur était strictement respecté. La famille étant devenue très nombreuse, chaque ménage avait reçu la maîtrise d'un point d'eau, mais chacun était sous le contrôle du plus vieux de la communauté Sinayoko. Ses décisions étaient irrévocables. A chaque pêche, les chefs de ménage étaient tenus de verser au doyen, pour chaque pêcherie une partie des poissons. A la mort du doyen Dramane, Maama Sinayoko lui succéda. Bâ Sinayoko partit pour plus d'une dizaine d'années en exode. Ceux qui sont restés pour servir loyalement le doyen considérèrent Bâ Sinayoko comme un traître.

De retour de sa pérégrination, Bâ Sinayoko voulut réintégrer la communauté. Pour cela Maama lui demanda d'attendre l'année suivante. Pendant ce temps, le conseil se tint pour décider de ce qu'il fallait faire. A cette proposition, Bâ Sinayoko s'opposa catégoriquement et de plus voulut désormais rester seul maître de la grande mare de Pora-Bozo. Il prétextait que son arrière grand-père serait l'un des trois neveux d'un certain Mande Musa qui à l'époque était possesseur incontesté des eaux. Le conseil avait l'intention d'éviter des incidents au cours de la présente campagne, c'est pourquoi il a préconisé le ralliement de Bâ Sinayoko pour l'année suivante. Bâ voulait rester seul à gérer la grande mare. Devant une telle situation, il a saisi les autorités locales.

RESOLUTION: En 1991, Maama et Bâ Sinayoko ne sont pas arrivés à un point d'accord. Le second insiste sur son intégration, faute de quoi, il occupe la mare sans partage. Cette dernière solution reste désormais son principale objectif./ AUTORITE SAISIE: Chef de village de Pora-Bozo. En novembre 1991 et en Avril 1992, chef d'arrondissement./ DECISION: Oui, émanant du chef d'arrondissement. Rédaction d'une convention: Bâ Sinayoko s'engage à respecter les clauses du passé il s'engage à enlever la part de poisson qui revient au plus vieux. Maama accepte se rallier à Bâ Sinayoko pour toute fin utile comme par le passé./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

MAYO-M'BALEWA et TIGUOU

Conflit n°: 162

VILLAGE: KONTZA-BOZO

LEYDI: UURUUBE DUUDE

Cercle: MOPTI

Arrondissement: KONNA

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1993 - 1994

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Revendication de pêcheries

PARTIES: Bawlaka c/ Jenegona

ETHNIES: Bamanan c/ Bozo

ENJEUX: Umaru Tarawore nommé messenger de la pêche collective voulut s'accaparer les pêcheries. Ce qui fut contesté par les familles Pagu et Bilakoro de Kontza-Bozo qui le relevèrent de ses fonctions. Néanmoins, le messenger n'accepta pas d'être relevé de ses fonctions de messenger.

FAITS:

Mayo-M'baliwa et Tigu sont des pêcheries possédées par deux familles de Kontza-Bozo, les familles Pagu et Bilakoro dirigées par Maama Pagu. Les lieux reçoivent chaque année avant la campagne de pêche le sacrifice d'une chèvre noire dont le corps est jeté à l'eau. Les activités sur les lieux se font selon la tradition de la manière suivante: les familles Pagu et Bilakoro sont chargées de diriger les activités de pêche; la famille Naciré de Kontza-Bozo est chargée d'installer des barrages dans une partie de la pêcherie pour empêcher les poissons de s'enfuir et stopper tous ceux qui peuvent gêner la pêche. Un messenger a été pris parmi les Bamanan de la famille Bawlaka (famille Bawlaka est composée des villages de Sama, Gnonto, Koko, Timé, Sandegui, Sukaré, Kinani, Kontza-Fulbé, Wumeré et Koby) pour annoncer le jour de la grande pêche (pêche collective à laquelle toutes les familles participent).

En 1980, le messenger Alfa Samake fut relevé de ses fonctions par le chef d'arrondissement de Konna suite à une bagarre qu'il provoqua entre pêcheurs autochtones et nomades et il fut remplacé par Umaru Traore. Quelques années plus tard Umaru Traore ayant eu du poids annonça partout que les pêcheries lui appartenaient en taxant les Bozo nomades qui venaient pêcher. Il organisa encore en Mai 1993 une pêche collective avec sa famille Bawlaka sans consulter les propriétaires.

N'étant pas d'accord avec cette procédure, les propriétaires (famille Pagu et Bilakoro) décidèrent de le relever de ses fonctions de messenger et le remplacer par l'ancien messenger Alfa Samaké. Pour relever Umaru Traore on passa à un vote qui a donné 7 voix pour et 3 voix contre. Ce vote fut fait par les familles Pagu et Bilakoro. Umaru ne se voyant pas soutenu affirma que ce vote ne pouvait pas le relever de ses fonctions puisque les lieux appartenaient à sa famille Bawlaka. Il sensibilisa peu après cette famille (Bawlaka) qui soutiendra ses revendications et se plaignit auprès du chef d'arrondissement de Konna. Celui-ci organisa une rencontre entre lui et les familles Pagu et Bilakoro à Konna. Après audition de toutes les parties, le chef d'arrdt dit à Umaru Traore qu'il ne pouvait pas trancher cette affaire puisque un Bamanan n'a jamais eu la propriété d'une pêcherie et il l'envoya se plaindre ailleurs.

Umaru n'ayant pas réussi à obtenir ces pêcheries revint en 1994 chez le chef d'arrondissement de Konna auprès duquel il revendiqua sa place de messenger. Le chef d'arrdt lui promit un nouveau vote pour être élu un messenger. Après un mois d'attente sans que le vote n'ait lieu, Umaru se rendit encore chez le chef d'arrdt pour lui annoncer l'approche de la pêche collective. Ce dernier lui demanda d'aller consulter le chef des Bozo Maama Pagu pour fixer une date. Umaru Traore sans consulter les Bozo, fixa une date avec sa famille Bawlaka et fit la pêche collective. Après cette pêche Umaru fut arrêté par

la gendarmerie et libéré cinq jours après avec des avertissements de ne plus se mêler des affaires des pêcheries.

RESOLUTION: Le conflit est résolu suite à l'absence de prise en considération des plaintes de Umaru Traore qui sera plus tard arrêté par la gendarmerie qui lui interdira de se mêler des affaires des pêcheries./ **AUTORITE SAISIE:** Le chef d'arrondissement de Konna en 1993 - 1994./ **DECISION:** Umaru Traore a été débouté de sa plainte et les lieux sont reconnus comme relevant des familles Pagu et Bilakoro de Kontza-Bozo./ **APPLICATION:** Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

VILLAGE: DUNDE-WEDU

LEYDI: UURUUBE DUUDE

Cercle: MOPTI

Arrondissement: KORIENTE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: **Passé**

ETAPES: 1988 - 1993 - 1994

RESSOURCE: **Poisson**

ECOTOPE: **Chenal**

OBJET: **Revendication de pêche**

PARTIES: **Pêcheurs de DUNDE-WEDU c/ pêcheurs de SENDEGE**

ETHNIES: **Somono c/ Bozo**

ENJEUX: **Les pêcheurs de Dundé-Wedu voulaient que le lieu soit exploité par leur groupe seulement. Les pêcheurs de Sendege revendiquaient la possession de l'endroit où ils ont l'habitude de faire leurs barrages.**

FAITS:

Sama est une pêche alimentaire par les eaux du lac Koriente. Cette pêche est liée au lac par un chenal appelé Guelewel. Sama est une possession des pêcheurs de Dundé-Wedu depuis des décennies, mais les parties abandonnées sont exploitées par leurs homologues de Sendege sur faveur. En 1988 quand les pêcheurs de Dundé-Wedu installèrent leurs barrages dans toute la pêche, leurs homologues de Sendege protestèrent et arrachèrent tous les barrages se trouvant dans la partie où ils avaient l'habitude de pêcher en déclarant que la partie leur appartient. Quand ils y plantèrent leurs barrages, ceux-ci furent arrachés par leurs homologues de Koriente qui se plaignirent sans tarder auprès de leur chef d'arrondissement. Les pêcheurs de Sendege ayant appris que leurs barrages avaient été arrachés se plaignirent aussi auprès de leur chef d'arrondissement. Ces plaintes ayant coïncidé avec l'affaire Koli-koli, elles furent envoyées au commandant de cercle de Mopti qui organisa dans la même année une rencontre avec les parties en litige, les chefs d'arrondissement de Sendege et de Koriente et les responsables de l'opération pêche des dits arrondissements à Dundé-Wedu. De cette rencontre sortit un procès verbal qui mit en défens la pêche. L'affaire traîna jusqu'à 1993 et la mise en défens fut respectée. Dans cette année 1993, le nouveau commandant de cercle de Mopti organisa une rencontre à Bokore où il a été possible de mettre fin au litige avec des décisions acceptées par tout un chacun. Ont pris part à cette rencontre les parties en litige, les chefs d'arrondissement concernés, les responsables de l'opération pêche de Sendege et de Koriente et le premier adjoint du commandant de cercle.

RESOLUTION: Le conflit est résolu suite à la rencontre organisée par le commandant de cercle de Mopti avec les parties en litige, les chefs d'arrondissement concernés, les responsables de l'opération pêche concernés./ AUTORITE SAISIE: Le chef d'arrondissement de Koriente en 1988. Le chef d'arrondissement de Sendege en 1988. Le commandant de cercle de Mopti en 1988. Le commandant de cercle de Mopti en 1993./ DECISION: Décisions n°040/CM du 9/11/93 (voir affaire Koli-koli)./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

DANGERE-N'GAÏSSY

Conflit n°: 164

VILLAGE: N'GAÏSSY

LEYDI: WURO N'GIYA

Cercle: TENENKU

Arrondissement: TOGGERE KUMBE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1977

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Revendication de pêcherie

PARTIES: Pêcheurs de N'GAÏSSY c/ pêcheurs de TOGGERE KUMBE

ETHNIES: Bozo

ENJEUX: Les pêcheurs de Toggere Kumbe voulant éviter que les pêcheurs de N'gaïssy n'installent un barrage en nasse déclarent que le domaine de N'Gaïssy leur appartient. Les pêcheurs de N'Gaïssy ne sont pas prêts à céder car ils sont sûrs de posséder la pêcherie.

FAITS:

Dangere N'gaïssi est une pêcherie appartenant au village de N'gaïssi depuis les Ardo. Derrière ce domaine se trouve une autre pêcherie possédée par le village de Toggere Kumbe. Chaque village faisait la pêche dans son domaine sans gêner l'autre. En 1977 les pêcheurs de N'gaïssi voulurent faire un barrage en nasse dans leur domaine pour capturer beaucoup de poissons. Les pêcheurs de Toggere Kumbe mis au courant s'y opposèrent en disant que cela les empêcherait d'avoir assez de poissons. Les pêcheurs de N'gaïssi y firent leur barrage quand même sans considérer les paroles de leurs homologues de Toggere Kumbe. Ceux-ci décidèrent de les renvoyer du lieu en déclarant que les deux domaines leur appartenaient.

Surpris d'apprendre cette déclaration, le chef de village de N'gaïssi Bubu Tambura se rendit à Toggere Kumbe pour expliquer le problème au chef d'arrondissement qui convoqua les chefs des villages de N'gaïssi et de Toggere Kumbe. Après analyse de leurs arguments le chef d'arrondissement donna l'autorisation aux pêcheurs de N'gaïssi d'installer leur barrage et menaça ceux de Toggere Kumbe de ne plus prétendre à ce domaine. Le chef de village de Toggere Kumbe refusa ce qui poussa le chef d'arrondissement à contacter immédiatement le commandant de cercle de Tenenku qui envoya ses agents sur ce terrain pour mener des enquêtes. Celles-ci permirent de connaître le vrai possesseur du lieu revendiqué par les pêcheurs de Toggere Kumbe. Elles révélèrent que le lieu appartient aux pêcheurs de N'gaïssi et que le barrage ne gênera en rien les pêcheurs de Toggere Kumbe.

Suite à cela le commandant de cercle convoqua les deux chefs des villages de N'gaïssi et Toggere et fit une décision attribuant le lieu aux pêcheurs de N'gaïssi et les autorisant à y faire leur barrage en nasse.

RESOLUTION: Conciliation survenue suite aux enquêtes menées par les agents du commandant de cercle auprès des notables des villages environnants. Ces enquêtes conduisent le commandant de cercle de Tenenku à faire une décision devant les parties en conflit qui mit fin au litige en 1977./ AUTORITE SAISIE: Le chef d'arrondissement de Toggere Kumbe en 1977. Le commandant de cercle de Tenenku en Décembre 1977./ DECISION: Il est attribué aux pêcheurs de N'Gaïssy dont le chef est Monsieur Bubu Tambura la pêcherie dénommée Dangere-N'gaïssy où ils sont autorisés à faire leur barrage en Nasse./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

JOLDE-GURAJE

Conflit n°: 165

VILLAGE: MAYEL

LEYDI: WURO N'GIYA

Cercle: TENENKU

Arrondissement: TOGGERE KUMBE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé resurgissant

ETAPES: 1987 - 1988 - 1992 - 1994

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Revendication de pêche

PARTIES: Kola Amadu Maminata c/ Demba Kady Konta.

ETHNIES: Bozo

ENJEUX: Demmba Kady Konta veut s'emparer de la pêche en déclarant que ces ancêtres ont toujours été les maîtres de ces eaux. Le chef de village de Mayel surpris par ces déclarations se plaint auprès des successifs chefs d'arrondissement de Toggere Kumbe pour amener Demmba Kady à la raison et pour que ce domaine resta en sa possession.

FAITS:

Jolde-guraje est une pêche du chef de village de Mayel Kola Amadu Maminata qui en hérita de son ancêtre Kamya Maminata. Dans le temps, les pêcheurs de Mayel et ceux du village de Gnamittara y cohabitaient sous la direction du chef de village de Mayel. Pendant les années de sécheresse, le lieu fut abandonné par le chef de Mayel, mais les quelques parties qui sont envahies par l'eau furent exploitées par Demba Kady Konta, un pêcheur de Gnamittara.

En 1987, les activités de pêche furent reprises par le chef de village de Mayel qui installa ses barrages dans le lieu. Suite à cela Demba Kady Konta demanda à ce que ces barrages soit enlevés en déclarant que le lieu est à lui car ses grands parents avaient toujours été les maîtres des eaux. Surpris par ces revendications, le chef de village de Mayel Kola Amadu Maminata se plaint auprès du chef d'arrondissement de Toggere Kumbe pour éviter des bagarres. Celui-ci convoqua les deux parties en litige et demanda à chacun ses arguments. Après les interrogatoires et les conseils de ses collaborateurs, il mit en défens les activités de pêche sur le lieu jusqu'au règlement définitif du litige. Après ses enquêtes menées auprès des notables des villages environnants et après consultation des vieux tariik, le chef d'arrdt se rendit compte que le lieu appartenait au chef de village de Mayel dont l'arrière grand-père était le maître des ces eaux. Il reconvoqua les deux parties en litige et attribua par une décision le lieu au chef de village de Mayel.

En 1988, les barrages de pêche du chef de village de Mayel furent arrachés par Demba Kady Konta qui n'était pas d'accord avec les décisions du chef d'arrdt qui avait été muté. Cette agression poussa le chef de village de Mayel à se plaindre auprès du nouveau chef d'arrondissement de Toggere Kumbe qui donna un dernier avertissement à Demba Kady Konta et imposa les décisions de l'ex-chef d'arrondissement. A la mi-1992, après la mutation du second chef d'arrdt, Demba Kady Konta arracha encore les barrages de pêche du chef de village de Mayel et déposa une plainte auprès du nouveau chef d'arrondissement. Celui-ci demanda également le respect strict des décisions de l'ex-chef d'arrondissement. Mais en Mai 1994 vu que Demba Kady n'était pas engagé de respecter ces décisions, le chef d'arrdt fit un procès verbal qu'il envoya au juge de Tenenku. A la mutation de celui-ci, l'affaire est prise en charge par le nouveau juge qui convoqua les deux parties en litige le 4 Novembre 1994 pour une autre instruction.

RESOLUTION: AUTORITE SAISIE: Le chef d'arrondissement de Toggere Kumbe en 1987. Le chef d'arrondissement de Toggere Kumbe en 1988. Le chef d'arrondissement de Toggere Kumbe en 1992. Le juge de Tenenku en 1994. Le juge de Tenenku en

1994./ DECISION: Les décisions des chefs d'arrondissement de Toggere Kumbe reconnaissent toutes que le lieu appartient au chef de village de Mayel./

APPLICATION: Non, car toutes les décisions prises par les chefs d'arrondissement de Toggere Kumbe furent rejetées par Demba Kady.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

SERI

Conflit n°: 166

VILLAGE: KOA-JUGUNI

LEYDI: TOGGE HAMADI

Cercle: JENNE

Arrondissement: KUAKURU

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1989

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Mare

OBJET: Revendication de pêche

PARTIES: Galy Méminta, pêcheur domicilié à KOA c/ Guro Tambura, agriculteur domicilié à KUAKU

ETHNIES: Bozo c/ Riimaay'be

ENJEUX: Galy Meminta, pêcheur professionnel avait toujours exploité la mare Seri. Cette dernière est localisée sur le terroir de Juguni dont Guro Tambura, pêcheur occasionnel en est un ressortissant. Chacun deux s'estime être le possesseur de la dite mare, le premier, pour y avoir pêcher depuis des années, le second, étant chez lui estime détenir la gestion des ressources du terroir.

FAITS:

La mare Seri est une possession coutumière d'une famille résidant à Kulenze. Depuis des années, la dite-famille n'a jamais revendiqué de droits. La famille Meminta exerçant la pêche exploitait la mare à la crue et à l'amorce de la décrue. La famille Tambura pratique principalement l'agriculture et la pêche occasionnellement. Elle participe activement à la pêche collective de décrue. Au fil des années, les possesseurs coutumiers avaient sombré dans l'oubli. Chacun des exploitants habituels des famille Meminta et Tambura avait nourri l'idée selon laquelle il deviendrait le possesseur légitime de cette mare. Chacun voulait réorganiser la pêche et par conséquent exercer certains droits.

A partir de ce moment, les difficultés commencèrent entre les deux familles qui devaient toujours cohabiter et exploiter ensemble la mare Seri. Chaque année, la situation prenait des proportions inquiétantes. Pour mettre fin à cette confusion, le propriétaire coutumier fut obligé d'intervenir en apportant toute la lumière. A partir de 1989, la mare Seri fut soumise à la haute surveillance des possesseurs coutumiers qui résident à Kulenze.

RESOLUTION: Les protagonistes ne sont pas arrivés sur un terrain d'entente./ AUTORITE SAISIE:

Dès 1989, le maître d'eau (propriétaire coutumier de la dite mare) fut saisi./

DECISION: le propriétaire coutumier, résidant à Kulenze mit fin à la confusion./

APPLICATION: Pour toute question de pêche de la dite mare, les protagonistes d'hier doivent consulter le possesseur coutumier.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

BANGA

Conflit n°: 167

VILLAGE: SAARE KIMA

LEYDI: JALLUBE BURGU

Cercle: TENENKU

Arrondissement: SOOSOUBE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1989 - 1994

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Mare + Chenal

OBJET: Revendication d'une mare et de ses chenaux

PARTIES: Kaka Komu c/ N'baye Tiéminta.

ETHNIES: Bozo

ENJEUX: La famille N'baye veut conserver ses pêcheries qu'elle exploite depuis le temps de ses ancêtres. La famille Komu, devenue nombreuse prétend que ces pêcheries lui appartiennent et veut les reconquérir, sous prétexte que ses ancêtres furent les premiers à arriver sur les lieux.

FAITS:

Bangal est une grande mare constituant un véritable réservoir de poissons dans l'arrondissement de Soosoobe. Neuf chenaux alimentent Bangal. Las-Bangal est le chenal principal. Dans sa pérégrination, l'ancêtre de N'baye arriva près d'un bosquet où il trouva assis un inconnu. Celui-ci lui indiqua la présence d'une mare non loin de là. L'inconnu disparut. L'ancêtre de N'baye poursuivant son chemin, découvrit des pas qu'il suivit et arriva devant un trou. Dans ce trou, vivait un homme qui s'appelait Jamu Ja Sarro. Ce dernier lui signifia que la mare était hantée et que toute exploitation serait impossible. Jamu Ja Sarro fut conduit à Nemedé (près de Mopti). L'ancêtre de N'baye retourna à la mare. Il conclut une alliance avec le génie d'eau. Par la suite, il alla s'installer à Soosoobe. Il donna naissance à un fils, Musa et à deux filles Fatumata et Aïssata. Cette dernière était l'incarnation du génie de l'eau. Fatumata se maria, Musa resta toujours à Soosoobe, mais revenait pêcher dans la mare. Il savait que lui et ses descendants pourraient toujours compter sur la protection de Aïssata, incarnation du génie. Jamu Ja Sarro se maria à Nemedé avec une femme qui avait déjà une fille. Des générations ont passé.

Ce sont les descendants de cette même fille, ayant comme chef de file Kaka Komu qui réclament l'appartenance de la mare Bangal en général, Las-Bangal, en particulier. Selon Kaka Komu, son ancêtre est venu du Mandé pour s'installer à Kami (près de Mopti) puis à Nemedé. Son fils Thiary alla s'installer sur le bosquet de Bangal inhabité. C'est à cet endroit que l'ancêtre de N'baye le trouva et lui demanda l'autorisation de pêcher à ses côtés. Des années passèrent, les deux familles vivaient en parfaite harmonie. Les chenaux affluents et défluent de la mare était très productifs. Avec les dernières années de sécheresse, la plupart des pêcheries ont tari, les concentrations autour des zones plus basses devenaient plus fortes. Las-Bangal, le chenal le plus important a toujours été occupé par la famille N'baye. Huit autres mares sont occupées par la famille Komu.

En 1989 le premier incident éclata quand la famille Komu voulut installer son barrage devant celui de la famille N'baye dans le chenal Las-Bangal. Les deux barrages ne pouvant coexister, les autorités judiciaires furent saisies. C'était, à l'époque M. T. G., le juge de Paix à compétence étendue de Tenenku. Il déclara Las-Bangal zone interdite pour éviter tout conflit éventuel. De 1990 à 1993, Las-Bangal ne fut pas pêchée. En début de crue de 1994, la trêve fut rompue. La famille Komu installa ses barrages dans la zone interdite et la riposte ne se fit pas attendre. Grâce au bon sens de N'baye, un nouveau scandale a pu être évité. Le juge a été muté. Le dossier est en instance dans les mains de son successeur. Le 30 Mai 1994 le chef de village de Kajal atteste la réconciliation des deux familles à Kajal en présence de tous les notables des deux villages.

RESOLUTION: En 1989, les deux familles avaient tenté de résoudre le problème à l'amiable. Malheureusement, les difficultés des dernières années les ont éprouvées au point que chacune veut installer ses barrages dans Las-Bangal, le chenal le plus productif./ **AUTORITE SAISIE:** Chef de village dès 1989. Chef d'arrondissement central. Chef de poste forestier./ **DECISION:** oui, émane du juge de paix à compétence étendue: "Las-Bangal fut déclaré zone interdite"./ **APPLICATION:** De 1990 à 1993, l'interdiction fut observée. La trêve fut rompue en début de crue 1994, quand la famille Komu installa ses barrages. Le 30 Mai 1994 les familles se seraient réconciliées à Kajal.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

"Procès verbal N°003/AS-CT du 15/07/1994, Objet: litige autour de Las-Bangal entre les familles Tieminta de Saare-Kina.

Baba Tarawore: S.I.R.: Je vais dire la vérité et rien que la vérité. Au cours des deux premières réunions on n'était pas tombé d'accord. C'est donc à la troisième rencontre qu'on s'est entendu. Je ne connais que la famille Tieminta comme propriétaire de la mare Bangal. Mon propre père a travaillé avec cette famille.

Gady Kampo: A la rencontre de tentative de conciliation, les deux parties ont fait savoir que le litige avait commencé autour d'un seul point de fermeture appelé Las-Bangal. La mésentente a élargi le litige au reste de la mare. Alors, nous leur avons demandé à tous d'abandonner Las-Bangal. Les deux parties ont accepté la proposition. Mais les Mayanta ont dit qu'ils ont d'autres mares. Nous leur avons dit que nous ne connaissons que celles de leurs grand-pères. Nous savons également là où travaillait le grand-père des Tieminta. Ils ne se sont pas entendus.

Isa Komu: S.I.R.: J'ai assisté à toutes les rencontres de tentative de conciliation. C'est moi-même qui leur ai demandé de nous dire l'origine du litige. Ils ont répondu que c'est au sujet du barrage Las-Bangal. Le doyen de la famille Tieminta (Uumar Tieminta) a accepté d'abandonner le barrage Las-Bangal sur notre demande. Kaka Komu du côté de la famille Mayanta a également donné son accord. Sur ce, toute l'assistance les a remerciés et leur a fait des bénédictions. Après nos bénédictions, le nommé Isa Tieminta nous a fait savoir que le litige n'est pas terminé parce que la famille Mayanta érige des barrages dans d'autres mares qui appartiennent à sa famille. Ahmadu Mayanta a répliqué en disant que c'est faux tout en affirmant que les Mayanta ont six (6) mares d'exploitation et que par contre les Tieminta en ont neuf (9). J'ai posé la question à Isa de savoir depuis combien d'années ils sont en litige. Il a répondu qu'il y a six ans et que pendant ces six années les Mayanta exploitent six mares et les Tieminta neuf (9). Donc nous leur avons tous demandé d'abandonner la mare litigieuse qui est Las-Bangal et de continuer l'exploitation des autres mares comme par le passé. Nous nous sommes séparés sur ce principe.

Tuman Komu: Notable à Kajal. S.I.R.: Le litige a commencé autour de Las-Bangal. La famille Mayanta a commencée à ériger des barrages dans les mares exploitées de tout temps par les Tieminta et les six barrages dont ils parlent sont situés à ce niveau. Isa Tieminta a demandé qu'en cas d'abandon de Las-Bangal, il faudrait donc que la famille Mayanta arrête d'installer des barrages dans les huit (8) autres mares. Nous avons demandé à Isa si les barrages se situaient derrière les barrages des Tieminta. Il a répondu par l'affirmative. Alors nous dit que cela n'est pas normal. Toute l'assistance a convenu que les deuxièmes barrages doivent disparaître. Kaka Komu n'a pas voulu reconnaître cette proposition. Nous avons insisté pour qu'ils aillent toujours se concerter afin de se comprendre.

Sammamba Komu: Notable à Kajal. S.I.R.: Nous avons tenu trois réunions de tentative de conciliation. Il en est ressorti à chaque fois qu'aussi bien la mare Bangal que ses embranchements appartiennent à la famille Tieminta. L'acceptation de l'abandon de Las-Bangal par la famille Tieminta était conditionnée par le retrait des Mayanta des huit autres mares dans lesquelles ils avaient commencé à ériger des barrages à tort. J'ai demandé au chef de village de Kajal de rapporter fidèlement les conclusions de la rencontre à Monsieur le juge de Paix à compétence étendue. Je me suis présenté chez lui à deux reprises pour lui demander de rédiger la lettre pour le juge. La première fois j'étais accompagné du 1er conseiller Faba Komu, la deuxième fois c'était en compagnie de Yussuf Komu. Il a toujours répondu qu'il ne la rédigerait pas en ma présence.

Maama Komu: Conseiller de Kajal. S.I.R.: Il avait été demandé aux deux parties l'abandon de Las-Bangal. Isa Tieminta a répondu que ce serait à condition que la famille Mayanta arrête d'obstruer les

arrières des huit autres mares. Mais Kaka Komu avait refusé cette proposition. En réalité, depuis les arrière-grand-pères, c'est la famille Tieminta qui exploitait les neuf mares.

Mention: Il ressort que les tentatives de conciliation engagées à l'initiative des notables de Kajal n'ont pas abouti. Toutefois, la lumière est faite sur le litige grâce aux témoignages des médiateurs".

Lettre du chef de village de Kajal au juge de paix, le 30/5/94: "Les deux familles Tieminta et Mayanta se sont réunis une fois à Saare-Kina. Après concertation les deux familles se sont donné la main. Au moment où je vous envoie cette lettre le linge sale a été lavé en famille aucune tension n'existe plus. Vous pouvez les convoquer pour rendre compte de la réalité. Les deux familles ont été conciliées à Kajal en présence de tous les notables des deux villages".

NAWRE MAWNDE

Conflit n°: 168

VILLAGE: SABA

LEYDI: JALLUBE BURGU

Cercle: MOPTI

Arrondissement: JALLUBE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1969

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Mare

OBJET: Revendication de pêche dans une mare

PARTIES: Groupe Bozo du village de SABA c/ Bozo du village de PIRA

ETHNIES: Bozo

ENJEUX: Les Bozo de Pira se voyaient proches de la mare Nawre Mawnde et voulaient y pêcher sans les autres pêcheurs, parce que cette mare porte le nom de leur village. Ils sont autochtones du leydi. Les Bozo de Saba sont leurs chefs dans le leydi et il ne devrait pas y avoir de pêche dans toutes les mares sans leur autorisation. Ce sont des mares que l'on pêche collectivement avec d'autres villages.

FAITS:

Cette affaire a débuté en 1969 lorsque les habitants de Pira sont venus pêcher dans la mare appelée Nawre Mawnde, sans notre autorisation. Lorsqu'ils ont pêché le lieu en 1969, nous nous sommes réunis pour nous consulter là-dessus afin de savoir pour quelle raison les gens de Pira ont ainsi agi sans nous consulter. Ils ont fait preuve d'un acte de violation des règlements traditionnels. Nous les gens de Saba, nous avons délégué notre chef de village du nom de Maama Kama Konta pour entamer les pourparlers à côté du chef de village de Pira. Après le contact entre les deux villages, les Bozo de Pira ont dit que la mare Nawre Mawnde est à eux depuis le temps de Seeku Aamadou. Ils y avaient toujours pêché sans demander l'autorisation à qui que ce soit. En bref, la mare n'appartient pas à Saba. Mais seulement, les gens de Saba sont des Bozo natifs du leydi.

C'est seulement en 1968, lorsque nous avons organisé une pêche collective, nous les gens de Pira, nous avons avisé le chef des eaux de Saba, Maama Gi'daa, du sacrifice de la mare et nous avons fixé la date de la pêche collective. Après la pêche de l'année 1968, nous n'avons fait appel à personne de Saba pour la pêche. Ainsi, lorsque les gens de Pira nous ont fait savoir que la mare Nawre Mawnde leur appartenait, immédiatement, nous les gens de Saba, nous avons contacté les Bozo qui sont nos voisins. Il s'agissait des Bozo de Jallube, de Tebi et ceux de Hoore Kowu. Voici ce dont nous leur avons fait part: "Les Bozo de Pira sont venus pêcher dans la mare Nawre Mawnde sans autorisation ni de notre part, ni de la part des autres villages. Lorsque nous nous sommes rencontrés à Pira, nous avons fait savoir aux Bozo de Pira que la mare Nawre Mawnde était toujours sous la direction des Bozo de Saba. Après la tenue de cette réunion de Pira, nous les Bozo de Saba, de Hoore Kowu, nous avons décidé de convoquer les Bozo de Pira chez le chef des eaux de Jallube. Ce dernier était le plus vieux et le plus respecté de notre leydi. A Jallube, nous avons expliqué au chef de village et au chef des eaux la manière dont les Bozo de Pira étaient venus pêcher la mare sans autorisation. Nous avons organisé une rencontre dans leur village à Pira pour leur demander des explications afin de savoir pour quelle raison ils avaient fait cette pêche. Ils ont dit que la mare n'a jamais appartenu à Saba et que depuis le temps de la Diina, eux ils pêchaient dans cette mare.

Les faits n'ont pas commencé cette année. C'est par simple besoin d'avoir un chef des eaux, qu'ils ont fait appel au chef des eaux de Saba pour les sacrifices parce que leur chef des eaux est mort et n'a pas été remplacé. Après tout ce qu'ils ont dit, nous ne sommes pas d'accord, car nous ne sommes pas convaincus de l'explication qu'ils ont donnée sur ce problème. Nous sommes tous conscients que la mare appartient aux Bozo de Saba. C'est eux qui organisaient les pêches dans la mare chaque année

et sans eux, on ne devrait plus pêcher dans cette mare".

Lorsque nous avons fini d'expliquer les faits au chef de village de Jallube, nous lui avons dit de prendre assez de précautions sinon il y aurait des bagarres graves. Ainsi, le chef des eaux et celui du village de Jallube nous ont promis de les convoquer dans un délai très bref, disant qu'ils feraient de leur mieux pour arrêter la pêche qui ne saurait respecter les exigences coutumières. Lorsque les Bozo de Pira et de Hoore Kowu ont été convoqués par le chef du village de Jallube à la présence de leur chef des Eaux et Forêts, le chef de village de Jallube donna la parole aux Bozo de Pira. Après leur explication sur les faits, ils disaient que la mare de Nawre Mawnde est proche de Pira et qu'ils y avaient toujours pêché sans même attendre la pêche collective. Le chef de village après toutes les explications des Bozo de Pira et de Hoore Kowu, prit la décision d'intervenir et de s'adresser aux Bozo de Pira. Il les invita à cesser de pratiquer la pêche dans la mare sans autorisation de Saba, sauf dans le cas où cela sera une pêche collective dans laquelle tous les villages seront invités à participer. La décision est appliquée et les Bozo de Pira ont présenté leurs excuses aux Bozo des villages environnants. Depuis lors, ils n'ont pas pêché dans la mare Nawre Mawnde sans autorisation des Bozo de Saba. / Jallube le 26 Mars 1970 / chez le chef du village Maham Seydu Jal.

RESOLUTION: La conciliation à l'amiable a été réalisée devant les chefs des eaux de Jallube, le chef des eaux de Saba, le chef de village de Jallube, ainsi que d'autres notabilités des villages voisins. C'était dans le vestibule du chef de village de Jallube, à la date du 26 Mars 1970. / **AUTORITE SAISIE:** Le chef des eaux de Saba, le chef du village de Jallube et certains notables Bozo et Riimaay'be ont été saisis en 1969 et en 1970 / **DECISION:** Oui, elle vient du chef de village de Jallube. Elle consiste à interdire aux Bozo de Pira de pêcher dans la mare sans consulter les Bozo de Saba qui ont les pouvoirs sur toutes les mares. / **APPLICATION:** Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

NAWRE M'BO'DEWOL

Conflit n°: 169

VILLAGE: MINO SAARE

LEYDI: JALLUBE BURGU

Cercle: MOPTI

Arrondissement: JALLUBE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1987

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Mare

OBJET: Revendication de pêche dans une mare

PARTIES: Village MINO SAARE c/ Village MINO DAAKA

ETHNIES: Bozo

ENJEUX: Les objectifs de Mino Daaka étaient de pêcher sans demander l'autorisation au chef coutumier des eaux, chef du village de Mino Saare. Les deux villages étaient de tendances politiques opposées et se gardaient rancune. Les Bozo de Mino Saare ont dit que l'autre camp n'avait pas le droit de pratiquer la pêche ici parce que tous les Bozo qui habitent sur la rive gauche du Pondori sont sous leur contrôle. Les Bozo de Mino Saare étaient chefs coutumiers par rapport aux eaux. C'est pour cela que Ali Bilaali Nyeenta n'avait pas accepté qu'on viole la tradition.

FAITS:

Les faits remontent en 1987. Les Bozo de Mino Daaka avaient organisé une pêche sans avertir les Riimaay'be et les Bozo de Mino Saare. Il y a trente ans que nous faisons la pêche dans la mare nommée Nawre M'Bo'dewol. Mais en 1987, nous les Bozo de Mino Saare, nous avons eu des problèmes avec les Bozo de Mino Daaka à cause des élections politiques de l'époque. Ces derniers avaient voté contre nous. Nous les Bozo de Mino Daaka, nous avions notre chef qui s'appelle Bokari Nyeenta. C'est ce dernier qui a donné l'autorisation de pêche sans le consentement des gens de Mino Saare. Lorsqu'ils avaient organisé cette partie de pêche, le chef des eaux de Mino Saare qui est aussi notre chef de village a été saisi du problème par les Bozo de Mino Saare pour savoir pourquoi les Bozo de Mino Daaka avaient pêché sans nous avertir. Bokari Nyeenta, le chef du village de Mino Daaka répondit qu'il n'avait rien à dire aux gens de Mino Saare et qu'il n'existait aucun lien entre eux. Il dit par ailleurs qu'ils avaient les mêmes droits que nous, en ce qui concerne la pêche dans les mares mais comme il y a une mésentente entre nous maintenant, ils n'avaient rien à nous demander. Le chef du village de Mino Saare jura de réussir à les empêcher de pêcher dans cette mare si les Bozo de Mino ne participaient pas. Et si les gens de Mino Daaka pensaient être les seuls à avoir le droit de pêcher sans notre autorisation, c'est l'administration qui les départagerait.

Ali Bilaali Tanapo, chef de village de Mino Saare convoqua tous les villageois pour leur dire que depuis l'installation de Mino Daaka jusqu'à l'arrivée des guerriers d'El Haj Uumar Tal, ils avaient toujours pêché sans notre autorisation. Si maintenant ils profitaient d'une opposition politique pour violer notre tradition de pêche, la chose ne pouvait pas aller. «L'affaire est au sérieux» a dit Ali Bilaali Nyeenta, chef de village aux gens de Mino Saare. Mais les habitants de Mino Daaka sont riches et ont de bonnes relations avec les agents des Eaux et Forêts. Lorsque le chef de village eut fini d'expliquer les dangers que couraient les villageois de Mino Saare du fait que les Bozo veulent pêcher sans autorisation, un habitant de Mino Saare du nom de Ali Nyeenta (paix à son âme), disait: "Nous sommes tous des Bozo et nous vivons ensemble il y a plus d'un demi-siècle. Mais il n'y a jamais eu des problèmes entre nous. Et voilà qu'à cause de l'opposition politique, nous nous mettons devant les autorités administratives". Il demanda au chef de Mino Saare de convoquer les Bozo de Mino Daaka encore pour trouver une solution entre eux.

Après cette intervention du vieux Ali Nyeenta, le chef de village de Mino Saare convoqua les Bozo de

Mino Daaka pour que le problème puisse être réglé à l'amiable. Nous envoyâmes un conseiller de notre village. Nous lui avons dit de dire au chef Bokari Nyeenta de venir avec leurs notables pour qu'on règle le litige entre nous à l'amiable. Il arriva avec ses conseillers Bakkaye Nyeenta et Maama Mammudu Jenepo. Notre village Mino Saare était représenté par plusieurs notables. Il y avait aussi le représentant des Eaux et Forêts en poste à Jallube.

Le chef du village de Mino Saare prit la parole et dit : "Tous les Bozo qui habitent sur la rive gauche du Pondori sont venus trouver mon grand frère ici comme pêcheur. Et depuis lors, notre famille seule a le monopole de la pêche sur les mares du Pondori. Et il en a toujours été ainsi. Je suis surpris de voir les Bozo de Mino Daaka pêcher cette année sans autorisation. Mon étonnement a surtout été grand quand j'ai appris qu'ils ont osé le faire à cause de la politique. Que les Bozo de Mino Daaka sachent quelque chose: quel que soit leur pouvoir et leurs relations avec les autorités politiques, la tradition est irréversible".

Lorsqu'il eut fini de parler, le chef de village de Mino Daaka prit la parole et dit: "Nous avons pris l'autorisation de pêcher avec les gens des Eaux et Forêts. Depuis la division provoquée entre nous par la politique, les Bozo de Mino Saare ont toujours organisé leurs activités sans nous avertir. Mais si à cause de cette pêche que nous organisons dans la mare M'Bo'dewol, il faut que tous les hameaux voisins se mobilisent pour nous faire raisonner, cela ne se doit pas. Pour cela, nous n'allons jamais toucher à cette eau avant la pêche collective". Ceci dit, il présenta ses excuses à tous les Bozo des camps de pêche venus du Debo et à ceux de Mino Saare. Après l'intervention de Bokari Nyeenta, le représentant des Eaux et Forêts a pris la parole pour dire que l'autorisation qu'il avait donnée au chef de Mino Daaka était pour tous les Bozo et qu'il croyait que tous les deux villages Mino étaient représentés par Bokari Nyeenta. Il affirma ne jamais avoir été informé que les deux Mino étaient politiquement opposés. Mais il pria les deux villages de bien vouloir se comprendre et d'éviter de mélanger la politique à la tradition. Il remercia les deux chefs de village et présenta ses excuses aux Bozo de Mino Daaka, encore une fois. A ce moment, ils se mirent d'accord et tous les Bozo qui étaient présents donnèrent raison aux habitants de Mino Saare .

RESOLUTION: En 1987, l'affaire fut réglée à l'amiable devant Bokari Nyeenta, chef de village de Mino Daaka. Il y avait aussi Maama Mammudu Jenepo de Mino Daaka. Tous sont conseillers du chef du village de Mino Daaka. Etaient aussi présents Ali Bilaali Nyeenta, Ali Nyeenta et l'agent des Eaux et Forêts (Mallet Samaké). / **AUTORITE SAISIE:** Les chefs de tous les hameaux et campements de Bozo qui existaient dans le Pondori: Ali Bilaali Nyeenta de Mino Saare et Bokari Nyeenta de Mino Daaka en 1987 à Mino Saare. / **DECISION:** Aucun bozo ou diimaajo n'a le droit de pêcher dans la mare "M'Bo'dewol" sans l'autorisation du chef de village de Mino Saare. / **APPLICATION:** La décision est appliquée parce qu'aucune activité ne sera menée là avant la pêche collective qui est organisée et autorisée par le chef de village de Mino Saare, Ali Bilaali Nyeenta.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

SONO

Conflit n°: 170

VILLAGE: SAHONA

LEYDI: SEBERA

Cercle: MOPTI

Arrondissement: SOYE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1990 - 1992 - 1993

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Revendication d'une pêche

PARTIES: El Haj Usmane Tapo, chef de village de SAHONA c/ Une famille de pêcheur, de KUBAYE

ETHNIES: Somono c/ Bozo

ENJEUX: Dans un souci d'irriguer leurs rizières, les ressortissants de Kubaye (arrondissement de Wuro-Modi) ont creusé un canal qui par la suite, fut utilisé à des fins de pêche. Dans leur ambition d'élargir leur zone de pêche, ils confondirent leur domaine d'action avec celui des ressortissants de Sahona (arrondissement de Soy). C'est derniers, ont voulu défendre leurs intérêts.

FAITS:

Sono est un canal naturel situé sur la rive gauche du fleuve Niger. Le village de Sahona est situé sur la rive droite. A vol d'oiseau, l'emplacement du barrage de Seno est à environ 5 Km de Sahona. Les responsables de Sahona soutiennent que depuis le temps de la Diina jusqu'en 1990, ils ont toujours installé leur barrage à la place actuelle. Les rizières de Kubaye (arrondissement de Wuro-Modi) ne recevant plus d'eau, les agriculteurs de Kubaye ont creusé un canal. Ce canal prend sa source dans le fleuve Niger et se jette à l'ouest, à environ 300 mètres dans le chenal de Sahona. Au départ, le travail avait pour vocation d'irriguer les champs; par la suite, le canal fut barré et utilisé à des fins de pêche. Le chenal Sahona, prend lui aussi sa source dans le Niger, à l'Est. A l'entrée du canal, il y a le barrage «Seko» de Kubaye tandis que à environ 50 m de la fin du canal artificiel à l'ouest et sur le chenal de Sahona se trouve un barrage de nasses du village de Sahona (le seul que ce village ait installé sur les lieux).

A partir de 1990, les ressortissants de Kubaye ont voulu déplacer le point de leur barrage. Il est à noter que les deux barrages, dans leur position initiale n'entravent pas la libre circulation de l'eau. Selon le village de Sahona, la zone réservée pour les barrages de pêche de village de Kubaye va de l'entrée du canal (fleuve Niger) à une zone bien connue en aval à l'ouest. De ce point limite jusqu'à l'intérieur, c'est Kubaye qui a le droit à faire des barrages et d'organiser les pêches collectives en saison sèche. Le chenal est connu de très longue date comme possession coutumière du village de Sahona. Par conséquent il ne sera pas question que Kubaye estime avoir un droit d'usage de ce chenal. Les protagonistes ont failli en venir aux mains.

RESOLUTION: AUTORITE SAISIE: Les deux chefs de village saisis ont tenté de concilier les intéressés, mais en vain. Les deux chefs arrondissement ont été saisis en 1990./
DECISION: accord cadre du 30 Mai 1990 et son additif relatif au règlement du litige de pêche du Sono opposant les villages de Sahona (arrondissement de Soy) et Kubaye (arrondissement de Wuro-Modi). Autorisation de pêche N°073/AS (livrée par le chef d'arrondissement de Soy conformément à son rapport de mission N°044/AS en date du 13/11/93). Rapport N°044/AS du 30/5/90 « L'an mille neuf cent quatre vingt dix et le 30 du mois de Mai, par devant nous Messieurs Fadji dit Théophile Kulibali, administrateur civil, chef d'arrondissement de Soy et Allaye Ture, chef d'arrondissement de Wuro-Modi, a été conclu, suite à la rencontre du 30 Mai 1990, à Makaje (arrondissement de Wuro-Modi) entre les autorités politiques,

administratives et techniques des deux circonscriptions frontalières, entre le village de Sahona (arrondissement de Soy) et le village de Kubaye (arrondissement de Wuro-Modi) un accord-cadre au terme duquel: 1°) le droit d'exploitation du canal de Sono a été reconnu d'accord partie au village de Sahona. 2°) Cette exploitation qui se caractérise notamment par la mise du barrage de pêche en matériaux appropriés ne doit s'opérer qu'en période de décrue afin de permettre une submersion libre des rizières des localités attenantes au dit canal. 3°) L'édification d'ouvrage se fera conformément à la procédure et à la réglementation en vigueur en matière de pêche en république du Mali. En fin de quoi nous avons élaboré le présent accord-cadre pour et valoir ce que de droit. Signé: les chefs d'arrondissement de Wuro-Modi et de Soy. Additif du 13/11/92 à l'accord-cadre du 30 Mai 1990 relatif au règlement du litige de pêche du Sono opposant les villages de Sahona (arrondissement de Soye) et Kubaye (arrondissement de Wuro-Modi). Sauf accord expresse entre les différentes parties, le village de Kubaye bénéficie du droit d'exploiter (pêche) le nouveau canal qu'il a creusé par ses propres moyens tandis que les droits reconnus à Sahona s'appliquent au chenal naturel. Ces différentes exploitations se feront conformément à la réglementation en vigueur en matière de pêche. Le chef d'arrondissement de Wuro-Modi et chef d'arrondissement de Soy.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

KOLI-KOLI

Conflit n°: 171

VILLAGE: KORIENZE

LEYDI: UURUUBE DUUDE

Cercle: MOPTI

Arrondissement: KORIENZE

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Revendication de pêche

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1986 - 1987 - 1989 - 1990 - 1993

PARTIES: Pêcheurs de KORIENZE c/ pêcheurs de SENDEGE

ETHNIES: Bozo

ENJEUX: Les deux parties revendiquaient la possession de la pêche.

FAITS:

Koli-koli est une pêche appartenant aux pêcheurs de Korienze depuis des décennies. Les plus importantes activités de pêche se font dans ce lieu en déclin. A l'arrivée de Baba Niagadu à Sendege comme chef d'arrondissement, il demanda une faveur aux pêcheurs de Korienze qui fut de laisser leurs homologues de Sendege d'y installer leurs barrages de pêche. Cette faveur fut accordée et depuis les deux villages exploitent ensemble le lieu.

En 1986, quand les pêcheurs de Korienze eurent fait leurs barrages dans toute la pêche, leurs homologues de Sendege vinrent les arracher et y plantèrent leurs barrages en déclarant que le lieu est à eux. Les pêcheurs de Korienze ayant appris cela firent la même chose. Cette procédure s'effectua plusieurs fois. Pour éviter des bagarres, les pêcheurs de Korienze se plaignirent auprès de leur chef d'arrondissement en 1987 et ceux de Sendege auprès de leur chef d'arrondissement dans la même année. Les deux chefs d'arrondissement ayant vu les difficultés à les concilier à l'amiable, avisèrent le commandant de cercle de Mopti qui organisa en 1988 une rencontre à Dunde-Wedu avec les deux parties en litige et leurs chefs d'arrondissement ainsi que les responsables de l'opération pêche. Cette rencontre donna lieu à un procès verbal et interdit l'installation des barrages dans la pêche jusqu'au règlement définitif du litige. En 1989, sans qu'il y ait règlement définitif du conflit les pêcheurs de Sendege y firent leurs barrages. Cela fut contesté par leurs homologues de Korienze qui se plaignirent auprès du commandant de cercle de Mopti. Celui-ci se déplaça sur le lieu et fit arracher tous les barrages en menaçant d'emprisonner toute personne qui y planterait des barrages avant règlement définitif du conflit. Après un an d'attente sans qu'il y ait règlement du litige, les deux parties se plaignirent chacune auprès de son chef d'arrondissement. Les deux chefs d'arrondissement imposèrent la mise en défens, puisque ce temps coïncidait aux événements de lutte pour la démocratie. En 1993, le nouveau commandant de cercle de Mopti ayant été saisi de l'affaire par le chef d'arrondissement de Sendege, organisa une rencontre à Bokoro avec les chefs d'arrondissement de Sendege et Korienze, les responsables de l'opération pêche des dits arrondissements et les parties en litige. Cette rencontre parvint à mettre fin au litige et des décisions s'en suivirent avec l'accord de tout un chacun.

RESOLUTION: Le conflit est résolu suite à la rencontre de Bokoro organisée par le commandant de cercle de Mopti. Ont été présents à cette rencontre: Le 1er adjoint du commandant de cercle, les chefs d'arrondissement concernés, leurs responsables de l'opération pêche et les parties en litige./ AUTORITE SAISIE: Le chef d'arrondissement de Korienze en 1987. Le chef d'arrondissement de Sendege en 1987. Le commandant de cercle de Mopti en 1987 - 1989. Le chef d'arrondissement Korienze en 1990. Le chef d'arrondissement de Sendege en 1990. Le chef d'arrondissement de Sendege en 1993. Le commandant de cercle de Mopti en 1993./ DECISION: Décision

N°040/CM portant réglementation de la pêche sur le défluent Koli-koli et ses dépendances, le 09/11/93: "Vu la loi 86-44/AN-RM du 24 Mars 1986 portant code de pêche; Vu la convention de pêche en 5^e région du 20 Décembre 1987; Vu la convention de pêche dans le cercle de Mopti du 30 Octobre 1987; Vu les dossiers comportant: le rapport sur le litige de pêcherie entre Sendege et Korienze datée le 27 Avril 1993 du chef secteur opération pêche Akka, le procès verbal de réunion tenue à Bokore, arrdt de Sendege à ceux de Korienze du 10 Juin 1993, le procès verbal de réunion du conseil de pêche du cercle de Mopti, relatif à l'adoption d'un projet de décision réglementant la pêche dans le défluent Koli-koli et ses dépendances du 17 Novembre 1993. Décide:

Article 1er: La présente décision a pour objet de réglementer la pêche dans le défluent Koli-koli, le marigot Sama et à l'entrée du lac Korienze dans le cercle de Mopti.

Article 2: L'installation des barrages sur le défluent Koli-koli et à l'entrée du lac Korienze est autorisée exceptionnellement aux points suivants: Seka, Samaka, Daga, Mani et Dunde Wedu (en application des articles 44 et le 5 du code de pêche). L'installation de tout autre barrage est formellement interdite sur le défluent Koli-koli.

Article 3: Une autorisation d'installation d'un barrage sur le marigot Sama sera accordée annuellement au représentant des pêcheurs de Sendege.

Article 4: La situation exceptionnelle est appréciée par les autorités administratives des arrondissements de Korienze et Sendege, en tenant compte des données portant sur la crue et les prévisions de production des poissons établies par les services techniques des eaux et forêts et l'opération pêche de Mopti.

Article 5: Le comité de pêche de l'arrondissement de Sendege, après consultation de celui de Korienze fixe le calendrier annuel d'installation des barrages à titre exceptionnel sur le défluent Koli-koli et le marigot de Sama.

Article 6: Les présidents de comité de pêche de Sendege et Korienze fixent le calendrier de pêche respectivement sur le défluent Koli-koli et sur le marigot Sama et à l'entrée du lac Korienze. Les présidents des comités de pêche procèdent à une large diffusion des calendriers de pêche sur le défluent Koli-koli, le marigot Sama et dans le lac Korienze.

Article 7: Le chef d'arrondissement de Sendege délivre les autorisations d'installation de barrage à titre exceptionnel sur le défluent Koli-koli et le marigot Sama.

Article 8: Le chef d'arrondissement de Korienze délivre à titre exceptionnel l'autorisation d'installation du barrage de Dunde-Wedu à l'entrée du lac Korienze.

Article 9: Les comités de développement des arrondissements de Sendege et Korienze élargis à leurs comités de pêche étudieront les meilleurs modes de gestion du défluent Koli-koli et du lac Korienze pour développer et garantir la production piscicole. Les résultats de ces études compléteront la présente décision.

Article 10: Les infractions à la présente décision seront punies conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Article 11: Les chefs d'arrondissement de Korienze et Sendege, les chefs de cantonnement forestier et de secteur opération pêche, le commandant de brigade de gendarmerie, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application de la présente décision qui abroge toutes dispositions antérieures et qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

N.B.: Ce sont les pêcheurs de Korienze qui campent à Seka, Samaka, Daga, Mani.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

Procès verbal de réunion tenue à Dunde Wedu, le 17/3/75. "Une délégation conduite par le commandant de cercle et comprenant: Chef de cantonnement forestier, le commandant de brigade, le chef de peloton de la garde républicaine, le chef d'arrondissement de Konna, le chef d'arrondissement de Korienze, le chef d'arrondissement de Sendege. La délégation s'est rendue dans le campement bozo appelé Dunde Wedu situé à la limite de l'arrondissement de Korienze et de celui de Sendege,

approximativement à 2 km des villages de Barsome et de Bokoro relevant de l'arrondissement de Sendege. La délégation devait intervenir dans l'installation d'un barrage sur la rivière Koli-koli par des collectivités pêcheurs de Korienze. L'arrondissement de Korienze était favorable à l'installation du barrage tandis que Sendege était d'avis contraire. A son arrivée, la délégation a été reçue par une foule nombreuse. Après les salutations elle s'est rendue sur les lieux et a parcouru la rivière sur quelques kilomètres dans les deux sens avant les débats. A l'ouverture de la réunion, le commandant de cercle a remercié le public pour l'accueil qu'il nous a réservé. Il déclare que ce problème ne nécessite pas la présence de toute cette foule. Il poursuit en déclarant. Nous ne sommes pas venus pour régler un litige, mais pour créer ce climat de bonne compréhension entre d'une part, les pêcheurs eux-mêmes et d'autre part, entre vous et nous responsables administratifs de la circonscription. Vos problèmes sont nos problèmes et si nous intervenons aujourd'hui c'est dans ce cadre. Le chef d'arrondissement de Korienze prend la parole et insiste sur la nécessité de l'installation du barrage. Il déclare ensuite que cette seule fermeture ne peut en aucun cas empêcher la migration du poisson aussi, qu'il existe beaucoup de zones profondes qui constituent des réserves naturelles entre le lac Korienze et le Niger. Le chef de cantonnement déclare qu'il s'agit bien d'une incompréhension, car bien que des zones profondes existent entre le lac et le fleuve l'interdiction de ce barrage se justifie par le règlement intérieur de notre cercle. Son installation pourrait provoquer des réactions chez certaines populations Bozo qui n'ont pas pu installer le leur et mettre en cause tout le fondement de notre politique de pêche mise en place. Le commandant de cercle après avoir demandé aux Bozo les moyens de pêche dont ils disposent, les invite à se conformer à ce règlement intérieur dont le but est d'exploiter rationnellement les eaux. Il a fait comprendre à l'assistance après s'être servi de la carte de Niafunke ND 30 XXI que ce cours d'eau; affluent du fleuve Niger qui prend le nom de Koli-koli et traverse le lac Korienze est bien une rivière. De ce fait il tombe sous le coup du paragraphe 6 de la convention sur la pêche élaborée par le cercle, à savoir: Les pêcheurs disposant d'autres moyens de pêche (palangres, sennes, filets maillants), devaient alors adopter ces techniques et abandonner les barrages qui sont à la base de l'exploitation anarchique de nos eaux et qui sont interdits par notre convention. Après avoir lu la convention et donné des conseils aux pêcheurs le commandant de cercle a levé la séance en invitant chacun à respecter cette convention qui a été établie dans l'intérêt du pêcheur ".

MAYO-TAMA

Conflit n°: 172

VILLAGE: SAARE-SAMBUBU

LEYDI: JAMALI DOOGO

Cercle: TENENKU

Arrondissement: TOGGERE KUMBE

Ref Objet: AO

ETAT du conflit: Passé resurgissant.

ETAPES: 1981 - 1984 - 1994

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Revendication d'une pêcherie partit d'une contestation de l'emploi d'un engin

PARTIES: Demba Koronssa c/ Mamare Abdu Koronssa

ETHNIES: Bozo

ENJEUX: Le chef de village de Farayeni voyant son homologue de Saare Sambubu tenter de l'empêcher de mettre en pratique sa nouvelle procédure de pêche réclame la possession du lieu lui-seul.

FAITS:

Le village de Farayeni et celui de Saare Sambubu ont été fondés par deux frères (qui sont les grands-parents des deux chefs de villages actuels de Saare Sambubu et de Farayeni). Le grand frère s'est installé à Farayeni et le petit frère à Saare Sambubu où ils deviennent tous deux chefs de village. Maayo-Taama la pêcherie est une possession des deux chefs de villages où les pêcheurs menaient leurs activités de pêche.

En 1981 les pêcheurs de Farayeni introduisirent une méthode de pêche qui ne fut pas favorable à la pêcherie. Suite à cela, le chef de village de Saare Sambubu s'opposa en demandant l'arrêt immédiat de cette méthode. Son homologue de Farayeni refusa, ce qui le poussa à se plaindre auprès du chef d'arrondissement de Toggere Kumbe qui mit en défens la pêcherie jusqu'au règlement définitif du litige. Mamare Abdu Koronssa mécontent de la mise en défens déclara au chef d'arrdt que ce lieu était à lui, qu'il était libre de procéder à la pêche de la manière qui l'arrangeait. Du coup, il donna l'autorisation à ses pêcheurs d'y pêcher avec leur nouvelle procédure. Vu que l'affaire risquait de conduire les pêcheurs des deux villages devant le gouverneur de la région de Mopti, le chef d'arrdt se rendit plus tard sur le lieu qu'il mit en défens.

En 1984, les pêcheurs de Farayeni vinrent y pêcher sans qu'il eut un règlement définitif du litige et cela conduisit les pêcheurs des deux villages à une sanglante bagarre. Après la bagarre, on arrêta les auteurs des deux camps et ceux de Farayeni furent emprisonnés à Yuwaru, ceux de Saare Sambubu à Tenenku. Quelques mois plus tard, l'affaire fut conduite à la justice de paix de Tenenku devant le juge. Celui-ci trancha l'affaire en autorisant les pêcheurs des deux villages à y pêcher, sans la nouvelle procédure et reconnut le lieu possession des deux chefs des villages (Saare Sambubu et Farayeni). Cette décision de la justice de paix de Tenenku fut rejetée par Mamare Abdu Koronssa qui insista pour être le seul propriétaire du lieu et ses pêcheurs continuent à présent la procédure interdite. Demba Koronssa décida de se plaindre avant fin 1994 auprès du chef d'arrondissement de Toggere Kumbe.

RESOLUTION: AUTORITE SAISIE: Le chef d'arrondissement de Toggere Kumbe en 1981. Le gouverneur de la région de Mopti en 1981. La justice de paix de Tenenku en 1984. N.B.: Le chef de village de Saare-Sambubu décide de saisir avant fin 1994 le chef d'arrondissement de Toggere Kumbe Aamadu Maïga./ DECISION: oui, émanant de la justice." La pêcherie Maayo-Taama restera commune aux deux villages en litige (Farayeni et Saare-Sambubu). La nouvelle procédure de pêche des pêcheurs de Farayeni est interdite sur tout le domaine"./ APPLICATION: Non.

KUMBURO-M'BU

Conflit n°: 173

VILLAGE: YUWARU

LEYDI: YALALBE

Cercle: YUWARU

Arrondissement: YUWARU

Ref Objet: AO

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1956

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Lac

OBJET: Revendication de pêche et de pêcher avec des engins étrangers aux lieux

PARTIES: Les Homolore (somo de YUWARU) chef Abdulaye Tio c/ Les bozo d'AKKA, chef Kassum

ETHNIES: Somono c/ Bozo

ENJEUX: Les Homolore voulaient empêcher l'utilisation des filets à deux mains et rester entièrement maîtres des eaux de Kumburo-M'bu. Les bozo d'Akka voulaient s'emparer du lieu qui se trouve en face de leur village, car ils ne possèdent aucune pêche et voulaient continuer à utiliser les filets à deux mains.

FAITS:

Située en face de Yuwaru, Kumburo-M'bu est une pêche appartenant aux Homolore, des Somono de Yuwaru, avant la Diina. Ces Homolore ont eu ce lieu suite à une guerre entre leurs compagnons Peul Yalabe qu'ils ont aidés et les Feroo'be.

En ce temps Yalabe et Homolore venaient du Manding. Les Feroo'be ayant vaincu, ils dédommagèrent les victimes des Yalabe et Homolore en leur offrant les eaux et les terres situées à l'est. Depuis ce jour, les Homolore ont pris la propriété des eaux.

Dans un lieu sacré habité par la sirène de Bora, s'effectue chaque année une grande pêche à laquelle participent les Homolore et les Bozo d'Akka, après le sacrifice annuel. Le sacrifice de Bora a lieu un mercredi. Il consiste à égorger un bœuf sur une grande senne et à offrir sa tête, ses os, ses pattes, ses intestins et sa peau à la sirène.

Après la grande pêche effectuée à trois coups de senne, Yuwaru et Akka y exercent la pêche durant toute la campagne. Les filets à deux mains ne sont pas autorisés. Dans les années 1956 les Homolore constatèrent qu'après la grande pêche les Bozo d'Akka utilisaient des filets à deux mains dans le lieu. Ils leur demandèrent alors d'utiliser les filets maillants et de laisser les filets à deux mains. Suite à cela les Bozo d'Akka décidèrent de s'emparer de la zone, puisqu'elle faisait face à leur village et qu'ils n'étaient propriétaires d'aucune pêche, tandis que les Homolore avaient quatre lieux de pêche. Les Bozo d'Akka prêts à tout multiplièrent leurs pêches aux filets à deux mains et menacèrent les jeunes Homolore qui venaient faire la pêche avec leurs harpes (lances à bout pointu utilisées dans la pêche). Les jeunes Homolore ne pouvant plus pêcher en cet endroit, avertirent leur chef. Quand celui-ci fut averti du danger, il convoqua une rencontre au cours de laquelle les deux camps s'injurèrent et qui finit par une grande bagarre dans laquelle il y eut beaucoup de blessés graves. La gendarmerie mit fin à la bagarre et porta l'affaire chez le commandant de cercle de Niafunke.

Ce dernier pria le chef des Homolore de céder une partie du lieu à Akka. Mais une fois rentré, le chef des Homolore refusa d'exécuter ce qui avait été convenu entre lui et le commandant de cercle et ordonna aux Homolore d'étaler leurs filets maillants sur toute la zone. Le commandant de cercle de Niafunke averti fit arrêter le chef des Homolore par le chef de canton de Tuki. Voyant leur chef arrêté, les Homolore touchèrent le chef de Farmaky, ami de leur chef. Celui-ci étant également jowro de toute plaine se trouvant à l'est de Yuwaru) intervint auprès du commandant de cercle à qui il jura de convaincre son ami. A son retour, le chef de Farmaky entreprit une médiation qui fut concrétisée par une grande rencontre à laquelle tous étaient présents (le chef de Farmaky, le chef des Bozo et sa délégation, le chef des Homolore et sa délégation). La rencontre eut lieu à Yuwaru. Elle dura de sept

heures du matin à quatorze heures et réussit à aboutir sur un consensus. Celui-ci consiste à prêter une partie du lieu où les filets à deux mains ne seront plus utilisés. Les deux camps très contents de la conciliation à l'amiable, remercièrent le chef de Farmaky et se présentèrent des excuses. Depuis ce jour il n'y a plus eu de querelle à Kumburo-M'bu.

RESOLUTION: Conciliation à l'amiable survenue au cours d'une rencontre organisée par le chef de Farmaky durant laquelle les deux parties ont exposé leurs vœux et aboutirent à l'adoption d'un consensus. La conciliation s'est déroulée devant le chef de Farmaky, le chef de Homolore et sa délégation et le chef des Bozo d'Akka et sa délégation./
AUTORITE SAISIE: Le chef de Farmaky en 1956. Le commandant de cercle de Niafunke en 1957./ **DECISION:** Oui, "La partie sud de Kumburo-M'bu sera cédée aux Bozo d'Akka à titre d'emprunt où les filets à deux mains ne seront plus utilisés. Les Homolore resteront maîtres des eaux de Kumburo-M'bu en entier". N.B.: les décisions n'ont pas été écrites./ **APPLICATION:** Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

BORA 1

Conflit n°: 174

VILLAGE: AKKA

LEYDI: YALALBE

Cercle: YUWARU

Arrondissement: GIDIO

Ref Objet: C

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: Vers 1954

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Fleuve

OBJET: Refus de paiement de redevance.

PARTIES: Bozo d'Akka c/ Homolore (Somono de YUWARU).

ETHNIES: Bozo c/ Somono

ENJEUX: Akka voulait empêcher les Somono de Yuwaru de pêcher dans Bora parce que ceux-ci avaient cessé de s'acquitter de la redevance. Les Somono de Yuwaru prétendaient que le lieu était une possession commune à leur village et Akka.

FAITS:

Bora est une pêcherie appartenant aux Bozo d'Akka qui dans le temps n'avaient pas de filets. Un jour Abdulaye Tio, chef des Somono de Yuwaru vint avec sa délégation à Akka chez le chef de village, maître des terres et des eaux Abdalah Asumane Ture pour obtenir l'autorisation de mener des activités de pêche dans Bora avec ses pêcheurs et payer une redevance en poisson; ce qui fut accepté par le dit chef. Cette redevance se payait de la manière suivante: A chaque deux coups de sène, le troisième coup était pour Akka. Cette convention continua jusqu'à la nomination de Abuba Ture comme chef de village et maître des terres et eaux d'Akka succédant ainsi à son père qui est mort. Cela a coïncidé avec l'Indépendance du Mali en 1960.

En ce temps les Somono de Yuwaru cessèrent de payer la redevance en disant que le lieu est commun à Yuwaru et Akka. Suite à cela, Abuba Ture chef de village et maître des terres et eaux d'Akka décida de ne plus accepter les Somono de Yuwaru sur le lieu. Après cette décision, les Bozo d'Akka partirent emprunter une senne auprès d'un pêcheur nomade pour occuper tout le lieu. Un matin dans les années 1960, les Bozo d'Akka, filets dans la pirogue, se dirigèrent sur le lieu munis d'armes. A leur arrivée, Abuba Ture demanda au chef des Bozo d'Akka de lui donner le bout de la senne et d'étaler le reste avec les autres. A ce moment les Somono de Yuwaru étaient présents sur le lieu, un peu à l'écart, et également bien armés. Quand les Bozo d'Akka voulurent exécuter la demande de leur chef, les Somono de Yuwaru se dirigèrent sur eux; on a risqué un grand combat qui n'a pas eu de suite grâce à l'intervention immédiate des gendarmes qui les désarmèrent. Le chef de gendarmes lors de son passage à Niafunke alerta le commandant de cercle Monsieur Kalapo qui se rendit à Akka et Yuwaru pour demander les arguments de chacun. Après audition des deux parties en litige le commandant de cercle de Niafunke organisa une rencontre à Akka à laquelle étaient présents le chef des Somono de Yuwaru, l'Imam de Yuwaru, les chefs et Imams de Akka, Sobe, Samberi et Fittobe. Devant tous ceux-ci le commandant de cercle de Niafunke demanda les tariik de Akka et de Yuwaru. Yuwaru n'ayant pas amené le sien, le commandant de cercle prit celui de Akka qu'il donna à l'Imam de Yuwaru pour lecture. Celui-ci refusa de le faire parce que le tariik dévoile beaucoup de secrets. On le donna à l'Imam de Sobe qui n'a pas non plus voulu le lire; enfin l'Imam de Fittobe le prit et le lu jusqu'au passage où il est écrit que Bora appartient à Akka et le ferma. Après cette lecture, le commandant de cercle de Niafunke sermonna les gens de Yuwaru pour qu'ils ne prétendent plus à ce qui ne leur appartient pas et pria Akka de faire valoir les accords traditionnels qui existaient entre eux et d'accepter la division du lieu en trois zones de pêche. Akka donna son accord et une décision fut faite par le commandant de cercle de Niafunke. C'est ainsi que le litige fut résolu avec l'accord de toutes les parties présentes.

RESOLUTION: Conciliation survenue suite à lecture du tariik de Akka par l'Imam de Fittobe devant le commandant de cercle de Niafunké, les chefs et Imams de Akka, Sobe, Yuwaru, Samberi et Fittobe en 1960. / **AUTORITE SAISIE:** le commandant de cercle de Niafunké en 1960. / **DECISION:** Après lecture du tariik de Akka, le commandant de cercle décida avec l'accord de toutes les parties que: 1 - Bora demeure et restera en la possession de Akka. 2 - Les accords traditionnels existant entre Yuwaru et Akka (Yuwaru payait une redevance en poissons à Akka) resteront toujours valables. 3 - Bora est désormais divisée comme suit pour satisfaire toutes les parties: - La zone se trouvant en face de Yuwaru sera lieu de pêche de Akka. - La zone se trouvant à côté de Daka-Djoudjou sera lieu de pêche de Yuwaru. - La zone se trouvant entre la première et la deuxième zone sera lieu de pêche des nomades. "Pour copie des décisions voir cercle de Niafunké ou de Mopti" / **APPLICATION:** Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

KANGETORO

Conflit n°: 175

VILLAGE: YUWARU

LEYDI: YALALBE

Cercle: YUWARU

Arrondissement: YUWARU

Ref Objet: E

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: Vers 1961

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Fleuve

OBJET: Délimitation de pêcheries

PARTIES: Les Homolore (somo de YUWARU) chef Abdulaye Tio c/ Les Homolore (Somo de SIND

ETHNIES: Somono

ENJEUX: Chaque partie voulant indiquer la limite de son territoire à ses étrangers, crut à un moment donné avoir été désavantagé. Suite à ce malentendu, les deux parties insistèrent pour recouvrer leurs droits.

FAITS:

Kangetoro situé entre le sud-ouest de Yuwaru et Sendege dans le prolongement du lac Debo est une pêcherie appartenant aux Somono de Yuwaru et à ceux de Sendege; cependant chaque village connaît la délimitation de son territoire. Le lieu est habité par la sirène de Bora. Une pêche s'effectue chaque année de mi-Mai en fin Juin, durant laquelle Sendege et Yuwaru viennent avec leurs étrangers.

Un jour les Somono de Yuwaru et ceux de Sendege ont constaté que leur étrangers des deux groupes débordaient leurs limites de pêche, c'est-à-dire que les étrangers de Yuwaru portaient faire la pêche dans le territoire de Sendege et ceux de Sendege aussi dans le territoire de Yuwaru. Quand le constat fut fait des deux côtés, on convoqua une rencontre sur le lieu pour faire connaître la délimitation aux étrangers. Suite à cela, une mésentente éclata entre les deux propriétaires parce que chaque camp croyait qu'on lui en avait pris une partie. Ce désaccord provoqua une bagarre sur le fleuve où il y eut beaucoup de blessés graves. Cette bagarre survint suite à des injures faites par les Homolore de Sendege à ceux de Yuwaru. La gendarmerie mit fin à la bagarre et en arrêta les auteurs qui furent libérés quelques jours après. Quelques jours plus tard les Homolore de Yuwaru partirent voir le commandant de cercle de Niafunke pour trancher l'affaire. Celui-ci porta l'affaire à la justice. Les Homolore de Sendege amenèrent à leur tour l'affaire à la justice de Mopti. Quand l'analyse du problème fut faite par ces deux autorités, on convoqua les deux parties à Mopti.

Le tribunal de Première instance de Mopti tenta une médiation qui échoua et fut obligé de convoquer les parties une seconde fois au cours de laquelle une convention put être signée avec l'accord des deux parties. Ce jour, on planta un long piquet au beau milieu du lieu et on donna le côté sud aux Homolore de Sendege et le côté nord aux Homolore de Yuwaru. Ceci mit fin à l'affaire.

RESOLUTION: Une conciliation à l'amiable en convoquant les deux parties sur le lieu. Cela s'est passé devant les chefs des deux parties et leurs délégations./ AUTORITE SAISIE: Le commandant de cercle de Niafunke 1961. Le tribunal de 1ère instance de Niafunke 1961. Le tribunal de 1ère instance de Mopti 1961./ DECISION: Yuwaru fera désormais la pêche à partir du piquet en allant vers le nord. Sendege fera désormais la pêche à partir du piquet en allant vers le sud. Celui qui violera cette convention sera puni conformément aux lois et actes en vigueur. N.B.: La fiche contenant les décisions a été perdue par le chef des Homolore (elle se trouvait dans son portefeuille qui a été volé)./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

MUNTU-SALA

Conflit n°: 176

VILLAGE: MUNTU

LEYDI: MUNTU

Cercle: JENNE

Arrondissement: KUAKURU

Ref Objet: H

ETAT du conflit: Futur

ETAPES: 1991 - 1993

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Revendication de gestion de pêche

PARTIES: MUNTU, représenté par son chef de village c/ KULENZE, représenté par Sopi Konta (Ba K

ETHNIES: Bozo

ENJEUX: Sopi Konta, représenté par Ba Konta est le chef coutumier des eaux. Il tient à préserver ses prérogatives comme par le passé. Les habitants de Muntu estiment, suite à la collectivisation, que la dite pêche rentre désormais dans le cadre de la gestion de leur terroir. Les principales victimes de cette querelle sont les Bozo qui doivent toujours attendre, pour éviter le scandale.

FAITS:

Muntu-Sala ou bras de Muntu est un chenal qui, de la rive gauche du fleuve Niger prend sa source et irrigue le Murary. Le barrage de pêche est construit en face du village Muntu. Le chef coutumier des eaux réside à Kulenze. Les exploitations habituelles par barrage de nasses de type jenne sont le fait des ressortissants de Kera, arrondissement de Jafarabe. Ils sont représentés par Maama Konta, chef de campement. Chaque année, la pêche est très prospère dans le campement. On y pêche de nombreuses espèces en particulier les bryeïnus leusciscus et les hydrocynus. A chaque campagne de pêche, le chef de campement est tenu de garder pour le village ce qu'on a appelé communément le poisson de sauce. C'est à dire, le poisson pour la cuisine du jour. La pêche de toute une journée était réservée au maître des eaux, Sopi Konta, qui assistait lui-même, avec ses principaux conseillers à cette journée exceptionnelle de pêche. Il en fut ainsi pendant plusieurs années.

L'idée selon laquelle, les terres et les eaux étaient devenues les domaines privés de l'Etat hanta les Riimaay'be de Muntu. Pour eux, la pêche située sur leur territoire devait être gérée par eux, le rôle du propriétaire coutumier étant révolu à jamais. De 1991 jusqu'à 1993, le même déficit fut lancé à chaque campagne de pêche. Tous les pêcheurs avertis le savent. C'est à ce moment précis que les hostilités surgissent mettant en cause la pêche elle-même. Les victimes immédiates ne sont pas les protagonistes eux-mêmes (le chef coutumier des eaux et les habitants de Muntu) mais les exploitants, les Bozo (Tié) de Kera. Ils commencent à perdre patience. Chaque année, ils attendent que les deux parties discutent et s'accordent. Que va-t-il se passer quand un jour, les protagonistes n'arrivent pas à s'accorder ? Ou quand ceux qui sont directement concernés établiront leur barrage sans prendre compte de l'avis de l'une ou de l'autre partie ?

RESOLUTION: Maama Konta tente pour l'instant de concilier les deux parties pour obtenir l'autorisation d'établir son barrage.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

TIOLOWOL

Conflit n°: 177

VILLAGE: KAYA

LEYDI: KOMONGALLU

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JONDORI

Ref Objet: H

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1979 - 1992 - 1993

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Revendication d'une maîtrise sur l'eau

PARTIES: Bory Hambeledo Bari c/ Brahima Jabenta.

ETHNIES: Peul c/ Bozo

ENJEUX: Brahima Diabenta croyant que le chenal était ses parents, voulut être maître de ces eaux en installant ses barrages de pêche. Bory Hambeledo Bary qui avait hérité de ce lieu demanda l'enlèvement de ces barrages et voulut aussi rester maître de ces eaux.

FAITS:

La pêcherie Tiolowol est un chenal alimenté en eau par un grand chenal appelé Pimpegna à partir duquel s'est formé un autre chenal appelé Tialol-Pimpegna. Tiolowol appartenait aux ancêtres des Bozo de Kinta qui l'ont vendue aux ancêtres de Bory Hambeledo Bary de Tenenku. Cette famille n'ayant pas de pêcherie laissait les Bozo nomades exploiter le lieu contre paiement d'une redevance chaque année. Le grand chenal Pimpegna appelé Tialol-Pimpegna n'était pas exploité. Dans le temps, pendant la décrue, les parents d'un pêcheur de Kaya du nom de Brahima Diabenta venaient capturer des petits poissons dans les trois chenaux.

En 1979 pendant la crue, le pêcheur de Kaya Brahima Diabenta vint planter ses barrages de pêche dans Tiolowol, possession de la famille de Bory Hambeledo Bary. Il croyait que ce lieu était à ses parents. Les Bozo nomades ayant vu cela, se plaignirent auprès de Bory Hambeledo Bary qui demanda à ce que ces barrages soient enlevés. Brahima Diabenta refusa en déclarant que le lieu était sous sa possession. Comme Hambeledo Bary insistait beaucoup sur l'enlèvement des ces barrages, Brahima Diabenta se plaignit auprès du chef d'arrondissement de Jonjori. Celui-ci, trouva suite à des enquêtes menées auprès des notables des villages environnants, que le lieu était à la famille de Bory Hambeledo Bary. Le chef d'arrdt pour arranger Brahima Diabenta, lui attribua le petit chenal Tialol-Pimpegna qui n'était exploité par personne. En 1992, les bozo de Kinta sentirent que l'exploitation de Tialol-Pimpegna les dérangeait beaucoup et ils se plaignirent plus tard auprès du juge de Tenenku. Le juge se rendit sur les lieux et ordonna l'enlèvement de ces barrages, ce qui fut fait.

En 1993, Brahima Diabenta replanta ses barrages dans Tiolowol qu'il déclara encore être sa possession. Sa conduite poussa Brahima Diabenta à se plaindre auprès du chef d'arrondissement de Jonjori qui se rendit quelques jours après sur le lieu et voulut arracher les barrages. Il fut battu à coups de bâton par Brahima Diabenta qui fut immédiatement arrêté par des gendarmes qui étaient sur place. Suite à cela, l'affaire fut conduite devant la justice de paix de Tenenku. Le juge, après enquêtes, dressa un procès le 14 Avril 1993 en reconnaissant Tiolowol possession de la famille de Bory Hambeledo Bary et le droit de pêche de Pimpegna à Brahima Diabenta, suivant le droit d'usage de ses parents.

RESOLUTION: Le conflit s'est résolu suite au procès du 14 Avril 1993, fait par le juge de Tenenku devant les deux parties en litige, la famille judiciaire et quelques témoins./

AUTORITE SAISIE: Le chef d'arrondissement de Jonjori en 1979. La justice de paix de Tenenku en 1992 et en 1993. Le chef d'arrondissement de Jonjori en 1993./

DECISION: P.V. de conciliation, Tribunal de Paix de Tenenku, le 14 Avril 1993: « Après examen du problème de pêcherie Tiolowol, il a été dégagé unanimement par

toutes les parties que le dit lieu est propriété de la famille Seydu Hambeledo Bary et de Bory Hambeledo Bary de Tenenku. La pêcherie de Tiolowol sera abandonnée par Brahma Diabenta, le droit de pêche à Pimpegna est reconnu à Brahma Diabenta, suivant le droit d'usage de ses parents./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

TAMARA-BI

Conflit n°: 178

VILLAGE: TAMARA

LEYDI: JAFARABE

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JAFARABE

Ref Objet: H

ETAT du conflit: Passé resurgissant

ETAPES: 1945 - 1985

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Gestion d'une pêcherie

PARTIES: Les familles Kampo, Konakomo et Korenzo de TAMARA c/ la famille Kanakomo de KUMA

ETHNIES: Bozo

ENJEUX: En 1946, les habitants de Kumara voulaient être les seuls à exploiter le chenal Tondi-Sala à la crue et à la décrue. Les familles de Tamara défendaient leurs droits de pêche dans le chenal. A partir de 1985, les habitants de Kumara acceptèrent mal l'appartenance de Tamara-Bi aux familles de Tamara. Ils s'associèrent donc à la famille Yaya Minta de Fia en vue de conquérir la mare.

FAITS:

Tamara-Bi est une vaste dépression communiquant avec le fleuve Niger par un chenal dit Tondi-Sala, au niveau de Kumara. Dans les eaux territoriales de Kumara, l'ancêtre des Kanakomo est venu le premier pour s'installer à Tamara, à côté de la mare Tamara-Bi. Ensuite est venu l'ancêtre des Kampo, nommé Alfaja. Celui-ci alla résider à Saran Toolo, non loin de la mare Tamara-Bi. Le sacrificateur Kanakomo partagea ses eaux avec la famille Kampo. La cohabitation dura pendant des années. La famille Kanakomo fut disloquée, décimée par l'invasion des Futanke. Il resta Jame et sa soeur Halissa avec ses deux filles Maama et Fatumata. Jame mourut. La maîtrise des eaux ne pouvant pas passer à Halissa, parce que résidant avec son mari au village Kumara, elle revint de façon indivise aux deux filles. Maama et Fatumata résidaient toutes deux à Tamara. Faute de consensus, les deux soeurs ne parvinrent pas à s'entendre sur la gestion du patrimoine. Fatumata, la cadette, voulait que la gestion des eaux soit confiée à un homme, un Kanakomo quel que soit le lieu où il réside. Maama, l'aînée était d'avis contraire.

Dès lors, les difficultés commencèrent entre les deux soeurs. La soeur cadette se rendit à Fia (village de la rive droite à 12 km au sud ouest de Tamara) et à Kumara pour atteindre son objectif. La famille Kanakomo de Kumara n'accepta pas de la suivre. A Fia, elle réussit à convaincre Marikeme et Kayere Kanakomo. Le petit groupe, en route sur Tamara se heurta, à Huna, un grand bosquet auprès d'un marigot, au groupe des habitants de Tamara, conduit par Maama Jame, la soeur aînée. L'altercation entre les deux soeurs fut très vive. Pour éviter un affrontement trop violent, Maama Jame décida d'abandonner la maîtrise de certaines eaux à sa soeur dont elle disposerait comme elle le voudrait. Marikeme et Kayere ne retournèrent plus à Fia. Ils restèrent à Huna et fondèrent le campement. Ils pêchèrent dans les eaux acquises par Fatumata Jame.

Ces événements expliquent la complexité des droits sur les eaux avoisinant Tamara, notamment Tamara-Bi et Tondi-Sala. De fait, les eaux dont la maîtrise était indivise à l'origine entre la famille Kampo et Jame Kanakomo, furent partagées entre la famille Kampo, les familles Korenzo et Sienta (famille Korenzo, belle famille de Fatumata Jame et la famille Sienta, belle famille de Maama Jame). A la montée des eaux, les habitants de Kumara qui ont la maîtrise du fleuve (où débute Tondi-Sala) construisent un barrage pour pêcher les poissons en migration latérale vers la mare. Les familles Kanakomo, Korenzo et Kampo établissent leur barrage à l'amorce de la décrue, pour capturer les poissons en migration latérale vers le lit mineur du fleuve. Il en a été ainsi pendant des années. En 1945, le chenal Tondi-Sala fut recreusé et agrandi du côté de Kumara pour faciliter l'arrivée de

l'eau dans les rizières cultivés par les Riimaay'be. Tandis qu'à la montée des eaux les habitants de Kumara avaient fait leur barrage, ils voulurent s'opposer à la décrue suivante, à l'établissement du barrage par les familles de Tamara. L'altercation fut très vive entre les deux parties qui allaient en venir aux mains. L'affaire fut portée devant le tribunal de Ke-Maasina. Par le jugement N°20 du 29 novembre 1946, le tribunal débouta les familles de Tamara et attribua les droits de pêche et de barrage dans le chenal Tondi-Sala à la famille de Kimaro Kanakomo de Kumara. Pour la première fois, on assista à une sentence au détriment des possesseurs coutumiers des eaux. Avec la persistance de longues années de sécheresse, la mare est devenue improductive et s'est asséchée.

En 1985, l'Association Française des Volontaires du Progrès, avec la participation des populations riveraines de la mare Tamara-Bi (Tamara, Wana, Tontié et Fia) surcreusa le canal et construisit un ouvrage de retenue d'eau. La famille Yaya Minta du village de Fia, situé à 12 km de Tamara, dans l'arrondissement de Soye, cercle de Maasina, réclama l'appartenance de la dite mare. (Pour des raisons certainement liées à l'histoire des deux soeurs depuis des temps éloignés). Dans cette tentative de conquête, la famille de Yaya Minta était soutenue par la famille Kanakomo de Kumara. La situation faillit tourner au scandale, quand les ressortissants de Fia décidèrent un jour de couvrir l'ouvrage. Les habitants de Tamara les attendaient de pied ferme et fortement armés. Ce jour là, les habitants de Fia ne sont pas venus au rendez-vous. Pour parer à cet affrontement imminent, les autorités administratives de Ke-Maasina, de Soye et de Jafarabe se sont rencontrées à Kara pour prendre des mesures d'urgence.

Cette rencontre fut sanctionnée par une convention. En référence au jugement N°20 du 29/11/46: Reconnaît les droits de pêche de la mare Tamara-Bi aux habitants de Tamara, exige que les familles Kanakomo, Korenzo, Kampo associent ses voisins pour toute question de pêche de la dite mare.

RESOLUTION: Les chefs de file des deux parties ont tenté de résoudre l'affaire à l'amiable en 1946. Le chef des Tamara voulait que les coutumes soient respectées pour sauvegarder les relations d'amitié et de bon voisinage. Il en fut de même en 1985 entre les habitants de Fia et ceux de Tamara./ **AUTORITE SAISIE:** Tribunal de Ke-Maasina./ **DECISION:** Le tribunal débouta les familles Kanakomo, Kampo et Korenzo et attribua les droits de pêche et de barrage de Tondi-Sala à la famille de Kimaro Kanakomo de Kumara, reconnaît l'appartenance de la mare Tamara-Bi aux familles Kanakomo, Korenzo et Kampo de Tamara. En 1985, la convention, en référence à la décision du jugement de 1946, connut une observation./ **APPLICATION:** Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

SOFARA-BA

Conflit n°: **179**

VILLAGE: **SOFARA**

LEYDI: **HORS-LEYDI**

Cercle: **JENNE**

Arrondissement: **SOFARA**

Ref Objet: **O**

ETAT du conflit: **Passé**

ETAPES: **1993**

RESSOURCE: **Poisson**

ECOTOPE: **Fleuve**

OBJET: **Engins de pêche concurrents**

PARTIES: **Pêcheurs détenteurs de filets maillants dérivants c/ Pêcheurs détenteurs de palangres. (Almam**

ETHNIES: **Bozo**

ENJEUX: **Chacun des pêcheurs est utilisateur d'un type d'engin particulier et tient à exercer pleinement son activité.**

FAITS:

Dans les milieux aquatiques, il existe essentiellement deux zones de pêche très distinctes. La pêche fluviale, qui a lieu en toute saison et la pêche de mare qui se fait à l'étiage. Chaque type de pêche a ses particularités inhérentes aux engins de pêche. Suivant le milieu où s'effectue la pêche, certains engins sont compatibles ou non. Le fleuve de Sofara, communément appelé Sofara-Ba fait très souvent l'objet de problèmes entre les différents exploitants. Chacun des pêcheurs tient à réaliser la plus grande capture. Des engins incompatibles sont utilisés çà et là. Parfois, des accrochages violents ont lieu lorsque certains pêcheurs utilisent les filets maillants dérivants et d'autres les palangres. Les premiers, mobiles, dérivent le long du fleuve, les seconds immobiles, figés subissent un contrôle chaque matin. A l'amorce de la décrue, la grande pêche qui commence sur Sofara-Ba. Les risques d'affrontement entre pêcheurs deviennent grands. En effet chaque fois qu'un filet et un palangre s'entremêlent, un des engins est détruit ou fortement endommagé. Des réparations sont demandées. L'affaire peut se résoudre à l'amiable, mais parfois la situation dégénère.

Comme on le sait, le pêcheur a toujours dans sa pirogue ses harpons empoisonnés pour faire face aux animaux aquatiques ou à d'autres formes de danger. En cas de conflit il n'hésite pas à les utiliser. Pour mettre fin à un danger qui peut à tout moment arriver, le comité de développement sous l'égide de l'agent de l'opération pêche a voulu organiser les pêcheurs. La zone concernée fut répartie entre les différents exploitants. Une zone exclusive pour les palangres, une autre pour les filets dérivants. La même situation fut observée autour de la mare Sofara où les différents engins sont utilisés, à l'exception du filet maillant dérivant remplacé par le filet maillant dormant. Pour une meilleure organisation de la pêche dans la mare, l'agent de l'opération pêche a préconisé un classement chronologique de l'usage des engins. Ainsi les engins de pêche compatibles sont d'une part les filets à deux mains et les Kanga, d'autre part les filets maillants dormants et les palangres. Les premiers interviennent avant les seconds pendant un temps qui sera fixé par les différents exploitants.

RESOLUTION: A partir de la campagne 1993 - 1994, on a assisté à une réorganisation de la pêche sous la direction de l'opération pêche et du comité de développement. La repartition de la zone entre les différentes parties a été décidée.

Textes versés au dossier: **PV, Lettre, Rapport, etc:**

BORA 2

Conflit n°: 180

VILLAGE: YUWARU

LEYDI: YALALBE

Cercle: YUWARU

Arrondissement: YUWARU

Ref Objet: O

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1979 - 1993

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Fleuve

OBJET: Emploi d'un engin non autorisé

PARTIES: Homolore (Somono de YUWARU) (représentés par Abdulaye Tio) c/ Bozo migrants (représ

ETHNIES: Somono c/ Bozo.

ENJEUX: Les Homolore (Somono de Yuwaru propriétaires de Bora) souhaitent conserver leurs coutumes et rester maîtres des eaux de Bora. Les Bozo étrangers étant dépourvus de pêche, ils voulaient s'emparer du lieu en corrompant les autorités.

FAITS:

Bora situé au nord de Yuwaru dans le prolongement du lac Debo est une pêche appartenant aux Homolore (Somono de Yuwaru) avant l'arrivée de la Diina de Seku Amadu. A l'arrivée de la Diina, la pêche est restée entre les mains des Somono. Cette pêche très poissonneuse est habitée par une sirène très respectée des Homolore. Elle reçoit d'eux chaque année un sacrifice avant la campagne de pêche. Le jour du sacrifice, c'est-à-dire un Mercredi vers 17 heures un bœuf est égorgé sur une senne devant toute la famille Homolore et la chair est distribuée. Dans la nuit on ramasse les os, les pattes, la tête et les intestins et on les donne au maître des eaux qui les emballe dans la peau du bœuf vers 3 heures du matin, monte dans sa pirogue et se dirige vers le domicile de la sirène. A son arrivée au lieu, il prononce quelques incantations et immédiatement la sirène apparaît sur l'eau. Après lui avoir exposé ses besoins, il lui donne le sacrifice. En recevant ce cadeau annuel, la sirène remercie le maître des eaux et disparaît. Le lendemain matin tous les Homolore et tous les étrangers viennent faire la pêche. Mais les instructions sont données par le chef des Homolore, maître des eaux.

Le manque d'eau de ces derniers temps pousse les pêcheurs du sud (Mopti et ses environs) à migrer à Bora. Un jour, le chef des Homolore convoqua une réunion au cours de laquelle il décida de ne plus accepter les étrangers venus du sud qui ne respectent plus leurs instructions et utilisent des engins non autorisés, car cela risquait d'amener la malédiction de la sirène de Bora. La nouvelle annoncée poussa les étrangers à toucher le commandant de cercle de Niafunke et à lui donner une grosse somme d'argent. Corrompu, le commandant de cercle déclara Bora zone publique et adressa une mise en garde aux Homolore, les menaçant de mettre en prison, quiconque empêcherait ces étrangers de faire la pêche. Quelques jours plus tard les Homolore placèrent tout autour du lieu des gaillards prêts à faire du mal à toute personne étrangère qui essaierait de faire la pêche. Les étrangers se croyant fort parce que soutenus par le commandant de cercle essayèrent un soir d'y mener leurs activités. Ceci excita les Homolore et les poussa à user de force, ils les battirent à coups de bâtons et de pagaies. Immédiatement les étrangers répondirent. Un grand combat eut lieu sur le fleuve; il ne cessa qu'à l'arrivée des gendarmes qui les arrêterent tous et les amenèrent à Niafunke. On jugea l'affaire à Niafunke et on fit payer aux Homolore une amende de 50.000 F CFA en donnant l'autorisation aux étrangers de continuer leurs activités.

Après ce procès le chef des Homolore porta plainte à la cour d'appel de Bamako, cette cour aussi corrompue soutint les étrangers. A son retour de Bamako, le chef des Homolore laissa pêcher les étrangers et ne fit plus de sacrifice pour la sirène. La sirène de Bora, ne recevant plus de sacrifices multiplia des accidents dans le lieu, qu'elle renda moins poissonneux. Les étrangers ayant subi une mésaventure sur le lieu, suite à la malédiction de la sirène décidèrent, suite au conseil d'un devin de

venir s'incliner devant les Homolore. Un soir dirigé par leur chef, les bozo étrangers arrivèrent chez le chef des Homolore à qui ils exposèrent les causes de leur déplacement; celui-ci convoqua immédiatement ses proches qui furent mis au courant de la nouvelle. La famille des Homolore très compréhensive et ne gardant pas de rancune, remercia la bonne volonté des étrangers et accepta le pardon en présentant les conditions qui furent acceptées par les étrangers. Depuis ce jour les étrangers n'ont plus utilisé les engins interdits et suivent les instructions du chef des Homolore qui apaisa la sirène en reprenant le sacrifice annuel.

RESOLUTION: Conciliation survenue au moment où le chef des étrangers est venu avec ses proches s'incliner devant les Homolore pour demander pardon et suivre leurs instructions. La conciliation s'est déroulée devant les chefs des deux parties, les compagnons du chef des étrangers, les conseillers de Yuwaru et beaucoup de notables de Yuwaru./
AUTORITE SAISIE: Le chef de village (maître des eaux), le commandant de cercle de Niafunké, le Tribunal de 1ère instance de Niafunké, la cour d'appel de Bamako./
DECISION: Bora demeure propriété des Homolore (Somono de Yuwaru) et nul ne peut y faire la pêche sans leur autorisation. Les engins non autorisés ne seront plus utilisés. Les étrangers sont autorisés à cohabiter, mais en suivant les instructions des Homolore./ **APPLICATION:** Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

SINDE

Conflit n°: 181

VILLAGE: DAGA SINDE

LEYDI: KOMONGALLU

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JONDORI

Ref Objet: O

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1993

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Cohabitation d'engins différents

PARTIES: Seku Sulahi, pêcheur c/ Riimaay'be du SINDE KORBO (DAGA SINDE) (le chef de village de

ETHNIES: Bozo c/ Riimaay'be

ENJEUX: A Sinde Korbo, les Riimaay'be voulaient prouver qu'ils avaient toujours leur mot à dire en matière de pêche dans la localité concernée. Seku Sulahi comprit l'enjeu de la question et pour éviter tout conflit ouvert entre les deux localités mais aussi entre sa famille et ses congénères de Daga Sinde, n'opposa plus de résistance.

FAITS:

Le marigot passe par Sinde Daga. Sinde Korbo, est un village dont dérive le nom Daga-Sinde où habitent les Bozo. La pêche se fait, dès que la décrue est amorcée, avec un barrage de claironnage pour une durée moyenne de trois mois. Le barrage est fait par Seku Sulahi et sa famille, ressortissants de Dia qui ont d'autres pêcheries à Toggere et à Doogo (cercle de Yuwaru) au lieu-dit Ganda Tama. A partir de 1993, les habitants de Sinde Korbo ont demandé à Seku Sulahi de quitter les lieux. Cela paraît paradoxal, car les Riimaay'be sont habituellement des pêcheurs occasionnels. Ils ne pêchent qu'à l'étiage avec des engins rudimentaires tels que les filets à deux mains et des Kanga. Les pêches de barrage sont la spécialité d'une certaine catégorie de Bozo. Quelles sont donc les vraies motivations du comportement de ces Riimaay'be ?

Depuis des années, la famille de Seku Sulahi pêchait dans la zone en question. Très souvent, elle rencontrait des problèmes avec ses congénères du campement, qui pratiquent la pêche à filets maillants dormants. Un jour, l'affaire fut portée devant le chef de village de Sinde Korbo qui demanda que l'on rappelle l'historique de l'affaire. En fait, les vrais autochtones sont les Riimaay'be du village. Ils ont autorisé, depuis très longtemps l'installation du campement, et dans un passé plus récent, ils ont accepté de cohabiter avec la famille de Seku Sulahi.

Seku Sulahi voulut opposer une résistance au départ, puis accepta de négocier par principe, tout en affirmant qu'il détenait d'autres pêcheries ailleurs où il pourrait se retirer. Le chef du campement, Daga Sinde est son ami. Les deux chefs: celui du campement et celui du village sont liés par des liens d'amitié et de bon voisinage. Pour éviter tout dérapage et sauver leurs liens, un consensus fut conclu. Il consiste à laisser Seku Sulahi pêcher comme par le passé, mais d'accepter la cohabitation de ses congénères qui utilisent des filets maillants.

RESOLUTION: La première tentative de réconciliation se passa entre Seku Sulahi et ses congénères.

Ces derniers demandaient au premier d'accepter la cohabitation./ AUTORITE

SAISIE: Le chef de village et le chef du campement./ DECISION: Oui, elle émane

des chefs de village et du campement exigent la cohabitation./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

KIRAMBA

Conflit n°: 182

VILLAGE: MINO

LEYDI: JALLUBE BURGU

Cercle: MOPTI

Arrondissement: JALLUBE

Ref Objet: Q

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1981

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Volonter de supprimer un barrage au profit d'un autre

PARTIES: Komunkobe c/ Landurenkobe

ETHNIES: Bozo c/ Peul

ENJEUX: L'objectif de Modi Komu est de démonter le barrage dans Kiramba parce qu'il a été fait sans demander l'autorisation de Baboye où de Hamadi Ladure. Pour Hamadi et son frère le barrage Kiramba constitue un héritage auquel personne ne doit toucher sans leur autorisation.

FAITS:

Les faits ont débuté en 1981 lorsque les habitants du hameau de Mino Bozo ont monté un barrage sur le ruisseau Madiaji qui se jette dans la mare Kiramba. Demba Hammadi Lanndure prétendait avoir hérité la mare de son grand-père, qui l'avait aussi héritée de son grand père. En 1981, un certain Modi Komu a monté un barrage à Kiramba.

Un de mes frères de passage pour Jallube m'a informé qu'un barrage avait été dressé dans la mare de Kiramba et d'après les renseignements obtenus à Gobe, ce barrage avait été monté par Modi Komu. Lorsque j'ai appris ça, j'ai saisi un conseiller du chef de village Bara Afo Bokum pour lui expliquer le problème. Nous sommes partis voir le chef d'Arrondissement parce que Modi Komu est un ami du chef de village Mahan Seydu Jal. Chez le chef d'Arrondissement, j'ai fait ma déposition, en expliquant que les gens de Mino n'avaient jamais été des possesseurs des mares, ni de fleuves, ni de bras de fleuve, ce qui ne les empêchait pas aujourd'hui de dresser un barrage à Kiramba. J'ai demandé au chef d'arrdt de prendre immédiatement une décision et de leur demander d'enlever le barrage le plus tôt possible pour éviter un conflit entre les Riimaay'be et les Bozo de Mino. J'ai encore ajouté que toute la mare appartenait aux Riimaay'be, et spécialement à mon grand-père Boye Landure; les Bozo de Mino n'étant que des pêcheurs qui l'exploitent.

Après ma déposition, le chef d'Arrondissement a appelé le comité de pêche qui se trouve à Jallube pour une explication. Après les explications des uns et des autres, le comité de pêche a fait savoir au chef d'Arrondissement que Kiramba appartient au chef des Riimaay'be de Jallube. Le comité de pêche a pris la décision d'enlever le barrage dans Kiramba.

RESOLUTION: On n'a pas pu résoudre le conflit à l'amiable parce que Modi Komu n'était pas d'accord./ AUTORITE SAISIE : Chef d'arrondissement de jallube./ DECISION : Oui, émane du chef d'Arrondissement./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

JUGGOL DEEBAWAL

Conflit n°: 183

VILLAGE: KALASIRU

LEYDI: JALLUBE BURGU

Cercle: MOPTI

Arrondissement: JALLUBE

Ref Objet: Q

ETAT du conflit: Passé resurgissant

ETAPES: 1990

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Revendication de barrage

PARTIES: Hamadi Jenepo c/ Cammbal Tambura (chef du village de KALASIRU)

ETHNIES: Bozo c/ Riimaay'be

ENJEUX: Les objectifs de Hamadi Jenepo étaient de faire son barrage et pêcher dans le Juggol comme s'il était un natif de Kalasiru. Il pensait que son âge lui permettait de monter le barrage sans avertir les gens de Kalasiru. Pour les gens de Kalasiru, personne n'a le droit de faire un barrage dans le Juggol de Deebawal en dehors de la pêche collective.

FAITS:

Nous avons une mare appelée Deebawal. Chaque année, le village de Kalasiru y organisait une pêche collective sous l'égide du chef de Kalasiru. Ce dernier s'appelle Cambal Tambura. C'est en 1990 qu'un certain Hamadi Jenepo dit Kewal, bozo domicilié à Kalasiru, originaire de Nantaka généra plusieurs troubles dans le leydi. Lorsque l'eau commença à s'infiltrer, Kewal partit faire un barrage pour pêcher, sans avertir les villageois de Kalasiru. Le village vint lui demander la cause de son acte. Il répondit que le village disposait de plusieurs mares et bras de fleuves où l'on pêchait sans lui. Il pensait que s'il faisait seul sa pêche dans ce bras de fleuve, les habitants de Kalasiru ne devaient pas lui en vouloir. Ce bras de fleuve s'appelle Juggol. Après cette pêche solitaire, le village organisa une autre pêche dans le Juggol, mais le rendement fut très faible.

Ensuite, nous avons convoqué Kewal chez le chef du village nommé Cambal Tambura. Quand tous les Riimaay'be de Kalasiru ont été réunis dans le vestibule du chef du village, nous lui avons dit que le bras du fleuve Juggol était réservé uniquement aux Riimaay'be de Kalasiru. Nous lui avons précisé qu'eux seuls avaient le droit d'y faire des barrages et d'y pêcher depuis 1972 et que même les Peul qui sont dans le village n'ont pas le droit de faire traverser leurs troupeaux sans nous avertir. Donc si Kewal a fait ses barrages sans les avertir, il doit y avoir une raison bien fondée.

Hamadi Jenepo a répondu de la façon suivante: "Je suis le seul Bozo qui pêche régulièrement avec les Riimaay'be de Kalasiru, qui partage les joies et les peines des Riimaay'be de Kalasiru. Les Riimaay'be ont d'autres mares dans lesquelles ils organisent des pêches avant la pêche collective. La mare Sabu Mawnde en est un exemple. C'est donc pour cela qu'en tant que Bozo et notable de Kalasiru, je me suis permis de faire mes barrages à Juggol et de pêcher avant la grande pêche collective sans avertir les autres habitants de Kalasiru. Moi je suis vieux et je n'ai pas les moyens d'accéder aux autres mares pour pêcher. Comme le Juggol est tout proche du village, j'ai fait les barrages pour y pêcher avec mes enfants et mes petits fils. La production a d'ailleurs été bonne. Cela m'a permis de faire des affaires avec le peu d'argent que j'y ai trouvé en vendant les poissons à Mopti. J'ai payé une pirogue aussi." Quand il a eu fini de parler, le chef du village a pris la parole pour lui demander de ne plus faire des barrages dans le bras du fleuve et d'attendre les autres. Il lui a aussi recommandé de demander désormais l'autorisation auprès des villageois s'il est dans la nécessité de faire la pêche.

Ce jour-là, Hamadi Jenepo a accepté la décision du chef de village en présence de tous les notables de Kalasiru. Mais en 1991 encore, ses fils sont partis à Juggol pour dresser leur barrage. Le village en fut informé par Hamadi Ali Konta, fils de Ali Maama Konta. De passage vers le Juggol, il trouva les fils de Kewal entrain de transporter des branchages et de la paille vers le bras du fleuve. Lorsque

Hamadi Ali Konta donna l'information, le chef du village (Cambal Tambura) convoqua tous les Riimaay'be du village et leur apprit que cette année aussi, Hamadi Jenepo avait envoyé ses enfants pêcher dans la mare sans l'autorisation du village. Il leur recommanda de dépêcher quelques villageois pour aller dire à ces derniers d'arrêter et d'attendre la pêche collective organisée chaque année au sein du village. Lorsque les envoyés arrivèrent chez Hamadi Jenepo, ce dernier répondit que ce sont ses enfants qui avaient fait le barrage et que lui il a passé toute l'année malade. Il dit qu'il n'était au courant de rien. Un villageois du nom de Arsike Komu répondit qu'ils étaient venus au nom de tout le village. Au nom du village ce dernier lui demanda de dire à ses enfants de ne plus continuer à faire ce barrage. Hamadi répondit qu'il ne pouvait rien contre ses enfants. Il recommanda aux gens du village d'aller eux-mêmes se concerter avec les enfants. Lorsque Arsike Komu partit pour les voir, un des fils de Hamadi du nom Maama Jenepo répondit que plusieurs pêches sont organisées ici par les villageois à leur insue et que c'est la raison pour laquelle ils se sont permis de venir faire un barrage sur le Juggol. Il leur dit que même si le village se plaignait, ils n'étaient pas prêts à enlever leur barrage. C'est avec l'insistance du chef de village que les enfants de Hamadi Jenepo se sont trouvés dans l'obligation de lever leur barrage.

RESOLUTION: En 1991, la réconciliation à l'amiable a été tentée mais tardivement. Il y a eu l'intervention des Bozo et des Riimaay'be du village. Mais son fils a récidivé. Les personnes qui devaient tenter de le faire lever le barrage étaient Arsike Komu, Maama Konta et Ali Konta. Il a accepté par décision verbale l'exigence du chef du village Cambal Tambura. **AUTORITE SAISIE:** Le chef du village de Kalasiru et certains Bozo notables du village. / **DECISION:** La décision du chef du village de Kala Siru Camabal Tambura avec d'autres notabilités du village avait mis un terme à ce conflit. L'accès au Juggol fut interdit à Hamadi et à sa famille avant la pêche collective tout comme leur coutume le recommande. / **APPLICATION:** Non, depuis un certain temps les enfants de Hamadi désobéissent à la décision.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

JUGOL

Conflit n°: 184

VILLAGE: KINTA

LEYDI: WURO YERO

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JONDORI

Ref Objet: Q

ETAT du conflit: Passé resurgissant

ETAPES: 1975 - 1993 - 1994

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Compétition entre deux barrages

PARTIES: Seydu Ambelajo rep. par la famille Jallo de KINTA c/ Brahima dit Brah Jabenta.

ETHNIES: Bozo

ENJEUX: La famille Jallo protégée de Seydu Ambelajo souhaite être la seule à exploiter la zone. Pelpagna I, la mare du campement rival n'est plus pêchée par manque d'eau. Brahima Jabenta, pour assurer la pérennité de Pelpagna I, a fondé Pelpagna II non loin de Pelpagna I. Il tient à défendre et à conserver ce patrimoine qu'il a hérité de ses ancêtres.

FAITS:

L'affaire Jugol repose en grande partie sur Pelpagna, un des trois bras secondaires du chenal Jugol, le bras principal. Deux campements tous deux nommés sont situés sur le bras Pelpagna. L'un d'eux, que pour la commodité du récit, nous nommerons Pelpagna I est plus ancien. Amadu Hassana Tieminta est le possesseur coutumier du barrage de Jugol qu'il a affecté à Seydu Ambelajo. Ce dernier le confia à la famille Jallo de Kinta. De coutume, chaque fois que la pêche au barrage doit commencer, la famille de Seydu Ambelajo offre un habit blanc et 40 mesures de riz paddy, le sacrifice de la saison. La date de fermeture du barrage est ensuite fixée. Un mois après l'installation de ce barrage, le barrage suivant est établi. Ensuite, arrive le tour des pêcheurs avec le filet à deux mains, Kobaje. Cela se passa ainsi de tout le temps. Au delà du barrage de la famille Jallo, le Jugol se divise en trois bras secondaires: Tiolo, Yaya Puga et Pelpagna. Le barrage de Brah Jabenta est établi sur Pelpagna, au lieu-dit Pelpagna I dont il a hérité de ses ancêtres. Dès années passèrent et Pelpagna I était quasiment asséché. Le campement fut déplacé de deux kilomètres environ pour constituer Pelpagna II. La pêche y est devenue très prospère.

La famille Jallo se plaignit devant les autorités locales et demanda la levée du barrage de Brah Jabenta, sous prétexte que ce dernier nuisait à leur installation. En 1975, par un autre acte plus obscur, la famille Jallo réussit à faire quitter Brah de Pelpagna II pour l'amener à Tiolo. Malheureusement pour la famille Jallo, ce nouvel emplacement se trouve environ à 100 mètres à vol d'oiseau de celui de la famille Jallo. Ceci suscita de l'inquiétude chez leurs voisins qui de nouveau demandèrent une révision de la décision de 1975 pour amener Brah à Pelpagna I à un endroit où la pêche est désormais devenue impossible. Brah fut obligé de regagner Pelpagna II. Une contestation est encore née contre lui à propos de Pelpagna II.

Ainsi parut en Novembre 1993 le procès verbal de conciliation (copie ci-jointe). Ont comparu Seydu Ambelajo, Bori Ambelajo, Brah Jabenta, Monsieur Finibo le greffier et Jaje Gagna. Ce procès verbal stipule que Brah quitte Tiolo pour Pelpagna. Or il existe seulement Pelpagna II. Avec son autorisation de barrage N°005/AD et son permis de pêche, Brah installa son barrage. Pour des raisons obscures les autorités locales tinrent à ce que le barrage soit enlevé. Chaque tentative forcée a connu une résistance. Le chef d'arrondissement s'est lui-même rendu sur les lieux, accompagné des agents de l'opération et des Eaux et Forêts pour enlever le barrage. Le barrage fut rétabli dès que la délégation s'est retirée des lieux. Par la correspondance N°062/AD, en date du 30 Novembre 1993, le chef d'arrondissement écrivit au juge de paix à compétence étendue de Tenenku pour l'informer de la

situation et de son dernier développement. Seydu Ambelajo voulut, de nouveau, que l'affaire soit réglée devant les autorités judiciaires. Le verdict qui en résulta, rejette le contenu du procès verbal et ne reconnaît plus Brah Jabenta comme pêcheur. Ce dernier refusa cette sentence illogique, contraire à la législation et aux règlements de la pêche en république du Mali. Il est décidé à rétablir son barrage pour la campagne 1994/1995. Si l'affaire n'est pas réglée logiquement, un affrontement est imminent.

RESOLUTION: Depuis 1975, les deux chefs de file, Ambelajo et Brahima ont tenté de résoudre l'affaire à l'amiable. Le premier estime que si Pelpagna est asséché, le second n'a plus le droit de s'installer ailleurs. Celui-ci veut que les coutumes et les traditions soient respectées et demande une cohabitation./ **AUTORITE SAISIE:** Le chef d'arrondissement de Jonjori./ **DECISION:** Oui, une décision administrative autorise Brah à pêcher à Tiolo. Procès verbal de conciliation en date du 3 Mai 1993. Autorisation de barrage N°005/AD en date du 10 Novembre 1993. Procès-verbal de conciliation, le 14/4/93, devant le juge de paix de Tenenku: Après examen du problème de pêche de Tiolowol, il a été dégagé unanimement par toutes les parties que le lieu-dit est propriété de la famille de Seydu Ambelajo Bari et de Bori Ambelajo Bari de Tenenku. La pêche de Tiolowol sera abandonnée par Brahima Jabenta. Le droit de pêche de Pelpagna est reconnu à Brahima Jabenta suivant le droit d'usage de ses parents. Décision N°005/AD du chef d'arrondissement de Jonjori, le 10/11/93; Autorisation de barrage: Brahima Jabenta, pêcheur, domicilié à Kaya, est autorisé à faire un barrage à Seco au lieu dit Pelpagna situé au nord de Jugol, du village de Kaya vers l'est. L'autorisation est valable pour la campagne 1993/1994./ **APPLICATION:** La dernière sentence à l'endroit de Brah Jabenta, qui ne lui reconnaît plus de profession pêcheur n'a pas été respectée.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

Correspondance du chef d'arrondissement de Jonjori, au juge de paix de Tenenku, N°062/AD, le 30/11/93. Objet: plainte contre Monsieur Brahima Jabenta et autres. «J'ai l'honneur de porter plainte contre les sieurs Brahima Jabenta, Basi Jabenta, Thiambal Jabenta, Pulal Pamanta, tous de Kaya, Adu Megninta, saré Matialu et Seku Konta Jonjori pour rébellion, coups et blessures. En effet, suite à votre décision judiciaire relative au litige du Jugol, une contestation est née contre monsieur Brahima Jabenta et les représentants de monsieur Seydu Ambelajo à propos de l'emplacement du barrage du premier. Après témoignages et investigations, il s'est avéré que Brahima Jabenta n'a pas installé son barrage à Pelpagna comme le prévoit la décision judiciaire. Malgré plusieurs injonctions à son endroit, l'intéressé n'a pas voulu passer à l'exécution. Le 28 Novembre une mission comprenant le secrétaire d'arrondissement, le chef de poste forestier et son adjoint, l'agent de poste de base pêche et le garde, s'est transportée sur les lieux en vue d'enlever le barrage. Ces agents ont rencontré une résistance organisée par Brahima et ses partisans. Tous munis de bâtons, de pilons, de coupe-coupe proliférant des menaces de mort à l'endroit des agents. Il est à noter la présence des deux femmes de Jaje Konta, de son frère Seku Konta, tous munis de bâtons. Devant cette intense résistance, les agents ont été contraints de retourner accompagnés de Brahima Jabenta. Le 29 Novembre, à 6h30, j'ai remplacé le secrétaire à la tête de la mission. Arrivée sur le lieu, j'ai demandé aux adeptes de Jabenta, ce dernier étant gardé à Jonjori, d'enlever le barrage. Ils ont refusé. Alors, j'ai demandé aux pêcheurs de procéder à l'enlèvement. Quand ceux-ci ont voulu s'approcher, ils ont poussé l'audace jusqu'à les rouer de coups devant nos yeux et le jeune pêcheur Jidi Jallo a eu une blessure de couteau à la main. Nous nous sommes interposés et parvenus à faire quitter les jeunes pêcheurs du lieu. Ensuite j'ai demandé aux agents d'enlever le barrage, ce qui a été fait. De retour à Jonjori, nous avons trouvé que Jabenta s'était évadé de la cellule en défonçant la porte de celle-ci. Mori Karabenta de Jafarabe a aperçu Seku Konta aux alentours des bureaux de l'arrondissement. Il est impossible d'ouvrir la porte de la cellule à partir de l'intérieur, elle a un crochet extérieur. C'est ce crochet qui a été enlevé de l'extérieur. Aux dernières nouvelles, Jabenta a replacé son barrage. Tout le monde s'accorde pour dire que Jaje Konta est l'instigateur de cette résistance, en tout cas la présence de ses parents sus-nommés sur les lieux n'est pas fortuite. Jaje a poussé l'outrecuidance jusqu'à aller dire devant les agents qui ont fait la mission que «si Brah Jabenta a tort à Jonjori, il aura raison à Tenenku. Si on l'enferme à Jonjori, il va le libérer à Tenenku».

Agissant dans le cadre de l'exécution d'une décision judiciaire, un officier de police judiciaire et les

agents de l'autorité publique furent victimes d'attaque de résistance avec violence vous de faits ou menaces. Eu égard à tout ce qui précède, je sollicite que des mesures radicales interviennent à l'encontre de ces auteurs pour les dissuader à l'avenir de toute velléité d'irrespect et servir d'exemple, car le respect de l'autorité de la chose décidée et celle de la chose jugée fondement de l'autorité de l'Etat est à ce prix».

DOROBUGU

Conflit n°: 185

VILLAGE: DOROBUGU

LEYDI: WURO YERO

Cercle: JENNE

Arrondissement: TAGA

Ref Objet: Q

ETAT du conflit: Actuel

ETAPES: 1978 - 1994

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Mare + chenal

OBJET: Remise en cause d'un ordre traditionnel établi au sein de la pêche villageoise (barrage)

PARTIES: Famille Tangara I c/ Famille Tangara II

ETHNIES: Bozo

ENJEUX: La famille Tangara qui a la chefferie, veut exercer toute son autorité. Elle veut détruire ou mettre dans l'oubli tout qui avait été établi sous la chefferie de la famille Tangara I. Cette remise en cause concerne surtout le remplacement du responsable du barrage. L'animosité régnant entre les deux familles prétendant à la chefferie empêche toute gestion de la pêche villageoise.

FAITS:

A Dorobugu existent une mare et un canal tous deux appelés Bana. Les habitants de Dorobugu font des barrages le long du canal, à la crue et à la décrue. La mare est collectivement pêchée à l'étiage. Un ouvrage de fortune fut construit sur le chenal pour maîtriser l'eau et rendre la pêche plus productive.

La chefferie est dans la famille Tangara divisée en deux branches entre lesquelles, le bras de fer est engagé. Pour la commodité du récit, nous appellerons famille Tangara I celle qui avait la chefferie au départ et la famille Tangara II celle qui l'a actuellement. La famille Tangara I avait nommé un certain Maama pour la surveillance et la maintenance de l'ouvrage installé dans le chenal. Il veillait, de plus, sur la période de mise en défens. Maama n'a d'autre rémunération que le produit de la pêche. Le chef de famille Tangara I meurt en 1979. La famille Tangara II convoite et obtient la chefferie du village. En 1981, avec la reconstruction de l'ouvrage à la faveur d'un projet initié et dont les travaux sont achevés en 1983, les difficultés entre les deux familles ont atteint de grandes proportions. La famille Tangara I voulait reconduire Maama dans ses fonctions, alors que la famille Tangara II voulait le destituer. A chaque campagne de pêche de crue et de décrue le problèmes se posent autour d'un ouvrage qui est une possession commune au village. Les protagonistes sont constamment prêts à s'affronter. Chacun muni de son permis de pêche et de son autorisation de barrage n'hésite plus désormais à pêcher où et quand il le veut, ce qui est de nature à entraîner des accrochages entre pêcheurs.

En 1986, l'affaire fut portée devant les autorités administratives qui dépêchèrent des services techniques tels que le service de l'élevage, celui des Eaux et Forêts et celui de l'agriculture, pour faire le constat afin d'éclairer la justice. Chacun d'eux s'exécuta et pour des raisons encore obscures, les antagonistes ne sont pas départagés jusqu'à l'heure actuelle. Si aucune mesure n'est prise, un affrontement sera inévitable.

RESOLUTION: Depuis 1979, date de la mort du chef de village, les notables ont tenté de concilier les deux familles pour l'avenir et le bien être du village./ AUTORITE SAISIE:

L'administration et des services techniques ont fait leurs observations./ DECISION:
Pour des raisons obscures, aucune décision n'est tombée pour éviter un conflit qui se prépare.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

YAPPA NJOO'DO

Conflit n°: 186

VILLAGE: SORME

LEYDI: YALALBE

Cercle: MOPTI

Arrondissement: JALLUBE

Ref Objet: Q

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1989

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Revendication de barrage

PARTIES: Biga Tambura c/ Hamadun Fulannde Tambura, tous de SORME

ETHNIES: Riimaay'be

ENJEUX: Pour Biga Tambura, le barrage Yappa Njoo'do appartient à son grand frère auquel il a succédé. Il est le seul à pouvoir exercer ses pouvoirs comme il veut sans consulter son suudu-baaba. Pour Hamadun Fulande Tambura et les autres frères du suudu-baaba, le Yappa a été donné à tout le suudu-baaba et non à une seule personne. C'est tout le suudu-baaba qui doit profiter des gains du barrage et non Biga seul. Ils pensent en outre avoir le droit de dresser leur barrage sans consulter Biga.

FAITS:

Les faits ont commencé en 1989, lorsqu'un certain Hamadun Fulande Tambura est parti faire un barrage à Yappa Njoo'do sans mon autorisation. Lorsque je l'ai appris, je me suis rendu immédiatement chez le chef du village de Sorme, Ngada Tambura. C'était lui qui avait indiqué le lieu à mon grand frère Aljuma Guroori Tambura, actuellement décédé. J'ai expliqué au chef de village ce que ce confrère du même Suudu-baaba a fait. Le chef de village me répondit que si ce dernier a fait un barrage dans Yappa Njoo'do sans m'avertir, c'est qu'il veut créer des histoires dans notre suudu-baaba. Il promet que ce dernier l'enlèverait car c'est lui-même qui avait donné le barrage de Yappa Njoo'do à mon frère aîné depuis 1967. Le chef de village me dit que, comme celui-ci ne vivait plus, c'est à moi qu'il reconnaissait la possession du barrage. Ainsi j'ai quitté le chef de village et je suis revenu à la maison.

J'ai appelé Hamadun Fulannde Tambura pour lui demander la raison pour laquelle il avait fait ce barrage sans m'avertir. Il me répondit que le Yappa Njoo'do appartenait à toute la famille et qu'il n'était pas d'accord que moi et mon frère Aljuma Guroori Tambura exploitions le barrage seuls et sans leur donner quelque chose. Il m'informa que cette décision avait été prise par tout le suudu-baaba. Je lui répondis que je n'avais jamais voulu m'accaparer les revenus du Yappa tout seul et que je l'avais toujours partagé avec le suudu-baaba. Je lui fis voir que la production était devenue trop petite maintenant. Hamadun répondit en me disant de ne plus toucher au barrage Yappa sinon je serais responsable de ma mort. Il m'apprit que cette dernière décision émane du suudu-baaba. C'est à ce moment que j'ai dit que j'allais saisir le chef d'Arrondissement de Jallube. Il me répondit qu'il se moquait de tout le monde et que gare à moi si je touchais au barrage de Yappa.

Je me rendis chez le Chef du village de Sorme pour expliquer le problème que Hamadun venait de me poser. Ce dernier le convoqua. Il dit au chef de village que Yappa Njoo'do était un bien de tout le suudu-baaba et que je n'étais pas le seul à devoir en profiter. Il ajouta qu'il était prêt à se battre si j'empêchais les gens d'y pêcher cette année. Le chef du village répondit qu'il avait en personne donné Yappa à mon frère aîné et lui avait l'ordre d'y pêcher jusqu'à sa mort. Il invita Hamadun à ne pas faire des histoires autour de Yappa et lui montra son tort. Néanmoins celui-ci s'entêta. J'ai donc traduit devant le chef d'Arrondissement de Jallube. Celui-ci à son tour convoqua tous les notables de Sorme et de Jallube. Après avoir écouté les uns et les autres, le chef d'Arrondissement décida que le barrage de Yappa appartenait au chef de village de Sorme et que celui-ci me l'avait donné. C'est moi qui gère

les biens de notre suudu-baaba et c'est la raison pour laquelle ce barrage est sous mon contrôle. On me donna plein pouvoir sur le barrage.

RESOLUTION: L'amiable est tentée par Biga en invitant tous les membres du suudu-baaba à faire le barrage ensemble et à pêcher en groupe. Hamadun Fulande était soutenu par les jeunes et d'autres membres du suudu-baaba. Les témoins sont Barke Allay Jigande (chef de village) et Nawma Hamadi Tambura. / **AUTORITE SAISIE:** Chef d'Arrondissement de Jallube. / **DECISION:** Oui, émanant du chef d'Arrondissement. / **APPLICATION:** Oui. Mais chaque année Biga Tambura demande aussi l'autorisation auprès du Chef de Cantonement Forestier en poste à Jallube.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

PARI-KÔ

Conflit n°: 187

VILLAGE: KARAN

LEYDI: WURO N'GIYA

Cercle: YUWARU

Arrondissement: DOOGO

Ref Objet: QA

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1987 - 1992 - 1993

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: **Contestation sur l'installation d'un barrage donnant lieu à une revendication de pêche**

PARTIES: Amadu Abduramane Simbe c/ Seku Guro Korinssa

ETHNIES: Bozo

ENJEUX: **Le chef de village de Farayeni ne voulant pas l'installation du barrage en Nasse, revendique la propriété du domaine de son homologue de Karan. Le chef de village de Karan insistant sur l'installation de son barrage n'est pas prêt à céder sa propriété à son homologue de Farayeni.**

FAITS:

Pari-kô est une pêche possession du chef de village de Karan Amadu Abduramane Simbe qui l'a héritée de ses grand parents. Derrière cette pêche se trouve une autre pêche du chef de village de Farayeni. En 1987, les pêcheurs de Karan voulurent faire un barrage en nasse dans la pêche de leur chef de village. Le chef de Farayeni ayant appris cela refusa en disant que cela rendait les poissons rares dans sa pêche. Le chef de village de Karan insista sur l'installation de son barrage, ce qui poussa son homologue de Farayeni à se plaindre auprès du chef d'arrondissement de Doogo, lequel convoqua les deux chefs des villages chez lui le 22 Septembre 1987.

Ce jour là, beaucoup d'habitants des villages environnants furent au rendez-vous. Ils prièrent le chef de village de Karan de ne pas faire ce barrage si cela présentait des inconvénients pour la pêche de Farayeni. Suite à cela, Monsieur Moussa Cissé fit une décision mettant en défens l'installation du barrage. Le chef de village de Karan rejeta cette décision en 1988 et installa son barrage. En 1989, le chef de village de Farayeni se plaignit auprès du nouveau chef d'arrondissement de Doogo de ce que son homologue de Karan avait fait un barrage dans un lieu qui ne lui appartenait pas. Le chef d'arrdt mit les deux pêches en défens et lança des enquêtes qui prirent fin en 1991. Suite à ces enquêtes, il trouva que le lieu sur lequel le barrage a été installé appartient au chef de village de Karan. Il demanda peu après au chef de village de Karan de venir prendre une décision à Doogo lui attribuant le lieu et l'autorisant à y faire son barrage.

Avant que le chef de village de Karan se ne déplace sur Doogo, son homologue de Farayeni partit corrompre ce même chef d'arrdt qui changea de décision en faveur de celui-ci. Surpris par la nouvelle décision, le chef de village de Karan se plaignit en 1992 auprès du commandant de cercle de Yuwaru qui promit de mener des enquêtes. Après les enquêtes, le commandant de cercle attribua le lieu au chef de village de Karan à qui, il demanda une somme de 100.000 F CFA pour faire une décision. Les villageois de Karan collectèrent cette somme de 100.000 F et la lui remirent. A l'issue des décisions, il apparut que le lieu était attribué au chef de village de Farayeni. Le chef de village de Karan rejeta cette décision et fit une autre plainte auprès du gouverneur de la région de Mopti Amadu qui convoqua les chefs des villages de Karan et Farayeni et le commandant de cercle pour leur signifier que les décisions prises n'étaient plus valables et qu'il prenait l'affaire en main. En 1993, le gouverneur convoqua de nouveau les deux chefs des villages pour leur dire de s'apprêter dans les jours à venir pour un règlement définitif du litige. Depuis ce jour on n'a plus parlé de l'affaire.

RESOLUTION: AUTORITE SAISIE: Le chef d'arrondissement de Doogo en 1987. Le chef d'arrondissement de Doogo en 1989. Le commandant de cercle de Yuwaru en 1992.

Le gouverneur de la région de Mopti en 1992.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

TAALO-SALA

Conflit n°: 188

VILLAGE: MAMBA

LEYDI: JAFARABE

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JAFARABE

Ref Objet: R

ETAT du conflit: Futur

ETAPES: 1987 - 1993 - 1994

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Construction d'une digue agricole préjudiciant à la pêche

PARTIES: Famille Thienta représentée par la famille de Nana Sumana Kanakomo, agriculteurs MAMM

ETHNIES: Bozo c/ Riimaay'be

ENJEUX: Les agriculteurs de Mamba ont fermé le chenal Salanyon-Taana au profit d'une de ses ramifications, le Taalo-Sala. Cette action a des effets néfastes sur la pêche des Bozo qui ne peuvent que se soumettre. Les agriculteurs de Wana souhaitent que l'eau arrive jusqu'à leurs rizières. Pour cela, ils demandent la réouverture du canal et plus un recreusement.

FAITS:

Jenu est un bras du fleuve qui s'y jette au niveau de Tilembeya, en aval de Jafarabe et s'en sépare à Komara, en amont de Jafarabe. Il parcourt environ 25 km sur la rive droite du fleuve Niger. Jafarabe semble se trouver au milieu du parcours du bras Jenu. Salanyon-Taana et Taalo-Sala sont deux ramifications de Jenu qui se jettent dans la plaine d'inondation de Mamba. Salanyon-Taana était chaque année surcreusé pour une exploitation agricole et piscicole. Quant à Taalo-Sala, ramification moins importante, elle drainait une certaine quantité d'eau et était pêchée en amont, à la décrue pendant un temps relativement court. Par sa position géographique, Taalo-Sala permettait à l'eau d'arriver plus tôt dans les rizières.

En année de moyenne crue avec un léger surcreusement, le débit de l'eau de Salanyon-Taana est plus important et inonde plus d'espaces cultivables. Durant ces dernières années, nous assistons à des crues faibles. Pour retenir la faible quantité d'eau qui rentre par Taalo-Sala, les agriculteurs de Mamba ont construit une digue en aval, du Salanyon-Taana du côté des rizières avec l'autorisation de l'administration. Les Bozo pêcheurs ont vu se réaliser ce travail sous leurs yeux, malgré leurs protestations liées au fait qu'il mit fin à la pêche de Salanyon-Taana de 1987 à 1988.

En 1993, la crue était légèrement meilleure que celle de l'année précédente. Les cultivateurs de Wana ont pensé que l'eau qui arriverait par Salanyon-Taana arroserait plus de superficies cultivables. Pour cela, il suffirait de la surcreuser. Ils demandèrent alors à leurs homologues de Mamba une réouverture pure et simple de Salanyon-Taana. Sur la question, les avis sont partagés. Certains extrémités veulent garder le barrage, d'autres plus modérés veulent lever l'ouvrage et montrer à leurs voisins de Wana tout le respect qu'ils ont pour eux. Le principe de détruire le barrage fut accepté par tous à la faveur d'un consensus en 1993. Mais son exécution fut difficile. En effet, les agriculteurs de Mamba ne voulaient pas détruire eux-mêmes ce qu'ils avaient construit, eu égard à tout ce qui s'était passé entre eux et les Bozo au début des travaux en 1987. Les agriculteurs de Wana voulaient éviter tout dérapage qui entraînerait un affrontement avec les gens de Mamba. Les Bozo, en observateurs avertis restent à la marge. En 1994, l'importance du débit de l'eau dans le canal a brisé le barrage de retenue d'eau. Les Bozo vont, sans aucun doute, y pêcher à la décrue prochaine. Vont-ils, avec le soutien des agriculteurs de Wana, accepter la fermeture du canal ? Une tentative quelconque dans ce sens entraînerait une opposition.

RESOLUTION: Un premier incident en 1948 s'était produit entre Bozo et Riimaay'be. Pour éviter pareil cas, les Bozo ont tenté de résoudre le problème à l'amiable en faisant part de

toutes leurs préoccupations quant à la fermeture du chenal. Faute de consensus, la fermeture du chenal fut effectuée./ AUTORITE SAISIE: Avec l'autorisation de l'administration, la fermeture du chenal en 1987 fut réalisée.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

NIA WURO

Conflit n°: 189

VILLAGE: DAGA SULE

LEYDI: SEBERA

Cercle: JENNE

Arrondissement: SOFARA

Ref Objet: S

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1993

RESSOURCE: Poisson

ECOTOPE: Chenal

OBJET: Dégâts causés sur le barrage par le bétail

PARTIES: Bucadary Jakite, représenté par son fils Amadu Jakite domicilié à NIA-WURO c/ La famille k

ETHNIES: Bozo c/ Peul

ENJEUX: Les éleveurs de Nia-Wuro sont à la recherche de nouveaux pâturages. Ils traversent, avec leurs animaux les mares et les marigots, causant des dégâts importants aux installations des bozo de Daga Sule. Ceux-ci refusent désormais de voir leurs efforts réduits à néant.

FAITS:

Depuis le temps de mon grand père, le campement de pêche de la famille Kanakomo était installé. Il a aujourd'hui un statut de village, où les maisons sont en terre battue. Les Bozo de Daga Sule et les Peul de Nia-Wuro avaient toujours vécu en parfaite symbiose. De 1973 à 1993, la sécheresse a détérioré les structures. Les animaux en perpétuel déplacement sont à la recherche des points d'eau et de pâturages. Ils traversent mares et marigots. La famille Kanakomo, installée à Daga Sule tirait sa subsistance de la seule pêche de son barrage, d'engins de type nasse (jenne) et de ses filets maillants. A chaque passage des animaux, les engins étaient saccagés. De plus, au lieu de passer en aval des installations, les animaux étaient conduits en amont de ces dernières pour traverser. La production ichtyologique en était profondément affectée. En effet, en eau trouble, la migration des poissons en direction du barrage est arrêtée. A la suite de plusieurs tentatives d'intervention pour convaincre les éleveurs, la famille Kanakomo a réagi pour défendre ses intérêts.

RESOLUTION: En 1993, Almamy Jakite (opération pêche) intervint pour réconcilier les deux parties en litige. Il demanda aux éleveurs de contourner comme d'habitude les installations./

AUTORITE SAISIE: Opération pêche, Mopti./ DECISION: A la faveur d'un consensus, les deux parties acceptèrent de cohabiter dans le respect./

APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

HORE-DUNNDE & DUNNDE-VA

Conflit n°: 190

VILLAGE: JAFARABE

LEYDI: JAFARABE

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JAFARABE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: **Passé ressurgissant**

ETAPES: 1950 - 1994

RESSOURCE: **Poisson + Burgu**

ECOTOPE: **Mare**

OBJET: **Revendication de mares**

PARTIES: **Eleveurs de JAFARABE c/ Pêcheurs de JAFARABE**

ETHNIES: **Peul c/ Bozo**

ENJEUX: **Le jowro et ses congénères ont la prétention d'étendre leur zone de pâturage en développant la bourgoutière dans les mares. Les bozo (Tié) se voyant retirer des mares dont ils sont les maîtres coutumiers sont prêts à tout.**

FAITS:

En 1950, les Peul, sous la direction du chef de canton Peul de Jafarabe déclarent l'îlot Hore-Dunnde situé en face de Jafarabe, sur le fleuve Niger, désormais interdit à la culture et réservé au passage des animaux du village et à la pâturage des petits ruminants (caprins et ovins). Demba Jallo était et demeure encore le chef de village et le chef de canton peul. Cette prise de position fut rigoureusement contestée par le chef de canton Bozo, Maama Abdulaye Jenepo. Celui-ci déclara à son tour que si cela devait se passer ainsi, l'îlot Dunnde-Vajo serait exclusivement utilisé par les Bozo pour la culture du riz et de l'hibiscus (da) dont la fibre était fortement utile pour raccommoquer les filets. La situation était au bord de l'explosion.

L'affaire fut portée devant les autorités judiciaires à Ke-Maasina (en 1950, Jafarabe était de la subdivision de Maasina). Par la convention N°2 du 14 Novembre 1950, les deux chefs, au nom de leurs congénères, en commun accord ont déclaré que l'îlot Hore-Dunnde était désormais interdit à la culture et réservé aux animaux du village. De même, l'îlot Dunnde-Vajo, sur la rive droite et longeant le fleuve sur environ 20 km, serait désormais utilisé par les Bozo cultivateurs et les Riimaay'be habituellement agriculteurs. Les éventuels cultivateurs de da sont autorisés à en produire sur Hore-Dunnde. Les éleveurs veilleront à ce que les animaux ne fassent aucun dégât sur l'îlot de Hore-Dunnde. C'est ainsi qu'en dehors de la culture du riz et du da, les Bozo aménagèrent les mares pour des pêches de décrue et d'étiage.

Avant la sécheresse, seuls les abords des mares étaient cultivés par les Riimaay'be et quelques Bozo. En 1981, en raison de l'appauvrissement des pâturages, les Peul recensèrent tous les points d'eau de l'arrondissement de Jafarabe, en vue de régénérer et d'entretenir la bourgoutière, ce qui ne tarda pas à créer des inquiétudes chez les Bozo. La situation fut explosive, quand les Peul allèrent faire des bornes pour délimiter des zones de pâturage et de passage des animaux.

Les Bozo ripostèrent violemment et s'organisèrent. Le jowro, Hamadi Jagna Bari durcit sa position. Un affrontement sanglant n'allait pas tarder. En 1993, le député Amadu Guro Jal et les doyens du comité de salut de Jafarabe qui résident à Bamako se saisirent de l'affaire. Avant l'arrivée de la délégation du comité de salut de Jafarabe, des rencontres se multiplièrent chez les Bozo en vue de préparer la rencontre de ceux qui viennent de Bamako, la délégation du comité de salut. Le 5 juin 1993, eut lieu la première rencontre à Buraje sous le hangar de Bureima Sorita, réparateur et fabricant de pirogue. Le 10 Juin 1993, eut lieu une rencontre entre Bozo et Peul chez le chef de village: aucun point d'accord ne fut obtenu. Le 12 Juin, une deuxième rencontre des Bozo fut organisée sous le hangar de Bureima Sorita. Le 15 Juillet 1993, la délégation du comité de salut arriva; elle était dirigée par Ali Cisse, Président de la Fondation Raoul Follereaud, il était accompagné

de Kayere Sampana, inspecteur des P.T.T. en retraite, Jadieru Jara président de l'association des parents d'élèves, Amadu Abdrame Dicko Administrateur civil, intérieur. Le 16 Juillet, eut lieu une grande réunion. Etaient présents ce jour les gens dont les noms suivent:

Aly Cissé	Bakoroba Tapo (représentant des pêcheurs)
Kayère Sampana	Lassana Jenepo
Aamadu Abdrame Dikko	Mory Jenepo
Jadieru Jara	Sosso Kanakomo
Amadu Guro Jal (député)	Yakuba Famanta
Hamadi Jagna Bari (jowro)	Demba Jallo (chef de village)
Hassan Arama (chef d'arrondissement).	

Le débat fut très houleux. Les Peul demandèrent des passages en direction Tomona et de Mamba, villages situés sur la rive droite du Niger. Ils réclamèrent pour chaque piste 300 m de large. Les Bozo refusèrent, un compromis fut trouvé. Du 1er au 15 Juillet, tous les animaux quittent l'île. Du 15 au 31 Décembre, ils fixent la date d'entrer des animaux dans l'île. Une largeur de 20 mètres est arrêtée pour le burtol (couloir de passage pour les animaux).

Le 8 Février 1994, s'est tenue à Jafarabe une assemblée générale, chez le chef de village. Référence à la convention n°2 du 14 Novembre 1950 entre Demba Jallo chef de canton Peul et Maama Abdulaye Jenepo chef de canton Bozo, une nouvelle convention fut élaborée. Ont signé: Pour les éleveurs: Hamadi Jagna Bari; Pour les agriculteurs: Seku Usmane Traore; Pour les Bozo: Lassana Jenepo; Le chef de village: El Haj Demba Jallo; Le chef d'arrondissement Hassan Arama.

RESOLUTION: Le comité de salut de Jafarabe dont la délégation est venue de Bamako est intervenu le 16 Juillet 1993./ **AUTORITE SAISIE:** Le chef d'arrondissement Hassan Arama et le député Amadu Guro Jal furent saisis. Autorités judiciaires de Maasina, Novembre 1950. Autorités locales et des gens de bonne volonté 1993./ **DECISION:** Convention n°2 en date du 14 Novembre entre d'une part, le chef de canton Peul Demba Jallo d'autre part, le chef de canton Bozo Maama Abdulaye Jenepo; cette deuxième convention fait référence à la première du 8 février 1994.

SUBDIVISION DE MAASINA, CONVENTION du 13/11/50, affaire des îlots "Hore-Dunnde ou Huruteguila" et "Dunnde-Vajo ou Jénuhuru" à Jafarabe. L'an mille neuf cent cinquante et le treize novembre, à dix heures. Par devant nous, Michelis Jean, administrateur des colonies, chef de la subdivision de Maasina ont comparu les nommés: Demba Jallo, chef de canton de Jafarabe Peul, demeurant à Jafarabe; Maama Abdulaye Jenepo, chef de canton de Jafarabe Bozo, demeurant à Jafarabe, lesquels suivant entente des ressortissants de leur canton demandant une solution profitable aux cultivateurs Bozo et aux éleveurs Peul en matière de terrain, ont convenu ce qui suit: 1°) les deux chefs au nom de leurs ressortissants, en commun accord ont déclaré que l'îlot Hore-Dunnde en peul et Huruteguila en Bozo, sis à l'ouest de Jafarabe est désormais interdit à la culture et utilisé au passage de tous les animaux du village. 2°) En ce qui concerne l'îlot Dunnde-Vajo en Peul et Jénuhuru en Bozo, s'étendant le long du fleuve, de Goussi jusqu'en face de Tilembéya, ils ont également convenu que ce terrain servira dorénavant aux cultivateurs Bozo qui y cultivent d'habitude ainsi qu'à ceux évincés de l'îlot Hore-Dunnde pour la culture du da et des céréales, ainsi qu'aux cultivateurs Peul qui y cultivent habituellement; que sur les endroits incultes du même lieu, les éleveurs pourront faire paître et camper les animaux tout en veillant à ce qu'ils ne fassent aucun dégât dans les champs de cultures. Les deux chefs s'engagent à faire respecter la présente convention.

CONVENTION N°2 DU 14 NOVEMBRE 1950: Devant nous, Michelis Jean, administrateur des colonies, chef de la subdivision de Maasina, se sont présentés les contractants dénommés à l'acte qui précède. Lesquels après lecture à eux faites, en

leur propre idiome, de la teneur dudit acte, en ma présence, par Suleyman Jallo, interprète adjoint assermenté, ont formellement déclaré et affirmé en comprendre le sens. Les contractants ont en outre déclaré en accepter les termes et s'obliger à l'exécuter loyalement. Ce que nous certifions à toutes fins de droit.

CONVENTION DU 8/2/94: L'an mille neuf cents quatre-vingt-quatorze et le 8 Février s'est tenu à Jafarabe une assemblée générale des trois ethnies dans le vestibule de monsieur El Hadj Demba Jallo chef du dit village. Référence à la convention N°2 en date du 14 Novembre 1950 entre Demba Jallo chef de canton Peul et Maama Abdulaye Jenepo, chef de canton Bozo relative à l'exploitation de l'île Jénuhuru en Bozo et Hore-Dunnde en Peul allant à Tamara jusqu'en face de Tilembéya. Ces ethnies composées de Peul, Bozo et agriculteurs sont d'accord sur ce qui suit: Après échange de vue sur les problèmes ayant trait aux animaux sont au départ qu'au retour de la transhumance et soucieux de préserver les liens séculaires qui nous ont toujours unis, il a été arrêté les dispositions suivantes afin de prévenir tout incident. 1°) la période du 1er au 15 juillet fut fixée comme date de sortie des laitières, moutons, chèvres de l'île. 2°) la période du 15 au 31 Décembre fixée comme date d'entrée dans l'île. 3°) le tracé de deux burti c'est-à-dire passage d'animaux d'une largeur de 20 mètres tant du côté de Tomona que Mamba. 4°) interdiction formelle de mettre du feu dans les champs après récolte. Pour une meilleure application des dispositions ci-dessus, un comité de surveillance sera mis en place pour veiller au respect scrupuleux des clauses de la présente convention. 5°) tout contrevenant aux dispositions ci-dessus payera la somme de vingt-cinq mille (25.000 F) au profit de la communauté villageoise. 6°) un comité de gestion sera chargé de gérer les fonds perçus et devra rendre compte tous les trois mois à l'assemblée générale. Les intéressés se sont félicités du climat d'entente et de compréhension dans lequel les débats se sont déroulés et se sont échangés de sincères poignées de mains.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

VILLAGE: KERA

LEYDI: JAFARABE

Ref Objet: AH

Cercle: TENENKU

ETAT du conflit: Actuel

Arrondissement: JAFARABE

ETAPES: 1990 - 1993

RESSOURCE: Poisson + Burgu

ECOTOPE: Mare

OBJET: Prise de possession exclusive d'une mare sans considération du maître des eaux (alliance d'antan rompue)

PARTIES: Hamadi Jagna Jowro de Jafarabe et ses congénères c/ Le chef de village de Kera Bureyma K

ETHNIES: Bozo c/ Peul

ENJEUX: Les éleveurs veulent occuper une mare pour y régénérer la bourgoutière. Cette prétention étonnante qui donnait à une famille Peul ou aux éleveurs des droits sur la mare au détriment des maîtres coutumiers de l'eau, n'a pas tardé à générer des tensions avec les pêcheurs qui s'opposent énergiquement à la revendication des Peul.

FAITS:

Bien avant 1962 date de la création de l'école de Kera, jusqu'en 1977, sous le règne des différents chefs de village qui se sont succédé (El Hadj Muktaari Karabenta, Maama Namakry, Uumar Karabenta), Bozo et Peul de Kera ont cohabité dans la plus grande sérénité. Le village connut une grande prospérité. Les Peul installés au bord des mares donnaient des redevances en lait au village. Après l'Indépendance, et avec l'idée que les eaux appartiennent à l'Etat, les chefs coutumiers des mares ont perdu leur fonction religieuse et leur importance sociale. Ils se trouvent actuellement lésés dans l'exercice des droits de pêche et les Peul se voient désormais libres d'occuper les mares selon leur convenance. Ils ne tiennent plus compte de l'avis de leurs cohabitants et ne s'acquittent plus des redevances en lait qui renforçaient les liens d'amitiés.

A partir de 1991, les Peul, sous l'égide de leur Jowro, dans un souci d'étendre et de développer les zones de pâturage, recensèrent toutes les mares relevant de la compétence de l'arrondissement de Jafarabe en vue de régénérer le burgu. Cette liste fut transmise à l'agent d'élevage, Tiéblé Jara. Celui-ci, ignorant les conditions d'acquisition et tout du droit d'occupation n'a pas cherché à vérifier si les mares appartenaient bien aux Peul. Il a soutenu leur action dans le souci de développer et d'harmoniser les activités agro-pastorales de l'Arrondissement. Les Peul allèrent faire des piquets, délimitant ainsi la zone d'occupation pour la bourgoutière sans tenir compte de la position des chefs coutumiers. Les Bozo à leur tour, arrachèrent tous les piquets. Un affrontement sanglant semblait imminent. Les deux camps étaient constamment en état d'alerte.

En 1990, des ressortissants de Kera, fonctionnaires et résidant à Bamako, écrivirent au chef d'Arrondissement, pour lui signifier que la mare appartenait aux habitants de Kera et lui demandèrent une reconnaissance officielle de cette appartenance. Malheureusement, cette lettre est restée sans suite. La situation continua à se dégrader jusqu'en 1993. A partir de 1994, les habitants de Kera portèrent l'affaire devant les autorités judiciaires à Tenenku, chef lieu de cercle.

RESOLUTION: Plusieurs tentatives de conciliation ont eu lieu en 1993. Les autorités judiciaires demandent à chaque partie d'atténuer sa position, reconnaissant l'appartenance de zone à Kera. Le 15 Juillet 1993, une délégation du comité de salut résidant à Bamako, dirigée par Ali Cissé, Président de la Fondation Raoul Follereau s'est rendue à Jafarabe pour trouver une solution à la crise./ **AUTORITE SAISIE :** Le Chef de village et le Jowro ont tenté de résoudre le problème mais toute entente fut impossible. Compte tenu de la position du chef d'Arrondissement, l'affaire fut portée devant les autorités judiciaires en 1993 à Tenenku./ **DECISION :** Le procès eut lieu

en Mars 1994. Le verdict tomba, les autorités judiciaires déboutèrent les Peul. Quinze jours de délai furent donnés pour établir une décision écrite. Avant le terme de ces 15 jours, les Peul introduisirent un avocat qui obtint "la zone déclarée litigieuse". Les opposants doivent éviter toute utilisation de la mare avant de trouver une solution définitive à la crise./ APPLICATION DE LA DECISION : La décision verbale est difficile à appliquer. Les Peul vont avec les animaux dans cet endroit de façon sporadique. Un certain nommé Sidi Kanta fut délégué à Tenenku pour obtenir une relance du jugement. La démarche fut introduite le 30 Juin et l'attaque de Tenenku par les Tamacheq eut lieu le 1er Juillet. L'activité administrative fut paralysée momentanément. Les hostilités risquent de reprendre si une décision écrite n'apparaît pas pour départager définitivement les opposants. N.B. : La délégation du Comité de Salut de Jafarabe résidant à Bamako : M. Ali Cisse (Président de la Fondation Raoul Follereau, M Kayere Sampana (Inspecteur de PTT en retraite), Mr Amadu Abdramane Dicko (Administrateur civil à l'intérieur), Mr Jadiéru Traore (Président de l'Association des parents d'élèves Bamako).

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

SALAGNON TAANA

Conflit n°: **192**

VILLAGE: JAFARABE

LEYDI: JAFARABE

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JAFARABE

Ref Objet: **R**

ETAT du conflit: **Passé**

ETAPES: **1948**

RESSOURCE: **Poisson + Terre**

ECOTOPE: **Plaine**

OBJET: **Peur des Agriculteurs qu'un barrage de pêche préjudicie aux cultures**

PARTIES: **Bané Thienta chef des Bozo c/ Chef des Riimaay'be de Mamma**

ETHNIES: **Bozo c/ Agriculteurs**

ENJEUX: **Les Riimaay'be agriculteurs refusent que les bozo ne construisent leur barrage par crainte que l'entrée de l'eau dans les rizières ne soit retardée.**

FAITS:

Le marigot Salagnon taana appartient aux familles Korenzo et Kanakomo. Par ce marigot, l'eau pénètre dans la plaine d'inondation de Mommmba. Salagnon taana était pêché chaque année par la famille Thienta qui avait pour chef Bane Thienta. Cette pêche était parfaitement organisée. Elle s'effectuait en trois phases : - à la montée des eaux, - à l'amorce de la décrue, - aux basses eaux. A la montée des eaux, la famille pêche en installant un barrage confectionné avec des branches tissées de *Cynometra Vogelii*. La nasse du type "Papolo" était introduite à l'intersection de deux portions de branches tissées. Les poissons venant du bras principal Jenu y étaient pêchés. A l'amorce de la décrue, le barrage était construit à l'aide des nasses de type "Jenne" pour capturer les *Brycinus leusisnus*, les leste dente, et les leste baremoze qui quittent la plaine d'inondation pour gagner le lit principal. Aux plus basses eaux, au niveau du marigot, le barrage à "Papolo" est de nouveau construit pour capturer les hétérobranchus, les clarias, des bagridés, et les espèces de synodontidae. La pêche de Salagnon taana était franchement fructueuse.

Les Thienta étaient en parfaite harmonie avec les maîtres coutumiers du lieu. En 1948, le lit du marigot fut agrandi sous le contrôle de l'administration. Cela dans le souci de faire arriver l'eau plus tôt dans la plaine d'inondation et d'y permettre la riziculture. Les cultivateurs de Mommmba qui sont les plus grands bénéficiaires étaient également les plus motivés. A la montée des eaux, les cultivateurs de Mommmba voulurent empêcher les Thienta de construire leur barrage habituel, croyant que celui-ci empêcherait l'eau d'arriver aux champs plus tôt comme ils le souhaitaient. Les Thienta n'eurent aucune intention d'abandonner la pêche de Salagnon taana qui leur procure autant de poissons. Devant le spectre d'un affrontement imminent, l'affaire fut portée devant les autorités judiciaires à Ke Maasina. Le 17 Août 1948, le Chef de Subdivision se rendit sur les lieux et débouta les cultivateurs.

RESOLUTION: Certains sages tentèrent de réconcilier les deux parties en expliquant aux Riimaay'be, que le barrage ne pouvait en aucun cas empêcher l'eau de passer et d'accéder aux rizières./ **AUTORITE SAISIE :** Tribunal Ke-Maasina en 1948./ **DECISION :** Par le jugement n° 40 du 27 Août 1948 le Tribunal de 1ère instance colonial de Ke-Maasina constate : "1°) La famille Thienta de Jafarabe a le droit de pêche dans le canal de Mommmba au lieu dit Salagnon taana à la montée des eaux dans les conditions suivantes : a) Le barrage est constitué de lattes de bois de 5 millimètres de diamètre, espacées au moins de 1 cm, b) le barrage n'est établi qu'à partir du moment où le niveau de l'eau dans le canal a effectivement atteint la hauteur du genou, soit 60 cm. Dit que l'inobservation dûment constatée de ces clauses où l'une d'elles seulement entraîne automatiquement l'interdiction de pêcher à Salagnon taana jusqu'à l'année suivante. 2°) Le droit de pêche au lieu dit Taalo à la baisse des eaux, dans les

conditions coutumières"./ APPLICATION: Oui. Actuellement le canal n'est plus pêché à cause des faibles crues des dernières années.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

YONGHA-BOZO

Conflit n°: 193

VILLAGE: YONGHA-BOZO

LEYDI: JAFARABE

Ref Objet: A

Cercle: JENNE

ETAT du conflit: Passé

Arrondissement: KUAKURU

ETAPES: 1989 - 1993

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication de champs

PARTIES: Dauda Tapo, domicilié à KUAKURU c/ Hamma Samanaye, jowro de SENOSA, arrondissement

ETHNIES: Bozo c/ Peul

ENJEUX: Hamma Samanaye, jowro de Senosa voulait que le principe du versement d'une contrepartie en cas de prêt de champ soit respecté, faute de quoi il retirait le champ à l'exploitant. Dauda Tapo pensait ne pas être soumis à cette obligation, du fait d'avoir travaillé un champ pendant quatre ans.

FAITS:

Dans le Murary, les terres appartiennent aux agriculteurs. Chacun a hérité de son père qui a hérité de son père ainsi de suite. Ce n'est pas le jowro qui distribue les terres. Ailleurs, les jowro distribuent les terres, les donnent à qui bon leur semble et les reprennent à leur gré. Dans le Yongary et le Manghary, les conflits sont rares. Ce sont des zones un peu plus basses et les agriculteurs ont assez de terres pour cultiver et trouver de quoi vivre. On y rencontre deux types de situation. Le jowro peut reprendre un champ à un agriculteur sans aucun avertissement préalable, par contre un quidam qui avait confié son champ à un agriculteur ne peut le lui reprendre sans le prévenir dès la récolte. De fait, cette précaution permet d'éviter les conflits autour des jeunes pousses provenant des graines tombées lors de la précédente récolte. La reprise des terres aux exploitants habituels est surtout due au refus de verser au jowro certaines redevances. Tel fut le cas de Dauda Tapo aux prises avec Hamma Samanaye, jowro de Seno-Sa.

Depuis 1989, le jowro de Senosa avait confié un champ à Dauda Tapo. Durant quatre années ce dernier l'a exploité. Par négligence ou par oubli, Dauda ne s'acquitta pas des redevances à l'endroit de Hamma Samanaye. Ce dernier sachant que telle n'est pas la règle du jeu décida en 1993 de confisquer purement et simplement le champ en question pour le remettre à un éventuel preneur. Pour avoir exploité un champ pendant quatre années Dauda pensait le posséder. Il n'était donc pas question d'abandonner son champ. Dauda saisit l'agent du service d'agriculture pour lui exposer les faits et lui signifier sa ferme détermination à ne pas céder. L'agent lui conseilla de résoudre le problème à l'amiable. La règle du jeu est claire. Il suffit de l'appliquer. Ainsi fut fait. Cette affaire fut close. Dauda put conserver son champ.

RESOLUTION: Hamma Samanaye et Dauda Tapo n'ont pas réussi dans un premier temps à résoudre cette affaire à l'amiable. Par la suite conciliation à l'amiable./ AUTORITE SAISIE:
L'agent du service d'agriculture fut saisi pour conseils.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

ALAMANTE

Conflit n°: 194

VILLAGE: ALAMANTE-KAMARAGA

LEYDI: WURO KOFAGU

Cercle: JENNE

Arrondissement: JENNE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Actuel

ETAPES: 1993 - 1994

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication de champs

PARTIES: Bubacary Bokum, chef de village de ALAMANTE c/ Brehima Jambura, agriculteur à KAMA

ETHNIES: Dogon c/ Riimaay'be

ENJEUX: Bubacary Bookum, chef de village de Alamante veut reconquérir ses terres jadis utilisées pour la riziculture. Brehima Tammbura, profitant de son influence veut s'attribuer deux champs et les allouer à qui il le veut.

FAITS:

Alamante et Kamaraga sont deux petits villages de culture. Depuis très longtemps, la famille Bokum (une famille Gindo, Dogon, devenue Bokum par la suite) de Alamante avait obtenu des terres de la famille de Alpha Bella Cisse, possesseur coutumier des terres, et dont le père, Amiru Kofogu était un chef de canton Peul. En 1975, à la mort de Amadu Bokum, chef de village de Alamante, son frère Kola Bokum lui succéda et mourut en 1984. Un an plus tard, Bubacary Bokum devint chef de village. Avant les années 1973, les pluies étaient abondantes et uniformément réparties, les crues étaient normales, les récoltes, bonnes. Les agriculteurs ont été obligés de quitter leurs terres jadis cultivées pour semer du riz. A partir de 1974, ils sont allés à la recherche de nouvelles terres dans les zones les plus basses où les conditions sont plus ou moins réunies pour une activité rizicole. Ce type de terre devenant de plus en plus rare en raison des besoins pressants des populations, les anciennes rizières ont été reconquises pour la culture du mil ou du sorgho et parfois du maïs, dont les exigences en eaux fluviales sont nulles.

Au courant de la campagne 1993-1994, Bubacary Bokum était aller voir ses champs dans le but de les préparer à la culture du mil. Là, il y trouva les nommés Ussuna Koïta et Kola Kunti, tous deux ressortissants de Seno Saare. Son étonnement fut grand quand il les vit dans ses champs mais il garda son calme, puis il leur demanda d'arrêter les travaux des champs dont il était le possesseur légitime. A la question de savoir qui les avait autorisés à travailler ces champs, ils répondirent qu'un certain nommé Brehima Tambura les leur avait confiés. Bubacary Bokum se transporta devant Brehima Tambura afin d'éclairer la situation.

Devant cet homme, jouissant d'une grande notoriété dans la contrée, Bubacary ne trouva aucun point d'accord. Dans un premier temps, il prétendait que ces champs lui appartenaient et qu'il les avait confiés aux deux agriculteurs. Devant la persistance et la détermination de Bubacary, il finit par reconnaître que c'est Alfa Bella Cisse qui les lui avait confiés et qu'à son tour, il les avait confiés à Ussuna et Kola. Faute de consensus, Brehima Tambura est allé lui-même voir Alfa Bella Cissé pour le convaincre de le suivre.

Ce dernier, possesseur coutumier de ces terres voulait se faire remarquer. Il profita l'occasion pour se manifester à la faveur de Brehima Tammbura. Il porta l'affaire devant les autorités judiciaires, Bubacary fut convoqué. Devant le juge d'instruction, Brehima et Alpha Bella se sont portés absents. Le juge autorisa Bubacary à retourner au village et à poursuivre ses travaux. A la faveur de l'intervention de certains notables et amis de Alpha Bella Cissé, comme Bacary Guindo Landuré, Kolado Cissé, Sidiki Bokum, l'affaire fut classée du côté du possesseur coutumier de terres. Brehima Tambura, confiant en son influence ne voulut pas arrêter les hostilités. Il est prêt à tout pour

s'attribuer des dits champs. Bubacary Bokum prêt à toute éventualité attend de pied ferme Brehima Tambura.

RESOLUTION: Bubacary Bokum a tenté de résoudre le problème à l'amiable. Il a demandé à Brehima de renoncer à son projet. Des proches de Alfa Bella Cissé tels que Bocary Guindo Kolado Cissé et Sidiki Bokum, l'en ont dissuadé, en lui rappelant les conditions d'acquisition de ces terres et en lui demandant de respecter les alliances./
AUTORITE SAISIE: Le tribunal de 1ère instance fut saisi en 1993.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

PORA

Conflit n°: 195

VILLAGE: PORA

LEYDI: WURO HARI

Cercle: JENNE

Arrondissement: KUAKURU

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1989 - 1994

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication de terre de culture

PARTIES: Bocar Yéna Thientao, domicilié à PORA-BOZO c/ Kantiéra Sinayobo de PORA-SOMONO

ETHNIES: Bozo c/ Somono

ENJEUX: Chacun des protagonistes a la prétention d'occuper plus d'espace. Les bornes fixées par les autorités sont souvent sabotées par l'une des parties. Chacun veut défendre, voire étendre son territoire.

FAITS:

Pora-Bozo et Pora-Somono sont deux villages voisins. Des liens de cousinage existent entre eux de très longue date. La sécheresse des dernières années a créé une vive tension entre eux. En effet, avec la rareté d'eau disponible pour des pêches de grande envergure, les pêcheurs ont réorienté toute leurs activités vers l'agriculture. Il s'en suivit de compétition à l'accès des terres disponibles. Les voisins immédiats étaient fréquemment aux prises soit au moment des labours, soit au moment du défrichage ou bien soit pendant les récoltes. Parfois ces incidents restaient mineurs et les protagonistes arrivaient à les régler à l'amiable. Parfois ils atteignaient des proportions énormes conduisant à des affrontements. C'est ce qui arriva aux familles Thientao et Sinayobo en 1989. Chacun des protagonistes se réclamait propriétaire exclusif de la parcelle concernée sous le prétexte qu'il a été le premier à la défricher. Les autorités administratives ont procédé au bornage (cf. conflit n°76). A chaque crue, les bornes disparaissaient, les mêmes situations renaissaient. A partir de 1989, le juge mit en demeure les habitants de Pora-Somono de respecter les bornes fixées par les autorités, faute de quoi ils encourraient de gros risques. Compte tenu de cette situation, chaque occasion serait la bien venue pour déclencher des hostilités.

C'est ainsi qu'au cours d'une campagne de récolte, le Bozo a par inadvertance récolté une toute petite parcelle dans le champ du Somono. Ce dernier dramatisa l'acte et voulut le porter devant le tribunal pour revendiquer les récoltes. Le Bozo s'en est excusé et pour réparer, il demanda au Somono de faucher dans son champ l'équivalent de ce qu'il vient de couper dans le sien mais en vain. De passage, l'agent du service de l'agriculture fut saisi pour témoigner les faits. Après constat, il comprit que le jeu n'en valait pas la chandelle. C'est une affaire qu'il fallait résoudre à l'amiable. Il ordonna aux Somono de reprendre chez l'autre la partie malencontreusement prélevée afin que l'incident soit définitivement clos.

RESOLUTION: En 1989, les deux protagonistes résolvent leur contentieux à l'amiable. Chacun voudrait au nom des liens séculaires qui unissent les deux villages accepter la cohabitation, malheureusement, malgré cette volonté affichée de part et d'autre des accrochages sont souvent observés./ DECISION: Des bornes furent définitivement fixées. (1989) (cf. Dossier N°46)./ APPLICATION: De 1990 à 1994, on assiste quelques fois à des accrochages d'importance mineure qui sont traités à l'amiable.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

GULI UDDIWOL

Conflit n°: 196

VILLAGE: WURO MAKÀ

LEYDI: WURO MAKÀ

Cercle: MOPTI

Arrondissement: MOPTI

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1986

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication d'un espace cultivé

PARTIES: Samba Siidibe (jowro du leydi KOMMBA) c/ Ham Samba Siidibe (jowro de WURO MAKÀ),

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Les objectifs des gens de Kommmba étaient de reprendre le lieu appelé Saba Kure. Ils l'avaient donné à leurs agriculteurs avec l'accord du jowro de Wuro Maka. Les gens de Wuro Maka voulaient reprendre cet espace pour satisfaire les besoins de leurs Riimaay'be.

FAITS:

A Wuro Maka, nous avons un lieu qui constitue notre limite avec les Kommbankoo'be de leydi Kommmba. Ce lieu s'appelle Guli Uddiwol. Les gens du Kommmba l'appellent Saba Kure. C'est un bras de fleuve qui quitte le maayo Balewo pour se jeter dans un autre bras appelé Bakamaawol. En 1986, les Peul de Kommmba étaient venus demander à Ham Sammba, le jowro de Wuro Maka l'autorisation de cultiver tout le long du Guli Uddiwol si les gens de Wuro Maka ne cultivaient pas cet endroit. Le jowro répondit qu'actuellement on ne cultivait pas la zone mais si c'était nécessaire, ils cultiveraient à Guli. Il affirma qu'il leur en prêterait une partie mais leur demanda d'éviter d'en faire un problème quand lui-même voudrait utiliser la zone. Les Peul de Kommmba donnèrent leur consentement et jurèrent qu'il n'y aurait jamais des problèmes entre eux. Dans la même année, nos Riimaay'be étaient venus demander au jowro Ham Samba, la partie qui revenait à Guli pour cultiver. Le jowro accepta. Lorsque les agriculteurs de Wuro Maka partirent occuper leurs champs, le chef de village de Busura refusa qu'ils cultivent. Il trouvait que leur intention était de créer des problèmes. Un diimaajo de Wuro Maka vint au village Mamuru pour saisir le jowro et lui expliquer le problème. Le jowro de Wuro Maka envoya alors un message au chef du village de Busura pour l'inviter à permettre aux agriculteurs de Wuro Maka de cultiver la partie du leydi de Guli qui leur avait été prêtée. Ce dernier répondit qu'il ne laisserait pas une portion de terre aux agriculteurs de Wuro Maka sans l'autorisation du jowro de Kommmba. Lorsque le jowro de Wuro Maka reçut le message du chef de village et comprit le refus de ce dernier de donner une partie de la terre aux agriculteurs de Wuro Maka, il écrivit au jowro de Kommmba. Il dépêcha son frère Nuhum Seeku Siidibe pour remettre la lettre à celui-ci, tout en lui disant que ce qu'il craignait dans les prêts était finalement arrivé. Il chargea ce dernier de dire au destinataire du message que si les agriculteurs revendiquaient tous les côtés du Guli Uddiwol, la guerre risquait d'éclater entre Wuro Maka et Kommmba. Pour éviter ce conflit, il invitait le jowro de Kommmba à venir à Busaru avec tous les agriculteurs qui cultivent à Guli ainsi que leur chef de village de Busaru. Ensemble, ils délimiteraient leur frontière et chacun d'entre eux connaîtrait sa limite. Si on agissait ainsi, chacun pourrait prêter à ses agriculteurs la partie qui lui convenait. Un Mercredi matin nous nous sommes retrouvés à Busura avec tous les agriculteurs de Wuro Maka et de Busura. Nous nous sommes rendus à Guli Uddiwol et nous avons délimité notre frontière. Depuis, chacun peut prêter les terres relevant de sa partie à ses agriculteurs.

RESOLUTION: La conciliation à l'amiable a réussi. Le jowro de Wuro Maka (Ham Sammba Siidibe) a invité le jowro de Kommmba de venir à Guli Uddiwol avec le chef du village de Busura (Bureyma Jara) ainsi que tous les agriculteurs qui ont emprunté des terres là-

bas en vue de faire une délimitation entre les deux leyde. Tous ont délimité à partir du bras du fleuve qui est appelé Sabu Kure. / AUTORITE SAISIE: Les deux jowro des deux leyde (Ham Sammba Siidibe) de Wuro Maka et le jowro de Kommba (Sammba Siidibe) ainsi que le chef du village (Bureyma Tarawore) s'étaient rencontrés pour la délimitation des frontières. / DECISION : Non, conciliation / APPLICATION: Pas de décision.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

NAWORE JUGUNI

Conflit n°: 197

VILLAGE: MANGA

LEYDI: WURO YERO

Cercle: JENNE

Arrondissement: JENNE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1988

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Mare

OBJET: Revendication d'une partie d'une mare cultivée

PARTIES: Seydu Bori Jal (jowro de WURO HARI) c/ Guro Amadu Dicko (jowro de TOGGE HAMADI)

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Les objectifs de Wuro Hari étaient de préserver la mare Juguni des agriculteurs de Togge Hammadi qui la considèrent comme une partie de leur terre.

FAITS:

Wuro Hari et Togge Hamadi faisaient pâturer leurs animaux ensemble et avaient les mêmes lieux de culture. En 1988, les agriculteurs de Wuro Hamadi étaient venus prendre des champs dans notre mare appelée Juguni à l'insu de notre jowro. Un de nos Riimaay'be alla se plaindre chez notre jowro Abduramane Demba Dicko de Wuro Hari. Comme je suis l'ami intime de ce dernier, il m'appela pour me faire part du mécontentement de notre diimaajo Hasana Tambura, en raison du fait que j'avais donné toute la mare de Juguni aux Riimaay'be de Togge Hamadi. Dans sa plainte Hasana lui avait reproché cet acte dans la mesure où eux aussi étaient dans le besoin de cultiver la mare. J'en fus vraiment sidéré. Je fis appeler Hasana pour lui poser certaines questions sur le problème. Il me répondit que toute la mare de Juguni avait été cultivée par les Riimaay'be de Togge Hamadi, déclaration avec laquelle je n'étais pas d'accord. Je lui indiquai qu'il était impossible que les Riimaay'be de Togge Hamadi cultivent le lieu sans mon autorisation. Lorsque j'ai été dans la certitude des faits, j'ai envoyé un message au chef de village de Juguni pour lui demander de me désigner la personne qui avait donné les terres aux Riimaay'be de Togge Hamadi. Celui-ci me répondit qu'il n'avait rien à voir avec les terres qui sont dans les bourgoutières et que ce n'était pas lui qui avait donné l'autorisation de distribuer des terres à Juguni. C'est après avoir entendu cette réponse que je me rendis à Juguni pour rencontrer les agriculteurs.

Lorsque je leur demandai qui les avait autorisés à cultiver la mare, ils désignèrent leur jowro, Guro Aamadu. Comme c'était le moment des cultures, je leur ai demandé d'arrêter tout travail sur le lieu en question. L'endroit qu'ils étaient entrain de cultiver est une partie du leydi de Wuro Hari. C'était la mare qui séparait ce leydi à celui de Togge Hamadi. Donc chaque leydi avait son dû dans cette mare. Normalement, si les Riimaay'be voulaient cultiver, ils auraient dû le faire dans la portion de la mare située du côté de Togge Hamadi. Malgré mon insistance, je me suis rendu compte que les Riimaay'be ne voulaient pas arrêter de cultiver dans la mare. J'ai alors envoyé un message au jowro Guro Dicko pour lui demander d'exiger des Riimaay'be de Togge Hamadi qu'ils arrêtent leur travail sur le leydi de Wuro Hari. Mais ce dernier ne voulut pas le faire.

Il alla dire au jowro Abduramane Dicko de Seenosa que je cherchais à lui créer des problèmes avec les Riimaay'be. Ce dernier nous convoqua à Seenosaa. Après la lecture de nos Tariik, nous avons trouvé que la revendication de Togge Hamadi était une provocation pure et simple. Leur jowro eut honte. Il présenta ses excuses. Les Riimaay'be quittèrent notre leydi pour aller cultiver de l'autre côté de la mare qui est leur leydi. De nos jours, ce sont les Riimaay'be qui cultivent la mare de Juguni avec ma permission.

RESOLUTION: La conciliation à l'amiable a été tentée par le jowro de Togge Hamadi (Guro Amadu Dicko). Celui-ci saisit le jowro de Wuro Hari pour qu'il intervienne et convainque le

jowro de Wuro Hari. Nous nous sommes réunis chez le jowro de Wuro Hari à Seenosaa. A l'issue de cette réconciliation, la mare Juguni est revenue au leydi de Wuro Hari, tout comme le tarik l'avait indiqué./ AUTORITE SAISIE: Jowro de Wuro Hari en présence des jowro de Seenosaa et celui du Pomndoori. En s'appuyant sur le tariik, l'autorité a rendu la mare à Wuro Hari./ DECISION: Non, consultation du tariik./ APPLICATION: Pas de décision.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

LONGEL

Conflit n°: 198

VILLAGE: LONGEL

LEYDI: KOOTIYA

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JONDORI

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Actuel

ETAPES: 1993

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication de champs

PARTIES: El Haj Allaye Tambura c/ Modibo Tambura

ETHNIES: Riimaay'be

ENJEUX: Attribution par les notables de champs à Tambura en 1991 est remise en cause.

FAITS:

Plainte du 19/07/93 contre le Sieur Modibo Tambura cultivateur à Longel, arrdt de Jonjori pour une affaire de litige de terre de culture qui lui a été attribuée par les notables du secteur au cours d'une réunion présidée par Monsieur Bukary seku Sala Sibe. Cette lettre d'attribution a été établie par Boukary et légalisée par le chef d'arrdt de Jonjori à la date du 25/07/91. P.V. N°75 du 19 Juillet 1993 de la Brigade territoriale de Tenenku:

El Haj Allaye Tambura, âgé de 75 ans environ, né vers 1918 à Kaciala, cultivateur demeurant à Kaciala: "En effet il y a douze ans environ qu'un litige de terre de culture existe entre le sieur Modibo Tambura et moi. Au cours de cette affaire les autorités de Jonjori et Tenenku ont eu à intervenir plusieurs fois et qui a abouti à m'attribuer la parcelle en litige. Il y a dix ans environ pour cette affaire une bagarre avait opposé Modibo à mon neveu Allaye Tambura. Au cours de cette bagarre, Modibo a frappé mon neveu avec un bâton le rendant ainsi malade pendant des mois. Par la suite, mon neveu est mort. Après le coup et avant la mort de mon neveu, je suis allé voir le chef de village de Longel dont Modibo relève de son autorité. Le chef de village et les parents de Modibo sont intervenus pour laisser cette affaire et de ne pas la porter à la connaissance des autorités. C'est ainsi que pour le bon voisinage, j'ai accepté leur désir. Après le décès de mon neveu et ayant pris peur de l'acte criminel de Modibo, j'ai laissé cette parcelle car j'ai plusieurs autres. L'année suivante je me suis occupé d'autres parcelles. Pendant que j'étais à cette occupation Modibo est venu me dire que cette parcelle aussi lui appartient. C'est ainsi que je suis allé saisir le chef d'arrondissement de Jonjori. Cette autorité lui a invité à l'ordre en lui disant de laisser la parcelle. Modibo a accepté cette décision du chef d'arrondissement. Quelques années, après Modibo a labouré et semé cette parcelle. Une seconde fois j'ai rendu compte au chef d'arrondissement de Jonjori. Lorsque nous nous sommes trouvés devant cette autorité, après toutes les explications données, elle a déclaré que la parcelle est à moi, mais elle m'a demandé de laisser Modibo cultiver la parcelle car il l'avait déjà semée. J'ai accepté cette décision du chef d'arrondissement. Cela s'est passé en 1991. L'année suivante la parcelle est restée inexploitée. Cette année je me suis rendu dans la parcelle pour cultiver où Modibo a été me trouver pour m'inviter de laisser la parcelle ou il va me tuer. C'est ainsi que je lui ai déclaré que je ne laisserais jamais cette parcelle même au risque de ma vie. Voyant la gravité de sa déclaration, je me suis rendu à Tenenku pour rendre compte à la gendarmerie. S.I.R.: Je suis bel et bien détenteur de la lettre d'attribution rédigée en arabe et légalisée par le chef d'arrondissement de Jonjori à la date du 25 Juillet 1991. Cette lettre d'attribution a été faite devant Modibo, ses parents, l'Imam de son village, son chef de village, les notables du village de Saare Tumu, Sinde, Longel, Kaciala et Tina. S.I.R.: Concernant la bagarre au cours de laquelle mon neveu Allaye a reçu des coups de bâton et suite auxquels il est mort, le chef de village de Kaciala, Mali Traoré, Afo Bubu Tambura, le chef de village

de Longel sont mes témoins pour cette affaire. S.I.R.: En ce qui concerne les terres de cultures en litige, elles n'ont jamais été pour Modibo. C'est vous dire que toutes ces terres m'appartiennent. S.I.R.: Je vous informe que Modibo et moi ne sommes pas du même village. C'est vous dire que toutes les terres cultivées par Modibo lui ont été données à titre de prêt par mon feu grand frère Guro Tambura. Après la mort du grand frère j'ai réclamé ces terres à Modibo, c'est ce qui a été la cause de notre bagarre. S.I.R.: Je ne suis pas prêt à laisser une terre de culture au profit de Modibo. C'est vous dire que je réclame toutes les terres que mon frère avait données à Modibo à titre de prêt, car je suis héritier de notre propriétaire des terres. S.I.R.: Je vous informe que la menace de mort déclarée par Modibo à mon endroit a été faite devant le chef de village de Kaciala, les sieurs Mali, Bilali et Afo Bubu. S.I.R.: Je me constitue partie civile pour la menace de mort prononcée par Modibo à mon endroit. Concernant le litige entre nous, je demande aux autorités compétentes de trancher. S.I.R.: Je vous informe que Modibo a coupé dans la parcelle 4 rôniers et a cultivé cette terre sans autorisation. Pour la circonstance je demande un dommage intérêt de 200.000 F pour les rôniers et 100.000 F pour le champ cultivé".

Modibo Tambura, âgé de 55 ans environ, né vers 1928 à Longel, cultivateur demeurant à Longel: "Il existe bel et bien un litige de champ de culture entre le sieur Allaye Tambura et moi il y a de cela Trois ans. En effet, sans pouvoir vous préciser la date exacte, j'ai été trouvé dans mon champ par le sieur Kalifa Bubu Afin de lui donner une parcelle à exploiter. J'ai refusé cette demande. C'est ainsi qu'il est allé dire à Allaye que j'étais entrain d'exploiter son champ. Allaye surpris de cette action s'est rendu sur le lieu où il m'a trouvé. A sa question de savoir pourquoi je cultive cette parcelle, j'ai répondu qu'elle est à mon père et c'est pourquoi je la cultive. C'est ainsi qu'il s'est rendu à Jonjori où j'ai été convoqué par le chef d'arrondissement pour cette affaire. Devant le chef d'arrondissement le sieur Bukary seku Sala Sibe a demandé une solution pacifique au village plutôt qu'administrative. C'est ainsi que le chef d'arrondissement a accordé cette demande.

A notre retour au village, Bukary a demandé à Allaye de me laisser pour cette année. Il a aussi déclaré qu'après la récolte je pourrais demander la parcelle à Allaye. De cette date à nos jours je n'ai pas demandé la parcelle à Allaye. S.I.R.: Je reconnais qu'une bagarre m'avait opposé au neveu de Allaye il y a de cela huit ans environ. C'est vous dire que notre litige a plus de trois ans. S.I.R.: Je ne reconnais pas que c'est cette bagarre qui a été fatale à son neveu car à ma connaissance son neveu est mort dix ans après cette bagarre. C'est vous dire que je rejette les allégations faites par Allaye concernant la mort de son neveu. S.I.R.: Je ne reconnais pas la menace de mort que le sieur Allaye me reproche. S.I.R.: Après l'intervention de Bukary seku Sala Sibe, je n'ai jamais tenté de cultiver cette parcelle sachant que c'est une propriété. C'est vous dire que c'est une erreur de ma part d'accepter d'être autorisé pour cultiver cette parcelle. S.I.R.: Je ne suis pas prêt à laisser cette parcelle au profit de Allaye car c'est une terre de mon père. S.I.R.: Je ne reconnais pas la lettre d'attribution rédigée en arabe et légalisée par le chef d'arrondissement de Jonjori au profit de El Haj Allaye Tambura, car je n'ai pas participé et aucun de mes parents m'a eu à participer à l'élaboration de cette lettre. C'est vous dire que cette lettre a été montée de toutes pièces. S.I.R.: Je ne reconnais pas avoir coupé des rôniers dans la parcelle de El Haj ni cultivé sa parcelle. C'est vous dire que je ne suis pas prêt à payer un dommage quelconque à son endroit".

Bilaly Traoré, âgé de 64 ans environ, né vers 1929 à Kaciala, cultivateur demeurant à Kaciala: "Je suis chef de village de Kaciala depuis 40 ans environ, c'est vous dire je connais tous les problèmes de terre de mon village et environnants. En effet il y a plusieurs années qu'existe un litige de terre entre La famille de Modibo de Longel et celle de Allaye Tambura de mon village. Après plusieurs discussions, les frères de Modibo ont désisté car ils n'ont pas raison pour l'appartenance. Il y a cinq ans environ, Modibo a fait rebondir cette affaire en allant cultiver et semer la parcelle de Allaye. Immédiatement Allaye m'a rendu compte de l'acte de Modibo. Je me suis rendu à Longel, le village de Modibo, pour informer mon homologue afin d'éviter des histoires en lui demandant d'inviter son administré à l'ordre. Une solution n'ayant pas été trouvée nous nous sommes transportés devant le chef d'arrondissement de Jonjori. Après toutes les explications données à cette autorité, elle nous a demandé d'aller nous comprendre auprès du sage Bukary seku Sala Sibe tout en lui rendant compte de la suite. Ainsi nous nous sommes retrouvés autour de Bukary seku Sala Sibe pour une solution

pacifique en famille. C'est ainsi qu'après toutes les déclarations faites devant le sage, Modibo a été autorisé à cultiver la parcelle car elle était déjà semée après la récolte il devra la céder au profit de El Haj Allaye Tambura. Le même jour de notre réunion autour de Bukary, nous avons établi une attestation attribuant la parcelle à Allaye Tambura. Nous avons rendu compte au chef d'arrondissement de Jonjori de l'attestation qui à son tour l'a légalisée pour mettre fin au litige. Courant l'année en cours, Kalifa Traoré ayant demandé la même parcelle à Allaye pour l'exploiter, il s'est rendu sur le lieu pour désherber et Modibo l'y a rencontré. Il lui a intimé l'ordre de laisser la parcelle X sous peine de mort. C'est ainsi que Kalifa est rentré au village pour informer Allaye des propos tenus par Modibo. Quelques jours après Bubu Hama Cisse s'est rendu chez Allaye pour lui transmettre le message de Modibo. Je cite: " le jour où je te trouverai sur cette parcelle pour un Travail quelconque je mettrai fin à ta vie" fin de citation. C'est ainsi que Allaye voyant la gravité de la menace s'est rendu à Tenenku pour informer les autorités compétentes. S.I.R.: Je reconnais que Modibo et le neveu de Allaye se sont bagarrés et que Modibo a porté atteinte à la personne physique du neveu. Seulement je ne peux vous dire que c'est le coup de Modibo qui a été fatal pour le neveu car je n'ai jamais été saisi officiellement par la victime ni par ses parents. S.I.R.: Je reconnais que Bubu Hama Cissé s'est rendu dans mon village pour transmettre à Allaye la menace de mort de Modibo car Allaye m'a personnellement rendu compte. S.I.R.: En toute franchise, la parcelle est à Allaye car je suis né et ai trouvé les parents de celui-ci exploitaient la parcelle. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous avons décidé d'établir la lettre d'attribution de la parcelle au nom de Allaye".

Kalifa Bubu Traore, âgé de 65 ans environ, né vers 1928 à Cai ahindiel, cultivateur demeurant au dit lieu de naissance, "En effet je ne reconnais que Allaye Tambura seul comme propriétaire de cette parcelle car mon grand frère, mon père, mon grand-père et moi l'avions toujours cultivé sur autorisation de Allaye et ses parents. Après plusieurs discussions entre Allaye et Modibo au tour de cette parcelle, la vérité a fini par triompher et la parcelle lui a été attribuée. Ainsi Allaye m'a invité de cultiver sur ma demande. Courant cette année, je suis allé désherber la parcelle. Pendant que j'étais en désherbage, j'ai reçu Bubu Hama me transmettant le message sage de Modibo m'invitant de laisser la parcelle sous peine de mort. C'est ainsi que j'ai rendu compte à Allaye propriétaire de la parcelle tout en la laissant. S.I.R.: En toute franchise la parcelle appartient à Allaye Tambura car c'est sur son autorisation que nous avons toujours exploité cette parcelle, il y a de cela plusieurs dizaines d'années. S.I.R.: Je reconnais la menace de mort de Modibo adressée à ma personne par l'intermédiaire de Bubu Hama Cissé de mon village. J'ai été personnellement menacé de mort par Modibo il y a de cela des années sur la même parcelle. S.I.R.: Je reconnais également qu'une bagarre a éclaté entre Modibo et le neveu de Allaye. Au cours de cette bagarre le neveu a reçu un coup de bâton qui l'a rendu malade jusqu'à sa mort".

Mali Traore, âgé de 62 ans environ, né vers 1931 à Kaciala, cultivateur demeurant à Kaciala, "Je connais quelque chose dans l'affaire de litige de terre de culture opposant Allaye Tambura et Modibo Tambura. En effet ce litige a éclaté entre eux il y a de cela plusieurs années. Nous, notables du village de Kaciala et Longel (village de Modibo) sommes réunis autour de cette affaire. Le sieur Modibo a été invité à laisser la parcelle car elle appartient à Allaye. Cette décision a été prise à l'unanimité; mais Modibo ne s'est jamais exécuté car il prétend toujours la posséder. Ce qui n'est pas vrai. Il lui est même arrivé de dire que si Allaye ne laisse pas la parcelle, il mettra fin à sa vie. Voyant la gravité de cette déclaration Allaye s'est rendu auprès des autorités pour rendre compte. Ce qui fut le but de ma présence devant vous pour apporter ce témoignage. S.I.R.: Je reconnais que Modibo a bel et bien dit à Allaye que s'il ne laisse pas la parcelle il mettra fin à sa vie. S.I.R.: Je suis bel et bien au courant de la bagarre ayant opposé Modibo au neveu de Allaye. Je vous précise qu'au cours de cette bagarre Modibo a administré un coup de bâton à son adversaire suite auquel il est tombé. Concernant la mort du neveu, je ne peux pas vous dire que c'est le coup qui a été la cause de sa mort. Seulement je vous informe que le neveu est resté malade jusqu'à sa mort. S.I.R.: En toute franchise la parcelle litigieuse appartient à Allaye car je suis né et ai trouvé son père entrain de cultiver cette parcelle".

Afo Bubu Tambura, âgé de 58 ans environ, né vers 1935 à Sinde Wuro Bubu, cultivateur demeurant au dit lieu de naissance: "Je suis devant vous pour un témoignage dans le litige de terre de culture

opposant les sieurs Allaye Tambura et Modibo Tambura. En effet ce litige a duré entre eux il y a plusieurs années de cela. Un jour sans précision de la date une réunion a regroupé les deux parties à Saare Tumu autour du sage Bukary seku Sala Sibe. Au cour de cette réunion il a été décidé que Modibo ayant déjà semé la parcelle continue ses travaux mais qu'après la récolte il laisse au profit de Allaye. C'est vous dire que de cette réunion il est sorti que la parcelle appartient à Allaye. Modibo a consenti à cette décision et par la même occasion une lettre d'attribution a été établie au nom de Allaye pour mettre fin au litige. Cette lettre a été légalisée par le chef d'arrondissement de Jonjori. Il a été déclaré à Modibo que s'il veut cultiver la parcelle il peut demander l'autorisation à Allaye dans le sens de bon voisinage et de la fraternité. L'année suivante pendant que Kalifa désherba la parcelle Bubu Hamà Cissé lui a transmis la commission de Modibo en l'invitant de laisser la parcelle sous peine de mort. Kalifa ayant pris peur de cette déclaration l'a laissé et a rendu compte à Allaye propriétaire. C'est ainsi que Allaye s'est rendu aux autorités pour un compte-rendu car Modibo avait d'abord frappé son neveu qui est mort par la suite . S.I.R.: Je reconnais que Modibo avait adressé la menace de mort à Kalifa et Allaye s'ils exploitaient la parcelle. S.I.R.: Je reconnais qu'il avait donné un coup de bâton au neveu de Allaye qui l'a rendu malade pendant des années et par la suite le neveu est mort".

Guro Tambura, âgé de 74 ans environ, né vers 1919 à Longel, cultivateur demeurant à Longel: "En effet il existe bel et bien un litige de terre de culture entre les sieurs Modibo Tambura mon administré et Allaye Tambura du village de Kaciala. Un jour sans précision de date Allaye est venu m'informer que Modibo a cultivé sa parcelle. Immédiatement j'ai appelé Modibo pour des comptes. A son arrivée il m'a laissé entendre que la parcelle n'est pas pour Allaye mais que c'est une propriété de son père. Comme nous n'avions pas pu nous comprendre, Allaye est parti se plaindre aux autorités compétentes. Ainsi un jour j'ai reçu le chef d'arrondissement de Jonjori pour cette affaire. J'ai demandé à cette autorité de nous laisser trouver une solution pacifique pour cette affaire, au niveau du village. Elle a consenti mon désir. Après plusieurs discussions cette solution n'a pas pu voir jour. C'est ainsi que nous nous sommes finalement rendus à Jonjori auprès du chef d'arrondissement où le Sage Bukary seku Sala Sibe demanda au chef de lui permettre de trouver une solution pacifique au village. Nous sommes retournés au village et nous nous sommes réunis autour de Bukary Seku Sala Sibe à Saare Tumu. Au cours de cette réunion, la parcelle a été attribuée à Modibo, selon l'information reçue de Arsike Tambura, mon envoyé. S.I.R.: Je n'ai jamais été informé par Modibo lui même et ne lui ai pas demandé le résultat de la réunion. S.I.R.: En toute franchise je ne me suis jamais rendu auprès de quelque partie que ce soit pour connaître ou me rendre compte de ce qui s'est passé à Saare Tumu. Non plus je n'ai pas demandé le chef d'arrondissement de Jonjori. S.I.R.: Je n'ai jamais participé à l'élaboration de la lettre d'attribution de la parcelle à Allaye; mais j'ai été informé par Allaye en personne. S.I.R.: Je rejette les allégations faites par Allaye autour de la bagarre ayant opposé son neveu à Modibo. C'est vous dire qu'il ne m'a jamais saisi pour ce problème à plus forte raison intervenir auprès de lui pour un classement quelconque. S.I.R.: En toute franchise j'ai été informé par une tierce personne de cette bagarre mais je n'ai pris aucune disposition. C'est vous dire que j'ignore le degré de la bagarre. S.I.R.: En toute franchise la parcelle litigieuse appartient à Modibo car je suis né trouver ses parents exploiter cette parcelle".

Hamadun Umaru Tambura, âgé de 69 ans environ, né vers 1930 à Kassa, cultivateur demeurant à Longel: "Je suis bel et bien au courant du litige de terre de culture qui existe entre les sieurs Modibo Tambura et Allaye Tambura. Un jour sans pouvoir vous dire la date exacte un litige de terre a éclaté entre les personnes citées ci-dessus. Plusieurs interventions avaient été faites pour mettre fin à ce litige mais elles sont restées sans suite favorables. Au cours de plusieurs débats, il a été toujours dit à Allaye de laisser la parcelle car elle est une propriété au père de Modibo. J'ai personnellement participé à la réunion autour du Bukary seku Sala Sibe. Au cours de cette réunion il a été demandé à Allaye de laisser la parcelle au profit de Modibo propriétaire. Courant cette année j'ai trouvé le sieur Kalifa de Saare Tumu dans la parcelle car elle fera l'objet d'une bagarre un jour. Je lui ai dit cela car j'ai la ferme conviction qu'elle est pour Modibo, et Kalifa l'exploitait sur autorité de Allaye. S.I.R.: En toute franchise de notre réunion à la date d'aujourd'hui c'est Modibo qui exploite la parcelle. C'est vous dire que la décision prise à cette réunion n'a jamais été contestée par Allaye. S.I.R.: En toute

honnêteté la parcelle appartient à Modibo Tambura car nous sommes nés trouver ses parents l'exploiter. S.I.R.: Allaye n'a jamais eu à exploiter cette parcelle. C'est Kalifa qui l'exploitait sur mon autorisation car c'est Modibo qui me l'avait donné. S.I.R.: Sachant que je ne suis le propriétaire légitime, je l'ai donné au grand frère de Kalifa sur consentement de Modibo".

Arsike Boye Tambura, âgé de 80 ans environ, né vers 1913 à Longel, cultivateur demeurant à Longel: "En effet je suis bel et bien au courant de l'affaire de litige de terre qui existe entre les sieurs Modibo Tambura et Allaye Tambura. Cette affaire avait d'abord commencé entre le grand frère de Modibo le nommé Amadou Bani et Allaye. C'est vous dire que c'est cela qui continue toujours. Un jour sans pouvoir vous donner une date exacte, nous avons été convoqués devant le chef d'arrondissement de Jonjori, suite à une plainte de Allaye. Devant cette autorité la sage Bukary seku Sala Sibe a demandé de nous laisser trouver une solution pacifique au village. C'est ainsi que nous nous sommes trouvés autour du sage à Saare Tumu. Au cours de cette réunion, Bukary a déclaré que Allaye et Modibo sont des parents. A ce titre la parcelle étant déjà semée par Modibo, qu'il peut continuer sa culture et qu'après les récoltes il laisse la parcelle au profit de Allaye étant le plus âgé. Cette décision de Bukary a été acceptée par les deux parties. Je vous informe qu'au cours de cette réunion les chefs de village de Longel et Kaciala n'étaient pas conviés. Ils étaient représentés par moi qui suis de Longel. De cette réunion à nos jours, la parcelle est exploitée par Modibo car elle appartenait à son père. S.I.R.: Je rejette les allégations faites par le chef de village de Longel, le nommé Guro Tambura, car je ne lui ai jamais dit que la parcelle avait été donnée c'est à dire attribuée à Modibo. S.I.R.: En toute honnêteté, la parcelle appartient à Modibo Tambura car c'est une terre héritée de son père".

Amadu Bani Tambura, âgé de 67 ans environ, né vers 1926 à Longel, cultivateur demeurant à Longel: "Je suis le grand frère germain de Modibo, c'est vous dire que le problème de litige de terre de culture existe plutôt entre Allaye et moi et non entre lui et mon jeune frère Modibo. En effet il y a plusieurs années de cela que cette affaire a éclaté entre nous. Avant de rentrer dans le vif de cette affaire je vais vous dire que Allaye et moi sommes de même grand-père et de la grand-mère. C'est dire que nous sommes liés du côté des grand-parents. C'est vous dire que chacun de nous a une terre de culture qu'il a héritée de ses parents directs. En ce qui concerne présentement la parcelle en litige, elle a toujours été exploitée par mon père. Un jour sans pouvoir vous donner une date exacte, Allaye a voulu s'approprier cette parcelle pensant qu'elle n'était exploitée par personne. Comme c'est une terre à mon père j'ai demandé à Allaye de ne pas la toucher. Il a refusé et c'est ainsi qu'un conflit est né entre nous. Suite à ce conflit Allaye est allé à Jonjori pour porter plainte contre moi. Sur convocations du chef d'arrondissement nous nous sommes tous trouvés devant l'autorité en place. Après toutes les explications données au chef d'arrondissement, aucune décision finale ne nous a été communiquée. Quelques jours plus tard nous sommes réunis autour du sage Bukary seku Sala Sibe pour cette affaire. Après avoir entendu les uns et les autres, Bukary a déclaré que Allaye peut donner une parcelle à quelqu'un mais celle-là appartenant à notre famille, il n'a pas de droit sur ça. Allaye a été invité à laisser la parcelle qu'il exploite. Deux ans après, pendant que j'étais en voyage Allaye a de nouveau porté plainte auprès du chef d'arrondissement de Jonjori. Mon retour a coïncidé à cette affaire et immédiatement j'ai répondu au chef. Le chef d'arrondissement nous a donné rendez-vous à Saare Tumu. A Saare Tumu et autour de Bukary nous avons discuté cette affaire avec tout étonnement car pour Bukary cette affaire est close. Au cours de cette nouvelle réunion Bukary a déclaré que Allaye est le seul maître de toutes les terres mais pour les champs nous appartenant, il a déclaré à Allaye de laisser ces champs. C'est ainsi que nous avons rendu compte au chef d'arrondissement qui était présent au village mais n'a pas participé à la réunion. Le chef d'arrondissement nous a dit que si nous nous sommes compris d'établir une attestation afin qu'il légalise. C'est ainsi que nous avons établi une attestation que détient Allaye et qui a été légalisée par le chef d'arrondissement de Jonjori. Cette attestation a été rédigée devant Modibo et Allaye, les notables du village de Saare Tumu, Sinde, Wuro Bubu, Longel, Kaciala, Tina et Hamanagu. Cette parcelle a été exploitée par Modibo mon jeune frère jusqu'à la saison passée. Cette année Kalifa est allé désherber cette parcelle sur autorisation de Allaye. Voici la raison du rebondissement de cette affaire. S.I.R.: Au cours de la réunion autour de Bukary, nous avons compris que la parcelle en litige appartenait à notre famille et c'est sur ça que l'attestation d'attribution rédigée en arabe a été établie

et donnée à l'imam de Saare Tumu. S.I.R.: L'attestation que Allaye détient présentement est sans fondement car elle n'a pas été établie au cours de notre réunion et son contenu est contraire à nos accords. S.I.R.: En toute franchise la déclaration de Allaye pour la menace de mort et coup dont il prétend être la cause de la mort de son neveu par mon jeune frère Modibo sont fausses. Elles sont montées de toutes pièces. C'est vous dire que Allaye veut nous créer des problèmes afin que nous oublions l'affaire de litige de terre. S.I.R.: Franchement parlant la parcelle litigieuse est une terre de mon père. C'est vous dire que je ne suis pas prêt de céder au profit de Allaye à quelque pris que ce soit. S.I.R.: Je conteste la lettre d'attribution que détient Allaye car à ma connaissance ce que nous avons établi se trouve avec l'imam de Saare Tumu le nommé Hamadun Cissé qui est le rédacteur de la lettre".

Hamadun Cisse, âgé de 36 ans environ, né vers 1957 à Saare Tumu, marabout demeurant au dit lieu de naissance: "Je suis bel et bien le rédacteur de la lettre rédigée en arabe et légalisée par le chef d'arrondissement de Jonjori. En effet c'est à la suite d'un différend de champ de culture entre les Sieurs El Haj Allaye Tambura dit Almamy et Modibo Tambura des villages respectifs de Kaciala et Longel que cette lettre a été rédigée par moi sur la demande des deux parties. Le contenu est le suivant: cet écrit concerne le litige entre Almamy Kaciala et Modibo Bani à propos d'un champ. Il ressort de la lettre que le litige est fini. Ils sont tombés d'accord: Modibo cultive pour l'année en cours; après la récolte, le champ reviendra à Almamy Kaciala, Modibo n'a pas à chercher à savoir si Almamy est consentant, sinon Modibo peut lui demander une autre parcelle. Dieu est le grand témoin. Les notables de Tina, Kaciala Sinde, Wuro Bubu et Saare Tumu. Fait en 1991. S.I.R.: Cette lettre rédigée en une seule copie a été faite en deux copies à la demande de Almamy sur recommandation du chef d'arrondissement de Jonjori pour la légalisation et copie est restée au niveau de Almamy Kaciala. La seconde copie a été remise à Almamy devant Dieu et les notables des villages cités ci-dessus. S.I.R.: Le chef d'arrondissement de Jonjori étant dans le village n'a pas participé à l'élaboration de cette lettre".

Bubu Hama Cisse, âgé de 64 ans environ, né vers 1929 à Thianguel, marabout demeurant à Thianguel, "Je suis bel et bien l'envoyé de Ambani Tambura du village de Longel. En effet sans pouvoir donner la date exacte mais courant la fin de l'année 1992, j'ai emprunté une même pirogue que le sieur Ambani Tambura en vue de nous rendre à Tina. Dans la pirogue, Ambani m'a demandé si toute fois El Haj Kalifa Traoré était mon ami. J'ai répondu oui. C'est alors qu'il m'a chargé de dire à mon ami que la parcelle qui lui a été attribuée par El Haj Allaye Tambura était à lui. Par conséquent s'il n'abandonnait pas la parcelle il risquerait de perdre la vie. Je lui ai répondu qu'un musulman ne devrait pas tenir de tels propos. Me chargeant de la commission, j'ai informé mon ami Kalifa des propos tenus Ambani. C'est ainsi que mon ami m'a informé que la parcelle lui avait été donnée par El Haj Allaye Tambura du village de Kaciala. S.I.R.: En toute franchise, Ambani m'a chargé de dire à Kalifa de laisser la parcelle sous peine de mort. S.I.R.: Au moment où Ambani me chargeait de cette commission, son jeune frère Modibo et son fils étaient présents. S.I.R.: Plus rien à vous déclarer. Lecture et traduction faites à moi de ma déclaration ci-dessus, j'y persiste et n'ai rien à y changer à y ajouter ou à y retrancher, j'y appose sur votre cahier de déclarations".

Mention:

Le plaignant El Haj Allaye Tambura a exhibé un écrit en arabe portant visa du chef d'arrondissement de Jonjori lui attribuant la parcelle, pièce qu'il produira à la justice.

RESOLUTION:

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

PAYOONA-TAMMBURA

Conflit n°: 199

VILLAGE: PAYOONA

LEYDI: JALLUBE

Cercle: MOPTI

Arrondissement: JALLUBE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1981

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication de champs

PARTIES: Amadu Tambura c/ Afo Tambura, agriculteur de PAYONA

ETHNIES: Riimaay'be

ENJEUX: Aamadu Tambura avait prêté son champ à Afo Tammbura sans donner de délai à ce dernier. Afo voulait usurper le champ et alla en dernier recours jusqu'à envoyer ses enfants frapper Amadu Tambura. Amadu a saisi les autorités pour récupérer son champ.

FAITS:

Les faits remontent en 1977 lorsque le nommé Afo Tambura est venu me voir chez moi pour me demander de lui prêter mon champ qui était en jachère. Il s'agit d'un endroit qui demeure dans cet état depuis 26 ans. Je lui ai donné mon accord en présence de témoins. Pendant la saison sèche, il a commencé à cultiver le champ avec ses boeufs de labour et la récolte a été fructueuse. Alors, il s'est rendu chez moi pour me rendre compte de sa production et m'a beaucoup remercié. Mais après la récolte, il cultiva des patates ainsi que du gombo dans le champ et fit une sorte de jardin potager. Deux ans plus tard, en 1979, je tombais malade. J'envoyai mon fils Umaru Amadu Tambura pour lui dire qu'après la récolte, j'aurais besoin de mon champ parce que les champs sur lesquels je cultivais ne produisaient rien. Il répondit qu'il passerait chez moi, malheureusement il n'est pas venu. Ainsi, au moment de faire la culture, il a cultivé dans le champ. Je fus obligé d'emprunter un champ à un de mes oncles qui s'appelle Arsike Tambura.

Après les récoltes de 1979, je me suis rendu chez lui pour lui manifester mon mécontentement. Je lui ai dit que cette année je reprendrais le champ. Il me pria de lui laisser le champ pour y cultiver des gombos et patates. Je lui ai donné mon consentement mais j'ai pris soin de lui dire de ne pas y cultiver du riz après les patates. Il était d'accord. Mais après la récolte, j'ai appris que Afo avait commencé à labourer. Moi-même je l'ai vu entrain de le faire dans le champ. Je suis parti me plaindre chez lui. Il me dit qu'il avait déjà labouré et que j'attende la fin des prochaines récoltes pour qu'il me rende mon champ. J'ai accepté sa demande car j'avais honte devant sa femme avec laquelle il était venu me prier ce jour-là.

Deux jours après, je me rendis chez le chef du village de Payona pour lui expliquer le problème. Quand le chef du village l'appela, il reconnut les faits. Mais il me pria de le laisser travailler là-dessus jusqu'à la fin des récoltes. Dès lors, je ne lui ai pas réclamé le champ. En 1981, j'ai été le voir pour lui dire que cette année j'aurais besoin de le cultiver. Je suis parti chez mon oncle et j'ai dit à celui-ci que Afo veut usurper mon champ. Mon oncle me dit que Afo n'oserait pas le faire. Au moment des cultures, je suis allé cultiver le champ en question. Le même jour, il s'est rendu là-bas et s'est mis à cultiver sur le même champ. Ainsi je lui ai dit: "Si tu ne sors pas du champ, il y aura un cadavre". Il a eu peur et il est rentré au village, mais il est revenu avec ses deux fils pour me battre dans mon propre champ.

RESOLUTION: La conciliation à l'amiable a été impossible./AUTORITE SAISIE: Après les différentes interventions menées par les notables de Payona, le chef du village a renvoyé le problème chez le Chef d'Arrondissement. / DECISION: Elle a été

respectée par les deux parties sous la surveillance de tous les villageois.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

DECISION n° 3/AD du chef d'Arrondissement de Jallube du 13/10/81 / Portant attribution de champ à Amadu Tambura "Vu le Procès Verbal n°18/AD du 3 Juillet 1981 de règlement de litige de champ / DECIDE / Article 1: Le champ faisant l'objet du litige opposant Amadu Tambura et Afo Tambura de Payona est attribué à Amadu Tambura. Article 2 : Monsieur Afo Tambura ne doit plus y cultiver sans l'accord préalable de Amadu Tambura".

KEMA-FAOUNYO

Conflit n°: 200

VILLAGE: JAFARABE

LEYDI: JAFARABE

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JAFARABE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Actuel

ETAPES: 1991 - 1992 - 1993

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication de champs

PARTIES: Kemanyon Sienta, TAMARA c/ Saji Kebori Komina, KOMARA.

ETHNIES: Bozo

ENJEUX: Saji Kebori Komina convoite la dépression Kema-Faunyo possédée par Kemanyon Sienta. Mais celui-ci ne veut pas la partager avec Saji Kebori Komina.

FAITS:

Kema-Faunio est une dépression qui communique avec le fleuve en période de hautes eaux. A la décrue une mare temporaire s'y forme. A l'origine, Kema-Faunio appartenait à la famille Siera. Par la suite, la famille Siera la céda à la famille Panapo. Par des liens de mariage, la mare revint entre les mains de la famille Sienta du village de Tamara. Pendant ces dernières années de sécheresse, la mare a tari. Comme la plupart des mares, elle est désormais utilisée par les Bozo à des fins agricoles. Ils y cultivent une variété de riz hâtif, appelée communément riz pluvial.

En 1991, Kemanyon Sienta a défriché une partie de la mare, espérant pouvoir achever ce travail avant le début de la saison de pluies de l'année suivante. En 1992, Ladji Kebori Komina, défricha l'autre moitié de la mare sans consultation préalable avec le possesseur légitime du lieu. Des contestations s'élevèrent. L'altercation entre les deux hommes fut très vive. Chacun de son côté saisit son chef lieu d'administration. Une commission de part et d'autre s'était constituée pour se rencontrer au lieu de la mare afin de départager les protagonistes. Chacun des antagonistes prétendait être le premier à avoir défriché. Malgré le témoignage éloquent d'un ressortissant de Hayo campé sur la rive gauche, les autorités n'ont pas pu reconnaître ses droits à celui qui avait raison et la mare fut déclarée zone interdite.

En 1993, la trêve fut rompue quand Kemanyon entreprit des travaux dans la zone interdite. Deux commissions se reconstituèrent pour se rencontrer en Juillet 1993 et jeter une interdiction formelle d'accès à la mare basée sur une décision officielle. La délégation de Jafarabe était composée de Amadu Guro Jal (député); Hassana Arama (le chef d'arrondissement); Ibrim Arama (le garde); Madu Tarawore (agent des eaux et forêts); Maré Téréta (R.D.T.); Lassine Jenepo (notable); Kader Jallo (conseiller); Inka Sampana (conseiller); Bakoroba Tapo (président délégué de pêche); Tallaye Kampo (chef de village de Tamara). La délégation de Maasina était composée du chef d'arrondissement central; d'un représentant du R.D.T, d'un représentant de l'A.D.E.M.A, de Almamy Famanta, chef de village de Komara et de trois autres conseillers.

RESOLUTION: En 1991, les antagonistes ont tenté de se réconcilier. Saji Kebori Komina a souhaité une exploitation commune malheureusement Kemanyon Sienta n'était pas de cet avis./ AUTORITE SAISIE: En 1991 et 1992, Chef de village de Tamara . Chef de village de Komara. Chef d'arrondissement de Jafarabe + délégation. / DECISION: Oui, En Juillet 1993, Kéma-Faounyo fut déclaré zone interdite./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

SENO-MONGO 1

Conflit n°: 201

VILLAGE: GOMNI

LEYDI: YALALBE

Cercle: YUWARU

Arrondissement: GIDIO

Ref Objet: A

ETAT du conflit: **Passé**

ETAPES: 1989

RESSOURCE: **Terre**

ECOTOPE: **Champs**

OBJET: **Revendication de champs**

PARTIES: **Agriculteurs GIDIO SAARE c/ agriculteurs de GOMNI**

ETHNIES: **Songhay**

ENJEUX: **Les agriculteurs de Gomni voulurent s'emparer d'un champ commun à eux et Gidio Saare. Cela fut contesté par les agriculteurs de Gidio Saare.**

FAITS:

A Seno-Mongo se trouve un champ de mil commun aux agriculteurs de Gomni et à ceux de Gidio Saare. Les deux villages utilisent ce champ à tour de rôle. En 1989, quand le tour des agriculteurs de Gidio Saare vint, ils commencèrent leurs activités en cultivant une partie du champ et laissèrent le reste pour la prochaine fois. Avant qu'ils ne reviennent, le champ fut achevé par leurs homologues de Gomni qui semèrent le tout en déclarant que le champ était à eux. Cela ne fut pas accepté par les agriculteurs de Gidio Saare qui semèrent aussi le champ. Quand le mil a poussé, tout le champ fut détruit par des oiseaux. Les deux groupes étant sûrs que cette destruction était due à la malédiction de leurs ancêtres qui ont toujours cohabité ensemble sans se disputer à cause du lieu, organisèrent une grande réunion à Gomni. Cette réunion parvint à les concilier suite à l'acceptation de Gomni de céder le champ aux agriculteurs de Gidio Saare pour toujours.

RESOLUTION: Conciliation à l'amiable suite à une réunion organisée par les deux villages à Gomni en 1989./ AUTORITE SAISIE: Le conseil des deux villages 1989./ DECISION: Oui, émanant des habitants de Gomni. Ils décident de céder le champ aux agriculteurs de Gidio Saare./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

SEWERI

Conflit n°: 202

VILLAGE: SEWERI

LEYDI: UURUUBE CIKAM

Ref Objet: A

Cercle: MOPTI

ETAT du conflit: Passé

Arrondissement: MOPTI

ETAPES: 1987

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champ

OBJET: Revendication d'un champ

PARTIES: Mammadu Jara c/ Ali Jara, du village de SEWERI, agriculteurs

ETHNIES: Bamana

ENJEUX: Les objectifs de Ali Jara sont les suivants: cultiver le champ qu'il pense avoir hérité de son père pour pouvoir nourrir sa famille. Le champ en question avait un bon emplacement, ce qui lui permettait d'avoir d'un bon rendement. / Maama Jara, lui aussi a voulu reprendre le champ à cause de son bon emplacement. Reprendre le champ serait pour lui un réconfort car cela lui permettrait de travailler sur un des champs de son père.

FAITS:

C'est dans les années 1987 que j'ai dû réclamer une terre qui avait été mise en jachère par mon père depuis plus de trente ans. Ce champ était cultivé par un certain Ali Jara. Un jour je m'étais rendu chez ce dernier pour lui demander comment il était entré en possession de ce champ. Il m'avait répondu que son père cultivait dessus et qu'il en avait hérité à la mort de ce dernier. Je lui ai alors fait savoir que le champ appartenait à mon père et qu'il était en jachère depuis longtemps. Je lui ai manifesté immédiatement mon intention de reprendre le champ en question. Ali Jara m'a répondu qu'il ne me rendrait pas le champ car il était à lui.

Je me suis rendu chez mon oncle Mamadu Jara. Ce dernier est un beau-frère de Ali. Je lui ai demandé d'intervenir pour faire fléchir d'Ali, ce qu'il fit. Mais Ali refusa toute intervention. Les arguments qu'il donna furent que le champ appartenait à son père et qu'il l'avait hérité de ce dernier il y a de cela plus de trente ans. Pendant tout ce temps d'ailleurs, il utilisait le champ. Il disait qu'il ne voulait pas que son beau-frère lui parle de cette histoire de champ.

Aussi, je pris la décision de saisir un conseiller du village de Seweri du nom de Seydu Bori Jal. Celui-ci était un homme très influent à l'époque. Ce dernier intervint, lui aussi mais le résultat fut négatif car Ali maintenait toujours que le champ était à lui et qu'il l'avait hérité de son père. Je pris donc la décision d'en parler au chef du village. Quand je me suis rendu chez ce dernier, je lui ai tout expliqué. Je lui ai donné également le nom de tous les témoins qui connaissaient très bien le champ ainsi que le nom d'autres personnes auprès desquelles on pouvait trouver des renseignements. Alors, le chef du village, Allaye Jal, convoqua Ali Jara devant le Conseil du village. Il fit venir nos témoins, ceux d'Ali et les miens. Après avoir écouté Ali et ses témoins, le chef de village me donna la parole. Ainsi, je leur ai dit ce qui suit: "Le champ est à mon père et ce dernier l'avait hérité de son frère aîné. J'ai des témoins qui sont des notables. Ce sont des gens qui peuvent témoigner et qui connaissent très bien le champ. Mais du vivant de mon père, je ne me suis pas donné la peine de cultiver cette terre-là. Maintenant que je suis dans le besoin et que je me présente chez Ali, celui-ci m'avance que le champ est à lui".

Le chef du village donna la parole à Seydu Bori Jal, un des conseillers du village. Ce dernier affirma ceci: "Je suis du même âge que le père de Mamadu Jara. Le champ en question a été cultivé par son père depuis la mort du grand frère de ce dernier, moment à partir duquel son père a hérité de ce champ".

Après ces témoignages, le chef du village demanda à Ali Jara de laisser le champ en question. Il accepta devant tout le monde. Ainsi, je repris le champ et actuellement je le cultive.

RESOLUTION: Seydu Jal a été sollicité par Mamadu Jara pour intervenir auprès de Ali Jara. Mais ce dernier a refusé de changer d'avis. / **AUTORITE SAISIE:** Le chef du village de Seweri, ses conseillers et quelques notables ont été saisis. / **DECISION:** La décision du chef de village de Seweri a prévalu. Après avoir écouté les parties et leurs témoins, Amadu Jal, chef du village de Seweri décida de redonner le champ à Maama Jara. Ali Jara accepta la décision en présentant ses excuses aux conseillers et aux notables de Seweri. / **APPLICATION:** Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

PIRA

Conflit n°: 203

VILLAGE: PIRA

LEYDI: JALLUBE

Cercle: MOPTI

Arrondissement: JALLUBE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1975

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champ

OBJET: Revendication d'un champ

PARTIES: Maama Jenepo c/ Musa Konipo, originaires de SABA, installés à PIRA.

ETHNIES: Bozo

ENJEUX: L'objectif de Maama était de cultiver le champ qu'il a hérité de son père. Il voulait se mettre à exploiter le champ avec les boeufs qu'il venait d'acheter et augmenter sa production. L'objectif de Musa Konipo est d'augmenter sa surface de culture en s'accaparant un champ prêté.

FAITS:

Les faits datent de 1975. A la mort de mon père, j'ai hérité d'un champ qui fut emprunté par Musa Ali Konipo. Au cours de la même année, j'ai acheté deux boeufs de labour en vue de mieux exploiter mes champs et d'accroître leur rendement. Après quoi, je me suis rendu chez Musa Ali Konipo pour lui réclamer le champ que mon père lui avait prêté. Musa Ali m'a répondu que mon père lui avait prêté une toute petite parcelle qui ne valait pas grand chose. Il m'a dit que cette partie est tellement petite qu'il l'a ajoutée à son champ limitrophe. Ensuite, il m'a dit que dès que je serais dans le besoin de cette terre, il était prêt à me la rendre sans problème.

Un jour, au cours de la saison sèche, nous nous sommes donné rendez-vous dans son champ. Lorsque nous fûmes à cet endroit-là, il prit des cailloux avec lesquels il délimita une toute petite portion de terre. Cet endroit ne vaut même pas l'espace d'une journée de culture à la charrue. Lorsqu'il a eu fini, il m'a dit que cette partie qu'il vient de délimiter est l'endroit que mon père lui avait prêté. Il a ajouté que si c'est ce que j'appelle champ, voilà alors le mien. Rien ne m'a convaincu dans sa façon de faire les choses. Et finalement, je lui ai dit que je connaissais bien le champ en question et qu'il était grand. Je lui ai dit que vu la confiance qu'il y avait entre lui et mon père du vivant de mon père, il ne devait pas agir de la sorte en coupant une portion de terre. Il m'a dit que c'est cela que mon père lui avait prêté. Je suis rentré au village et me suis rendu chez Demba Dukure, un autre paysan qui a son champ limitrophe à celui de mon père. Je lui ai expliqué le problème. Demba a confirmé que le champ que mon père avait prêté à Musa était bien limitrophe au sien. Il a d'ailleurs déclaré que le champ prêté par mon père, était plus grand que celui de Musa. Je lui ai demandé s'il pouvait aller faire cette déclaration devant le chef du village. Il m'a répondu qu'il était sûr de ce qu'il disait et que même devant Dieu, il pourrait le dire.

Sur ce, je suis reparti chez Musa pour lui dire que j'avais appris de source sûre que le champ de mon père était un grand champ. Il m'a répondu qu'il s'agissait d'une portion et que si je voulais des histoires, je pouvais aller me plaindre où bon me semblait. Je lui ai dit que je n'étais pas prêt à accepter ses machinations. Et alors, je me suis rendu chez le chef de village de Pira pour expliquer à ce dernier tout le contenu du problème.

Le chef du village a convoqué Musa Konipo et a cherché à régler le litige qui existait entre nous. Musa a refusé de reconnaître les faits. Je suis parti appeler Demba Dukure pour qu'il vienne témoigner devant le chef du village. Devant Musa et le chef du village, Demba a procédé à la délimitation des trois champs (le sien, celui de Musa, et le champ prêté), mais verbalement car ils n'étaient pas sur le terrain. Le chef de village est intervenu et a demandé à Musa d'abandonner le champ pour l'amour de

Dieu et d'en montrer les limites réelles tout comme c'était avant.

RESOLUTION: Le litige est réglé à l'amiable devant le chef de village./ **AUTORITE SAISIE:** Chef du village de Pira. / **DECISION:** Non. / **APPLICATION:** Pas de décision.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

JUGGOL BATAAMAANI

Conflit n°: 204

VILLAGE: BATAAMAANI

LEYDI: JALLUBE JENNERI

Cercle: MOPTI

Arrondissement: JALLUBE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1980

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champ

OBJET: Revendication d'un champ

PARTIES: Ali Baaba Tambura c/ Allasane Njiidooma Tambura de BATAAMAANI

ETHNIES: Riimaay'be

ENJEUX: Les objectifs de Ali Baaba étaient de continuer à cultiver le champ qui lui permettait de survivre avec toute sa famille. Il voulait profiter de la scission de notre grande famille pour s'accaparer le champ et cela avec le soutien Saajo Njiidooma Tambura. L'objectif de Allasane est de récupérer tout ce qu'il a hérité de son père et de le cultiver.

FAITS:

Cette affaire date de 1980. Ali Baaba Tambura cultivait un champ prêté par mon père Njiidooma Baaba Tambura. A la mort de ce dernier, immédiatement après les funérailles, Beydaari Tambura nous a convoqué, mon frère et moi pour nous dire que mon père lui avait prêté un champ qu'il cultive depuis plus de 25 ans. Je lui ai dit de continuer à cultiver ce champ jusqu'au moment où j'en aurais besoin. D'autres personnes se sont présentées à nous pour dire qu'elles disposaient de champs que mon père leur avait prêtés. Lorsque nous avons partagé l'héritage des biens laissés par mon père, le champ sur lequel Ali cultivait m'est revenu. Deux ans après la mort de mon père, je me suis querellé avec mon grand frère et nous avons séparé nos ménages.

En 1982, je me suis rendu chez Ali Tambura pour lui dire que j'aurais besoin de mon champ après les récoltes de cette année. C'est ainsi que Ali s'est rendu auprès de mon frère Saajo Tambura pour lui dire que je voulais reprendre le champ. Mon frère lui dit de ne pas me donner le champ et que là où je le convoquerais, il serait prêt à l'aider. Ali partit voir notre cousin Amadu Demba Tambura pour lui demander d'intervenir auprès de moi pour que je ne reprenne pas le champ cette année et de me prier de ne pas continuer d'insister là-dessus. Quand Amadu Demba Tambura est venu me transmettre le message, je me suis rendu immédiatement chez Ali Baaba Tambura pour lui dire que j'avais appris tout ce qu'il avait dit et que malgré tout, je tenais à reprendre le champ cette année. Il m'a répondu que je pouvais aller me plaindre là où je voulais, il n'était pas prêt à me rendre le champ. Alors, le lendemain, je me suis rendu chez le chef du village pour lui expliquer le problème qui m'opposait à Ali Baaba Tambura. Je lui ai expliqué comment j'avais hérité du champ et lui ai rapporté l'entretien que Ali avait eu avec mon frère Saajo Tambura. Lorsque j'ai eu terminé mes explications, le chef du village me promit de convoquer Ali pour écouter la version de ce dernier sur ce problème. Quand Ali s'est rendu auprès de celui-ci, il a avancé que le champ en question n'était pas à moi. Il a dit que ce champ lui avait été donné par mon frère aîné après la mort de mon père et que je voulais profiter de la querelle qu'il y avait entre ce dernier et moi pour reprendre le champ. Enfin, il a déclaré qu'il ne me remettrait jamais le champ.

A son départ, le chef du village a appelé mon frère Saajo Tambura pour lui demander si les propos que Ali venait de tenir étaient réels. Saajo lui a dit que le champ avait été hérité de notre père et que cette terre dont il est question était à notre famille. Par ailleurs, il lui a appris que ce champ avait été emprunté par Ali il y a vingt-cinq ans, et que moi son frère, c'est par égoïsme que je voulais lui retirer le champ car le champ connaît un grand rendement.

Enfin, le chef du village m'a fait venir et m'a tenu les propos suivants: "Ton frère a dit qu'il est prêt à appeler les témoins qui ont assisté au partage de l'héritage ainsi que des personnes qui connaissent très bien le champ". Alors, j'ai demandé au chef du village de convoquer les dites personnes.

Ainsi, un vendredi après-midi nous nous sommes retrouvés tous chez le chef du village. Dembaare Jara qui était présent le jour de notre héritage était avec moi. Ce dernier jura devant Dieu et devant les hommes que c'est moi qui avais hérité du champ le jour du partage des biens laissés par mon père, et que d'ailleurs ce champ était le troisième dont j'ai hérité. J'avais un autre témoin, Seydu Tambura. Ce dernier intervint en disant que chacun d'entre nous avait hérité de trois champs et que le champ où il y a le litige m'appartenait. Un autre témoin du nom de Ali Amadu Bari, un marabout qui avait assisté à la succession de mon père, affirma lui aussi que le champ faisait partie de ma part et qu'il était limité par celui de Dembaare Tambura, le père du plaignant et par celui de Ali Amadu Bari lui-même. Ce dernier affirma que même en dehors de l'héritage, il connaissait très bien le champ.

Après avoir écouté tous les témoins du plaignant, le chef du village demanda à Ali s'il avait quelque chose à ajouter; ce dernier répondit que le champ était une possession commune et qu'il n'avait jamais été partagé, thèse qui fut confirmée par le frère du plaignant même. Malgré les témoignages rendus par les notables, le champ resta au plaignant. Le chef du village demanda à Dembaare Tambura s'il avait des explications à donner; mon frère répondit qu'il ne parlait pas avec moi et qu'il n'avait rien à dire dans mes problèmes.

RESOLUTION: Au cours du mois de Juin 1982, les conciliations à l'amiable étaient tentées pour la première fois par les membres de la famille Tambura en les personnes Saajo Tambura, Amadu Dembere Tambura ainsi que d'autres personnes de la famille, mais leurs efforts furent vains. / **AUTORITE SAISIE:** Le chef du village de Bataamaani/
DECISION: Oui, commune aux villageois et notables présents./ **APPLICATION:** Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

ARABA JAL

Conflit n°: 205

VILLAGE: TUMAYE

LEYDI: WURO HARI

Cercle: MOPTI

Arrondissement: SOYE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1994

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication de champs (usurpation)

PARTIES: Bokary Sabasiru Jara, cultivateur domicilié à TUMAYE c/ Araba Jal, ménagère, domiciliée à

ETHNIES: Riimaay'be

ENJEUX: Bokary Sabasiru Jara voulait usurper les champs de la dame Araba Jal. Cette dernière intervint pour défendre ses intérêts légitimes. Bokary Sabasiru, coincé, renonça à son entreprise.

FAITS:

La dame Araba Jal, son frère Alandu et sa soeur Dicko Jal, mariée dans le Maasina sont des héritiers d'une rizière depuis vingt ans. Bokary Sabasiru se basait sur une revendication d'héritage sur les champs du défunt père de Araba Jal justifiée par le fait que sa soeur Jeda Jara, décédée depuis dix ans avait ce droit et que lui Bokary Sabasiru estimait aujourd'hui devoir en bénéficier. Il reconnaît ne jamais avoir cultivé ces champs depuis ce temps. Pour justifier sa demande récente, il dit qu'il avait déjà sa charrue dans le champ et qu'il labourait à son compte. Il a également expliqué que les marabouts lui avaient dit qu'il pouvait réclamer sa part dans l'héritage réglé il y a dix ans entre les frères et soeurs de Araba Jal. Il a notamment cité l'imam de Soye.

Ce dernier fut interpellé chez le chef d'arrondissement le 6 Mai 1994. L'imam dit que religieusement aucune action de Bokary Sabasiru n'est recevable aujourd'hui concernant l'héritage du père d'autrui. Sa soeur qui pouvait éventuellement faire des réclamations s'en est abstenue et il n'appartient pas à un autre de le faire dix ans après sa mort. Bokary Sabasiru Jara a lui-même reconnu son tort le 5/5/94 et s'est engagé à déguerpir des champs ipso facto.

RESOLUTION: L'imam de Soye saisi a défini clairement que Bokary Sabasiru Jara ne pouvait en aucun cas hériter d'un père d'autrui (6 Mai 1994)./ AUTORITE SAISIE: Le chef de village de Soye, le chef d'arrondissement le 31 Mai 1994./ DECISIONS: Attestation administrative N°007/AS (Invitant Bokary Sabasiru à mettre fin à ses provocations et à se retirer à jamais de cette histoire de champ car il n'a aucun droit d'héritage à défendre./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

KOÏSSUMA

Conflit n°: 206

VILLAGE: KOÏSSUMA

LEYDI: TAARAAJI

Cercle: TENENKU

Arrondissement: TOGGERE KUMBE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Actuel

ETAPES: 1973 - 1991 - 1992

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication de champs

PARTIES: Demba Yero Tambura, cultivateur c/ Alaji Demba Tambura, cultivateur

ETHNIES: Riimaay'be

ENJEUX: Alaji Demba Tambura veut hériter de tout ce qui appartenait à son frère Hamadi Demba, il semble ignorer les limites à respecter. Demba Yero Tambura tente vainement de lui faire comprendre et finit par être obligé de défendre ses intérêts.

FAITS:

En 1973, Sampulori Tambura, à la recherche de terres exploitables, s'est adressé à Mody Demba Dicko, le jowro, pour demander de cultiver dans le bas-fond. La demande fut acceptée. La famille de Sampulori est composée de plusieurs ménages. Toute question de labour est résolue par le plus âgé dont les prises de position étaient incontestables. Le champ est partagé entre les différents ménages. Le chef de concession est tenu de veiller sur chaque chef de ménage.

A la mort de Sampulori, Hamadi Demba lui succéda et occupa une partie de son champ. Demba Yero Tambura, cousin de Sampulori voulut agrandir son champ. Il occupa l'autre moitié du champ de son oncle défunt avec l'autorisation de Hamadi Demba, actuel chef de famille. Celui-ci avant sa mort avait expliqué à toute la famille, que le champ de Sampulori est une possession commune à la famille Tambura.

Un an après la mort de Hamadi Demba, Alaji Demba, le cadet de hamadi Demba rentra de l'exode. Il réclama la moitié du champ que Demba Yero avait ajouté à sa superficie cultivable. Selon Alaji, la dite parcelle appartenait à son frère défunt, Hamadi Demba qui la lui avait confiée. Il ignore totalement les conditions d'acquisition de ces terres ou il fait semblant de les ignorer. Pour céder un champ habituellement cultivable, l'exploitant observe trois ans et parfois plus. Alaji refusa les trois ans d'observation, alors que le champ concerné n'appartenait pas à Hamadi, et donc encore moins à lui. Pour trouver un consensus, Demba Yero demanda un délai. Il espérait qu'un point d'accord serait trouvé entre lui et son oncle Alaji. Devant l'obstination de ce dernier, Demba Yero s'est décidé à défendre ses intérêts. Avec l'autorisation du jowro et du chef de village, le champ est labouré au compte de Demba Yero Tambura lors de la campagne 1991. En 1992, Alaji laboura avec la complicité du chef d'arrondissement. Pour éviter un affrontement, l'affaire fut portée devant le juge de paix à compétence étendue de Tenenku.

RESOLUTION: Les deux protagonistes ont tenté de résoudre le problème en famille./ AUTORITE
SAISIE: le chef de village et le jowro. Ils sont intervenus pour départager les protagonistes. En 1992, l'affaire fut portée devant le tribunal.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

BARA AABIDI KULIBALI

Conflit n°: 207

VILLAGE: WURO ALFAKA

LEYDI: JALLUBE BURGU

Cercle: MOPTI

Arrondissement: JALLUBE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1981

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication de champs

PARTIES: Bara Abidi Kulibali c/ Fatoma Jallo, tous agriculteurs résidant à WURO ALFAKA.

ETHNIES: Riimaay'be

ENJEUX: Les objectifs de Bara Aabidi étaient de reprendre le champ qu'il a hérité de son oncle pour le cultiver et augmenter ses rendements. Il n'entendait pas le laisser à Fatooma.

FAITS:

Il s'agit d'un champ que nous avons hérité de nos oncles. Après le décès de ces derniers, le chef du village a donné un des champs à Fatoma. Mais moi je n'entendais pas la chose de la même oreille. Je pense que chaque fils devait hériter son père et c'était la raison pour laquelle je me suis opposé à cette décision du chef de village. Le chef de village avait réglé un problème similaire avec Tonyi Moodi où il avait retiré des champs à des femmes prétextant que la femme n'hérite pas de champ. Ainsi, quand le chef du village a interdit à Fatoma la culture du champ, ce dernier n'a pas respecté l'interdiction et a continué à cultiver le champ.

Je me suis alors rendu à Jallube pour en informer le Chef d'Arrondissement. Malheureusement ce dernier était absent. Moi, je ne connaissais pas le champ en question. C'est Garaba qui me l'avait montré et je l'ai cultivé. C'est après que le chef du village m'a appelé pour me demander pourquoi je l'avais cultivé. Je lui ai répondu que Garaaba qui m'avait dit que ce champ était à mon grand père. Finalement, Garaaba fut convoqué chez le chef du village et confirma ses déclarations en disant: " Les champs en question appartiennent à mes oncles Nawma et Kawdo Arsike qui sont décédés. Mais avant la mort de Nawma, ce dernier nous a dit que ses champs devaient revenir à ses neveux, car il n'avait pas de fils".

Le chef du village m'a informé que Nawma avait déjà donné de son vivant un champ à Fatoma. Je lui ai répondu que je n'étais pas d'accord car Nawma est décédé en ma présence sans rien dire à propos des champs. Le chef du village m'a interdit l'accès de ces champs et depuis lors, je poursuis cette affaire.

S'agissant du défunt Nawma, il est un frère de lait de mon père. J'avais hérité un seul champ de mon père. Après, on m'a montré un autre champ qui avait appartenu à notre famille. J'ai actuellement quatre champs dont un a été hérité et trois autres ont été donnés lors de la distribution générale faite aux villageois.

Fatoma Jallo, fils de feu Beydari Hamadun et de Sutura Nawma, est âgé environ de 40 ans. Ce cultivateur domicilié à Wuro Alfaka déclara ce qui suit: "Je suis opposé à Bara à cause d'un champ et non de plusieurs. C'est l'année dernière que j'ai commencé à cultiver ce champ-là. Après quoi, Bara est venu me demander pour quelle raison j'ai touché au champ. Ainsi, lui aussi a pris sa charrue pour labourer le même champ. J'ai saisi le chef du village pour que Bara retire sa charrue. C'est avec cette intervention du chef de village qu'il a accepté d'abandonner l'endroit. Mais bientôt, il y eut la rumeur selon laquelle Bara allait cultiver le champ. J'ai informé le chef de cette rumeur. Ce dernier a convoqué son conseil de village pour que l'on en discute. Malheureusement cette réunion fut reportée car le chef du village devait partir pour Tonyi Moodi. Mais Amadu, un des conseillers du village a invité les deux parties à ne pas toucher le champ jusqu'au retour du chef du village. Après le départ du chef du

village, le même conseiller a invité Bara à cultiver le champ. Je me suis rendu chez Amadu Mabo et chez Maliki pour les informer de la violation de la décision du chef du village par Bara.

Le chef du village en fut informé dès son retour. Il me remit une lettre pour le Chef d'Arrondissement. Il mentionna dans la lettre que sa décision avait été violée. C'est ainsi que le Chef d'Arrondissement envoya une note au chef du village pour recommander à ce dernier d'interdire tout travail sur ce champ jusqu'à nouvel ordre.

Bara Aabidi fit le témoignage suivant: "Je suis le beau fils du propriétaire du champ. Je m'occupais de toutes ses affaires et je cultivais chaque année pour lui. En compensation de tous les services que j'avais rendu à ce vieux, il m'offrit un champ. Il a ensuite informé Kunnja qu'il allait donner un champ à ses petits fils. Maliki fut consulté. Il confirma cette parole. Il en fut de même pour le chef du village aussi. Kawdo est décédé il y a 7 ans. Avant sa mort, je cultivais le seul champ qu'il m'a donné, mais par la suite, j'ai cultivé trois autres champs. Il a laissé douze champs: cinq ont été hérités de son grand-père Nawma, six autres sont le fruit de ses propres efforts, et un autre m'avait été donné avant sa mort". Ensuite, je suis allé voir Kunnja pour lui communiquer les déclarations de Hamadi et de Garba. Kunnja a dit aussi que le père de Bara et le beau-frère de Fatoma cultivaient ensemble le même champ. Le conseil de village, convoqué pour la même affaire, n'avait pas pu résoudre le problème et le chef du village devrait partir pour Tonyi Moodi. Avant de partir, ce dernier avait pris le soin d'interdire aux deux parties, l'usage du champ."

Autre témoignage : Garba Tambura, âgé de 61 ans environ. Fils de feu Hamadi Tambura, et de feu Dikore Karabenta, en domicile à Wuro Alfaka: "Le grand-père de Bara Arsike et moi avions nos champs qui se faisaient frontière. Kawdo et Aabidi sont les enfants de Arsike qui n'avaient pas de champ avant le décès de celui-ci".

Témoignage de Bara Besema, vieux notable du village, responsable de terre, témoin de Bara: "Kawdo et Nawma étaient des cultivateurs. Le père de Bara Abidi ne cultivait pas. Je ne connais pas de champ que Nawma et Kawdo ont hérité de leur père. A ma connaissance Kawdo possédait cinq champs qu'il eut grâce à ses propres efforts. Six autres champs ont été hérités de son père Nawma. Leur père n'a laissé qu'un seul champ. C'est ce que je sais sur cette affaire."

RESOLUTION: La conciliation à l'amiable a été tentée à plusieurs reprises mais Fatoma n'a pas accepté. Pour lui, le champ lui était attribué avant la mort de Nawma. Il refuse toute négociation même avec la présence de certains témoins. / **AUTORITE SAISIE:** Le Chef d'Arrondissement./ **DECISION:** Oui, émanant du Chef d'Arrondissement . Elle consiste à redonner le champ à Bara Abidi devant tous les témoins et les notables qui étaient présents ce jour, le 20 Mai 1981. / **APPLICATION:** Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

KUBAY

Conflit n°: **208**

VILLAGE: SAARE SEYNI

LEYDI: BOODI KUBAY

Cercle: MOPTI

Arrondissement: MOPTI

Ref Objet: **A**

ETAT du conflit: **Passé**

ETAPES: **1980**

RESSOURCE: **Terre**

ECOTOPE: **Champs**

OBJET: **Revendication de champs**

PARTIES: **Allay Mamudu Tambura c/ Samba Ali Tambura, agriculteurs**

ETHNIES: **Riimaay'be**

ENJEUX: **L'objectif de Samba Ali Tambura était de retirer le champ prêté par son père pour le cultiver. Pour Allay Tambura, ce champ était un don de son ami. Il était tellement sûr du don qu'il osa prêter le champ à un de ses amis du nom de Bilaali Jenepo.**

FAITS:

Les faits datent de 1980. Mon père Ali Tambura avait prêté une portion de terre à Allay Mamudu Tambura. Deux après la mort de mon père, j'ai hérité de ce champ. Je le réclamai alors à Allay. Après les cultures de 1983, je me suis rendu chez lui pour lui dire que j'aurai besoin du champ. Il m'a répondu que mon père ne lui avait jamais prêté un champ. Par contre, ce dernier lui avait donné une terre qu'il a défrichée. Il m'a dit qu'il y a plus de trois ans qu'il a prêté ce champ à un ami Bozo, Bilaali Saajo Jenepo, qui réside à Mopti. Lorsque mon père lui a prêté cette terre, il y avait des témoins qui sont actuellement vivants. Ce sont Amadu Jenepo et Bori Ali Tambura. Il jura que mon père ne lui avait pas prêté le champ mais le lui avait donné. Je suis retourné chez mon frère aîné pour lui relater les faits. Ce dernier a réagi violemment en disant que le champ était bel et bien prêté et n'avait jamais été l'objet d'un don. Mon frère aîné est allé jusqu'à donner une preuve en disant que lorsque Allay venait pour chercher le champ en question, il était accompagné par un certain Amadu Jenepo.

C'était la période le début des cultures. J'ai remarqué que Bilaali Saajo Jenepo cultivait sur le champ. Je ne lui ai rien dit. Je me rendis chez le chef du village de Saare Seyni, Hamadi Tambura pour lui expliquer les faits afin qu'il intervienne entre Allay Tambura et moi. Le chef du village me dit qu'il avait appris le prêt du champ, mais qu'il n'en était pas témoin. Il promit tout de même de convoquer Allay pour l'écouter. C'est ainsi que j'ai laissé le problème avec le chef du village et j'ai vaqué à mes affaires. Après les récoltes, je suis parti en Guinée et je ne suis rentré qu'en 1985 au début de l'hivernage. A mon retour je me suis rendu chez le chef du village pour lui dire que j'allais cultiver le champ sur lequel il y a des litiges. Ce dernier m'a alors dit qu'il avait convoqué Allay et que celui-ci avait répondu à son appel. Voici ce que Allay lui a dit: "Le champ dont il est question, n'est pas un prêt, c'est un don, j'ai même des témoins qui sont Bori Ali Tambura qui est ton frère ainsi que Amadu Jenepo". C'est pour cela que j'ai préféré attendre ton retour pour délibérer.

Il m'a alors donné la certitude qu'il convoquerait Allay le Jeudi pour lui dire de ne pas cultiver le champ cette année. Le jour de la rencontre, Allay est venu en compagnie de son témoin (Amadu Jenepo) qui est domicilié à Koobaka, village situé à quelques kilomètres de Mopti. Ce jour-là beaucoup de notables étaient venus assister au débat. Le chef du village a écouté les témoins ainsi que mon frère. Ce dernier a démenti le don. C'est donc après avoir écouté tout le monde que le chef du village a conclu que le champ me revenait. Depuis lors, je le cultive.

RESOLUTION: En 1985, le chef du village de Saare Seyni est saisi par Sammba Ali Tammbura en présence de plusieurs notables et témoins. Toutes les parties furent écoutées et on décida de remettre le champ à Samba Ali Tambura qui en était le vrai

propriétaire./AUTORITE SAISIE: Chef de village de Saare Seyni./ DECISION: Oui,
émane du chef du village de Saare Seyni./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

SAMBA-KALIFA

Conflit n°: 209

VILLAGE: JONDORI

LEYDI: KOMONGALLU

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JONDORI

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Futur

ETAPES: 1994

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Reprise de terres abandonnées

PARTIES: Amadu Samba Tiéminta, cultivateur c/ Hamidu Kalifa Koïro, marabout.

ETHNIES: Bozo c/ Songhay

ENJEUX: Pour trouver des espaces exploitables, les propriétaires habituels ont abandonné des terrains qu'ils entendent maintenant reprendre en raison du retour des pluies et de la crue. Les occupants actuels, à la recherche de terrains à usage d'habitat se sont installés avec l'autorisation du chef de village. Vont-ils accepter de déguerpir ?

FAITS:

A Jonjori, le chef de village et ses conseillers sont responsables de la distribution des terres. Le maître de terre est chargé d'exécuter les ordres du chef de village. Il est donc nommé par ce dernier. Les champs, à proximité du village, non exploités par leurs propriétaires habituels sont l'objet de convoitise.

Une nouvelle séance de distribution s'opéra contre le gré des anciens occupants. Il s'agit d'une nouvelle occupation à usage d'habitation. Cependant cette année l'eau est montée et a atteint un niveau moyen de bonne crue. La plupart de ces terrains redistribués ont été submergés. Les maisons en terre battue ont connu de sérieux dégâts. Le problème qui se pose est le suivant: les agriculteurs pensent désormais que c'est le retour des pluies et de l'abondance. Les bas-fonds ne seront plus exploitables s'il y a trop d'eau. Une tentative de récupération des terres appartenant jadis à leurs ancêtres ou à leurs pères est envisageable. Les occupants actuels qui les ont obtenues du chef de village pour des raisons obscures vont-ils accepter d'abandonner les lieux ?

Le phénomène s'est beaucoup accentué de 1986 à 1994. Le cas le plus récent est constaté en Juillet 1994. Le chef de village, Sidi Amiri Tambura et Jaje Tambura, premier conseiller ont donné le champs de Amadu Samba Tiéminta, cultivateur à Jonjori, à Amadu Kalifa Koïra marabout, originaire de Gao. Du côté Ouest du village, Demba Yéro Tambura pour quatre champs, Ten Maré Tammbura pour trois champs sont aussi victimes de la même injustice. Une tentative de récupération des champs est certaine. Comment va-t-elle finir ?

RESOLUTION: Jaje Konta a saisi le chef d'arrondissement, celui-ci reconnaît que la procédure est illogique car elle s'est déroulée sans le consentement des propriétaires habituels.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

FEEYA YAAME

Conflit n°: 210

VILLAGE: NOOGA

LEYDI: DAYEBE

Cercle: MOPTI

Arrondissement: JALLUBE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1983

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champ

OBJET: Revendication d'un champ

PARTIES: Hamma Sajo Tambura c/ Hamadi Yero Tambura de NOOGA

ETHNIES: Riimaay'be

ENJEUX: L'objectif de Hamadi Tambura est de continuer d'exploiter le champ Feeya Yaame après la mort de son frère Saajo Tambura, car ce champ à un bon rendement. Il voulait profiter du fait que le fils de ce dernier était parti en exode et connaissait mal les terres à cultiver. Pour le fils, Hamma Saajo Tambura, l'exode est très fatigant et la meilleure solution c'est de rester au village. C'est pour cela qu'il a pris la décision de reprendre le champ à son oncle Hamadi pour le cultiver.

FAITS:

En 1983, je suis rentré d'exode à l'occasion du décès de mon père. Comme c'était le moment des cultures, j'ai pris la décision de rester ici pour travailler la terre. C'est ainsi que j'ai été voir mon oncle Hamadi Yero Tambura pour lui demander de me rendre compte de la situation des champs laissés par mon père. Ce dernier m'a dit que mon père a laissé trois champs parmi lesquels il en connaît deux. S'agissant du troisième champ, il m'a dit qu'il ne connaissait pas son emplacement. Alors, je lui ai demandé de mettre les deux champs qu'il connaissait à ma disposition. Il était d'accord. C'est ainsi qu'il me les remit. Ces deux champs étaient dans une zone abandonnée. Après quoi, j'ai cherché à avoir des renseignements plus clairs à propos du troisième champ. C'est ainsi que je me suis rendu chez Allaye Beydi, un ami personnel de feu mon père pour lui demander s'il connaissait le troisième champ laissé par mon père. Ce dernier m'a renvoyé chez Hamadi Yero, mon oncle, qui connaît tous les champs laissés par mon père. Je lui ai répondu que mon oncle Hamadi Yero m'avait dit qu'il ne connaissait que deux champs mais qu'il ignorait le troisième. Cela provoqua l'étonnement de Allaye car il trouva que Hamadi ne pouvait pas dire qu'il ne connaissait pas le champ car c'est ce dernier même qui cultive actuellement là-dessus. C'est ainsi que je me suis rendu chez ma mère pour qu'elle aussi, à son tour, puisse me fournir des renseignements à propos de ce champ.

Elle déclara que mon père avait prêté un champ à mon oncle Hamadi Yero Tambura et que ce champ-là même serait celui sur lequel Hamadi cultive actuellement. Elle ajouta ensuite que ce champ avait été prêté à celui-ci il y a de cela plus de trente ans. J'expliquai à ma mère que mon oncle Hamadi Yero Tambura m'avait dit qu'il ne connaissait pas le troisième champ et que d'ailleurs il n'avait jamais vu ce champ en question. Ma mère trouva dans ce cas que mon oncle nourrissait d'autres intentions. Rien d'autre ne pouvait expliquer cette mauvaise volonté et l'entêtement de ce dernier à refuser de me donner le troisième champ de mon père.

Sur les conseils de ma mère, je suis retourné encore une fois chez mon oncle et je lui ai dit que j'avais appris que le champ sur lequel il est entrain de cultiver actuellement est le troisième champ de mon père, champ qu'il lui avait prêté il y a plus de trente ans. Je lui ai dit que si cela est vrai, qu'il fasse tout pour me rendre ce champ après les récoltes de cette année. Il m'invita à lui montrer les personnes qui m'ont affirmé cela pour que ces derniers répètent cela devant lui. Je lui ai déclaré que c'était ma mère Ada Tambura qui me l'avait dit. Il trouva que cette déclaration de ma mère était dénudée de tout fondement. C'est ainsi que je suis retourné chez Allaye Tambura. Ce dernier répéta encore une

fois que le champ sur lequel mon oncle travaillait est bel et bien celui que mon père lui avait prêté, il y a plus de trente ans, mais qu'avec le bon rendement de ces dernières années, il serait difficile qu'il accepte de le rendre. Ainsi, Allaye me demanda de laisser mon oncle cultiver et faire la récolte de cette année. Ainsi, après les récoltes de l'année 1993, je suis retourné voir mon oncle Hamadi pour lui demander de me le remettre. Il m'a encore répondu qu'il ne cultivait pas mon champ et que si je voulais lui retirer son propre champ, il était prêt à me répondre là où je voulais. Je suis retourné chez Allaye pour lui expliquer le refus de Hamadi de me donner le champ. Mon oncle Allaye me demanda de repartir encore une fois chez Hamadi Yero, cette fois-ci en compagnie de ma mère. Peut-être avec la présence de celle-ci, aurait-il honte et il me donnerait le champ sans autre problème. C'est à ce moment que je me suis rendu chez Hamadi en compagnie de ma mère ainsi que de l'ami de mon père (Allaye). Là-bas, je lui ai posé le problème en lui disant que c'est pour l'affaire du champ que nous sommes réunis chez lui. Je suis venu te prier de bien vouloir me remettre le champ. Je lui ai dit que ces personnes qui sont ici, sont les témoins que le champ qu'il cultive lui a été prêté par mon père et que ce champ serait le troisième champ de mon père. Alors ma mère Ada jura devant lui qu'il avait emprunté le champ qu'il cultive à son époux. Elle lui demanda de bien vouloir éviter d'en faire un problème et d'accepter me rendre le champ. Alors, Hamadi nous dit que si nous étions venus chez lui à cause du problème de champ, il nous priaît de sortir immédiatement et d'aller le convoquer là où nous voulions.

C'est comme cela que je me suis rendu chez Seydu Seku Jal qui est le chef du village pour lui expliquer le problème qui se posait entre mon oncle et moi. Je lui ai demandé de bien vouloir organiser une confrontation entre ce dernier et moi et de donner raison à qui de droit, avant le démarrage des travaux champêtres. C'est ainsi que le chef du village nous convoqua, courant Juin 1993. Lorsque nous fûmes réunis, je me suis expliqué en ces termes: "C'est mon oncle Hamadi Yero Tambura qui m'a appris que mon père avait laissé trois champs et depuis la mort de ce dernier, c'est mon oncle Hamadi qui les gère. Il m'a dit que quand je serais dans la nécessité de ces champs, Allaye allait me les rendre sans problème. Alors, je me suis rendu chez celui-ci pour reprendre les champs. Il m'a montré deux champs qui sont dans une zone abandonnée qu'on appelle Feeya Guu'be. Le troisième champ qu'il cultive actuellement se trouve dans la zone appelée Feeya Yaame. C'est là où tous les paysans cultivent maintenant et c'est là où se trouve le champ que je suis entrain de réclamer. J'avais provoqué un conseil de famille au cours duquel je lui avais demandé de me rendre le champ, mais il n'a pas voulu. C'est pour cela que je l'ai convoqué chez vous, chef de village, pour que vous puissiez trancher ce problème." Lorsque j'eus fini de faire ma déposition, le chef du village donna la parole à mes témoins. Il s'agit bien de l'ami de mon père, car c'est lui qui connaît bien la situation des champs que mon père a laissés. Alors, Allaye Tambura, dans sa déposition, jura que le champ cultivé à présent par Hamadi était à mon père et que d'ailleurs d'autres personnes avaient même déjà emprunté ce champ avant qu'il ne soit prêté à Hamadi. Après Allaye, c'est la mère Ada Tambura qui est intervenue pour jurer que le champ dont il est question est pour son défunt mari Saajo Tambura. Elle déclara que Hamadi était venu demander à ce dernier de lui prêter un champ dans la zone Feeya Yaame. C'est ainsi que mon père avait satisfait la demande et lui avait prêté le champ. Après l'intervention de ma mère, Gawsu Ali Tambura prit la parole et jura que le champ appartenait à mon père Saajo Tambura.

Ainsi, le chef du village, après avoir écouté les deux parties et leurs témoins, trancha en faveur de Hamma Saajo Tambura. Alors, Hamadi prit la parole et présenta ses excuses à tous les notables présents et plus particulièrement à ma mère pour laquelle il a beaucoup d'égard. Depuis, le champ Feeya Yaame m'est revenu. Je l'exploite chaque année.

RESOLUTION: Vers le mois de Juin, les réconciliations à l'amiable ont été entreprises par les membres de la famille (ma mère Ada Tambura, Allaye Tambura, moi-même Hamma Saajo Tambura). Mais Allaye n'a pas voulu malgré l'insistance de ces trois personnes./ **AUTORITE SAISIE:** Chef de village de Nooga./ **DECISION:** La décision du chef de village de Nooga, Seydu Seku Jala été de remettre la champ à Hamma Saajo Tambura après avoir écouté les deux parties et leurs témoins. La décision est orale. Deux conseillers du village étaient présents ce jour-là à la réunion **APPLICATION:** Oui.

KORY-FARMA

Conflit n°: 211

VILLAGE: DEBERE

LEYDI: UURUUBE DUUDE

Cercle: YUWARU

Arrondissement: GIDIO

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé-ressurgissant.

ETAPES: 1989 - 1994

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champ

OBJET: Revendication de champ

PARTIES: Umar Bubu Traore c/ Jome Koïta

ETHNIES: Songhay c/ Peul

ENJEUX: Le chef de village de Debere Umaru Bubu Traore ne veut pas céder sa possession au chef de village de Bamagaye qui considère aussi que ce champ lui appartient et qu'il peut le donner à qui il veut.

FAITS:

A Kory-Farma se trouve un grand champ de mil appartenant à la famille du chef de village de Debere Usmane Bubu Traore qui le prêtait souvent à des personnes venant d'autre villages. En Juillet 1989, le chef de village Bamagaye Djome Koïta se rendit à Kory-Farma et partagea ce champ entre trois personnes de son village. Quand le chef de village de Debere lui en demanda la raison, il déclara que ce champ était une possession de sa famille. Ne voulant pas trop discuter, le chef de village de Debere ne dit rien au chef de village de Bamagaye. Le lendemain, le chef de village de Debere se rendit à Gidio pour voir le chef d'arrondissement Seku Bah à qui il exposa le problème. Le chef d'arrondissement convoqua le chef de village de Bamagaye à qui il demanda les raisons qui l'avaient poussé à faire cela. Celui-ci lui répondit que ce champ lui appartenait. Suite à cela le chef d'arrondissement de Gidio demanda aux deux parties en litige de rentrer chez eux et de revenir avec leurs témoins, le 15 Juillet 1989.

Le jour de la convocation arrivé, les deux chefs de village se rendirent à Gidio. Le chef de village de Debere était accompagné de cinq témoins auxquels il avait l'habitude de prêter ce champ. Après audition des cinq témoins, le chef d'arrondissement prit une décision donnant droit d'usage du champ au chef de village de Debere. En Juin 1992 le chef de village de Bamagaye fit cultiver ce champ par sa population. Averti, le chef de village de Debere se rendit chez le commandant de cercle de Yuwaru à qui il exposa le problème et montra la décision du chef d'arrondissement de Gidio. Celui-ci les convoqua tous à Yuwaru et leur défendit d'utiliser le champ jusqu'à nouvel ordre. Le champ resta non cultivé jusqu'en Août 1994. Dans ce mois Août, le chef de village de Bamagaye fit de nouveau cultiver le champ, ce qui poussa le chef de village de Debere à aller se plaindre auprès de la justice de 1ère instance de Yuwaru. Le juge envoya des enquêteurs dans les villages concernés pour demander à qui appartient vraiment le champ. Ensuite, il convoqua les deux parties en litige à Yuwaru le 7 Novembre 1994 pour un procès.

RESOLUTION: AUTORITE SAISIE: Le chef d'arrondissement de Guidio en Juillet 1989. Le commandant de cercle de Yuwaru en Juin 1992. Le juge de 1^{er} instance de Yuwaru Août 1994./ DECISION: Voici la décision du chef d'arrondissement de Gidio qui a été rejetée en 1992 par le chef de village de Bamagaye Djome Koïta. Décision N°003/AGS portant attribution d'un champ de culture. Le chef d'arrondissement de Guidio. - Vu la constitution de la république du Mali. - Vu le décret N°203/PGRM du 8/11/77 déterminant les conditions de nomination et les attributions des chefs de circonscription administrative des chefs de village et de fraction nomade sur proposition du chef et conseiller de village décide:

Article 1er: Monsieur Oumarou Traoré, chef de village de Debere est autorisé à exploiter le champ de mil situé sur la zone limitrophe entre Bamagaye et Debere.
Article 2: La présente décision prend effet à compter de sa date de signature. Elle sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera. GUIDIO le 15/07/89. Le chef d'arrondissement Sekou Bah administrateur civil./ APPLICATION: Il y a pas eu de décision à appliquer.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

TRIPAY

Conflit n°: 212

VILLAGE: GOGOLAI

LEYDI: JAMALI DOOGO

Cercle: YUWARU

Arrondissement: DOOGO

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: Vers 1956

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Mare

OBJET: Revendication de mare de culture

PARTIES: Agriculteurs de Gogolai c/ Agriculteurs de Fettoje.

ETHNIES: Riimaay'be

ENJEUX: Les Riimaay'be de Gogolai ne voulaient pas que la mare rizicole soit commune à leur village et à Fettoje. Les Riimaay'be de Fettoje constatant que l'eau devient de plus rare dans leur domaine revendiquent la mare qui produit beaucoup de riz en lieu commun a eux et Gogolai.

FAITS:

Tripay est une rizière appartenant aux Riimaay'be de Gogolai et à ceux de Fettoje. Les Riimaay'be de Gogolai ont la partie basse et ceux de Fettoje la partie haute. Une mare se trouvant dans le domaine de Gogolai fut revendiquée par les Riimaay'be de Fettoje comme étant commune à leur village et à Gogolai. Ba Bore le chef de village de Gogolai refusa catégoriquement cette revendication, ce qui poussa le chef de village de Fettoje Bayarou Sow à se plaindre auprès de son ami Adura Cissé maître des terres. Celui-ci les convoqua tous deux à Wuro N'giya et donna raison au chef de village de Fettoje. Le chef de village de Gogolai n'étant pas d'accord avec les décisions du maître des terres alla se plaindre auprès du commandant de cercle de Kin-Maasina (un colon).

Après avoir compris le chef de village de Gogolai, le commandant de cercle convoqua le maître des terres, les chefs de Fettoje à Kin-Maasina. Après audition des trois responsables, le commandant de cercle leur demanda de retourner tous chez eux et d'attendre jusqu'à ce que des enquêteurs se rendent dans les dits-villages pour bien comprendre le problème. Après une longue attente sans que des enquêteurs ne viennent, le chef de village de Gogolai ordonna aux Riimaay'be de son village de commencer leurs activités dans la mare. Le chef de village de Fettoje ayant entendu cette décision, partit chez le commandant de cercle de Kin-Maasina pour se plaindre. Suite à cette plainte, le commandant de cercle convoqua les chefs de village de Gogolai et Fettoje et le maître des terres pour leur ordonner de ne pas utiliser la mare tant que le problème n'était pas résolu. A son retour au village, le chef de village de Gogolai n'arrêta pas ses travaux sur la mare et rien ne se passa jusqu'à la moisson du riz. Après la moisson du riz, ils furent tous convoqués chez le commandant de cercle de Kin-Maasina, qui ce jour-là fit sortir des dossiers. Ceux-ci précisait que le vrai possesseur de toute la rizière est Gogolai et ils expliquaient comment Fettoje avait eu la partie haute. Toute la plaine rizicole de Tripay appartient à Gogolai et la partie haute fut donnée à Fettoje par les parents des Riimaay'be de Gogolai, qui par suite de migration fondèrent le village de Saare Konai. Ils disaient aussi que la famille de Adura Cissé fut placée par Seku Amadu empereur du Maasina comme superviseur du domaine. Après lecture des dossiers, le commandant de cercle demanda aux trois parties de se présenter des excuses et rédigea une décision pour résolution finale du litige.

RESOLUTION: Conciliation survenue suite à la rencontre de Kin-Maasina organisée par le commandant de cercle où on a lu des dossiers prouvant que Tripay appartient à Gogolai ./ AUTORITE SAISIE: Le maître des terres Adura Cissé en 1956. Le commandant de cercle de Kin-Maasina (un colon) 1956./ DECISION: 1 - La mare se trouvant à Tripay est une propriété incontestable de Gogolai à qui appartient toute

cette rizière. 2 - Le maître des terres et Fettojée sont contraints de respecter ce que disent les dossiers. 3 - Gogolai respectera le don fait par ces ancêtres à Fettoje (la partie haute)./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

NAWURE-KARORY

Conflit n°: 213

VILLAGE: KANA

LEYDI: JALLUBE BURGU

Ref Objet: A

Cercle: TENENKU

ETAT du conflit: Passé

Arrondissement: TOGGERE KUMBE

ETAPES: 1939

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication d'une rizière par le jowro

PARTIES: Hamadi Tiamba Tambura c/ Jowro Galo Dicko

ETHNIES: Riimaay'be c/ Peul

ENJEUX: Le Jowro Gallo Dicko en voulant agrandir son pâturage voulut empêcher les cultivateurs de Kana d'utiliser le lieu qu'il supposa sa propriété. Le chef de village de Kana refusa la demande du Jowro, puisque la rizière lui revient en tant que chef.

FAITS:

Dans la plaine de Nawure-Karory se trouve une rizière et un pâturage bien délimités. La rizière est une possession du chef de village de Kana, Hamadi Mody Tambura et le pâturage appartient au Jowro de Wuro-N'giya Gallo Dicko. En 1939, le Jowro de Wuro N'giya défendit aux habitants de Kana de cultiver les champs se trouvant dans la rizière qu'il considérait comme étant à lui pour agrandir son pâturage. Mis au courant de la nouvelle, le chef de village de Kana Hamadi Mody Tambura dit à la population de continuer ses activités et se rendit à Ke-Maasina pour se plaindre auprès du commandant de cercle. Quelques jours plus tard, le commandant de cercle de Ke-Maasina convoqua les deux parties en litiges et demanda à chacune ses raisons.

Le Jowro Gallo Dicko: J'ai revendiqué la propriété de la rizière de Nawuré-Karory, parce que nous tenons ce droit de l'Ardo du Maasina et personne ne nous l'a contesté. Cette zone a été léguée à Kana à titre d'emprunt par arrangement. Aujourd'hui nous avons d'énormes troupeaux et nos pâturages ne nous suffisent pas. Je veux ces lieux pour agrandir mon pâturage.

Le chef de village de Kana Hamadi Mody Tambura: C'est Seku Amadu qui a destitué l'Ardo et divisa la zone en deux parties. Le commandement de la zone rizicole fut donné au chef de village, tous les cultivateurs nous reconnaissent la possession. Je ne conteste pas qu'il possède des pâturages, mais la rizière qu'il revendique. Après auditions des deux parties, le commandant de cercle fit sortir la carte de la zone bien délimitée: on voyait une partie pour le pâturage, une autre pour les champs de riz. De plus, il y avait des dossiers prouvant que la rizière appartient au chef de village de Kana et le pâturage au Jowro de Wuro N'giya. Suite à cela, il demanda aux deux parties le respect strict de ces dossiers et de se présenter des excuses. Ce fut alors la conciliation à l'amiable.

RESOLUTION: Conciliation à l'amiable survenue suite à la convocation des deux parties en litige par le commandant de cercle de Kin-Maasina. Celui-ci consulta les dossiers administratifs (dossiers coloniaux) en 1939./ AUTORITE SAISIE: Le commandant de cercle de Kin-Maasina un colon 1930 ./ DECISION: Après consultation des dossiers de l'administration coloniale le commandant de cercle de Kin-Maasina décide: Je vous invite (Monsieur Hamadi Mody Tambura et Jowro Gallo Dicko) au respect strict des dossiers de l'administration coloniale qui reconnaissent la zone rizicole possédée par le chef de village de Kana selon sa nomination, la zone des pâturages propriété du Jowro de Wuro N'giya selon sa nomination./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

KURMU JERA

Conflit n°: 214

VILLAGE: WURO N'GIYA

LEYDI: WURO N'GIYA

Cercle: YUWARU

Arrondissement: DOOGO

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1989

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication de champs.

PARTIES: Almamy Sura c/ Barka Samburu Tambura.

ETHNIES: Peul c/ Riimaay'be

ENJEUX: Barka Samburu Tambura ne voulait plus quitter ce champ prêté à ses parents. Almamy Sura pour se venger de Wuro N'giya avec qui il est en litige de pêcheurie voulait le renvoi pur et simple de Barka Samburu Tambura du champ prêté par ses parents aux parents de celui-ci.

FAITS:

Les parents de Almamy Sura avaient prêté un champ de riz (situé à Kurmu Jera) aux parents de Barka Samburu Tambura. Suite à un litige de pêcheurie qui a opposé les villages de Seri et de Wuro N'giya, Almamy Sura chef de village de Seri voulut lever l'emprunt. Barka Samburu Tambura refusa de satisfaire la demande de Almamy Sura.

Au moment des cultures, Barka qui voulait labourer ce champ en a été empêché par Almamy Sura qui amena un groupe de jeunes munis de bâtons sur le lieu pour renvoyer Barka Samburu Tambura. Les habitants de Wuro N'giya ayant vu le passage des jeunes de Seri en direction du lieu, avertirent la gendarmerie qui intervint et enjoignit les deux parties en conflit de rejoindre leur village. Almamy Sura insistant sur la levée de l'emprunt déposa une plainte auprès du chef d'arrondissement de Toggere Kumbe. Celui-ci à son tour organisa une réunion du 23 au 24 Mars 1989 à Toggere Kumbe à laquelle ont été conviés les deux parties en litige, le commandant de cercle de Tenenku et celui de Yuwaru ainsi que les responsables politiques et administratifs des cercles concernés pour une résolution finale. Après l'audition des deux parties en litige, les participants se sont employés à assainir l'atmosphère entre les deux parties et à les amener à une meilleure entente. L'objectif visé est de rétablir les bonnes relations qui existaient entre Wuro N'giya et Seri. A la lumière des débats et compte tenu des observations faites sur le terrain la conférence a convenu de laisser Barka Samburu Tambura cultiver le dit champ que sa famille exploite depuis 40 ans.

RESOLUTION: Conciliation fait suite à une rencontre organisée par le chef d'arrondissement de Toggere Kumbe du 23 au 24 Mars 1989 devant les deux parties en litige et les autorités administratives et politique des cercles de Tenenku et Yuwaru./
AUTORITE SAISIE: Le chef d'arrondissement de Toggere Kumbe en Mars 1989. Les commandants de cercle de Tenenku et Yuwaru en Mars 1989. Les autorités politiques et administratives de Tenenku et Yuwaru Mars 1989. / DECISION: A la lumière des débats et compte-tenu des observations faites sur le terrain, la conférence de conciliation a convenu de ce qui suit: le lieu (champ de riz) étant depuis 40 ans exploité par Barka Samburu Tambura (Wuro N'giya), elle invite Almamy Sura (Seri) à le restituer au bénéficiaire et recommande à ce dernier de se conformer aux rites et aux coutumes en usages. Fait à Toggere Kumbe le 24 Mars 1989./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

GURA-GIJO

Conflit n°: 215

VILLAGE: YUWARU

LEYDI: YALALBE

Cercle: YUWARU

Arrondissement: YUWARU

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1965

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication d'une rizière

PARTIES: Agriculteurs de GIDIO SAARE c/ Agriculteurs de GURA SAARE.

ETHNIES: Songhay

ENJEUX: Les agriculteurs de Gura Saare voulaient s'emparer de toute la rizière. Cela fut contesté par leurs homologues de Gidio Saare car la zone est commune aux deux groupes.

FAITS:

Une rizière, située dans la plaine Simaï est cultivée par des agriculteurs de Gidio Saare et de Gura Saare. Les périodes de sécheresse vont contraindre les deux villages à abandonner la rizière durant de nombreuses années. En 1965, les agriculteurs de Gura Saare ayant su que la pluviométrie serait bonne cultivèrent toute la rizière, ce contre quoi s'insurgèrent leurs homologues de Gidio Saare. Suite à cette protestation les agriculteurs de Gura Saare déclarèrent que toute la zone était à eux et continuèrent leurs activités. Ces déclarations poussèrent les agriculteurs de Gidio Saare à se plaindre auprès de leur chef d'arrondissement qui tenta, sans succès de faire venir les agriculteurs de Gura Saare à la raison. Suite à cet échec de conciliation, il amena l'affaire auprès du commandant de cercle de Mopti. Celui-ci vint plus tard à Simaï avec des agents de l'opération riz de Mopti et fit le partage de la rizière entre les deux groupes en litige qui étaient présents. La partie gauche fut donnée à Gidio Saare et la partie droite à Gura Saare (Mai 1965). Une bouche d'inondation se trouvant à l'est de la rizière délimite les deux espaces.

RESOLUTION: Le conflit est résolu suite à l'intervention du commandant de cercle de Mopti qui fait partager la rizière entre les deux parties en litige. Cette division a été faite en présence des deux parties en litige par les agents de l'opération riz de Mopti./

AUTORITE SAISIE: Le chef d'arrondissement. Le commandant de cercle de

Mopti./ DECISION: Oui émanant du commandant de cercle./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

DEGEDEGE

Conflit n°: 216

VILLAGE: DEGEDEGE

LEYDI: UURUUBE DUUDE

Cercle: MOPTI

Arrondissement: KORIENTZE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Actuel

ETAPES: 1994

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication d'une rizière

PARTIES: Agriculteurs de GIDIO-SAARE c/ Agriculteurs de DEGEDEGE.

ETHNIES: Songhay

ENJEUX: Les agriculteurs de Degedege revendiquent la possession d'une partie de la rizière traversant leur village. Cela est contesté par leurs homologues de Gidio Saare qui menacent de mort toute personne qui y mettra pied pour cultiver.

FAITS:

La bouche d'inondation se trouvant à l'est de la rizière délimite les deux possessions. La partie appartenant à Gidio Saare se prolonge au-delà du village de Degedege dans la plaine de Musoru. En 1994, les agriculteurs de Degedege ont revendiqué la propriété d'une partie de la rizière traversant leur village. Cette revendication fut contestée par leurs homologues de Gidio Saare qui menacèrent de mort tout agriculteur de Degedege qui y mettrait pied pour cultiver. Suite à cela, les agriculteurs de Degedege se sont plaints auprès du chef d'arrondissement de Korienze qui les a autorisés à y mener leurs activités.

Ayant appris cela, les agriculteurs de Gidio Saare se sont également plaints auprès de leur chef d'arrondissement, qui organisa sans tarder une rencontre avec son homologue de Korienze et les parties en litige. Cette rencontre devait faire accepter aux agriculteurs de Gidio Saare l'idée de céder la partie litigieuse à leurs homologues de Degedege, mais elle fut sans succès. Cet échec de conciliation poussa les deux chefs d'arrondissement à porter l'affaire auprès du commandant de cercle de Yuwaru qui la renvoya à Mopti chez le commandant de cercle. Celui-ci organisa plus tard une rencontre à Korienze où se sont retrouvés les deux chefs d'arrondissement et les parties en litige. Cette rencontre donna lieu à un procès-verbal et à une mise en défens de la partie litigieuse jusqu'au règlement définitif du litige.

RESOLUTION: Tentative de conciliation faite par les chefs d'arrondissement de Gidio Saare et de Korienze durant la rencontre de Degedege en 1994. Ceux-ci voulaient que les agriculteurs de Gidio Saare cèdent le lieu à leurs homologues de Degedege. Cette tentative de conciliation a été faite en présence des parties en litige./ AUTORITE SAISIE: Le chef d'arrondissement de Korienze en 1994. Le chef d'arrondissement Gidio Saare en 1994. Le commandant de cercle de Yuwaru en 1994. Le commandant de cercle de Mopti en 1994.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

KOLEL-SORI

Conflit n°: 217

VILLAGE: TIBITABA

LEYDI: JALLUBE BURGU

Cercle: TENENKU

Arrondissement: TOGGERE KUMBE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1965

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication de champs

PARTIES: Tiambal Bori Meminta c/ Timbu Kamanta

ETHNIES: Bozo

ENJEUX: Timbu Kamanta cherchait à accaparer 33 champs qu'il pensait appartenir à ses grands parents. Le chef de village de Tibitaba ayant hérité de ces champs rejeta les revendications de Timbu Kamanta.

FAITS:

Dans la rizière Kolel-Sori se trouvent trente-trois champs appartenant à la famille du chef de village de Tibitaba depuis des décennies. En 1965, Timbu Kamanta notable de Tibitaba revendiqua tous ces champs qu'il dit appartenir à ses grands parents. Surpris par la nouvelle, le chef de village de Tibitaba, Tiambal Bori Meminta convoqua un conseil des sages pour amener ce dernier à la raison. Ce conseil des sages convaincu que tous ces champs étaient à la famille du chef de village rejeta les revendications de Timbu Kamanta qui insista pour avoir raison malgré ses arguments mal-fondés. L'impossibilité de l'amener à la raison poussa le chef de village de Tibitaba à se plaindre auprès du chef d'arrondissement de Toggere Kumbe.

Ce dernier mena des enquêtes auprès des notables du village et des villages environnants et aboutit à la conclusion que la partie litigieuse revenait bien au chef de village de Tibitaba. Il convoqua un jour les deux parties en litige et leur fit le compte-rendu de ses enquêtes qui fut rejeté par Timbu Kamanta. Mécontent de ce refus, le chef d'arrdt vint quelques jours plus tard à Tibitaba et donna une décision à Tiambal Bori Meminta lui attribuant les 33 champs de riz, déclarant devant tout le village qu'il était prêt à répondre contre toute personne qui revendiquerait ces lieux, quel que soit le lieu où ce dernier se plaindrait. Depuis ce jour personne n'a revendiqué la possession de ces champs.

RESOLUTION: Une tentative de conciliation à l'amiable menée par le conseil des sages échoua. Le conflit s'est résolu suite aux enquêtes du chef d'arrondissement de Toggere Kumbe qui par une décision mit fin au litige./ AUTORITE SAISIE: Le conseil des sages du village de Tibitaba 1965. Le chef d'arrondissement de Toggere Kumbe en 1965/
DECISION: Oui, émane du chef d'arrondissement sur proposition des sages du village. Elle débouta Timbu Kamanta de sa plainte et attribua les 33 champs se trouvant dans la zone rizicole de Kolel-Sori au chef de village de Tibitaba./
APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

TEMPI-HÔ-N'DA

Conflit n°: 218

VILLAGE: KARAN

LEYDI: WURO N'GIYA

Cercle: YUWARU

Arrondissement: DOOGO

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Actuel

ETAPES: 1992

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication d'une plaine rizicole

PARTIES: Amadu Abduramane Simmbe c/ Hamza Cisse

ETHNIES: Bozo c/ Peul

ENJEUX: Le chef de village de Wuro N'giya veut prendre possession du domaine qu'il suppose appartenir à ses grands parents. Le chef de village de Karan ayant hérité ce domaine de ses grands parents ne veut le céder à personne.

FAITS:

Tempi-Hô-N'da est une plaine rizicole appartenant au chef de village de Karan nommé Amadou Abdouramane Simbé. Il l'a héritée de ses grands parents. En 1992, le chef de village de Wuro N'giya distribua cette plaine à sa population. Mis au courant de la nouvelle, le chef de village de Karan interdit l'utilisation du lieu par ces derniers.

Suite à cela, le chef de village de Wuro N'giya vint un jour avec une délégation à Karan chez le chef de village pour demander une faveur autorisant sa population à exploiter quelques parties de ce domaine. Le chef de village de Karan lui demanda de se rendre un lundi à Doogo pour qu'ensemble, ils partent chez le chef d'arrondissement pour faire un dossier prouvant l'emprunt. Ce lundi, le chef de village de Wuro N'giya ne fit pas le déplacement. Quelques jours plus tard le chef de village de Karan passa à Doogo où il trouva une plainte déposée par son homologue de Wuro N'giya auprès du chef d'arrondissement. Cette plainte réclamait la possession de cette rizière. Le chef de village de Karan demanda au chef d'arrdt de convoquer immédiatement son homologue de Wuro N'giya pour que ce dernier s'explique devant lui. Le chef d'arrdt lui demanda de patienter et convoqua dans les trois jours les deux chefs de villages. Ce jour là, le chef de Wuro N'giya ne vint pas au rendez-vous et le chef d'arrdt mécontent de ses comportements amena l'affaire à la justice de paix de Yuwaru. Celle-ci qui n'a pas réagi jusqu'à présent. Mais le lieu est toujours exploité par les deux villages.

RESOLUTION: AUTORITE SAISIE: Le chef d'arrondissement de Doogo en 1992. La justice de paix de Yuwaru 1992.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

KOMY

Conflit n°: 219

VILLAGE: AKKA

LEYDI: YALALBE

Ref Objet: A

Cercle: YUWARU

ETAT du conflit: Passé

Arrondissement: GIDIO

ETAPES: Vers 1954

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication de champs

PARTIES: Arma (qui veut dire arabe en Songhay) de AKKA c/ Arma de SAMBERI.

ETHNIES: Arabe

ENJEUX: Kulo Ture prétendait à un champ qu'il pensait appartenir à son grand père. Abuba Asumane Ture sachant que tout le domaine de Komy était à de son grand père refusa de le céder.

FAITS:

A Komy se trouve un champ de mil appartenant au chef de village d'Akka. Le chef de village de Samberi et cousin du chef de village d'Akka cherche à s'attribuer ce champ, ce contre quoi son cousin s'oppose.

A l'arrivée du chef de canton de Korombana à Akka, le chef de village d'Akka exposa le problème qu'il jugeait à l'avantage du chef de village de Samberi. Comme il n'était pas du même avis que le chef de canton, celui-ci l'enleva de son poste de chef de village et le remplaça par son cousin Mahamane Ture qui, lui, partageait son avis. Suite à cela la famille des chefs se divisa en deux tendances; une tendance pour le nouveau chef et l'autre pour l'ex-chef.

Quelque temps après la famille se réunit pour une conciliation qui se termina par une bagarre entre les villageois. Mis au courant de la bagarre, le chef de canton amena l'affaire chez le commandant de cercle de Mopti. Celui-ci convoqua les deux parties en litige et demanda à chacun ses arguments devant le chef de canton. Le chef de village de Samberi dit que ce champ lui revenait de droit puisqu'il l'avait hérité de son grand père. L'ex-chef de village d'Akka répondit que celui-ci et tous les autres champs situés à Komy lui appartiennent puisqu'ils étaient sous la possession de son grand père Abdalah Ture. Celui-ci avait dans le temps délégué le grand père de Kulo Ture à Samberi en tant que chef de village et percepteur des taxes auprès des familles exploitant ces champs de mil.

Après audition des deux parties en litige, le commandant de cercle leur demanda de repartir chez eux et de revenir la semaine suivante avec le tariik. Le jour de la convocation, ils arrivèrent chez le commandant de cercle, l'ex-chef d'Akka avait son tariik en main. Le commandant de cercle fit lire le tariik par un de ses proches. On apprit alors que toute la plaine de Komy appartenait au grand père de l'ex-chef d'Akka. Suite à la lecture du Tariik le commandant de cercle de Mopti demanda à ce que l'ex-chef d'Akka soit reconduit à son poste et fit faire une décision pour résolution finale.

RESOLUTION: Conciliation survenue suite au jugement de Monsieur le commandant de cercle de Mopti en se référant au tariik de Akka en présence des deux chefs du village de Akka et Samberi et du chef de canton./ AUTORITE SAISIE: chef de canton de Korombana en 1954. Le commandant de cercle de Mopti en 1954./ DECISION: Oui, elle émane du cdt de cercle: " Komy Sêno sont des champs de mil est une possession incontestable de Akka. Toute personne de la famille du chef de village de Samberi qui prétend à ce domaine s'exposera à des sanctions prévues par la réglementation en vigueur. Fait en 1954. En outre, le plaignant retrouve sa fonction de chef de village./ APPLICATION: Oui.

JALABA

Conflit n°: 220

VILLAGE: TOGGERE-SAARE

LEYDI: SOOSOUBE

Cercle: TENENKU

Arrondissement: SOOSOUBE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1991 - 1993

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication de champs

PARTIES: Hamtiale Konta c/ Julde Meminta

ETHNIES: Bozo

ENJEUX: Hamcale chercha suite à une mésentente à reprendre le champ qu'il avait prêté à Julde. Julde refusa de lui céder ce champ qu'il considérait comme commun à toute la population de Toggere-Saare.

FAITS:

A Jalaba se trouve un champ de riz que le propriétaire Hamcale Konta avait prêté à Julde Meminta. En 1991, suite à une mésentente qui les opposa, Hamcale voulut suspendre le prêt et demanda à Julde de ne plus utiliser ce champ. Julde refusa d'évacuer le champ en déclarant que ce lieu était commun à tous les agriculteurs de Toggere-Saare et il menaça de tuer Hamcale s'il y mettait pied.

Suite à cela, Hamcale se plaignit auprès du chef de village de Toggere-Saare qui avec ses conseillers tentèrent de les réconcilier en vain. Après ces échecs de conciliation, Hamcale se plaignit auprès du chef d'arrondissement de Soosoobe en 1993. Celui-ci mena des enquêtes au terme desquelles il voulut trancher l'affaire en faveur de Hamcale. Julde contesta ce point de vue. Cette contestation de Julde poussa le chef d'arrondissement à dresser un procès-verbal qu'il envoya au juge de Tenenku. Le juge rendit en Juillet 1994 un jugement reconnaissant la possession du lieu à Hamcale et demandant à Julde de le lui restituer.

RESOLUTION: Le conflit s'est résolu suite au procès fait par le juge de Tenenku en Juillet 1994 devant les deux personnes en litige et leurs témoins. / AUTORITE SAISIE: Le chef de village de Toggere-Saare en 1991. Le chef d'arrondissement de Soosoobe en 1993. Le juge de Tenenku en 1993. / DECISION: Oui, émanant du juge. / APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

Procès-verbal d'audition du 16-17 Juin et 12-13 septembre 1993.

Avons entendu: les nommés Hamcale Konta (plaignant) Julde Meminta (défenseur) et les témoins (le chef du village, ses conseillers, les exploitants voisins de la parcelle litigieuse, d'autres personnes)

Hamcale Konta, âgé environ de 40 ans, fils de feu Hamady Konta et de Fanta Konta, illettré, marié et père de 6 enfants, cultivateur domicilié à Toggere-Saare; se dit jamais condamné. Nous déclarer: J'avais prêté une parcelle de terre sise dans la plaine de Jalaba non loin du village de Toggere-Saare, au sieur Julde Meminta. A l'époque il y avait une entente entre nous, et par surcroît, il est un parent. Par la suite, Monsieur Julde a créé un sérieux problème dans mon ménage. Je lui ai alors demandé de me rendre ma parcelle. Il a catégoriquement refusé. Bien qu'il ait reconnu devant vous que la parcelle m'appartient, il a décidé de ne pas me la restituer. Plusieurs fois il a menacé de me tuer si je rejoignais la parcelle. Les responsables de Toggere-Saare ont tenté à plusieurs reprises de nous réconcilier, mais en vain. C'est la raison pour laquelle, une fois de plus. Je demande votre intervention afin de ramener Monsieur Julde à de meilleurs sentiments.

Julde Meminta: âgé environ de 49 ans, fils de feu Hammadi Meminta et de feu Fatumata Konta, illettré, marié et père de 5 enfants, cultivateur domicilié à Toggere-Saare, se dit condamné par la justice de Mopti vers 1967; pour coups et blessures sur la personne de Tine Jal du même village que lui. S.I.R.: (suite interrogatoire réponse) Je ne reconnais plus l'appartenance de la parcelle à Monsieur Hamcale. J'avais effectivement reconnu devant vous que c'est lui qui me l'a prêtée. Maintenant j'ai connu les vrais propriétaires. Hamcale n'est que l'exploitant coutumier. D'ailleurs la plupart des parcelles qui entourent celle en litige ont été octroyées aux occupants par la famille de Monsieur Hamcale. S.I.R.: Les vrais propriétaires sont Messieurs Kisso Cisse chef de village de Soosoobe et Aamadu By Cisse responsable politique du même village. A la suite de tiraillement entre Hamcale et moi, ils ont tranché d'autorité en m'attribuant la parcelle. Désormais je ne considérerai comme décision que leur volonté. Je ne prendrai en compte ni ce que le chef d'arrondissement me dira, moins encore les propos des responsables de mon village. Je demande au chef d'arrondissement de ne plus s'adresser à moi dans cette affaire, mais plutôt au chef de village de Soosoobe.

Nafande Traore, 55 ans, chef de village de Toggere-Saare. S.I.R.: Dès la naissance du conflit entre Hamcale et Julde, les conseillers, moi-même et plusieurs personnes du village avons tenté une solution à l'amiable. Toutes nos démarches furent vaines. Puisqu'il faut absolument trancher; la parcelle revient à Hamcale. D'ailleurs Julde l'a reconnu devant vous. Tout le monde sait que c'est le frère de Hamcale, Monsieur Maama Konta qui gère une grande partie de la plaine qui entoure la parcelle. C'est lui qui en a distribué la plupart des exploitants.

Ancumba Meminta: 43 ans, conseiller de village: S.I.R.: Que la parcelle appartienne à Hamcale ne fait pas de doute. Quand nous avons reçu votre lettre demandant de trancher le litige, nous avons tenté d'appliquer la coutume du village: elle s'explique comme suit: Julde est le dernier à exploiter la dite parcelle appartenant à Hamcale. Il y a eu des repousses de la dernière récolte du paddy de Julde. Hamcale doit laisser Julde en faire la récolte une année ou deux années. Ensuite Hamcale reprend son champ. Malheureusement, ce dernier était aller arracher ces repousses et Julde s'était opposé et le problème est reposé de nouveau. C'est cette période de flottement que le chef de Soosoobe et Amadu By Cisse ont mis à profit pour prendre position en faveur de Monsieur Julde, sous prétexte que la terre appartient aux Peul. Depuis lors Julde est devenu intraitable. Il s'était mis à la disposition du chef de Soosoobe et de Aamadu By Cisse. Il n'a jamais voulu rien comprendre.

Jam Traore, 53 ans, conseiller de village: la parcelle appartient à Hamcale.

Saba Guindo, 49 ans; Hamane Demba Bah, 49 ans; Maliki Dembele, 35 ans, tous conseillers de village appuient les déclarations du chef du village et des autres conseillers intervenants. Tous déplorent l'attitude de Julde Meminta.

Samba Dicko, âgé environ de 52 ans, fils de feu Hamady et de feu Welore Dicko, illettré, marié et père de 5 enfants, cultivateur domicilié à Soosoobe, se dit jamais condamné. S.I.R.: la parcelle avait toujours été exploitée par la famille de Hamcale. La parcelle que je travaille est voisine de celle qui est en litige.

Hamady Sow, âgé environ de 42 ans, fils de feu Thina Sow et de Nana Kelly; illettré, marié et père de 6 enfants, cultivateur domicilié à Soosoobe, se dit jamais condamné. Ma parcelle est voisine de celle en litige. C'est la propriété de Monsieur Hamcale Konta.

Abdulaye Bah, âgé environ de 35 ans, fils de Guuro Bah et de Feue Anna Bah, lettré en arabe, marié et père de 2 enfants, cultivateur domicilié à Toggere-Saare, se dit jamais condamné. S.I.R.: la parcelle que je travaille est voisine de celle en litige. C'est Maama le frère de Hamcale qui me l'a attribuée, il y a neuf ans. Un moment la parcelle litigieuse était en jachère. En suite j'ai vu Julde l'exploiter. Avant mon arrivée, je ne savais pas à qui appartenait la dite parcelle.

Mody Barke, âgé environ 65 ans, fils de Aly Bah et de Feue Gado Cisse, marié et père de 2 enfants cultivateur domicilié à Soosoobe, se dit jamais condamné. S.I.R.: Ma parcelle est voisine de celle en

litige, mais je ne sais pas à qui appartient celle en litige entre Hamcale et Julde.

Adama Aby Mody Cisse, âgé environ de 75 ans. S.I.R.: Marabout de mon état, je fais partie de l'une des grandes familles Peul du village de Soosoobe. Cela est très bien connu de tous puisque notre quartier Wuro-Toggore est le quartier fondateur du village de Soosoobe. Depuis le début de notre cohabitation avec le village de Toggere-Saare, c'est ma famille qui a donné la gestion de toute la zone de la parcelle litigieuse à la famille de Maama, grand frère de Hamcale. C'est une grande erreur que le chef de village de Soosoobe et Amadu By Cisse de s'opposer à la décision des responsables de Toggere-Saare. Que la parcelle revienne à Hamcale, il n'y a pas de confusion possible. Julde n'est qu'un intrus, qui avec la bénédiction des responsables véreux comme le chef de Soosoobe et Amadu Cisse, qui d'ailleurs est un parent, crée un trouble entre nous.

Nafandée Traore: Monsieur Julde Meminta doit remettre la parcelle à Hamcale en tout cas, telle est la position du village de Toggere-Saare. Déjà son entêtement a créé un malaise au sein de certaines familles du village. De par son comportement, il tente de créer la zizanie entre Soosoobe et nous, alors que nous avons toujours vécu dans l'harmonie et l'entente parfaite. Il sait pertinemment que des familles importantes ne le soutiennent pas à Soosoobe.

Hamcale Konta: Mon souhait est que l'affaire soit réglée au niveau de l'arrondissement.

Julde Meminta: Ma décision est irrévocable. Je ne reconnais plus la parcelle à Hamcale. Je demande que l'affaire soit portée au niveau de juge de Tenenku.

Conclusion: Il ressort de l'intervention de la plupart des intervenant que la parcelle revient à Hamcale. Il ne fait aucun doute que Monsieur Julde Meminta est manipulé par Kisso Cisse chef de village de Soosoobe et Monsieur Aamadu By Cisse spécialiste de la création de tel problème, uniquement pour satisfaire des intérêts inavoués et sordides. Cette attitude négative de Julde ne vise inutilement qu'à nuire à la cohabitation harmonieuse entre les paisibles populations de Toggere-Saare et de Soosoobe. Fait et clos à Soosoobe, les jours, mois et an que dessus. Le chef d'arrondissement Abu A. Maïga

M'BASOL-BANIKA

Conflit n°: 221

VILLAGE: YUWARU

LEYDI: YALALBE

Cercle: YUWARU

Arrondissement: YUWARU

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé resurgissant.

ETAPES: 1989 - 1994

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication de champs.

PARTIES: Amadu Kola Cisse c/ Samba Hamadi Bari

ETHNIES: Peul c/ Riimaay'be

ENJEUX: Amadu voulait reprendre le champ familial que son frère avait prêté au père de Samba. Samba se croyant aussi héritier du champ, refusait de le céder à quiconque.

FAITS:

M'basol-Banika est située à l'Est de Yuwaru. Cette rizière communément appelé Seno-Yuwaru fut distribuée par le chef Peul depuis la dynastie des Bari sous le règne de Seku Amadu empereur du Maasina. Un champ de riz appartenant à la famille d'Amadu Kola Cisse a été prêté dans le temps au père de Samba Hamadi Bari par le frère d'Amadu. En ce temps Amadu était parti pour les études coraniques ailleurs.

A son retour, Amadu demanda au père de Samba de lui rendre le champ. Cela révolta le frère d'Amadu qui décida de se séparer de toute la famille. Amadu découragé par la décision de son frère retourna à ses études coranique sans plus parler du champ. Quelques années plus tard, le frère d'Amadu mourut ainsi que le père de Samba. Amadu revint pour prendre la place de son frère dans la famille et décida de reprendre le champ avec Samba. C'est en tentant cela que Samba refusa en disant qu'il l'avait hérité de son père. Ils partirent tous deux voir le chef des Peul (du quartier Peul-Yuwaru) et ses conseillers pour trancher l'affaire. Durant cette tentative de médiation, l'entourage du chef se divisa en deux tendances: une tendance pour Amadu et une autre pour Samba. Le chef des Peul étant le mieux placé pour trancher, il décida de restituer le champ à Amadu, ce que Samba refusa catégoriquement. Le chef des Peul fit passer l'affaire chez le commandant de cercle et celui-ci donna raison à Amadu. Là non plus Samba ne fut pas d'accord. Le commandant et le juge firent emprisonner Samba et jugèrent l'affaire en faveur d'Amadu (jugement du 19/12/1991). Samba libéré quelque temps plus tard n'a plus parlé du champ.

En 1994 au début de la campagne agricole, Samba cultive et sème le même champ, en menaçant de tirer sur quiconque y mettra les pieds (il partait au champ avec son fusil). Le juge immédiatement saisi par le chef des Peul, fit appel à Samba, à qui il demanda la raison de son refus de céder le lieu à Amadu. Samba n'ayant pas d'argument a demandé pardon et pria Monsieur le juge de lui laisser récolter ce qu'il avait semé dans le champ. Le juge à son tour fit une convention qui est valable jusqu'à la fin des récoltes. N.B.: Le juge qui leur a fait signer la convention vient d'arriver à Yuwaru.

RESOLUTION: Tentative de conciliation en convoquant un conseil de sage chez le chef de village. La tentative s'est déroulée devant les deux personnes concernées, le chef de village, les conseillers du chef de village et certains notables de Yuwaru qui ont tour à tour expliqué les conditions de l'obtention du lien par chacun des deux disputants./

AUTORITE SAISIE: Le chef de village (maître des terres cultivables), le commandant de cercle, le tribunal de 1er instance./ DECISION: Jugement n°21 (RG19) de 19/12/91 du Tribunal de Paix de Yuwaru. Attendu que par requête datée du 17 Juin 1991, Amadu Kola Cisse saisissait le tribunal civil de céans aux fins d'obtenir de Samba Ammadi Bari la restitution de son champ de culture. Attendu qu'il

résulte du dossier que le champ litigieux situé sur la route de M'buri est limité à l'est par le champ de Muusa Hamadi à l'ouest par celui de Tiambal Sory; au nord par le champ de Amadu Kola Cisse demandeur au procès et au sud par une mare; que la parcelle de terrain en question a une superficie de 1,9121 hectares. Attendu que le demandeur soutient que le champ avait été prêté par son frère Mahamudu Almamy au sieur Ammadi Guru père de Samba Amadi Bari, qu'au décès de Mahamudu Almamy et de Ammadi Buru, le défendeur Samba Amadi Bari, invité à restituer le champ s'est contenté de le partager en deux parties gardant pour lui la partie sud située du côté de la mare et donnant la partie nord au demandeur. Attendu que Samba Amadi Bari a affirmé lors des débats que le chef de village de Guro Malik N'dure est le seul témoin de l'affaire et il fallait s'en tenir aux déclarations de celui-ci. Attendu pendant que ni Malik N'dure ni les autres témoins entendus n'ont confirmé au contraire que le terrain de culture litigieux est et demeure selon la coutume la propriété de Amadu Kola Cisse. Attendu que dans une lettre du 29 Mai 1990; le chef d'arrondissement central de Yuwaru invite Samba Amadu Bari à "abandonner" immédiatement la partie du champ qu'il exploite, le prolongement naturel du champ de Monsieur Amadu Kola Cisse. Attendu ainsi que les déclarations du demandeur sont fondées. Par ces motifs statuant publiquement contradictoirement en matière coutumière et en premier ressort: dit et juge que Amadu Kola Cisse est le seul détenteur de droit coutumier sur le champ et les dépens à la charge de Samba Ammadi Bari. En 1994 le juge fait signer à Amadu et Samba une convention, dans laquelle Samba paiera à Amadu chaque mois une somme de 20.000 F CFA. Ce paiement commence à partir de ce mois jusqu'à la récolte du riz. N.B.: Commencement du paiement: mois d'Août 1994./ APPLICATION: Affaire à suivre pour l'application de décision.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

SENO-KARMA

Conflit n°: 222

VILLAGE: KARMA

LEYDI: UURUUBE DUUDE

Cercle: YUWARU

Arrondissement: GIDIO

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication de champs par un maître de terre

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Actuel

ETAPES: 1992 - 1993 - 1994

PARTIES: Umaru Sonfo (maître des terres) c/ Samba Bilali Samake (chef de village)

ETHNIES: Songhay c/ Malinke

ENJEUX: Le maître des terres Umaru Sonfo s'est attribué ces champs car il suppose qu'ils appartaient à ses grands parents. Le chef de village de Karma conteste cela, puisque les champs appartiennent à sa famille que la famille de Umaru Sonfo a nommée maître des terres.

FAITS:

A Seno-Karma se trouvent des champs de mil appartenant au chef de village de Karma. Dans le temps, le chef de village de Karma nomma une famille du village (famille Sonfo) comme maître de ses terres. Ce maître des terres était chargé de distribuer des champs aux villageois sur autorisation du chef de village.

En 1990, le nouveau maître des terres Umaru Sonfo élimina le chef de village de Karma Samba Bilali Samake du partage des terres et le fit seul en déclarant qu'elles sont à lui car il les a héritées de ses grands parents. Cette procédure fut contestée en 1992 par le chef de village de Karma qui convoqua des conseils du village pour amener Umaru Sonfo à la raison sans succès. Ces conseils de village eurent lieu en 1992, 1993 et 1994. Suite à ces échecs de conciliation, le chef de village de Karma compte se plaindre dans les jours à venir auprès des autorités compétentes de Gidio.

RESOLUTION: Tentative de conciliation faite en 1992, 1993 et 1994 par le conseil du village de Karma en présence des deux parties en litige./ AUTORITE SAISIE: Le conseil de village de Karma en 1992, 1993 et 1994.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

ALLUNGEL

Conflit n°: 223

VILLAGE: YUWARU

LEYDI: YALALBE

Ref Objet: A

Cercle: YUWARU

ETAT du conflit: Passé

Arrondissement: YUWARU

ETAPES: 1936-1946

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication d'une plaine inondée entre deux villages

PARTIES: Village YUWARU c/ Village ENNGEM

ETHNIES: Peul c/ Bozo

ENJEUX: Yuwaru avait pour objectif de conserver ses terres et de les exploiter judicieusement. Enngem voulait s'accaparer la zone à des fins agricoles et piscicoles.

FAITS:

Le litige a commencé en 1939 quand Enngem labourait les terres inondées de la zone nommée Allungel. Cette zone est située sur le fleuve Niger au Nord de Yuwaru, à une distance de 7 kilomètres. Nous avons demandé à Enngem d'arrêter de cultiver dans la zone dans la mesure où nous considérons les terres d'ici comme appartenant à Yuwaru. Les Peul de Enngem ont refusé. Durant 6 mois Enngem s'est entêté et a refusé d'exploiter la zone avec nous. Craignant une usurpation de nos terres, nous avons saisi l'administration. Après de nombreuses enquêtes une convention a été établie par l'administration coloniale qui nous reconnaît la possession de la zone. La convention existe toujours. Elle reconnaît Yuwaru comme faisant partie du canton de Farimake.

RESOLUTION: Le chef de village de Yuwaru avait tenté une conciliation en 1939. AUTORITE SAISIE: L'administration coloniale et les chefs de village de Yuwaru et Enngem. DECISION: Soudan Française Cercle de Niafunke: Convention n°09 du 27 Février 1946 réglant définitivement le litige entre Enngem et Yuwaru au sujet de la rizière d'Allungel et le droit de pêche dans une certaine partie de l'Issa Ber: L'an mil neuf cent quarante six et le vingt sept Février, Nous EWST FSTEF Georges, com. de 2^{ème} classe des Services Civils des Colons, Adjoint au Commandant de Cercle de Niafunké, Président du Tribunal du 1^{er} degré, nous nous sommes rendus au lieu dit Allungel situé en face d'Enngem-Peul en vue de régler à titre définitif, le différend qui sépara les habitants du village d'Enngem Canton de Dirma et ceux de Yuwaru Canton de Farimaké.

Nous étions accompagnés de l'Interprète assermenté Nuhum Guro Bokum, du Cadi Général du Cercle de Niafunke, Guro Sidi Cissé, 1^{er} Assesseur auprès du Tribunal du 1^{er} degré de Niafunke et de Yaya Ture, Ecrivain-auxiliaire en service au cercle faisant fonction. Exposé du litige: Ce litige comprend deux parties différentes: 1°/ Chacun des villages en question revendique que le droit de propriété et le droit de cultiver la rizière qui s'étend de la partie dite Trou du Caïman "Ngayka Norwa" côté Yuwaru au marigot dit Worgol côté Enngem en face de ce village. 2°/ Le droit de pêche dans la zone située entre le marigot de Sébi côté Yuwaru et une dune de sable fixe située entre le village d'Enngem et le village de Bia d'autre part. Parties en présence: D'une part le Chef de Canton de Farimake Ali Audi De en personne, le chef de Yuwaru-Peul Abdulaye N'Dure, le chef de Yuwaru-Bozo (Ombolooré) Abdulaye Tiawo; d'autre part... le chef de Canton de Dirma Guro Cissé et son fondé de pouvoir, le chef d'Enghem-Peulh Hammadun Allaye B. chef d'Enngem-Bozo Balla Tabacaly Koita,.. étaient présents sur les lieux... Règlement du litige: Après

avoir entendu les dépositions faites par les deux parties en présence, la convention suivante a été agréée par tous. 1°/ La totalité de la rizière d'Allungel est attribuée au Canton de Farimake. 2°/ En vue de dédommager les habitants d'Enngem des décisions prises ci-dessus, nous leur reconnaissons une propriété de plein droit sur la zone de pêche située sur le cours d'Issa Ber...dans la zone comprise entre le marigot de Sebi et une...fixe située environ à mi-chemin entre le village de Enngem et le village de Bia, limite reconnue au préalable par les intéressés. Ce droit de propriété de pêche, ne fait que sanctionner un droit accordé par Seeku Amadou aux environs de 1854. Ce droit de propriété ne concerne que la pêche, mais la liberté de passage est maintenue. Cette convention annule la convention provisoire établie en date du 22 Janvier 1945 et toutes autres qui auraient pu être faites à notre insue. En outre cette convention ne pourrait en aucun cas être ni supprimée ni modifiée sans que l'accord... soit obtenu entre les parties présentes au règlement de la convention ci-dessus ou leurs successeurs sanctionnés par l'autorité administrative. D'un commun accord les différentes parties ont admis que cette solution était la solution la plus équitable pour les deux parties et lui ont reconnue une validité de 99 ans renouvelable tacitement. Toute dérogation à cette présente convention sera considérée comme une violation des limites d'une propriété privée et de ce fait le délinquant sera passible des Tribunaux. Cette convention a été établie en huit exemplaires rédigés en Français et en arabe. En cas de contestation entre le texte français et le texte arabe, le texte français primera. Fait à Niafunke les mois, jour et an que dessus pour servir et valoir ce que de droit". (signé: le greffier, l'interprète et le président. Vu: le Cdt de Cercle).

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

MINDI

Conflit n°: 224

VILLAGE: TANGU

LEYDI: UURUUBE DUUDE

Cercle: MOPTI

Arrondissement: KORIENTZE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé resurgissant

ETAPES: 1990 - 1991 - 1992 - 1994

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication de rizières

PARTIES: Agriculteurs de TANGU c/ agriculteurs d'INGIRI

ETHNIES: Bamanan

ENJEUX: Les agriculteurs de Tangu veulent retirer la partie qu'il avaient prêté à leurs homologues d'Inguiri suite à une mésentente. Les agriculteurs d'Inguiri insistèrent pour que la partie litigieuse reste en leur possession.

FAITS:

Mindi est une rizière possédée par des agriculteurs de Tangu qui dans le temps en avaient prêté une partie à leurs homologues du village d'Inguiri. Cette rizière est alimentée en eau par un chenal utilisé comme pêcherie par les deux villages mais appartient au village de Tangu.

En 1990 suite à une querelle qui opposa les deux villages à cause de la pêcherie, parce qu'ils se gênaient beaucoup, les agriculteurs de Tangu décidèrent de retirer la partie prêtée à leurs homologues d'Inguiri. Ceux-ci protestèrent en déclarant que cette partie était à eux. Suite à cela, en 1991 les agriculteurs de Tangu se plaignirent auprès du chef d'arrondissement de Korienze. Ayant appris cela, leurs homologues d'Inguiri se plaignirent aussi auprès du chef d'arrondissement de Sâ. Les deux chefs d'arrondissement constituèrent une délégation sur Tangu où ils convoquèrent les deux parties en litige. Ils tentèrent une conciliation à l'amiable qui échoua, puisque Tangu refusa de céder le lieu à Inguiri. Suite à cet échec les deux chefs d'arrondissement amenèrent l'affaire à la justice de paix de Yuwaru. Le juge dressa un procès en 1993 en reconnaissant la partie litigieuse possession des agriculteurs d'Inguiri. Ces décisions furent contestées par les agriculteurs de Tangu qui firent appel quelques jours plus tard et l'affaire fut conduite en 1994 devant la cour d'appel de Mopti. Cette cour n'a pas réagi pour le moment.

RESOLUTION: AUTORITE SAISIE: Le chef d'arrondissement de Korienze en 1991. Le chef d'arrondissement de Sâ en 1991. La justice de paix de Yuwaru 1992. La cour d'appel de Mopti 1994.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

KOWO

Conflit n°: 225

VILLAGE: JAFARABE

LEYDI: JAFARABE

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JAFARABE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Actuel

ETAPES: 1988-1991-1993

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Mare

OBJET: Revendication d'une parcelle de culture dans une mare

PARTIES: Famille Kuata c/ Famille Kone

ETHNIES: Bozo c/ Agriculteurs

ENJEUX: En réalité, la famille Kone ne cherchait pas à s'attribuer la zone en question. Elle a seulement protesté contre la manière de présenter le problème. Pour Bokary Kuata, les lieux lui appartiennent de droit, par conséquent, il n'a pas besoin de demander l'autorisation de les cultiver.

FAITS:

Kowo est une vaste dépression située sur la rive droite du Niger. A l'origine, la mare appartenait à trois grandes familles, les Kuata, les Konta de Songolema et les Konta de Gwa. A la décrue, les trois familles y pêchaient. Les deux premières familles pêchaient d'un côté, la troisième de l'autre. Il en fut ainsi pendant plusieurs années. En 1988, la famille Kone, demanda au plus âgé de la famille Kuata, Sumana Kuata, l'autorisation de cultiver "Kowo". Le vieux, après avoir réuni les membres de la famille, exposa le problème et précisa son intention d'accorder cette autorisation. L'autorité de l'aîné étant incontestable, tous acceptèrent sa décision. Il mourut en 1991. En 1993, devant la cherté de la vie et la charge familiale que subissait Bokary Kuata, neveu de ce même F. Sumana Kuata, il alla demander au successeur de ce dernier, l'obtention d'une parcelle dans la dépression Kowo pour y cultiver. Malheureusement celui-ci ne fut pas d'accord. Pour lui, ce serait revenir sur la décision de son aîné. Bokary Kuata fut profondément touché et bouleversé. Il alla lui-même toucher le chef de la famille Kone, pour lui signifier sa ferme intention de récupérer une parcelle cultivable. Surprise de la fermeté de la décision de Bokary, la famille Kone, en conseil, décida de lui opposer une résistance. Bokary comprit que les Kone, occupants actuels, avaient la prétention de le chasser d'un lieu qui lui vient de son père et de son grand-père. Quand arriva le moment du labour, Bokary alla limiter une parcelle selon sa convenance en bravant les menaces. Compte tenu de la détermination du Bozo, le chef d'arrondissement fut saisi. Ce dernier conseilla à Mamany Kone de trouver un terrain d'entente avec son adversaire. Certains notables, tels que Moryéré Kuata, Bakoroba Tapo durent intervenir. Une parcelle fut octroyée à Bokary et les deux antagonistes cohabitent désormais depuis un an. La situation pourrait exploser un jour si l'un d'entre eux en demandait un peu plus.

RESOLUTION: Il eut une première tentative de conciliation à l'initiative de l'aîné de la famille Kuata, qui expliqua à son neveu dans quelles conditions son frère aîné F. Sumana Kuata leur avait donné les lieux./ AUTORITE SAISIE. Chef d'Arrondissement./ DECISION: Un arrangement fut trouvé./ APPLICATION DE LA DECISION : affaire à suivre.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

SENO-MONGO 2

Conflit n°: **226**

VILLAGE: GOMNI

LEYDI: UURUUBE DUUDE

Cercle: YUWARU

Arrondissement: GIDIO

Ref Objet: **A**

ETAT du conflit: **Passé**

ETAPES: **1990**

RESSOURCE: **Terre**

ECOTOPE: **Champs**

OBJET: **Revendication de champs**

PARTIES: **Almudu Allaye Sonfo c/ Seku Sonfo**

ETHNIES: **Songhay**

ENJEUX: **Le chef de village de Gomni voulait que les champs de mil soient une possession commune à lui et au maître des terres, cette revendication fut contestée par le maître des terres.**

FAITS:

Seno-Mongo est une propriété de Seku Sonfo maître des terres de Gomni. Sa famille possède ce lieu depuis des décennies et y distribue des champs de mil aux cultivateurs.

Seku Sonfo donna un jour un champ à Amadu Dawu du village de Wuro qui l'abandonna plus tard. Suite à cet abandon, le chef de village de Gomni, Almudu Allaye Sonfo voulu s'emparer du champ en 1990. Cette initiative fut contestée par Seku Sonfo qui attribua le champ à Sirifi Sonfo. Almudu Allaye Sonfo n'étant pas d'accord avec cela, déclara que ces champs se trouvant à Seno-Mongo n'appartiennent pas à Seku Sonfo seul, mais qu'ils lui appartiennent aussi, en tant que chef de village ainsi qu'à Seeku Sonfo, en tant que maître des terres.

Après ces déclarations, il se rendit un jour sur le lieu où Sirifi Sonfo et ses enfants le menacèrent. Suite à ces menaces, il se plaignit auprès du chef d'arrondissement de Gidio. Celui-ci fit des enquêtes et le débouta par la suite de sa plainte en le menaçant d'être emprisonné s'il prétendait encore usurper des terres. Cette décision fut orale. Plus tard, les villageois de Gomni parvinrent à les concilier suite à un conseil de village qui reconnut que les terres étaient sous la possession de Seku Sonfo.

RESOLUTION: Conciliation à l'amiable après le rejet de la plainte de Almudu Allaye Sonfo par le chef d'arrondissement de Gidio. Cette conciliation a été effectuée lors d'un conseil de village où les deux parties en litige taient présentes./ AUTORITE SAISIE: Le chef d'arrondissement de Gidio en 1990. / DECISION: Les champs ont été reconnus comme possession du maître des terres Seku Sonfo./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

JABE-KAYA

Conflit n°: 227

VILLAGE: KAYA

LEYDI: KOMONGALLU

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JONDORI

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1989

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication de champs

PARTIES: Komongallu (Amadu En Bâ Aïssa Jallo) c/ Komongallu (agriculteurs de KAYA)

ETHNIES: Peul c/ Bozo & Riimaay'be

ENJEUX: Les agriculteurs de Kaya réclamèrent leurs anciens champs transformés en hariima pour y mener leurs activités. Le jowro de Kaya sachant que ce hariima était très utile pour ses animaux refusa d'évacuer le lieu.

FAITS:

A Jabe-Kaya (le tamarinier de Kaya) se trouvent une rizière et une bourgoutière. La rizière est exploitée par les agriculteurs de Kaya et la bourgoutière par le jowro de Kaya. La sécheresse a contraint les agriculteurs de Kaya à abandonner certains de leurs champs. Ces champs ont été par la suite transformés en hariima par le jowro de Kaya.

En 1989, les agriculteurs sont revenus reprendre leurs anciens champs. Le jowro ayant appris cela, a déclaré que la restriction de l'aire du hariima mettrait ses vaches laitières dans l'impossibilité de vivre. Suite à ce refus d'évacuer du lieu, le chef de village de Kaya s'est plaint auprès du commandant de cercle de Tenenku. Celui-ci prit comme médiateur Usmane Traore un vétérinaire de Tenenku.

Le médiateur convaincu des arguments du jowro se rendit quelques jours plus tard sur le lieu litigieux où il planta des bornes des quatre côtés du hariima. Avant de planter ces bornes, il avait convaincu le chef de village de Paka d'accepter cet effort. Ce maintien du hariima favorisa la division du domaine en deux parties avec l'accord de toutes les parties. Ce partage a été fait comme suit: du Toggere (petite forêt) de Jabe-Kaya en allant vers l'Est jusqu'au hariima de Kaï-N'bana comme domaine bourgoutière du jowro. N.B.: Le nouveau hariima de Jabe-Kaya se trouve entre le Toggere de Jabe-Kaya et le hariima Kaï-N'bana. Du Toggere de Jabe-Kaya en allant vers l'ouest jusqu'au Toggere-Ganderi comme rizière pour les agriculteurs.

RESOLUTION: Le conflit s'est résolu suite à l'intervention de l'agent du service de l'élevage de Tenenku qui maintint le hariima avec l'accord des agriculteurs de Kaya en 1989./

AUTORITE SAISIE: Le commandant de cercle de Tenenku en 1989. L'agent du

service de l'élevage de Tenenku Usmane Traore en 1989./DECISION: Le hariima de Jabe-Kaya (4 bornes de limite le hariima de Jabe-Kaya) sera maintenu par l'accord des deux parties en litige. Le domaine de Jabe-Kaya est divisé comme suit: Du Toggere Jabe-Kaya en allant vers l'est jusqu'au hariima Kaï-N'bana pour le jowro Aamadu En Bâ Aïssa Jallo du Toggere Jabe-Kaya en allant vers l'ouest jusqu'au Toggere-Ganderi pour les agriculteurs de Kaya./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

BIRAMA

Conflit n°: 228

VILLAGE: JONDORI

LEYDI: KOMONGALLU

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JONDORI

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1990

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication d'une rizière

PARTIES: Bareyma Guuro Tambura c/ Seydu Tiulinta

ETHNIES: Riimaay'be c/ Bozo

ENJEUX: Le chef de village voulut occuper toute la rizière qu'il croyait appartenir à ses grands parents. Le chef de village de Jonjori surpris par ces réclamations, décida desuspendre le prêt accordé aux grands parents du chef de village de Paka.

FAITS:

Nawre Birama est une rizière du chef de village de Jonjori qui en a hérité de ses grands parents. Cette rizière est aussi exploitée par les agriculteurs de Paka sur une faveur accordée par ses grands parents. En 1990, le chef de village de Paka, Seydu Tiulinta, réclama toute la rizière qu'il déclara appartenir à ses grands parents. Mécontent de ces réclamations, le chef de village de Jonjori Bareyma décida de suspendre le prêt en interdisant aux agriculteurs d'y aller. Le chef de village de Paka, après avoir consulté son tariik ainsi que certains notables des villages environnants trouva que le lieu n'a jamais appartenu à ses grands parents et que le droit d'usage de ce lieu avait été accordé à ses grands parents par arrangement.

Suite à cela, il se rendit un jour avec sa délégation à Jonjori pour demander pardon au chef de village à qui il demanda que l'ancienne faveur soit appliquée. Ce jour, le chef de village de Jonjori convoqua un conseil de village qui accepta le pardon et la faveur demandée. Ce même jour, les deux parties se rendirent sur le lieu et le chef de village de Jonjori creusa un grand trou à un endroit du domaine pour délimiter les champs prêtés. La partie ouest du trou fut ainsi cédée aux agriculteurs de Paka à titre d'emprunt. Cette affaire s'acheva par une conciliation à l'amiable.

RESOLUTION: Conciliation à l'amiable survenue suite à l'arrivée du chef de village de Paka avec une forte délégation à Jonjori pour demander pardon au chef de ce village./ AUTORITE SAISIE: Le conseil de village de Jonjori 1990./ DECISION: Le lieu est reconnu par tous les parties comme possession du chef de village de Jonjori. Le droit d'usage à titre d'emprunt est reconnu au chef de village de Paka (la partie ouest du trou)./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

THIAKOYE-N'DONGUILA

Conflit n°: 229

VILLAGE: JUGI-MONNDE

LEYDI: KOMONGALLU

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JONDORI

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: Vers 1951

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication de champs

PARTIES: Komongallu (agriculteurs de JUGI-MONNDE) c/ Kumbanissa (agriculteurs de NIASO)

ETHNIES: Agriculteurs

ENJEUX: Les agriculteurs de Niasso voulaient s'attribuer les champs communs en déclarant que ceux-ci étaient le prolongement de leurs champs. A la suite de ces déclarations, les agriculteurs de Jugi-monnde décidèrent eux aussi d'occuper tous ces champs communs.

FAITS:

Thiakoye-N'dongila est une rizière possédée par les agriculteurs de deux villages qui sont Niasso et Jugi-monnde. Les deux rizières sont délimitées par quelques champs communs aux deux villages. Vers 1951, le chef de village de Niasso Allaye Ambu Tambura et ses agriculteurs occupèrent tous les champs communs en déclarant que cette partie constituait le prolongement de leur possession. Le chef de village de Jugi-monnde Amadu Fulande Tambura et ses agriculteurs n'étant pas d'accord décidèrent de riposter en occupant ces champs de force. Un jour, les agriculteurs de Jugi-monnde se rendirent sur les lieux et voulurent occuper ces champs, ils furent immédiatement empêchés par leurs homologues de Niasso qui les menacèrent avec des bâtons. Cette confrontation allait dégénérer en bagarre quand elle fut interrompue par le chef de village de Jugi-monnde. Celui-ci se plaignit deux jours plus tard auprès de Amiru Maasina Tahiru Cissé [chef traditionnel d'une partie de Maasina composée des villages de Wuro Mayo Ardo, Wuro Mayo Togge, Jonjori, Tienel, Bukary, Saaré Matiala, Assi, Kinta Fulbé, Kinta Sebé, Kaya, Dundewal, Paka, Jugi-monnde, Muraye, Sabaré, Kumbitera, Guelijé, N'gudiri, Saaré Gunowol, Tugordé, Kamaka Deberé, Kamaka Sebé, Niassa, Kuliya, Kumbé, Muta, Tina, Walo].

Amiru Maasina se rendit quelques jours plus tard sur le lieu avec sa délégation où il convoqua les deux parties. Ce jour, il voulut diviser ces champs communs en deux parties égales mais le partage fut refusé par le chef de village du Jugi-monnde qui demanda à ce que ces champs restent comme ils étaient. Ce refus poussa Amiru Maasina à toucher le commandant de cercle de Ke-Maasina qui se rendit le lendemain sur le terrain. Il convoqua à son tour les deux parties en litiges ainsi que Amiru Maasina. Quand tous ceux-ci se présentèrent, le commandant de cercle de Ke-Maasina montra un rônier se trouvant à peu près au beau milieu du domaine comme délimitation des deux possessions. La partie Est fut attribuée aux agriculteurs de Niasso et l'ouest aux agriculteurs de Jugi-monnde. Il rédigea par la suite une décision qu'il remit au chef de chaque groupe. Ce partage fut accepté par toutes les parties.

RESOLUTION: AUTORITE SAISIE: Amiru Maasina Tahiru Cissé vers 1951. Le commandant de cercle de Ke-Maasina vers 1951./ DECISION: Le rônier se trouvant à peu près au milieu de la rizière Thiakoye-N'dongila a été choisi comme séparation entre la partie attribuée aux agriculteurs de Niasso et celle octroyée à Jugi-monnde. La partie Est est attribuée aux agriculteurs de Niasso et la partie ouest aux agriculteurs de Jugi-monnde./ APPLICATION: Oui.

USU BURA

Conflit n°: 230

VILLAGE: JALLUBE

LEYDI: JALLUBE BURGU

Cercle: MOPTI

Arrondissement: JALLUBE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1981

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication de champs.

PARTIES: Usu Bura Bokum né vers 1945, éleveur domicilié à JALLUBE c/ Nuhum Samba Jal né vers

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Les objectifs de Nuhum Samba Jal étaient de continuer de cultiver le champ de son père. Or auparavant son père avait été en discussion avec le père de Uussu Bura à propos de ce champ. Le litige n'étant pas réglé, il avait cultivé le champ pendant 9 ans. Usu Bura Bokum souhaite cultiver le champ appartenant à son père Bura Bokum. Il a repris le champ et il le cultive.

FAITS:

PROCES VERBAL DE REGLEMENT DE LITIGE DE CHAMPS N°15/AD, DU 3 JUILLET 1981
A JALLUBE:

Usu Bura Bokum fils de feu Bura Abba et de Ballo Bokum, né vers 1945, éleveur domicilié de Jallube: "Mon champ est limitrophe de celui de Musa Beydary, ancien captif de Nuhum Samba, décédé en laissant les champs en jachère. La famille de Nuhum Samba a hérité du champ. Lorsque N'jolo vint leur demander un champ, Samba Amadu père de Nuhum Samba est allé avec lui dans la plaine et lui a montré leur champ. N'jolo a trouvé que c'était trop petit pour deux personnes et a demandé la plaine non cultivée d'en face. Arsike leur a répondu que c'était le champ de Bura Abba. Samba Amadu a répliqué en disant d'attendre que Bura Abba vienne réclamer son champ. Mon père m'envoya chez Arsike pour qu'il me présente notre champ. Arsike m'a conduit sur le lieu et me l'a présenté mais j'ai constaté qu'une parcelle avait déjà été labourée. Arsike m'a également dit que Samba Amadu l'avait donnée à un autre qui l'a cultivée. Je suis allé avec Hamadu chez Samba Amadu lui demander pourquoi il avait pris mon champ pour le donner à un autre. Il répondit qu'il ne savait pas sinon il ne l'aurait pas touché et il dit qu'il me remettrait mon champ. Puis il est venu voir mon père et lui a demandé de lui laisser la parcelle déjà labourée pour cette année en s'engageant à tout laisser l'année suivante. L'année suivante, comme convenu, mon père m'envoya chez Samba Amadu pour qu'il nous restitue notre champ. J'y étais encore avec Hamadu, mais Samba Amadu refusa de nous restituer notre champ. J'allai faire le compte rendu à mon père qui délégua Hansalla pour aller voir le vieux Samba Amadu. Cependant, il lui refusa à lui aussi. Mon père dit par conséquent qu'il allait passer devant l'autorité administrative. Je suis retourné voir le vieux Samba et lui ai dit que, d'accord ou pas, j'étais prêt à reprendre mon champ. Il me l'a alors laissé pendant trois ans puis il est décédé et nous avons cultivé notre champ.

Après son fils est venu déclarer qu'il n'était pas d'accord avec mon oncle Hansalla et mon frère Hansalla Bura. Mon frère lui a dit que s'il y tenait, il pouvait amener ses témoins. Nous nous sommes rencontrés chez Samba Hamajan. J'ai présenté Arsike comme témoin et Nuhum Samba a présenté Samba Hamajan et Beydi Tangara, Amadu Hansamba. Teinan et Hamadi Niorgo furent appelés pour assister à la discussion.

Teinan demanda au vieux Arsike en tant que doyen d'âge de dire la vérité sur le litige de champ qui nous opposait. Arsike confirma que le champ en question appartenait à Bura Abba et il dit qu'il avait l'habitude d'y cultiver et de récolter pour Bura Abba. Samba Hamajan désigné comme témoin par

Nuhum Samba affirma que le champ appartenait à Bura Abba. Quant à Beydi Tangara, il déclara ne rien savoir sur ce champ. Teinan dit alors à Nuhum Samba qu'il n'avait pas raison car tous les témoins étaient en sa défaveur. Nuhum n'accepta pas et porta plainte chez le chef de village. Pendant 4 jours Nuhum ne s'est pas présenté après nous avoir convoqués. Quand j'ai demandé au chef il m'a répondu que Nuhum était passé chez lui et que sur les conseils de ses parents il voulait renoncer au champ. Toute fois il me recommanda de passer chez Nuhum pour connaître la suite. Je me suis rendu chez lui et il m'a dit que tous ses parents lui ont dit que le champ ne lui appartient pas et qu'il ne veut plus de jugement. Ensuite il me demanda si possible une parcelle du champ. Il me congédia en me disant de repasser le lendemain pour entendre ses dernières paroles. Le lendemain avec Yero Hamadi son oncle je me suis rendu chez lui et il m'a déclaré qu'il ne voulait plus laisser le champ. Son oncle lui dit de laisser mais il refuse. Je suis allé faire le compte rendu au chef du village et je lui ai dit que je portais maintenant l'affaire devant le chef d'arrondissement.

S.I.R. Nous avons cultivé le champ et lorsque le terrain s'est épuisé avec tout le reste du village nous avons abandonné le secteur en jachère. S.I.R. Il y a huit ans environ que les gens ont commencé à cultiver dans le secteur. Depuis que le problème s'est posé personne n'a cultivé le champ jusqu'à l'année dernière". C'est tout ce que j'ai à dire. Lecture faite persiste dans ses déclarations. Nuhum Samba Jal, fils de feu Samba Jal et de Fatuma Jal, né vers 1931, éleveur domicilié à Jallube qui dépose "Il y a trois ans que le champ a été cultivé puis abandonné. Les gens ont commencé à cultiver dans le secteur il y a environ neuf ans. J'ai vécu avec mon père et je connais ce qui lui appartient. Si mon père leur avait restitué le champ, je serais au courant. Mon père et son père avaient discuté sur ce champ, si c'était pour son père, il leur aurait restitué leur champ. Je prends tout Jallube en témoin car ils savent que nous avons l'habitude de cultiver dans ce champ et si ce n'est pas cette année nous l'avons toujours cultivé. Beydi a dit qu'il ne sait même pas si Bura Abba a un champ dans le Pondory (plaine). Je suis effectivement allé voir son oncle Hansalla et son frère Hansalla Bura parce que je n'aime pas les histoires. Tous les gens que j'ai pris à témoins, une fois en réunion disent une autre version de ce qu'ils m'ont déclaré. C'est ce que Samba Hamajan que j'ai chargé de voir la situation des champs après moi a fait. Ils avaient confirmé que leur champ et le mien sont limitrophes mais une fois en réunion ils ont tout nié. Même si le champ leur appartient Usu devait m'aviser avant de le reprendre. Il ne l'a pas fait et il est parti tout simplement le cultiver. C'est parce que je n'ai rien et je n'ai pas de support. S.I.R.: Mon oncle Yero ne m'a jamais dit de laisser le champ. Il n'a absolument rien dit lorsqu'ils sont venus chez moi. S.I.R.: J'ai été voir Pate pour lui demander s'il est revenu dire qu'il le connaît parce qu'il appartient à feu Musa Beydary. Il a aussi dit que rien ne le lie avec le champ de Bura Abba. Quand j'ai demandé à Pate de venir témoigner il a refusé, je l'ai prié et demandé l'intervention de son grand fils. Ensuite Usu Bura est venu voir le vieux Pate, ils en ont parlé le champ de Usu. J'ai dit à Usu que cela n'est pas normal parce que c'est moi qui ai pris Pate en témoin et par conséquent nous devons nous rendre ensemble sur les lieux. S.I.R.: Pate m'a trahi il y a environ six jours que j'ai été le voir et c'est aujourd'hui que Usu l'a vu. Pate Jal: Fils de feu Hambaba Jal et de Pendu Landure, environ 74 ans, cultivateur domicilié à Gobé, témoin présenté par Nuhum Samba. Il a déclaré: « Afo Barke, Jamory, Belko Sidi, Nuhum Nolagan, Tussy, Faraka, Arsike, Seriba, Bemba, Musa Beydary, Bura Abba, sont les premiers à cultiver dans la plaine, Bura Abba a demandé à feu Yeyandé Baboye de venir désherber son champ. Il avait pris vers l'est et Musa Beydary vers l'ouest et chacun progressait vers l'autre. Pendant 4 ans j'ai cultivé le champ de Bura Abba. Malheureusement tous mes témoins sont morts aujourd'hui. Dieu seul est mon témoin. L'autre jour Nuhum est venu me demander si je connaissais leur champ qui se trouve vers Tiaïdé. Je lui ai répondu que je ne connaissais pas le champ de son père de ce côté. Après son départ mon fils m'a fait savoir qu'il s'agit du champ de Musa Beydary qui fait limite avec celui de Bura Abba que j'ai l'habitude de labourer. J'ai répondu que les deux champs ne sont pas du même lieu. Chacun a pris dans le sens opposé et ils devaient se rencontrer quand ils ont trouvé que le terrain est épuisé et ils ont abandonné. Hier soir Nuhum est venu me dire qu'il m'a cité comme témoin, je lui ai répondu que demain matin je me rendrai dans la plaine pour voir les champs, je ne l'invite pas ni le fils de Bura Abba. Ce matin alors que je me préparais pour aller au champ, Usu est venu me voir et il m'a dit que Nuhum Samba m'a pris comme témoin. Je lui ai dit d'aller aviser les notables du village et le chef d'arrondissement que je veux me rendre sur place pour voir si les champs se sont mélangés. Au départ de Usu je me suis rendu dans les champs et j'ai trouvé que les limites s'étaient rapprochées. J'ai demandé qui avait cultivé la parcelle du milieu, un enfant qui cultivait à côté

et que je ne connais pas m'a répondu que c'est Nuhum Samba qui l'a donné à Mamadi. C'est en ce moment que j'ai appelé Nuhum qui était venu au champ et je lui ai montré le champ de Musa Beydary avec ses limites et je l'ai prié à cause de Dieu de laisser les histoires. Je lui ai dit que s'il a donné cette parcelle à N'jolo, ce n'est pas à lui, c'est le champ de Bura Abba. Usu est venu avec Amnu, Body Baba et Hamadi Bella sur le champ, et en leur présence j'ai demandé à Nuhum Samba de laisser le champ de Bura Abba. J'ai déclaré être prêt à montrer au chef d'arrondissement les limites des différents champs. Usu m'a répondu que tout ce qui n'est pas pour son père il ne le cherche pas. Nuhum a répliqué qu'il ne laissera pas jusqu'à ce que l'affaire dépasse l'arrondissement. S.I.R.: Si j'ai dit que je ne connais pas le champ du père de Nuhum c'est parce que les Peul n'avaient pas de champ avant. Ceux-ci ont hérité de leur ancien captif Musa Beydary. S.I.R.: La parcelle non cultivée entre les deux champs existe et j'ai dit à Usu aussi la parcelle supplémentaire qu'il a cultivée. C'est tout ce que j'ai à dire. Lecture et traduction faites, persiste dans ses déclarations. Matchi Tambura, Fils de feu Demmba Tambura et feu Cumba Sow, environ 67 ans cultivateur domicilié à Jallube qui dépose: "C'est moi actuellement le chef des champs. De Pondory jusqu'au Lac Debo c'est mon père qui distribuait les champs et après lui c'est moi. Le père de l'actuel chef de village nous avait envoyé une commission selon laquelle si un Peul se présentait pour la distribution des champs il fallait lui en donner aussi. Il avait fixé une date et donne une pirogue pour que mon père se rende dans la plaine et donner de bons terrains aux notables. Tout le monde est descendu dans la plaine et c'est ce jour qu'on a donné un champ à Bura Abba aussi. Le lendemain je me suis rendu sur place et j'ai vu ce champ de Bura Abba. S.I.R.: Je peux bien présenter les limites du champ de Bura Abba maintenant. S.I.R.: Je ne sais pas s'il a l'habitude de le prêter à une autre personne c'est tout ce que j'ai à dire. Lecture et traduction faites, persiste dans ses déclarations. Arsike Korobara: Fils de Bessema Korobara et de Fatuma N'dure, né vers 1931 cultivateur domicilié à Jallube qui dépose: "Ce que je sais c'est que Tangara et Beydary Musa étaient les premiers occupants des champs. Le champ de Musa Beydary fait face à une petite élévation de terre. Samba Hamajan est venu le prendre devant eux. Devant leur champ, existait un petit espace vide et chacun d'eux progresse vers cet espace inoccupé. Je connais le champ de Musa Beydary, Tangara et Hamajan. Au décès de Tangara et de Musa Beydary leurs anciens maîtres respectivement Amadu Nuhum Samba et Nuhum Samba ont hérité les champs. Le terrain vide existe toujours. On a abandonné pendant quelques années le secteur puis chacun a repris son champ. Amadu Nuhum Samba a progressé jusqu'à ce qu'il atteigne le champ de Nuhum Samba. Quand N'jolo est venu demandé un champ à Nuhum Samba, ce dernier lui a donné la parcelle vide. N'jolo a cultivé toute la parcelle donnée jusqu'au niveau de Tangara et eux-deux ont cultivé le reste du terrain inoccupé. S.I.R.: Je n'ai jamais appris que Bura Abba avait un champ dans les environ. Mon propre champ est loin de ceux-ci. C'est tout ce que j'ai à dire. Lecture faite persiste dans ses déclarations. Arsike Kulibali, Fils de feu Beydary et de feu Moiré Jal, environ 67 ans cultivateur domicilié à Jallube qui dépose: "Le champ en question j'y ai cultivé et récolté à plusieurs reprises. Il appartient à feu Bura Abba. Lorsque les gens ont laissé le secteur, lui aussi il a abandonné; au moment où je cultivais le champ, Usu était enfant. Lorsqu'il a grandi il a demandé à voir leur champ et je lui ai montré. S.I.R.: C'est Demba Sow qui a attribué le champ à Bura Abba. J'étais jeune à l'époque. S.I.R.: Lors de la reprise des champs, Bura Abba m'a demandé d'aller montrer son champ à son fils Usu Bura et je l'ai fait. Mais Usu Bura n'y a pas cultivé". C'est tout ce que j'ai à dire. Beydi Tangara, Fils de feu Tagar Beydi Jollo et de Kaye Tarawore, environ 50 ans cultivateur domicilié à Jallube qui dépose: "Je ne connais pas le champ de Bura Abba mais je connais celui de Nuhum Samba. Il l'a hérité de son ancien captif Musa Beydary. Tangara Bunje, Faraka ont chacun un champ à côté". C'est tout ce que j'ai à dire. Amadu Hansamba Jallo: Fils de feu Hansamba Jallo et de Yabu Jal, environ 55 ans, éleveur domicilié à Jallube qui dépose: "Nous nous étions réunis chez Samba Hamajan avec les mêmes personnes que Usu a déjà citées pour trouver une solution au litige. Nous avons interrogé Samba qui a répondu que le champ de Bura Abba se trouve dans le secteur mais qu'il ne connaît pas son emplacement exact. Quant à Beydi Tangara il a répondu qu'il ne connaissait pas le champ de Bura Abba. Il a ajouté que Nuhum Samba a cultivé le champ qu'il a hérité de Musa Beydary jusqu'à sa limite. Je lui ai demandé: Alors la parcelle que Nuhum Samba a donnée à un autre, n'est elle pas pour un autre ? C'est tout ce que nous avons dit chez Samba Hamajan. S.I.R.: Personnellement je ne connais aucun champ dans le Pondory. Maham Seydu Jal, chef de village de Jallube. Je ne connais exactement l'emplacement du champ. Le père de Usu Bura et celui de Nuhum Samba ont longtemps

eu ce problème entre eux. S.I.R.: Le litige n'a jamais été réglé et il dure depuis près de 11 (onze) ans. C'est tout ce que j'ai à dire. Après avoir écouté les parties nous nous sommes transportés sur le terrain. Etaient présents Arsike Korobara, témoin de Nuhum Samba, Nuhum Samba, Uussu Bura, Arsike Kulibali et Matchi Tambura témoins de Uussu. Beydi Tangara ne s'est pas présenté et Pate n'a pu venir. C'est d'un commun accord sauf sur une longueur d'environ 30 m que les témoins nous ont montré les limites du champ litigieux. Le champ est limité au nord par les champs de Bella Demba et Samba Ali, au sud par le champ de Tangara M'bunje à l'est par le champ de Nuhum Samba (Musa Beydary) et à l'ouest par les champs de Samba Hamajan et Bureyma Usmane Bokum. Il se situe au sud-ouest du village de Jallube et n'a pas été cultivé depuis trois ans.

CONCLUSION: Après avoir écouté les parties. - Considérant que Beydary Tangara et Arsike Korobara, témoins de Nuhum Samba n'ont pas affirmé que le champ litigieux lui appartient et que Pate son témoin a affirmé que le champ est celui du père de Usu Bura. - Considérant que tous les témoins de Usu Bura, Matchi Tambura, Arsike Kulibali tous deux vieux cultivateurs ont affirmé aussi que le champ est celui du père de Usu Bura. - Considérant que Samba Hamajan et Nuhum Hamajan parmi ceux qui ont des champs limitrophes nous ont affirmé dans nos enquêtes que le champ litigieux est le champ du père de Usu, que Bureyma Usmane Bokum vieux notable ayant un champ limitrophe ignore la propriété du champ parce qu'ayant été longtemps absent du village dans sa jeunesse du village. Considérant que le litige dure depuis près de onze ans et que malgré les réclamations du père de Usu Bura, le père de Nuhum Samba a continué à cultiver le champ parce qu'ils cherchaient à régler le litige à l'amiable. - Considérant les déclarations des vieux cultivateurs pris comme témoins par les parties et qui sont bien situés pour connaître le propriétaire du champ. Nous avons reconnu la propriété du père de Usu Bura sur le champ litigieux et lui avons restitué le champ. Mais Nuhum Samba s'est déclaré contre cette décision.

RESOLUTION: La conciliation à l'amiable a été tentée mais elle a échoué. Etaient présents: Pate Jal, Matchi Tambura, Amadu Hansamba Jal, Maham Seydu Jal. Tous se sont rencontrés dans le vestibule du chef de village de Jallube en 1981./ **AUTORITE SAISIE:** Chef d'arrondissement de Jallube./ **DECISION:** Oui, émane du chef d'arrdt. / **APPLICATION:** Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

HARIIMA PALLALI

Conflit n°: 231

VILLAGE: TEKE

LEYDI: SEBERA

Ref Objet: D

Cercle: MOPTI

ETAT du conflit: Passé

Arrondissement: SOYE

ETAPES: 1983 - 1991 - 1992 - 1993

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Bourgoutière

OBJET: Tentative de mise en culture d'un hariima

PARTIES: Abdulaye Traore dit Keu, agriculteur, domicilié à TONDUGU c/ Bocar Sobo, chef de village

ETHNIES: Agriculteurs

ENJEUX: La communauté villageoise voulait être la seule à exploiter clandestinement la zone du hariima. Cette zone se trouve sur leur terroir. Abdulaye Traore dit Keu voulait profiter de cette situation irrégulière pour exploiter l'endroit au même titre que les autochtones, et ce malgré leur opposition. Chaque partie, songeant à ses seuls intérêts, avait oublié les conditions dans lesquelles chacune occupait le terrain. Dans le partage du hariima transformé en espace agricole, Teke pensait se tailler la plus grosse part, bien qu'ayant déjà bénéficié de plus d'espace lors des partages précédents. Tondugu, ayant été déjà lésé voulait, à son tour être le possesseur exclusif de la zone en question.

FAITS:

La plaine Pallali est traditionnellement un hariima. Avec les longues années de sécheresse, les surfaces cultivables sont devenues rares et les paysans sont allés à la recherche des terres cultivables. C'était à l'époque du parti unique sous la IIème République. A Soye, le secrétaire général de la sous section U.D.P.M. (Union Démocratique du Peuple Malien) fut saisi par les paysans de Tondugu, de Teke, de Songopa Uro-Mayo et de Songopa Uro-Hamady, pour trouver une solution à leur requête.

Ce dernier, par une correspondance N°01/S.S.S. du 31 Mai 1983 expliqua à Monsieur le secrétaire général de la section U.D.P.M. de Mopti que: "Les villages, notamment de Teke et de Tondugu souffrent d'une insuffisance cruciale de terres agricoles et après une étude et investigation sur le terrain, les responsables politiques et administratifs ainsi que les jowro de Sebera sont unanimes sur la nécessité de trouver une solution urgente à la situation". "Ainsi nous portons à votre connaissance notre souhait ardent d'octroyer aux dits villages des champs tant soit peu étendus dans le cadre de l'espace pastoral". "Les nouvelles exploitations ne nuiront en rien au maintien du hariima, ni à la protection des champs contre la divagation des animaux. Bien au contraire, elles permettront aux pauvres paysans d'obtenir leur subsistance ce qui est une importance capitale".

Par les correspondances N°139/U.D.P.M.-SM en date du 22 Juin 1983, le bureau de la section, lors de sa session du 16 Juin 1983 a étudié, puis demandé un rapport technique faisant ressortir le plan des surfaces à octroyer, leur emplacement et leur configuration. Dans sa correspondance N°16/AS du chef d'arrondissement à Monsieur le commandant de cercle de Mopti, il affirme: "Si depuis près d'une décennie, un certain travail d'harmonisation des activités rurales avaient abouti à la délimitation des zones pastorales, celles-ci pour des raisons évoquées sont mieux indiquées pour une agriculture qui se cherche. La conséquence immédiate de cet état de fait a été une multiplication et une intensification des litiges entre éleveurs et agriculteurs qui violent les hariima, burtol et gîtes d'étapes". Le problème accablant qui tourne autour du hariima est celui du partage et de l'attribution des terres aux agriculteurs en tenant compte des intérêts objectifs de toutes les parties prenantes en vu d'éviter des conflits inutiles. En exécution de la décision N°009/AS du 21 Juin 1992 du chef d'arrondissement de Soye, relative à la transformation du hariima de la plaine de Pallali en zone agricole et son attribution aux villages de Tondugu, Teke, Songopa Uro-Hamady, Songopa Uro-Mayo, quelques dérapages

furent observés. Dans son article premier: "la plaine de Pallali sise dans l'arrondissement de Soye est s'étendant à l'ouest entre les villages de Tondugu, Teke, Songopa Uro-Hamady, Songopa Uro-Mayo relève du domaine privé immobilier de l'Etat". Certaines zones du hariima sont officiellement retenues et ne font pas l'objet de transformation en espace agricole. Une de ces zones, celle qui se trouve dans le terroir de Teke est cultivée clandestinement par les habitants de Teke, dont le chef de village est Bocar Sobo. Ce faisant, Abdulaye Traore dit Keu, cultivateur domicilié à Tondugu est lui aussi allé cultiver clandestinement malgré l'opposition du chef de village. Tous oeuvrent dans la clandestinité en cultivant en tout ou en partie de la plaine considérée comme hariima.

Lorsque le riz eut bien réussi, Keu envoya des manoeuvres pour le récolter. Quand il se fixait un jour pour aller battre son riz, il reçut un émissaire du chef de village de Teke pour l'informer qu'il avait été autorisé à prendre tout le riz à son profit. Abdulaye Traore dit Keu lui a fait comprendre qu'il n'en sera pas question. Il ne tarda donc pas à saisir la gendarmerie de Mopti pour éviter un affrontement. Au stade des enquêtes de la gendarmerie, le chef de village de Teke et tous les ressortissants de ce village avaient reconnu qu'ils avaient tous clandestinement cultivé dans le hariima et qu'ils n'avaient nul droit de battre le riz déjà récolté par Abdulaye Traore dit Keu.

L'affaire fut portée devant le tribunal civil de Mopti. Par l'acte du jugement N°110 du 2 Août 1992, le tribunal rendit son verdict. Mais l'affaire n'est pas close pour autant. L'administration a décidé de transformer totalement le hariima en espace agricole cultivable et de procéder à une attribution officielle entre les agriculteurs des villages voisins en raison de leurs liens séculaires. Tondugu et Teke sont concernés par ce dernier partage et les difficultés n'ont pas tardé à naître entre les voisins. Le village de Teke prétend déjà être propriétaire exclusif de la zone concernée. «Après plusieurs formes de sensibilisation menées auprès des délégués de Tondugu, ceux-ci se sont catégoriquement opposés au partage du terrain avec Teke avançant pour motifs que la cohabitation est impossible entre eux. Ils auraient vécu l'expérience de désagréments de la part de Teke sur une autre portion de terrain dans la même plaine de Pallali ». En faisant allusion à deux autres accrochages qui ont été tranchés respectivement par les arrêts N°22 (180-RC) du 21 Avril 1993 de la chambre civile de la cour d'Appel de Mopti et N°56 (13-RC) du 27 Juin 1994 de la chambre correctionnelle de la cour d'Appel de Mopti. Celle-ci a définitivement statué respectivement sur «la revendication des récoltes» (affaire Abdulaye Traore dit Keu contre Bocar Sobo et nous les «dommages volontaires aux cultures») (Ministère Public contre Abdulaye Traoré dit Keu). «A leur tour, les délégués de Teke se sont déclaré farouchement hostiles à une cohabitation avec Tondugu au sens d'un partage du terrain et ont requis son attribution exclusive au village de Teke.

RESOLUTION: Abdulaye Traore dit Keu et le chef de village de Teke en la personne de Bocar Sobo ont tenté de résoudre à l'amiable leur différend, en essayant de raccorder leurs positions tout en restant à l'abri des autorités. Le premier voulait que sa récolte lui soit restituée, le second refusait toute idée de restitution. En Août 1994, les deux chefs de villages Bocar Sobo (Teke) et Usmane Traore (représentant du chef de village de Tondugu) ont pris des contacts informels pour résoudre le problème à l'amiable, mais en vain./ **AUTORITE SAISIE:** La gendarmerie fut saisie, le tribunal civil a rendu son jugement le 2 Août 1992, Audience du 21 Avril 1993, chambre civile de la cour d'appel de Mopti. Toujours courant 1994, le chef d'arrondissement a tenté de recevoir des concessions tendant au rapprochement avec l'intention de les faire cohabiter, mais en vain./ **DECISION:** Jugement N°110 du 2 Août 1992, Audience du 21 Avril 1993 chambre civile à la cour d'appel. Décision N°11/AS du chef d'arrondissement de Soye. N°011/AS: Décision portant transformation du régime d'espace pastoral (hariima) en espace agricole et attribution de domaine privé immobilier dans la plaine de Pallali (arrondissement de Soye).

Décision: Jugement N°110 du 2 Août 1992 (statuant publiquement et contradictoirement en matière coutumière et en 1er ressort. En La forme, reçoit la demande de Abdulaye Traore dit Keu, au fond, la déclare mal fondée, l'en déboute. Reçoit la demande reconventionnelle de Bocar Sobo dit que la communauté villageoise de Teke a droit d'usage sur la partie litigieuse du Pallali. Dit en conséquence, qu'elle est la propriété de toutes les récoltes faites sur la dite parcelle;

la condamne toutefois à payer à Abdulaye Traore dit Keu la somme de trente-cinq mille francs (35.000 F CFA) représentant les frais par lui exposés pour le labour et les semences. Ordonne le déguerpissement de ce champ de Abdulaye Traore et tous les occupants de son chef. Ordonne l'exécution provisoire de cette dernière décision nonobstant toutes voies de recours. Mets les dépens à la charge de l'appelant considérant que cet acte introduit dans les formes et délais est régulier et recevable.

Arrêt N°22 de la cour d'appel de Mopti (chambre civile) du 21 Avril 1993: «statuant publiquement contradictoirement conformément à la loi en matière civile et en dernier ressort, infirme le jugement n°110 du 10 Août 1992 du tribunal civil de Mopti en toutes ses dispositions. Statuant à nouveau, en la forme reçoit Abdulaye Traore dit Keu en sa demande de revendication de récolte, la déclare fondée. Au fond, condamne la communauté villageoise de Teke à lui restituer les 38 sacs confiés au chef de village (Bocar Sobo), la condamne en outre à lui payer le reliquat des 320 sacs soit 282 sacs ou leur valeur estimée à 3000 francs le sac, soit la somme de huit cent-quarante-six mille francs CFA (846.00 F CFA), le reçoit en outre en sa constitution de partie civile et condamne la communauté villageoise de Teke à lui payer la somme de Cent mille francs CFA (100.000 F CFA) à titre de dommages et intérêts. Statuant par ailleurs sur la demande reconventionnelle de la communauté villageoise de Teke sur le hariima (plaine de Pallali) en la forme reçoit la demande, au fond la rejette comme mal fondée. Met les dépens à la charge de Bocar Sobo représentant de la communauté villageoise. »

Décision N°11/AS du 21/10/94 portant transformation du régime d'espace pastoral (hariima) en espace agricole et attribution de domaine privé immobilier dans la plaine de Pallali: Vu la décision N°009/AS du 21 Juin 1992 et son rectificatif N°008/AS du 03 Août 1994 du chef d'arrondissement de Soye, portant transformation du régime d'espace pastoral (hariima) en espace agricole et attribution de domaine privé immobilier dans la plaine de Pallali (Soye). Vu le rapport de mission N°13/AS du 18 Août 1994 du chef d'arrondissement de Soye. Vu le rapport circonstancié N°14/AS du 30 septembre 1994 du chef d'arrondissement de Soye sur attribution du reste du hariima de Pallali à des fins agricoles. Vu les requêtes des conseils des villages de Tondugu et de Teke. Vu les nécessités du service: décide:

Article 1er: La bande de terre restante du hariima de Pallali d'une superficie de 79,305 ha dont croquis joint visée par l'article 3 de la décision N°009/AS du 21 Juin 1992, précédemment placée sous le régime d'espace pastoral ou hariima est transformée en espace agricole et attribuée entièrement au village de Tondugu (arrondissement de Soye) à des fins agricoles sans droits préférentiel.

Article 2: Le conseil de village de Tondugu reçoit la compétence de procéder à la distribution du domaine ainsi affecté à toutes les familles du village sans exclusive sous réserve toutefois des nécessités et des besoins.

Article 3: Toutes contestations sont réclamations relatives aux opérations de distribution évoquées ci avant seront portées devant le chef d'arrondissement de Soye qui réglera.

Article 4: La présente décision qui abroge toutes dispositions antérieures contraires prend effet à compter de sa notification et sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

TUMAYE TRAORE-CISSE

Conflit n°: 232

VILLAGE: TUMAYE

LEYDI: WURO HARI

Cercle: MOPTI

Arrondissement: SOYE

Ref Objet: E

ETAT du conflit: Actuel

ETAPES: 1993 - 1994

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Limites de champs

PARTIES: Samba Traore, frère de Alansire Traore c/ Amadu Umar Cisse

ETHNIES: Riimaay'be

ENJEUX: Le Sieur Hammadu Umar Cisse chercha à profiter du fait que Alansire Traore méconnaissait les limites de son champ pour assouvir son intention expansionniste. La famille Alansire convaincu de l'existence de leur champ sollicita de l'intervention du chef de village et des personnes ressources pour le rétablissement de ses droits d'usage.

FAITS:

Dans le Sebera (ancienne appellation du canton de Soy), aujourd'hui, arrondissement de Soy, les conflits fonciers sont nombreux et variés, entre éleveurs et agriculteurs en général, souvent entre agriculteurs eux-mêmes. Ils ont fréquemment pour enjeux la réclamation de champs ou leur délimitation. Alansire Traore et Hamadu Umar Cisse sont deux agriculteurs du village de Tumaye, dans l'arrondissement de Soy (Sebera).

Depuis leurs ancêtres, leurs champs ont une frontière commune. Hamadu Umar Cisse a régulièrement cultivé son champ. Depuis un certain nombre d'années, la famille Alansire avait cessé de cultiver leurs champs qui étaient confiés et exploités par un certain Naïdore Siidibe, également domicilié à Tumaye. En 1993, la famille Alansire Traore voulut exploiter ses champs mais les enfants de Naïdore leur opposèrent une résistance. Devant des témoins, un consensus fut trouvé.

Le problème se posa aussi au niveau des limites des champs de Alansire Traore et de son voisin Hamadu Umar Cisse. Pour retarder un conflit éventuel, le chef de village et ses conseillers, ainsi qu'un certain El Hadj Allaye Jara, parent commun aux deux antagonistes, intervinrent pour préciser les limites. Les deux parties acceptèrent de se conformer à cet arbitrage en 1993.

Mais faisant preuve de mauvaise foi, Hamadu Umar Cisse contesta au début de la campagne 1993 - 1994 les limites fixées par le chef de village et El Hadj Allaye Jara. Chacune des deux parties voulait s'affirmer. L'une voulait élargir les limites de son champ, l'autre voulait les garder telles que ses parents les avaient laissées. Faute de consensus et devant la menace d'un affrontement, le conseil de village interdit aux antagonistes tous travaux avant de tirer au clair cette affaire. Mais Hamadu Umar viola cette interdiction, laboura et sema son champ.

L'affaire fut portée chez le chef d'arrondissement qui, à la suite du procès verbal d'audition n°008/AS en date du 27 Juin 1994, effectua une mission dans la zone concernée à la date du 10 Juillet 1994. En fin de mission, il promit aux antagonistes, de trancher équitablement cette affaire dès que le rapport technique du chef S.A.A. serait disponible. En attendant, il a confirmé et prorogé la durée de la suspension puis a convoqué Hamadu Umar Cisse et Kola Gindo pour la procédure de violation de règlement.

RESOLUTION: Le Sieur El Haj Allaye, parent commun des protagonistes voulut en 1993 que l'affaire soit réglée à l'amiable./ AUTORITE SAISIE: Le chef de village saisi en 1993 est intervenu en plaçant des limites. Faute de consensus, le conseil du village a décidé l'interdiction de cultiver. Le 10 Juillet 1994, le chef d'arrondissement

confirme et proroge la durée de la suspension./ DECISION: Note de service N°006/AS du chef d'arrondissement de Soy en date du 18 Juillet 1994. Vu Le procès verbal d'audition N°008/AS du 27 Juin 1994 relatif au litige de rizière Alansire Traore c/ Hamadu Uumar Cisse, tous domiciliés à Tumaye; vu le rapport de mission N°039/AS du 10 Juillet 1994 relatif au même problème; vu la décision du conseil de village de suspendre les lieux litigieux pour raison d'ordre public; vu la violation de cette mesure administrative par le sieur Hamadu Umar Cisse qui fait labourer sa partie par le nommé Kola Gindo de Tumaye et en dépit des risques. En attendant la finition des documents techniques et le règlement au fond: confirme et proroge l'interdiction et la suspension des lieux à Hamadu Umar Cisse jusqu'à mesures contraires. En conséquence, il lui est interdit tous travaux de désherbage ou de récoltes ou autre que l'administration confie au chef de village de Tumaye, au nom du chef d'arrondissement de Soy qui décidera de la destination des produits. Engage une procédure contre Hamadu Umar Cisse et ses complices pour violation du règlement administratif et tentatives de troubler à l'ordre public./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

DUUDE-BAWAY

Conflit n°: 233

VILLAGE: YUWARU c/ DOOGO

LEYDI: YALALBE & DOOGO

Ref Objet: G

Cercle: YUWARU

ETAT du conflit: Actuel

Arrondissement: DOOGO & YUWARU

ETAPES: 1992 - 1994

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Leydi (frontière). Distribution de terres aux agriculteurs par un jowro

PARTIES: Yalalbe (YUWARU) c/ Arbe (DOOGO)

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Le jowro des Arbe remet en cause le fait que Duude-Baway soit la frontière entre son leydi et celui de Yalalbe. Le jowro de Yalalbe insiste pour que cette frontière soit respectée entre les deux leyde.

FAITS:

Duudé-Baway est une frontière entre le leydi Yalalbe et le leydi Doogo qui fut dans le temps bien respectée. En 1992, cette frontière fut contestée par le jowro des Arbe Amadu Isa Dicko qui y distribua des champs de riz aux agriculteurs de son village. Suite à cela, le jowro de Yalalbe Gimba Bah se plaignit auprès du chef d'arrondissement de Doogo qui envoya l'affaire à Yuwaru chez le commandant de cercle. Celui-ci a laissé traîner l'affaire jusqu'à nos jours. Le jowro de Yalalbe compte se plaindre dans les jours à venir auprès des autorités compétentes de Mopti.

RESOLUTION: AUTORITE SAISIE: Le chef d'arrondissement de Doogo en 1992. Le commandant de cercle en 1992.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

LAALURDE

Conflit n°: 234

VILLAGE:

LEYDI: TOGGE HAMADI

Ref Objet: G

Cercle:

ETAT du conflit: Passé

Arrondissement: KOWA

ETAPES: 1981

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Plaine

OBJET: Leydi (frontière). Revendication d'une plaine cultivée.

PARTIES: Eleveurs de TOGGE HAMADI c/ éleveurs de WURO HARI

ETHNIES: Peul

ENJEUX: La plaine Laalurde appartenait à Togge Hamadi. Mais la demande des agriculteurs de Wuro Hari en terre était forte, en raison du manque d'eau qui sévissait chez eux. Le jowro de Togge Hamadi accepta de prêter des terres aux agriculteurs de Wuro Hari. Mais en 1981, les agriculteurs de Togge Hamadi ont demandé au jowro Gelaajo de leur donner une plaine Laalurde. Avec l'accord du jowro, les agriculteurs de Wuro Hari ont refusé que les Riimaay'be de Togge Hamadi cultivent. Le jowro dut alors interdire toute culture sur la plaine Laalurde par les agriculteurs de Wuro Hari, ce à quoi ceux-ci s'opposèrent.

FAITS:

Duude-Baway est une frontière entre le leydi Yalalbe et le leydi Doogo qui fut dans le temps bien respectée. En 1992, cette frontière fut contestée par le jowro des Arbe Amadu Isa Dicko qui y distribua des champs de riz aux agriculteurs de son village. Suite à cela, le jowro de Yalalbe Gimba Bah se plaignit auprès du chef d'arrondissement de Doogo qui envoya l'affaire à Yuwaru chez le commandant de cercle. Celui-ci a laissé traîner le dossier jusqu'à nos jours. Le jowro de Yalalbe compte se plaindre dans les jours à venir auprès des autorités compétentes de Mopti.

RESOLUTION: La conciliation à l'amiable a été tentée par le jowro de Togge Hamadi. Celui-ci a appelé Beseman de Togge Hammadi pour aller voir le jowro de Wuro Hari à propos de la délimitation de la plaine de Laalurde. Cela leur permettait d'éviter la guerre entre agriculteurs de Jugunu et ceux de Wuro Hari. Mais après les témoignages des notables et de Beseman de Togge Hammadi, le jowro de Wuro Hari demanda à ses agriculteurs de ne plus cultiver dans la plaine Laalurde sans l'autorisation du jowro Gelaajo. / AUTORITE SAISIE: L'autorité locale est saisie. Beseman (chef des terres) de Togge Hammadi, Alamajo Tambura, ainsi que le jowro de Wuro Hari. / DECISION: la décision est prise par le jowro de Togge Hammadi (Gelaajo Dikko) et Beseman (chef des terres) avec l'acceptation des agriculteurs de Wuro Hari et son jowro (Abduramane Dicko) / APPLICATION: oui

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

SABAKURE

Conflit n°: 235

VILLAGE: HOORE GEEN'DE

LEYDI: KOMBAN

Cercle: MOPTI

Arrondissement: MOPTI

Ref Objet: G

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1986

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Plaine

OBJET: Leydi (frontière). Revendication d'un espace cultivé

PARTIES: Almami Baaboy Siidibe (jowro de KOMMBA) c/ Nuhum Siidibe (jowro de WURO MAKAN)

ETHNIES: Peul

ENJEUX: Comme les gens de Wuro Makan cultivaient à la limite de nos frontières, ils voulaient profiter de l'occasion pour dépasser les limites de leur leyde. Lorsque les Riimaay'be de Hoore Geende avaient demandé l'autorisation au jowro de cultiver, il la leur refusa.

FAITS:

L'affaire avait débuté en 1986 lorsque les Riimaay'be de Hoore Geen'de étaient venus me demander à moi, jowro Almami Baaboy une partie du leydi Saba Kure. J'ai accepté leur demande mais j'avais pris soin de leur dire de tout faire pour ne pas dépasser la limite. Lorsqu'ils amenèrent leur matériel pour cultiver, les Basurankobe qui s'appelaient Mallankobe de Wuro Makan s'opposèrent à eux. Un diimaajo du nom Saala Demba vint me dire que les Basurankobe avaient cultivé la zone et avaient même dépassé la limite prévue pour Wuro Makan. Il ajouta qu'ils étaient entrés dans le leydi de Kommmba et qu'ils étaient prêts à faire la guerre si on essayait de les arrêter. Lorsque j'appris la nouvelle, je me déplaçai personnellement pour aller voir le chef du village de Basura du. Ce dernier me fit savoir que tout le lieu leur avait été prêté par Nuhum Seku le jowro de Wuro Makan. Je lui répondis que Nuhum ne pouvait pas se permettre de prêter ce qui ne lui appartenait pas et qu'il devait savoir que Saba Kure est une limite issue du bras du fleuve Maayo Baleewo. J'ai terminé en lui disant que Nuhum ne pouvait pas leur dire de traverser le bras du Bakkamaawol Bulabasi.

Il me répondit qu'il n'était pas jowro et ne connaissait pas les limites et que si je voulais avoir plus de précisions, je devais rencontrer les Peul de Jebetana. Je repartis ensuite à Hoore Geende. Une fois arrivé là-bas, j'ai appelé tous les Riimaay'be qui avaient besoin de champs à Saba Kure. Je leur ai dit d'y retourner avec leurs charrues. Je leur ai dit que j'irais voir le jowro Nuhum Seeku à Jibitaka, si celui-ci confirmait avoir donné l'autorisation aux Malinke de traverser le Bakkamaawol Bulaabaasi, je le convoquerais à la justice. S'il démentait la nouvelle, je lui dirais de venir délimiter la frontière qui sépare nos deux leyde.

Je partis à Jibitaka. Quand je vis le jowro de Wuro Makan, je lui expliquai le problème qu'il y avait entre Riimaay'be de Hoore Geen'de et les Malinke de Busura. Nuhum Seeku me répondit que les agriculteurs de Wuro Makan n'avaient jamais dépassé leur limite. Je lui répondis que cela n'était pas vrai. Mais pour éviter toute discussion entre nous, je lui demandai de venir avec moi le lendemain pour qu'on puisse délimiter très clairement nos frontières. Nous nous donnâmes rendez-vous à Basura. A ce moment-là, je fis appel au jowro de Dabobe Usman Bureyma Siidibe pour venir témoigner. Etaient invités le chef du village de Basura, Almami Baaboy (jowro de Kommmba), Usman Bureyma Siidibe (jowro de Dabobe), Nuhum Seku (jowro de Wuro Makan), le chef du village de Jibitaka et de Hoore Geende. Chacun délimita son leydi et nous nous mîmes d'accord sur l'idée que Bakkamaawol Bulaabaasi représentait notre limite dans Saba Kure. Depuis lors, les agriculteurs de Wuro Makan n'ont pas dépassé leur limite et les Riimaay'be de Hoore Geende cultivent sur le côté qui se trouve dans leur droit.

RESOLUTION: En 1987 la réconciliation à l'amiable a été faite devant le jowro de Dabobe, le doyen du

· suudu-baaba des Feroo'be. Alors nous avons délimité nos frontières./ AUTORITE
SAISIE: Jowro Bureyma Siidibe. / DECISION: Non, simple délimitation des
frontières entre les deux leyde en présence d'un témoin, le jowro de Dabobe. /
APPLICATION: Respect de la délimitation.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

FANAKUNA

Conflit n°: 236

VILLAGE: N'GAÏSSY

LEYDI: WURO NGIYA

Cercle: TENENKU

Arrondissement: TOGGERE KUMBE

Ref Objet: H

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1982

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Champs

OBJET: Revendication du droit de distribution de terres à la fois par le jowro et le maître de terre

PARTIES: Bubu Tambura c/ Janga Amadu Sow.

ETHNIES: Riimaay'be c/ Peul

ENJEUX: Le Jowro Janga Amadu Sow voulait s'attribuer les terres cultivables et les distribuer à qui il voulait, croyant que les possesseurs des pâturages, possèdent aussi les terres cultivables. Le chef de village de N'gaïssy Bubu Tambura s'est opposé à la demande du Jowro parce que le Jowro n'a jamais possédé de terres cultivables, celles-ci reviennent de droit au chef de village.

FAITS:

Fanakuna est une rizière appartenant aux cultivateurs de N'gaïssy dont le chef de village est le maître de terre. A côté de cette rizière se trouve une pâturage possédée par le Jowro de N'gaïssy. En 1982 le Jowro de N'gaïssy Janga Amadu Sow voulut distribuer les terres cultivables à ses amis se trouvant dans d'autres villages. Le chef de village de N'gaïssy auquel revenait ce droit, l'Imam et toute la population se sont opposés à cela, le Jowro déclara qu'il avait ce droit et continua sa distribution. Quelques jours plus tard le chef de village de N'gaïssy se plaignit auprès du chef d'arrondissement de Toggere Kumbe qui convoqua le Jowro à qui il demanda des explications. Celui-ci lui expliqua de la même manière qu'il l'avait fait au chef de village. Après audition, le chef d'arrondissement le laissa rentrer chez lui et convoqua son frère Wangara Sow ainsi que le chef de village de N'gaïssy pour leur demander si les arguments du Jowro étaient fondés. Le frère du Jowro répondit qu'un Peul n'a jamais eu ce droit et que son frère veut seulement semer le désordre dans le village. Depuis des décennies, éleveurs et cultivateurs ont cohabité ensemble et les terres cultivables ont été toujours possédées par le chef de village tandis que les pâturages relevaient du Jowro. Le chef de village de N'gaïssy répondit la même chose que le frère du Jowro.

Après audition de toutes les parties et suite aux enquêtes menées sur terrain, le chef d'arrondissement de Toggere Kumbe attribua les terres cultivables au chef de village de N'gaïssy et les pâturages au Jowro.

RESOLUTION: Conciliation opérée en 1982 par le chef d'arrdt de Toggere Kumbe suite à la convocation des parties en litige et de quelques témoins 1982./ AUTORITE SAISIE: Le chef d'arrondissement de Toggere Kumbe./ DECISION: les terres cultivables se trouvant à Fanakuna ont été attribués au chef de village de N'Gaïssy, Bubu Tambura et les pâturages se trouvant dans ce lieu au Jowro Dianga Amadou Sow./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

WINDE YONGHA

Conflit n°: 237

VILLAGE: YONGHA

LEYDI: WURO ALI

Cercle: JENNE

Arrondissement: KUAKURU

Ref Objet: N

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1990

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Wiinne

OBJET: Culture sur un gîte d'étape

PARTIES: Baburu Koïta domicilié à JENNE (éleveur) c/ Ba Thientao domicilié à YONGHA (agriculteur

ETHNIES: Peul c/ Bozo

ENJEUX: Baburu Koïta éleveur souhaite valoriser doublement son lopin de terre et utiliser une partie de son winnde à des fins agricoles. Ba Tienta profite de cette dérogation, pour occuper une partie du winnde à des fins également agricoles.

FAITS:

Les possesseurs coutumiers distribuent les terres soit aux agriculteurs qui les utilisent à des fins exclusivement agricoles, soit aux éleveurs qui les utilisent officiellement comme pâturages, comme gîtes d'étape, winnde ou encore comme piste de transhumance, burtol. Depuis des années, Baburu Koïta éleveur de profession, avait son lopin de terre habituellement reconnu comme winnde. La sécheresse a obligé certains éleveurs à cultiver. Certains détenteurs de winnde confiaient officieusement leur espace à des agriculteurs qui le labouraient, le semaient et le récoltaient avant le retour des animaux. En contrepartie, l'agriculteur versait une redevance à l'éleveur à qui appartient officiellement la parcelle. Jusqu'ici, tout s'était bien passé.

Le cas de Baburu Koïta était un peu particulier car au lieu de confier son winnde, il le cultiva lui-même. Cette façon de faire entrainait en contradiction avec le fait que Baburu Koïta soit membre de la coopérative des éleveurs, dont l'objectif consiste justement à protéger les pâturages, les pistes et les gîtes d'étape.

Le nommé Ba Thienta alla cultiver une partie du même winnde, sans aucune autorisation préalable de son possesseur. Baburu Koïta opposa un refus catégorique estimant être le possesseur légitime du dit winnde. De gré ou de force, Ba Thienta voulut réaliser son dessein. Pour éviter un affrontement aux conséquences incalculables, Baburu porta l'affaire devant les autorités judiciaires de Jenne. Dans un premier temps, Ba Thienta fut condamné pour avoir utilisé un winnde à des fins agricoles. Mais Baburu Koïta éleveur et de plus membre de la coopérative des éleveurs, avait lui-même cultivé le winnde qui est le sien et donc également commis une infraction. Ba Thienta fut relaxé puis autorisé à poursuivre ses travaux. De 1990, à la date d'aujourd'hui, aucun incident n'a été signalé autour de cette affaire.

RESOLUTION: Baburu Koïta et Ba Thienta avaient tenté de résoudre leur contentieux à l'amiable. Le premier demanda le repli pur et simple du second./ AUTORITE SAISIE: Tribunal de 1^{er} instance de Jenne (1990)/ DECISION: Ba Thienta fut condamné pour avoir cultivé un winnde puis relaxé parce que Baburu lui-même avait cultivé le même winnde même si celui-ci était le sien./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

SORY KUATABOO XURU

Conflit n°: 238

VILLAGE: JAFARABE

LEYDI: JAFARABE

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JAFARABE

Ref Objet: R

ETAT du conflit: Actuel

ETAPES: 1987 - 1993 -1994

RESSOURCE: Terre

ECOTOPE: Plaine

OBJET: Constitution d'un verger enclos dans un espace pastoral de pâturage

PARTIES: Mory Jenepo c/ groupe d'éleveurs

ETHNIES: Bozo c/ Peul

ENJEUX: L'utilisation pastorale d'un espace semble s'opposer à la constitution d'un verger.

FAITS:

Une parcelle appartient depuis plusieurs années à la famille de Jenepo Lasina, père de Mory Jenepo. Le vieux mourut en 1921. En 1987, Mory Jenepo et d'autres congénères tels que Bocary Kuata et Maama Konta décidèrent d'installer des vergers sur le lopin de terre sur la rive gauche du chenal qui longe le village du côté du bras Jaka. Les éleveurs s'y opposèrent, la parcelle étant réservée à la pâture des petits ruminants. Plusieurs tentatives de plantation d'arbres furent vouées à l'échec en raison des dégâts causés par les animaux. Mory Jenepo ne se découragea pas. Il installa son verger en le clôturant de barbelés et dressant des chiens pour y veiller. Cette attitude provoqua la colère et l'indignation des Peul. Ils multiplièrent des provocations en les calomniant et en donnant la chasse à leurs chiens. Les caprins et les ovins continuaient de faire de dégâts à chaque passage. Les barbelés blessaient les animaux. Chaque fois qu'un tel accident se produisait, le propriétaire de l'animal blessé venait demander des comptes.

Au courant de l'année 1993, l'arboriculteur fut convoqué par le chef de village, Demba Jallo. Malheureusement, ce dernier n'était jamais arrivé à départager les opposants de façon logique. C'est ainsi que l'inévitable se produisit entre Mory Jenepo et un des éleveurs, à la suite d'une discussion houleuse autour d'un de ses caprins blessé par des chiens. Un combat eut effectivement lieu en 1993 au cours duquel l'éleveur perdit trois dents. L'affaire fut portée devant le tribunal de paix de Tenenku. Mory Jenepo dut payer les frais de soins médicaux de sa victime et la divagation des animaux fut condamnée.

Selon une autre source d'information, celle de Seku Konta, la zone concernée était aux Peul. Les familles Kuata, Konta, Komina étaient installées sur le bosquet dit Songoléma actuellement abandonné et converti en cimetière appelé Songolemato sire. Entre cet ancien emplacement du village et l'actuel, s'étend le lopin de terre qui aujourd'hui fait l'objet du litige. Au côté Nord de Songolemato sire se trouve une mare qui a appartenu successivement à Lasina Jenepo, Père de ce même Mory Jenepo, puis à Sory Kuata. Seku Konta pense que c'est peut-être en raison du fait qu'elle possède la mare que la famille de Lasina Jenepo prétend posséder le lopin de terre qui la délimite. Courant 1994, des agents du service topographique sont venus effectuer des relevés. La carte de la parcelle fut faite. On s'achemine vers une attribution officielle, ce qui mettra certainement fin aux hostilités (?).

RESOLUTION: Toutes les tentatives de conciliation à l'amiable entreprises par le chef de village depuis 1987 jusqu'en 1992 ont été vaines./ AUTORITE SAISIE : Le Chef du Village et ses Conseillers et les Autorités Judiciaires./ DECISION : Pas de décision écrite. La parcelle reste encore litigieuse, en attendant que Mory Jenepo l'obtienne de façon officielle. Pour le moment, les démarches sont en cours, elles ont toutes les chances d'aboutir./ APPLICATION: Pour le moment, la trêve est observée. La parcelle étant entourée d'eau, les animaux n'y ont pas accès.

FUNDE XURU

Conflit n°: 239

VILLAGE: JAFARABE

LEYDI: JAFARABE

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JAFARABE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Actuel

ETAPES: 1990 - 1994

RESSOURCE: Terre + Burgu

ECOTOPE: Ile

OBJET: Revendication d'une île

PARTIES: Sidi Jenepo c/ Almami Niangado

ETHNIES: Bozo c/Peul

ENJEUX: L'éleveur veut étendre sa zone de pâturage jusqu'à l'île où il pouvait non seulement trouver de l'herbe tendre à grande valeur fourragère, mais aussi des espèces potagères. Le Bozo agropêcheur tenait à préserver l'île qui lui avait été léguée par son père.

FAITS:

Gusu et Funde sont deux portions du fleuve Niger au sud des eaux territoriales de l'Arrondissement de Jafarabe. Ces deux portions sont séparées par une île appelée Funde Xuru qui fait l'objet de litige. Les Jenepo sont les chefs coutumiers de la zone. A 1500 mètres environ au sud de l'île, habitent Almami et sa famille de façon permanente. Ils sont là depuis 1990 grâce à la complicité d'un bozo Yusuf Tereta, dont le frère aîné avait eu des liens d'amitié avec le père d'Almami. Ce dernier y venait de façon saisonnière et retournait à son lieu de résidence habituel, situé dans le cercle de Ke-Maasina. A partir de 1990, malgré le caractère hostile des Peul de Jafarabe, Almami Niangado s'est définitivement installé au lieu-dit Yamani.

Aux basses eaux, les animaux traversent le lit du fleuve et causent de sérieux dégâts dans le jardin du nommé Sidi Jenepo, sur l'île. Cette situation a continué et chaque fois des consultations entre les antagonistes ont lieu afin de limiter les dégâts. Cela ne dura pas car les dégâts causés par les animaux devenaient de plus en plus importants. En Mars 1994, l'affrontement paraissait éminent. Almami porta la situation devant le chef d'arrondissement qui convoqua le bozo pour des explications. Convaincu de la gravité de la situation, le Chef d'Arrondissement alla consulter le chef de village, Demba Jallo et ses proches conseillers. Tous étaient unanimes sur le fait que la situation pouvait être dramatique si des mesures d'urgences n'étaient pas prises. L'île fut interdite aux animaux avant la prise de décision officielle.

RESOLUTION: Une conciliation eut lieu entre les protagonistes. Ensuite une intervention du chef d'Arrondissement en collaboration avec le chef de village et ses conseillers débouta le Peul ./ AUTORITE SAISIE : Le Chef de Village Demba Jallo et le Chef d'Arrondissement ./ DECISION : Pas de décision écrite, mais un compromis verbal qui calma la situation./ APPLICATION: Pour le moment, la situation est calme car le fleuve sépare actuellement les protagonistes, la trêve risque d'être rompue à l'étiage quand les animaux auront librement accès à l'île.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

FEEYA BAANA 2

Conflit n°: 240

VILLAGE: SENOSA

LEYDI: WURO ALI

Cercle: JENNE

Arrondissement: JENNE

Ref Objet: G

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1983

RESSOURCE: Terre + Burgu

ECOTOPE: Plaine

OBJET: Leydi (frontière). Revendication d'une plaine

PARTIES: Hasan Jal (jowro de WURO HARI) c/ Al-Hajji Seku Dicko (jowro de SEBERA), éleveur

ETHNIES: Peul

ENJEUX: De bons rapports existaient entre les deux leyde. Mais une année, lorsque nos bergers firent pâturer leurs animaux dans le Feeya Baana les Peul de Sebera crièrent sur eux. Cela nous indiqua que Sebera revendiquait la plaine. Lorsque les bergers en eurent informé le jowro Hasana, ce dernier rassembla les Peul pour leur dire qu'il n'était pas d'accord avec la revendication de Feeya Baana par Sebera.

FAITS:

Dans notre leydi, nous avons une plaine appelée Feeya Baana. Elle faisait frontière avec le leydi de Sebera. Dans le temps, le leydi de Sebera avait une grande puissance car c'était là le siège du chef de Canton. Ce dernier ainsi que le jowro du leydi avaient réclamé toute la plaine du Feeya Baana. Nous étions en bons termes et nous partions pâturer dans leur plaine tout comme eux venaient dans les nôtres.

En 1983, les choses prirent une autre tournure. Un jour, les éleveurs de Sebera crièrent sur nos animaux dans la plaine et affrontèrent violemment nos bergers. Après cette bataille, le jowro de Sebera dit que Feeya Baana était une partie de leur leydi. Le jowro de Wuro Hari ne fut pas de son avis. Le jowro de Sebera avança que tout éleveur qui ne serait pas de Sebera, ne rentrerait plus désormais dans la plaine et que s'il rentrait, il serait battu par les éleveurs de Sebera. Notre jowro répliqua que le Feeya Baana est une frontière entre nos deux leyde et que chacun connaissait la limite de sa zone. Mais le jowro de Sebera se contenta de mettre en garde le jowro de Wuro Hari en lui disant de prévenir les siens de ne jamais franchir la frontière qui les séparait. Devant l'indifférence du jowro de Wuro hari, il alla saisir le chef du Canton de Fakala pour qu'il dise à Hasan de laisser Feeya car cette plaine relève de Sebera. Lorsque le chef de canton eut envoyé un message au jowro de Wuro Hari, ce dernier refusa d'obtempérer.

Le jowro de Wuro Hari se rendit auprès du chef de Canton de Jenne. Il lui montra son tariik et lui expliqua comment les Peul de Sebera avaient réagi en frappant leurs bergers. Il jura devant le chef de Canton qu'il allait lui aussi aggraver tous les Peul qui iraient pâturer dans Feeya Baana sans son autorisation.

Le jowro de Sebera alla également voir le chef de Canton de Fakala. Ce dernier lui envoya un message pour qu'il abandonne Feeya Baana. Il n'était pas d'accord. C'est pour cela qu'il vint voir le chef de Canton de Jenne auquel il montra son tariik dans lequel les limites étaient mentionnées. Alors, le chef de Canton de Jenne convoqua le jowro de Sebera ainsi que le chef de Canton de Fakala à Soye. Ils passèrent à la lecture du tariik et y trouvèrent que la plaine de Feeya Baana était la limite des deux leyde. Les deux jowro ont depuis lors accepté de respecter ces limites et il n'existe plus de conflit relatif à la plaine Feeya Baana.

RESOLUTION: La réconciliation à l'amiable est tentée. Le jowro de Sebera a saisi le chef de Canton de Fakala afin que ce dernier intervienne auprès du jowro de Wuro Hari et que la plaine soit laissée à Sebera. Mais le jowro refusa. Il alla saisir le chef de Canton de

Jenne. A l'aide du Tarik, celui-ci trancha le litige en faveur de Wuro Hari. /
AUTORITE SAISIE: Le chef de Canton de Fakala. Le chef de Canton de Jenne./
DECISION: Oui, émane du chef de Canton de Fakala et de celui de Jenne. /
APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

SIGA DENI

Conflit n°: 241

VILLAGE: NOKENA

LEYDI: PONDORI

Cercle: JENNE

Arrondissement:

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Actuel

ETAPES: 1994

RESSOURCE: Terre + Herbe

ECOTOPE: Mare

OBJET: Revendication d'une dépression (cultivée en partie) pour lui redonner sa vocation originelle. pastorale

PARTIES: Groupe Malinke de SERABUGU c/ groupe Peul de NOKENA

ETHNIES: Malinke c/ Peul

ENJEUX: Pour les Malinke de Sarabugu, Siga Deni est un lieu où les cultures produisent bien surtout avec les décrues des dernières années. Ils veulent toujours cultiver dans la zone à cause de la bonne production. Les Peul ont demandé Siga pour en faire leur pâturage.

FAITS:

L'affaire de Siga Deni a éclaté en 1994, lorsque les Peul de Nokena se sont rendus chez moi pour me demander de leur donner la plaine de Siga Deni en vue d'en faire un lieu de pâturage. Je leur ai fait savoir que Siga n'était pas un endroit indiqué pour le pâturage. C'était une mare dans laquelle les gens coupaient des branches en vue de construire leurs maisons. C'est aussi une zone où des villageois venaient chercher du bois qu'ils revendaient. Je leur ai dit qu'après les crues de ces dernières années, les Malinke de Sarabugu avaient cultivé une bonne partie de la zone et qu'il serait dangereux de fixer un pâturage ici.

Quand les Peul de Nokena ont su ma position par rapport à leur demande, ils se sont dirigés chez le représentant de la coopérative des éleveurs de Jenne à qui ils ont donné de l'argent. Ils ont raconté à ce dernier que l'endroit en question est leur ancien pâturage et que d'ailleurs les Malinke sont entrain de cultiver là-dessus. Le représentant de la coopérative des éleveurs les a conduit chez le Commandant de Cercle de Jenne et leur a donné son soutien.

Le Commandant de Cercle m'a alors convoqué pour entendre mon point de vue sur la question. J'ai informé le Commandant de Cercle que cette zone n'avait jamais été un pâturage. Elle possédait de grands arbres, et depuis la sécheresse, les Malinke étaient venus y cultiver. Je lui ai également dit que Siga Deni ne pouvait pas être un pâturage parce que la zone est cultivée. Je lui ai signalé les risques de dégâts liés à la conversion de l'endroit en zone de pâture. Je lui ai aussi dit que si les Peul voulaient un pâturage, c'était possible du côté de Keke et de Biyabugu, dans une zone nommée Binngana qui était le seul pâturage connu des Peul du Pondori. Après avoir fait mes déclarations au Commandant de Cercle, je suis partis.

Après quoi, les Peul m'ont rejoint chez moi pour me montrer des papiers délivrés par le Commandant de Cercle selon lesquels Siga Deni est leur pâturage officiel. Je leur ai alors conseillé de faire très attention aux cultures des Malinke, ce avec quoi ils furent d'accord.

Mais juste au moment où le riz commençait à pousser, les animaux sont rentrés dans les champs et ont endommagé tout ce qui était à l'intérieur. C'est ce qui a incité les Malinke à frapper deux Peul. Ces derniers sont venus me voir pour m'informer qu'ils avaient été agressés par les Malinke. Je leur ai répondu que je m'y attendais car les Peul et les Malinke ne peuvent pas cohabiter sur un même terrain. Je leur ai annoncé que je ne voulais pas me mêler de cette histoire, car j'avais tout fait pour qu'ils ne prennent pas Siga comme pâturage.

Alors les Peul sont partis saisir le Commandant de Cercle. Celui-ci appela les Peul et les Malinke pour les réconcilier. Mais après cette réconciliation, les Peul ont commis d'autres dégâts dans les champs

des Malinke. Une grande bagarre a éclaté entre eux. Les Malinke ont tué deux Peul et les Peul six Malinke.

Le Gouverneur de la Région en a été informé. Il s'est présenté sur les lieux en compagnie du Commandant de Cercle de Jenne et du représentant de la Coopérative des éleveurs. Ils ont convoqué les deux villages pour les réconcilier sans même leur demander la cause de leur conflit. Après la réconciliation, le Tribunal de Première Instance de Jenne s'est saisi de l'affaire et a emprisonné les accusés. Cependant, les prisonniers sortent chaque fois de la prison et se promènent en narguant les autres dans le village.

RESOLUTION: AUTORITE SAISIE: Le Commandant de Cercle de Jenne. Le Chef d'Arrondissement de Koniyo. Le représentant de la Coopérative des éleveurs, le Gouverneur de la Région de Mopti . Le jowro du Pondori a été sollicité mais il ne s'est pas présenté. La justice aussi a été saisie pour trancher cette affaire. /
DECISION: Toute activité est suspendue dans la zone de Siga Deni. /
APPLICATION: Non.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

VILLAGE: WURO ALFAKA

LEYDI: JALLUBE

Ref Objet: C

Cercle: MOPTI

ETAT du conflit: **Passé réssurgissant**

Arrondissement: JALLUBE

ETAPES: **1992**

RESSOURCE: **Terre + Herbe**

ECOTOPE: **Plaine**

OBJET: **Occupation de l'espace par des Tamacheq**

PARTIES: **Eleveurs peul de WURO ALFAKA c/ éleveurs Tamacheq venus du Nord du Mali (de Leere,**

ETHNIES: **Peul c/ Tamacheq**

ENJEUX: **Les Tamacheq qui venaient chaque année à Wuro Alfaka avaient pour objectif de rester et s'installer. Ils voulaient rester à côté des Peul pour que ces derniers leur prêtent des terres de culture et de pâture. Mais les Peul les voyaient comme des êtres insupportables et les assimilait aux rebelles. C'est ainsi qu'ils avaient décidé de faire décamper les Tamacheq à tout prix pour avoir la paix.**

FAITS:

Il y a plus de trente ans que nous venions dans le leydi de Jallube. Nous n'avions jamais eu de problèmes avec les populations locales. Mais depuis 1992, les habitants de Wuro Alfaka nous posent énormément de problèmes et chaque fois que nos enfants partaient pour les pâturages, ils revenaient frappés ou menacés par les gens de ce village-là. C'est ainsi que moi Allasane Ag Agaali, chef du hameau de Gumu, je me suis rendu chez le chef du village de Wuro Alfaka pour lui demander la raison pour laquelle les gens de son village s'attaquaient à nos animaux et frappaient nos enfants dans la brousse. Je lui ai signifié que depuis mon enfance jusqu'à présent, j'étais toujours venu dans leur terroir et que jamais je n'avais eu de problème avec les gens d'ici comme ces derniers temps. Le chef de village de Wuro Alfaka, Hammadi Ameer Jal, m'a répondu que les gens du village ne voulaient pas de nous. Il m'a informé que les villageois avaient même tenu une réunion pour nous faire évacuer de leur terroir mais que le message ne nous était pas encore parvenu. Mais comme moi-même j'étais là maintenant, il me priait d'aller dire à mes gens que le village ne voulait plus de nous et qu'ils détestaient tout ce qui est Peau-Rouge. Je lui ai demandé la cause de l'attitude des gens du village à notre égard. Il m'a rétorqué que nous faisions partie d'une fraction de rebelles installés à Wasi et que par ailleurs leur terroir n'avait pas suffisamment d'herbes ni d'arbres pour nourrir nos animaux. Ensuite il m'a fait remarquer que ces derniers temps, les villageois se plaignaient beaucoup du vol de leurs animaux et que cela ne pouvait venir que de nous. Pour couper court, il m'a demandé de quitter le terroir de Wuro Alfaka.

Dans la réponse que je lui ai adressée, je lui ai demandé de dire aux villageois que nous n'étions pas des rebelles ni des voleurs d'animaux et que si nous étions là, c'est que nous avions l'habitude de venir ici. Je lui ai dit que notre séjour à Wuro Alfaka date de 1961 et depuis ce moment jusqu'à cette date, qu'il n'y avait jamais eu de dégâts ni de vol dont on nous accuse aujourd'hui. Alors, je me suis rendu à Wasi où se trouvait notre fraction: ces gens présents n'étaient ni des rebelles, ni des voleurs. C'étaient des personnes de chair et de sang. Elles venaient comme les autres, s'installer à Wasi chaque année. C'était à cause de la rébellion du Nord qu'ils avaient immigré pour s'installer définitivement à Wasi. Il ne fallait donc pas que les gens nous prennent pour des rebelles pour la simple raison que nous sommes Tamacheq.

J'ai affirmé au chef de village que les gens de Wuro Alfaka n'avaient pas le droit de nous taxer de voleurs ni de rebelles. Je lui dit que nous étions autorisés à nous installer là par l'administration de Jallube. C'est lorsque j'ai eu fini de lui expliqué tout cela que je lui ai conseillé de parler à ses gens de

ne plus continuer de nous agresser, encore moins de s'attaquer à nos animaux. S'ils veulent que nous quittions, nous sommes prêts à partir sans problème.

A mon retour à Gumu où se trouve notre fraction, j'ai fait le compte-rendu de mon entretien avec le chef du village de Wuro Alfaka. Ensuite, j'ai envoyé un message à Ali Ag Mohamed, un de nos compatriotes qui avait été victime d'une attaque de la part des gens de Wuro Alfaka. Ce dernier était d'ailleurs parti se plaindre chez le chef de fraction Akotaff Anordine Ag Mohamed. A peine un mois après notre entretien, le chef de village de Wuro Alfaka m'appela pour me dire que les siens nous avaient donné un délai pour quitter leur terroir mais la date n'était pas encore fixée. Donc il tenait à m'informer de cela pour que nous puissions nous apprêter et quitter les lieux. Je lui répondis que j'étais d'accord. Mais nous continuâmes les travaux de champs parce que nous y avions des champs de maïs et de riz et nous ne voulions pas les laisser dans ce état d'inachèvement.

Un jour, un certain Hasane Ag Makki était parti au pâturage situé à quelques mètres de notre hameau Gumu. Il fut agressé par des Peul de Wuro Alfaka et ces derniers prirent tous ses animaux. Lorsque Hasane est arrivé au campement tout en sang, je suis parti aussitôt chez le chef du village de Wuro Alfaka pour lui expliquer ce qui venait d'arriver. Je lui ai appris que nous avions été attaqués par les gens de Wuro Alfaka et que nous connaissions bel et bien nos agresseurs. Après quoi, je me suis rendu chez le Chef d'Arrondissement. Je lui ai expliqué tout ce qui s'était passé entre nous et les gens de Wuro Alfaka, depuis le début jusqu'à l'agression sur la personne de Hasane Ag Makki. J'ai mentionné aussi le vol des biens de la personne agressée par ses agresseurs ainsi que le saccage des champs cultivés par notre hameau.

Le Chef d'Arrondissement a adressé une lettre au Commandant de Brigade de Mopti. Je suis alors parti à Mopti en compagnie de Hasane Ag Makki. J'ai remis au Commandant de Brigade la lettre. Ce dernier m'a demandé d'expliquer le problème qui existait entre notre fraction et Wuro Alfaka. Je lui ai rapporté les menaces et les bastonnades dont nos enfants étaient victimes et le saccage de nos champs, ainsi que l'agression dont Hasane fut victime. Le Commandant de Brigade a alors demandé à Hasane s'il pourrait reconnaître les gens qui l'avaient agressé. Ce dernier a acquiescé et a d'ailleurs dit qu'il connaissait leurs noms. Le Commandant de Brigade lui a demandé de les citer pour que des gendarmes aillent à leur recherche et les ramènent jusqu'à Mopti. D'après Hasane, ses agresseurs étaient les suivants: Dembere Aamadu Cisse, Aamadu Jal, Bela Kolo Jal, Nyorgo Hammadi Jal, Allaye Boori Cisse, Saajooru Jal, Buubu Jal, Woliiru Aamadu Jal.

Nous sommes repartis à Wuro Alfaka avec les gendarmes et ces derniers ont arrêté les personnes en question sauf Woliiru Jal car celui-ci avait pris la fuite. On les amena à Mopti et les gendarmes ordonnèrent aux gens de Wuro Alfaka de rembourser à Hasane tous ses biens. Ces biens étaient estimés à 17 chèvres et 24 moutons. Dès lors, le Chef d'Arrondissement de Jallube nous a invité à retourner nous installer à Wasi, ce que nous avons fait.

RESOLUTION: La conciliation n'est pas tentée parce que la tension était très forte. / **AUTORITE SAISIE:** Le Chef d'Arrondissement de Jallube a envoyé une lettre au Commandant de Brigade de Mopti sous le n° 9 en date du 27 Janvier 1992 à propos de l'arrestation des agresseurs de Hasane Ag Makki. / **DECISION:** Oui, le Chef d'Arrondissement de Jallube invite les Tamacheq à quitter le terroir de Wuro Alfaka et à retourner s'installer à Wasi. Mais même à présent certains Tamacheq viennent dans le terroir de Wuro Alfaka. / **APPLICATION:** Oui, mais partiellement.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

KARAN

Conflit n°: 243

VILLAGE: KARAN

LEYDI: WURO N'GIYA

Cercle: YUWARU

Arrondissement: DOOGO

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Actuel

ETAPES: Avril 1994

RESSOURCE: Terre + Poisson

ECOTOPE: Champs + Mare

OBJET: Revendication d'une partie des pêcheries et des terres du leydi

PARTIES: Amadu Abduramane Simbé c/ Afo Salakara

ETHNIES: Bozo

ENJEUX: Afo Salakara de Janke voulait obtenir le partage du leydi Karan qu'il croyait commun à ses grand-parents et à ceux du chef de village de Karan. Le chef de village de Karan n'étant pas convaincu des arguments de Afo Salakara refusa de partager le leydi Karan.

FAITS:

Le leydi Karan appartient à la famille du chef de village de Karan qui a été toujours maître des terres. En Avril 1982, un nommé Afo Salakara du village de Janke s'installa à Karan et se fit présenter à la population comme originaire de ce village. Quelques mois plus tard, il sema du désordre en revendiquant la possession de nombreux champs de riz et pêcheries, ce qui poussa le chef de village de Karan Hamadun Simbe à se plaindre auprès du chef d'arrondissement de Doogo qui le renvoya du village.

En 1992, après la mort de Hamadun Simbe, il revint à Karan et demanda le partage du leydi Karan entre lui et le chef de village en disant que tout ce domaine appartenait à ses grand-parents et à ceux du chef de village qui fondèrent ensemble le village. Le nouveau chef de village de Karan surpris par ses déclarations, fit fouiller tout le tariik du village où il ne trouva aucun fondement aux déclarations de celui-ci. Ses arguments n'ayant pas convaincu du tout le chef de village, il menaça le chef de village de l'expulser du village. Suite à cela, il alla se plaindre en avril 1994 auprès du commandant de brigade de la gendarmerie de Yuwaru qui convoqua le 26 septembre 1994 le chef de village de Karan. Dans cette plainte il exigeait que la possession commune à ses grand parents et à ceux du chef de village de Karan soit partagée en deux, une partie lui revenant et l'autre revenant au chef de village de Karan. Le chef de village de Karan ayant reçu une lettre d'urgence de Mopti à propos d'une affaire très importante, envoya le 02 Octobre 1994 une note au commandant de brigade de la gendarmerie de Yuwaru pour qu'il reporte la convocation à Novembre ou Décembre 1994.

RESOLUTION: AUTORITE SAISIE: Le commandant de brigade de la gendarmerie de Yuwaru en Avril 1994.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

HAMBANU

Conflit n°: 244

VILLAGE: SAARE HAMBANU

LEYDI: JALLUBE BURGU

Cercle: MOPTI

Arrondissement: JALLUBE

Ref Objet: B

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1993

RESSOURCE: Arbres

ECOTOPE: Bois

OBJET: Dégradation des arbres par les chevriers

PARTIES: Saala Bila Tambura (chef de village de SAARE HAMBANU) c/ Groupe de Cookinkobe (Peul

ETHNIES: Agriculteurs c/ Peul

ENJEUX: Les objectifs de Saare Hambanu étaient de faire décamper les Bella et les Peul du Cooki qui gâtent leur forêt et passent toute l'année dans la brousse. Pour les Peul étrangers, vivre dans la brousse de Saare Hambanu est une façon de sécuriser leurs animaux.

FAITS:

Comme je suis le chef du village de Saare Hambanu, tous les villageois se sont réunis chez moi pour me dire que les Bella qui étaient installés dans notre brousse étaient entrain de causer des dégâts énormes dans notre forêt. Avant, il existait une commission de surveillance de la brousse, mais cette commission a éclaté parce que plusieurs des membres étaient partis en exode rural. Ceux qui sont restés étaient plutôt préoccupés par leurs champs. J'ai dit aux villageois qu'il fallait que l'on prenne des précautions et qu'il fallait créer une commission de surveillance qui se charge de gérer la brousse. Nous avons alors créé la commission de 7 personnes qui sont: Ali Tigana Jara, Ali Baburu Tambura, Bara Moodi Jal, Siidi Tambura, Saajo Kulibali, Maama Jenepo et Demba Tambura. Nous leur avons donné le droit d'avertir les Bella et de leur donner un délai de 30 jours pour qu'ils puissent quitter notre brousse.

La commission est partie dans la brousse pour contacter certains Bella chevriers. Certains d'entre eux ont décidé de partir immédiatement tandis que d'autres ont promis de partir avant la date fixée. Après que le délai d'un mois eut expiré, un groupe de Peul venant du Cooki et dirigé par Hasedu Bari, refusa de quitter notre brousse. J'ai donc convoqué ce dernier à Jallube pour l'informer de la décision prise par le village. Cette décision était valable pour tout étranger (Peul ou Bella) installé dans la brousse. Mais cette année à cause des maladies qui sévissent chez leurs animaux, ils n'avaient pas pu s'occuper des Cookinkobe. Néanmoins, nous leur avons dit de quitter. Lorsque Hasedu nous a quittés, il a donné la promesse que ses gens allaient partir. Malheureusement, ils ne l'ont pas fait.

Un membre de la commission vint me dire que ceux-ci n'avaient pas décampé. Aussi, le conseil de village se réunit et décida qu'il fallait les faire décamper par force et sans aviser Hasedu Bari. Mais en tant que chef de village, j'ai préféré l'appeler pour lui signaler la colère des miens et lui dire qu'il serait lui-même responsable de tout ce qui lui arriverait.

Lorsque je me suis aperçu qu'il avait catégoriquement refusé de quitter après toutes mes explications, j'ai convoqué une réunion de tous les villageois. Certains disaient d'ordonner à la commission d'aller les faire décamper par force et de les abattre s'ils refusaient.

Finalement, nous avons pris la décision d'appeler Hasedu pour fixer ensemble une autre date. La date convenue fut la fin du mois de Juillet car c'est après ce mois que les animaux sont susceptibles de faire assez de dégâts. Hasedu fit la forte tête et partit. Un Lundi matin, la commission de surveillance se fit accompagner de deux autres villageois (Allay Moodi Kulibali et Yero Tambura) et alla dans le campement. Là, ils dirent à Hasedu qu'ils étaient venus au nom de tout le village en vue de prier les Cookinkobe de bien vouloir décamper. Hasedu répondit qu'il ne quitterait pas les lieux et qu'il ne

voulait obliger personne à le faire.

Ali Tagara Jara, le doyen de la commission, prit la parole. Il dit à Hasedu qu'ils étaient venus pour négocier en vue d'éviter la bagarre et qu'après tous les délais qu'on avait donnés à Hasedu, celui-ci ne devrait pas refuser de décamper. Aujourd'hui, ils allaient se rendre jusqu'au Cooki et que la suite pouvait être grave. Il ordonna aux autres de faire lever les chèvres et les quelques vaches qui étaient tout près d'eux et les amener vers le village. Lorsqu'ils commencèrent à le faire, certains Bella et Cookinkobe prirent leurs bâtons et se mirent à les frapper. Yero Tambura appela Hasedu et lui conseilla d'intervenir auprès des siens faute de quoi, il serait responsable de cette guerre. A ce moment, il s'est adressé à ses gens et sont allés ensemble de réunir dans une case. A leur retour, ils nous ont dit que si nous amenions leurs animaux, et que certains mouraient, nous devrions les dédommager de leur perte.

La commission revint au village avec les animaux. Nous partîmes saisir le Chef d'Arrondissement de Jallube et lui expliquer tout ce qui s'était dit lors de nos réunions et ce qui a été dit aux Bella et aux Peul qui étaient campés dans notre brousse. Je lui ai expliqué notre décision finale de faire décamper les étrangers par force. J'ai conclu en disant: "Tous les Bella qui étaient dans la brousse sont partis sauf les Cookinkobe qui forment le groupe de Hasedu. Nous avons voulu lui faire une faveur et lui fixer une date pour le faire décamper de notre brousse, mais il a refusé. Notre commission de surveillance est partie dans leur campement et a amené leurs animaux. Donc je suis venu vous saisir pour que vous interveniez entre nous".

Le chef d'Arrondissement me donna une convocation pour Hasedu. J'ai envoyé Siidi Tambura la lui remettre. Le lendemain, Hasedu et quelques uns de ses proches se sont présentés et nous nous sommes retrouvés à l'Arrondissement. Lorsque le Chef d'Arrondissement m'a donné la parole, je suis revenu sur tous les dégâts causés par ces gens. J'ai fait état de la décision du groupe de Cookinkobe, dirigé par Hasedu, de décamper. J'ai dit que maintenant, l'affaire était très grave, ce qui justifiait ma présence chez le Chef d'Arrondissement de Jallube.

Hasedu a fait la déclaration suivante: "Tous les Maliens sont les mêmes et la terre malienne appartient à tous les Maliens. Nous les Cookinkobe, nous sommes des nomades et il y a longtemps que nous venons, il y a plus de 25 ans de cela. Maintenant les gens nous accusent de causer des dégâts dans leur brousse et dans leurs champs. Ce dont on nous accuse est dénué de tout fondement. En tant que chef de ce campement, je demande au Chef d'Arrondissement d'intervenir à côté des gens de ce village-là pour qu'ils acceptent de nous rendre nos animaux. Certains parmi les animaux qu'ils ont emportés sont malades et ne peuvent pas supporter une journée sans manger. Vous pouvez même nous donner une date pour que nous décampions de Jallube".

Après la déposition de Hasedu, le chef d'Arrondissement a demandé aux villageois d'accorder un délai de dix jours à partir du mois d'Août. Ceux-ci répondirent qu'à partir de ce délai, il y aurait la crue et que les occupants de leur leydi ne pourraient plus partir. Le délai de 10 jours fut accepté et le Chef d'Arrondissement ordonna de leur remettre leurs animaux et exigea d'eux qu'ils ne passent pas une seule nuit de plus sur le leydi de Jallube, une fois le délai expiré. Ils se mirent d'accord. C'est ainsi que les Cookinkobe sont partis avant la date prévue. et ne sont jamais plus revenus dans notre brousse.

RESOLUTION: En 1993, la conciliation à l'amiable est tentée, mais elle a échoué. Une commission de 7 personnes fut mise sur pied pour faire comprendre aux étrangers les dégâts qu'ils causaient dans la brousse. Mais ceux-ci ne voulaient rien comprendre./ **AUTORITE SAISIE:** Chef d'Arrondissement de Jallube./ **DECISION:** Oui, orale émise par le chef d'arrondissement de Jallube. / **APPLICATION:** Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

KOMU

Conflit n°: 245

VILLAGE: JALLUBE

LEYDI: JALLUBE BURGU

Cercle: MOPTI

Arrondissement: JALLUBE

Ref Objet: B

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1989

RESSOURCE: Arbres

ECOTOPE: Bois

OBJET: Lutte contre l'abattage d'arbres dans une forêt villageoise

PARTIES: Peul de JALLUBE c/ Riimaay'be de NOOGO

ETHNIES: Peul c/ Riimaay'be

ENJEUX: Les objectifs des gens de Nooga étaient de venir prélever du bois dans la brousse de Jallube. Cette brousse constituait une réserve importante d'arbres. Les gens de Jallube souhaitaient préserver la forêt. C'est là qu'ils venaient pâturer et s'approvisionner en bois de construction.

FAITS:

Dans les années 1989, nous avons mis sur pied une commission de surveillance que nous appelions Komu. Elle avait une grande importance et s'occupait de veiller sur les arbres. C'est au cours de cette année que les gens de Seweri, Pucci et Nooga étaient venus couper du bois pour aller le vendre dans les grandes villes comme Mopti, Fatoma et Konna. En 1989, les Riimaay'be de Nooga sont venus couper du bois en pleine saison sèche, tout comme ils en avaient l'habitude. Ils causèrent beaucoup de dégâts et transportèrent du bois dans leurs charrettes. Quelques mois après, les gens de Pucci sont venus faire la même chose. Notre commission de surveillance alla se plaindre chez les villageois pour obtenir l'autorisation de saisir les coupeurs d'arbres. Nous avons tenu une réunion au niveau du village et nous avons décidé d'arrêter toute charrette qui viendrait dans la brousse.

Lorsque la commission a commencé à surveiller la brousse, les premières personnes saisies ont été les gens de Nooga. Nous nous sommes saisi de leurs charrettes pour les emporter à Jallube et les avons informés de notre décision d'arrêter toute personne prise en train de couper du bois dans notre forêt. Nous leur avons fait part du danger que notre brousse court en se dégradant. Nous les avons priés de ne plus revenir couper du bois, leur disant que si nous les prenions encore, nous serions dans l'obligation de les conduire chez le Chef de Cantonement Forestier. Lorsqu'ils furent avertis, l'un d'entre eux du nom de Nawna Tammbura a demandé qu'on leur permette de venir ramasser du bois mort pour qu'ils ne repartent pas avec des charrettes vides. Nous lui avons répondu qu'il était formellement interdit d'y couper du bois. Néanmoins après leur départ, la commission remarqua qu'ils n'avaient pas respecté les consignes car ils étaient retournés dans la forêt pour aller prendre du bois mort. Mieux que ça, ils avaient coupé du bois qu'ils firent sécher dans la forêt pour revenir le chercher trois jours après. La commission de surveillance en informa le village.

Nous avons tenu une autre réunion. Nous avons choisi sept personnes qui sont: Ali Demba Jara, Kara Dammbale, Sarama Jara, Saajo Kulibali, Haji Maama Tambura, Huseyni Dammbale, Ali Bukari Tambura, tous Riimaay'be domiciliés à Jallube. Leur tâche était d'arrêter toute personne qui couperait du bois sans l'autorisation du chef du village de Jallube. D'après les dernières enquêtes de la commission, on a pu constater que les gens de Nooga continuaient à couper du bois vert. Ils ont été arrêtés par les membres de la commission qui les ont amenés à Jallube devant le chef des Riimaay'be, Demba Hamadi Landura. Ce dernier représente le chef de la forêt. Nous avons tenu une réunion pour les sanctionner parce qu'ils avaient été avertis.

Devant le chef des Riimaay'be, le porte-parole a déclaré qu'il était catégoriquement interdit de couper du bois vert dans la forêt de Komu et que les habitants du village de Jallube étaient eux aussi

concernés par cette loi. La commission a arrêté les gens de Nooga dans la mesure où ceux-ci avaient été avertis et où ils n'avaient pas cessé de couper le bois. La décision a été prise par tout le village. Il a été dit que les gens de Nooga devaient servir d'exemple et pour cela, ils devaient payer une amende de 3000 francs par charrette. Lorsqu'ils ont compris que la décision était ferme, leur doyen Hasana Bara Tambura a pris la parole pour demander aux Riimaay'be de Jallube de bien vouloir diminuer la somme de trois mille francs. Malgré toutes les négociations, l'amende resta fixée à 3.500 francs, assortie d'une interdiction totale de couper du bois dans la forêt. Les gens de Nooga ont alors compris qu'ils étaient obligés de payer la somme de 3.500 FCFA. Ils ont payé leur taxe et sont partis en laissant le bois qu'ils avaient coupé. Et dès lors, personne d'entre eux n'est revenu couper du bois dans notre brousse.

RESOLUTION: Un accord à l'amiable a été tenté vers le mois de Mai 1989, mais sans succès.
AUTORITE SAISIE: Chef du village de Jallube et le chef des forêts qui est en même temps chef des Riimaay'be./ **DECISION:** Oui, émane du chef des forêts. Et dès lors on décida d'appliquer l'amende de 3.500 F CFA à toute personne en faute./
APPLICATION: Non, parce qu'elle est contrecarrée par les agents des Eaux et Forêts qui donnent l'autorisation de couper du bois moyennant une contrepartie pécuniaire.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

TIELEL-BABA-HAWA

Conflit n°: **246**

VILLAGE: SINDE

LEYDI: KOMONGALLU

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JONDORI

Ref Objet: **A**

ETAT du conflit: **Passé**

ETAPES: **1993**

RESSOURCE: **Sol pour habitat**

ECOTOPE: **Bourgoutière**

OBJET: **Revendication d'une plaine anciennement inondée**

PARTIES: **Seydu Jal c/ Alaji Sow**

ETHNIES: **Peul**

ENJEUX: **Le jowro Seydu Jal voulait distribuer des parties de sa bourgoutière qui n'était plus inondée à titre de lots d'habitat aux Bozo nomades. Alaji Sow croyant posséder cette partie de bourgoutière s'opposa à cette distribution de lots.**

FAITS:

Tiehel-Baba-Hawa est une bourgoutière possédée par le Jowro de Komongallu Seydu Jal qui l'a héritée de ses grand-parents. En 1993, le jowro, voyant que l'eau n'inondait plus certaines parties de cette bourgoutière, prit la décision de la distribuer aux bozo nomades pour y faire leur habitat. Alaji Sow, un berger de Sindé ayant appris cela s'y opposa en déclarant que cette partie est à lui puisqu'elle est à côté de son village Sinde. Le jowro sans considérer les déclarations de ce dernier passa à la distribution. Alaji n'étant pas d'accord avec cette distribution, se plaignit auprès du chef d'arrondissement de Jonjori. Celui-ci, après avoir reçu la plainte, convoqua les deux parties en litige et leur demanda leurs arguments, tout en promettant un règlement définitif du litige, quand ses enquêtes finiraient. Les enquêtes du chef d'arrdt prouvèrent que les arguments de Alaji Sow étaient sans fondements et que le lieu était sous la possession du Jowro de Sabare. Le jowro a donc été autorisé à poursuivre sa distribution de lots par une décision qui mit fin au litige.

RESOLUTION: / AUTORITE SAISIE: Le chef d'arrondissement de Jonjori en 1993./ DECISION:

Après examen du problème opposant Seydu Jal à Sabare et Aladji Sow berger à Sinde sur une partie de la bourgoutière Tiehel-Baba-Hawa. Il a été dégagé unanimement par toutes les parties que le dit lieu est propriété du jowro Seydu Jal de Sabare. Le chef d'arrondissement de Jonjori reçoit la plainte de Alaji Sow, la déboute comme mal fondée. Le jowro Seydu Jal est autorisé à distribuer des lots à titre d'habitat dans le dit lieu./ APPLICATION: Oui.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

SORITA-KUWANTA

Conflit n°: 247

VILLAGE: JAFARABE

LEYDI: JAFARABE

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JAFARABE

Ref Objet: A

ETAT du conflit: Passé resurgissant

ETAPES: 1987 - 1992 - 1993

RESSOURCE: Sol pour habitat

ECOTOPE: Plaine

OBJET: Construction d'habitation sur une terre prêtée

PARTIES: Brehima Sorita c/ Bokary Kuenta

ETHNIES: Bozo

ENJEUX: Dans sa tentative d'occuper plus d'espace Brehima Sorita ne tient pas compte de certaines limites. Bokary Kuenta tient à conserver ce que son père lui a laissé.

FAITS:

En amont, Jafarabe semble barrer le fleuve Niger. En réalité, il constitue un point de séparation du bras de Ja, appelé le Jaka du fleuve Niger. De toute évidence, un fleuve ou un marigot ne peuvent être traversés qu'en pirogue. La coutume reconnaît au maître de l'eau le droit exclusif d'assurer le passage et de percevoir une rémunération en argent ou en nature. A Jafarabe il existe quatre points où le trafic est important, non seulement du fait des cultivateurs qui ont leurs champs de l'autre côté de la rive, des femmes qui vont ramasser du bois de chauffe et des usagers du marché, mais aussi et surtout du fait des troupeaux de bovins et de ovins qui vont en transhumance et en reviennent. La famille de Mana Kuenta est l'une des familles qui assurent le passage. A la montée des eaux, les plages sont submergées et les usagers, éleveurs et agriculteurs, s'organisent pour la traversée. Dans le souci d'une parfaite organisation, Mana Kuenta avait fait une demande, adressée au chef de village pour obtenir un lopin de terre qui lui servirait pour embarquer ou débarquer ses clients. Sa demande fut agréée. Sumana Sorita était son ami intime et fabriquant de pirogue. Celui-ci lui demanda une portion de son lopin pour installer son atelier. Cela ne posa aucun problème. L'amitié fut renforcée entre les deux hommes.

Quelques années plus tard Sumana Sorita mourut. En 1966, son fils, Brehima bâtit une maison en terre battue qui ne fut pas conforme à l'avis de Mana. Le chef de village intervint pour les réconcilier. Brehima reconnut son tort et l'affaire fut close.

A la mort de Mana Kuenta en 1987, dans le souci de disposer de plus d'espace Sorita construisit une autre pièce contiguë à la première. A partir de ce moment et jusqu'en 1994, la tension augmenta entre les deux familles qui ne connurent pas de répit. En effet, Bokary Kuenta, fils aîné du défunt Mana Kuenta relança l'affaire. Au delà du chef de village et de ses conseillers, l'affaire fut portée devant le chef d'arrondissement qui en 1988 ne parvint pas à faire entendre raison à Brehima Sorita. L'affaire passa au tribunal. Le juge de paix à compétence étendue, fut muté, et son successeur se saisit du dossier. Par l'acte de jugement de 1992, Brehima fut débouté. Dans un délai de Quinze (15) jours, les antagonistes furent invités à revenir se procurer la Décision, si plus rien n'est entendu.

Avant la fin du délai imparti, Brehima Sorita amena l'affaire à la cour d'appel à Mopti. En Février 1993, les opposants et leurs témoins furent écoutés. Le verdict n'est pas encore officiellement tombé. En Septembre 1994, Bokary Kuenta a voulu replacer le piquet qui délimitait les 2 parcelles, ce qui a failli provoqué une bagarre. Les deux parties sont sur leurs gardes et sont prêtes à s'affronter à la moindre occasion.

RESOLUTION: De 1987 à 1994, les parents respectifs des deux parties ont tenté à plusieurs reprises, de les concilier en rappelant tout l'historique de l'acquisition de la parcelle concernée. Des témoins oculaires tels que Mory Kalapo, Mory Jenepo, Sampamu

sont tous intervenus pour convaincre Brehima Sorita de regarder la réalité en face./
AUTORITE SAISIE: En 1966, Chef de village réconcilie Brehima Sorita et Mana Kuantu. En 1987, le chef de village et ses conseillers sont à nouveau saisis. En 1988, le chef d'arrondissement fut saisi. En 1992, L'affaire passa devant les autorités judiciaires à Tenenku. En 1993, la cour d'appel fut saisie./ DECISION: Aucune décision écrite n'a pu être obtenue officiellement. La parcelle est déclarée «parcelle en litige» par le juge de paix de Tenenku depuis 1987./ APPLICATION: Pas de décision.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

JONJORI

Conflit n°: 248

VILLAGE: JONJORI

LEYDI: KOMONGALLU

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JONDORI

Ref Objet: S

ETAT du conflit: Actuel

ETAPES: 1973 - 1984 - 1994

RESSOURCE: Récoltes

ECOTOPE: Champs

OBJET: Dégâts de champs causés par le bétail

PARTIES: Jowro Seydu Jal c/ Sambaru Afo Tambura

ETHNIES: Peul c/ Riimaay'be

ENJEUX: Les éleveurs à la recherche de nouveaux pâturages, reviennent tôt de la transhumance avec leurs troupeaux. Les agriculteurs sont obligés de défendre leurs récoltes contre l'arrivée précoce des animaux.

FAITS:

Depuis des années, les boeufs de labour des Riimaay'be sont sous la surveillance des Peul. A leur passage et durant leur séjour, les excréments d'animaux constituent un apport important d'engrais organiques. Ainsi, les animaux contribuent à l'enrichissement des champs. Depuis 1973, on assiste chaque année à un retour précoce des animaux de la transhumance.

Togge, Paga, Dundewal, Belai, Pari, Guele, Hore-Sana, Dokoye, Wudruare sont des villages limitrophes de la localité de Jonjori. Au-delà de ces villages, les troupeaux sont bien maîtrisés. Une fois ces limites franchies, les animaux, en divagation, pénètrent dans les champs de mil situés plus loin et commettent des dégâts très importants; ensuite ils arrivent aux champs de riz, pour les mêmes actes. La coutume veut que les animaux de cette localité soient les premiers à y paître. Les animaux de Jallube et de Yuwaru sont plus maîtrisés car leurs bergers en dehors de la redevance qu'ils paient au jowro étaient aussi taxés, pour chaque animal égaré qui pénétrait dans un champ.

Constatant l'ampleur des dégâts, les agriculteurs demandèrent que les mêmes mesures soient appliquées aux bergers autochtones pour limiter les dégâts. Le chef de village et ses conseillers intervinrent pour résoudre l'affaire à l'amiable. De 1984 à nos jours, quand les animaux sont de retour, chaque agriculteur est tenu de défendre son champ avant leur rentrée dans les bourgoutières. Chaque année, la tension est grande entre éleveurs et agriculteurs, les éleveurs, sous prétexte que les animaux appartiennent aussi bien aux Peul qu'aux Riimaay'be, minimisent tout effort pour éviter les dégâts.

RESOLUTION: Le jowro et le représentant des agriculteurs n'ont pas pu trouver un terrain d'entente, le second voulait une arrivée un peu plus tardive, le premier veut regagner très tôt les bourgoutières./ AUTORITE SAISIE: Le chef de village, Sidi Amiri Tammbura ainsi que son prédécesseur, son père furent toujours saisis. Quelques conseils sont donnés chaque fois qu'il y avait une plainte et l'éponge est passée dessus./ APPLICATION: Les conseils ne sont jamais écoutés. Chaque année, les mêmes problèmes sont créés, et restent sans solution définitive.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

JUGGI

Conflit n°: 249

VILLAGE: JUGUI

LEYDI: KOMONGALLU

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JONDORI

Ref Objet: S

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1992

RESSOURCE: Récoltes

ECOTOPE: Champs

OBJET: Dégâts de champs par le bétail

PARTIES: La famille du jowro (Seydu Jal de JONDORI) c/ La famille d'un Dimajo

ETHNIES: Peul c/ Riimaay'be

ENJEUX: Sans aucune considération pour un Riimaay'be et en raison de leur souci constant de nourrir et d'abreuver ses animaux, les éleveurs laissent divaguer les animaux dans les champs cultivés. Les agriculteurs, pour défendre leurs cultures sont prêts à tous les sacrifices.

FAITS:

Depuis 1973, les animaux reviennent de la transhumance de façon de plus en plus précoce. Les champs ne sont pas récoltés. Ainsi chaque année, Peul éleveurs et Riimaay'be agriculteurs sont aux prises. Malgré des avertissements et des interventions, les éleveurs ont un seul souci, celui de faire manger les animaux. Faute de mesures prises par les autorités locales, les auteurs d'agression sont toujours restés impunis. A la suite d'une altercation entre un berger (de la famille du jowro Seydu Jal) et un agriculteur, l'affaire fut portée devant le chef de village Amiri, dit Jomu Saare qui les réconcilia. Quelques jours plus tard, le même troupeau, dans sa divagation, prit la direction du même champ. Les éleveurs savent une chose, dès que une voix étrangère se fait entendre fort au milieu d'un troupeau, les animaux sont dispersés dans une fuite erronée. Leur regroupement demande un grand effort. L'agriculteur n'ayant aucune autre ressource devant un troupeau qui entre dans son champ, cria si fort que les animaux partirent affolés dans tous les sens. Le berger, mécontent de l'acte, se dirigea sur l'agriculteur et lui assena des coups. En essayant de le défendre, une femme de la famille du jowro, l'assomma et le tua à coups de pilon. L'affaire fut portée devant le tribunal de Tenenku. A la suite d'une convocation, la meurtrière fut interrogée. Quelques jours plus tard, elle rentra au village sans écoper la moindre peine. Justice n'étant pas faite, pour des raisons obscures, la famille de la victime décida de faire elle-même vengeance. Pour ne pas se lancer dans un tunnel dont l'issue est incertaine, Jaje Konta, secrétaire politique de l'A.D.E.M.A. à Jonjori passa à Sabari pour une sensibilisation générale pour que pareil cas ne se reproduise plus jamais. Il fut écouté, l'affaire fut ainsi classée.

RESOLUTION: Malgré plusieurs tentatives de conciliation visant à sensibiliser les Peul, à s'occuper de ses animaux et demander à l'agriculteur plus de tolérance, le scandale n'a pas pu être évité./ AUTORITE SAISIE: Le chef de village Amiri et ses conseillers. Tribunal de Tenenku, le secrétaire politique de l'ADEMA à Jonjori./ DECISION: Non, sensibilisation des familles des antagonistes /APPLICATION: pas de décision.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

FAKALA

Conflit n°: 250

VILLAGE: SOFARA

LEYDI: HORS-LEYDI

Cercle: JENNE

Arrondissement: SOFARA

Ref Objet: S

ETAT du conflit: Actuel

ETAPES: 1993

RESSOURCE: Récoltes

ECOTOPE: Champs

OBJET: Dégats de champs par du bétail

PARTIES: Les deux parties sont représentées par Balla Ture (chambre d'agriculture)

ETHNIES: Agriculteurs c/ Peul

ENJEUX: Les agricultures demandent des réparations dues aux dommages causés aux récoltes. Les éleveurs voudraient une solution à l'amiable; ils promettent de ne plus jamais faire cela.

FAITS:

Le Fakala est une vaste plaine située entre la zone exondée et la zone inondée. Le Fakala est découpé et Tonge est l'une de ces parties où l'on pratique exclusivement la riziculture. On l'appelle aussi plaine de Sofara. Les villages de Sofara, Jaba Allaye, Jaba Peul, Biba Montorbugu et Gidio well se la partagent.

Dans le Fakala, les conflits sont multiples entre éleveurs et agriculteurs d'une part et entre éleveurs et Bozo (Tié), d'autre part. Les différents accrochages ont lieu à des périodes bien déterminées, à savoir au départ des animaux pour le Sahel en début d'hivernage, (période des jeunes pousses), au retour des animaux de la transhumance lors de la décrue (période de maturation des variétés hâtives et des espèces de cultures sèche). C'est aussi la période de rétablissement des barrages de pêche.

Un cas de conflit très rare est celui qui oppose agriculteurs et éleveurs au sujet des boeufs de labour. Ici, les demandeurs et les défenseurs se confondent. Au retour des animaux du Sahel, les boeufs de labour sont retenus aux alentours du village sans surveillance. En 1993, un groupe de boeufs de labour était rentré dans des champs pour commettre des dégâts importants. Les victimes ont demandé des réparations sans quoi un affrontement serait inévitable. Les propriétaires de boeufs voudraient clore cette affaire prendre des mesures pour éviter le renouvellement de pareille situation. Faute de consensus, les acteurs étaient prêts à mesurer leurs forces. Des services techniques de l'agriculture et de l'élevage sont intervenus pour évaluer les dégâts et exiger des réparations.

RESOLUTION: Les services techniques représentés par Yero Sissoko, Thiena Bore respectivement agent de l'élevage et agent de l'agriculture sont intervenus pour constater les dégâts puis évaluer les réparations./ AUTORITE SAISIE: En 1993, Chef d'arrondissement. Tribunal de premier instance de Jenne./ DECISION: Décision de la commission: réparation des dégâts./ APPLICATION: La décision de la commission composée du service technique de l'agriculture, de l'élevage, du Président de la chambre d'agriculture n'a pas été acceptée par les éleveurs. L'affaire est devant le tribunal.

Textes versés au dossier: PV, Lettre, Rapport, etc:

JAL-KONTA

Conflit n°: 251

VILLAGE: JONDORI

LEYDI: KOMONGALLU

Cercle: TENENKU

Arrondissement: JONDORI

Ref Objet: S

ETAT du conflit: Passé

ETAPES: 1993

RESSOURCE: Récoltes

ECOTOPE: Champs

OBJET: Dégâts de champs par le bétail

PARTIES: Jaje Konta c/ Ansa Jal

ETHNIES: Peul c/ bozo

ENJEUX: L'éleveur voulait laisser les animaux divaguer. L'agriculteur, dans le souci de défendre son champ cria sur les animaux afin de les empêcher de pénétrer dans son champ et de détruire sa récolte.

FAITS:

Sous l'effet combiné de la sécheresse et de la désertification des années 1973, les espaces de culture et les espaces pastoraux se sont trouvés considérablement réduits. Les accrochages entre agriculteurs et éleveurs sont désormais devenus monnaie courante. En effet, les agriculteurs ont abandonné les champs de riz situés à plusieurs kilomètres du village pour travailler dans les bas-fonds, autour des bourgoutières.

Les Peul éleveurs de retour du Sahel avec leurs animaux cherchent à regagner les bourgoutières. Les agriculteurs dont les champs à maturité ne sont pas encore récoltés, se heurtent aux éleveurs. De 1973 à nos jours, plusieurs incidents se sont passés entre ces deux catégories socioprofessionnelles. L'un des incidents, celui de Jaje Konta et de Anso Jal remonte à 1993.

En présence de Bra Konta, frère de Jaje Konta, les animaux en divagation se sont dirigés sur son champ non récolté. Le cultivateur alla à la rencontre du troupeau et demanda au berger, Anso Jal de réorienter les animaux. Ce dernier, faisant semblant de s'exécuter laissa tout de même le troupeau pénétrer dans le champ. Les dégâts furent énormes. Dès que l'agriculteur vociféra sur le troupeau, les animaux se dispersèrent dans une course effrénée et se dispersèrent sur une longue distance. L'altercation entre les deux protagonistes fut très vive et elle se termina par des coups de poings et de bâton. L'agriculteur reçut une blessure profonde à la tête.

Jaje Konta, le frère de la victime, porta l'affaire devant le chef d'arrondissement de Jonjori. L'agresseur fut convoqué. A la remise de la dite convocation, les coups de poings et de bâtons ont continué. La gendarmerie fut obligée d'intervenir pour amener les antagonistes à Tenenku. Après contrôle et investigation, justice fut faite. Sur une intervention de l'imam de la mosquée de Jonjori, du chef de village et de ses conseillers, les parents de la victime acceptèrent un allègement de la peine. Néanmoins, l'agresseur paya les frais de soins médicaux dont le montant s'élève à 9.000 F CFA (neuf mille francs CFA), 25.000 F CFA (vingt cinq mille francs CFA) de prix d'essence du véhicule de la gendarmerie dont le commandant de brigade fut obligé de réquisitionner pour amener l'agresseur à Tenenku.

RESOLUTION: Les deux chefs de famille concernés n'ont pas pu résoudre le problème à l'amiable. La famille de l'éleveur voulait taire l'affaire, celle de l'agriculteur, consciente du danger permanent veut trouver une solution définitive devant les autorités./

AUTORITE SAISIE: Le chef de village et le jowro furent saisis d'abord, ensuite sont intervenus le chef d'arrondissement de Jonjori et la gendarmerie de Tenenku./

DECISION: L'agresseur fut verbalisé, puis relaxé./ APPLICATION: Oui.

**SYNOPSIS DES CONFLITS FONCIERS
DU
DELTA INTERIEUR DU NIGER**

TABLEAU SYNTHETIQUE DES CONFLITS FONCIERS

NOM	ECOTOPE	REVENDICATEURS	OBJET	Droit Appliqué	ETAT du conflit
HARIIMA BOGO	Bourgoutière	Groupe c/ Groupe	Revendication d'une bourgoutière transformée en hariima.	Traditionnel	Passé
SOTIGI-TAKAVIABAKA	Mare	Groupe c/ Groupe	Revendication de deux mares comme terres de culture et bourgoutières.	Pratique	Passé
SAMAYE	Bourgoutière	Groupe c/ Groupe	Revendication d'un bas-fond	Pratique	Passé
RUNNDE KOMIO 1	Île	Groupe c/ Groupe	Revendication d'une bourgoutière située sur une île (runnde).	Traditionnel	Passé
RUNNDE KOMIO 2	Bourgoutière	Groupe c/ Groupe	Revendication d'une île à burgu (runnde).	Pratique	Passé
TOGEL NALE	Bourgoutière	Groupe c/ Groupe	Revendication d'une bourgoutière régénérée naturellement selon les uns et artificiellement selon les autres.		Présent
RUNNDE BENDI KOOTAKA	Bourgoutière	Groupe c/ Groupe	Revendication d'une bourgoutière et maintien de celle-ci en l'état.	Pratique	Passé resurgissant

NOM	ECOTOPE	REVENDICATEURS	OBJET	Droit Appliqué	ETAT du conflit
TARAJI	Bourgoutière	Famille c/ Famille	Revendication de bourgoutières.	Traditionnel	Passé
HARIIMA GEMBE	Bourgoutière	Individu c/ Famille + Groupe	Revendication de terres de culture par un ressortissant sur un hariima villageois.	Traditionnel	Passé
KANTA-SIDIBE	Bourgoutière	Groupe c/ Groupe	Accès à une bourgoutière par le village riverain sans autorisation du Jowro.	Pratique + Etatique	Passé
TOGEL JABI 1	Plaine	Groupe c/ Groupe	Mise en culture d'une plaine à burgu; conservation d'une bougoutière (réhabilitation).	Traditionnel	Passé resurgissant
RUNNDE BAYNGAL	Bourgoutière	Groupe c/ Groupe	Cultures dans une bourgoutière.		Passé
HARIIMA DUDERI	Bourgoutière	Groupe c/ Individu	Revendication du respect d'un hariima (interdiction de culture) et reconnaissance de celui-ci (hariima de Wuro Moodi).	Traditionnel	Passé
GUOKULU	Bourgoutière	Groupe c/ Groupe c/ Individu	Culture d'un chenal dans les bourgoutières et revendication de la zone par deux villages.		Présent
BODY-GORDY	Bourgoutière	Groupe c/ Groupe	Revendication de limite de bourgoutières.	Traditionnel	Passé resurgissant

NOM	ECOTOPE	REVENDICATEURS	OBJET	Droit Appliqué	ETAT du conflit
FURDU	Bourgoutière	Individu c/ Individu	Frontière entre deux bourgoutières	Traditionnel	Présent
PIRAJUDE	Bourgoutière	Groupe c/ Groupe	Revendication d'une bourgoutière, délimitation des leyde	Coranique	Passé
TUNDE-JOLEL	Bourgoutière	Groupe c/ Groupe	Frontière de leyde: possession d'un bourgoutière (avec préséance de pacage)	Traditionnel	Passé resurgissant
DAKEOLE-KOBO	Plaine	Groupe c/ Groupe	Revendication d'une plaine entre les deux Leyde, conflit de frontière de leyde	Traditionnel	Passé
TIAIGAI	Bourgoutière	Groupe c/ Groupe	Gestion d'une bourgoutière	Traditionnel	Passé resurgissant
JOWRO de KANIO	Bourgoutière	Individu c/ Individu	La fonction de Jowro	Traditionnel	Passé
LAWSI	Bourgoutière	Individu c/ Individu	Succession à la fonction de Jowro: deux antagonistes prétendent la place	Traditionnel	Présent
HOORE WUMBERE	Bourgoutière	Individu c/ Famille	Préséance au sein de l'eggirgol	Traditionnel	Passé resurgissant

NOM	ECOTOPE	REVENDICATEURS	OBJET	Droit Appliqué	ETAT du conflit
JUGGERE	Mare	Groupe c/ Groupe	Fauchage du burgu.	Traditionnel	Passé
HARIIMA WURO NEEMA	Bourgoutière	Groupe c/ Individu	Conservation du burgu dans le Harima; appliquer l'interdiction d'arracher le burgu.		Passé
SIRKI	Chenal	Groupe c/ Groupe	Utilisation d'un point de traversé / sur lequel se greffe un conflit de perception de côtisation de traversée entre 2 administrations déconcentrées (Cercles).	Traditionnel	Passé
FULINKRIYABE	Bourgoutière + Plaine	Groupe c/ Groupe	Empêcher la sédentarisation dans le leydi de troupeaux étrangers.		Présent
GAÏNO	Toggere	Individu c/ Groupe	Revendication d'un toggere	Etatique	Passé
SIMAI	Plaine	Groupe c/ Groupe	Revendication d'une plaine	Traditionnel ?	Passé
NUH-BARKE	Fleuve	Groupe c/ Groupe	Détention d'un tronçon de fleuve	Etatique	Passé
SEBAKA	Chenal	Groupe c/ Groupe	Pêcherie (détention d'un marigot)	Coranique	Passé

NOM	ECOTOPE	REVENDICATEURS	OBJET	Droit Appliqué	ETAT du conflit
THIAKOYE TOMOTA	Chenal	Groupe c/ Groupe	Revendication d'un lieu de pêche.	Traditionnel	Passé resurgissant
KINGETO	Fleuve + Mare	Groupe c/ Groupe	Revendication d'une zone de pêche	Traditionnel	Passé
KUBITERA	Chenal	Individu c/ Famille	Revendication de pêcheries	Traditionnel + Pratique	Passé
CALLA	Chenal	Groupe c/ Groupe	Revendication d'une pêcherie.	Etatique	Passé
DAKA PUGUPAGA - LASSE MAYO	Fleuve + Mare + Chenal	Famille c/ Groupe	Revendication d'un tronçon du fleuve Niger, d'une mare et d'un chenal	Traditionnel	Présent
BANA	Chenal	Individu c/ Individu	Revendication d'une pêcherie (avec demande d'expulsion).	Traditionnel + Etatique	Passé
KUMANA	Chenal	Famille c/ Famille	Revendication de pêcherie.	Traditionnel	Passé
DOROJI	Mare	Famille c/ Famille	Revendication de pêcheries (mares).	Traditionnel	Passé

NOM	ECOTOPE	REVENDICATEURS	OBJET	Droit Appliqué	ETAT du conflit
TIENALAWOL / JUGOL	Chenal	Groupe c/ Groupe	Revendication d'un chenal comme pêcheerie	Pratique	Passé resurgissant
MAYEL KOSO	Chenal	Groupe c/ Groupe	Revendication d'une pêcheerie.		Présent
GINEWOL	Chenal	Individu c/ Individu	Revendication de pêcheeries.	Traditionnel	Passé
JUGAL BAGI	Mare	Groupe c/ Groupe	Revendication d'une mare comme pêcheerie.	Pratique	Passé resurgissant
JARENDE	Chenal	Famille c/ Famille	Revendication de droits de pêche sur un chenal: les Somono veulent être les seuls à utiliser des sennes et mettre en défens toutes les réserves. Les Bozo louent des sennes et font établir des "zones de subsistance" dans les réserves.	Traditionnel	Présent
GUO	Chenal	Groupe c/ Groupe	Revendication de la possession d'un chenal situé sur deux terroirs villageois.	Pratique	Passé
PATI-JARDATA	Mare	Groupe c/ Individu	Retrait de droits concédés: changer de maître des eaux (délégué du jowro chargé de la gestion de mares).	Traditionnel	Passé
PATAWAL	Chenal	Groupe c/ Groupe	Revendication d'une gestion d'une pêcheerie (réserve) et de l'étendue de ses limites.	Etatique	Passé ?

NOM	ECOTOPE	REVENDICATEURS	OBJET	Droit Appliqué	ETAT du conflit
TIENEL-LAWOL	Chenal	Groupe c/ Famille	Partage et responsabilité de pêcheries.	Traditionnel	Passé
POMBA	Mare	Groupe c/ Groupe	Pêcherie (premier jour)	Etatique	Passé
TANDA-M'BONGA	Chenal	Groupe c/ Groupe	Le possesseur de la pêcherie refuse l'utilisation de sennes par les autres.	Etatique	Passé ?
WALADU-M'BANAJE	Chenal	Groupe c/ Groupe	Emploi d'engins de pêche (grands filets)	Etatique	Passé
MAYO TAMA	Chenal	Groupe c/ Groupe	Utilisation d'engins de pêche (les sennes).	Etatique	Passé
GOBE	Fleuve + Mare	Groupe c/ Groupe	Accès aux pêcheries dans fleuve, chenaux et mares, avec de nouveaux engins de pêche	Etatique	Passé
WAGNOLA	Chenal	Groupe c/ Groupe	Pêche des étrangers avec des engins, les sennes, non traditionnels des lieux.	Pratique	Passé ?
TIAÏDE	Chenal	Groupe c/ Groupe	Pêcherie (barrages)	Pratique	Passé

NOM	ECOTOPE	REVENDICATEURS	OBJET	Droit Appliqué	ETAT du conflit
TOLOBA 2	Champ	Individu c/ Individu	Revendication d'un champ	Pratique	Passé
TOLOBA 1	Champs	Individu c/ Individu	Revendication de champs	Pratique	Passé
ABARAWAL (KABA)	Mare	Individu c/ Individu	Revendication de mare	Traditionnel	Passé resurgissant
WULDU	Plaine	Famille c/ Famille	Revendication de champs	Etatique	Passé resurgissant
NIADE	Plaine	Groupe c/ Groupe	Revendication d'une plaine de culture	Etatique	Passé resurgissant
BWARE	Champs	Individu c/ Individu	Revendication de champs	Traditionnel	Passé
POLENTA	Champ	Individu c/ Individu	Revendication d'un champ	Traditionnel	Passé
FANKELIN	Champs	Individu c/ Individus	Revendication de terres de culture vendues pour extension du village		?

NOM	ECOTOPE	REVENDICATEURS	OBJET	Droit Appliqué	ETAT du conflit
JARA-KULIBALI	Champs	Famille c/ Famille	Revendication de champs	Traditionnel	Passé resurgissant
MEGU	Champ	Individu c/ Famille	Revendication de la possession d'un champ	Traditionnel	Passé
SAKA	Plaine	Famille c/ Famille	Revendication de terres par un dimajo (terre & mare)	Etatique & Traditionnel	Passé
PÔ	Champs	Groupe c/ Groupe	Revendication de champs prêtés.	Pratique	?
FALA	Plaine	Groupe c/ Groupe	Revendication d'une plaine.	Pratique	Passé
SAARE MALA	Champs	Groupe c/ Individus	Revendication des terres d'un leydi, spécifiquement d'un village.	Traditionnel	Passé
TARAWARMA	Mare	Groupe c/ Groupe	Revendication d'une mare.	Pratique	Passé resurgissant
MUGNA TJIN-TJIN	Champs	Groupe c/ Groupe	Revendication de champs.	Traditionnel	Passé resurgissant

NOM	ECOTOPE	REVENDICATEURS	OBJET	Droit Appliqué	ETAT du conflit
BEITEL TORODI	Champs	Individu c/ Groupe	Revendication de champs sans héritier.	Traditionnel	Passé
BINU	Champ	Individu c/ Individu	Revendication d'un champ	Traditionnel	Passé
SUON JANGA	Mare	Individu c/ Individu	Revendication d'un champ (mare mise en culture).	Traditionnel	Présent
TIARU	Champ	Famille c/ Groupe	Revendication d'un champ prêté.	Traditionnel	Passé
BOGEJI	Plaine + Bois (sacré)	Groupe c/ Groupe	Revendication d'une partie d'une plaine par deux villages et un Jowro.	Pratique	Présent ?
KABARA	Lac	Groupe c/ Groupe	Revendications de terres dans un lac	Pratique	Passé
BAANDA	Champs	Famille c/ Groupe	Revendication de champs prêtés.		Présent
SIIDIBE-PARITA	Champs	Individu c/ Individu	Reprise de champ prêté. Contrepartie trop élevée non payée.	Traditionnel	Passé

NOM	ECOTOPE	REVENDICATEURS	OBJET	Droit Appliqué	ETAT du conflit
TIMBO-SOW	Champ	Individu c/ Individu	Revendication d'un champ	Traditionnel	Passé
KAMA	Mare	Individu c/ Individu	Revendication d'une mare.	Traditionnel	Passé resurgissant
KOWANA-PUCAVEL	Champs	Groupe c/ Groupe	Revendication de champs prêtés.	Traditionnel	Passé
GOGOLA	Champ	Individu c/ Individu	Revendication d'un champ prêté.	Traditionnel + Pratique	Passé
TOGEL JABI 2	Plaine	Famille c/ Famille	Revendication de limite de champ.	Traditionnel	Passé
LÔWOL N'GORMA	Champ	Individu c/ Individu	Limite de champs contigus	Traditionnel	Passé
MANGAWOL / MANGAJE	Champs	Groupe c/ Groupe	Délimitation de terroirs villageois (Plaines + champs de riz), revendication d'un bas-fond	Traditionnel	Passé
SEBY-GOMU	Champs	Groupe c/ Groupe	Délimitation de terroirs villageois, revendication de mares	Pratique	Passé

NOM	ECOTOPE	REVENDICATEURS	OBJET	Droit Appliqué	ETAT du conflit
FIANKE	Plaine	Groupe c/ Individu	Revendication d'une plaine, dont la limite (située entre le terroir d'un village et le domaine géré par le jowro) est contestée par un agriculteur.	Traditionnel	Passé
NIAPAGU	Mare	Groupe c/ Groupe	Revendication de possession d'une mare située à la frontière de deux villages.		Présent
WURO BAYNDE	Champs	Groupe c/ Groupe	Revendication de champs usurpés à la suite d'un long prêt réduisant l'espace cultivable du terroir villageois.		Passé
JANPAGU	Mare	Groupe c/ Groupe	Gestion d'une mare aménagée par un ouvrage de retenue d'eau (répartition des terres).	Pratique	Présent
KAWUDO	Champ	Individu c/ Individu	Héritage de terre par la femme	Traditionnel	Passé
FEROO'BE-MALINKE	Bourgoutière + Champs	Groupe c/ Groupe	Revendication de la terre et de l'herbe par les peuls.	Pratique	Passé
JOWRO MOCTAR BA	Champs + Bourgoutière	Famille c/ Famille	Revendication de bourgoutières et de terres.	Traditionnel	Passé
TANDAWU	Île	Groupe c/ Groupe	Revendication de champs & extension agraire sur l'espace pastoral	Pratique	Passé

NOM	ECOTOPE	REVENDICATEURS	OBJET	Droit Appliqué	ETAT du conflit
FULINKRIYAABE-DEGENA	Champs + Bois	Groupe c/ Groupe	Campement saisonnier devenu permanent et usurpant l'espace occupé.	Pratique	Présent
WINNDE NELBEL	Winnde	Groupe c/ Individu + Groupe	Mis en culture d'un winnde et non respect des règles pastorales.	traditionnel	Passé
WINNDE WALDU	Winnde	Groupe c/ Groupe	Installation d'un périmètre irrigué villageois sur un gîte d'étape.	Pratique	Présent
WINNDE KAAMAGA-TOGEL KAADI	Winnde	Groupe c/ Individu	Obstruction de burtol et mise en culture d'un gîte d'étape, winnde.		Présent
KULY-NUH	Burtol	Groupe c/ Groupe	Concurrence d'activités sur un même espace: passage d'animaux et culture.	Traditionnel	Passé ?
BURTOL de SIRABUGU	Burtol	Groupe c/ Groupe	Culture empiétant un burtol.	Traditionnel	Passé resurgissant
PPIV KAAMAGA	Burtol	Groupe c/ Groupe	Obstruction d'un burtol par la construction d'un périmètre irrigué.		Futur
SIELA	Toggere + Burtol + Winnde	Groupe c/ Groupe	Revendication d'un toggere (traversé par un burtol et comprenant un winnde)	Pratique	Passé

NOM	ECOTOPE	REVENDICATEURS	OBJET	Droit Appliqué	ETAT du conflit
BIIBA	Bois	Groupe c/ Groupe	Revendication d'un toggere boisé.		Présent
SABA	Bois (sacré)	Groupe c/ Groupe	Respect d'un bois sacré violé par des agriculteurs qui l'ont défriché. Remise en état.	Traditionnel	Passé
TAKAJI	Mare	Groupe c/ Groupe	Accès à une mare & maintien de l'usage pastoral de la mare	Traditionnel	Passé
FEJI HODI	Mare	Groupe c/ Groupe	Mise en culture du gîte d'abreuvoir (du retour de transhumance)	Pratique	?
BUROGUNE-KORO	Mare	Groupe c/ Groupe	Conflit d'accès à une mare	Etatique	?
SOKOLO	Lieu sacré	Groupe c/ Groupe	La détention d'un lieu sacré	Etatique	Passé

NOM DE L'AFFAIRE	ECOTOPES	OBJET	ENJEUX des parties	ETAT
WURO MOODI-MANGA	Bourgoutière	Revendication d'une plaine à burgu (refus d'accès).	Pour les éleveurs de Manga, il s'agissait de mettre fin à une gestion commune de leur burgu pour pallier le fait que à partir des années 1920, leurs troupeaux se sont considérablement accrus. Pour les Peul de Wuro Modi, ces pâturages sont d'une nécessité impérieuse; la suivie de leurs troupeaux en dépend. Il s'agissait également pour eux de faire respecter une décision prise depuis la Diina et confirmée par les tribunaux de Jenne en 1922 et de Mopti en 1955.	Passé
SAIKERAI	Bourgoutière	Revendication d'une plaine à burgu	Bra Hamadu Samba Jal voulut interdire aux animaux de Seydu Jal la préséance sur la bourgoutière qu'il supposait être à lui. Seydu Jal étant certain de posséder ce lieu n'accorda pas d'importance aux paroles de Bra Hamadu Samba Jal et utilisa cette bourgoutière.	Passé
KUBUWAL	Bourgoutière	Revendication de plaine à burgu	Les Puri (berger de Yuwaru) voulaient s'approprier le domaine où le Jowro Galo les a autorisés à camper et voulaient aussi empêché la préséance au groupe Tiori. Les Tiori (berger de Wuro N'giya) décidèrent, vu l'intention des Puri, de les évacuer du lieu.	Passé
SANUMA	Bourgoutière	Régénération d'une mare en burgu par des Bozo dans une perspective d'exploitation fourragère	La famille Jenepo introduit l'exploitation de burgu dans sa mare et craint la réaction des Peul.	Futur
SIRO	Bourgoutière	Revendication d'une zone pastorale comme hariima	L'objectif principal des Riimaay'be est de faire de la mare Siro un hariima en vue de garder de l'herbe pour leurs boeufs de labour et leurs ânes pendant la saison sèche. Pour Aamadu Guuro Jal, cette mare est un lieu de pâturage et il a le droit d'y faire paître ses animaux tout comme il le faisait les années précédentes.	Passé
SAIRA-KRU	Bourgoutière	Revendication d'une plaine à burgu	Les villageois de Fittobe déclarent posséder la bourgoutière disant qu'il l'ont héritée de leurs ancêtres. Les villageois de Sobe ne veulent pas la céder car elle a toujours été en leur possession.	Passé resurgissant

NOM DE L'AFFAIRE	ECOTOPES	OBJET	ENJEUX des parties	ETAT
FEEYA TOOYE BAKA	Bourgoutière	Revendication d'une plaine à burgu	L'objectif des habitants de kakkanyan est d'ajouter la portion de Dayebe à leur hariima pour agrandir leur pâturage et ils comptent beaucoup sur les gendarmes pour les aider. Cependant, les gens Dayebe ne veulent pas perdre un centimètre de leur bourgoutière. Ils craignent qu'en acceptant de laisser cette portion dans le hariima de Kakanyan, ils en perdent la possession	Actuel
JAARAKOY	Plaine	Revendication d'une plaine	Les objectifs des Peul de Togge Hamadi étaient de considérer toute la plaine Jaarakoy comme appartenant à leur leydi. Mais il se trouve que cette zone constitue également la limite avec le leydi Wuro Hari. Les animaux des deux leyde y pâturaient ensemble. Lorsque Togge Hammadi a revendiqué le lieu, le jowro de Wuro Hari demanda que chaque leydi respecte ses limites et voulut conserver la plaine Jaarakoy.	Passé
DEEBO - DENTAKA	Bourgoutière	Revendication de bourgoutière	Les objectifs des gens du Farimake étaient de faire paître leurs animaux dans les bourgoutières de Jallube car les plaines étaient très spacieuses et ils craignaient l'insécurité qui règne au Nord. Pour les Jowro de Jallube l'installation de campements Peul dans leurs bourgoutières constitue un grand danger, à la fois pour les animaux et pour les bergers, car tôt ou tard, cela pourra dégénérer en guerre entre les Peul.	Passé resurgissant
KAÏBANA	Bourgoutière	Revendication d'une plaine à burgu (extension, délimitation contestée)	Le jowro de Walo veut occuper une partie de Kaïbana qu'il suppose faire partie de son domaine. Le jowro de Kaya n'étant pas d'accord avec lui menace de lui faire du mal s'il s'exécute.	Futur
KOYOMA- TOGGERE GUURO	Bourgoutière	Pâturage non autorisé dans une bourgoutière	Les objectifs de Nyebi étaient de pâturer dans les limites qui les séparent de Jamali Doogo sans leur autorisation. la volonté des Peul de Jamali Doogo consiste à les empêcher de violer leur bourgoutière.	Passé
BIMMBEERE TAAMA	Bourgoutière	Refus du paiement du conngi	Les Peul de Doogo, dirigés par leur jowro et leur chef de Canton avaient interdit catégoriquement la violation de leur bourgoutière. Cette terre représente pour eux un bien hérité, c'est pourquoi ils ont le droit de faire paître ici avant tout le monde. Comme les Tamacheq se considérant comme de grands guerriers ont tenu à violer les bourgoutières du Maasina. C'est pourquoi la guerre a éclaté.	Passé
MAAYEL PALLAKA	Bourgoutière	Pâturage non autorisé dans une bourgoutière	L'objectif de Dayebe était de pâturer dans le leydi voisin et d'y inviter d'autres éleveurs étrangers en contrepartie du Congi. Les Peul de Kakanyan s'y opposent en raison de la rareté de l'herbe.	Passé

NOM DE L'AFFAIRE	ECOTOPES	OBJET	ENJEUX des parties	ETAT
HIPPERAI-WINDU	Bourgoutière	Refus de payer le conngi	Les Peul voulaient empêcher les Tamacheq de pâturer dans leur bourgoutière sans s'acquitter de leur taxe. Les Tamacheq ayant payé une grosse somme au commandant de cercle et aux gendarmes pour avoir l'autorisation d'y pâturer durant toute l'année se croyaient libres de rester sur ce burgu.	Passé
BIMBERAI TOMA	Bourgoutière	Refus de payer le conngi	Les Tamacheq voulaient utiliser la bourgoutière sans payer de taxes en disant que le lieu est commun à tout malien. Les Peul voyant leur bourgoutière utilisée par des étrangers qui n'ont pas payé de taxe, ni demandé autorisation et pensant à leurs animaux menacés par le manque de burgu, décident de les évacuer.	Passé
HARIIMA WURO N'GIYA	Bourgoutière	Pâturage des garci dans un hariima	Les Jalli cherchaient un moyen d'agrandir leur domaine pastoral. Les gens de Wuro-N'giya y opposent une attitude de fermeté.	Passé
DEBO	Bourgoutière	Mise en culture d'une bourgoutière	Les agriculteurs de Gidio-Saare voulaient s'emparer de la deuxième partie du hariima, ce contre quoi les éleveurs de Gidio-Wuro se sont insurgés.	Passé
DENINGU	Bourgoutière	Extension agricole sur l'espace pastoral (mares)	Les agriculteurs suite au manque d'eau dans leurs champs voulurent transformer les pâturages (mares) en rizière. Les bergers n'ayant pas assez de pâturages s'opposèrent à cela.	Passé
GANNGALAAWOL	Bourgoutière	Cultures dans un hariima	Profitant d'une demande de prêt de terres de culture dans le hariima de Jafarabe, les Riimaay'be ont progressivement cultivé la zone jusqu'à atteindre le burgu du hariima. Quand le jowro en fut informé, il invita les Riimaay'be à arrêter. Les objectifs des Riimay'be étaient de cultiver dans toute la plaine du hariima (non cultivée) et qui fournit de bon rendement. Pour le jowro, cet acte est une violation des droits coutumiers et une violation de l'accord qu'il a passé avec les Riimaay'be lorsqu'il leur a prêté une partie de la plaine.	Passé resurgissant
YARUBOMBUR-NIA-WURO	Bourgoutière	Tentative de mise en culture d'une plaine à burgu	Les agriculteurs de Yarubombu sont à la recherche des terres cultivables. Ils voulurent exproprier les éleveurs de Nia-Wuro d'une plaine dont le régime pastoral est reconnu depuis la période coloniale. Les éleveurs de Nia-Wuro dont la vocation est l'élevage extensif opposèrent une résistance à toute tentative d'usurpation ou de transformation du régime pastoral en régime agricole.	Passé

NOM DE L'AFFAIRE	ECOTOPES	OBJET	ENJEUX des parties	ETAT
NAWORE NJIIGNAMA	Bourgoutière	Mise en culture d'une mare à pâturage	L'objectif des Riimay'be était de cultiver toute la mare Nawre Njiignama parce que c'était le seul lieu où l'on pouvait trouver de l'eau. C'est une mare qui ne fut jamais cultivée. Pour le jowro, l'objectif était de garder la mare et d'en prêter des parcelles aux Riimay'be sans que cela empêche les animaux de boire et de pâturer.	Passé resurgissant
PONDORI	Bourgoutière	Mise en culture d'un hariima	Suite à la diminution progressive du cheptel causée par les effets néfastes de la sécheresse, les Riimaay'be se sont permis de cultiver dans le Pondori qui est une zone traditionnellement réservée à Jallube. Ce village y connaît une bonne production malgré l'austérité du climat. Pour les Peul de Jallube le hariima de Pondori reste réservé aux vaches laitières du village de Jallube. Cette zone est traditionnellement interdite à la culture même pendant les mauvaises années de récolte.	Actuel
HARIIMA KAKANYAN	Bourgoutière	Culture dans un hariima	Les points de vue des deux parties sont opposés. Les gens de Yalalbe pense que sur ses bourgoutières situées tout le long de Deebaaji Sampagu jusqu'à Yuwaru, ils sont libres de pâturer ou de donner des hariima aux Riimaay'be pour cultiver dessus. Les gens de Kakanyan pensent posséder le hariima et être les seuls à pouvoir autoriser quelqu'un à pénétrer dans la zone. Ce hariima étant réservé à leurs vaches laitières, ils sont également les seuls à pouvoir en donner certaines portions aux Riimaay'be pour la culture.	Passé
CAYGAY 2	Bourgoutière	Mise en culture d'une bourgoutière	L'objectif de Seydu est de cultiver dans les bourgoutières limitrophes de la sienne pour que l'on ne rentre pas dans le domaine qui lui appartenait. Pour Amadu Hamma Jal, la bourgoutière est à lui et il est libre d'en distribuer des parties à qui il veut pour en faire un champ à condition que ce dernier ne pénètre pas dans son domaine.	Passé
MAAYO TAAMA	Bourgoutière	Revendication de limite de bourgoutière	Les objectifs des Jamali de Doogo étaient de préserver leur bourgoutière sans laisser une seule portion à qui que ce soit. Les objectifs des Peul Yalalbe sont de donner un lieu de pâture à leurs troupeaux, c'est pourquoi ils débordent sur les bourgoutières voisines.	Passé resurgissant
JALLI-BEBBI	Bourgoutière	Revendication de délimitation de bourgoutières entre deux groupes voisins	Le groupe " Jalli " revendique la possession d'une partie de la bourgoutière du groupe Debbi afin de pouvoir distribuer des parcelles à ses cultivateurs et agrandir son pâturage. Le groupe Debbi refuse de céder le moindre morceau de sa bourgoutière à quiconque.	Actuel

NOM DE L'AFFAIRE	ECOTOPES	OBJET	ENJEUX des parties	ETAT
GURI-WOL	Bourgoutière	Délimitation de l'espace pastoral sur la rive du fleuve entre deux familles remise en cause	Samba Konta voulait prolonger sa possession de la rive du fleuve dans celle du chef de village de Tibitaba. Ce dernier exigeait le respect de la délimitation effectuée par leurs ancêtres.	Passé
KOWA -KUWAKURU	Bourgoutière	Leydi (frontière). Revendication de bourgoutière	Pour les Peul de Manga, la zone qui se situe entre Kowa e Kuwakuru est une partie de leur leydi. Ils pensaient avoir le droit de culture et de pâture sans autorisation. Or, Kowa avait été revendiqué par le Muraari, qui avait fini par abandonner la revendication. Le jowro de Wuro Moodi a affirmé que la zone Kowa Kuwakuru faisait partie de son leydi.	Passé
JARAKOYE	Bourgoutière	Leydi (frontière). Revendication d'une plaine à burgu	Les objectifs de Jenneri consistent à s'approprier la plaine de Jarakoye pour en percevoir les taxes.	Passé
JUGGI-NYASSO	Bourgoutière	Leydi (frontière). Revendication d'une plaine à burgu	Les objectifs des Peul de Komongallu étaient de s'approprier toute la plaine de Juggi à Nyasso pour pâturer. Or Cooki Nyasso considère que la plaine entre Nyasso et Juggi appartient à leur leydi.	Passé
TOGGERE TOMONTA	Bourgoutière	Leydi (frontière). Revendication d'une bourgoutière	Les objectifs des Peul de Wuro N'giya étaient de revendiquer Toggere Tomonta parce qu'il y avait là une sorte de burgu qu'on appelle "garamaawo Swenngo". Or les gens de Doogo considèrent le lieu comme étant leur bourgoutière et pensent être les seuls à avoir le droit de pâturer sur le lieu. La zone ayant longtemps été litigieuse, ils évitaient de pâturer avec les gens de Wuro N'giya. En 1993, ils ont repris tous les winnde et ont décidé d'empêcher l'accès aux autres.	Actuel
GALANNJIIRE	Bourgoutière	Leydi (frontière). Revendication d'une plaine à burgu (+ préséance)Revendication	Les Peul de Togge Hammadi voulaient profiter du long prêt dont ils avaient bénéficié pour essayer de considérer la plaine de Galannjire comme appartenant à leur leydi. De plus, ils taxaient tous les étrangers qui venaient dans la zone sauf les gens de Jafarabe. Le jowro de Jafarabe escomptait venir chaque année dans la plaine Galannjiire avant les autres troupeaux de Togge Hammadi.	Passé
DAL YATTA	Bourgoutière	Leydi (frontière). Revendication d'une mare	L'objectif des Uuruu'be était de cultiver ou de pêcher dans la mare Dal Yatta parce qu'après sa mauvaise production de burgu, cette mare était un endroit propice à la culture du riz.	Actuel

NOM DE L'AFFAIRE	ECOTOPES	OBJET	ENJEUX des parties	ETAT
JAAMEL IDINA	Bourgoutière	Leydi (frontière). Revendication d'une plaine	Les objectifs des Peul de Swengo étaient de profiter du pacte établi entre les deux leyde pour revendiquer une nouvelle limite dans le leydi de Jafarabe.	Passé- ressurgissa
SAYEERE MAAYO	Bourgoutière	Leydi (frontière). Revendication de bourgoutière	Les objectifs de Kootiya étaient d'arriver les premiers dans le Juggol Sayeere qui est un bras du fleuve dans le but de faire pâturer leurs troupeaux. En revanche Soosoobe souhaite faire respecter ses limites.	Passé
SENO-SAARE	Bourgoutière	Volonter d'individualisation d'une bourgoutière comprise dans le patrimoine du Suudu baaba	Pour faire face aux effets néfastes de la sécheresse et de la désertification, Hammidu Muusa voulait un réaménagement en ce qui concerne l'exploitation des pâturages, Yaya Mamutu voulait être le seul à exploiter un pâturage qu'il considère comme propriété exclusive de sa famille et ne plus partager les autres avec ses congénères.	Passé
ENTREE DEBO	Bourgoutière	Non respect de la date d'entrée dans le burgu. Pénétration dans le Debo de troupeaux étrangers avant le	Les objectifs des Corinkoobe et de Gimballaakoobe étaient de rentrer dans une partie des bourgoutières du Debo sans y causer beaucoup de dommages parce qu'ils se lassaient d'attendre le Degal Jalli qui était à une date très lointaine. En attendant ce jour, ils pourraient faire paître leurs troupeaux dans la zone. Pour les Peul de Jallu'be, le fait de pénétrer dans les bourgoutières est un danger imminent et c'est la raison pour laquelle les Peul de Jallu'be ont formellement interdit à tout Peul de pénétrer le Debo avant la date du Degal et s'opposent catégoriquement à l'accès dans la zone.	Passé resurgissant
WASI	Bourgoutière	Occupation illégale de bourgoutières au moment de la transhumance par des éleveurs étrangers	Les objectifs des Cookinkoobe étaient de rester dans le leydi de Jallu'be Burgu et de faire pâturer leurs troupeaux dans les mares de Wasi, endroit qui fait partie des meilleures bourgoutières de Jallu'be. Les Tamacheq quant à eux, s'installent dans la zone de Wasi et utilisent les mares sans s'inquiéter, dans ces derniers ont rarement leurs animaux au Nord. Pour les Peul de Jallu'be, la zone de Wasi est considérée comme bourgoutière importante et devrait être gérée comme les bourgoutières du Debo. Mais vu la poussée rabougrie du burgu dans cette zone, nous avons décidé de gérer la ressource et de limiter les dégâts que pouvaient causer les troupeaux étrangers sur notre sol.	Passé resurgissant
BEHINKOO'BE	Bourgoutière	Chevriers installés dans les bourgoutières après la transhumance	L'objectif des behinkobe est de rester dans les bourgoutières de Jallube où leurs animaux ont à manger et où ils sont en sécurité./ Pour les gens de Jallube, ces chevriers posent des problèmes car ils causent des dégâts dans les bourgoutières et détruisent le couvert végétal.	Passé resurgissant

NOM DE L'AFFAIRE	ECOTOPES	OBJET	ENJEUX des parties	ETAT
FEEYA SOSI	Bourgoutière + Burtol	Mise en culture d'espaces pastoraux (pâturages, burti) dans une plaine	Les objectifs des Riimay'be étaient de cultiver dans la plaine de Sosi sans l'autorisation des Peul. L'objectif de Sulaali est de conserver l'usage pastoral du couloir de transhumance (burtol) qui traverse la plaine de Sulaali.	Actuel
KOLI	Mare	Mare aménagée pour sa mise en culture, en opposition à sa vocation originelle pastorale	Les Riimaay'be de Tanuma avaient mesuré les effets de la pénurie d'eau. C'est la raison pour laquelle ils ont recreusé la mare qui se trouve près de leur village afin de maîtriser l'eau. Les Peul éleveurs venant de Duma étaient bien accueillis par les villageois. Mais en 1983, quand ils ont constaté que toute l'eau avait tari, à l'exception de la mare de Koli, ils se sont dirigés dans cet endroit qui, pour eux, n'était même pas un hariima.	Passé
FEEYA KUBI	Bourgoutière	Culture dans bourgoutière. Reprise de champ dans une bourgoutière par le jowro	Les objectifs de Musa Traore étaient de continuer à cultiver le champ sur lequel il travaillait depuis plus de 35 ans et qui produisait bien. Le jowro de Jallube Jenneri considère qu'il a le pouvoir de surveiller toutes les bourgoutières de Feeya Kubi et de la distribuer à des Riimay'be de Kubi si elle n'est plus assez productive.	Passé
WAALO	Bourgoutière	Culture dans une bourgoutière. Distribution arbitraire de terres de cultures dans des bourgoutières	L'objectif de Aamadu Galo Jal était de distribuer les terres, en contrepartie, desquelles il recevait de l'argent. Il le faisait à cause de la réduction massive de son cheptel. C'est ainsi qu'il s'est permis de vendre les terres jusqu'à épuisement et a fini par rentrer dans celles d'autrui qui faisaient frontière avec sa bourgoutière.	Présent
FEEYA BAANA 1	Plaine	Leydi (frontière). Revendication d'une plaine	L'objectif des Peul de Wuro Hari était de reprendre Feeya pour y pâturer et cultiver. Ils avaient des rancunes vis-à-vis des Peul de Sebera et tenaient toujours à revendiquer la terre. Les gens de Sebera pensant posséder la zone voulurent vérifier les prétentions de Wuro Hari sur le tariik.	Passé
SIRKU SIRKU	Plaine	Leydi (frontière). Revendication d'une plaine	L'objectif des Hinngiraa'be était de conserver Sirku Sirku comme une partie de leur leydi en vue de l'utiliser comme hariima. Le jowro de Kommaba à l'époque avait également cherché à s'emparer de Sirku Sirku.	Passé ressurgissa
KARAN-DUNGURA-SERI	Toggere	Revendication de Togge	Hamsamba Dikko réclame la propriété des Togge-Karan Dungura et Seri dont Seku Amadu avait destitué sa famille ainsi que le passage de leur troupeau en premier lieu. Abdurahamane Cisse et ses successeurs refusent catégoriquement de céder la propriété des Togge-Karan Dungura et Seri qui leur revient de droit.	Passé

NOM DE L'AFFAIRE	ECOTOPES	OBJET	ENJEUX des parties	ETAT
BORA 3	Fleuve	Compétition d'accès aux pêcheries entre pêcheurs autochtones et étrangers nomades	Akka veut rester propriétaire de la pêche et décider des procédés à suivre durant la pêche. Les Bozo nomades voulaient vendre le lieu public et imposer leurs instructions.	Passé
NABAI-TERA	Mare	Revendication de mares.	Le chef de village de Kubitera voulait s'accaparer les lieux. Le chef de village de Jonjori décida que les lieux étaient à famille "Komongallu" et menaça de faire du mal à tout pêcheur de l'autre famille qui y mettrait pied.	Passé
SUPERAI-GELAI	Chenal	Revendication de pêche	Le chef de village de Tibitaba voulait s'octroyer tout le domaine qu'il croyait avoir hérité de son grand père, c'est pourquoi il interdisait aux pêcheurs de Kana d'y exercer leurs activités. Le chef de village de Kana qui en est le vrai héritier contesta cette revendication.	Passé
TIALUGOL-N'GAPERRE-GORI	Chenal	Revendication d'un chenal	Gaya Sidiki Meminta souhaite conserver définitivement le chenal, et de ce fait il construit des dossiers justifiant qu'il possède ce lieu. Le chef de village de Kana étonné de cette stratégie décide de se plaindre auprès du chef d'arrondissement de Toggere Kumbe pour démentir le contenu du dossier et renvoyer l'imposteur du lieu.	Actuel
PONGA-KUMBE	Mare	Accord de pêche conventionnel non respecté. Revendication des pêcheries	Le chef de village de Jonjori prétendant être poussé par ses pêcheurs réclame la zone commune à son village et au village de N'gudiri. Le chef de village de N'gudiri insistant sur le respect de l'ancien système, refuse que le lieu soit commun à son village et au village de Jonjori.	Passé
PORA PAGU	Mare	Revendication d'une mare	Bâ Sinayoko, de retour d'exode souhaite sa réintégration immédiate. Faute de consensus, il réclame la possession intégrale de la mare de Pora. Maama Sinayoko voulait entendre l'avis du conseil avant d'accepter ou refuser la réintégration de Bâ Sinayoko. Pour lui, il n'est pas question que la dite mare lui appartienne de façon exclusive.	Passé
MAYO-M'BALEWA et TIGUOU	Chenal	Revendication de pêcheries	Umaru Tarawore nommé messenger de la pêche collective voulut s'accaparer les pêcheries. Ce qui fut contesté par les familles Pagu et Bilakoro de Kontza-Bozo qui le relevèrent de ses fonctions. Néanmoins, le messenger n'accepta pas d'être relevé de ses fonctions de messenger.	Passé

NOM DE L'AFFAIRE	ECOTOPES	OBJET	ENJEUX des parties	ETAT
SAMA	Chenal	Revendication de pêcherie	Les pêcheurs de Dunde-Wedu voulaient que le lieu soit exploité par leur groupe seulement. Les pêcheurs de Sendege revendiquaient la possession de l'endroit où ils ont l'habitude de faire leurs barrages.	Passé
DANGERE-N'GAÏSSY	Chenal	Revendication de pêcherie	Les pêcheurs de Toggere Kumbe voulant éviter que les pêcheurs de N'gaïssy n'installent un barrage en nasse déclarent que le domaine de N'Gaïssy leur appartient. Les pêcheurs de N'Gaïssy ne sont pas prêts à céder car ils sont sûrs de posséder la pêcherie.	Passé
JOLDE-GURAJE	Chenal	Revendication de pêcherie	Demmba Kady Konta veut s'emparer de la pêcherie en déclarant que ces ancêtres ont toujours été les maîtres de ces eaux. Le chef de village de Mayel surpris par ces déclarations se plaint auprès des successifs chefs d'arrondissement de Toggere Kumbe pour amener Demmba Kady à la raison et pour que ce domaine resta en sa possession.	Passé resurgissant
SERI	Mare	Revendication de pêcherie	Galy Meminta, pêcheur professionnel avait toujours exploité la mare Seri. Cette dernière est localisée sur le terroir de Juguni dont Guro Tambura, pêcheur occasionnel en est un ressortissant. Chacun deux s'estime être le possesseur de la dite mare, le premier, pour y avoir pêcher depuis des années, le second, étant chez lui estime détenir la gestion des ressources du terroir.	Passé
BANGA	Mare + Chenal	Revendication d'une mare et de ses chenaux	La famille N'baye veut conserver ses pêcheries qu'elle exploite depuis le temps de ses ancêtres. La famille Komu, devenue nombreuse prétend que ces pêcheries lui appartiennent et veut les reconquérir, sous prétexte que ses ancêtres furent les premiers à arriver sur les lieux.	Passé
NAWRE MAWNDE	Mare	Revendication de pêche dans une mare	Les Bozo de Pira se voyaient proches de la mare Nawre Mawnde et voulaient y pêcher sans les autres pêcheurs, parce que cette mare porte le nom de leur village. Ils sont autochtones du leydi. Les Bozo de Saba sont leurs chefs dans le leydi et il ne devrait pas y avoir de pêche dans toutes les mares sans leur autorisation. Ce sont des mares que l'on pêche collectivement avec d'autres villages.	Passé
NAWRE M'BO'DEWOL	Mare	Revendication de pêche dans une mare	Les objectifs de Mino Daaka étaient de pêcher sans demander l'autorisation au chef coutumier des eaux, chef du village de Mino Saare. Les deux villages étaient de tendances politiques opposées et se gardaient rancune. Les Bozo de Mino Saare ont dit que l'autre camp n'avait pas le droit de pratiquer la pêche ici parce que tous les Bozo qui habitent sur la rive gauche du Pondori sont sous leur contrôle. Les Bozo de Mino Saare étaient chefs coutumiers par rapport aux eaux. C'est pour cela que Ali Bilaali Nyeenta n'avait pas accepté qu'on viole la tradition.	Passé

NOM DE L'AFFAIRE	ECOTOPES	OBJET	ENJEUX des parties	ETAT
SONO	Chenal	Revendication d'une pêcherie	Dans un souci d'irriguer leurs rizières, les ressortissants de Kubaye (arrondissement de Wuro-Modi) ont creusé un canal qui par la suite, fut utilisé à des fins de pêche. Dans leur ambition d'élargir leur zone de pêche, ils confondirent leur domaine d'action avec celui des ressortissants de Sahona (arrondissement de Soy). C'est derniers, ont voulu défendre leurs intérêts.	Passé
KOLI-KOLI	Chenal	Revendication de pêcherie	Les deux parties revendiquaient la possession de la pêcherie.	Passé
MAYO-TAMA	Chenal	Revendication d'une pêcherie partit d'une contestation de l'emploi d'un engin	Le chef de village de Farayeni voyant son homologue de Saare Sambubu tenter de l'empêcher de mettre en pratique sa nouvelle procédure de pêche réclame la possession du lieu lui-seul.	Passé resurgissant
KUMBURO-M'BU	Lac	Revendication de pêcherie et de pêcher avec des engins étrangers aux lieux	Les Homolore voulaient empêcher l'utilisation des filets à deux mains et rester entièrement maîtres des eaux de Kumburo-M'bu. Les bozo d'Akka voulaient s'emparer du lieu qui se trouve en face de leur village, car ils ne possèdent aucune pêcherie et voulaient continuer à utiliser les filets à deux mains.	Passé
BORA 1	Fleuve	Refus de paiement de redevance.	Akka voulait empêcher les Somono de Yuwaru de pêcher dans Bora parce que ceux-ci avaient cessé de s'acquitter de la redevance. Les Somono de Yuwaru prétendaient que le lieu était une possession commune à leur village et Akka.	Passé
KANGETORO	Fleuve	Délimitation de pêcheries	Chaque partie voulant indiquer la limite de son territoire à ses étrangers, crut à un moment donné avoir été désavantagé. Suite à ce malentendu, les deux parties insistèrent pour recouvrer leurs droits.	Passé
MUNTU-SALA	Chenal	Revendication de gestion de pêcherie	Sopi Konta, représenté par Ba Konta est le chef coutumier des eaux. Il tient à préserver ses prérogatives comme par le passé. Les habitants de Muntu estiment, suite à la collectivisation, que la dite pêcherie rentre désormais dans le cadre de la gestion de leur terroir. Les principales victimes de cette querelle sont les Bozo qui doivent toujours attendre, pour éviter le scandale.	Futur

NOM DE L'AFFAIRE	ECOTOPES	OBJET	ENJEUX des parties	ETAT
TIOLOWOL	Chenal	Revendication d'une maîtrise sur l'eau	Brahima Diabenta croyant que le chenal était ses parents, voulut être maître de ces eaux en installant ses barrages de pêche. Bory Hambeledo Bary qui avait hérité de ce lieu demanda l'enlèvement de ces barrages et voulut aussi rester maître de ces eaux.	Passé
TAMARA-BI	Chenal	Gestion d'une pêcherie	En 1946, les habitants de Kumara voulaient être les seuls à exploiter le chenal Tondi-Sala à la crue et à la décrue. Les familles de Tamara défendaient leurs droits de pêche dans le chenal. A partir de 1985, les habitants de Kumara acceptèrent mal l'appartenance de Tamara-Bi aux familles de Tamara. Ils s'associèrent donc à la famille Yaya Minta de Fia en vue de conquérir la mare.	Passé resurgissant
SOFARA-BA	Fleuve	Engins de pêche concurrents	Chacun des pêcheurs est utilisateur d'un type d'engin particulier et tient à exercer pleinement son activité.	Passé
BORA 2	Fleuve	Emploi d'un engin non autorisé	Les Homolore (Somono de Yuwaru propriétaires de Bora) souhaitaient conserver leurs coutumes et rester maîtres des eaux de Bora. Les Bozo étrangers étant dépourvus de pêcherie eux voulaient s'emparer du lieu en corrompant les autorités.	Passé
SINDE	Chenal	Cohabitation d'engins différents	A Sinde Korbo, les Riimaay'be voulaient prouver qu'ils avaient toujours leur mot à dire en matière de pêche dans la localité concernée. Seku Sulahi comprit l'enjeu de la question et pour éviter tout conflit ouvert entre les deux localités mais aussi entre sa famille et ses congénères de Daga Sinde, n'opposa plus de résistance.	Passé
KIRAMBA	Chenal	Volonter de supprimer un barrage au profit d'un autre	L'objectif de Modi Komu est de démonter le barrage dans Kiramba parce qu'il a été fait sans demander l'autorisation de Baboye où de Hamadi Ladure. Pour Hamadi et son frère le barrage Kiramba constitue un héritage auquel personne ne doit toucher sans leur autorisation.	Passé
JUGGOL DEEBAWAL	Chenal	Revendication de barrage	Les objectifs de Hamadi Jenepo étaient de faire son barrage et pêcher dans le Juggol comme s'il était un natif de Kalasiru. Il pensait que son âge lui permettait de monter le barrage sans avertir les gens de Kalasiru. Pour les gens de Kalasiru, personne n'a le droit de faire un barrage dans le Juggol de Deebawal en dehors de la pêche collective.	Passé resurgissant

NOM DE L'AFFAIRE	ECOTOPES	OBJET	ENJEUX des parties	ETAT
JUGOL	Chenal	Compétition entre deux barrages	La famille Jallo protégée de Seydu Ambelajo souhaite être la seule à exploiter la zone. Pelpagna I, la mare du campement rival n'est plus pêchée par manque d'eau. Brahima Jabenta, pour assurer la pérennité de Pelpagna I, a fondé Pelpagna II non loin de Pelpagna I. Il tient à défendre et à conserver ce patrimoine qu'il a hérité de ses ancêtres.	Passé resurgissant
DOROBUGU	Mare + chenai	Remise en cause d'un ordre traditionnel établi au sein de la pêche villageoise (barrage)	La famille Tangara qui a la chefferie, veut exercer toute son autorité. Elle veut détruire ou mettre dans l'oubli tout qui avait été établi sous la chefferie de la famille Tangara I. Cette remise en cause concerne surtout le remplacement du responsable du barrage. L'animosité régnant entre les deux familles prétendant à la chefferie empêche toute gestion de la pêche villageoise.	Actuel
YAPPA NJOO'DO	Chenal	Revendication de barrage	Pour Biga Tambura, le barrage Yappa Njoo'do appartient à son grand frère auquel il a succédé. Il est le seul à pouvoir exercer ses pouvoirs comme il veut sans consulter son suudu-baaba. Pour Hammadun Fulande Tambura et les autres frères du suudu-baaba, le Yappa a été donné à tout le suudu-baaba et non à une seule personne. C'est tout le suudu-baaba qui doit profiter des gains du barrage et non Biga seul. Ils pensent en outre avoir le droit de dresser leur barrage sans consulter Biga.	Passé
PARI-KÔ	Chenal	Contestation sur l'installation d'un barrage donnant lieu à une revendication de pêche	Le chef de village de Farayeni ne voulant pas l'installation du barrage en Nasse, revendique la propriété du domaine de son homologue de Karan. Le chef de village de Karan insistant sur l'installation de son barrage n'est pas prêt à céder sa propriété à son homologue de Farayeni.	Passé
TAALO-SALA	Chenal	Construction d'une digue agricole préjudiciant à la pêche	Les agriculteurs de Mamba ont fermé le chenai Salanyon-Taana au profit d'une de ses ramifications, le Taalo-Sala. Cette action a des effets néfastes sur la pêche des Bozo qui ne peuvent que se soumettre. Les agriculteurs de Wana souhaitent que l'eau arrive jusqu'à leurs rizières. Pour cela, ils demandent la réouverture du canal et plus un creusement.	Futur
NIA WURO	Chenal	Dégâts causés sur le barrage par le bétail	Les éleveurs de Nia-Wuro sont à la recherche de nouveaux pâturages. Ils traversent, avec leurs animaux les mares et les marigots, causant des dégâts importants aux installations des bozo de Daga Sule. Ceux-ci refusent désormais de voir leurs efforts réduits à néant.	Passé
HORE-DUNNDE & DUNNDE-VAJO	Mare	Revendication de mares	Le jowro et ses congénères ont la prétention d'étendre leur zone de pâturage en développant la bourgoutière dans les mares. Les bozo (Tié) se voyant retirer des mares dont ils sont les maîtres coutumiers sont prêts à tout.	Passé ressurgissa

NOM DE L'AFFAIRE	ECOTOPES	OBJET	ENJEUX des parties	ETAT
GWATO	Mare	Prise de possession exclusive d'une mare sans considération du maître des eaux (alliance d'antan rompue)	Les éleveurs veulent occuper une mare pour y régénérer la bourgoutière. Cette prétention étonnante qui donnait à une famille Peul ou aux éleveurs des droits sur la mare au détriment des maîtres coutumiers de l'eau, n'a pas tardé à générer des tensions avec les pêcheurs qui s'opposent énergiquement à la revendication des Peul.	Actuel
SALAGNON TAANA	Plaine	Peur des Agriculteurs qu'un barrage de pêche préjudicie aux cultures	Les Riimaay'be agriculteurs refusent que les bozo ne construisent leur barrage par crainte que l'entrée de l'eau dans les rizières ne soit retardée.	Passé
YONGHA-BOZO	Champs	Revendication de champs	Hamma Samanaye, jowro de Senosa voulait que le principe du versement d'une contrepartie en cas de prêt de champ soit respecté, faute de quoi il retirait le champ à l'exploitant. Dauda Tapo pensait ne pas être soumis à cette obligation, du fait d'avoir travaillé un champ pendant quatre ans.	Passé
ALAMANTE	Champs	Revendication de champs	Bubacary Bookum, chef de village de Alamante veut reconquérir ses terres jadis utilisées pour la riziculture. Brehima Tammbura, profitant de son influence veut s'attribuer deux champs et les allouer à qui il le veut.	Actuel
PORA	Champs	Revendication de terre de culture	Chacun des protagonistes a la prétention d'occuper plus d'espace. Les bornes fixées par les autorités sont souvent sabotées par l'une des parties. Chacun veut défendre, voire étendre son territoire.	Passé
GULI UDDIWOL	Champs	Revendication d'un espace cultivé	Les objectifs des gens de Kommba étaient de reprendre le lieu appelé Saba Kure. Ils l'avaient donné à leurs agriculteurs avec l'accord du jowro de Wuro Maka. Les gens de Wuro Maka voulaient reprendre cet espace pour satisfaire les besoins de leurs Riimaay'be.	Passé
NAWORE JUGUNI	Mare	Revendication d'une partie d'une mare cultivée	Les objectifs de Wuro Hari étaient de préserver la mare Juguni des agriculteurs de Togge Hammadi qui la considéraient comme une partie de leur terre.	Passé

NOM DE L'AFFAIRE	ECOTOPES	OBJET	ENJEUX des parties	ETAT
LONGEL	Champs	Revendication de champs	Attribution par les notables de champs à Tambura en 1991 est remise en cause.	Actuel
PAYOONA-TAMMBURA	Champs	Revendication de champs	Aamadu Tambura avait prêté son champ à Afo Tammbura sans donner de délai à ce dernier. Afo voulait usurper le champ et alla en dernier recours jusqu'à envoyer ses enfants frapper Amadu Tambura. Amadu a saisi les autorités pour récupérer son champ.	Passé
KEMA-FAOUNYO	Champs	Revendication de champs	Saji Kebori Komina convoite la dépression Kema-Faunyo possédée par Kemanyon Sienta. Mais celui-ci ne veut pas la partager avec Saji Kebori Komina.	Actuel
SENO-MONGO 1	Champs	Revendication de champs	Les agriculteurs de Gomni voulurent s'emparer d'un champ commun à eux et Gidio Saare. Cela fut contesté par les agriculteurs de Gidio Saare.	Passé
SEWERI	Champ	Revendication d'un champ	Les objectifs de Ali Jara sont les suivants: cultiver le champ qu'il pense avoir hérité de son père pour pouvoir nourrir sa famille. Le champ en question avait un bon emplacement, ce qui lui permettait d'avoir d'un bon rendement. / Maama Jara, lui aussi a voulu reprendre le champ à cause de son bon emplacement. Reprendre le champ serait pour lui un réconfort car cela lui permettrait de travailler sur un des champs de son père.	Passé
PIRA	Champ	Revendication d'un champ	L'objectif de Maama était de cultiver le champ qu'il a hérité de son père. Il voulait se mettre à exploiter le champ avec les boeufs qu'il venait d'acheter et augmenter sa production. L'objectif de Musa Konipo est d'augmenter sa surface de culture en s'accaparant un champ prêté.	Passé
JUGGOL BATAAMAANI	Champ	Revendication d'un champ	Les objectifs de Ali Baaba étaient de continuer à cultiver le champ qui lui permettait de survivre avec toute sa famille. Il voulait profiter de la scission de notre grande famille pour s'accaparer le champ et cela avec le soutien Saajo Njiidooma Tambura. L'objectif de Allasane est de récupérer tout ce qu'il a hérité de son père et de le cultiver.	Passé

NOM DE L'AFFAIRE	ECOTOPE	OBJET	ENJEUX des parties	ETAT
ARABA JAL	Champs	Revendication de champs (usurpation)	Bokary Sabasiru Jara voulait usurper les champs de la dame Araba Jal. Cette dernière intervint pour défendre ses intérêts légitimes. Bokary Sabasiru, coincé, renonça à son entreprise.	Passé
KOÏSSUMA	Champs	Revendication de champs	Alaji Demba Tambura veut hériter de tout ce qui appartenait à son frère Hamadi Demba, il semble ignorer les limites à respecter. Demba Yero Tambura tente vainement de lui faire comprendre et finit par être obligé de défendre ses intérêts.	Actuel
BARA AABIDI KULIBALI	Champs	Revendication de champs	Les objectifs de Bara Aabidi étaient de reprendre le champ qu'il a hérité de son oncle pour le cultiver et augmenter ses rendements. Il n'entendait pas le laisser à Fatooma.	Passé
KUBAY	Champs	Revendication de champs	L'objectif de Samba Ali Tambura était de retirer le champ prêté par son père pour le cultiver. Pour Allay Tambura, ce champ était un don de son ami. Il était tellement sûr du don qu'il osa prêter le champ à un de ses amis du nom de Bilaali Jenepo.	Passé
SAMBA-KALIFA	Champs	Reprise de terres abandonnées	Pour trouver des espaces exploitables, les propriétaires habituels ont abandonné des terrains qu'ils entendent maintenant reprendre en raison du retour des pluies et de la crue. Les occupants actuels, à la recherche de terrains à usage d'habitat se sont installés avec l'autorisation du chef de village. Vont-ils accepter de déguerpir ?	Futur
FEEYA YAAME	Champ	Revendication d'un champ	L'objectif de Hamadi Tambura est de continuer d'exploiter le champ Feeya Yaame après la mort de son frère Saajo Tambura, car ce champ à un bon rendement. Il voulait profiter du fait que le fils de ce dernier était parti en exode et connaissait mal les terres à cultiver. Pour le fils, Hamma Saajo Tambura, l'exode est très fatiguant et la meilleure solution c'est de rester au village. C'est pour cela qu'il a pris la décision de reprendre le champ à son oncle Hamadi pour le cultiver.	Passé
KORY-FARMA	Champ	Revendication de champ	Le chef de village de Debere Umaru Bubu Traore ne veut pas céder sa possession au chef de village de Bamagaye qui considère aussi que ce champ lui appartient et qu'il peut le donner à qui il veut.	Passé-ressurgissa

NOM DE L'AFFAIRE	ECOTOPES	OBJET	ENJEUX des parties	ETAT
TRIPAY	Mare	Revendication de mare de culture	Les Riimaay’be de Gogolai ne voulaient pas que la mare rizicole soit commune à leur village et à Fettoje. Les Riimaay’be de Fettoje constatant que l’eau devient de plus rare dans leur domaine revendiquent la mare qui produit beaucoup de riz en lieu commun a eux et Gogolai.	Passé
NAWURE-KARORY	Champs	Revendication d'une rizière par le jowro	Le Jowro Gallo Dicko en voulant agrandir son pâturage voulut empêcher les cultivateurs de Kana d’utiliser le lieu qu’il supposa sa propriété. Le chef de village de Kana refusa la demande du Jowro, puisque la rizière lui revient en tant que chef.	Passé
KURMU JERA	Champs	Revendication de champs.	Barka Samburu Tambura ne voulait plus quitter ce champ prêté à ses parents. Almamy Sura pour se venger de Wuro N’giya avec qui il est en litige de pêcheurie voulait le renvoi pur et simple de Barka Samburu Tambura du champ prêté par ses parents aux parents de celui-ci.	Passé
GURA-GIJO	Champs	Revendication d'une rizière	Les agriculteurs de Gura Saare voulaient s’emparer de toute la rizière. Cela fut contesté par leurs homologues de Gidio Saare car la zone est commune aux deux groupes.	Passé
DEGEDEGE	Champs	Revendication d'une rizière	Les agriculteurs de Degedege revendiquent la possession d’une partie de la rizière traversant leur village. Cela est contesté par leurs homologues de Gidio Saare qui menacent de mort toute personne qui y mettra pied pour cultiver.	Actuel
KOLEL-SORI	Champs	Revendication de champs	Timbu Kamanta cherchait à accaparer 33 champs qu’il pensait appartenir à ses grands parents. Le chef de village de Tibitaba ayant hérité de ces champs rejeta les revendications de Timbu Kamanta.	Passé
TEMPI-HÔ-N'DA	Champs	Revendication d'une plaine rizicole	Le chef de village de Wuro N’giya veut prendre possession du domaine qu’il suppose appartenir à ses grands parents. Le chef de village de Karan ayant hérité ce domaine de ses grands parents ne veut le céder à personne.	Actuel

NOM DE L'AFFAIRE	ECOTOPES	OBJET	ENJEUX des parties	ETAT
KOMY	Champs	Revendication de champs	Kulo Ture prétendait à un champ qu'il pensait appartenir à son grand père. Abuba Asumane Ture sachant que tout le domaine de Komy était à de son grand père refusa de le céder.	Passé
JALABA	Champs	Revendication de champs	Hamcale chercha suite à une mésentente à reprendre le champ qu'il avait prêté à Julde. Julde refusa de lui céder ce champ qu'il considérait comme commun à toute la population de Toggere-Saare.	Passé
M'BASOL-BANIKA	Champs	Revendication de champs.	Amadu voulait reprendre le champ familial que son frère avait prêté au père de Samba. Samba se croyant aussi héritier du champ, refusait de le céder à quiconque.	Passé resurgissant
SENO-KARMA	Champs	Revendication de champs par un maître de terre	Le maître des terres Umaru Sonfo s'est attribué ces champs car il suppose qu'ils appartenaient à ses grands parents. Le chef de village de Karma conteste cela, puisque les champs appartiennent à sa famille que la famille de Umaru Sonfo a nommée maître des terres.	Actuel
ALLUNGEL	Champs	Revendication d'une plaine inondée entre deux villages	Yuwaru avait pour objectif de conserver ses terres et de les exploiter judicieusement. Enngem voulait s'accaparer la zone à des fins agricoles et piscicoles.	Passé
MINDI	Champs	Revendication de rizières	Les agriculteurs de Tangu veulent retirer la partie qu'il avaient prêté à leurs homologues d'Inguiri suite à une mésentente. Les agriculteurs d'Inguiri insistèrent pour que la partie litigieuse reste en leur possession.	Passé resurgissant
KOWO	Mare	Revendication d'une parcelle de culture dans une mare	En réalité, la famille Kone ne cherchait pas à s'attribuer la zone en question. Elle a seulement protesté contre la manière de présenter le problème. Pour Bokary Kuata, les lieux lui appartiennent de droit, par conséquent, il n'a pas besoin de demander l'autorisation de les cultiver.	Actuel

NOM DE L'AFFAIRE	ECOTOPES	OBJET	ENJEUX des parties	ETAT
SENO-MONGO 2	Champs	Revendication de champs	Le chef de village de Gomni voulait que les champs de mil soient une possession commune à lui et au maître des terres, cette revendication fut contestée par le maître des terres.	Passé
JABE-KAYA	Champs	Revendication de champs	Les agriculteurs de Kaya réclamèrent leurs anciens champs transformés en hariima pour y mener leurs activités. Le jowro de Kaya sachant que ce hariima était très utile pour ses animaux refusa d'évacuer le lieu.	Passé
BIRAMA	Champs	Revendication d'une rizière	Le chef de village voulut occuper toute la rizière qu'il croyait appartenir à ses grands parents. Le chef de village de Jonjori surpris par ces réclamations, décida desuspendre le prêt accordé aux grands parents du chef de village de Paka.	Passé
THIAKOYE-N'DONGUILA	Champs	Revendication de champs	Les agriculteurs de Niasso voulaient s'attribuer les champs communs en déclarant que ceux-ci étaient le prolongement de leurs champs. A la suite de ces déclarations, les agriculteurs de Jugi-monnde décidèrent eux aussi d'occuper tous ces champs communs.	Passé
USU BURA	Champs	Revendication de champs.	Les objectifs de Nuhum Samba Jal étaient de continuer de cultiver le champ de son père. Or auparavant son père avait été en discussion avec le père de Uussu Bura à propos de ce champ. Le litige n'étant pas réglé, il avait cultivé le champ pendant 9 ans. Usu Bura Bokum souhaite cultiver le champ appartenant à son père Bura Bokum. Il a repris le champ et il le cultive.	Passé
HARIIMA PALLALI	Bourgoutière	Tentative de mise en culture d'un hariima	La communauté villageoise voulait être la seule à exploiter clandestinement la zone du hariima. Cette zone se trouve sur leur terroir. Abdulaye Traore dit Keu voulait profiter de cette situation irrégulière pour exploiter l'endroit au même titre que les autochtones, et ce malgré leur opposition. Chaque partie, songeant à ses seuls intérêts, avait oublié les conditions dans lesquelles chacune occupait le terrain. Dans le partage du hariima transformé en espace agricole, Teke pensait se tailler la plus grosse part, bien qu'ayant déjà bénéficié de plus d'espace lors des partages précédents. Tondugu, ayant été déjà lésé voulait, à son tour être le possesseur exclusif de la zone en question.	Passé

NOM DE L'AFFAIRE	ECOTOPES	OBJET	ENJEUX des parties	ETAT
TUMAYE TRAORE-CISSE	Champs	Limites de champs	Le Sieur Hammadu Umar Cisse chercha à profiter du fait que Alansire Traore méconnaissait les limites de son champ pour assouvir son intention expansionniste.. La famille Alansire convaincu de l'existence de leur champ sollicita de l'intervention du chef de village et des personnes ressources pour le rétablissement de ses droits d'usage.	Actuel
DUUDE-BAWAY	Champs	Leydi (frontière). Distribution de terres aux agriculteurs par un jowro	Le jowro des Arbe remet en cause le fait que Duude-Baway soit la frontière entre son leydi et celui de Yalalbe. Le jowro de Yalalbe insiste pour que cette frontière soit respectée entre les deux leyde.	Actuel
LAALURDE	Plaine	Leydi (frontière). Revendication d'une plaine cultivée.	La plaine Laalurde appartenait à Togge Hamadi. Mais la demande des agriculteurs de Wuro Hari en terre était forte, en raison du manque d'eau qui sévissait chez eux. Le jowro de Togge Hamadi accepta de prêter des terres aux agriculteurs de Wuro Hari. Mais en 1981, les agriculteurs de Togge Hamadi ont demandé au jowro Gelaaio de leur donner une plaine Laalurde. Avec l'accord du jowro, les agriculteurs de Wuro Hari ont refusé que les Riimaay'be de Togge Hamadi cultivent. Le jowro dut alors interdire toute culture sur la plaine Laalurde par les agriculteurs de Wuro Hari, ce à quoi ceux-ci s'opposèrent.	Passé
SABAKURE	Plaine	Leydi (frontière). Revendication d'un espace cultivé	Comme les gens de Wuro Makan cultivaient à la limite de nos frontières, ils voulaient profiter de l'occasion pour dépasser les limites de leur leyde. Lorsque les Riimaay'be de Hoore Geende avaient demandé l'autorisation au jowro de cultiver, il la leur refusa.	Passé
FANAKUNA	Champs	Revendication du droit de distribution de terres à la fois par le jowro et le maître de terre	Le Jowro Janga Amadu Sow voulait s'attribuer les terres cultivables et les distribuer à qui il voulait, croyant que les possesseurs des pâturages, possèdent aussi les terres cultivables. Le chef de village de N'gaïssy Bubu Tambura s'est opposé à la demande du Jowro parce que le Jowro n'a jamais possédé de terres cultivables, celles-ci reviennent de droit au chef de village.	Passé
WINDE YONGHA	Wiinnde	Culture sur un gîte d'étape	Baburu Koïta éleveur souhaiter valoriser doublement son lopin de terre et utiliser une partie de son winnde à des fins agricoles. Ba Tienta profite de cette dérogation, pour occuper une partie du winnde à des fins également agricoles.	Passé

NOM DE L'AFFAIRE	ECOTOPES	OBJET	ENJEUX des parties	ETAT
SORY KUATABOO XURU	Plaine	Constitution d'un verger enclos dans un espace pastoral de pâturage	L'utilisation pastorale d'un espace semble s'opposer à la constitution d'un verger.	Actuel
FUNDE XURU	Ile	Revendication d'une île	L'éleveur veut étendre sa zone de pâturage jusqu'à l'île où il pouvait non seulement trouver de l'herbe tendre à grande valeur fourragère, mais aussi des espèces potagères. Le Bozo agropêcheur tenait à préserver l'île qui lui avait été léguée par son père.	Actuel
FEEYA BAANA 2	Plaine	Leydi (frontière). Revendication d'une plaine	De bons rapports existaient entre les deux leyde. Mais une année, lorsque nos bergers firent pâturer leurs animaux dans le Feeya Baana les Peul de Sebera crièrent sur eux. Cela nous indiqua que Sebera revendiquait la plaine. Lorsque les bergers en eurent informé le jowro Hasana, ce dernier rassembla les Peul pour leur dire qu'il n'était pas d'accord avec la revendication de Feeya Baana par Sebera.	Passé
SIGA DENI	Mare	Revendication d'une dépression (cultivée en partie) pour lui redonner sa vocation originelle, pastorale	Pour les Malinke de Sarabugu, Siga Deni est un lieu où les cultures produisent bien surtout avec les décrues des dernières années. Ils veulent toujours cultiver dans la zone à cause de la bonne production. Les Peul ont demandé Siga pour en faire leur pâturage.	Actuel
GUUMU	Plaine	Occupation de l'espace par des Tamacheq	Les Tamacheq qui venaient chaque année à Wuro Alfaka avaient pour objectif de rester et s'installer. Ils voulaient rester à côté des Peul pour que ces derniers leur prêtent des terres de culture et de pâture. Mais les Peul les voyaient comme des êtres insupportables et les assimilait aux rebelles. C'est ainsi qu'ils avaient décidé de faire décamper les Tamacheq à tout prix pour avoir la paix.	Passé réussir
KARAN	Champs + Mare + Chenal	Revendication d'une partie des pêcheries et des terres du leydi	Afo Salakara de Janke voulait obtenir le partage du leydi Karan qu'il croyait commun à ses grand-parents et à ceux du chef de village de Karan. Le chef de village de Karan n'étant pas convaincu des arguments de Afo Salakara refusa de partager le leydi Karan.	Actuel
HAMBANU	Bois	Dégradation des arbres par les chevriers	Les objectifs de Saare Hambanu étaient de faire décamper les Bella et les Peul du Cooki qui gâtent leur forêt et passent toute l'année dans la brousse. Pour les Peul étrangers, vivre dans la brousse de Saare Hambanu est une façon de sécuriser leurs animaux.	Passé

NOM DE L'AFFAIRE	ECOTOPES	OBJET	ENJEUX des parties	ETAT
KOMU	Bois	Lutte contre l'abattage d'arbres dans une forêt villageoise	Les objectifs des gens de Nooga étaient de venir prélever du bois dans la brousse de Jallube. Cette brousse constituait une réserve importante d'arbres. Les gens de Jallube souhaitaient préserver la forêt. C'est là qu'ils venaient pâturer et s'approvisionner en bois de construction.	Passé
TIELEL-BABA-HAWA	Bourgoutière	Revendication d'une plaine anciennement inondée	Le jowro Seydu Jal voulait distribuer des parties de sa bourgoutière qui n'était plus inondée à titre de lots d'habitat aux Bozo nomades. Alaji Sow croyant posséder cette partie de bourgoutière s'opposa à cette distribution de lots.	Passé
SORITA-KUWANTA	Plaine	Construction d'habitation sur une terre prêtée	Dans sa tentative d'occuper plus d'espace Brehima Sorita ne tient pas compte de certaines limites. Bokary Kuenta tient à conserver ce que son père lui a laissé.	Passé resurgissant
JONJORI	Champs	Dégâts de champs causés par le bétail	Les éleveurs à la recherche de nouveaux pâturages, reviennent tôt de la transhumance avec leurs troupeaux. Les agriculteurs sont obligés de défendre leurs récoltes contre l'arrivée précoce des animaux.	Actuel
JUGGI	Champs	Dégâts de champs par le bétail	Sans aucune considération pour un Riimaay'be et en raison de leur souci constant de nourrir et d'abreuver ses animaux, les éleveurs laissent divaguer les animaux dans les champs cultivés. Les agriculteurs, pour défendre leurs cultures sont prêts à tous les sacrifices.	Passé
FAKALA	Champs	Dégâts de champs par du bétail	Les agricultures demandent des réparations dues aux dommages causés aux récoltes. Les éleveurs voudraient une solution à l'amiable; ils promettent de ne plus jamais faire cela.	Actuel
JAL-KONTA	Champs	Dégâts de champs par le bétail	L'éleveur voulait laisser les animaux divaguer. L'agriculteur, dans le souci de défendre son champ cria sur les animaux afin de les empêcher de pénétrer dans son champ et de détruire sa récolte.	Passé

Référents numériques des 251 conflits fonciers

NOM	Conflit n°
HARIIMA BOGO	1
SOTIGI-TAKAVIABAKA	2
SAMAYE	3
RUNNDE KOMIO 1	4
RUNNDE KOMIO 2	5
TOGEL NALE	6
RUNNDE BENDI KOOTAKA	7
TARAJI	8
HARIIMA GEMBE	9
KANTA-SIDIBE	10
TOGEL JABI 1	11
RUNNDE BAYNGAL	12
HARIIMA DUDERI	13
GUOKULU	14
BODY-GORDY	15
FURDU	16
PIRAJUDE	17
TUNDE-JOLEL	18
DAKEOLE-KOBO	19
TIAIGAI	20
JOWRO de KANIO	21
LAWSI	22
HOORE WUMBERE	23
JUGGERE	24
HARIIMA WURO NEEMA	25
SIRKI	26
FULINKRIYABE	27
GAÏNO	28
SIMAI	29
NUH-BARKE	30
SEBAKA	31
THIAKOYE TOMOTA	32
KINGETO	33
KUBITERA	34
CALLA	35
DAKA PUGUPAGA - LASSE MAYO	36
BANA	37
KUMANA	38
DOROJI	39
TIENALAWOL / JUGOL	40
MAYEL KOSO	41
GINEWOL	42
JUGAL BAGI	43
JARENDE	44
GUO	45
PATI-JARDATA	46
PATAWAL	47
TIENEL-LAWOL	48
POMBA	49
TANDA-M'BONGA	50
WALADU-M'BANAJE	51
MAYO TAMA	52
GOBE	53
WAGNOLA	54
TIAÏDE	55
TOLOBA 2	56
TOLOBA 1	57
ABARAWAL (KABA)	58
WULDU	59
NIADE	60
BWARE	61
POLENTA	62
FANKELIN	63
JARA-KULIBALI	64
MEGU	65
SAKA	66
PÔ	67

NOM	Conflit n°
FALA	68
SAARE MALA	69
TARAWARMA	70
MUGNA TJIN-TJIN	71
BEITEL TORODI	72
BINU	73
SUON JANGA	74
TIARU	75
BOGEJI	76
KABARA	77
BAANDA	78
SIIDIBE-PARITA	79
TIMBO-SOW	80
KAMA	81
KOWANA-PUCAVEL	82
GOGOLA	83
TOGEL JABI 2	84
LÔWOL N'GORMA	85
MANGAWOL / MANGAJE	86
SEBY-GOMU	87
FIANKE	88
NIAPAGU	89
WURO BAYNDE	90
JANPAGU	91
KAWUDO	92
FEROO'BE-MALINKE	93
JOWRO MOCTAR BA	94
TANDAWU	95
FULINKRIYAABE-DEGENA	96
WINNDE NELBEL	97
WINNDE WALDU	98
WINNDE KAAMAGA-TOGEL KAADI	99
KULY-NUH	100
BURTOL de SIRABUGU	101
PPIV KAAMAGA	102
SIELA	103
BIIBA	104
SABA	105
TAKAJI	106
FEJI HODI	107
BUROGUNE-KORO	108
SOKOLO	109

NOM DE L'AFFAIRE	N° du Conflit
WURO MOODI-MANGA	110
SAIKERAJ	111
KUBUWAL	112
SANUMA	113
SIRO	114
SAIRA-KRU	115
FEEYA TOOYE BAAKA	116
JAARAKOY	117
DEEBO - DENTAKA	118
KAIBANA	119
KOYOMA-TOGGERE GUURO	120
BIMMBEERE TAAMA	121
MAAYEL PALLAKA	122
HIPPERAJ-WINDU	123
BIMBERAJ TOMA	124
HARIIMA WURO N'GIYA	125
DEBO	126
DENINGU	127
GANNALAAWOL	128
YARUBOMBU-NIA-WURO	129
NAWORE NJIIGNAMA	130
PONDORI	131
HARIIMA KAKANYAN	132
CAYGAY 2	133
MAAYO TAAMA	134
JALLI-BEBBI	135
GURI-WOL	136
KOWA -KUWAKURU	137
JARAKOYE	138
JUGGI-NYASSO	139
TOGGERE TOMONTA	140
GALANNJIIRE	141
DAL YATTA	142
JAAMEL IDINA	143
SAYEERE MAAYO	144
SENO-SAARE	145
ENTREE DEBO	146
WASI	147
BEHINKOO'BE	148
FEEYA SOSI	149
KOLI	150
FEEYA KUBI	151
WAALO	152
FEEYA BAANA 1	153
SIRKU SIRKU	154
KARAN-DUNGURA-SERI	155
BORA 3	156
NABAI-TERA	157
SUPERAI-GELAI	158
TIALUGOL-N'GAPERE-GORI	159
PONGA-KUMBE	160
PORA PAGU	161
MAYO-M'BALEWA et TIGUOU	162
SAMA	163
DANGERE-N'GAÏSSY	164
JOLDE-GURAJE	165
SERI	166
BANGA	167
NAWRE MAWNDE	168
NAWRE M'BO'DEWOL	169
SONO	170
KOLI-KOLI	171
MAYO-TAMA	172
KUMBURO-M'BU	173
BORA 1	174
KANGETORO	175
MUNTU-SALA	176

NOM DE L'AFFAIRE	N° du Conflit
TIOLOWOL	177
TAMARA-BI	178
SOFARA-BA	179
BORA 2	180
SINDE	181
KIRAMBA	182
JUGGOL DEEBAWAL	183
JUGOL	184
DOROBUGU	185
YAPPA NJOO'DO	186
PARI-KO	187
TAALO-SALA	188
NIA WURO	189
HORE-DUNNDE & DUNNDE-VAJO	190
GWATO	191
SALAGNON TAANA	192
YONGHA-BOZO	193
ALAMANTE	194
PORA	195
GULI UDDIWOL	196
NAWORE JUGUNI	197
LONGEL	198
PAYOONA-TAMMBURA	199
KEMA-FAOUNYO	200
SENO-MONGO 1	201
SEWERI	202
PIRA	203
JUGGOL BATAAMAANI	204
ARABA JAL	205
KOÏSSUMA	206
BARA AABIDI KULIBALI	207
KUBAY	208
SAMBA-KALIFA	209
FEEYA YAAME	210
KORY-FARMA	211
TRIPAY	212
NAWURE-KARORY	213
KURMU JERA	214
GURA-GIJO	215
DEGEDEGE	216
KOLEL-SORI	217
TEMPI-HO-N'DA	218
KOMY	219
JALABA	220
M'BASOL-BANIKA	221
SENO-KARMA	222
ALLUNGEL	223
MINDI	224
KOWO	225
SENO-MONGO 2	226
JABE-KAYA	227
BIRAMA	228
THIAKOYE-N'DONGUILA	229
USU BURA	230
HARIIMA PALLALI	231
TUMAYE TRAORE-CISSE	232
DUUDE-BAWAY	233
LAALURDE	234
SABAKURE	235
FANAKUNA	236
WINDE YONGHA	237
SORY KUATABOO XURU	238
FUNDE XURU	239
FEEYA BAANA 2	240
SIGA DENI	241
GUUMU	242
KARAN	243

NOM DE L'AFFAIRE	N° du Conflit
HAMBANU	244
KOMU	245
TIELEL-BABA-HAWA	246
SORITA-KUWANTA	247
JONJORI	248
JUGGI	249
FAKALA	250
JAL-KONTA	251